



**RAPPORT**  
**DU**  
**CONSEIL DE SÉCURITÉ**

---

**16 juin 1972 - 15 juin 1973**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

**DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-HUITIÈME SESSION**

**SUPPLÉMENT N° 2 (A/9002)**

**NATIONS UNIES**



**RAPPORT**  
**DU**  
**CONSEIL DE SÉCURITÉ**

---

**16 juin 1972 - 15 juin 1973**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

**DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-HUITIÈME SESSION**

**SUPPLÉMENT N° 2 (A/9002)**



**NATIONS UNIES**

***New York, 1973***

### **NOTE**

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

## TABLE DES MATIÈRES

	<i>Pages</i>
INTRODUCTION . . . . .	1
<b>PREMIÈRE PARTIE</b>	
<b>Questions examinées par le Conseil de sécurité en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales</b>	
<i>Chapitres</i>	
1. — LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT . . . . .	2
A. — Communications, rapports du Secrétaire général et examen par le Conseil de la question de l'observation du cessez-le-feu . . . . .	2
B. — Question du traitement des populations civiles dans les territoires occupés par Israël et questions connexes . . . . .	29
C. — La situation à Jérusalem et dans les Lieux saints ainsi que dans les environs . . . . .	30
D. — Déclarations générales et autres questions portées à l'attention du Conseil de sécurité en rapport avec la situation au Moyen-Orient .	31
E. — Activités du représentant spécial du Secrétaire général au Moyen- Orient et faits nouveaux connexes . . . . .	33
2. — QUESTION RELATIVE À LA SITUATION EN RHODÉSIE DU SUD . . . . .	44
A. — Communications adressées au Conseil . . . . .	44
B. — Examen de la question par le Conseil à ses 1654 <sup>e</sup> et 1655 <sup>e</sup> séances (28 juillet 1972) . . . . .	44
C. — Autres communications adressées au Conseil et demande de réunion	48
D. — Examen de la question de la 1663 <sup>e</sup> à la 1666 <sup>e</sup> séance (27-29 sep- tembre 1972) . . . . .	48
E. — Autres rapports et communications reçus entre le 30 septembre 1972 et le 15 juin 1973 . . . . .	58
F. — Examen de la question de la 1712 <sup>e</sup> à la 1716 <sup>e</sup> séance (14-22 mai 1973) . . . . .	59
3. — LA SITUATION EN NAMIBIE . . . . .	66
A. — Communications adressées au Conseil de sécurité et rapports du Secrétaire général . . . . .	66
B. — Examen de la question aux 1656 <sup>e</sup> et 1657 <sup>e</sup> séances (31 juillet et 1 <sup>er</sup> août 1972) . . . . .	67
C. — Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 319 (1972) du Conseil de sécurité . . . . .	71
D. — Examen de la question de la 1678 <sup>e</sup> à la 1682 <sup>e</sup> séance (28 no- vembre-3 décembre 1972) . . . . .	72
E. — Rapports et communications ultérieurs . . . . .	80
4. — PLAINTÉ DU SÉNÉGAL . . . . .	81
A. — Communications adressées au Conseil de sécurité et demande de réunion . . . . .	81
B. — Examen de la question de la 1667 <sup>e</sup> à la 1669 <sup>e</sup> séance (19-23 oc- tobre 1972) . . . . .	81
C. — Communications ultérieures . . . . .	85

## TABLE DES MATIÈRES (suite)

<i>Chapitres</i>	<i>Pages</i>
5. — QUESTION RELATIVE À LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES ADMINISTRÉS PAR LE PORTUGAL . . . . .	85
A. — Communications adressées au Conseil de sécurité et demande de réunion . . . . .	85
B. — Examen de la question de la 1672 <sup>e</sup> à la 1677 <sup>e</sup> séance (15-22 novembre 1972) . . . . .	86
C. — Communications ultérieures . . . . .	97
6. — LA QUESTION DE CHYPRE . . . . .	97
A. — Communications et rapports reçus entre le 16 juin et le 12 décembre 1972 . . . . .	97
B. — Examen de la question à la 1683 <sup>e</sup> séance (12 décembre 1972) . . . . .	98
C. — Communications et rapports reçus entre le 12 décembre 1972 et le 15 juin 1973 . . . . .	101
D. — Examen de la question aux 1727 <sup>e</sup> et 1728 <sup>e</sup> séances (15 juin 1973) . . . . .	102
7. — PLAINTÉ DE LA ZAMBIE . . . . .	105
A. — Communications adressées au Conseil de sécurité et demande de réunion . . . . .	105
B. — Examen de la question de la 1687 <sup>e</sup> à la 1691 <sup>e</sup> séance (29 janvier-2 février 1973) . . . . .	105
C. — Communications et rapports reçus entre le 2 février et le 8 mars 1973 . . . . .	113
D. — Examen de la question de la 1692 <sup>e</sup> à la 1694 <sup>e</sup> séance (8-10 mars 1973) . . . . .	114
E. — Communications ultérieures . . . . .	119
8. — EXAMEN DES MESURES VISANT À MAINTENIR ET À RENFORCER LA PAIX ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES EN AMÉRIQUE LATINE CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS ET AUX PRINCIPES DE LA CHARTE . . . . .	120
A. — Demande du Panama concernant la tenue d'une réunion du Conseil de sécurité à Panama . . . . .	120
B. — Réunions du Conseil de sécurité à Panama du 15 au 21 mars 1973 . . . . .	125

## DEUXIÈME PARTIE

### Autres questions examinées par le Conseil

9. — ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES . . . . .	145
A. — Candidature de la République populaire du Bangladesh . . . . .	145
B. — Demande d'admission de la République démocratique allemande . . . . .	153
C. — Demande d'admission de la République fédérale d'Allemagne . . . . .	154
10. — ELECTION DE CINQ MEMBRES DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE . . . . .	154
11. — QUESTION DE LA TENUE DE RÉUNIONS DU CONSEIL HORS DU SIÈGE . . . . .	154

## TROISIÈME PARTIE

### Le Comité d'état-major

12. — TRAVAUX DU COMITÉ D'ÉTAT-MAJOR . . . . .	155
--	-----

# TABLE DES MATIÈRES (suite)

Chapitres

Pages

## QUATRIÈME PARTIE

### Questions portées à l'attention du Conseil de sécurité mais n'ayant pas été examinées par le Conseil pendant la période considérée

13. — COMMUNICATION ÉMANANT DU LAOS . . . . .	156
14. — COMMUNICATIONS ÉMANANT DE LA RÉPUBLIQUE KHMÈRE . . . . .	156
15. — COMMUNICATION CONCERNANT LE VIET-NAM . . . . .	156
16. — RAPPORTS SUR LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ÎLES DU PACIFIQUE, DÉSIGNÉ COMME ZONE STRATÉGIQUE . . . . .	157
17. — COMMUNICATIONS ET RAPPORTS CONCERNANT LA SITUATION DANS LE SOUS-CONTINENT INDO-PAKISTANAIS . . . . .	157
18. — COMMUNICATIONS CONCERNANT LES ÎLES D'ABOU MOUSSA, DE LA GRANDE-TUMB ET DE LA PETITE-TUMB . . . . .	157
19. — COMMUNICATIONS CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE L'OMAN ET LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE DU YÉMEN . . . . .	158
20. — COMMUNICATION ÉMANANT DE LA RÉPUBLIQUE ARABE LIBYENNE . . . . .	158
21. — COMMUNICATION ÉMANANT DE LA GUINÉE ÉQUATORIALE . . . . .	158
22. — RAPPORT DU COMITÉ SPÉCIAL DE L' "APARTHEID" . . . . .	158
23. — COMMUNICATION ÉMANANT DE L'ORGANISATION DE L'UNITÉ AFRICAINE . . . . .	159
24. — COMMUNICATION CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET LA POLOGNE . . . . .	159
25. — COMMUNICATIONS CONCERNANT LA QUESTION DES PÊCHERIES ISLANDAISES . . . . .	159
26. — COMMUNICATIONS CONCERNANT L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR LE RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE . . . . .	160
27. — COMMUNICATIONS CONCERNANT LA SITUATION CRÉÉE PAR LA MULTIPLICATION DES CAS DE DÉTOURNEMENT D'AVIONS COMMERCIAUX . . . . .	161
28. — COMMUNICATION CONCERNANT LE NON-RECOURS À LA FORCE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES ET L'INTERDICTION PERMANENTE DE L'UTILISATION DES ARMES NUCLÉAIRES . . . . .	161

## APPENDICES

I. — Membres du Conseil de sécurité en 1972 et 1973 . . . . .	162
II. — Représentants, représentants adjoints, représentants suppléants et représentants par intérim accrédités auprès du Conseil de sécurité . . . . .	162
III. — Présidents du Conseil de sécurité . . . . .	163
IV. — Séances tenues par le Conseil de sécurité entre le 16 juin 1972 et le 15 juin 1973 . . . . .	163
V. — Résolutions adoptées par le Conseil de sécurité au cours de la période allant du 16 juin 1972 au 15 juin 1973 . . . . .	166
VI. — Réunions d'organes subsidiaires du Conseil de sécurité au cours de la période allant du 16 juin 1972 au 15 juin 1973 . . . . .	166
VII. — Comité d'état-major : représentants, présidents et secrétaires principaux . . . . .	167



## INTRODUCTION

1. Le Conseil de sécurité soumet le présent rapport <sup>1</sup> à l'Assemblée générale en application du paragraphe 3 de l'Article 24 et du paragraphe 1 de l'Article 15 de la Charte.

2. Ce rapport est essentiellement un résumé, un guide qui ne reflète que les grandes lignes des débats. Il ne prétend donc pas remplacer les procès-verbaux du Conseil de sécurité, qui constituent le seul compte

<sup>1</sup> Ce rapport est le vingt-huitième rapport annuel du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale. Les rapports précédents ont été publiés sous les cotes A/93, A/366, A/620, A/945, A/1361, A/1873, A/2167, A/2437, A/2712, A/2935, A/3157, A/3648, A/3901, A/4190, A/4494, A/4867, A/5202, A/5502, A/5802, A/6002, A/6302, A/6702, A/7202, A/7602, A/8002, A/8402 et A/8702.

rendu complet de ses délibérations, le seul qui fasse autorité.

3. En ce qui concerne la composition du Conseil de sécurité pendant la période considérée, on se rappelle qu'à sa 2070<sup>e</sup> séance plénière, le 20 octobre 1972, l'Assemblée générale a élu comme membres non permanents du Conseil de sécurité l'Australie, l'Autriche, l'Indonésie, le Kenya et le Pérou aux sièges devenus vacants à la suite de l'expiration, le 31 décembre 1972, du mandat de l'Argentine, de la Belgique, de l'Italie, du Japon et de la Somalie.

4. La période sur laquelle porte le présent rapport va du 16 juin 1972 au 15 juin 1973. Pendant cette période, le Conseil a tenu 81 séances.

## Première partie

# QUESTIONS EXAMINÉES PAR LE CONSEIL DE SÉCURITÉ EN TANT QU'ORGANE RESPONSABLE DU MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES

### Chapitre premier

#### LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

##### A. — Communications, rapports du Secrétaire général et examen par le Conseil de la question de l'observation du cessez-le-feu

###### 1. — PLAINTES D'ISRAËL ET DE LA JORDANIE

5. Au cours de la période considérée dans le présent rapport, ni Israël ni la Jordanie n'ont formulé de plaintes faisant état de violations du cessez-le-feu dans le secteur Israël-Jordanie, et aucune réunion du Conseil de sécurité n'a été tenue à ce propos.

###### 2. — RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LE SECTEUR DU CANAL DE SUEZ

6. En ce qui concerne la situation dans le secteur du canal de Suez, ni l'Égypte ni Israël n'ont adressé directement au Conseil de sécurité de plaintes faisant état de violations du cessez-le-feu. Le Secrétaire général a continué à faire distribuer des renseignements supplémentaires provenant de rapports reçus régulièrement du chef d'état-major de l'Organisation des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST), où sont quelquefois consignées des plaintes relatives à des violations du cessez-le-feu (S/7930/Add.1657, 1673, 1677, 1738, 1743, 1758, 1762, 1770, 1772, 1773, 1826 et 1830).

7. Dans un rapport daté du 20 juillet 1972 (S/7930/Add.1673), le chef d'état-major a signalé que des avions à réaction des forces israéliennes volant d'est en ouest avaient traversé le canal et l'avaient retraversé peu après. Dans ses rapports du 24 juillet et du 10 octobre (S/7930/Add.1677 et 1762), il a signalé que des missiles égyptiens surface-air avaient été tirés sur des appareils des forces israéliennes. Israël s'était plaint qu'à ces occasions des missiles égyptiens aient été lancés contre ses appareils alors qu'ils effectuaient des vols de routine au-dessus de la rive orientale du canal de Suez; cette plainte a été confirmée par les observateurs de l'ONU.

8. Dans d'autres rapports en date des 16 et 17 septembre, des 5, 15, 16 et 17 octobre et des 3 et 11 décembre (S/7930/Add.1738, 1743, 1758, 1762, 1770, 1772, 1773, 1826 et 1830), on a signalé qu'Israël s'était plaint de tirs de fusil et d'arme automatique par les forces égyptiennes contre des positions israéliennes sur la rive orientale du canal mais que ces incidents n'avaient pas été confirmés par les observateurs de l'ONU.

###### 3. — PLAINTES D'ISRAËL ET DE LA RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

9. Dans une lettre datée du 22 juin 1972 (S/10710), la République arabe syrienne s'est plainte que des forces israéliennes aient tendu une embuscade à cinq officiers syriens en mission de visite à l'armée libanaise et les aient enlevés en territoire libanais, et elle a demandé que le Conseil de sécurité entreprenne des démarches pour obtenir leur libération immédiate (voir section 4, a, ci-dessous).

10. Entre le 16 juin et le début de septembre, le Secrétaire général a continué à faire distribuer des renseignements supplémentaires provenant de rapports reçus du chef d'état-major de l'ONUST et portant sur la situation dans le secteur Israël-Syrie. Les rapports faisaient état de tirs, de traversées de la ligne du cessez-le-feu et de survols par les appareils israéliens et syriens (S/7930/Add.1635 à 1640, 1643, 1644, 1647, 1649 à 1652, 1654 à 1672, 1674 à 1687, 1689, 1691 à 1708, 1710 à 1722 et 1724 à 1728).

11. Dans une lettre datée du 14 septembre (S/10790), le représentant de la République arabe syrienne a rappelé que dans la déclaration qu'il avait faite au Conseil le 10 septembre (voir section 4, f, ci-dessous), il avait indiqué qu'en ne condamnant pas Israël et en ne l'obligeant pas à cesser ses opérations militaires contre la Syrie, le Conseil avait excusé d'autres effusions de sang, mettant ainsi en danger la paix et la sécurité. Il a ajouté que les déclarations faites par la suite par des personnalités israéliennes, et notamment par le Premier Ministre, avaient révélé les intentions agressives d'Israël, qui mettaient en danger la paix et la sécurité internationales. C'est pourquoi, a-t-il dit, le Conseil devait obliger Israël à mettre fin à son agression et à s'abstenir de toutes nouvelles attaques contre la République arabe syrienne.

12. Dans des lettres datées du 8 septembre, du 17 et du 30 octobre (S/10781, S/10809 et S/10820), la République arabe syrienne s'est plainte que des avions israéliens aient bombardé un certain nombre de villages situés à l'intérieur du territoire syrien, tuant et blessant de nombreux citoyens civils. Parlant de l'attaque du 17 octobre, la Syrie a ajouté que les déclarations prononcées par les autorités israéliennes indiquaient que cette attaque ne constituait pas une riposte à un acte en particulier, mais le premier pas vers un durcissement politique face à l'adversaire. L'attaque israélienne perpétrée contre des zones d'habitations proches de

Damas se situait également dans le cadre d'une campagne de terrorisme déclenchée contre les Palestiniens.

13. Dans sa réponse datée du 1<sup>er</sup> novembre (S/10823), Israël a déclaré que l'action entreprise en Syrie s'inscrivait dans le cadre de la guerre menée par Israël contre le terrorisme arabe, que protégeait la Syrie, et a noté que la Syrie avait omis de mentionner dans sa lettre les principes du droit international ou la Charte des Nations Unies en vertu desquels la Syrie était tenue de parvenir à un règlement pacifique avec Israël et de s'abstenir de protéger les organisations terroristes.

14. Entre la mi-septembre et le mois de décembre, le chef d'état-major de l'ONUST a continué à signaler (S/7930/Add.1731 à 1736, 1738 à 1744, 1746 à 1761, 1763 à 1766, 1768 à 1822, 1826, 1829, 1831 à 1834, 1836, 1841 à 1843, 1845, 1847 à 1850, 1852) dans le secteur Israël-Syrie des tirs presque quotidiens d'artillerie, de mortier et d'armes automatiques, de même que des activités aériennes et notamment la traversée de la ligne du cessez-le-feu par des appareils à réaction syriens ou israéliens. Les rapports du mois de novembre indiquaient que ces incidents s'étaient intensifiés. Le 9 novembre, le chef d'état-major a déclaré qu'il avait suivi avec une profonde inquiétude la fréquence croissante des graves incidents qui s'étaient produits tant dans le secteur Israël-Liban que dans le secteur Israël-Syrie et avait noté que les incidents du 9 novembre avaient entraîné une aggravation de la situation dans la région (S/7930/Add.1797). Dans ce même rapport, le Secrétaire général a dit qu'il partageait totalement l'inquiétude du chef d'état-major. Le 22 novembre à nouveau, après avoir signalé une série d'incidents qui s'étaient produits dans le secteur Israël-Syrie et dans le secteur Israël-Liban, le Secrétaire général a déclaré qu'il était profondément préoccupé par l'ampleur des incidents du 21 novembre, qui dépassaient en gravité ceux du 9 novembre et constituaient une nouvelle aggravation de la situation dans la région (S/7930/Add.1811).

15. Dans une lettre datée du 9 janvier (S/10860), la République arabe syrienne s'est plainte que des avions à réaction israéliens aient attaqué non seulement des positions militaires mais plusieurs villages, tuant de nombreux enfants, femmes et autres civils. La Syrie a appelé l'attention du Président du Conseil de sécurité sur la gravité de la situation et a dit que l'inaction du Conseil avait encouragé Israël à poursuivre son agression contre un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies.

16. Israël a répondu le 16 janvier (S/10861) que ses opérations aériennes avaient été dirigées contre des bases d'organisations terroristes et contre des installations militaires syriennes, ce qui avait été confirmé par les communiqués publiés par les organisations terroristes elles-mêmes et par les autorités syriennes. La lettre ajoutait que la situation le long de la ligne du cessez-le-feu Israël-Syrie était fonction de la mesure dans laquelle la Syrie était disposée à honorer ses obligations internationales. Au cours de l'année 1972, 122 attaques armées avaient été lancées à partir du territoire syrien le long de la ligne du cessez-le-feu, tuant cinq Israéliens et en blessant 11. La lettre concluait que lorsque la Syrie mettrait un terme à ces actes d'agression Israël n'aurait plus besoin de passer à l'action.

17. Entre janvier et juin 1973, les rapports du chef d'état-major de l'ONUST ont continué à signaler, comme les rapports précédents, divers incidents survenus sur la ligne du cessez-le-feu du secteur Israël-Syrie, notamment des tirs et des survols d'avions

(S/7930/Add.1853 à 1856, 1858, 1860 à 1862, 1864 à 1867, 1870, 1872 à 1874, 1876, 1877, 1882, 1883, 1887, 1890 à 1893, 1895 à 1897, 1899, 1901 à 1903, 1905, 1909 à 1917, 1919 à 1921, 1923, 1924, 1926, 1928, 1929, 1931, 1934, 1935, 1937, 1940 à 1945, 1947, 1949, 1950, 1953 à 1956, 1958, 1959, 1961, 1962, 1964 à 1990, 1992, 1993, 1996 à 2001, 2009 à 2011, 2014, 2015, 2018 à 2022).

#### 4. — PLAINTES D'ISRAËL ET DU LIBAN

##### a) *Communications adressées au Conseil, rapports du Secrétaire général et demandes de convocation du Conseil*

18. Dans une lettre datée du 20 juin 1972 (S/10706), Israël a adressé au Président du Conseil de sécurité une plainte relative aux attaques lancées par des terroristes à partir du territoire libanais et a déclaré que les organisations terroristes contrôlaient entièrement la partie méridionale du Liban d'où provenaient les attaques. Israël exigeait que le Liban prenne des mesures effectives pour prévenir ces attaques et pour mettre fin aux opérations terroristes menées contre Israël à partir du territoire libanais.

19. Entre le 16 et le 30 juin, le Secrétaire général a continué à faire distribuer des renseignements supplémentaires (S/7930/Add.1635 à 1637, 1640, 1648, 1650 à 1653) provenant de rapports reçus du chef d'état-major de l'ONUST sur le secteur Israël-Liban. Les rapports signalaient que des avions à réaction israéliens avaient survolé des localités du Liban méridional; ils faisaient état des plaintes formulées par le Liban et selon lesquelles les forces israéliennes auraient à maintes reprises traversé la frontière et dirigé des tirs d'artillerie ou de mortier contre le territoire libanais, tuant et blessant plusieurs personnes et occasionnant des dommages matériels. Les plaintes n'ont pas toujours été confirmées par les observateurs, les rapports signalant que les lieux où se seraient déroulés les incidents se situaient hors du champ d'observation des postes d'observation.

20. Dans un rapport daté du 21 juin (S/7930/Add.1643), le chef d'état-major a signalé que des avions à réaction israéliens avaient été observés alors qu'ils attaquaient à la bombe des objectifs généraux dans la région méridionale du Liban. Le rapport faisait état de plaintes du Liban selon lesquelles, ce même jour, des blindés israéliens avaient pénétré en territoire libanais et attaqué une colonne de véhicules; cinq membres du personnel militaire avaient été tués et cinq officiers syriens, un officier libanais et trois gendarmes avaient été capturés. La plainte faisait également état de bombardements par des avions israéliens, de deux villes et d'un village libanais; 9 civils avaient été tués, 24 blessés, et 40 maisons et 16 véhicules civils avaient été détruits ou endommagés.

21. Dans une lettre datée du 23 juin (S/10715), le représentant du Liban a déclaré que les actes d'agression qu'Israël n'avait cessé de commettre contre le Liban avaient atteint leur point culminant dans une attaque aérienne et terrestre de grande envergure qui avait eu lieu contre son pays les 21, 22 et 23 juin. En raison de l'extrême gravité de la situation, le Liban demandait que le Conseil de sécurité soit convoqué d'urgence.

22. Dans une lettre (S/10716) également datée du 23 juin, le représentant d'Israël a demandé que l'on convoque d'urgence le Conseil de sécurité aux fins d'examiner les attaques armées, les bombardements d'artillerie et les actes de sabotage, incursions, actes de

piraterie aérienne et autres actes de terreur et de violence continuellement perpétrés à partir du territoire libanais contre Israël.

*b) Examen de la question par le Conseil  
à ses 1648<sup>e</sup> à 1650<sup>e</sup> séances (23 au 26 juin 1972)*

23. A la 1648<sup>e</sup> séance du Conseil, le 23 juin 1972, l'ordre du jour provisoire où figuraient sous des rubriques séparées les lettres du Liban et d'Israël (S/10715 et S/10716) a été adopté. Les représentants du Liban et d'Israël, et par la suite les représentants de la République arabe syrienne, de l'Égypte, du Koweït et de la Jordanie, ont été invités, sur leur demande, à participer à la discussion sans droit de vote.

24. A cette même séance, le représentant du Liban a dit que, le 21 juin, une patrouille israélienne comprenant deux jeeps et appuyée par une patrouille utilisant des véhicules blindés avait pénétré en territoire libanais dans la région centre-sud du Liban et avait détruit des véhicules libanais. Une délégation militaire syrienne, composée de sept officiers, se trouvait alors dans cette région dans le cadre d'un échange traditionnel de visites entre les officiers de la République arabe syrienne et du Liban. La délégation, escortée par un officier libanais et cinq policiers militaires, voyageait en convoi dans des voitures civiles à 400 mètres environ à l'intérieur du territoire libanais. Le convoi était tombé dans une embuscade tendue par un groupe blindé israélien composé de cinq chars et de trois autochenilles, qui avait ouvert le feu sur lui. Quatre policiers militaires libanais avaient été tués et un cinquième, blessé, avait été enlevé par les forces israéliennes et était mort depuis des suites de ses blessures en Israël. Cinq officiers syriens et l'officier libanais avaient été enlevés. Un officier syrien avait été blessé et un autre avait réussi à s'échapper.

25. Le représentant du Liban a rejeté les allégations israéliennes selon lesquelles les officiers syriens avaient été capturés alors qu'ils dirigeaient des actes d'agression contre Israël et il a nié toute infiltration ou tirs de projectiles dirigés contre Israël à partir du territoire libanais; il a affirmé qu'aucun élément armé n'avait traversé la frontière libanaise pour poser des mines dans les hauteurs de Golan occupées.

26. Il a alors rappelé qu'en septembre 1970 et en février 1972 le Conseil avait été saisi de plaintes du Liban à la suite desquelles il n'avait pas pris de mesures décisives contre l'agresseur. Le Liban avait prouvé sa bonne foi en faisant tout ce qui était en son pouvoir pour promouvoir l'établissement de conditions de paix dans la région et avait demandé que l'on renforce le dispositif des Nations Unies créé aux termes de la Convention d'armistice, mais Israël avait refusé de coopérer avec le Conseil ou de permettre aux observateurs des Nations Unies d'exercer leurs fonctions dans son territoire. Les rapports des observateurs des Nations Unies n'avaient jamais signalé de fait indiquant qu'un acte d'agression ait été perpétré à partir du territoire libanais. Par contre, certains de ces rapports prouvaient amplement qu'Israël avait constamment violé la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban. Le Conseil, après le dépôt de nombreuses plaintes par le Liban, avait fermement condamné Israël pour ses actes d'agression contre le Liban et l'avait mis en garde contre la répétition de tels actes. Le Liban avait placé sa confiance et sa foi dans le Conseil devant lequel il s'était présenté pour demander justice contre l'agresseur qui avait perturbé la paix dans la région et dans le monde depuis des années, au mépris de nombreuses résolutions de l'ONU.

Le Liban demandait au Conseil de prendre immédiatement deux mesures : d'abord de condamner énergiquement Israël pour ses actes d'agression répétés, et ensuite de faire en sorte que les officiers syriens et libanais enlevés le 21 juin par les forces armées israéliennes soient immédiatement rendus au Liban.

27. Le représentant d'Israël a dit que, le 20 juin, des organisations terroristes arabes basées au Liban avaient tiré au bazooka sur un autocar civil israélien, blessant deux personnes âgées parmi les passagers. Quelques heures plus tard, deux soldats israéliens avaient été blessés par l'explosion d'une mine posée dans la même région par une équipe de terroristes venus du Liban. Le jour suivant, les forces aériennes et l'artillerie israéliennes, exerçant leur droit à la légitime défense, avaient bombardé des éléments terroristes massés dans la partie sud-est du territoire libanais. A 100 mètres environ de la frontière, une patrouille israélienne avait rencontré un convoi militaire qui avait ouvert le feu. Au cours de l'engagement qui s'était ensuivi, cinq officiers syriens, un officier libanais, un soldat et quatre gendarmes avaient été faits prisonniers. De tôt matin le 23 juin, des groupes terroristes stationnés au Liban avaient tiré au bazooka sur la ville de Kiryat Shmona. Les forces israéliennes avaient riposté. Israël continuait d'espérer que le Liban respecterait les obligations internationales qui le liaient et mettrait fin aux activités criminelles des organisations terroristes. Toutefois, prétendre, comme le Liban le faisait parfois, que les opérations terroristes lancées du territoire libanais résultaient de la présence dans ce pays de réfugiés palestiniens, c'était miser sur la crédulité ou l'ignorance. Le Liban avait autorisé les groupes de terroristes à faire de ce pays une base d'opérations et à établir leur quartier général à Beyrouth. A titre d'exemple, le représentant d'Israël a cité le massacre de l'aéroport de Lod, survenu le 30 mai, ajoutant que le monde arabe avait fait preuve d'insensibilité et de légèreté dans ses réactions et que le Liban avait refusé d'assumer la responsabilité d'une attaque pourtant conçue, préparée et lancée à partir de son territoire. Le droit international et la Charte faisaient au Gouvernement libanais l'obligation de veiller à ce que le Liban ne serve pas de tremplin à une agression dont serait victime un Etat voisin. En refusant d'assumer cette obligation, le Liban ne laissait à Israël d'autre choix que d'agir en légitime défense.

28. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a dit que le nouvel acte d'agression d'Israël était un acte de brigandage incompatible avec le droit international. La politique d'agression continue que menait Israël au Moyen-Orient, condamnée à maintes reprises par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale, avait maintenu cette région dans un état dangereux de tension militaire qui pourrait avoir des conséquences extrêmement graves pour la paix internationale. Israël commettait de nouveaux actes d'agression au moment précis où certains problèmes internationaux importants étaient résolus avec réalisme et alors que le climat des relations internationales s'améliorait et qu'apparaissaient les chances d'une reprise de la mission Jarring et de la mise en application de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité. Mais Israël s'opposait aux efforts entrepris par la communauté internationale pour aboutir à un règlement pacifique de la situation politique au Moyen-Orient et s'efforçait de gagner du temps dans l'espoir qu'une politique de fait accompli lui permettrait de convertir les territoires occupés en colonies israéliennes. Le

Conseil de sécurité devait condamner catégoriquement les nouveaux actes d'agression perpétrés par Israël et exiger la mise en liberté immédiate des membres de la délégation syrienne faits prisonniers par les forces israéliennes.

29. Le représentant du Soudan a dit que l'agression du 21 juin ne pouvait être justifiée ni comme représailles à la suite de l'incident de Lod ni par les allégations que le représentant d'Israël avait émises tant dans sa lettre que dans la déclaration qu'il avait faite au Conseil. Les forces israéliennes avaient pénétré illégalement en territoire libanais, massacrant des innocents et détruisant des maisons. A deux reprises, les forces aériennes israéliennes avaient participé à cette action ôtant la vie à 11 victimes innocentes. La délégation soudanaise condamnait énergiquement les actes répétés d'agression qu'Israël avait perpétrés contre le Liban ainsi que l'enlèvement de citoyens syriens et libanais. Le Conseil devait prendre d'urgence des mesures pour assurer la mise en liberté immédiate et inconditionnelle des officiers syriens et libanais qui avaient été enlevés.

30. Le représentant de la Chine a dit que son gouvernement et son peuple condamnaient sévèrement les crimes de l'agresseur israélien et appuyaient fermement le Gouvernement et le peuple libanais dans la lutte qu'ils menaient pour résister à l'agression, protéger leur territoire et préserver leur souveraineté. Le Conseil de sécurité devait condamner sévèrement le sionisme israélien pour le crime d'agression armée qu'il avait perpétré contre le Liban et exiger fermement des autorités israéliennes qu'elles mettent fin sans délai à leur agression, qu'elles relâchent les militaires syriens et libanais enlevés, qu'elles compensent les pertes causées par leur agression et qu'elles garantissent que de tels incidents ne se répèteraient jamais.

31. Le représentant de la Somalie a dit que le Conseil de sécurité devrait prendre immédiatement de fermes mesures contre l'agression israélienne afin d'obtenir la mise en liberté immédiate des officiers syriens et libanais enlevés et devrait condamner les agresseurs israéliens, qui étaient devenus une menace constante pour la paix, la sécurité et la stabilité au Moyen-Orient et qui continuaient de faire fi de l'autorité du Conseil de sécurité.

32. A la 1649<sup>e</sup> séance, le 24 juin, le représentant de l'Egypte a dit que les Israéliens se conduisaient en territoire arabe occupé comme des colonisateurs. Ils avaient détruit des villages entiers, expulsé leurs populations en masse et commis des crimes odieux contre d'innocentes victimes. Dans ses grandes lignes, le problème se présentait de la façon suivante : trois pays arabes occupés, des modifications structurelles effectuées dans les territoires occupés, une population palestinienne soumise au joug de l'occupant israélien et des forces israéliennes puissamment armées par les Etats-Unis. Le calme ne serait restauré dans la région que lorsque les résolutions des Nations Unies seraient appliquées, que la mission Jarring reprendrait, que les forces israéliennes se retireraient complètement de tous les territoires arabes occupés et que les droits des Palestiniens seraient respectés. Le Conseil de sécurité devait condamner Israël pour l'agression préméditée à laquelle il s'était livré contre le Liban et demander à Israël de libérer les officiers syriens et libanais illégalement enlevés en territoire libanais.

33. Le représentant du Koweït a déclaré que ce qu'Israël appelait terrorisme provenait de l'indignation ressentie par le peuple palestinien, dont on ne reconnaissait pas les droits et qui avait fait la preuve de sa

volonté de survivre dans les camps sordides où il connaissait des conditions de vie incroyablement misérables. Le calme au Moyen-Orient et la réalisation d'une paix si longtemps recherchée dépendaient du retrait d'Israël de tous les territoires arabes et de l'application des résolutions des Nations Unies relatives aux droits des Palestiniens dans leur patrie.

34. Le représentant de la Jordanie a dit que, si les actes de violence perpétrés récemment par Israël contre le Liban ne représentaient que l'expression de la violence israélienne à l'origine du problème israélo-arabe, c'était seulement à propos des actes récents dont le Liban avait été victime que le Conseil devait porter un jugement, prendre des sanctions et adopter des mesures de nature à enrayer cette violence. Il fallait qu'à l'avenir les dernières victimes en date fussent à l'abri d'une récidive. Il fallait soumettre Israël à la loi des nations et lui imposer le respect de la volonté internationale.

35. Le représentant de la République arabe syrienne a dit que son gouvernement s'associait entièrement à la plainte présentée par le Liban. La Syrie était directement concernée par un aspect de la question. L'embuscade tendue à cinq officiers supérieurs syriens, qui effectuaient une visite pacifique dans le sud du Liban, constituait une violation flagrante du droit international, et à ce titre Israël devait être condamné. Le problème n'était pas, en vérité, l'existence d'Israël, mais celle de 3 millions d'Arabes. Les habitants des hauteurs de Golan avaient été chassés pour faire place à des colons venus du monde entier. Ce qu'il y avait de tragique, c'était que la communauté internationale n'avait pas compris le sens réel de la conquête qui se déroulait comme une conquête coloniale au Moyen-Orient, ni que les propos pacifiques d'Israël n'étaient qu'hypocrisie et duperie.

36. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a dit que son gouvernement défendait résolument l'intégrité territoriale et l'indépendance politique du Liban et qu'il n'ignorait pas que le gouvernement de ce pays s'était efforcé de contenir les éléments terroristes présents sur son territoire. Le Gouvernement américain espérait que toutes les autorités de la région, y compris en particulier le Gouvernement israélien, loin de compliquer la tâche du Liban, feraient tout pour la lui faciliter. Le Gouvernement américain était convaincu que la solution du problème résidait dans l'établissement de contacts directs entre les parties et dans leur coopération. Israël et le Liban devaient avoir plus fréquemment recours aux instances internationales pour échanger des informations et se consulter sur les questions frontalières, et il fallait mettre fin aux attaques et aux actes de terrorisme de part et d'autre de la frontière. Pour obtenir l'appui des Etats-Unis, tout projet de résolution soumis au Conseil devrait être équilibré et tenir compte des actes de terrorisme aussi bien que des attaques israéliennes.

37. Le représentant de l'Inde a dit que la position d'Israël serait peut-être plus compréhensible si son existence en tant qu'Etat était réellement menacée. Mais les personnes les moins informées pouvaient voir depuis 1967 qu'Israël n'avait rien à craindre, étant beaucoup plus puissant que le Liban, pays qui ne pouvait rien contre la puissance militaire israélienne. Il ne saurait y avoir de justice tant qu'Israël ne se serait pas retiré des territoires arabes qu'il occupait et tant que les Palestiniens spoliés ne seraient pas réintégrés dans l'exercice de leurs droits.

38. Le représentant de la Belgique a dit que son pays n'avait cessé de réprouver les représailles militaires qu'Israël avait fait subir au Liban mais qu'en même temps, il avait demandé à ce pays de contenir les combattants palestiniens, d'exercer un contrôle efficace sur leurs activités et d'empêcher que des embuscades et des actes de sabotage visant des objectifs civils ne soient organisés à partir de son territoire. Il lui paraissait légitime que la Syrie et le Liban demandent la mise en liberté des officiers et policiers capturés par les forces israéliennes.

39. Le représentant du Japon a déploré toute action ayant pour conséquence la perte de vies innocentes et il a ajouté qu'il fallait mettre fin aux violations du cessez-le-feu, quelle qu'en soit l'origine ou le motif. Il a instamment prié le Conseil de sécurité de demander à Israël de cesser et de s'abstenir d'entreprendre toute action terrestre ou aérienne contre le Liban et de prendre promptement des mesures de nature à assurer un retour à la normale, notamment en libérant les officiers syriens et libanais.

40. Le représentant du Panama a dit que son pays était opposé au terrorisme et favorable à l'instauration d'une paix durable entre Israël et les pays arabes. Il a ajouté que son pays avait demandé au Gouvernement libanais d'empêcher les combattants palestiniens qui jouissaient de son hospitalité de se servir de son territoire pour lancer les attaques contre Israël.

41. Le représentant de la Guinée a déploré les actes répétés d'agression perpétrés contre le Liban par Israël, qui était un Etat expansionniste. Il fallait que le Conseil condamne Israël pour les actes criminels qu'il avait commis contre le Liban et demande la mise en liberté immédiate des cinq officiers enlevés par l'armée israélienne, la cessation des hostilités israéliennes contre le Liban et le retrait d'Israël de tous les territoires arabes occupés.

42. Le représentant de l'Italie a dit que la plupart des actes de violence commis au Moyen-Orient étaient dus à l'absence de progrès dans la voie d'un règlement pacifique de l'ensemble de la situation, qui se détériorait. Pour supprimer les causes de violence, il fallait que les parties en présence appliquent pleinement la résolution 242 (1967). Il fallait créer des conditions propices à la relance de la mission Jarring. L'Italie appuierait un projet de résolution demandant à Israël de mettre fin aux opérations militaires de grande envergure qu'il avait lancées contre le Liban et demandant aux parties intéressées d'agir dans l'esprit de la Convention de Genève pertinente et de procéder à un échange de prisonniers.

43. Le représentant de l'Argentine a dit que les expéditions punitives et la guerre préventive étaient totalement incompatibles avec les buts, principes et recommandations de la Charte. Il fallait déclarer un cessez-le-feu immédiat et les officiers qu'Israël avait faits prisonniers le 21 juin devaient être rendus sans délai.

44. Le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a dit que le meilleur moyen de mettre fin à l'escalade insensée de la violence et des représailles était de parvenir à un règlement juste et durable conforme à la résolution 242 (1967). Le Royaume-Uni déplorait tous actes de violence et condamnait l'effroyable incident de l'aéroport de Lod, que certains avaient expressément mentionné. Israël avait dit qu'il incombait au Liban de réprimer les actes de terrorisme dirigés contre lui, mais les représailles militaires de grande envergure qu'Israël avait lancées n'étaient pas le bon moyen de parvenir à cette fin et

outrepassaient largement l'exercice du droit de légitime défense. La délégation britannique espérait que le Liban intensifierait ses efforts et prendrait toutes les mesures possibles pour empêcher que des activités terroristes ne soient lancées contre Israël à partir du territoire libanais. Elle espérait aussi que les officiers qui avaient été enlevés du territoire libanais par la force seraient relâchés.

45. Parlant en qualité de représentant de la Yougoslavie, le Président a dit qu'une fois de plus le Conseil se trouvait en présence d'une politique d'agression et de force exercée dans un mépris total de la Charte et des résolutions des Nations Unies à une échelle toujours plus grande et à intervalles toujours plus rapprochés. C'était là la cause fondamentale de toutes les tensions que connaissait le Moyen-Orient. Sans pour autant justifier chaque acte de terrorisme isolé, le monde ne devait pas refuser à un peuple le droit de combattre pour se libérer du terrorisme de grande envergure que sont l'occupation et l'agression. Le Conseil devait condamner les récentes attaques israéliennes, demander la cessation immédiate de l'agression israélienne contre le Liban et autres pays voisins, mettre Israël en garde contre la répétition de tels actes, prendre des mesures pour empêcher la poursuite de l'agression et demander la libération immédiate de tous les prisonniers faits au cours de la récente agression israélienne.

46. A la 1650<sup>e</sup> séance, le 26 juin, le Conseil de sécurité a décidé d'ajouter l'alinéa b suivant au premier point de son ordre du jour : "Lettre datée du 26 juin 1972, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République arabe syrienne (S/10720)". Dans cette lettre, le représentant de la République arabe syrienne avait prié le Conseil de considérer que son pays s'associait entièrement à la plainte déposée par le Liban.

47. Le représentant de la France a présenté le projet de résolution ci-après (S/10722) ayant pour auteurs la Belgique, la France et le Royaume-Uni :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Ayant examiné l'ordre du jour publié sous la cote S/Agenda/1650/Rev.1,*

*"Ayant pris note du contenu de la lettre du représentant permanent du Liban, de la lettre du représentant permanent d'Israël et de la lettre du représentant permanent de la République arabe syrienne,*

*"Rappelant le consensus des membres du Conseil de sécurité en date du 19 avril 1972,*

*"Ayant pris note des renseignements supplémentaires fournis par le chef d'état-major de l'Organisation des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve et figurant dans les documents S/7930/Add.1584 à Add.1640, en date du 26 avril au 21 juin 1972, et particulièrement dans les documents S/7930/Add.1641 à Add.1648, en date du 21 au 24 juin 1972,*

*"Ayant entendu les déclarations des représentants du Liban et d'Israël,*

*"Déplorant les tragiques pertes en vies humaines résultant de tous les actes de violence et de représailles,*

*"Gravement préoccupé du manquement d'Israël à respecter les résolutions 262 (1968), 270 (1969), 280 (1970), 285 (1970) et 313 (1972) du Conseil de sécurité, en date des 31 décembre 1968, 26 août 1969, 19 mai et 5 septembre 1970, et 28 février 1972, respectivement, demandant à Israël de renoncer*

immédiatement à toute violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Liban,

"1. *Demande* à Israël de se conformer strictement aux résolutions susmentionnées et de s'abstenir de tous actes militaires contre le Liban;

"2. *Condamne*, tout en déplorant profondément tous les actes de violence, les attaques réitérées des forces israéliennes contre le territoire et la population du Liban en violation des principes de la Charte des Nations Unies et des obligations qu'Israël a assumées en vertu de celle-ci;

"3. *Exprime* le ferme désir que des mesures appropriées aient pour conséquence immédiate la libération, dans le plus court délai possible, de tout le personnel militaire et de sécurité syrien et libanais enlevé par les forces armées israéliennes le 21 juin 1972 sur le territoire du Liban;

"4. *Déclare* que si les mesures susmentionnées n'ont pas pour résultat la libération du personnel enlevé ou si Israël manque de se conformer à la présente résolution le Conseil se réunira à nouveau au plus tôt pour envisager une action ultérieure."

Le représentant de la France a dit qu'il appartenait certes au Liban de contrôler les activités des *fedayin* installés sur son territoire mais que tous savaient parfaitement qu'il s'agissait là d'une situation résultant directement de l'occupation par Israël de territoires conquis par la force. L'une des conditions d'une paix durable dans la région était le respect de l'intégrité et de l'indépendance du Liban. Comme le représentant du Royaume-Uni, la délégation française a estimé que les opérations israéliennes étaient hors de toute proportion avec l'exercice du droit de légitime défense.

48. Le représentant de l'Argentine a dit qu'il voterait pour le projet de résolution des trois puissances.

49. Le représentant des Etats-Unis a présenté un projet de résolution (S/10723) dont le texte était ainsi conçu :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Ayant pris note* du contenu de la lettre du représentant permanent du Liban (S/10715) et de la lettre du représentant permanent d'Israël (S/10716),

*"Ayant entendu* les déclarations des représentants du Liban et d'Israël,

*"Gravement préoccupé* par les récents actes de violence terroristes et militaires dans la région, qui ont provoqué une détérioration de la situation,

*"Déplorant* les pertes tragiques et injustifiables de vies humaines et de biens matériels qui en ont résulté,

*"Convaincu* que la cause de la paix exige la plus grande modération de la part de toutes les parties intéressées,

"1. *Condamne* les actes de violence dans la région;

"2. *Demande* qu'il soit mis fin immédiatement à tous ces actes;

"3. *Demande* à tous les gouvernements intéressés de rapatrier tous les prisonniers des forces armées qu'ils détiennent."

50. Le représentant du Panama a dit que sa délégation s'abstiendrait lors du vote parce que le projet de résolution des trois puissances condamnait plus fermement un aspect de la violence que l'autre.

51. Le représentant du Soudan a fait objection à l'alinéa du préambule de la résolution des trois puissances dans lequel le Conseil déplorait les tragiques pertes en vies humaines résultant de tous les actes de violence et de représailles. Il aurait fallu mentionner

expressément les actes d'agression commis entre le 21 et le 23 juin par Israël contre le Liban, sinon cet alinéa risquait d'être mal interprété.

52. Le représentant de la Somalie a dit qu'il aurait préféré un projet de résolution condamnant clairement Israël et lui demandant en même temps de libérer immédiatement les officiers syriens enlevés sur le territoire libanais. Néanmoins, la Somalie voterait pour le projet de résolution des trois puissances.

53. Le représentant de la Chine a dit que le projet de résolution des trois puissances ne rendait pas compte exactement de la situation réelle et ne demandait pas à Israël de renoncer entièrement à sa politique d'agression et de guerre, d'indemniser les victimes de l'agression des pertes qu'elles avaient subies et de s'abstenir dorénavant de tout acte d'agression. Le membre de phrase "déplorant... tous les actes de violence", au sixième alinéa du préambule et au paragraphe 2 du dispositif, risquait d'être interprété comme ne faisant aucune distinction entre agresseurs et victimes de l'agression. La Chine avait de sérieuses réserves au sujet de ce libellé; elle était néanmoins disposée à voter pour le projet de résolution des trois puissances.

**Décision :** A la 1650<sup>e</sup> séance, le 26 juin 1972, le projet de résolution des trois puissances (S/10722) a été adopté par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions (Etats-Unis d'Amérique et Panama), en tant que résolution 316 (1972).

54. Le Conseil ayant adopté le projet de résolution des trois puissances, le projet de résolution présenté par les Etats-Unis n'a pas été mis aux voix.

55. Prenant la parole après le vote, le représentant des Etats-Unis a dit que, pour être juste, la résolution aurait dû être équilibrée et traiter des attaques des terroristes aussi bien que des attaques israéliennes, et déplorer les pertes subies de part et d'autre de la frontière. Elle aurait dû demander le rapatriement de tous les prisonniers des forces armées et, surtout, elle aurait dû au moins exprimer l'espoir de voir s'améliorer les perspectives de paix dans la région. Comme le projet de résolution des trois puissances ne remplissait pas ces conditions, les Etats-Unis avaient dû s'abstenir.

56. Le représentant du Royaume-Uni a dit que la résolution 316 (1972) reflétait fidèlement la situation qui avait causé la convocation d'urgence de la série de séances en cours et marquait un juste équilibre. A propos des prisonniers, la résolution se concentrait à juste titre sur les personnels visés au paragraphe 3, mais il était manifestement grand temps, tant pour des raisons humanitaires que pour favoriser un relâchement des tensions dans la région, que l'on procède à la libération générale des autres personnes qui avaient été capturées.

57. Le représentant de la Belgique a dit que le paragraphe 2 impliquait que le Gouvernement libanais devait prendre toutes les dispositions nécessaires afin de contenir et de contrôler de façon efficace les activités des combattants palestiniens et d'éviter ainsi que des actes de sabotage contre les objectifs israéliens ne soient organisés à partir de son territoire. Le paragraphe 3 impliquait que le personnel militaire capturé le 21 juin sur le territoire libanais devait être libéré immédiatement mais qu'il fallait aussi que les pays parties au conflit du Moyen-Orient procèdent à un échange général de prisonniers.

58. Le représentant de l'Italie a dit que son pays avait voté pour la résolution, encore que le texte n'ait pas été entièrement conforme à ses vues et qu'il lui eût

semblé préférable d'adopter une résolution rédigée dans un esprit d'accommodement et de réconciliation.

59. Le représentant de l'Inde a dit que son pays partageait le souci de tous devant la misère et les souffrances humaines provoquées par l'incident de l'aéroport de Lod mais estimait que cet incident ne minimisait en rien la condamnation d'Israël prononcée par le Conseil dans sa résolution.

60. Prenant la parole en tant que représentant de la Yougoslavie, le Président a dit que, tout en déplorant les pertes en vies humaines innocentes, on ne devait pas perdre de vue les faits essentiels et les causes profondes des événements au Moyen-Orient et l'on ne saurait jamais priver un peuple du droit de lutter pour sa libération et sa liberté.

61. Le représentant d'Israël a dit que le texte adopté par le Conseil de sécurité était inique et immoral. Comme il n'y était pas fait mention des attaques armées commises contre un Etat Membre, cette résolution était contraire aux principes fondamentaux de la Charte.

62. Le représentant de la République arabe syrienne a dit qu'en demandant à Israël de libérer les cinq officiers syriens ainsi que les officiers et les membres du personnel de sécurité libanais, le Conseil avait fait le minimum concevable dans ces circonstances.

63. Le représentant du Liban a exprimé sa gratitude aux auteurs de la résolution et à ceux qui avaient voté pour elle, mais il a dit qu'elle ne satisfaisait pas pleinement le Liban, Israël n'ayant tenu aucun compte des précédentes résolutions du Conseil le mettant en garde contre le renouvellement de ses attaques contre le Liban.

*c) Communications adressées ultérieurement au Conseil et demandes de réunion*

64. Dans deux lettres séparées datées du 5 juillet (S/10730 et S/10731), les représentants de la République arabe syrienne et du Liban ont demandé que le Conseil de sécurité se réunisse pour traiter du refus d'Israël de se conformer à la résolution 316 (1972) dans laquelle le Conseil de sécurité avait exprimé le ferme désir que des mesures appropriées aient pour conséquence la libération, dans le délai le plus court possible, de tout le personnel militaire et de sécurité syrien et libanais enlevé par les forces israéliennes le 21 juin 1972 sur le territoire libanais.

65. Dans une lettre datée du 10 juillet (S/10735), le représentant de la Mauritanie a exprimé l'indignation de son gouvernement devant l'enlèvement d'officiers syriens et libanais par les forces armées israéliennes sur le territoire libanais. Il a demandé au Conseil de prendre toutes les mesures appropriées en vue de faire appliquer immédiatement la résolution 316 (1972).

66. Par une lettre datée du 18 juillet, le représentant d'Israël a demandé la convocation d'urgence du Conseil de sécurité pour examiner la question de la libération réciproque de tous les prisonniers de guerre, conformément aux dispositions de la Convention de Genève du 12 août 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre.

*d) Examen de la question de la 1651<sup>e</sup> à la 1653<sup>e</sup> séance (18-21 juillet 1972)*

67. A la 1651<sup>e</sup> séance, le 18 juillet, après un débat de procédure concernant l'ordre du jour provisoire, le Conseil a décidé, sur la recommandation du Président, d'examiner d'abord les demandes du Liban et de la République arabe syrienne et de prévoir ensuite une séance ultérieure pour examiner la demande d'Israël. L'ordre du jour adopté était le suivant :

*"La situation au Moyen-Orient :*

"a) Lettre datée du 5 juillet 1972, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la République arabe syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/10730);

"b) Lettre datée du 5 juillet 1972, adressée au Président du Conseil de sécurité par le chargé d'affaires par intérim du Liban auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/10731)".

Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité les représentants de l'Afghanistan, du Liban, du Maroc, de la Mauritanie et de la République arabe syrienne à participer au débat sans droit de vote.

68. A la même séance, le Président a donné lecture d'un message du Secrétaire général dans lequel celui-ci déclarait qu'il estimait devoir faire rapport sur l'application de la résolution 316 (1972) à cette séance du Conseil. Les représentants permanents du Liban et de la République arabe syrienne lui avaient fait part de l'inquiétude de leurs gouvernements à ce sujet et l'avaient prié d'user de ses bons offices pour obtenir le retour des officiers libanais et syriens enlevés par les forces israéliennes le 21 juin 1972. Néanmoins, dans les circonstances actuelles, aucune solution généralement acceptable n'était encore en vue; il poursuivait cependant ses efforts avec toutes les parties intéressées par tous les moyens à sa disposition et il espérait que ces efforts et ceux du Président du Conseil permettraient encore d'aboutir à des arrangements rencontrant l'agrément de toutes les parties intéressées.

69. Le Président a ajouté que, comme le Secrétaire général, il était tenu de faire rapport au Conseil sur ses efforts dans ce domaine mais qu'il n'avait pas été possible de résoudre le problème.

70. Le représentant du Liban a dit que, lorsque la résolution 316 (1972) avait été adoptée, sa délégation ne s'était pas bercée du vain espoir qu'Israël l'appliquerait. Depuis l'incident du 21 juin 1972, Israël gardait en otage le personnel militaire syrien et libanais au mépris de la résolution du Conseil de sécurité et en violation du droit international et de la Convention d'armistice entre le Liban et Israël. En outre, les autorités israéliennes avaient déclaré qu'elles ne libéreraient le personnel militaire enlevé que dans le cadre d'un échange général de prisonniers de guerre. Mais on ne pouvait ni ne devait confondre ou lier la question des personnes enlevées et toute autre question relative à des prisonniers de guerre capturés dans d'autres régions, dont le Conseil n'était pas saisi. Rappelant comment le personnel militaire avait été enlevé par les forces israéliennes le 21 juin sur le territoire libanais, le représentant du Liban a dit qu'Israël cherchait à obtenir une rançon et qu'il justifiait son action par les dispositions de la Convention de Genève du 12 août 1949 relative aux prisonniers de guerre. Se référant à la résolution 316 (1972), il a dit que d'après le paragraphe 4 de cette résolution, si Israël ne libérait pas le personnel militaire enlevé sur le territoire libanais, le Conseil "se réunira à nouveau au plus tôt pour envisager une action ultérieure". Le Liban priait le Conseil d'entreprendre une telle action et estimait que le Conseil devait envisager l'application de mesures efficaces, et même de sanctions, contre Israël.

71. Le représentant de la République arabe syrienne a dit que le personnel militaire syrien et libanais avait été enlevé par les forces israéliennes sur le territoire libanais en violation flagrante de la souveraineté d'un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies et

que la thèse israélienne qu'il s'agissait là de prisonniers de guerre qui pouvaient donc être échangés contre des prisonniers de guerre conformément à la Convention de Genève était dénuée de tout fondement et avait déjà été rejetée par le Conseil. En fait, Israël avait pris des otages et, jusqu'alors, ses exigences n'avaient été que du chantage; il fallait donc condamner Israël pour refus de se conformer à une décision du Conseil de sécurité et lui demander de libérer immédiatement et sans condition aucune le personnel syrien et libanais qu'il avait enlevé. S'il refusait, il fallait lui imposer des sanctions.

72. Le représentant de l'Afghanistan a dit que, malgré toute l'importance de l'affaire dont le Conseil était saisi, le vrai problème était la situation au Moyen-Orient; tant que l'état de guerre persisterait, des incidents tels que celui qui était examiné se répéteraient inévitablement. Après avoir déclaré que certaines grandes puissances se refusaient d'appliquer les décisions pour lesquelles elles avaient voté, y compris la résolution 242 (1967), il a demandé qu'un effort sérieux soit fait pour renforcer l'autorité de la mission Jarring et a instamment prié le Conseil d'appuyer de tout son poids et de toute son autorité les efforts du représentant spécial du Secrétaire général pour relancer les négociations de paix. Quant aux questions qui étaient inscrites à l'ordre du jour de la séance, le représentant de l'Afghanistan a dit que son pays appuyait les exigences du représentant du Liban et de la République arabe syrienne.

73. Le représentant du Maroc a dit qu'Israël n'avait jamais voulu faciliter la tâche de l'Organisation, qui était d'apporter une solution juste et humaine au conflit du Moyen-Orient. Maintenant, en enlevant des otages, il voulait atteindre certains résultats liés à la solution finale de la crise. Le Conseil de sécurité devait condamner cette tentative et exiger le retour des otages sans condition préalable.

74. Le représentant de la Mauritanie a déclaré que l'Afrique, dans ses tentatives de médiation au Moyen-Orient, s'était heurtée à l'attitude intransigeante d'Israël et à son refus de souscrire au principe de la non-annexion de territoires par la force. Les chefs d'Etat africains avaient condamné Israël pour son attitude qui mettait obstacle à l'application de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité. Si celui-ci ne prenait pas des mesures énergiques contre Israël, la confiance placée dans cet organe risquait d'être sérieusement ébranlée. La Mauritanie demeurerait toutefois convaincue que le Conseil de sécurité serait à la hauteur de ses immenses responsabilités.

75. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que le Conseil devait adopter des mesures efficaces qui forceraient Israël à respecter le droit international et la volonté de la communauté internationale des Etats exprimée dans les décisions du Conseil de sécurité et qui assureraient l'établissement au Moyen-Orient d'une paix juste et durable fondée sur le retrait total des forces israéliennes de tous les territoires arabes occupés et sur l'application des autres dispositions de la résolution 242 (1967). En ce qui concernait la question dont le Conseil était saisi, ce dernier devait condamner Israël pour son refus d'appliquer la résolution 316 (1972) et, conformément à cette résolution, envisager une action ultérieure destinée à assurer le respect par Israël des décisions du Conseil et la libération immédiate du personnel militaire syrien et libanais enlevé.

76. Le représentant de la Yougoslavie a déclaré que sa délégation était disposée à appuyer toute proposition qui viserait à réitérer les exigences formulées dans la résolution 316 (1972) et à considérer fermement et de façon précise les moyens de l'appliquer ainsi que toute autre action qui serait nécessaire au cas où cet objectif ne serait pas immédiatement atteint.

77. A la 1652<sup>e</sup> séance, le 20 juillet, le représentant de la Somalie a présenté un projet de résolution (S/10742) ayant pour auteurs la Guinée, la Somalie, le Soudan et la Yougoslavie, et a dit que puisque la diplomatie discrète n'avait pas permis d'obtenir le relâchement du personnel syrien et libanais visé au paragraphe 3 de la résolution 316 (1972), le Conseil avait été contraint de se réunir à nouveau, conformément au paragraphe 4 de ladite résolution. Le projet de résolution des quatre puissances présenté par le représentant de la Somalie constituait simplement une réaffirmation de la résolution précédente. Le texte en était le suivant :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Ayant examiné l'ordre du jour adopté par le Conseil de sécurité à sa 1651<sup>e</sup> séance, le 18 juillet 1972,*

*"Ayant pris note du contenu de la lettre du représentant permanent de la République arabe syrienne et de la lettre du chargé d'affaires par intérim du Liban,*

*"Ayant entendu les déclarations des représentants du Liban et de la République arabe syrienne,*

*"Ayant pris note avec satisfaction des efforts déployés par le Président du Conseil de sécurité et par le Secrétaire général comme suite à l'adoption de la résolution 316 (1972) du 26 juin 1972,*

*"1. Réaffirme la résolution 316 (1972), adoptée par le Conseil de sécurité le 26 juin 1972;*

*"2. Déploie le fait qu'en dépit de ces efforts il n'ait pas encore été donné effet au ferme désir du Conseil de sécurité de voir tout le personnel militaire et de sécurité syrien et libanais enlevé par les forces armées israéliennes le 21 juin 1972 sur le territoire du Liban libéré dans le plus court délai possible;*

*"3. Demande à Israël le retour sans retard du personnel susmentionné;*

*"4. Prie le Président du Conseil de sécurité et le Secrétaire général de renouveler leurs efforts pour assurer l'application de la présente résolution."*

78. Le représentant de l'Inde a déclaré que le Conseil devait s'acquitter sans autre retard des responsabilités qui lui incombait en vertu du paragraphe 4 de la résolution 316 (1972). Il fallait faire en sorte de ne pas confondre la question en discussion avec toute autre question concernant le retour des combattants capturés par les diverses parties au cours de la guerre. En ce qui concernait le projet de résolution présenté par les quatre puissances, le représentant de l'Inde a déclaré qu'il contenait des éléments qu'il aurait aimé voir renforcer mais il comprenait que le libellé actuel était le résultat de négociations; en conséquence, sa délégation appuierait le projet de résolution.

79. Le représentant de la Chine a dit que le Conseil devait condamner Israël pour son refus d'appliquer la résolution de cet organe et s'opposer fermement à ce que ce pays ne se serve de l'enlèvement comme d'un moyen de chantage. Le Conseil devait demander aux autorités israéliennes de rendre immédiatement et inconditionnellement le personnel syrien et libanais

enlevé. Si Israël persistait dans son refus d'appliquer la résolution, le Conseil devrait alors envisager une action ultérieure plus efficace, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies. Le représentant de la Chine a déclaré en conclusion que sa délégation voterait en faveur du projet de résolution des quatre puissances.

80. Le représentant du Soudan a dit qu'on avait depuis trop longtemps différé la mise en application de nombre de résolutions du Conseil, dont la résolution 316 (1972) constituait la dernière d'une longue série. Il appartenait au Conseil de rétablir son prestige et de mériter la confiance qu'on lui faisait en agissant résolument avant qu'il ne soit trop tard.

81. A la 1653<sup>e</sup> séance, le 21 juillet, le représentant du Panama a dit que sa délégation voterait en faveur du projet de résolution des quatre puissances.

82. Le représentant de l'Inde a annoncé que sa délégation se joignait aux auteurs du projet de résolution des quatre puissances, en faisant ainsi un projet de résolution de cinq puissances.

**Décision :** *A sa 1653<sup>e</sup> séance, le 21 juillet 1972, le Conseil a adopté le projet de résolution des cinq puissances (S/10742) par 14 voix contre zéro, avec une abstention (Etats-Unis d'Amérique), en tant que résolution 317 (1972).*

83. Le représentant du Japon a dit que la question qui se posait au Conseil était de savoir comment faire appliquer sa résolution 316 (1972) et obtenir que les personnels syriens et libanais capturés soient libérés le plus tôt possible. C'était la raison pour laquelle le Japon avait voté en faveur du projet de résolution des cinq puissances. Il fallait néanmoins que cette libération s'effectue sans préjudice du problème de la libération générale des prisonniers de guerre. Le Japon était par principe pour la libération de tous les prisonniers de guerre dès la fin des hostilités.

84. Le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a dit que sa délégation avait voté en faveur de la résolution, même si elle éprouvait des doutes sérieux sur la sagesse de recourir une nouvelle fois au Conseil à un moment où l'on s'efforçait encore d'obtenir la libération du personnel en question. Il a regretté qu'il n'ait pas été possible de parvenir à un accord sur un texte qui aurait fait allusion à la possibilité de s'acheminer vers une libération générale des prisonniers de guerre. Ce texte aurait dû être exempt de parti pris et faire ressortir que le Conseil ne subordonnait pas le retour du personnel militaire visé dans la résolution à un accord sur une libération générale.

85. Le représentant de la République arabe syrienne a remercié tous les membres qui avaient voté en faveur du projet de résolution des cinq puissances. En insistant pour que soient appliquées les résolutions 316 (1972) et 317 (1972), la Syrie ne plaiderait pas seulement pour la cause arabe mais pour la vie et l'intégrité du Conseil de sécurité lui-même.

86. Le représentant de l'Italie a dit que, dans l'esprit de la résolution qui venait d'être adoptée, l'Italie réitérait l'appel qu'elle avait adressé à Israël au sujet de la libération des officiers syriens et libanais. Mais sa délégation conjurait également toutes les parties intéressées d'envisager un échange général de tous les prisonniers de guerre, conformément à leur intention déclarée de trouver une solution pacifique à la crise du Moyen-Orient.

87. Le représentant de la France a formulé l'espoir que le nouvel appel du Conseil serait entendu par Israël. Il souhaiterait également qu'un autre problème pût être un jour prochain abordé par le Conseil, celui d'un échange général des prisonniers de guerre par des procédures convenues de commun accord.

88. Le représentant de la Yougoslavie a dit que sa délégation s'était portée coauteur de la résolution 317 (1972) et avait voté en sa faveur parce qu'elle estimait que le Conseil devait agir de nouveau en raison du nouveau refus d'Israël d'appliquer les dispositions de la résolution 316 (1972).

89. Le représentant de la Belgique a dit qu'il avait voté en faveur de la résolution parce que le Conseil, en réaffirmant la résolution 316 (1972), avait confirmé le désir que des mesures appropriées aient pour conséquence immédiate la libération des militaires et gendarmes enlevés. Le texte de la nouvelle résolution disposait donc clairement qu'il devait y avoir des conséquences éloignées, à savoir l'échange progressif et mutuel de tous les prisonniers de guerre.

90. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que sa délégation avait voté en faveur du projet de résolution, bien qu'à son avis la condamnation d'Israël pour sa non-application de la résolution 316 (1972) aurait dû être formulée en termes plus vigoureux.

91. Prenant la parole en sa qualité de représentant de l'Argentine, le Président a dit qu'il espérait qu'Israël procéderait à présent à la libération de tout le personnel militaire enlevé.

92. Le représentant du Liban a déclaré que sa délégation était d'accord avec les principes exposés au Conseil à propos des prisonniers de guerre. Mais il y avait également la question des 2 500 à 3 000 combattants de la bande de Gaza, du Sinaï, de la rive occidentale du Jourdain et des hauteurs de Golan, qui croussaient dans des prisons israéliennes. Eux aussi étaient des prisonniers de guerre.

e) *Communications adressées au Conseil de sécurité et rapports du Secrétaire général pendant la période de juillet à septembre 1972 et demande de réunion*

93. Entre juillet et le début de septembre, le chef d'état-major de l'ONUST a continué de signaler des survols d'avions israéliens dans le sud du Liban ainsi que des franchissements de frontière par les forces israéliennes. A maintes occasions, le Liban s'est plaint que les forces israéliennes avaient pénétré en territoire libanais et s'y étaient retranchées sur certaines positions (S/7930/Add.1654, 1656 à 1659, 1661, 1663 à 1665, 1667, 1670 à 1688, 1690 à 1728). Ces plaintes ont été confirmées par les observateurs militaires des Nations Unies.

94. Dans des renseignements supplémentaires datés du 9 septembre (S/7930/Add.1726), le chef d'état-major de l'ONUST a signalé que le Liban s'était plaint qu'un avion à réaction israélien ait bombardé les villages de Rachaiya el Ouadi et de Rafid dans la région du sud ainsi que le camp de réfugiés de Naher el Bared, au nord de Tripoli, tuant 17 personnes et en blessant 35 dans cette dernière localité, et que les forces israéliennes aient auparavant pénétré à plusieurs reprises en territoire libanais et fait sauter une maison. Selon les rapports des observateurs, les 7 et 8 septembre, un avion à réaction israélien avait survolé plusieurs villages en République arabe syrienne et dans le sud du Liban. Dans des renseignements supplémentaires datés du

10 septembre (S/7930/Add.1729), le chef d'état-major a signalé qu'à la demande du Liban, les observateurs avaient mené une enquête sur les pertes et dommages qu'auraient provoqués les attaques aériennes du 8 septembre par les forces israéliennes contre les villages de Rachaiya el Ouadi et de Rafid, et qu'on leur avait montré les dégâts causés à trois bâtiments à Rachaiya. A Rafid, ils ont constaté que deux maisons avaient été démolies et que de nombreuses autres, y compris un bâtiment qui était censé être une école, avaient été endommagées. Les autorités libanaises avaient déclaré que 10 personnes avaient été tuées et deux autres blessées à Rafid. Au cours de l'enquête menée le 9 septembre (S/7930/Add.1730) dans le camp de réfugiés palestiniens à Naher el Bared, on avait montré aux observateurs des maisons et des voies ferrées endommagées et une plantation détruite. Trois Libanais et sept Palestiniens auraient été tués et deux Libanais et 22 Palestiniens blessés.

95. Dans une lettre datée du 8 septembre (S/10780), le Liban s'est plaint que des avions israéliens aient attaqué à cette date plusieurs villages dans le sud du Liban, précisant que, d'après les premières nouvelles, 12 civils avaient été tués et 34 autres blessés.

96. Dans une lettre datée du 8 septembre (S/10781), la République arabe syrienne s'est plainte que des avions militaires israéliens aient bombardé à cette date quatre villages du littoral syrien, tuant une femme et blessant plusieurs autres civils.

97. Par une lettre datée du 9 septembre (S/10782), la République arabe syrienne a demandé de convoquer d'urgence le Conseil de sécurité pour examiner la question des attaques israéliennes contre des territoires syriens dont le Conseil avait été avisé par sa lettre du 8 septembre (S/10781).

98. Par une lettre datée du 10 septembre (S/10783), comme suite à sa lettre du 8 septembre (S/10780) et eu égard à la gravité de la situation qui mettait en danger la paix et la sécurité du pays, le Liban a demandé que le Conseil se réunisse d'urgence.

*f) Examen de la question aux 1661<sup>e</sup>  
et 1662<sup>e</sup> séances (10 septembre 1972)*

99. A la 1661<sup>e</sup> séance, le 10 septembre, le Président a expliqué que la réunion du Conseil avait été convoquée à la demande de la République arabe syrienne mais que, quelques minutes avant l'ouverture de la séance, une demande de réunion avait également été reçue du représentant du Liban. Il a donc suggéré de remanier comme suit l'ordre du jour provisoire :

“La situation au Moyen-Orient :

“a) Lettre datée du 9 septembre 1972, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la République arabe syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/10782);

“b) Lettre datée du 10 septembre 1972, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Liban auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/10783)”. ”

**Décision :** *L'ordre du jour ainsi modifié a été adopté.*

100. Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité les représentants du Liban et de la République arabe syrienne, conformément à leurs demandes, à participer à la discussion sans droit de vote. Il a également fait savoir que le Secrétariat avait informé le

représentant permanent d'Israël, le 9 septembre, de la décision de convoquer une réunion du Conseil de sécurité le 10 septembre. Le représentant d'Israël l'avait ultérieurement informé que, le 10 septembre étant le jour de l'an juif, la loi religieuse juive ne permettrait pas à la délégation israélienne de participer à la réunion du Conseil.

101. Le représentant de la République arabe syrienne a signalé que, le 8 septembre, à 17 heures, les forces aériennes israéliennes avaient attaqué avec des roquettes plusieurs agglomérations de population civile, tuant et blessant de nombreux civils, y compris des femmes et des enfants. Israël avait repris ses attaques le 9 septembre. Il a ajouté que le vice-président du Conseil des ministres israélien avait qualifié ces opérations aériennes de première étape d'une offensive totale. Le Conseil, a-t-il déclaré, se trouvait en présence d'un cas caractérisé de coupable agression perpétrée par Israël contre la population de la Syrie, sans autre motif ni autre justification que son obstination à conserver des territoires illégalement acquis durant son agression du 5 juin 1967. Le représentant de la République arabe syrienne a demandé au Conseil de forcer Israël à arrêter immédiatement toute opération militaire, de le condamner pour ses attaques et de prendre toutes les mesures appropriées pour empêcher une nouvelle agression.

102. Le représentant du Liban a déclaré que, le 8 septembre, entre 17 heures et 17 h 30, 24 avions militaires israéliens avaient attaqué sans discernement plusieurs localités situées dans le nord du Liban. Quinze civils libanais avaient été tués. Les autorités israéliennes avaient soutenu qu'elles visaient des camps de commandos alors que des civils avaient été atteints dans une localité et que, dans une autre, il n'y avait ni réfugiés ni camp de commandos. Le camp de réfugiés attaqué près de Tripoli était administré par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Le Liban était depuis longtemps victime d'actes d'agression israéliens et s'était déjà adressé au Conseil de sécurité pour lui demander de prendre des mesures en vue de mettre un terme aux attaques contre sa population civile. Chaque fois, le Conseil avait mis Israël en demeure de ne pas renouveler de tels actes. Une fois de plus, le Liban a prié le Conseil de condamner Israël pour ses attaques préméditées et non provoquées et de prendre toutes les mesures appropriées pour que ces actes d'agression ne se reproduisent pas.

103. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que le Conseil était saisi une fois de plus d'un problème qu'il avait maintes fois été incapable de trancher de manière équitable. Le Conseil se réunissait pour examiner une plainte de la Syrie, qui ne faisait aucune allusion aux tragiques événements de Munich, malgré leur pertinence évidente. La Syrie s'était refusée à condamner le meurtre d'innocents athlètes israéliens mais continuait d'abriter et d'encourager des organisations terroristes qui avaient ouvertement soutenu de tels actes. Le fond du problème était l'absence de paix au Moyen-Orient, et ni l'un ni l'autre camp ne devrait y voir un prétexte pour recourir à la violence. Son gouvernement demandait instamment que l'Assemblée générale accorde la plus haute priorité à la question du terrorisme sous tous ses aspects. Il fallait que l'initiative louable prise par le Secrétaire général en inscrivant la question à l'ordre du jour de l'Assemblée incite le monde à ne plus fermer les yeux sur ce

problème urgent. Toutefois, en dépit du fait qu'ils continueraient à œuvrer pour une paix juste et durable au Moyen-Orient, les Etats-Unis estimaient que des résolutions unilatérales du genre de celles que le Conseil avait si souvent adoptées au cours des dernières années, loin de contribuer à la réalisation de la paix, encourageraient les auteurs de terrorisme. Pour être efficace, une résolution devrait exprimer la préoccupation que faisait naître la reprise des attaques terroristes contre les personnes innocentes, en déplorant les pertes en vies humaines innocentes dans les deux camps et la nouvelle flambée de violence que connaissait le Moyen-Orient. Elle devrait stipuler que tout encouragement ou tout appui apporté à de tels actes de terrorisme est inadmissible dans une société civilisée et est en fait préjudiciable au maintien du cessez-le-feu et de la paix au Moyen-Orient. Elle devrait condamner l'attaque terroriste non provoquée qui avait ébranlé le monde, celle qui a été perpétrée à Munich le 5 septembre par des terroristes appartenant à l'organisation connue sous le nom de "Septembre noir". Elle devrait en outre demander aux Etats qui accueillent et appuient ces terroristes de cesser leurs encouragements et leur aide et de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin à ces actes.

104. Le représentant de la Somalie a fait observer que la présence du représentant d'Israël aurait permis au Conseil d'avoir un débat utile. Toutefois, dans des questions de paix et de sécurité internationales qui mettaient en jeu des vies humaines, le Conseil ne pouvait se permettre de suspendre ses délibérations en raison de susceptibilités religieuses ou politiques. Le moins que le Conseil pût faire était de demander la cessation immédiate des hostilités. A cette fin, le représentant de la Somalie a soumis un projet de résolution (S/10784), qui a ensuite eu pour coauteurs la Guinée et la Yougoslavie et dont le texte était le suivant :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Gravement préoccupé par la détérioration de la situation au Moyen-Orient,*

*"Invite les parties intéressées à cesser immédiatement toutes les opérations militaires et à faire preuve de la plus grande modération dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationales."*

105. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a soumis un autre projet de résolution (S/10785), dont le texte était le suivant :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Gravement préoccupé par la reprise des attaques terroristes contre des innocents,*

*"Déplorant les pertes d'innocents subies des deux côtés et la reprise de la violence au Moyen-Orient,*

*"Convaincu que les actes de terrorisme et que tout encouragement ou appui apporté à ces actes sont totalement inacceptables dans une société civilisée et nuisent au maintien du cessez-le-feu au Moyen-Orient,*

*"1. Condamne l'attaque terroriste insensée et non provoquée à laquelle se sont livrés à Munich, le 5 septembre, des terroristes de l'organisation dite "Septembre noir" et qui a causé la mort de nombreux innocents;*

*"2. Demande aux Etats qui accueillent ces terroristes et appuient leurs activités de cesser de les encourager et les appuyer et de prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il soit mis fin immédiatement à ces actes insensés."*

106. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques s'est déclaré surpris du prétexte invoqué par le représentant d'Israël pour refuser de participer à la discussion du Conseil. La célébration de la fête religieuse qui avait motivé ce refus n'avait pas empêché Israël et ses forces armées de se livrer à de nouveaux actes d'agression contre la République arabe syrienne et le Liban. Compte tenu de ces actes d'agression renouvelés commis par Israël sans provocation, la délégation soviétique pensait qu'il convenait de procéder immédiatement au vote sur le projet de résolution présenté par la Somalie et deux autres Etats. A propos de la déclaration du représentant des Etats-Unis, le représentant de l'URSS a déclaré que le réalisme, en ce qui concerne le Moyen-Orient, impliquait avant tout le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés et l'application de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité. Aucun élément fondamental ne permettait de lier les nouveaux actes d'agression avec les incidents regrettables qui s'étaient produits à Munich. Il s'agissait ici d'une provocation délibérée et préméditée par Israël, qu'aucun motif fallacieux ne pouvait justifier.

107. La représentante de la Guinée a déclaré qu'elle ne voyait pas pourquoi l'on voulait rendre responsables la République arabe syrienne et le Liban d'actes commis par des commandos. La délégation guinéenne déplorait la mort des athlètes israéliens à Munich, mais des centaines de vies ne devaient pas être sacrifiées pour cela. La communauté internationale ne devait pas permettre à un Etat d'attaquer d'autres Etats simplement parce que celui-ci était fort et sûr d'être soutenu. La représentante de la Guinée a conclu en exprimant l'espoir que le Conseil de sécurité pourrait adopter sans délai une résolution exigeant la cessation immédiate de l'agression d'Israël contre les paisibles populations de la République arabe syrienne et du Liban.

108. Le représentant de la Belgique a proposé de suspendre la séance pendant quelques heures afin de permettre aux délégations d'examiner attentivement les deux projets de résolution, et d'entrer en contact avec leurs gouvernements, de manière à en obtenir des instructions.

109. Le représentant de la Somalie a déclaré que le premier devoir du Conseil était d'assurer la cessation des opérations militaires. Le projet de résolution qu'il avait présenté n'exigeait pas d'instructions de la part des gouvernements; ce n'était simplement qu'un acte d'humanité, et il devait à ce titre être mis aux voix le jour même.

110. Après un débat de procédure auquel ont pris part les représentants de l'Argentine, de la France, de la Guinée, de l'Inde, de l'Italie, du Soudan, de l'URSS, de la Yougoslavie, du Royaume-Uni et des Etats-Unis, le Président a renvoyé la séance à l'après-midi.

111. A la 1662<sup>e</sup> séance, le 10 septembre, le représentant du Royaume-Uni a présenté trois amendements (S/10786) au projet de résolution des trois puissances. Ces amendements, dont la Belgique, la France, l'Italie et le Royaume-Uni se sont portés coauteurs, prévoyaient :

1) L'insertion dans le préambule d'un second alinéa libellé comme suit :

*"Déplorant profondément tous les actes de terrorisme et de violence et toutes les violations du cessez-le-feu au Moyen-Orient";*

2) Le remplacement, dans le paragraphe du dispositif, des mots "les parties" par "toutes les parties";

3) Le remplacement, dans le paragraphe du dispositif, de l'expression "cesser immédiatement toutes les opérations militaires" par "prendre toutes les mesures voulues en vue de faire cesser immédiatement et de prévenir toutes les opérations militaires et toutes les activités terroristes".

112. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que le but de ces amendements était clair. La violence avait à nouveau éclaté au Moyen-Orient et les horreurs du terrorisme et des représailles avaient à nouveau frappé d'innocentes victimes. Qu'il y ait ou non une relation de cause à effet entre les meurtres de Munich et les incidents décrits par les représentants de la Syrie et du Liban, qu'il y ait ou non une justification à ces actes, le recours à la force au mépris du droit national ou international devait être condamné. Le Conseil ne pouvait condamner une forme de violence et excuser l'autre.

113. Le représentant de la Somalie a déclaré que les auteurs du projet de résolution maintenaient que, si ces amendements étaient adoptés, ils affaibliraient toute la portée du projet initial des trois puissances, projet qui ne condamnait ni n'excusait les actes de violence mais répondait simplement à la nécessité d'obtenir la cessation immédiate de toutes les opérations militaires dans cette région.

114. Le représentant de la Yougoslavie a déclaré que le projet de résolution des trois puissances était un texte provisoire qui demandait la cessation immédiate de toutes les opérations militaires dans la région. En conséquence, il devait être mis aux voix sans délai; ensuite, si le Conseil le désirait, on pourrait se pencher sur les causes profondes de la crise.

115. Le représentant du Soudan a déclaré que la délégation soudanaise appuierait le projet de résolution des trois puissances. Il a ajouté qu'étant donné que le Conseil se trouvait face à une situation d'agression pure et simple qui avait fait des victimes parmi les civils il lui appartenait d'empêcher que cette situation ne se détériore encore davantage. Il trouvait regrettable que certaines délégations s'efforçaient de soulever la question du terrorisme dans un contexte qui, pour lui, relevait purement et simplement de la sécurité.

116. Le représentant de l'Inde a déclaré que les deux plaintes dont le Conseil était saisi n'étaient pas chose nouvelle. Le Conseil avait déjà au cours de l'année eu à traiter de deux plaintes de ce genre. Les activités d'Israël se déroulaient suivant un schéma qui se dessinait clairement depuis quelque temps, et la délégation indienne avait attiré à plusieurs reprises l'attention sur ce fait. Israël ne pouvait invoquer aucune justification pour les actes récents qu'il avait commis en violation du droit international et du cessez-le-feu. Toutefois, certains orateurs avaient fait observer qu'il s'agissait de mesures de représailles découlant des événements tragiques de Munich. L'Inde avait condamné les événements de Munich. Mais le Moyen-Orient avait connu des événements analogues avant même la création d'Israël, et dont la situation actuelle était l'aboutissement. On ne pouvait choisir seulement un ou deux maillons d'une longue chaîne et ignorer les autres. Mais il faudrait beaucoup de temps pour examiner toute la chaîne et on ne préviendrait pas ainsi la menace immédiate qui pesait sur le Liban et la République arabe syrienne. La tragédie de Munich s'était produite six jours auparavant et, depuis lors, aucune tentative n'avait été faite pour la porter à l'attention du Conseil. Les représentants de l'Inde n'étaient

même pas certain que cette tragédie soit du ressort du Conseil de sécurité, dans la mesure où elle était le fait de groupes de terroristes indépendants et non d'Etats. Il fallait établir la distinction entre les actes de terrorisme perpétrés par des groupes indépendants et les actes de vendetta militaire commis par des gouvernements en place. La délégation indienne voterait contre les amendements présentés par les quatre puissances. En ce qui concerne le projet de résolution des Etats-Unis, le représentant de l'Inde pensait qu'il manquait d'équilibre et qu'il passait entièrement sous silence les récentes attaques israéliennes.

117. Le représentant du Panama a déclaré que le Gouvernement panaméen avait catégoriquement condamné le massacre des athlètes israéliens à Munich. L'opinion publique internationale s'émouvait de constater que les représailles exercées à la suite de ces crimes se soldaient tristement par la mort et la désolation au Liban et en République arabe syrienne. La délégation panaméenne estimait qu'il y avait un rapport étroit entre ces actes et, par conséquent, elle appuierait tout projet de résolution qui condamnerait également les actes de terrorisme et les attaques de représailles. Cependant, elle avait reçu pour instructions de s'abstenir lors du vote sur les deux projets de résolution dont le Conseil était saisi, car ni l'un ni l'autre ne paraissait propre à aboutir à des résultats utiles. Le Panama voulait que soit respectée l'intégrité territoriale des pays arabes et il voulait que les Israéliens puissent vivre libres et sans crainte. Les amendements proposés apparaissaient à la délégation panaméenne comme un pas dans la bonne direction, et elle voterait en leur faveur.

118. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que tout le monde déplorait profondément les événements de Munich, et que le Comité des sports auprès du Conseil des ministres de l'URSS avait publiquement exprimé ses sincères condoléances à leur propos. Toutefois, mettre les événements de Munich sur pied d'égalité avec les nouveaux actes d'agression commis par Israël revenait à encourager la politique d'agression de son gouvernement. Le Conseil devait rejeter, comme dénuée de tout fondement, toute référence de la part d'Israël et de ceux qui l'appuyaient à certains des événements survenus aux jeux Olympiques, pour justifier la provocation d'Israël. Mettre en parallèle des actes de terrorisme commis par des personnes se trouvant dans une situation désespérée et ceux d'un Etat qui se comportait en agresseur revenait à dégager cet Etat de la responsabilité du meurtre de centaines de personnes innocentes. C'est pourquoi la délégation soviétique appuierait le projet de résolution des trois puissances. Il était du devoir du Conseil de sécurité de mettre immédiatement un terme aux opérations militaires; ensuite il pourrait passer à la discussion des autres questions qui intéressaient particulièrement telle ou telle délégation ou groupe de délégations.

119. Le représentant du Japon a déclaré que sa délégation était fermement convaincue de la nécessité de mettre un terme aux opérations militaires et aux violations du cessez-le-feu. C'est pourquoi elle a appuyé le projet de résolution déposé par la Somalie, la Guinée et la Yougoslavie. Le Japon n'avait cessé d'exprimer la tristesse et l'horreur que lui inspiraient tous les actes de violence, en particulier les attaques aveugles qui entraînent la mort d'êtres innocents. Le Gouvernement japonais a stigmatisé, dans les termes les plus énergiques tous les actes de violence et de terrorisme, quels qu'en

soient l'origine ou les motifs. La délégation japonaise pouvait donc accepter aussi les amendements proposés par les quatre pays européens. La résurgence de la violence au Moyen-Orient avait démontré une fois de plus l'urgente nécessité d'éliminer les sources de tension dans cette région. A ce propos, la délégation japonaise soulignait qu'il importait que la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité soit appliquée afin que s'instaure une paix juste et durable au Moyen-Orient.

120. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que la délégation américaine voterait en faveur des amendements présentés par les quatre puissances. C'était le moins que l'on pouvait attendre du Conseil, s'il voulait s'attaquer au problème tel qu'il se posait.

121. Le Conseil a alors procédé au vote, premièrement sur les amendements des quatre puissances (S/10786) et ensuite sur le projet de résolution des trois puissances (S/10783). Auparavant, le Président avait indiqué que l'Inde avait demandé qu'il soit procédé à un vote séparé sur chacun des amendements des quatre puissances.

**Décision :** *A la 1662<sup>e</sup> séance, tenue le 10 septembre 1972, lors du vote sur le premier amendement, les résultats ont été les suivants : 8 voix pour, 4 voix contre (Chine, Guinée, Soudan et Yougoslavie), et 3 abstentions (Inde, Somalie et Union des Républiques socialistes soviétiques); le premier amendement n'a pas été adopté, n'ayant pas obtenu la majorité requise.*

*Lors du vote sur le deuxième amendement, les résultats ont été les suivants : 9 voix pour et 6 voix contre (Chine, Guinée, Somalie, Soudan, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie); l'amendement n'a pas été adopté par suite du vote négatif de deux membres permanents du Conseil.*

*Lors du vote sur le troisième amendement, les résultats ont été les suivants : 8 voix pour et 7 voix contre (Chine, Guinée, Inde, Somalie, Soudan, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie); l'amendement n'a pas été adopté, n'ayant pas obtenu la majorité requise.*

*Lors du vote sur le projet de résolution des trois puissances (S/10784), les résultats ont été les suivants : 13 voix pour, une voix contre (Etats-Unis d'Amérique), et une abstention (Panama); le projet n'a pas été adopté par suite du vote négatif d'un membre permanent du Conseil.*

122. A la suite de ce vote, le représentant des Etats-Unis a déclaré que le Conseil aurait rendu un mauvais service tant aux parties qu'à lui-même en adoptant un projet de résolution qui méconnaissait la réalité en ne traitant que d'une seule forme de violence. Il a ajouté qu'en laissant entendre que les Etats devaient être maîtres de leurs propres forces mais n'avaient pas à exercer de contrôle sur les forces irrégulières se trouvant dans leur territoire, on usait de deux poids et deux mesures différents.

123. Le représentant de la Belgique a déclaré qu'il avait voté en faveur du projet de résolution pour témoigner de la préoccupation du Gouvernement belge à la suite des événements tragiques qui s'étaient produits au Moyen-Orient et qui ne cessaient d'accroître de façon dangereuse la tension dans cette région du monde. Il était du devoir du Conseil de faire cesser toute activité militaire pouvant compromettre la paix et la sécurité internationales. Le représentant de la Belgique regrettait que les amendements des quatre puissances

aient été rejetés, car ils avaient le mérite d'équilibrer le texte du projet de résolution en ne passant pas sous silence le problème du terrorisme aveugle.

124. Le représentant de l'Inde a déclaré que, bien que le Conseil traitât en ce moment d'un problème d'actualité qui était celui des plaintes libanaise et syrienne, la délégation indienne n'était pas opposée à l'établissement d'une relation de cause à effet dans une chaîne d'événements. Elle s'était abstenue lors du vote sur le premier amendement qui mettait les actes considérés en parallèle, même s'il s'agissait dans un cas d'actes commis par des groupes indépendants, et, dans l'autre, d'actes décidés par un gouvernement. Elle avait voté en faveur du deuxième amendement car il élargissait la portée de la résolution. Elle avait voté contre le troisième amendement car il impliquait que les gouvernements avaient la possibilité de prévenir toutes les activités terroristes.

125. Le représentant de la Yougoslavie a dit qu'il ne saurait y avoir de lien direct entre les événements de Munich et ce qui se passait au Moyen-Orient depuis des années. Tous les efforts pour résoudre les problèmes de la région avaient échoué à cause du refus constant d'Israël de répondre positivement aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies. Le Conseil devait rejeter la conception israélienne d'un droit, qu'il s'arrogeait lui-même, de mener d'importantes opérations militaires d'agression contre le territoire de ses voisins arabes.

126. Le représentant de la France a dit que son pays condamnait tous les actes de violence. En ce qui concerne les deux plaintes dont le Conseil était saisi, la tâche la plus urgente consistait à mettre fin aux actions militaires et à en empêcher le retour. Tel était l'objectif de l'appel contenu dans le projet de résolution des trois puissances; c'est pourquoi la délégation française lui avait apporté son soutien.

127. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a souligné qu'il était inadmissible de mettre sur le même plan des actes de terrorisme isolés, commis par des individus acculés au désespoir, et des actes d'agression perpétrés par des Etats. Israël commettait un crime international en donnant à ses forces armées l'ordre de pénétrer dans l'espace aérien et le territoire du Liban et de la République arabe syrienne. S'il fallait certes vivement déplorer les événements de Munich, il ne s'agissait cependant que d'un nouvel épisode, d'une nouvelle conséquence de la guerre d'agression qu'Israël continuait à mener contre les pays arabes. En un sens, Israël avait contribué aux événements tragiques de Munich, en approuvant les actions de la police munichoise qui avait fait feu sur l'hélicoptère à bord duquel se trouvaient les Israéliens et les Arabes. N'était l'attitude adoptée par Israël, les athlètes et les Arabes en cause se trouveraient peut-être dans un autre pays et, sans nul doute, seraient en vie. Pour empêcher des événements comme ceux de Munich de se renouveler, Israël devait appliquer les résolutions de l'Organisation des Nations Unies en cessant son agression contre les pays arabes, en se retirant des territoires occupés et en respectant les droits légitimes du peuple palestinien. Si Israël continuait à ne pas tenir compte de la position de la majorité absolue des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des décisions et demandes du Conseil de sécurité, il devait, en tant qu'agresseur, être l'objet de sanctions. Pour terminer, le représentant de l'URSS a dit que, par leur veto, les Etats-Unis avaient rejeté une proposition

équitable, et qu'ils porteraient une lourde responsabilité pour les événements futurs au Moyen-Orient.

128. Le représentant de l'Argentine a dit que sa délégation avait voté pour le projet de résolution des trois puissances parce qu'il demandait la cessation immédiate de tous les actes belliqueux, et qu'elle avait appuyé les amendements présentés par plusieurs pays d'Europe parce qu'ils visaient à souligner le fait que le Conseil condamnait tous les actes de terrorisme. L'Argentine condamnait aussi bien les actes de terrorisme que les actes de représailles et elle demandait à toutes les parties intéressées de redoubler d'efforts pour parvenir à la paix juste et durable qu'appelait la résolution 242 (1967), qui avait l'appui de la majorité des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies.

129. Le représentant de l'Italie a dit qu'il avait voté pour le projet de résolution des trois puissances pour répondre aux appels formulés par les représentants de la République arabe syrienne et du Liban. L'Italie a toujours condamné tous les actes de guerre et de représailles commis en violation du droit international et des principes de la Charte. Notant que certains représentants avaient déclaré qu'il n'existait aucun lien entre l'incident de Munich et les opérations militaires en Syrie et au Liban, le représentant de l'Italie a dit qu'il y avait peut-être des raisons juridiques suffisantes pour l'affirmer mais qu'en le faisant on contribuait à créer un vide moral et politique. C'est pourquoi la délégation italienne regrettait profondément que les amendements proposés n'aient pas été adoptés.

130. Le représentant du Soudan a dit qu'il avait voté pour le projet de résolution des trois puissances parce que sa délégation estimait que la tuerie devait cesser. Il était tout à fait regrettable que d'autres incidents, comme celui de Munich, aient été introduits dans le débat pour le rendre plus complexe. L'incident de Munich et des questions similaires n'avaient aucun rapport avec la situation dont le Conseil était saisi. La délégation soudanaise pensait que les amendements avaient eu pour but de retarder l'adoption du projet de résolution et regrettait qu'un membre permanent du Conseil ait recouru au veto pour faire obstacle à un appel visant à mettre fin à l'agression et à épargner des vies humaines.

131. La représentante de la Guinée a regretté le rejet du projet de résolution des trois puissances et elle espérait qu'il ne serait pas exploité par Israël comme une victoire lui permettant de se livrer à une nouvelle escalade et d'intensifier ses actes d'agression contre les territoires paisibles du Liban et de la République arabe syrienne.

132. Le représentant du Royaume-Uni a dit qu'il aurait de beaucoup préféré que les amendements proposés aient été incorporés dans le projet de résolution, qui aurait alors reflété de façon plus réaliste les circonstances et l'atmosphère de la séance. Néanmoins, le Royaume-Uni ne pouvait manquer d'appuyer un appel à la cessation des opérations militaires et à la modération pour l'avenir. La délégation du Royaume-Uni souhaitait que toutes les parties fassent preuve d'une plus grande modération, de façon que le problème fondamental du Moyen-Orient puisse être abordé par la voie de la conciliation et non par celle de la violence.

133. Le représentant de la Somalie a dit que, par leur veto, les Etats-Unis avaient donné à Israël et à tout autre Etat Membre dans cette région le feu vert pour poursuivre les opérations militaires. Il a fait observer que l'on avait beaucoup parlé de terreur et de terro-

risme mais qu'il serait difficile de dire ce que chaque délégation entendait par ces termes. Le terme "violence" lui paraissait préférable. La Somalie était opposée à tous les actes de violence gratuits mais il y avait des situations où la violence, pour regrettable qu'elle fût, pouvait se justifier au service d'une cause légitime ou dans l'exercice de la légitime défense. Le Conseil s'était réuni pour mettre fin au carnage causé par les bombardements aériens et s'il ne pouvait pas voter à l'unanimité pour le faire cesser immédiatement, on pouvait se demander s'il avait le droit de continuer à exister.

134. Le Président, parlant en tant que représentant de la Chine, a dit que l'agression armée d'Israël contre la République arabe syrienne et le Liban était absolument inadmissible pour tous les pays qui défendaient les principes de la Charte et pour tous les peuples qui respectaient la justice. Depuis la seconde guerre mondiale, l'histoire du Moyen-Orient avait été une histoire d'agression et d'expansion incessantes du sionisme israélien et de lutte continue du peuple palestinien et des autres peuples arabes contre cette agression et cette expansion. Israël avait tenté d'utiliser l'incident des jeux Olympiques comme un prétexte pour étendre sa guerre d'agression contre les pays arabes. Cet incident était déplorable mais la cause profonde en était l'agression effrénée à laquelle le sionisme israélien se livrait depuis longtemps contre le peuple palestinien et les autres peuples arabes. Le Conseil de sécurité devait condamner sévèrement le sionisme israélien pour son agression contre la Syrie et le Liban et exiger qu'Israël cesse immédiatement toute son agression. Il devait demander instamment à Israël d'appliquer les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. La délégation chinoise avait voté pour le projet de résolution des trois puissances bien qu'il ne condamnât pas le sionisme israélien. Elle avait des réserves à ce sujet mais elle regrettait profondément que même un projet de résolution aussi modéré n'ait pas été adopté à cause du veto d'un membre permanent.

135. Le représentant de la République arabe syrienne a dit que son pays faisait preuve de modération et respectait le cessez-le-feu mais qu'il ne pouvait pas permettre à l'ennemi de poursuivre son agression et de massacrer des centaines de citoyens pacifiques. C'était la raison pour laquelle son gouvernement, soucieux de sauvegarder la paix et la sécurité au Moyen-Orient, avait demandé la convocation du Conseil. Le projet de résolution des trois puissances n'aurait pas empêché Israël de poursuivre son agression parce qu'il ne condamnait pas Israël et ne le mettait pas face à ses responsabilités en vertu de la Charte. Israël continuerait à pousser le Moyen-Orient vers la guerre et à menacer la paix et la sécurité internationales.

136. Le représentant du Liban a dit que le projet de résolution des trois puissances était faible mais que, même ainsi, il n'avait pas été adopté à cause d'une certaine psychose qui avait été créée au Conseil en vue de lier les événements survenus au Liban et dans la République arabe syrienne à ce qui était arrivé à Munich. Il demandait pourquoi le Liban devait toujours payer pour ce qui se passait ailleurs dans le monde. Il espérait que le vote négatif des Etats-Unis ne serait pas utilisé par Israël comme un encouragement et un feu vert pour le renouvellement de ses attaques contre le Liban.

137. Avant de lever la séance, le Président a dit qu'il avait été informé que les Etats-Unis n'insisteraient

pas pour que leur projet de résolution (S/10785) soit mis aux voix à cette séance.

*g) Communications ultérieures et rapports reçus entre le 11 septembre et le 30 décembre 1972*

138. Entre le 10 et le 16 septembre, les rapports du chef d'état-major de l'ONUST (S/7930/Add.1731 à 1736) faisaient état de survols continus du territoire libanais par des avions à réaction israéliens et de pénétration des forces armées israéliennes sur le territoire libanais.

139. Par une lettre datée du 11 septembre (S/10787), le représentant de l'Egypte a communiqué au Secrétaire général le texte d'une déclaration faite par le porte-parole officiel de son gouvernement au sujet de l'agression perpétrée par Israël contre la République arabe syrienne et le Liban. Dans cette déclaration, on faisait observer qu'Israël avait délibérément dirigé ses attaques aériennes contre les camps de réfugiés les plus peuplés et qu'il avait utilisé des avions Phantom américains au cours de ses attaques. En refusant de rétablir le peuple palestinien dans ses droits légitimes et de rendre les territoires qu'il avait occupés, Israël agissait au mépris de la Charte et des résolutions des Nations Unies, encouragé par les Etats-Unis d'Amérique, dont on ne saurait oublier la responsabilité à cet égard.

140. Dans une lettre datée du 16 septembre (S/10794), Israël a appelé l'attention du Président du Conseil sur les nouvelles attaques perpétrées contre son territoire par des terroristes basés au Liban et il a déclaré que des attaques effectuées les 6, 14 et 15 septembre contre des patrouilles militaires israéliennes avaient entraîné la mort de trois soldats israéliens. Israël prévoyait d'autres attaques de terroristes qui, indiquait-il, se concentraient le long de la frontière libanaise.

141. Dans une lettre adressée le même jour (S/10795) au Président du Conseil, le Liban formulait une plainte selon laquelle les forces armées israéliennes avaient lancé une attaque massive, par terre et par air, contre le sud du Liban, pénétrant jusqu'à 25 kilomètres à l'intérieur du territoire libanais. Elles avaient bombardé et attaqué plus de 15 villes et villages et trois positions militaires. En outre, elles avaient lancé des bombes au napalm sur des camps de réfugiés palestiniens situés aux environs d'Al Nabatieh. Les forces armées libanaises avaient engagé le combat avec les forces d'invasion israéliennes et le Gouvernement libanais avait proclamé l'état d'urgence.

142. Cette agression injustifiée compromettait non seulement la paix et la sécurité du Liban mais aussi celle du Moyen-Orient. Elle constituait une violation de la Charte, des résolutions du Conseil de sécurité, de la Convention d'armistice et du droit international et devait donc être condamnée par la communauté internationale.

143. Dans une lettre datée du 17 septembre (S/10796), Israël a informé le Président du Conseil que, la veille, les forces israéliennes avaient attaqué des bases et points de concentration des organisations terroristes au sud du Liban et que, à la suite de cette opération, 130 bâtiments qui servaient de bases aux groupes de terroristes avaient été démolis et que 40 de leurs membres avaient été tués. Le fait que les objectifs de l'opération israélienne étaient bien des repaires des équipes de tueurs avait été corroboré par les communiqués diffusés par les organisations terroristes en Syrie

et en Egypte. L'action entreprise par les forces israéliennes s'inscrivait dans l'effort d'Israël pour se défendre contre les organisations de tueurs qui opéraient à partir du territoire libanais tandis que le Gouvernement libanais se dérobaient à ses obligations internationales en hébergeant des équipes de tueurs au sein de sa population.

144. Par une lettre datée du 21 septembre (S/10799), le Liban a informé le Président du Conseil que l'attaque dirigée par Israël contre le Liban le 16 septembre avait fait 18 tués, 49 blessés et 5 disparus parmi le personnel militaire libanais et 25 tués et 40 blessés parmi les civils. Cent neuf maisons situées dans 16 villes et villages avaient été totalement détruites, 324 maisons avaient été endommagées et deux ponts avaient été détruits. Les réseaux d'adduction d'eau, d'électricité et d'irrigation avaient été bombardés et des centaines d'automobiles civiles avaient été détruites. Les forces israéliennes s'étaient ensuite lancées dans une campagne de terreur et de pillage contre la population civile. A maintes reprises, le Conseil avait averti Israël que, s'il continuait son agression contre le Liban, des mesures seraient prises contre lui. Or, le Conseil n'ayant pas pris de mesures efficaces, Israël avait poursuivi sa campagne de terreur et le Conseil assumait une grave responsabilité pour ne pas avoir placé sous sa protection un Membre pacifique de l'Organisation des Nations Unies. Des photographies montrant les victimes de l'opération israélienne étaient jointes en annexe à la lettre.

145. Dans une réponse datée du 27 septembre (S/10801), le représentant d'Israël s'est référé à sa lettre du 17 septembre (S/10796) et a déclaré que le Liban, dans sa lettre du 21 septembre, avait essayé de dissimuler la responsabilité qu'il encourait en permettant que son territoire soit utilisé comme base pour lancer des attaques terroristes contre des civils en Israël et dans d'autres pays. Tant que le Gouvernement libanais ne s'acquitterait pas de ses obligations internationales et ne mettrait pas fin aux meurtres sanglants perpétrés à partir de son territoire, il resterait complice de ces crimes. Le représentant d'Israël soulignait dans sa lettre que l'opération menée par Israël avait été dirigée contre les bases des organisations terroristes. Il niait les accusations portées par le Liban selon lequel la population civile aurait été victime de pillages de la part des forces israéliennes et il maintenait que les seuls bâtiments détruits avaient été ceux qui étaient utilisés comme centres terroristes. Israël ne pouvait tolérer la poursuite des activités terroristes lancées à partir du territoire libanais et le représentant d'Israël concluait que le Gouvernement libanais devait porter la responsabilité de son refus persistant de mettre fin à ces activités.

146. Dans une lettre datée du 16 octobre (S/10808), le Liban alléguait que, le jour précédent, l'aviation israélienne avait bombardé quatre localités situées dans le sud et le sud-est du Liban, tuant et blessant plusieurs personnes et infligeant d'importants dégâts à des habitations et des installations publiques. Par le passé, Israël avait invoqué des prétextes pour justifier ses agressions, mais l'attaque du 15 octobre attestait que, comme l'avait déclaré M<sup>me</sup> Meir, Israël entendait prendre la liberté d'attaquer partout où se trouvaient des Palestiniens. Cette politique d'agressions systématiques et non provoquées attentait à l'indépendance, à la sécurité et à l'intégrité du Liban et constituait un défi flagrant à tous les principes des Nations Unies. Dans ces circonstances, le Conseil de

sécurité ne pouvait demeurer indifférent à ces faits et devait trouver les moyens adéquats pour faire face à cette situation.

147. Dans une lettre datée du 17 octobre (S/10809), la République arabe syrienne a déclaré que le 15 octobre une escadrille de l'armée de l'air israélienne avait lancé une attaque contre des civils dans un périmètre situé près de la ville de Missiaf. Il était dit dans cette lettre que les autorités militaires israéliennes avaient précisé que les responsables de ces raids visaient à harceler l'ennemi plutôt qu'à exercer des représailles.

148. Dans une lettre datée du 18 octobre (S/10811), Israël, en réponse aux lettres adressées par le Liban et la République arabe syrienne (S/10808 et S/10809), a déclaré qu'une opération aérienne avait été effectuée au Liban d'une part contre deux bases à partir desquelles des attaques contre des civils israéliens avaient été lancées et, d'autre part, contre une base navale et un dépôt de véhicules des organisations terroristes situés sur la côte méditerranéenne du Liban. Il était indiqué par ailleurs dans la lettre que l'opération menée dans la République arabe syrienne était dirigée contre un camp d'entraînement d'El Fatah. Dans la guerre qu'il menait contre les organisations terroristes, le Gouvernement israélien avait parfaitement le droit ainsi que le devoir de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à leurs activités. Les gouvernements arabes qui fournissaient aux organisations terroristes un refuge et un appui financier et politique ne pouvaient dégager la responsabilité qu'ils avaient dans la guerre de terrorisme. Du fait que le but avoué des organisations terroristes était de détruire l'Etat d'Israël, le Gouvernement israélien n'avait pas d'autre choix que de frapper les organisations terroristes partout où il pouvait les atteindre.

149. Dans des renseignements supplémentaires datés du 16 septembre (S/7930/Add.1737), le chef d'état-major de l'ONUST a signalé des activités terrestres et aériennes intenses des forces israéliennes au voisinage des postes d'observation (PO) Ras et Khiam dans le secteur Israël-Liban. Il a également signalé que, le même jour, un avion à réaction des forces israéliennes avait attaqué quatre fois à la bombe et à la roquette dans les environs du poste d'observation Khiam. Le même rapport faisait état d'une plainte du Liban qui avait affirmé que quatre brigades blindées des forces israéliennes, appuyées par un avion, avaient attaqué le long de deux axes dans le sud du Liban. Cette plainte avait été partiellement confirmée par les observateurs militaires de l'Organisation des Nations Unies, qui avaient également confirmé que des éléments des forces israéliennes se trouvaient encore sur le territoire libanais à 12 heures TU. Le 18 septembre, le chef d'état-major a signalé (S/7930/Add.1739 et 1740) que le Liban avait présenté une plainte selon laquelle des éléments des forces israéliennes poursuivaient leurs opérations à l'intérieur du territoire libanais. Cette plainte n'a pas été confirmée par les observateurs militaires de l'ONU.

150. De la fin du mois de septembre à la fin du mois de décembre, le chef d'état-major a indiqué dans ses rapports (S/7930/Add.1741 à 1761, 1763, 1766, 1768 à 1787, 1789 à 1795, 1797, 1798 à 1808, 1811, 1814, 1816 à 1847, 1849 à 1852) que des avions à réaction israéliens avaient continué à survoler le territoire libanais et des éléments des forces israéliennes à pénétrer en territoire libanais. Ces rapports contenaient des plaintes du Liban qui n'avaient pas été confirmées

par les observateurs de l'ONU et selon lesquelles des avions israéliens seraient entrés dans les eaux territoriales libanaises. Le 15 octobre, une intensification des activités aériennes dans le sud du Liban a été signalée (S/7930/Add.1767). A cette occasion, le Liban a présenté une plainte dont le bien-fondé a été confirmé par les observateurs et selon laquelle 20 avions à réaction israéliens avaient survolé le sud du Liban et la région de la Békaa, bombardant plusieurs localités et blessant trois civils;

151. Dans des renseignements supplémentaires datés du 2 novembre (S/7930/Add.1788), le chef d'état-major a publié des listes mises à jour des postes d'observation, avant-postes et centres de contrôle installés par l'ONUST dans le secteur du canal de Suez, le secteur Israël-Syrie et le secteur Israël-Liban.

#### *h) Augmentation du nombre de postes d'observation de l'ONU dans le secteur Israël-Liban*

152. Par une lettre datée du 30 octobre (S/10818), le Président du Conseil de sécurité a informé le Secrétaire général qu'il avait eu des consultations avec les membres du Conseil sur la question qui faisait l'objet des mémorandums du Secrétaire général en date des 25 et 27 octobre et que les membres du Conseil, se référant à leur consensus en date du 19 avril 1972, n'avaient pas eu d'objections à ce qu'il soit donné suite à la demande du Gouvernement libanais tendant à un accroissement du nombre des postes d'observation dans le secteur Israël-Liban.

153. Dans son mémorandum du 25 octobre publié en annexe I à la lettre susmentionnée, le Secrétaire général a déclaré que, conformément au consensus adopté par le Conseil de sécurité le 19 avril sur la question de l'affectation d'observateurs militaires dans le secteur Israël-Liban, trois postes d'observation de l'ONU avaient été mis en place dans le sud du Liban et que le nombre des observateurs avait été porté de 7 à 21. Le 23 octobre, ajoutait-il, le représentant du Liban avait demandé que le nombre des postes d'observation et des observateurs de l'ONU dans ce secteur soit augmenté. En conséquence, le Secrétaire général avait demandé au chef d'état-major de l'ONUST de lui présenter des recommandations sur les dispositions à prendre, en particulier sur le nombre des postes d'observation supplémentaires à mettre en place et le nombre des observateurs additionnels, du personnel auxiliaire et du matériel supplémentaire nécessaires à cet effet.

154. Le mémorandum mentionné était suivi en appendice d'une lettre en date du 23 octobre émanant du représentant du Liban qui déclarait que, considérant la situation qui régnait dans la partie méridionale du Liban, son gouvernement demandait une augmentation du nombre des postes d'observation et des observateurs de l'Organisation des Nations Unies, car le renforcement du système d'observation permettrait à l'ONUST de couvrir de plus larges secteurs le long de la ligne de démarcation de l'armistice.

155. Dans son deuxième mémorandum daté du 27 octobre et publié en annexe II au document S/10818, le Secrétaire général a fait savoir que, sur sa demande, le chef d'état-major l'avait informé qu'après avoir tenu des consultations avec les autorités libanaises et effectué avec elles une opération de reconnaissance des emplacements possibles pour l'établissement de postes d'observation supplémentaires, il recommandait que deux postes d'observation additionnels soient mis

en place, l'un à Marouahine et l'autre au sud-est de Markaba. Il recommandait en outre que le poste d'observation Naq soit réinstallé à Labbouné. Pour ces nouvelles dispositions, il serait nécessaire de porter le nombre des observateurs de 21 à 34, et accroître de 4 celui des agents du service mobile, qui pourraient être détachés pour une période limitée des autres secteurs de l'ONUST. Il faudrait examiner ultérieurement la nécessité éventuelle de recruter des observateurs supplémentaires compte tenu de l'expérience acquise. Le Secrétaire général estimait que la mise en place de deux nouveaux postes d'observation et le déplacement du poste d'observation Naq accroîtraient la couverture de la ligne de démarcation de l'armistice et rendraient ainsi plus efficace l'observation du cessez-le-feu. S'il n'y avait pas d'objections, le Secrétaire général prendrait les mesures recommandées par le chef d'état-major.

156. Au cours des consultations que les membres du Conseil ont tenues le 30 octobre, le représentant de la Chine a fait une déclaration, qui a été distribuée à sa demande dans une note publiée à cette date par le Président du Conseil (S/10819). La Chine déclarait par là qu'elle appuyait fermement les peuples arabes dans la juste lutte qu'ils menaient pour résister à l'agression et pour sauvegarder leur souveraineté et leur intégrité territoriale, et qu'elle soutenait résolument le peuple palestinien dans sa lutte pour rétablir ses droits nationaux; la délégation chinoise rappelait que, pour des raisons de principe, elle avait toujours eu des vues différentes sur la question de l'envoi d'observateurs de l'ONU. Compte tenu toutefois de la demande présentée par le pays intéressé et de la situation particulière qui régnait à l'heure actuelle, la Chine ne s'élèverait pas contre la proposition tendant à augmenter le nombre d'observateurs.

157. Dans une lettre datée du 3 novembre (S/10825), le représentant de l'Inde, se référant à la lettre datée du 30 octobre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil (S/10818) a déclaré que, bien que sa délégation ait souscrit sans difficulté à la décision qui y était indiquée, elle avait formulé, lors des consultations, des réserves quant à la procédure suivie pour arriver à cette décision.

158. Dans un rapport en date du 2 novembre (S/10824), le Secrétaire général a annoncé qu'au reçu de la lettre du Président du Conseil de sécurité datée du 30 octobre (S/10818), il avait donné ordre au chef d'état-major de l'ONUST d'appliquer immédiatement les arrangements exposés dans le mémorandum en date du 27 octobre. Par la suite, les deux postes d'observation supplémentaires envisagés avaient été mis en place et avaient commencé à fonctionner le 2 novembre 1972. En outre, le PO Naq avait été déplacé et était appelé désormais PO Lab. L'ancien PO Naq avait été reconverti en avant-poste sous le nom d'avant-poste Naqoura et remplirait des fonctions administratives. Chacun des nouveaux postes permettrait de couvrir jusqu'à 10 km de la ligne de démarcation de l'armistice et les observateurs se déplaceraient quand la situation le justifierait et à la demande des autorités libanaises. Le Secrétaire général indiquait que le chef d'état-major avait informé Israël des nouvelles dispositions et le convoi logistique de l'ONUST venant du siège de l'ONUST à Jérusalem avait franchi sans retard les points de contrôle israélien et libanais.

159. Dans un nouveau rapport en date du 22 février 1973 (S/10824/Add.1), le Secrétaire général a rappelé sa déclaration selon laquelle il faudrait examiner,

compte tenu de l'expérience acquise, la question de savoir s'il serait nécessaire ultérieurement de recruter des observateurs supplémentaires, et il a signalé que le chef d'état-major avait procédé à une évaluation minutieuse des besoins en personnel de l'ONUST afin de déterminer s'il serait possible de ne pas recruter d'observateurs supplémentaires tout en maintenant les opérations de l'ONUST au niveau actuel et lui avait fait savoir qu'en déployant les observateurs d'une manière plus souple et en confiant aux agents du service mobile des fonctions non opérationnelles il pourrait se passer des 13 observateurs supplémentaires qu'il avait d'abord demandés. Le Secrétaire général a fait siennes les recommandations du chef d'état-major et il a indiqué que le Gouvernement finlandais était disposé à fournir quatre observateurs supplémentaires pour remplacer quatre chauffeurs-mécaniciens finlandais, qui avaient le statut d'observateur et qui avaient été rapatriés sans être remplacés. En conclusion, le Secrétaire général a déclaré qu'il avait l'intention de mettre en œuvre les recommandations du chef d'état-major au plus tard le 15 mars 1973.

160. Dans une lettre datée du 30 mars (S/10907), le Président du Conseil a informé le Secrétaire général qu'en ce qui concernait son rapport du 22 février, il avait consulté les membres du Conseil, qui n'avaient pas vu d'objection à ce que soient appliquées les recommandations du chef d'état-major telles qu'elles figuraient dans le rapport susmentionné.

161. Dans un rapport supplémentaire daté du 2 avril (S/10824/Add.2), le Secrétaire général, rappelant qu'il avait informé le Conseil de sécurité de son intention de mettre en œuvre les recommandations du chef d'état-major au plus tard le 15 mars, a indiqué qu'à la demande du Président du Conseil il avait accepté de reporter les mesures envisagées jusqu'à la fin du mois de mars. Se référant à la lettre du Président du Conseil, le Secrétaire général a indiqué qu'il avait pris les dispositions nécessaires le 30 mars pour affecter à l'ONUST quatre observateurs finlandais supplémentaires et quatre agents du service mobile.

i) *Communications et rapports reçus entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 12 avril 1973, et demande de réunion du Conseil*

162. Du 1<sup>er</sup> janvier au début du mois d'avril, le chef d'état-major a continué à soumettre périodiquement des rapports concernant divers incidents observés dans le secteur Israël-Liban (S/7930/Add.1853 à 1860, 1862 à 1863, 1865 à 1898, 1900 à 1959) au cours desquels les forces israéliennes avaient traversé et retraversé la frontière et occupé temporairement des positions situées à l'intérieur du territoire libanais. Les rapports signalaient que des avions à réaction des forces israéliennes avaient survolé fréquemment le sud du Liban et faisaient état des plaintes des autorités libanaises au sujet de ces vols et d'autres incidents.

163. Dans une lettre datée du 21 février 1973 (S/10885), le Liban s'est plaint que des bandes armées de terroristes israéliens avaient débarqué au nord de Tripoli et attaqué deux camps de réfugiés palestiniens. Treize personnes avaient été tuées et 10 blessées dans le camp de réfugiés d'El Bedaoui et 17 personnes avaient été tuées et 10 blessées dans le camp de réfugiés de Naher El Bared. Ces actes d'agression constituaient une violation de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Convention d'armistice entre le Liban et Israël et

ressortissaient de la politique déclarée d'Israël consistant à frapper le peuple palestinien où qu'il soit.

164. Dans une lettre datée du 21 février (S/10887), Israël a répondu que l'opération avait été dirigée contre les centres terroristes utilisés pour l'entraînement de terroristes étrangers en vue d'actions hostiles contre Israël. Ces camps, ajoutait la lettre, servaient de quartier général à Al Fatah et au Front populaire, qui dirigeaient l'un de ces camps, ainsi qu'à l'organisation Septembre noir. La lettre donnait une liste des différents actes de terrorisme exécutés par les membres de ces organisations et déclarait qu'Israël avait pour devoir de protéger son peuple contre les attaques des organisations terroristes que le Liban autorisait à rester sur son territoire et auxquelles il donnait son appui.

165. En ce qui concerne les incidents susmentionnés, le chef d'état-major a signalé dans un rapport soumis le 21 février (S/7930/Add.1906) qu'une plainte avait été reçue du Liban, selon laquelle des forces aéroportées israéliennes avaient attaqué les camps palestiniens d'El Bedaoui et de Naher El Bared, au nord de Tripoli, tuant et blessant plusieurs personnes. Cependant la plainte n'avait pas été confirmée par les observateurs de l'ONU, les lieux où l'incident s'était produit étant situés hors de leur champ d'observation.

166. Dans un rapport daté du 10 avril (S/7930/Add.1957), le chef d'état-major a déclaré qu'une plainte avait été reçue du Liban, selon laquelle des forces israéliennes avaient attaqué dans la nuit du 9 au 10 avril et détruit plusieurs maisons civiles à Beyrouth ainsi qu'un poste de distribution d'essence à Saïda, tuant et blessant plusieurs personnes et causant des dégâts matériels. Il a ajouté que la plainte du Liban avait été confirmée par des observateurs militaires de l'ONU en ce qui concerne les dommages causés à Beyrouth et à Saïda.

167. Dans une lettre datée du 11 avril (S/10911), le Liban a déclaré qu'au cours de la nuit précédente, des unités de la marine israélienne avaient débarqué au sud de Beyrouth une brigade de terroristes israéliens qui s'étaient dirigés dans des voitures civiles vers des objectifs choisis à l'avance et avaient tué trois éminents dirigeants palestiniens. Deux des agents de police qui s'étaient opposés aux assaillants avaient été tués et 9 blessés. Un autre groupe de terroristes israéliens avait fait sauter un bâtiment et un garage dans d'autres quartiers de la ville. Cette attaque avait fait 12 tués et 29 blessés. La lettre mentionnait l'attaque d'Israël du 21 février contre les camps de réfugiés palestiniens et renouvelait les protestations du Gouvernement libanais contre les agressions répétées d'Israël déjà condamnées par le Conseil de sécurité. Dans le cadre d'une politique d'attaque du peuple palestinien sans provocation, Israël avait entrepris des actes de guerre, d'agression et de terrorisme contre le Liban, en violation de la Convention d'armistice de 1949, du droit international et de toutes les normes d'éthique internationales. Le Liban espérait que le Conseil de sécurité prendrait les mesures nécessaires pour mettre fin aux actes d'agression commis par Israël.

168. Le même jour, Israël a répondu (S/10912) que l'action menée la nuit du 9 au 10 avril était dirigée contre des bases, des quartiers généraux et des repaires de terroristes dans la région de Beyrouth. Les déclarations officielles publiées à Beyrouth avaient confirmé que les personnes qui avaient été tuées étaient des dirigeants de l'Organisation de libération de la Palestine. Affirmant une nouvelle fois que le Liban était

l'un des centres où étaient préparées et exécutées des attaques terroristes contre des civils en Israël et ailleurs, la lettre ajoutait qu'en permettant que son territoire soit ainsi exploité et utilisé par les terroristes, le Liban avait perdu le droit de réclamer que son territoire soit respecté et que la seule manière pour ce pays de se tirer de cette situation était de respecter strictement ses obligations internationales, de se débarrasser complètement de la présence des groupes terroristes et de mettre fin aux activités qu'ils exerçaient sur le territoire libanais ou à partir de ce territoire.

169. Dans une lettre datée du 12 avril (S/10915), le représentant de l'Algérie a transmis au Président du Conseil un message du Ministre des affaires étrangères d'Algérie concernant l'acte d'agression perpétré par Israël contre la capitale du Liban. Le Ministre des affaires étrangères a déclaré que la politique d'escalade poursuivie par Israël était destinée à attiser le conflit du Moyen-Orient afin de permettre à Israël d'imposer sa volonté aux pays arabes et au peuple palestinien. Le Ministre des affaires étrangères a demandé instamment au Conseil de prendre les mesures nécessaires pour faire respecter ses décisions, ajoutant que toute paix durable dans la région dépendait du rétablissement du peuple palestinien dans ses droits nationaux légitimes et du retrait des forces d'agression israéliennes.

170. Dans une lettre datée du 12 avril (S/10913), le représentant du Liban a appelé l'attention du Président du Conseil sur l'acte d'agression commis par Israël contre le Liban le 10 avril, et eu égard à la gravité de cet acte et à la menace qu'il faisait peser sur la paix et sur la sécurité au Moyen-Orient, il a demandé de convoquer d'urgence le Conseil de sécurité pour qu'il examine cette question.

*j) Examen de la question de la 1705<sup>e</sup>  
à la 1711<sup>e</sup> séance (12-20 avril 1973)*

171. A sa 1705<sup>e</sup> séance, le 12 avril, le Conseil a inscrit à l'ordre du jour de son agenda la plainte du Liban (S/10913). Les représentants du Liban et d'Israël, et ensuite ceux de l'Égypte, de l'Arabie Saoudite, de l'Algérie, de la République arabe syrienne, de la Tunisie et de la Jordanie, ont été invités sur leur demande à participer au débat sans droit de vote.

172. Le représentant du Liban a déclaré que le 10 avril, une brigade de 35 terroristes israéliens en civil avait débarqué dans la banlieue sud de Beyrouth et s'était dirigée dans des voitures civiles libanaises vers des objectifs choisis à l'avance. Les terroristes avaient attaqué des immeubles dans plusieurs points de la ville, tuant trois membres de l'Organisation de libération de la Palestine et faisant sauter certains immeubles. Douze personnes au total avaient été tuées, dont 2 agents de police libanais, 2 civils libanais, 3 ouvriers syriens, 4 Palestiniens et 1 Italienne. Vingt-neuf personnes, toutes libanaises, avaient été blessées. Le Liban, qui avait toujours compté pour sa protection sur la Charte des Nations Unies et sur le Conseil de sécurité, estimait que ce dernier se devait non seulement de trouver des solutions aux problèmes qui se posaient mais de protéger les Etats victimes d'actes d'agression. Le Conseil avait adopté à maintes reprises des résolutions concernant les actes d'agression contre le Liban et les autres Etats arabes, mais ces résolutions avaient toujours été repoussées avec mépris par Israël. Le représentant du Liban a souligné que son pays était pacifique et ne s'appuyait pas, pour assurer sa protection, sur la puissance militaire mais sur l'ordre

international et la légalité. Aux termes de la Charte, le Conseil de sécurité était responsable de la protection des petits Etats pacifiques et sans défense. Israël avait déclaré qu'il menait une guerre contre le terrorisme pour empêcher de futurs actes de terrorisme de se produire, et que les organisations terroristes avaient asile au Liban avec la complicité du Gouvernement libanais. En réalité, c'était Israël qui se maintenait grâce à un terrorisme d'Etat. L'histoire du terrorisme israélien au Moyen-Orient était bien connue. Le terrorisme sioniste avait chassé de leur terre 1,5 million de Palestiniens, et la plupart de ces Palestiniens vivaient dans des camps de réfugiés par suite du processus continu de terreur et de terrorisme; 300 000 de ces réfugiés résidaient au Liban, qui ne pouvait être tenu responsable de leur désir de retourner dans leurs foyers ni de leur volonté de résister à l'agresseur. Le Liban, qui avait déployé tous ses efforts pour promouvoir des conditions pacifiques dans la région, ne pouvait accepter la responsabilité de trouver une solution à ce problème; c'était à la communauté internationale qu'il appartenait de résoudre le problème des Palestiniens. En conclusion, le représentant du Liban a déclaré que les actes répétés d'agression commis par Israël ne pouvaient rester impunis et que le Conseil ne devait pas se contenter de condamner Israël mais entreprendre une action plus efficace pour mettre un terme à l'agression israélienne contre le Liban.

173. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré qu'à la suite des événements du Liban on s'était efforcé d'accréditer un énorme mensonge, à savoir que le Gouvernement des Etats-Unis aurait été d'intelligence ou de connivence dans ces événements et que l'Ambassade américaine à Beyrouth abriterait des personnes qui auraient trempé dans cette affaire. Cette accusation, formulée d'abord par ceux qui s'opposent à un règlement pacifique et se livrent à des actes de terrorisme, était totalement dénuée de fondement. Le représentant des Etats-Unis a exprimé l'espoir que toute personne raisonnable reconnaîtrait qu'il s'agissait là d'une accusation diffamatoire et irresponsable. Le Gouvernement des Etats-Unis déplorait la violence et regrettait les pertes croissantes en vies innocentes; il n'avait pris aucune part à l'attaque israélienne du 10 avril contre le Liban et il n'en avait pas eu connaissance.

174. Le représentant d'Israël a accusé le Liban d'avoir demandé une réunion du Conseil de sécurité pour y obtenir licence de poursuivre ses actes de terrorisme. Tandis que le monde s'indignait des actions des groupes terroristes arabes, les Etats arabes continuaient à leur accorder leur appui et à héberger des bases terroristes à l'intérieur de leurs frontières. Le représentant d'Israël a souligné qu'il était du devoir du Gouvernement israélien de protéger la vie de ses citoyens et de mettre un terme aux attaques dirigées contre des hommes, des femmes et des enfants. Tel avait été le but de l'action entreprise dans la nuit du 9 au 10 avril par Israël contre les bases, les quartiers généraux et les repaires de terroristes situés dans la région de Beyrouth, et en particulier contre le siège d'Al Fatah. Des pertes avaient été infligées aux terroristes, qui avaient notamment perdu certains dirigeants de l'Organisation de libération de la Palestine. C'était sous la direction de ces hommes que les terroristes, au cours des dernières années, s'étaient livrés à 105 attaques qui s'étaient soldées par 228 victimes, dont 116 morts. Tout le monde savait que le Liban était l'un des centres de l'organisation et de l'exécution des attentats contre des civils en Israël et ailleurs et que c'était avec

l'assentiment des autorités libanaises que les terroristes avaient installé leur quartier général, leurs ateliers de manufacture d'armes et leurs bureaux de recrutement et d'information dans la capitale du pays. Rien ne pouvait justifier que le Liban consente au maintien de centres et de bases terroristes sur son territoire. Tant que le Gouvernement libanais opérerait d'agir de la sorte, il devait être considéré comme complice de la campagne menée par les groupes terroristes. L'action entreprise par Israël contre les centres terroristes de Beyrouth avait sauvé de nombreuses vies au Moyen-Orient et dans d'autres régions, et si cette action avait été entreprise plus tôt, bon nombre de vies innocentes auraient été épargnées.

175. Le représentant de l'Arabie Saoudite a déclaré que le Liban n'avait jamais été un agresseur et n'avait jamais empiété sur le territoire de ses voisins. Le Liban était l'un des pays les plus libres du monde; s'il n'en était pas ainsi, des espions n'auraient pu préparer l'acte de terrorisme récemment perpétré par Israël au Liban. Il y avait environ 300 000 réfugiés palestiniens au Liban, et ce pays, où de nombreuses sectes vivaient en harmonie, ne pouvait risquer une lutte interne ou une guerre civile pour découvrir et châtier ceux qui étaient de connivence dans tout acte dirigé contre Israël. Les Nations Unies, où les grandes puissances avaient voté en faveur de la création d'Israël, étaient responsables de la situation. Tant qu'il y aurait des réfugiés palestiniens dispersés dans les pays arabes et dans le monde en général, il n'y aurait pas de paix dans la région ni ailleurs dans le monde, et le terrorisme sévirait partout. C'est aux grandes puissances qu'incombait la responsabilité de mettre un terme à cette situation. Les Palestiniens poussés à bout ne se sentaient pas d'obligation envers le Liban, l'Egypte ou la Jordanie et étaient devenus victimes de psychoses engendrant la violence et mettant en danger la vie de chacun.

176. A la 1706<sup>e</sup> séance, le 13 avril, le représentant de l'Algérie a déclaré qu'Israël, avec l'aide des Etats-Unis, pratiquait précisément le terrorisme qu'il avait condamné chez les Palestiniens. Le peuple palestinien menait une lutte pour sa survie en tant que peuple arabe. Certes le terrorisme était inhumain, mais les Palestiniens ne disposaient pas d'une armée organisée pour combattre les forces israéliennes et ils avaient eu recours à la seule forme de lutte qui leur soit possible. Face à la lutte engagée par tout un peuple, c'était une illusion de penser que le terrorisme israélien briserait la détermination des Palestiniens. Le problème du Moyen-Orient demeurerait sans solution tant qu'Israël conserverait ses principes sionistes qui s'opposent à la prétention légitime des Palestiniens de vivre dans leur propre pays et s'arrogent le droit de représenter toutes les colonies juives du monde.

177. Le représentant de la République arabe syrienne a déclaré que la véritable question dont le Conseil de sécurité était saisi était le terrorisme pratiqué par Israël en tant que doctrine, foi et culte. C'était le terrorisme israélien que le Conseil devait examiner, en particulier dans ses violations flagrantes de la souveraineté des Etats Membres. Sous prétexte de sécurité, Israël frappait au cœur de pays arabes et, tôt ou tard, par des agressions répétées, réaliserait son rêve d'un "grand Israël". Il y avait une escalade du terrorisme israélien et Israël préparait l'opinion internationale à une autre guerre contre les pays arabes pour éliminer à jamais ce qui restait du peuple palestinien. L'attitude de défi israélienne n'aurait pas atteint cette dimension d'arrogance sans l'appui inconditionnel des Etats-Unis

et l'on pouvait se demander si cet appui n'incitait pas Israël à entreprendre tout ce qui lui plaisait contre les Etats arabes. Affirmant que l'attitude de la République arabe syrienne à l'égard de la question de Palestine et de l'agression israélienne contre les pays arabes se fondait sur les principes de la Charte et du droit international, le représentant de la République arabe syrienne a déclaré que la paix au Moyen-Orient dépendait de la reconnaissance du droit du peuple palestinien à sa terre et au libre exercice de son droit de libre détermination ainsi que du retrait complet, immédiat et inconditionnel des forces israéliennes de tous les territoires arabes occupés.

178. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'au cours des quatre dernières années, le Conseil avait examiné 10 fois les questions liées aux actes d'agression d'Israël contre le Liban et que ce n'était pas par pur hasard qu'Israël avait refusé d'appuyer la résolution 2936 (XXVII) de l'Assemblée générale relative au non-recours à la force dans les relations internationales et à l'interdiction permanente de l'utilisation des armes nucléaires. A la lumière des événements récents, il était devenu de plus en plus évident que cette résolution, dont la disposition concernant le non-recours à la force dans les relations internationales protégeait les intérêts légitimes des victimes de l'agression impérialiste et colonialiste, réaffirmait également le principe de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force. Par conséquent, tout nouvel acte d'agression commis par Israël devait être considéré comme une infraction non seulement à la Charte des Nations Unies, mais aussi à cette nouvelle norme importante du droit international. En appuyant cette résolution, le Conseil de sécurité se devait de prendre les mesures nécessaires pour donner plein effet à cette disposition. Le représentant de l'Union soviétique a ensuite rappelé qu'au cours de ces dernières années, le Conseil de sécurité avait prévenu Israël que s'il continuait à commettre des actes d'agression contre le Liban, le Conseil envisagerait de prendre de nouvelles mesures conformément aux dispositions de la Charte. Israël avait continué à ne tenir aucun compte des décisions du Conseil de sécurité et des résolutions de l'Assemblée générale et à en enfreindre les dispositions. Passant aux événements faisant l'objet du débat, le représentant de l'Union soviétique a déclaré que les agissements d'Israël au Liban faisaient partie de la politique d'intimidation et de terrorisme d'Etat suivie par ce pays. Le Gouvernement israélien avait applaudi à la dernière opération et l'avait présentée comme des représailles. L'Union soviétique se prononçait contre tout acte de terrorisme international entravant les activités diplomatiques des Etats et de leurs représentants. Elle s'opposait également aux tentatives visant à influencer la politique des Etats par des actes de terrorisme qu'ils soient commis par des Etats ou des particuliers. L'Union soviétique s'opposait tout aussi vigoureusement à ce que des actions terroristes commises par des individus irresponsables isolés soient utilisées par l'agresseur pour justifier son agression contre d'autres pays. Aussi la délégation soviétique condamnait-elle les méthodes terroristes d'Israël et le fait que ce pays érigeait le terrorisme au rang de politique nationale de l'Etat. L'Union soviétique estimait qu'il fallait d'urgence régler équitablement la question du Proche-Orient, sur la base de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité prévoyant le retrait des troupes israéliennes de tous les territoires arabes occupés en 1967, et elle reconnaissait la nécessité de

garantir au peuple arabe de Palestine l'exercice de ses droits légitimes. A cet égard, les membres permanents du Conseil de sécurité devaient déployer tous leurs efforts pour mettre fin aux actes d'agression israéliens. L'Union soviétique était prête à faire le maximum pour faciliter un règlement politique et elle était disposée à reprendre immédiatement les consultations avec les quatre autres membres permanents du Conseil en vue d'aider le représentant spécial du Secrétaire général. Le Gouvernement soviétique était préoccupé par la tension qui régnait dans la région et que venaient d'exacerber les attaques d'Israël contre le Liban. Le Conseil de sécurité avait non seulement condamné Israël mais il l'avait averti qu'il prendrait des mesures plus efficaces, conformément à la Charte, si Israël continuait ses actes d'agression. L'heure était venue de prendre ces mesures et de mettre fin aux actes d'agression d'Israël.

179. Le représentant du Soudan a déclaré que, dès sa création par les Nations Unies, Israël avait fondé son existence sur la colonisation militaire, sur un appareil militaire énorme reposant sur les anciennes organisations terroristes telles que la Haganah, l'Irgun et le gang Stern qui furent responsables de meurtres avant et après la création d'Israël. Tous les cas de violence cités par le représentant d'Israël et dont il rendait le Liban responsable résultaient en dernière analyse de l'agression et du terrorisme israéliens. A entendre les déclarations du représentant d'Israël au Conseil et les sophismes auxquels il n'avait cessé le recourir pour justifier les crimes de son pays contre le Liban, on pouvait conclure qu'Israël continuerait de commettre des actes d'agression contre le Liban sous prétexte d'assurer sa propre sécurité. Le but ultime d'Israël était d'exterminer les 2,5 millions de Palestiniens arabes qui réclamaient leur droit à l'autodétermination, mais un peuple déterminé à lutter pour ses droits inhérents ne se laisserait pas intimider par la force des armes ni persuader par un pot-de-vin, en l'espèce 1 p. 100 des redevances encaissées par les pays arabes producteurs de pétrole, comme l'avait suggéré naïvement le représentant d'Israël. Les Palestiniens ne devaient plus être considérés comme des réfugiés et obligés de vivre de charité, et il incombait aux Nations Unies de faire respecter leurs droits. Le Conseil devrait condamner sans ménagement les actes d'agression commis par Israël contre le Liban, et si Israël continuait à se croire tout permis et à étendre son terrorisme, le Conseil devrait envisager sérieusement de lui appliquer des mesures efficaces conformément à la Charte.

180. Le représentant de la Yougoslavie a déclaré que l'attaque la plus récente d'Israël n'était que le dernier exemple d'escalade d'une politique belliqueuse reposant sur l'utilisation de la force armée. Les actes d'agression commis précédemment par Israël contre deux camps de réfugiés et la destruction en plein vol d'un avion civil constituaient aussi des événements tragiques qu'il convenait de placer dans le contexte d'une politique favorisant le recours à la force brutale. Le Gouvernement yougoslave, tout comme les Nations Unies, avait condamné cette politique d'expansion territoriale et d'intimidation par la force. Mais ce qui était particulièrement grave, c'était qu'un Etat disposant d'une armée plus forte, plus nombreuse et mieux équipée l'utilisait contre un petit pays faible et pacifique dont l'ONU était la seule protection. C'était dans ce contexte que le Conseil devait réagir et se réunir constamment. La dernière attaque constituait un exemple éhonté de terrorisme international — le terrorisme pratiqué par l'Etat. Il était tout à fait inadmissible de l'associer et

de le comparer à des actes individuels de terrorisme. La raison principale de la crise du Moyen-Orient tenait au manquement par Israël de se conformer aux stipulations de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité et d'autres résolutions pertinentes des Nations Unies traitant de la mainmise d'Israël sur des territoires arabes, de sa politique d'expansion et de son refus constant de reconnaître aux Palestiniens leurs droits fondamentaux. Aussi le Conseil de sécurité devait-il souligner qu'il n'était pas disposé à tolérer le manque total de respect d'Israël pour la communauté internationale, les Nations Unies et leurs décisions. Il devait condamner l'attaque israélienne contre le Liban et l'assassinat dans ce pays des membres du mouvement de libération de la Palestine.

181. A la 1707<sup>e</sup> séance, tenue le 16 avril, le représentant de l'Égypte a déclaré que l'agression perpétrée contre le Liban dans la nuit du 10 avril n'avait pas été commise par des criminels ordinaires mais par des soldats israéliens formés par leur gouvernement et obéissant à ses ordres. Les autorités israéliennes, qui se faisaient gloire de ces actes de meurtre, avaient fait savoir qu'ils se renouvelleraient au Liban et ailleurs, ce qui indiquait qu'Israël s'était arrogé un rôle impérial dans la région. Toutes ces condamnations et tous les avertissements du Conseil concernant les actes d'agression des Israéliens contre le Liban n'avaient eu aucun effet sur les autorités de Tel-Aviv qui avaient fait ainsi du meurtre et de l'assassinat la politique et la pratique officielles de l'Etat. Il était incroyable qu'Israël continue de recevoir une aide militaire et économique massive et toujours croissante de la part d'un Etat Membre après toutes les résolutions que le Conseil avait adoptées ne serait-ce qu'au sujet des attaques contre le Liban. Il était inconcevable qu'une aide aussi massive fût fournie à Israël alors qu'il occupait les territoires de l'Égypte, de la Jordanie et de la République arabe syrienne, qu'il tournait en dérision les principes de souveraineté, d'intégrité territoriale et d'indépendance politique, et qu'il boycottait la mission de paix du représentant spécial du Secrétaire général. Il était essentiel, pour parvenir à la paix au Moyen-Orient, d'interdire les apports de matériel militaire et l'assistance financière destinés à Israël. Le Conseil devait demander à tous les Etats Membres, et spécialement à ses membres permanents, d'interrompre leur assistance économique et leurs fournitures de matériel militaire destinées à Israël. Le représentant de l'Égypte a annoncé qu'il avait l'intention de demander un réexamen complet par le Conseil de sécurité de toute la situation au Moyen-Orient, y compris des mesures particulières pour procéder à un examen exhaustif de tous les efforts de l'Organisation des Nations Unies visant à donner effet à toutes ses résolutions et à faire appliquer les principes fondamentaux de la Charte. L'Égypte demanderait bientôt que soit présenté un rapport complet du représentant spécial du Secrétaire général. Le Conseil et le monde entier avaient le droit et le devoir de demander à savoir si les efforts de paix au Moyen-Orient se trouvaient dans une impasse.

182. Le représentant de la Chine a déclaré que sa délégation tenait à exprimer sa profonde indignation devant l'agression, qu'elle condamnait énergiquement, commise par les sionistes israéliens. L'incident du 10 avril faisait partie d'une longue série d'atrocités perpétrées par les sionistes israéliens et constituait une preuve supplémentaire du fait que les sionistes avaient érigé l'agression au rang de politique officielle. Des hautes personnalités israéliennes avaient loué cet

incident dans leurs déclarations et le représentant d'Israël au Conseil avait ouvertement déclaré qu'Israël se reconnaissait le droit d'attaquer les Palestiniens. Il était juste que le peuple palestinien, qui avait été expulsé de sa propre patrie, lutte pour rétablir ses droits à l'existence nationale contre les agresseurs israéliens. Le peuple de Palestine et les autres peuples arabes s'uniraient étroitement et lutteraient jusqu'au bout contre les agresseurs. La connivence et les encouragements des deux superpuissances étaient la raison essentielle pour laquelle les Israéliens refusaient de se retirer des importants territoires arabes occupés par eux. Les deux superpuissances entretenaient de propos délibéré au Moyen-Orient une situation qui n'était "ni de guerre ni de paix" et, agissant au mépris des droits nationaux, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté du peuple palestinien et d'autres peuples arabes, s'entendaient entre elles pour servir leurs propres intérêts dans la lutte pour les points stratégiques importants et les ressources en pétrole de la région. L'une de ces superpuissances n'avait cessé de soutenir les agresseurs israéliens en leur fournissant des armes et une assistance économique. L'autre déversait sur Israël un flot continu de personnes afin que les agresseurs puissent recruter parmi ces personnes des troupes et des spécialistes. La délégation chinoise a réaffirmé que le Gouvernement et le peuple chinois appuyaient fermement les peuples palestinien et libanais et les autres peuples arabes dans leur juste combat contre les agresseurs israéliens, et elle estimait que le Conseil devait condamner et arrêter l'agression perpétrée par Israël.

183. S'élevant contre les déclarations du représentant de l'Union soviétique, qui, le 13 avril, s'était livré à des attaques et avait proféré des menaces contre la délégation chinoise et d'autres délégations qui s'opposaient à la proposition soviétique de non-recours à la force dans les relations internationales, le représentant de la Chine a rappelé que sa délégation, à la vingt-septième session de l'Assemblée générale, avait analysé et réfuté point par point l'argument avancé par la délégation soviétique, qui déformait l'esprit de la Charte. En exploitant une fois encore, au moment où les sionistes israéliens venaient de commettre une grave agression contre les peuples palestinien et libanais, la théorie du non-recours absolu à la force dans les relations internationales, qui ne faisait aucune distinction entre l'agresseur et la victime de l'agression, l'Union soviétique adoptait une position qui revenait à absoudre les agresseurs de leur crime.

184. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, exerçant son droit de réponse, a dit que la déclaration du représentant de la Chine était calomnieuse et déformait la position de l'URSS et le contenu de la résolution 2936 (XXVII) de l'Assemblée générale sur le non-recours à la force dans les relations internationales et l'interdiction permanente d'utiliser les armes nucléaires. Malgré les affirmations calomnieuses du représentant de la Chine, cette résolution — a souligné le représentant de l'URSS — aidait les victimes de l'agression, leur déliait les mains dans la lutte contre l'agresseur. Dans cette résolution, l'ONU avait exprimé son soutien à ceux qui luttent pour la libération nationale. C'est précisément pour cette raison que les racistes sud-africains et les colonialistes portugais, qui cherchaient à étouffer la liberté des peuples africains, avaient voté contre elle. Et c'est en leur compagnie que s'était retrouvée la Chine. La déclaration faite ce jour par le représentant de la Chine avait confirmé qu'il était du côté des agresseurs israéliens

parce qu'il luttait avec eux, dans le même sens, contre la résolution 2936 (XXVII) de l'Assemblée générale sur le non-recours à la force dans les relations internationales et l'interdiction permanente de l'utilisation des armes nucléaires. Le représentant de l'URSS a engagé le représentant de la Chine à soumettre des propositions concrètes visant à mettre fin à l'agression israélienne contre les peuples arabes au lieu de chercher à entraîner le Conseil de sécurité dans l'antisoviétisme et la calomnie contre l'Union soviétique.

185. Le représentant de la Chine a dit que la proposition du représentant de l'Union soviétique concernant le "non-recours à la force" était absolument hypocrite et réactionnaire. Il a fait observer qu'en 1968, l'Union soviétique avait envoyé des troupes en grand nombre pour envahir la capitale d'un de ses alliés, qu'en 1971 elle avait appuyé par la force le démembrement d'un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, qu'elle entretenait actuellement un grand nombre de troupes et de bases militaires au-delà de ses frontières et qu'elle avait posté un million de soldats le long des frontières de la Chine pour menacer cette dernière. Tout cela était-il conforme au principe du "non-recours à la force dans les relations internationales"? Il ne fallait pas seulement se fier aux paroles prononcées mais tenir aussi compte des actes et, ce faisant, il ne serait pas difficile de percevoir le véritable caractère de leur auteur.

186. A la 1708<sup>e</sup> séance, le 17 avril, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que c'était avec un profond découragement qu'il prenait part aux débats. Loin d'aller de l'avant, la recherche de la paix au Moyen-Orient ne faisait que régresser. La paix et les appels à la modération étaient battus en brèche par la montée de la violence alors que le devant de la scène était occupé par les extrémistes. Son gouvernement avait toujours déploré tous les actes de violence et de terrorisme perpétrés au Moyen-Orient et professait de la sympathie pour la cause et le sort des réfugiés palestiniens, qui avaient fait l'objet d'innombrables discussions et résolutions aux Nations Unies. Il n'était pas étonnant que l'amertume et la haine envahissent le cœur de ces hommes et qu'en désespoir de cause certains d'entre eux aient recours à la violence. La communauté internationale ne pouvait cependant tolérer la mise à mort d'innocents, le meurtre de diplomates et la rupture des communications. Non seulement les Palestiniens devaient faire preuve de modération, mais tous les gouvernements intéressés devaient s'employer à réfréner la violence. Déplorer les actes de violence des organisations terroristes n'équivalait cependant pas à excuser les attaques d'Israël contre le Liban. Celles-ci devaient également être condamnées. Elles constituaient un acte de violence qui, en aucune circonstance, ne trouvait de justification au regard de la Charte. Accepter ces actes équivaldrait à retourner à un état d'anarchie internationale. Si son gouvernement ne pouvait trouver de justification au terrorisme, il n'en voyait pas moins la nécessité d'éliminer les causes profondes de celui-ci et de s'attaquer aux problèmes sous-jacents. L'Organisation des Nations Unies devait montrer aux réfugiés que le monde ne les avait pas oubliés et aucun règlement final ne devait méconnaître leurs aspirations légitimes. La discussion avait débordé les limites de l'ordre du jour considéré, mais les aspects plus larges de la situation au Moyen-Orient ne pouvaient être passés sous silence car les incidents ne cesseraient pas tant que les questions qui s'y rapportaient n'auraient pas été résolues. La délégation du Royaume-Uni serait heureuse que le Conseil demande au Secrétaire général et à son repré-

sentant spécial de redoubler d'efforts pour favoriser un accord sur la base de la résolution 242 (1967).

187. Le représentant de l'Indonésie a déclaré que le problème du terrorisme et du contre-terrorisme ne pouvait pas être considéré indépendamment de ses causes profondes, qui étaient de deux sortes : l'injustice infligée depuis 25 ans aux Palestiniens et l'occupation continue par Israël de territoires appartenant à trois pays arabes. Il a constaté que les efforts déployés pour appliquer la résolution 242 (1967) n'avaient pas réussi à éliminer la seconde cause et il a ajouté que, tant que les Palestiniens seraient privés de leur terre et tant qu'Israël persisterait à occuper des territoires appartenant à d'autres, il serait illusoire de penser que la violence engendrée par le désespoir politique puisse cesser. Le représentant de l'Indonésie a déclaré que son pays ne pouvait admettre les actes insensés de violence et le terrorisme aveugle mais qu'il ne voyait pas du même œil les violences commises par des personnes désespérées et déçues et les actes de terrorisme commis par un gouvernement en vue de poursuivre son occupation illégale de territoires appartenant à d'autres. Dans sa résolution 280 (1970), le Conseil de sécurité a déjà averti Israël que ces violations flagrantes de la paix ne sauraient être tolérées davantage. La délégation indonésienne était d'avis que le moment était venu de prendre les mesures efficaces mentionnées dans la résolution 280 (1970) et d'appliquer pleinement les décisions que le Conseil a prises dans le passé. L'Indonésie, a-t-il dit, continuerait d'appuyer la lutte des peuples arabes, et elle avait bien conscience que les mesures prises par le Conseil de sécurité, pour être efficaces, devaient être adoptées avec le concours et la coopération des membres permanents du Conseil.

188. La représentante de la Guinée a déclaré qu'il y avait, au cœur même du problème du Moyen-Orient, le droit inaliénable du peuple palestinien à un foyer et à voir cesser la vie errante qu'il menait depuis bientôt un quart de siècle. Il était impérieux de rechercher une solution équitable à cette situation et le moment était venu pour la communauté internationale de réparer son erreur. L'espoir, là encore, ne pouvait venir que des puissances qui, plus que tout autre Membre de l'Organisation, détenaient la solution du drame palestinien puisque c'étaient elles qui avaient créé le problème. La représentante de la Guinée s'est adressée plus particulièrement au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui apportait à Israël une assistance financière et militaire, pour qu'il oblige Israël à respecter inconditionnellement les dispositions de la résolution 242 (1967) du Conseil et de la résolution 2949 (XXVII) de l'Assemblée générale.

189. Le représentant de l'Autriche a déclaré que son gouvernement condamnait tous les actes de violence non seulement en raison de son attachement au principe du règlement pacifique des conflits mais aussi de son profond respect pour la vie humaine. Devant les actes de violence qui s'étaient produits récemment, le Gouvernement autrichien pensait, comme toutes les délégations siégeant au Conseil, qu'il était urgent de chercher à appliquer les mesures appropriées. L'action du Conseil de sécurité devait viser à mettre fin à la violence, mais la condamnation de celle-ci par le Conseil ne pouvait atteindre son objectif que si elle englobait toutes les formes de violence quelle qu'en fût la source. Déclarant que tout le temps qui s'était écoulé sans qu'une solution intervienne au Moyen-Orient expliquait la déception et l'impatience croissantes où il fallait voir la cause de l'agitation et de la tension, le

représentant de l'Autriche a déclaré qu'il existait une base largement reconnue en vue d'une solution. Il s'agissait de la résolution 242 (1967) qui contenait tous les éléments nécessaires pour établir la paix, la justice et la sécurité au profit de toutes les nations de la région, y compris pour parvenir à un juste règlement du problème des réfugiés. Cette résolution montrait que l'Organisation des Nations Unies n'était pas incapable de trouver le point de départ d'une solution.

190. Le représentant des Etats-Unis a posé la question de savoir si les actes de terreur et de contre-terreur qui s'étaient produits récemment devaient être acceptés comme les nouvelles règles d'une guerre tragique encore sans dénouement, et il a déclaré que son pays s'élevait contre la violence et la terreur sous toutes les formes et quelle qu'en fût la source. Il fallait condamner aussi bien les actes de violence commis par des forces classiques que les actes de violence commis par des terroristes. Les premiers sont tout aussi odieux que les seconds. Les violations de la souveraineté d'un Etat par un autre Etat ne devaient pas être excusées, non plus que les meurtres commis par des individus ou des groupes d'individus en violation des droits fondamentaux de l'humanité. Aucun Etat Membre ne devrait en attaquer un autre. Tout acte de ce genre ne peut qu'entraîner de nouvelles violences. Il ne faut pas non plus qu'un Etat tolère que son territoire soit utilisé comme base d'attaques terroristes vers un autre territoire. Aucun Etat ne devrait donner asile à des éléments qui se livrent à des attaques contre d'autres Etats ou contre des nationaux de ces Etats, où qu'ils puissent se trouver. Ces individus comptaient sur l'appui ou le consentement des gouvernements, ce qui était contraire à la résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale sur les relations amicales; il était donc du devoir de chaque Etat de ne pas excuser ou encourager ces actes de terrorisme, qu'ils fussent dirigés contre ses propres citoyens ou contre les citoyens d'autres pays. Le véritable problème qui se posait au Moyen-Orient était de savoir comment rompre ce cercle vicieux de la violence. La tâche primordiale du Conseil était de ne plus se borner à des protestations indignées, et de condamner avec impartialité la violence sous toutes ses formes, faute de quoi on ne saurait s'acheminer vers la paix. Il faut que prennent fin aussi bien les raids frontaliers que les actes de violence individuels. L'Organisation des Nations Unies devait montrer sans équivoque que la communauté internationale désapprouvait les pertes inutiles et injustifiées de vies humaines dues aux actes de terrorisme et aux représailles militaires qu'ils suscitaient. Il était temps de mettre un terme aux actes de violence, d'où qu'ils viennent, et le Conseil devait faciliter le passage de la violence à la paix, en agissant pour cela dans le cadre déjà établi en vue d'un règlement général par la résolution 242 (1967). Cette résolution, qui demandait un juste règlement du problème des réfugiés, indiquait le chemin d'une paix durable devant apporter à tous les peuples du Moyen-Orient la sécurité et la justice. Le Gouvernement des Etats-Unis reconnaissait que la paix ne pouvait être réalisée au Moyen-Orient que si on tenait pleinement compte des aspirations légitimes des Palestiniens.

191. Le représentant de la Tunisie a déclaré qu'Israël n'arriverait pas à faire taire les Palestiniens par des attaques et des incursions au Liban ou ailleurs. Il a fait valoir que le problème ne concernait plus seulement les Arabes et les Juifs de Palestine mais toute la communauté internationale, qui devait s'employer à trouver une solution équitable. En 1947, a-t-il

ajouté, lorsque le partage de la Palestine avait été décidé, la communauté internationale s'était uniquement souciee de donner satisfaction aux sionistes, qui avaient tiré parti de la compassion suscitée par l'holocauste hitlérien. A l'époque, le monde arabe était presque entièrement soumis à la domination étrangère et, au lieu d'accepter la portion de la Palestine qui leur avait été allouée par la résolution de partage de l'Organisation des Nations Unies, les Arabes de Palestine avaient préféré rejeter ce partage; ils s'étaient soudain vus chassés de leurs foyers et refoulés vers les pays arabes voisins et un quart de siècle après on leur refusait encore le droit à l'existence dans leur propre pays ou ailleurs. La résolution 242 (1967) elle-même ne se référait aux Palestiniens qu'en tant que réfugiés, alors que le problème de leurs droits nationaux était primordial dans tout règlement. Il était évident que le Conseil restait saisi du problème de la Palestine, et il fallait en tirer deux conclusions : premièrement, la communauté internationale devait d'abord faire en sorte que le droit international soit appliqué en ce qui concerne le peuple palestinien; et deuxièmement le Conseil de sécurité devait écouter les représentants du peuple palestinien. Le Gouvernement tunisien estimait que la responsabilité des grandes puissances et des superpuissances était décisive au Moyen-Orient, mais il croyait aussi que les efforts conjugués des petits et moyens pays — y compris des pays arabes — pouvaient aboutir à une stratégie intelligente et audacieuse qui à son tour amènerait les grandes puissances à une appréciation plus juste de la situation.

192. Le représentant de l'Australie a déclaré que sa délégation jugeait affligeant et inquiétant de voir tant de violences suivies de représailles violentes et estimait qu'on ne pouvait que déplorer cet état de choses. Cette polarisation totale des attitudes qui s'était développée au cours des années rendait encore plus malaisée la tâche déjà difficile de l'Organisation des Nations Unies et notamment celle du Conseil. De l'avis de la délégation australienne, la première mesure à prendre — et la plus positive — serait de rompre le cycle des violences et des représailles et de refouler la vague de violence et de terreur meurtrières qui partie de la région avait déferlé sur le monde entier. Il ne faisait aucun doute pour la délégation australienne que l'incident de Beyrouth équivalait à des actes de meurtre prémédités, orchestrés et d'ailleurs reconnus par le Gouvernement d'Israël, et à une déplorable ingérence dans la souveraineté d'un autre Etat Membre. En tant que tel, cet acte devait être condamné. Toutefois, qu'il faille le considérer comme un acte d'agression, de représailles, de précaution ou de légitime défense, il ne constituait qu'un élément dans une série d'actes de violence, et certains des pays voisins d'Israël ne pouvaient guère échapper à l'accusation de complicité pour ce qui était de certains d'entre eux. Le représentant de l'Australie a conclu par un avertissement : si l'Organisation des Nations Unies ne parvenait pas à mettre un terme à cette nouvelle escalade du terrorisme international, elle risquait de voir les questions lui échapper et passer en d'autres mains.

193. A la 1709<sup>e</sup> séance, le 18 avril, le représentant du Kenya a déclaré que sa délégation déplorait les souffrances humaines engendrées par les actes de violence de plus en plus intenses au Moyen-Orient et qu'elle condamnait tous les actes de terrorisme et de contre-terrorisme au nom de la dignité humaine et de la paix. De l'avis du représentant du Kenya, la plainte du Liban ne pouvait pas être envisagée indépendamment de la situation existant au Moyen-Orient, ni de

questions concernant l'avenir des Palestiniens et les territoires occupés. Il a exhorté les membres du Conseil ainsi que tous les autres Membres de l'Organisation des Nations Unies à prendre la Charte des Nations Unies pour guide dans leurs relations avec d'autres Etats, car elle constituait l'assise même d'une paix juste, équitable et durable. Le Conseil ne pouvait rester passif alors que la Charte était violée chaque jour. Il devait au contraire remettre en route le mécanisme déjà mis en place par la résolution 242 (1967). Enfin, le Conseil devait demander aux grandes puissances de faire en sorte que la possibilité soit donnée au représentant spécial du Secrétaire général d'amener les parties à se rencontrer.

194. Le représentant de l'Inde a déclaré qu'Israël avait le droit, comme tout autre Etat souverain, de défendre son territoire et ses citoyens à l'intérieur de son Etat, mais qu'il ne lui reconnaissait pas celui de protéger ses citoyens en agissant par la force des armes contre des citoyens dans un autre pays. Un tel droit serait en contradiction avec la Charte des Nations Unies et avec le droit international. Si un citoyen israélien était menacé dans un pays étranger, Israël avait évidemment le droit absolu de le protéger en recourant au processus habituel des arrangements bilatéraux. L'Inde condamnait et déplorait les actes de terrorisme partout et quels qu'en fussent les auteurs, mais elle se rendait compte que, si une solution juste à un problème tardait trop à se manifester, ceux qui enduraient l'injustice et la déception ne pouvaient manquer de recourir à des mesures désespérées qui faisaient souvent des morts et des blessés parmi des innocents. Selon le représentant de l'Inde, la solution résidait sans aucun doute dans un règlement équitable et juste auquel on avait essayé de parvenir en adoptant la résolution 242 (1967), qui malheureusement n'avait pas encore été appliquée. Il pensait, comme le Ministre des affaires étrangères de l'Egypte, que le moment était venu de demander au Secrétaire général et à son représentant spécial un rapport complet. On accueillerait aussi favorablement une reprise des discussions des membres permanents. La délégation indienne se demandait si New York était l'endroit idéal pour un débat objectif sur le problème du Moyen-Orient et elle n'était donc que plus reconnaissante au Ministre égyptien des affaires étrangères d'avoir entrepris un aussi long voyage pour tenter de trouver une juste solution à ce problème.

195. Le représentant du Panama a déclaré que son gouvernement était profondément préoccupé par la répétition des actes de violence et les condamnait énergiquement. Le terrorisme international était un fléau qui affligeait le monde entier et, de l'avis de la délégation panaméenne, ce problème mériterait une étude distincte. En ce qui concerne la plainte du Liban, le Gouvernement panaméen pensait que l'attaque menée par Israël contre ce pays constituait une violation flagrante du droit international ainsi que de la souveraineté et de l'intégrité territoriale d'un Etat Membre des Nations Unies. Le Panama, qui ne pouvait trouver d'excuses à de tels actes, se prononçait en faveur du Liban et insistait pour que son intégrité territoriale soit respectée. La délégation du Panama souhaitait qu'une paix durable soit établie sur la base de la résolution 242 (1967), mais elle craignait que, si les actes de violence se répétaient, la région ne connaisse un autre conflit qui aurait des conséquences imprévisibles pour l'ensemble de l'humanité.

196. Le représentant de la France a déclaré que son pays était particulièrement attaché à l'intégrité territoriale et à la souveraineté du Liban, ce petit pays

voué à la paix. Sous prétexte d'assurer la sécurité de ses ressortissants, Israël avait déclaré qu'il devait lutter contre le terrorisme palestinien, dont les manifestations les plus récentes avaient été les attentats menés à Khartoum et à Chypre. La délégation française condamnait tous les actes de violence et ne croyait pas que la cause palestinienne eût gagné quoi que ce fût à une telle atteinte aux droits de l'homme les plus élémentaires, mais il convenait toutefois d'établir une distinction entre le terrorisme palestinien, qui était le fait d'éléments plus ou moins incontrôlés, et le contre-terrorisme israélien, organisé et contrôlé par un Etat Membre des Nations Unies. De l'avis de cette délégation, c'était demander l'impossible que d'exiger du Liban qu'il maîtrise les aspirations légitimes de quelque 300 000 réfugiés accueillis sur son territoire. L'affaire de Beyrouth, venant après d'autres du même genre, ne pouvait que compromettre les efforts de tous ceux qui ne désespéraient pas de voir une paix juste et durable s'établir dans la région. Le représentant de la Force a estimé que les fournitures d'armes, d'un côté ou de l'autre, ne pouvaient que retarder le rétablissement de la paix. Cette paix véritable exigeait des parties au conflit une volonté ferme de négociation, et exigeait également que les pays arabes reconnaissent l'existence d'Israël et qu'Israël admette de son côté qu'il ne pouvait pas indéfiniment détenir des territoires qui ne lui appartenaient pas. Voilà pourquoi la délégation française continuait de croire que les principes contenus dans la résolution 242 (1967) devaient enfin trouver leur application et voilà pourquoi elle pensait que le Secrétaire général et son représentant spécial devaient poursuivre leurs efforts. La reprise des réunions des membres permanents du Conseil pourrait être utile, mais dans l'immédiat, il fallait répondre à la demande du Liban et condamner l'attaque israélienne.

197. Le Président du Conseil, en sa qualité de représentant du Pérou a déclaré que son pays condamnait les actes de violence perpétrés contre des victimes innocentes de même que les représailles arbitraires et unilatérales, car dans un cas comme dans l'autre il y avait atteinte au règne du droit. De l'avis de la délégation péruvienne il fallait aboutir à un accord international tenant compte des aspirations déçues de tout un peuple. Le monde ne pouvait oublier la douloureuse situation du peuple de Palestine, toujours exilé de son foyer ancestral et ainsi placé dans une situation qui ne pouvait qu'inciter au désespoir et à la violence. Le Conseil avait fort justement perçu la complexité de ce problème quand, dans sa résolution 242 (1967), il avait exposé une conception d'ensemble de la question du Moyen-Orient, y compris du drame palestinien, et avait indiqué la seule voie possible vers une paix juste et durable. Il semblait qu'un nouveau type de cessez-le-feu soit nécessaire et le Conseil devait donc inviter instamment Israël à s'abstenir de tout acte semblable à ceux qui retenaient présentement l'attention du Conseil. Cela ouvrirait la voie à des mesures de plus grande portée susceptibles d'être prises à l'avenir.

198. Le représentant de l'Egypte a déclaré qu'il avait tenu à se présenter devant le Conseil pour dire combien son pays était préoccupé par l'attaque dont le Liban avait été victime et pour demander au Conseil de s'attacher à résoudre les principaux problèmes, à savoir l'agression, l'occupation, l'expansion et la colonisation. Pour ce qui était de la question considérée, le représentant de l'Egypte a déclaré que lorsqu'à l'avenir on débattrait des cas de violence, il conviendrait de faire comparaître les accusés devant le Conseil. Le représentant de la Tunisie avait suggéré que les

Palestiniens soient entendus par ce dernier. L'Organisation des Nations Unies avait divisé la Palestine en deux parties et, partant, elle considérait que les Palestiniens avaient un pays. Le Conseil devait comprendre que la période écoulée ne représentait pas simplement 33 mois de cessez-le-feu mais 33 mois d'une occupation qui ne pouvait être qualifiée que d'intolérable.

199. Le 19 avril, la France et le Royaume-Uni ont présenté un projet de résolution (S/10916) ainsi rédigé :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Ayant examiné l'ordre du jour publié sous la cote S/Agenda/1705,*

*"Ayant pris note du contenu de la lettre du représentant permanent du Liban (S/10913),*

*"Ayant entendu les déclarations des représentants du Liban et d'Israël,*

*"Affligé par la perte tragique de vies humaines parmi la population civile,*

*"Gravement préoccupé de la détérioration de la situation résultant de la violation des résolutions du Conseil de sécurité,*

*"Léplorant profondément tous actes de violence ayant pour résultat de causer des pertes de vies humaines parmi des personnes innocentes et de mettre en danger l'aviation civile internationale,*

*"Rappelant la Convention d'armistice général du 23 mars 1949 entre Israël et le Liban et le cessez-le-feu établi en application des résolutions 233 (1967) et 234 (1967),*

*"Rappelant ses résolutions 262 (1968) du 31 décembre 1968, 270 (1969) du 26 août 1969, 280 (1970) du 19 mai 1970 et 316 (1972) du 26 juin 1972,*

*"1. Exprime sa profonde préoccupation devant tous les actes de violence qui mettent en danger ou anéantissent d'innocentes vies humaines et déplore ces actes;*

*"2. Condamne les attaques militaires répétées dirigées par Israël contre le Liban et la violation par Israël de l'intégrité territoriale et de la souveraineté du Liban, qui sont contraires à la Charte des Nations Unies, à la Convention d'armistice entre Israël et le Liban et aux résolutions du Conseil relatives au cessez-le-feu;*

*"3. Demande à Israël de renoncer immédiatement à toute attaque militaire contre le Liban;*

*"4. Avertit Israël que, si de telles attaques devaient se répéter, le Conseil se réunirait pour envisager quelles dispositions ou mesures nouvelles et plus efficaces pourraient être prises pour assurer qu'elles ne se répètent pas."*

200. A la même date, la Guinée, l'Inde, l'Indonésie et la Yougoslavie ont présenté un amendement (S/10917) au projet de résolution soumis par les deux puissances, amendement visant à ajouter le paragraphe ci-après à la fin dudit projet de résolution :

*"5. Demande à tous les Etats de s'abstenir de fournir toute assistance qui encourage de telles attaques militaires ou empêche la recherche d'un règlement pacifique".*

201. Le 20 avril, à la 1710<sup>e</sup> séance, le représentant de l'Egypte a déclaré que la situation au Moyen-Orient défiait toute solution en raison du soutien accordé à Israël par les Etats-Unis, qui souscrivaient à l'occupation du fait même de leur aide militaire et financière. La Déclaration relative aux relations amicales, contenue

dans la résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale, avait été invoquée. Cette déclaration affirmait l'inviolabilité des frontières internationales, l'interdiction de l'occupation militaire, l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force et la non-reconnaissance de pareilles acquisitions, ainsi que l'interdiction des représailles impliquant l'emploi de la force. En outre, la Déclaration réaffirmait le droit à l'autodétermination de tous les peuples, dont on ne saurait exclure le peuple palestinien. Le représentant de l'Egypte a exprimé l'espoir que le Conseil de sécurité, après avoir entendu toutes les déclarations, donnerait une suite favorable à la demande égyptienne de convocation du Conseil dans un proche avenir en vue d'examiner à fond la situation au Moyen-Orient. Le Conseil, a-t-il ajouté, devrait disposer d'un rapport détaillé établi par le Secrétaire général sur les efforts entrepris par l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne la situation au Moyen-Orient depuis juin 1967. Le représentant de l'Egypte a demandé au Secrétaire général de donner un aperçu du temps qu'il faudrait pour établir un tel rapport et a présenté à ce sujet un projet de résolution (S/10918). Il a exprimé l'espoir qu'un membre du Conseil demanderait à ce que sa proposition soit mise aux voix et que le vote s'y rapportant ait un caractère prioritaire. Le projet de résolution était ainsi rédigé :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Ayant entendu la déclaration du Ministre des affaires étrangères de la République arabe d'Egypte,*

*"1. Prie le Secrétaire général de soumettre au Conseil de sécurité aussitôt que possible un rapport détaillé constituant un compte rendu complet des efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne la situation au Moyen-Orient depuis juin 1967;*

*"2. Décide de se réunir après que le Secrétaire général aura présenté son rapport pour examiner la situation au Moyen-Orient;*

*"3. Prie le Secrétaire général d'inviter M. Gunnar Jarring, représentant spécial du Secrétaire général, à être disponible pendant les séances du Conseil de sécurité afin d'assister le Conseil au cours de ses délibérations."*

202. Le Secrétaire général a déclaré qu'il devrait être possible d'établir un rapport conforme à celui proposé par le représentant de l'Egypte en trois ou quatre semaines. Il a rappelé que le 4 janvier 1971 il avait publié un rapport détaillé (S/10070) concernant les activités du représentant spécial de 1967 à la fin de l'année 1970 et que depuis lors il y avait eu d'autres rapports sur les activités du représentant spécial.

203. Le représentant de la Jordanie a déclaré que son pays, dont plus du tiers de la population subissait l'occupation depuis juin 1967, était directement intéressé à ce que la situation soit sérieusement passée en revue et à ce que l'on adopte rapidement des mesures pour refouler l'occupation israélienne, libérer les populations subjuguées, rétablir dans leurs droits ceux qui se trouvaient massivement exilés et instaurer dans la région une paix juste et durable. Depuis six ans, les pays arabes intéressés cherchaient tous les moyens possibles d'aboutir à un règlement pacifique. Cependant, la puissance occupante renforçait son occupation et absorbait progressivement les zones occupées. Des colonies de peuplement avaient été créées, on se livrait à des expropriations massives de terrains accompagnées du départ forcé des propriétaires, et la Jérusalem arabe avait été annexée tandis que son caractère religieux, unique et universel avait été effacé par un chauvinisme

religieux aveugle. Il devait être mis fin à ce processus d'agression permanente et le Conseil de sécurité en avait la responsabilité première.

204. Le représentant du Soudan a proposé officiellement que, conformément à l'article 38 du règlement intérieur, le Conseil mette aux voix le projet de résolution présenté par l'Égypte et il a exprimé l'espoir que le Conseil adopterait ce projet à l'unanimité.

205. Le représentant des États-Unis a déclaré que sa délégation n'était pas du tout convaincue de l'utilité d'un examen de la situation tel que le proposait le Ministre égyptien des affaires étrangères. Dans le climat passionné du moment, sa délégation craignait qu'un nouveau débat n'entraîne des discussions et que celles-ci ne fissent que créer de nouvelles difficultés pour ceux qui devaient s'employer à jeter les bases d'une paix durable au Moyen-Orient.

206. A la suite de diverses déclarations explicatives faites en vue du vote, le Président a demandé s'il y avait quelque objection à ce que le projet de résolution de l'Égypte (S/10918) soit mis aux voix conformément à la requête de son auteur qui avait demandé que ce vote ait un caractère prioritaire et à la demande du représentant du Soudan qui avait demandé que le projet soit mis aux voix, conformément à l'article 38 du règlement intérieur provisoire du Conseil. Aucune objection n'ayant été présentée, le Président a alors demandé si le Conseil acceptait d'approuver le projet de résolution sans qu'il soit mis aux voix.

**Décision :** A la 1710<sup>e</sup> séance, le 20 avril 1973, le projet de résolution de l'Égypte (S/10918) a été adopté à l'unanimité, en tant que résolution 331 (1973).

207. A la même séance, le représentant de la France a présenté une version révisée (S/10916/Rev.1) du projet de résolution qui avait été déposé par sa délégation et celle du Royaume-Uni. Il a déclaré que ce texte, qui avait fait l'objet de longues négociations, lui paraissait répondre à l'essentiel des préoccupations qui s'étaient manifestées au sein du Conseil à la suite de la plainte déposée par le Liban. Dans le texte révisé, le paragraphe 1 du dispositif avait été modifié, le mot "déploire" étant remplacé par "condamne", et le paragraphe 4 du dispositif avait été supprimé.

208. La représentante de la Guinée, au nom des auteurs de l'amendement des quatre puissances (S/10917) concernant le projet de résolution des deux puissances, a retiré cet amendement car, a-t-elle expliqué, ce dernier se rapportait au texte initial du projet de résolution et non au texte révisé.

209. Le 21 avril, à la 1711<sup>e</sup> séance, le représentant de l'Inde a déclaré que les changements introduits dans le projet de résolution des deux puissances affectaient le principe selon lequel aucune assimilation ou comparaison n'était possible entre les actes de violence individuels et les expéditions dirigées par un État contre d'autres États, ainsi que le principe selon lequel le Conseil devait faire une distinction très nette entre ceux qui s'arrogeaient le droit de rendre la justice et ceux qui s'adressaient au Conseil pour demander réparation. Le projet révisé estompait la perspective d'ensemble où se situait la situation au Moyen-Orient. La délégation indienne aurait préféré le premier texte, avec l'amendement proposé par les quatre puissances. Cette délégation aurait donc logiquement décidé de s'abstenir au moment du vote. Toutefois, le Liban jugeait que le texte actuel était acceptable et il ne serait pas juste de ne pas appuyer le projet et de refuser ainsi au Liban un réconfort éventuel. En conséquence, l'Inde avait décidé

de voter pour le projet de résolution présenté par les deux puissances.

210. La représentante de la Guinée a rappelé que son pays avait toujours affirmé le droit du peuple de Palestine à lutter pour la reconquête de sa terre nationale. Elle a réaffirmé que l'on ne pouvait pas dénier ce droit au peuple palestinien et que l'on ne pouvait pas non plus séparer le problème général du Moyen-Orient du cas spécifique du Liban. Étant donné que le projet révisé présenté par les deux puissances condamnait indifféremment les mouvements de libération et Israël en les plaçant sur un pied d'égalité, la délégation guinéenne, se devant d'être conséquente, avait décidé de s'abstenir sur ce projet.

211. Le représentant de la Chine a déclaré que la délégation chinoise trouvait qu'une bonne part des dispositions du projet déposé par les deux puissances pouvaient être acceptées. Cependant, certaines formules se prêtaient à une interprétation ambiguë, car on avait omis de distinguer entre l'agresseur et la victime de l'agression, et elles risquaient donc d'être utilisées par les sionistes à l'encontre du peuple palestinien et des autres peuples arabes. La délégation chinoise avait déployé tous ses efforts pour faire rectifier ces formules erronées, mais en vain. Dans ces conditions, elle devrait s'abstenir lors du vote sur le projet de résolution révisé présenté par les deux puissances.

212. Le représentant de l'Indonésie a déclaré que sa délégation aurait préféré que le projet de résolution conserve sa forme initiale. L'Indonésie avait cependant décidé de voter pour le projet révisé étant donné, d'une part, que le Liban estimait que ce texte répondait pour une bonne part à ce qu'il demandait et était disposé à en prendre son parti, et, d'autre part, que sa délégation considérait son adoption comme une mesure provisoire puisque le Conseil, ayant déjà adopté la résolution 331 (1973), examinerait en conséquence la situation au Moyen-Orient après que le Secrétaire général aurait présenté son rapport sur cette situation.

213. Le représentant du Soudan a déclaré que le projet de résolution aurait dû se référer clairement aux actes de violence et de terrorisme qui avaient été commis directement par Israël le 10 avril au lieu d'évoquer d'une façon générale des actes de violence dont Israël était en fin de compte responsable en raison de sa politique d'agression, d'occupation et de terrorisme. La délégation soudanaise était opposée à toute tentative visant à interpréter le paragraphe 1 comme pouvant s'appliquer au mouvement de libération nationale palestinien. Pour respecter les vœux du Liban, cette délégation avait décidé de voter pour le projet de résolution présenté par les deux puissances.

214. Le représentant du Kenya a déclaré que sa délégation voterait pour le projet de résolution des deux puissances car elle pensait qu'il introduisait dans la situation cet élément fondamental qu'était l'équité.

215. Le représentant du Panama a déclaré que sa délégation voterait pour le projet de résolution des deux puissances étant donné que le Liban jugeait ce projet acceptable et que ce texte réaffirmait le droit du Liban à voir respecter son intégrité territoriale et sa souveraineté.

**Décision :** A la 1711<sup>e</sup> séance, le 21 avril 1972, le projet de résolution révisé des deux puissances (S/10916/Rev.1) a été adopté par 11 voix contre zéro, avec 4 abstentions (Chine, États-Unis d'Amérique, Guinée et Union des Républiques socialistes soviétiques), en tant que résolution 332 (1973).

216. La résolution 332 (1973) était ainsi rédigée :

*“Le Conseil de sécurité,*

*“Ayant examiné l’ordre du jour publié sous la cote S/Agenda/1705,*

*“Ayant pris note du contenu de la lettre du représentant permanent du Liban (S/10913),*

*“Ayant entendu les déclarations des représentants du Liban et d’Israël,*

*“Affligé par les pertes tragiques en vies humaines parmi la population civile,*

*“Gravement préoccupé par la détérioration de la situation résultant de la violation des résolutions du Conseil de sécurité,*

*“Déplorant profondément tous les récents actes de violence ayant eu pour résultat de causer des pertes en vies humaines parmi des personnes innocentes et de mettre en danger l’aviation civile internationale,*

*“Rappelant la Convention d’armistice général du 23 mars 1949 entre Israël et le Liban et le cessez-le-feu établi en application des résolutions 233 (1967) et 234 (1967),*

*“Rappelant ses résolutions 262 (1968) du 31 décembre 1968, 270 (1969) du 26 août 1969, 280 (1970) du 19 mai 1970 et 316 (1972) du 26 juin 1972,*

*“1. Exprime sa profonde préoccupation devant tous les actes de violence qui mettent en danger ou anéantissent d’innocentes vies humaines et condamne ces actes;*

*“2. Condamne les attaques militaires répétées dirigées par Israël contre le Liban et la violation par Israël de l’intégrité territoriale et de la souveraineté du Liban, qui sont contraires à la Charte des Nations Unies, à la Convention d’armistice entre Israël et le Liban et aux résolutions du Conseil relatives au cessez-le-feu;*

*“3. Demande à Israël de renoncer immédiatement à toute attaque militaire contre le Liban.”*

217. A la suite du vote, le représentant de la Yougoslavie a déclaré que, bien que sa délégation n’ait pas jugé la résolution équilibrée, en ce sens qu’on semblait y faire un parallèle entre le terrorisme organisé par un Etat Membre et d’autres actes de violence, elle avait voté en faveur du texte révisé parce que le représentant du Liban avait précisé que la résolution répondait à certaines préoccupations fondamentales de son pays, les nombreuses attaques perpétrées par Israël contre le Liban y étant condamnées.

218. Le représentant de l’Union des Républiques socialistes soviétiques a exprimé sa satisfaction devant le fait que le Conseil ait pris la veille l’importante décision d’examiner à brève échéance la question de la situation au Moyen-Orient sous tous ses aspects. A son avis, cette résolution pourrait marquer un tournant dans la recherche d’un règlement pacifique au conflit du Moyen-Orient, sur la base de la résolution 242 (1967). S’agissant du projet de résolution des deux puissances, le représentant de l’URSS a dit qu’il n’était pas assez concluant et manquait de fermeté, et que sa délégation aurait voté pour le texte initial mais ne pouvait appuyer le projet révisé car il ne prévoyait pas de mesures concrètes visant à mettre fin à l’agression israélienne.

219. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que son gouvernement était opposé à la violence et au terrorisme internationaux où que ce soit et quelles qu’en soient les formes, et qu’il avait demandé que l’on mette un terme aux récriminations pour condamner uniformé-

ment toutes les formes de violence. Sa délégation avait constaté avec satisfaction que la résolution condamnait à la fois la violence et le terrorisme, mais elle n’avait pas émis un vote affirmatif car on y cherchait trop, en pure perte, à répartir les blâmes et le texte n’était pas à la mesure du problème qui se posait au Conseil de sécurité. Le Gouvernement des Etats-Unis n’avait pas l’intention de prendre des mesures susceptibles de modifier l’équilibre des forces au Moyen-Orient ou de contribuer de quelque façon que ce soit à l’instabilité, mais le représentant des Etats-Unis a souligné que son pays n’avait pas l’intention de rester neutre alors que d’autres pays fournissaient à profusion des armes à l’un des camps au Moyen-Orient, incitant ainsi inévitablement certains gouvernements à croire qu’avec ces nouvelles armes ils pourraient se lancer dans un autre épisode de la guerre du Moyen-Orient. Au cours des six dernières années, le Gouvernement des Etats-Unis a demandé avec insistance à ce que les principaux fournisseurs d’armes concluent un accord aux fins de limiter les livraisons d’armes dans cette partie du monde. Les Etats-Unis sont disposés à participer à un tel accord si d’autres sont prêts à oublier leurs objectifs politiques particuliers pour s’efforcer, avec les Etats-Unis, de trouver une solution permettant de limiter tout risque de conflit armé.

220. Le représentant de l’Australie a dit que sa délégation avait voté pour le projet de résolution révisé car les modifications qui avaient été apportées au texte l’avaient, dans une certaine mesure, rendu plus équilibré.

221. Le représentant de l’Autriche a dit que sa délégation avait voté pour le projet de résolution des deux puissances car, tout en condamnant, sous de nombreux aspects, tous les actes de violence, il visait expressément un cas précis. En outre, la résolution était un appel pressant lancé à toutes les parties intéressées pour qu’elles cessent de recourir à la violence et qu’elles usent de toute leur influence pour mettre un terme à tous les actes de violence. Cette résolution était également importante car elle réaffirmait la souveraineté et l’intégrité territoriale du Liban.

222. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que sa délégation était prête à accepter un projet contenant des paragraphes supplémentaires. Cependant, la résolution qui venait d’être adoptée préservait les éléments essentiels du texte original présenté par les auteurs et elle répondait aux besoins de la cause en prenant en considération la plainte du Liban tout en indiquant clairement que le Conseil condamnait tous les actes de violence. Le représentant du Royaume-Uni regrettait que la résolution n’ait pas été appuyée par tous les membres du Conseil.

223. Le Président, prenant la parole en sa qualité de représentant du Pérou, a déclaré qu’il avait voté pour la résolution car le texte révisé contenait les principes fondamentaux qui se devaient d’apparaître dans la décision du Conseil.

224. Le représentant d’Israël a dit que le Conseil de sécurité, en adoptant la résolution 332 (1973), avait donné la preuve qu’il lui était impossible, en raison de sa structure et de sa composition, de traiter équitablement des questions concernant la situation au Moyen-Orient. L’adoption de cette résolution confirmait qu’il y avait d’un côté le droit international et de l’autre les propos tenus au Conseil de sécurité, et que les deux coïncidaient rarement. La résolution confirmait également qu’en l’absence d’une action de l’Organisation des Nations Unies contre le terrorisme international c’était

aux gouvernements qu'il incombait de combattre ce fléau par leurs propres moyens, et le Gouvernement israélien continuerait à protéger sa population contre les attaques meurtrières des Arabes.

225. Le représentant du Liban a déclaré que, comme la plupart de ses collègues membres du Conseil, il n'était pas satisfait par cette résolution. Le Liban aurait voulu obtenir davantage et avait demandé au Conseil de prendre de nouvelles mesures. Dans le passé, le Conseil avait adopté des résolutions condamnant les actes perpétrés par Israël contre le Liban et avait prévenu Israël qu'il s'engageait à prendre de nouvelles mesures si de telles attaques devaient se répéter. Le Conseil venait d'agir sur la base d'une plainte déposée par le Liban à la suite d'un acte d'agression bien précis commis contre le Liban et que la partie coupable avait admis. En un sens, la nouvelle résolution répondait à certaines préoccupations du Liban, mais le nouveau texte était moins satisfaisant que le précédent.

*k) Rapports reçus par le Conseil  
entre le 12 avril et le 15 juin 1973*

226. Entre le 12 avril et le 15 juin, le Secrétaire général a continué de distribuer des rapports relatifs aux incidents survenus dans le secteur Israël-Liban (S/7930/Add.1959 à 1967, 1969 à 2023) que le chef d'état-major de l'ONUST lui avait adressés presque quotidiennement.

**B. — Question du traitement des populations civiles  
dans les territoires occupés par Israël et ques-  
tions connexes**

227. Dans des lettres datées respectivement du 15 et du 23 juin 1972, Israël (S/10700) et l'Egypte (S/10717) se sont accusés mutuellement au sujet de la situation des habitants dans les zones de Gaza et du Sinaï. Israël a déclaré que, contrairement aux allégations formulées par l'Egypte, la vie dans ces zones se poursuivait sous le signe de la tranquillité et du développement, et que les allégations de l'Egypte n'avaient d'autre objet que de détourner l'attention de la politique égyptienne d'hostilité et de destruction qui consistait à appuyer activement les organisations terroristes arabes. L'Egypte a répondu que les allégations d'Israël avaient été réfutées par les déclarations officielles de ce pays, ainsi que par le Comité international de la Croix-Rouge, qui avait signalé en avril et en mai, des déportations massives, des destructions massives, la détention de civils et l'expropriation de biens dans les territoires occupés du Sinaï et de Gaza.

228. Dans une lettre datée du 28 juin (S/10724), Israël a protesté contre le fait que les juifs de Syrie devaient sans cesse craindre pour leur vie et étaient fréquemment victimes d'actes de violence de la part des autorités, comme l'attestaient les déclarations faites à travers le monde par la voie des moyens d'information ainsi qu'à des conférences internationales et à des assemblées, où des protestations s'étaient élevées contre la persécution des juifs de Syrie.

229. Dans une lettre datée du 29 juin (S/10726), la Jordanie a informé le Secrétaire général qu'au cours de la deuxième quinzaine de mai et en juin Israël avait déporté sur la rive orientale 14 personnes venant de la rive occidentale occupée du Jourdain et de la bande de Gaza. Des mesures s'imposaient donc pour mettre fin aux actes commis par Israël qui constituaient une violation des résolutions de l'Organisation des Nations Unies et de la Convention de Genève du 12 août 1949

relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre.

230. Dans une lettre datée du 28 juin (S/10725), l'Egypte a accusé Israël de poursuivre une politique de terreur visant à contraindre la population arabe civile des territoires occupés à s'en aller et à laisser la place à des immigrants étrangers qui s'installeraient dans les terres appartenant de droit au peuple arabe. La guerre de terrorisme qu'Israël menait contre la population civile innocente comportait de nombreuses mesures qui, d'après les instruments de la propagande sioniste, avaient été prises au nom de la paix et de la sécurité d'Israël. Toutefois, les efforts de propagande visant à démentir la politique d'agression délibérée menée par Israël ne pouvaient masquer ses intentions criminelles, car ni l'hypocrisie ni les actes criminels ne parviendraient à réduire au silence les voix de la résistance.

231. Dans une réponse datée du 3 juillet (S/10727), Israël a déclaré que l'Egypte avait déformé les déclarations israéliennes concernant sa politique dans la bande de Gaza en prétendant qu'il s'agissait d'une politique de terreur et d'une guerre de terrorisme. La colère de l'Egypte devant cette politique était due au fait que ce pays n'avait pas réussi à perpétuer la terreur et les troubles dans ces régions.

232. Dans une lettre datée du 4 janvier 1973 (S/10857), l'Egypte s'est élevée contre les déplacements de population et contre la destruction des villes, des villages et des habitations, y compris des camps de réfugiés, entrepris par Israël dans la bande de Gaza et dans la région de Rafah dans le but de consolider l'occupation illégale par les forces israéliennes, au mépris des nombreuses résolutions adoptées par l'Organisation des Nations Unies.

233. Dans une réponse datée du 17 janvier (S/10862), Israël a déclaré que la lettre de l'Egypte était l'expression du mécontentement de ce pays devant le fait qu'Israël n'avait pas maintenu la région de Gaza dans l'état de misère et de stagnation dans lequel il l'avait trouvée après 19 ans d'occupation égyptienne. Depuis 1967, le plein emploi était assuré et le niveau de vie s'était relevé. L'Egypte, ainsi que d'autres Etats arabes, avait essayé d'empêcher cette évolution en fomentant des actes de terreur et de violence, mais leurs tentatives avaient échoué grâce aux mesures prises par les autorités israéliennes dans cette région.

234. Dans une lettre datée du 4 avril (S/10908), l'Egypte s'est élevée contre le fait qu'Israël poursuivait une politique systématique de coercition envers la population civile des territoires occupés afin de la contraindre à partir. Sous prétexte des mesures de sécurité, les autorités israéliennes avaient tué trois personnes et en avaient arrêté 20 autres dans la bande de Gaza au mois de mars, en violation de la Convention de Genève. En conséquence, l'Egypte demandait instamment que des mesures soient prises pour mettre fin aux violations du droit et de la morale commises par Israël et pour protéger les droits des habitants des territoires occupés.

235. Israël a répondu le 9 avril (S/10910) que les trois personnes tuées dans la bande de Gaza étaient des terroristes responsables d'attaques dans la région.

236. Dans une lettre datée du 7 avril (S/10909), l'Egypte, la Jordanie et la République arabe syrienne ont protesté contre le fait que, selon des informations récentes, Israël examinait un projet de loi tendant à autoriser des ressortissants israéliens à acheter des terrains et des biens immobiliers dans les territoires

occupés. Israël, faisait-on remarquer, avait déjà pris des mesures préjudiciables dans les territoires occupés, telles que l'expropriation de terrains et de biens immobiliers, l'établissement de centres de peuplement israéliens, l'annexion de la zone arabe de Jérusalem, le transfert de réfugiés et l'intégration de l'économie des territoires occupés à l'économie israélienne. Ces mesures constituaient des violations de la Charte, de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre et des résolutions de l'Organisation des Nations Unies, et étaient la sources de graves préoccupations. Les signataires affirmaient qu'il fallait en conséquence faire le nécessaire pour contraindre Israël à renoncer à toute nouvelle mesure de cette nature dans les territoires occupés.

### **C. — La situation à Jérusalem et dans les Lieux saints ainsi que dans les environs**

237. Durant la période couverte par le présent rapport, le Président du Conseil de sécurité et le Secrétaire général ont reçu plusieurs communications relatives à la situation à Jérusalem et dans les Lieux saints.

238. Dans une lettre datée du 10 août 1972 adressée au Secrétaire général (S/10760), la Jordanie a signalé qu'Israël avait à nouveau pris des mesures en violation des résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives à Jérusalem, mesures qui visaient à parfaire la judaïsation de la vieille ville. Le mois précédent, 3 500 Arabes qui habitaient dans la vieille ville avaient reçu des avis d'expulsion envoyés par la "Société pour le développement du quartier juif de la vieille ville de Jérusalem", entreprise israélienne chargée par le Gouvernement israélien d'assurer l'évacuation des habitants arabes des zones expropriées et la démolition des maisons arabes, ainsi que l'établissement de plans et la construction de nouvelles habitations destinées à des habitants juifs nouvellement arrivés. Devant ces actes illégaux, la Jordanie affirmait qu'il devenait urgent de prendre des dispositions efficaces pour mettre fin à ces mesures israéliennes qui constituaient une violation des résolutions de l'ONU et de la quatrième Convention de Genève de 1949.

239. Dans une réponse datée du 18 août (S/10765), Israël a déclaré que le quartier juif situé dans la partie est de Jérusalem, qui était l'objet de la plainte jordanienne du 10 août, avait été occupé par la Jordanie en 1948, que les habitations y avaient été détruites et que la population juive avait été exilée dans sa totalité. Pendant les 19 années qu'avait duré l'occupation jordanienne, ajoutait Israël, aucun juif n'avait été autorisé à pénétrer dans ce quartier.

240. Dans une nouvelle lettre datée du 23 octobre (S/10814), la Jordanie s'est à nouveau élevée contre les mesures qu'Israël continuait de prendre en vue de modifier le caractère de la ville occupée de Jérusalem et d'en oblitérer l'identité arabe. Israël, déclarait-on dans la lettre, était en train d'édifier 13 quartiers juifs sur les ruines de villages et de quartiers arabes qui avaient été démolis ou qui étaient en cours de démolition dans la région. Des travaux de construction se poursuivaient également sur des terrains arabes confisqués à l'intérieur et à l'extérieur de l'enceinte de la Ville sainte pour que les Arabes qui continuaient de vivre à Jérusalem se trouvent encerclés par des bâtiments à usage résidentiel, industriel et militaire destinés à des Israéliens. Une fois les travaux terminés, ces 13 quartiers compteraient 35 000 logements capables d'abriter 122 000 nouveaux résidents juifs israé-

liens, formant ainsi une population juive israélienne numériquement plusieurs fois plus importante que la population arabe; il s'agirait là d'une modification radicale et très grave de la composition démographique et culturelle de la ville, ainsi que d'une mutilation physique de son caractère historique. La Jordanie estimait qu'il était du devoir de la communauté internationale de prendre sans tarder des mesures pour arrêter cette évolution et donner effet aux résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale relatives à Jérusalem.

241. Dans une lettre datée du 25 novembre (S/10845), l'Égypte a communiqué le texte d'une résolution adoptée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à Paris en 1972, par laquelle cette organisation lançait un pressant appel à Israël pour que toutes mesures soient prises pour la scrupuleuse préservation de tous les sites, bâtiments, monuments et autres biens culturels, notamment ceux qui sont situés dans l'ancienne ville de Jérusalem et pour qu'il s'abstienne de toute modification du caractère de la ville, ainsi que de toutes opérations, de fouilles archéologiques.

242. Dans une lettre datée du 14 décembre (S/10848), la Jordanie s'est élevée contre les mesures que venait de prendre le Gouverneur militaire israélien d'Hebron (rive occidentale), qui auraient pour conséquence d'agrandir l'espace réservé aux juifs à l'intérieur de la mosquée Ibrahimî; ces mesures visaient à supprimer le caractère islamique de ce sanctuaire fameux pour le transformer en une synagogue.

243. Dans une réponse datée du 20 décembre (S/10851), Israël a déclaré que la plainte de la Jordanie relative à la liberté de culte et à la protection des Lieux saints déformait les faits car elle passait sous silence les 19 années durant lesquelles la Jordanie avait occupé certaines zones de la rive occidentale, y compris une partie de Jérusalem.

244. Dans une lettre datée du 14 février (S/10882), la Jordanie a porté à l'attention du Secrétaire général les très graves dommages qui avaient récemment été causés à la mosquée Al Aqsa, et dont elle attribuait la responsabilité à Israël. L'un des murs principaux de la mosquée s'était effondré le 11 février, à l'endroit même où le feu s'était déclaré en août 1969, ce qui menaçait toute la structure du bâtiment. Selon des experts du génie civil, les dommages avaient été causés par des fissures provoquées dans le mur par l'incendie de 1969, ainsi que par les travaux d'excavation et de démolition entrepris sous la mosquée par les Israéliens sous prétexte de "fouilles archéologiques" qui, si elles devaient se poursuivre, provoqueraient l'effondrement des autres murs et finalement la destruction d'un des plus hauts lieux saints de l'Islam. La Jordanie déclarait qu'Israël devait cesser toutes les activités de destruction dans les Lieux saints de Jérusalem et aux alentours. La communauté internationale ne pouvait se comporter en spectateur passif tandis qu'Israël défiait les résolutions de l'ONU relatives à Jérusalem et détruisait ainsi les possibilités de paix dans la région.

245. Dans une réponse datée du 16 février (S/10883), Israël a déclaré que la Jordanie avait omis de rappeler qu'il s'agissait de l'effondrement partiel d'un mur intérieur, survenu alors que des travailleurs arabes creusaient les fondations de nouveaux piliers de marbre et que ces travaux étaient exécutés sous la direction du Conseil musulman qui avait la charge de

la mosquée. D'après une déclaration de ce conseil, l'effondrement du mur avait été prévu, des mesures de précaution avaient été prises et la poursuite des travaux de construction en cours dans la mosquée ne serait pas compromise par l'effondrement du mur. En outre déclarait Israël, ces travaux n'avaient aucun rapport avec des recherches archéologiques, lesquelles ne les affectaient en rien car elles étaient effectuées hors du périmètre de la mosquée.

246. Un certain nombre de communications ont été adressées au Conseil de sécurité touchant la question de l'organisation d'un défilé militaire à Jérusalem.

247. Dans une lettre datée du 23 avril (S/10919), la Jordanie a informé le Secrétaire général que, d'après certains renseignements, Israël entendait organiser un défilé militaire à Jérusalem le 7 mai 1973 pour célébrer le vingt-cinquième anniversaire de la création d'Israël, et ce défilé passerait dans le secteur occupé de Jérusalem. La Jordanie rappelait que, dans des circonstances semblables, en avril 1968, le Conseil de sécurité, dans sa résolution 250 (1968), avait demandé à Israël de s'abstenir d'organiser un défilé militaire à Jérusalem et qu'après qu'Israël ait organisé ce défilé, le 2 mai 1968, le Conseil, dans sa résolution 251 (1968) avait déploré profondément qu'Israël ait procédé au défilé militaire au mépris de la résolution du 27 avril. La Jordanie rappelait également les nombreuses autres résolutions relatives au statut de Jérusalem et aux droits de ses habitants, aux termes desquelles Israël avait été instamment invité à ne prendre dans la partie occupée de Jérusalem aucune nouvelle mesure pouvant modifier le statut de la ville ou portant préjudice aux droits des habitants et aux intérêts de la communauté internationale, ou à une paix juste et durable. Israël avait néanmoins persisté à prendre des mesures et à appliquer des politiques visant à modifier le caractère physique, démographique et religieux de la ville arabe et à l'incorporer à Israël. La Jordanie concluait que le défilé qu'Israël envisageait d'organiser le 7 mai constituerait non seulement un défi à l'ONU mais aussi un affront aux valeurs spirituelles universelles que représente Jérusalem.

248. Dans une note datée du 30 avril (S/10922), le Président du Conseil de sécurité a indiqué la teneur d'une déclaration verbale qu'il avait faite au représentant permanent d'Israël le 27 avril. Il avait déclaré à cette occasion que le représentant de la Jordanie l'avait informé de l'intention d'Israël d'organiser le 7 mai à Jérusalem un défilé militaire qui passerait par le secteur arabe de la ville. Après avoir consulté tous les membres du Conseil, le Président avait appelé l'attention d'Israël sur les dispositions de la résolution 250 (1968), dans laquelle le Conseil avait invité Israël à s'abstenir d'organiser le défilé prévu, ainsi que sur les dispositions de la résolution 251 (1968), dans laquelle le Conseil déplorait profondément qu'Israël ait procédé au défilé militaire, au mépris de la décision unanime adoptée par le Conseil le 27 avril 1968.

249. Dans une nouvelle lettre datée du 8 mai (S/10924), la Jordanie s'est élevée contre le fait qu'en dépit de la déclaration faite par le Président au représentant d'Israël le 27 avril 1973, le Gouvernement israélien ait organisé le 7 mai à Jérusalem un grand défilé militaire qui s'était déroulé en partie dans le secteur occupé en juin 1967, en violation des résolutions successives de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité sur Jérusalem et sur d'autres aspects du conflit du Moyen-Orient. Cet étalage honteux de

militarisme dans la Ville sainte devrait rappeler clairement à la communauté internationale le malheur et les souffrances de Jérusalem captive d'Israël. La Jordanie déclarait qu'on ne pouvait sauver la ville et ses habitants qu'en faisant appliquer efficacement les résolutions de l'ONU et en mettant fin rapidement à l'occupation israélienne.

#### **D. — Déclarations générales et autres questions portées à l'attention du Conseil de sécurité en rapport avec la situation au Moyen-Orient**

250. Au cours de la période considérée, le Conseil de sécurité et le Secrétaire général ont reçu plusieurs communications concernant l'incident survenu en mai 1972 à l'aéroport de Lod, la question du terrorisme au Moyen-Orient, le détournement d'avions et l'incident au cours duquel un appareil de transport libyen avait été abattu au-dessus du Sinaï par des avions militaires israéliens.

251. L'incident survenu à l'aéroport de Lod en mai 1972 a continué de faire l'objet de communications émanant d'Israël et de certains pays arabes et contenant diverses accusations et contre-accusations. Dans des lettres datées du 16 et du 23 juin 1972 (S/10701, S/10712 et S/10713) Israël a continué de tenir les gouvernements arabes pour responsables des activités des organisations terroristes arabes, activités qui avaient atteint leur paroxysme avec le massacre perpétré à l'aéroport de Lod le 30 mai 1972. Dans des lettres datées du 16 et du 20 juin (S/10702 et S/10707) le Liban et la République arabe libyenne ont rejeté cette responsabilité. Le Liban a déclaré qu'il ne pouvait être tenu pour responsable d'actes commis par des individus qui n'étaient pas des ressortissants libanais et qui s'étaient rendus en Israël à bord d'un avion étranger en provenance d'un pays étranger. En outre, les trois Japonais qui avaient perpétré l'acte criminel à l'aéroport de Lod n'avaient jamais mis le pied en territoire libanais. La République arabe libyenne a émis l'opinion que cet incident ne devait pas être considéré comme un fait isolé, mais comme un élément du conflit créé au Moyen-Orient par l'agression sioniste contre le peuple palestinien.

252. Dans une lettre datée du 20 juin 1972 (S/10704), la République arabe syrienne, après s'être référée à des lettres antérieures adressées au Secrétaire général concernant l'annexion par Israël des hauteurs occupées du Golan, a fait observer que les dirigeants israéliens avaient fait, depuis la guerre de 1967, des déclarations non équivoques et qui affirmaient l'annexion par Israël des territoires arabes occupés. La lettre contenait des citations de déclarations et des extraits d'articles de journaux et de magazines, confirmant tous l'intention d'Israël de conserver les territoires occupés et d'y installer de nouveaux émigrants, en violation du droit inaliénable des Arabes de Palestine et des personnes nouvellement déplacées des territoires arabes occupés à réintégrer leurs foyers, ainsi qu'au mépris des résolutions de l'ONU et des Conventions de Genève.

253. Dans des communications datées du 28 juin et du 3 juillet (S/10725 et S/10727), l'Égypte et Israël ont échangé des accusations et contre-accusations concernant le terrorisme au Moyen-Orient. L'Égypte a accusé Israël de suivre une politique conçue pour atteindre ses objectifs expansionnistes et de pratiquer le terrorisme au nom de la paix et de la sécurité. Israël a répondu que l'Égypte déniait à un peuple voisin son

droit à la vie et cherchait à détruire Israël et à anéantir son peuple. L'Égypte, après avoir pris l'initiative de leur création, avait accordé son appui total à des organisations terroristes arabes et s'était identifiée avec leurs opérations.

254. Dans une lettre datée du 6 juillet (S/10732), Israël a appelé l'attention sur le problème des prisonniers de guerre. Selon cette lettre, l'Égypte détenait alors 10 prisonniers de guerre israéliens et la République arabe syrienne, trois, alors qu'il y avait en Israël 61 prisonniers de guerre de nationalité égyptienne, 45 de nationalité syrienne et cinq de nationalité libanaise, qui étaient tous protégés par les dispositions de la Convention de Genève de 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre. Israël déclarait également qu'il avait offert à plusieurs reprises d'arranger, par l'intermédiaire du Comité international de la Croix-Rouge, de l'Organisation des Nations Unies et par la voie diplomatique, la libération générale et le rapatriement de tous les prisonniers de guerre détenus par les parties, mais que ses efforts s'étaient heurtés à un refus de la part de l'Égypte et de la République arabe syrienne, qui manquaient ainsi aux obligations qui leur incombaient en vertu de l'article 118 de ladite convention.

255. Dans une nouvelle lettre datée du 8 septembre (S/10779), Israël s'est plaint d'une campagne d'atrocités et d'effusions de sang menée par les organisations terroristes arabes contre Israël et qui avait atteint son paroxysme avec le massacre de 11 sportifs israéliens aux jeux Olympiques de Munich.

256. Déclarant que c'était les Etats arabes qui étaient à l'origine de la création des organisations terroristes, Israël ajoutait que la politique arabe de terreur et d'assassinat compromettait gravement la volonté générale qui se manifestait dans le monde entier de rechercher des solutions aux problèmes par la négociation et la coexistence, et qu'il appartenait à la famille des nations de prendre des mesures radicales pour éliminer le terrorisme en faisant pression sur les gouvernements arabes qui soutenaient et aidaient les organisations terroristes. Pour conclure, Israël insistait pour que les Etats arabes mettent un terme aux activités des organisations terroristes en cessant de leur apporter leur appui et en prenant des mesures efficaces pour empêcher que des organisations terroristes n'opèrent sur leur territoire ou à partir de leur territoire.

257. Dans une lettre datée du 11 septembre (S/10788), répondant à la lettre susmentionnée, l'Égypte a déclaré que la volonté générale qui se manifestait dans le monde entier de rechercher des solutions aux problèmes par la négociation était surtout compromise par Israël et par son refus de reconnaître au peuple palestinien ses droits légitimes. La politique d'Israël qui consistait à conserver les territoires arabes et à bombarder des villages arabes du Liban et de la République arabe syrienne ne pouvait guère être considérée comme un instrument de coexistence. C'était Israël qui avait introduit la terreur et le terrorisme au Moyen-Orient. La paix ne régnerait dans la région que lorsque Israël cesserait de contrevenir aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies et de dénier leurs droits aux Palestiniens et se départirait de sa politique de terrorisme officiel et d'agression flagrante.

258. Dans une lettre datée du 14 septembre (S/10791), Israël a répondu que la lettre égyptienne du 11 septembre mettait en évidence le fait que ce gouvernement s'identifiait avec les activités terroristes et revendiquait la responsabilité, c'était l'Égypte qui,

en organisant au début des années 50 des commandos de *fedayin* et en leur accordant son appui politique, idéologique et matériel, était à l'origine de la guerre terroriste. Malgré les événements importants qui s'étaient produits dans le monde, l'Égypte avait repoussé toutes les initiatives de paix d'Israël et refusé de participer à toute négociation sérieuse.

259. Dans des lettres datées du 8 et du 10 novembre (S/10827 et S/10829) l'Égypte et Israël se sont à nouveau accusés mutuellement d'avoir introduit le terrorisme au Moyen-Orient. L'Égypte a réaffirmé que, depuis sa création, Israël avait pratiqué le terrorisme contre la population arabe et qu'il continuait de le faire en bombardant des centres de population civile. Israël a de nouveau déclaré que personne n'ignorait qui, dans le monde entier, avait perpétré et continuait à perpétrer des actes de terrorisme contre le peuple d'Israël. La lettre de l'Égypte visait de toute évidence à détourner l'attention de la responsabilité qu'encourait ce pays pour avoir favorisé le développement du terrorisme.

260. Dans une lettre datée du 26 octobre (S/10816), Israël a déclaré que, le 23 octobre, les autorités néerlandaises de l'aéroport d'Amsterdam avaient appréhendé un individu qui se rendait au Brésil et était muni d'un passeport diplomatique algérien, lorsqu'il avait été découvert que ses bagages contenaient des lettres piégées, des grenades, des détonateurs et des explosifs. On savait, était-il ajouté, que cet homme appartenait à Al Fatah, qu'il représentait cette organisation terroriste en Amérique latine et qu'il poursuivait ses activités sous couvert de son passeport diplomatique algérien, lequel constituait une preuve de la coopération étroite qui existait entre les gouvernements arabes et les organisations terroristes arabes.

261. Dans une lettre datée du 30 octobre (S/10817), Israël a signalé le détournement, le 29 octobre, d'un avion de la compagnie Lufthansa par des membres de commandos criminels arabes, incident qui mettait en évidence la responsabilité incombant aux gouvernements arabes dans la campagne de terrorisme. L'avion avait été détourné après avoir décollé de l'aéroport de Beyrouth et avait emmené à Tripoli, en République arabe libyenne, les trois assassins arabes responsables du meurtre de 11 sportifs israéliens aux jeux Olympiques de Munich. Les autorités libyennes, était-il déclaré, avaient reçu avec jubilation les pirates aériens et les assassins de Munich.

262. Dans une lettre datée du 26 février 1973 (S/10891), l'Égypte a transmis le texte d'une résolution sur le Moyen-Orient adoptée par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine à sa vingtième session ordinaire, tenue à Addis-Abeba du 5 au 12 février 1973, qui condamnait Israël pour son refus de se retirer de tout le territoire arabe occupé et qui demandait qu'Israël se retire immédiatement et sans conditions des territoires qu'il occupait depuis le 5 juin 1967. Dans cette même résolution, le Conseil des ministres de l'OUA déclarait également que la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité restait une base valable permettant de trouver une solution juste et équitable à la situation au Moyen-Orient et réitérait son appui à la résolution 2949 (XXVII) dans laquelle l'Assemblée générale réaffirmait que l'acquisition de territoires par la force était inadmissible.

263. Pendant le mois de mars 1973, le Conseil de sécurité a reçu un certain nombre de communications relatives à un incident survenu le 21 février concernant

un avion civil libyen et qui avait causé le mort de 106 civils.

264. Dans une lettre datée du 2 mars (S/10893), l'Egypte a signalé que le 21 février, un avion libyen desservant la ligne Benghazi-Le Caire s'était écarté de sa route initiale par suite de difficultés de navigation et de mauvaises conditions météorologiques et que, pour cette raison, il avait accidentellement survolé le territoire égyptien occupé du Sinaï, où il avait été intercepté par quatre avions de chasse israéliens. Bien qu'il s'agît d'un appareil civil, les chasseurs israéliens l'avaient attaqué sans avertissement, en le soumettant à des tirs de canon et de missiles et l'avion s'était écrasé au sol, causant la mort de 106 civils. L'acte qu'avait commis Israël en ouvrant le feu sur un avion civil constituait une menace grave et flagrante à la sécurité de l'aviation civile internationale et une violation des règles et des normes de droit fondamentales applicables en la matière, et avait été condamné par l'opinion publique mondiale. L'Egypte joignait à sa lettre le texte d'une résolution adoptée le 28 février par l'Assemblée de l'Organisation de l'aviation civile internationale à sa dix-neuvième session extraordinaire, qui condamnait l'action d'Israël et demandait l'ouverture d'une enquête.

265. Dans une réponse datée du 5 mars (S/10895), Israël a transmis des extraits d'une déclaration faite le 28 février par le représentant d'Israël à l'Assemblée de l'Organisation de l'aviation civile internationale. Dans cette déclaration, le représentant d'Israël avait dit que le Premier Ministre d'Israël avait exprimé la profonde tristesse que lui causait la perte de vies humaines qui était résultée de la catastrophe arrivée à l'avion libyen et ses regrets que le pilote n'ait pas tenu compte des avertissements qui lui avaient été donnés conformément à la procédure internationale. Le représentant avait ajouté que son gouvernement s'était déclaré prêt à verser des indemnités, à titre humanitaire, aux familles des victimes et aux survivants. A propos des circonstances dans lesquelles s'était déroulé l'incident, le représentant avait déclaré que cet incident avait été la résultante d'une série d'erreurs et d'omissions de la part de l'avion libyen et du système de contrôle égyptien qui avaient conduit le système de défense aérienne d'Israël à supposer que l'appareil avait fait une pénétration en mission hostile. Il avait pénétré dans une zone militaire fermée au Sinaï et ne répondait pas aux signaux des avions à réaction israéliens ni aux instructions d'atterrir. Sur la base de cette supposition — que la suite avait montré erronée — la décision opérationnelle avait été prise de forcer l'appareil à atterrir et c'est ainsi que l'appareil avait été touché. Il avait tenté d'atterrir mais il s'était écrasé au moment où il avait touché le sol. Le représentant avait exprimé l'espoir que les pays arabes voisins répondraient à l'appel d'Israël et que des voies de communications rapides pour les cas d'urgence, qui permettraient d'éviter des erreurs tout en tenant compte des exigences de la sécurité, seraient établies en commun.

266. Dans une lettre datée du 12 mars (S/10902), l'Egypte a répondu à la lettre d'Israël et a cité les paroles du pilote de l'avion israélien, qui a déclaré qu'il avait tiré sur les ailes de l'avion pour le forcer à atterrir avant qu'il puisse atteindre la côte. De l'avis de l'Egypte, cette déclaration montrait qu'il avait tiré dans l'intention de faire exploser l'avion, en vol, car un pilote de chasse ne pouvait manquer de savoir que les réservoirs de carburant des Boeing se trouvaient dans

les ailes. Ceci prouvait bien que c'était Israël le responsable de l'incident.

267. Dans une réponse datée du 14 mars (S/10904), Israël a accusé l'Egypte d'avoir pour seul intérêt en la matière de déformer ou d'exploiter l'incident en vue de continuer sa guerre de propagande contre Israël. L'Egypte n'avait pas l'intention de coopérer à l'adoption des mesures et des méthodes qui empêcheraient de telles catastrophes de se reproduire à l'avenir et avait déjà rejeté la proposition d'Israël visant à établir des moyens de communication qui serviraient dans les situations d'urgence.

268. Dans une lettre datée du 22 février (S/10889), le représentant permanent de la Guyane a transmis au Secrétaire général une déclaration des représentants des pays non alignés auprès de l'Organisation des Nations Unies en date du 21 février, où ils se déclaraient profondément bouleversés par le fait qu'un avion civil libyen avait été abattu par les forces israéliennes et qu'ils prenaient part au deuil causé par la mort de civils innocents et déploraient les pertes de biens. Ils condamnaient vivement ces actes injustifiés d'agression et de terrorisme international qui aggravaient la tension au Moyen-Orient et menaçaient la paix et la sécurité.

#### **E. — Activités du représentant spécial du Secrétaire général au Moyen-Orient et faits nouveaux connexes**

##### **1. — RAPPORTS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

269. Dans un rapport daté du 15 septembre 1972 (S/10792), qui a été également présenté à l'Assemblée générale, le Secrétaire général a rappelé que, conformément au mandat qui lui avait été confié par la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité en date du 22 novembre 1967, il avait continué à faire rapport sur les activités de l'ambassadeur Gunnar Jarring, son représentant spécial au Moyen-Orient, et il a également rappelé que la résolution 2799 (XXVI) de l'Assemblée générale l'avait prié de remettre en activité la mission du représentant spécial et de faire rapport à ce sujet au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale.

270. Aussitôt après l'adoption de la résolution 2799 (XXVI), l'ambassadeur Jarring avait conféré avec les ministres des affaires étrangères de l'Egypte et d'Israël à New York et avec le représentant permanent de la Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies en vue d'examiner les dispositions à prendre pour remettre en activité sa mission. Du 10 au 27 janvier 1972, il avait eu d'autres entretiens, qui n'avaient pas abouti, à New York et il s'était rendu en Afrique de l'Ouest où il avait rencontré le président Senghor du Sénégal et le président Ould Daddah de Mauritanie dans le cadre de l'initiative prise par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en 1972 à propos de la situation au Moyen-Orient.

271. Après avoir rencontré à nouveau le Ministre des affaires étrangères de l'Egypte au Caire les 19 et 20 février, il s'était entretenu avec les autorités jordaniennes le 23 février et avec les autorités israéliennes le 25 février. Puis il était rentré à New York où il avait continué de rencontrer les représentants des parties jusqu'au 24 mars. Par la suite il s'était rendu au Siège du 1<sup>er</sup> au 4 mai et du 1<sup>er</sup> au 12 août afin d'examiner à nouveau les positions des parties.

272. Le Secrétaire général a conclu que malgré ces efforts ininterrompus, il n'avait été possible de réaliser

aucun progrès substantiel mais que ces efforts seraient poursuivis.

273. Au cours de sa 1710<sup>e</sup> réunion, le 20 avril 1973, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 331 (1973) [voir l'alinéa 4, j, de la section A ci-dessus].

274. En application de la résolution 331 (1973) du Conseil de sécurité, dans laquelle il était prié de soumettre aussitôt que possible un rapport détaillé constituant un compte rendu complet des efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies en ce qui concernait la situation au Moyen-Orient depuis juin 1967, le Secrétaire général a présenté le 21 mai un rapport détaillé (S/10929) sur les différents aspects du conflit au Moyen-Orient, y compris l'application du cessez-le-feu, la situation dans les territoires occupés, la question de Jérusalem et le problème des réfugiés de Palestine. Dans la partie concernant la recherche d'un règlement, le Secrétaire général a rappelé l'adoption de la résolution 242 (1967) par le Conseil de sécurité et il a décrit les activités du représentant spécial de décembre 1967 à novembre 1971. Il a également mentionné les débats de l'Assemblée générale sur la situation au Moyen-Orient à ses vingt-cinquième, vingt-sixième et vingt-septième sessions, qui avaient abouti à l'adoption de la résolution 2949 (XXVII), par laquelle il avait été à nouveau prié de faire rapport au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale sur les progrès que lui-même et son représentant spécial auraient réalisés dans l'application de la résolution 242 (1967) et de la résolution 2949 (XXVII).

275. Le Secrétaire général a déclaré, au sujet de la situation depuis l'adoption de la résolution 2949 (XXVII) de l'Assemblée, que les causes essentielles de l'impasse demeuraient, les parties ayant continué à maintenir leurs positions respectives, et qu'il n'avait été en mesure de prendre aucune mesure utile, lui-même ou son représentant spécial. Toutefois, a ajouté le Secrétaire général, il avait eu des entretiens continus avec les parties intéressées ainsi qu'avec de nombreux autres gouvernements.

276. Dans ses observations, le Secrétaire général a noté que, depuis plus de 25 ans, l'Organisation des Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient eu une responsabilité primordiale, universellement reconnue, en ce qui concernait la question du Moyen-Orient, et que, si l'Organisation ne s'était pas avérée capable d'instaurer un règlement juste et durable, divers mécanismes de l'Organisation des Nations Unies institués par le Conseil de sécurité et par l'Assemblée générale avaient joué un rôle important en limitant les conflits et en préservant la trêve précaire qui avait régné dans la région la plupart du temps.

277. Le problème dont le Conseil était saisi, a poursuivi le Secrétaire général, était un problème extrêmement complexe et difficile qu'aucun gouvernement n'avait pu résoudre en dehors du cadre de l'Organisation des Nations Unies. Les procédures du Conseil continuaient d'offrir de précieuses possibilités de limiter les conflits et aussi d'aider les pays de la région à trouver le moyen de résoudre leurs problèmes s'ils le désiraient. Le Conseil, a-t-il souligné, était la seule instance où toutes les parties au conflit avaient pu se réunir ensemble dans la même salle.

278. Notant que le Conseil s'appêtait à reprendre la recherche de la paix au Moyen-Orient, il a déclaré que lui-même, son représentant spécial, le Secrétariat et les divers mécanismes de l'Organisation des Nations Unies étaient tous à la disposition des gouvernements

intéressés et du Conseil lui-même pour l'aider dans ses efforts dans toute la mesure de leurs moyens. Ces efforts ne pouvaient être utiles que si les parties intéressées voulaient y recourir. Un effort nouveau entrepris pour trouver la voie d'un règlement devrait comporter une évaluation nouvelle des possibilités et des procédures du Conseil lui-même en vue de concilier les points de vue et d'explorer tous les moyens par lesquels on pourrait aider les parties à parvenir à un règlement juste et durable. En conclusion, le Secrétaire général a exprimé l'espoir que tous les intéressés pourraient se tourner vers l'avenir et tirer profit des mécanismes internationaux qui étaient à leur disposition.

## 2. — EXAMEN DE LA QUESTION DE LA 1717<sup>e</sup> À LA 1726<sup>e</sup> SÉANCE (6-14 JUIN 1973)

279. Conformément à la résolution 331 (1973), par laquelle le Conseil avait décidé de se réunir après que le Secrétaire général aurait présenté son rapport et avait prié le Secrétaire général d'inviter son représentant spécial à être disponible pendant les séances du Conseil de sécurité afin d'assister le Conseil au cours de ses délibérations, le Conseil a tenu 10 séances, du 6 au 14 juin, pour examiner la question de la situation au Moyen-Orient.

280. A sa 1717<sup>e</sup> séance, le 6 juin, le Conseil a inscrit à son ordre du jour le point suivant :

"Examen de la situation au Moyen-Orient :

"a) Résolution 331 (1973) du Conseil de sécurité;

"b) Rapport du Secrétaire général présenté en application de la résolution 331 (1973) du Conseil de sécurité en date du 20 avril 1973 (S/10929)".

281. Au cours de la discussion, le Président a, sur leur demande, invité à participer aux débats sans droit de vote les représentants de l'Égypte, d'Israël et de la Jordanie, ainsi que les représentants des pays suivants : Algérie, Arabie Saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, Guyane, Iran, Koweït, Liban, Maroc, Mauritanie, Nigéria, Qatar, République arabe syrienne, République-Unie de Tanzanie, Somalie et Tchad.

282. Lorsqu'il a présenté le rapport (S/10929) préparé en application de la résolution 331 (1973) du 20 avril 1973, le Secrétaire général a déclaré que son rapport faisait état de grands efforts mais de peu de progrès. Il demeurait évident qu'un règlement devait dépendre surtout des gouvernements intéressés qui n'avaient, jusqu'alors, pas été à même de mettre au point des moyens effectifs de parvenir à un règlement. C'est pourquoi le problème du Moyen-Orient avait été porté à maintes reprises devant les Nations Unies depuis 25 ans. Pendant cette période, toutefois, le Conseil et les différents mécanismes institués par lui et par l'Assemblée générale avaient joué un rôle crucial en limitant le conflit et en préservant la trêve. Déclarant que la situation recelait une série d'obstacles apparemment insurmontables qui s'opposaient au processus de conciliation et de règlement et qu'il y avait au Conseil des représentants et des groupes dont les attitudes à l'égard de certains problèmes, dont celui du Moyen-Orient, étaient fondamentalement différentes, le Secrétaire général a noté qu'il était difficile pour le Conseil d'agir avec unanimité pour promouvoir un règlement. Il a rappelé néanmoins que le Conseil avait, plus de cinq ans auparavant, adopté à l'unanimité la résolution 242 (1967), ce qui montrait qu'il pouvait s'entendre sur une approche fondamentale à l'égard du problème complexe du Moyen-Orient. Bien

que les efforts déployés par le Conseil pour parvenir à un règlement pacifique avaient fait naître l'espoir qu'il était possible de réaliser des progrès, le Conseil ne pouvait réussir dans sa tâche si les parties intéressées ne voulaient pas mettre à profit ses efforts et les avantages qu'il présentait comme centre de discussion et instrument de paix.

283. Le représentant de l'Égypte a déclaré que sa délégation avait demandé au Conseil de réexaminer la situation au Moyen-Orient après six années d'efforts et de persévérance qui n'avaient pas pu mettre fin à l'occupation militaire israélienne des territoires égyptiens. Des millions d'Égyptiens avaient continué de placer leurs espoirs dans l'Organisation des Nations Unies et d'attendre des résultats tangibles de ses efforts et de ses discussions. Ces espoirs, ne s'étant pas réalisés, cédaient à la désillusion et au scepticisme et les Égyptiens se demandaient ce que le Conseil pouvait faire pendant que l'agresseur creusait de nouvelles fortifications et changeait le caractère physique des territoires arabes occupés afin de créer davantage de faits nouveaux, comme il les appelait, et en exciper devant le monde entier. Dans la résolution 181 (II) du 29 novembre 1947 l'Assemblée générale avait recommandé le partage de la Palestine, telle qu'elle avait existé sous mandat britannique, en deux États, l'un arabe, l'autre juif, et les États Membres avaient reconnu l'État juif à l'intérieur des frontières qui lui avaient été assignées par cette résolution. Depuis un quart de siècle, le monde avait été témoin de la manière systématique dont on avait fait du peuple palestinien une nation de réfugiés amassés dans le secteur de Gaza et sur la rive ouest du Jourdain tandis que les autorités juives avaient importé systématiquement des centaines de milliers d'étrangers pour remplacer le peuple de Palestine dans sa patrie. En juin 1967, les forces militaires israéliennes avaient envahi et occupé le reste de ce qui avait été laissé au peuple palestinien, y compris la Jérusalem arabe. Ces forces avaient violé les frontières internationales, avaient pénétré sur la rive ouest du Jourdain et dans le secteur palestinien de Gaza et avaient saisi des portions du territoire de l'Égypte et de la République arabe syrienne, où elles se trouvaient encore. En novembre 1967, l'Égypte avait demandé que le Conseil de sécurité soit convoqué d'urgence pour examiner le refus d'Israël de retirer ses forces armées des territoires qu'il avait occupés en juin 1967. Le 22 novembre de cette année, le Conseil avait décidé de traiter simultanément du problème de l'agression israélienne contre la Jordanie, la Syrie et l'Égypte et du problème résultant du partage de la Palestine en 1947. Alors qu'Israël avait proclamé en 1967 qu'il n'avait pas de visées territoriales contre les États arabes, Israël insistait maintenant sur le fait qu'il avait officiellement communiqué au Secrétaire général et à son représentant spécial, qu'il ne rendrait jamais tous les territoires occupés. Toutes les résolutions adoptées par les Nations Unies à propos de divers aspects du conflit étaient restées lettre morte, et le joug pesant de l'occupation militaire continuait d'étouffer la vie nationale des pays touchés. Par contraste, l'Égypte avait accepté l'arrangement global contenu dans la résolution 242 (1967) et avait donné son soutien actif au représentant spécial du Secrétaire général. En réponse aux aide-mémoire identiques adressés par M. Jarring à l'Égypte et à Israël le 8 février 1971<sup>2</sup>, l'Égypte lui avait donné

les engagements sérieux qu'il avait demandés, y compris celui de conclure un accord de paix avec Israël, si Israël de son côté, honorait toutes ses obligations conformément à la Charte. Israël avait bloqué la mission Jarring et, lorsqu'il avait été suggéré en février 1972 que les parties échangent des éclaircissements sur leurs positions afin de formuler les dispositions qui seraient incorporées dans un traité de paix, Israël avait également sabordé ces efforts, en insistant sur le fait que la prétendue initiative de M. Jarring du 8 février 1971 outrepassait son mandat. Les quatre membres permanents du Conseil de sécurité qui avaient appuyé l'aide-mémoire du 8 février de M. Jarring s'étaient déclarés satisfaits de la réponse de l'Égypte et avaient demandé à Israël de donner une réponse analogue. Les dirigeants israéliens avaient continué à exiger des négociations directes avec les États arabes "sans conditions préalables". L'Égypte acceptait des entretiens sans conditions préalables, mais Israël, bien qu'affirmant que tout était négociable, avait déclaré officiellement qu'il ne se retirerait pas jusqu'aux frontières existant avant le 5 juin 1967, ce qui constituait en soi une condition préalable. Une autre condition préalable était celle de l'occupation, alors que les normes fondamentales du droit international contenaient une règle sur la non-validité des traités imposés sous l'occupation.

284. La politique suivie par Israël montrait que ce pays cherchait non pas un règlement pacifique pendant une autre décennie au moins, mais bien n'importe quel prétexte pour justifier une nouvelle expansion. Tandis que l'occupation militaire subsistait, Israël poursuivait sa guerre active et continuait de modifier la nature physique et la composition démographique des territoires arabes occupés. Il détruisait des villes et des villages et en déportait les habitants tout en créant des colonies d'habitations militaires et paramilitaires israéliennes dans les territoires arabes. Le Conseil devait déclarer que tous les changements effectués par Israël dans les territoires qu'il occupait étaient nuls et dépourvus d'effet. Les États Membres devaient s'abstenir de donner à Israël toute assistance qui pourrait l'aider à poursuivre son occupation. L'aide devait au contraire être accordée aux victimes de l'occupation militaire. Dans sa résolution 242 (1967), le Conseil avait demandé le retrait des forces israéliennes militaires des territoires qu'elles avaient occupés, et il avait insisté sur le droit de toutes les nations de la région de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues. L'argument selon lequel l'omission du mot "the", dans le texte anglais, signifiait que l'acquisition de tout le territoire d'un État Membre n'était pas permise mais que l'acquisition de certaines parties de ce territoire l'était se passait de commentaires. De toute évidence, le Conseil n'avait pas décidé et ne pouvait pas décider que les frontières sûres d'Israël devaient se situer à l'intérieur de l'Égypte ou à l'intérieur de la République arabe syrienne. Les frontières d'Israël qui, selon le Conseil, devaient être fixées et reconnues ne pouvaient exister que dans la région géographique de la Palestine faisant l'objet de la résolution 181 (II) de 1947 de l'Assemblée générale. L'Égypte était venue au Conseil de sécurité pour obtenir le retrait immédiat d'Israël des territoires arabes occupés en 1967. Il fallait trouver une solution qui satisferait les aspirations du peuple palestinien et rétablirait la justice et la paix dans la région. Le représentant de l'Égypte a demandé si Israël acceptait ou non le principe de la non-acquisition de territoires par la force, si la réponse du représentant d'Israël serait négative ou s'il n'y aurait pas

<sup>2</sup> Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-sixième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1971*, document S/10403, annexe I.

de réponse du tout. Il a souligné qu'un prétendu règlement partiel ou intérimaire était totalement et définitivement inacceptable pour l'Egypte.

285. A propos de l'examen de la question par le Conseil, le représentant de l'Egypte avait adressé au Président du Conseil de sécurité, dans une lettre datée du 1<sup>er</sup> juin (S/10941), le texte d'un article sur les territoires occupés par Israël paru dans le *Daily Telegraph* de Londres le 1<sup>er</sup> juin 1973.

286. Le représentant d'Israël a déclaré que cela faisait 25 ans que son pays cherchait la paix avec l'Egypte, et qu'il avait tenté à plusieurs reprises, depuis six ans, de parvenir à un accord pacifique avec ce pays et les autres Etats arabes. Le Gouvernement israélien n'avait cessé d'affirmer qu'il ne cherchait pas à geler la situation actuelle ni à maintenir indéfiniment les lignes du cessez-le-feu, mais au contraire à les remplacer dans la paix par des frontières sûres et acceptées qui seraient fixées par des négociations avec chacun de ses voisins arabes. Cette position était claire, et l'on n'avait pas le droit de la déformer en présentant faussement les actes d'Israël ou en dénaturant les déclarations israéliennes. L'orateur a retracé comme suit les événements survenus dans la quête de la paix menée depuis 1967. A l'appel lancé en faveur de la paix dans la région, l'Egypte et d'autres Etats arabes avaient répondu par la résolution de Khartoum du 1<sup>er</sup> septembre 1967 : "pas de reconnaissance, pas de négociation, pas de paix avec Israël". Lorsque le représentant spécial du Secrétaire général avait entrepris sa mission, Israël lui avait soumis un ordre du jour détaillé de pourparlers de paix directs qui avait été rejeté par l'Egypte. Lorsque M. Jarring avait proposé en mars 1968 que les parties envoient des délégations à Chypre pour des conférences qui auraient lieu sous son égide, Israël avait accepté cette proposition, mais l'Egypte l'avait refusée. Par la suite, l'Egypte avait intensifié ses violations du cessez-le-feu le long du canal de Suez, puis avait en 1969 déclaré contre Israël la guerre dite d'usure; mais celle-ci avait échoué. En août 1970, le cessez-le-feu avait été rétabli grâce à une initiative des Etats-Unis et l'on avait convenu de reprendre les conversations Jarring. Mais cet arrangement n'était pas plutôt entré en vigueur que l'Egypte l'avait violé en installant des fusées dans la zone du maintien en l'état. Israël avait cependant décidé, en décembre 1970, d'essayer encore une fois de faire progresser la mission de paix, avait invité M. Jarring à Jérusalem pour des conversations avec le Premier Ministre et le Ministre des affaires étrangères, et lui avait communiqué les vues d'Israël sur "les conditions essentielles de la paix" pour qu'il les transmette aux Gouvernements égyptien et jordanien. Mais ces efforts pour entamer un véritable dialogue avaient échoué, et l'Egypte avait menacé de ne pas prolonger le cessez-le-feu. Dans son mémorandum du 8 février 1971, M. Jarring avait suggéré qu'Israël accepte la position égyptienne sur la question du retrait. On demandait à Israël, non seulement d'accepter de se retirer sur l'ancienne ligne, mais encore de s'engager au préalable à le faire, et à l'Egypte de s'engager à conclure un accord de paix avec Israël. Israël avait déclaré qu'il était prêt à poursuivre les conversations sans conditions préalables. Mais l'Egypte avait insisté pour qu'Israël accepte son diktat. C'est pourquoi le mémorandum de M. Jarring et les résolutions de l'Assemblée générale qui l'appuyaient continuaient à constituer des obstacles qui empêchaient la mission Jarring de progresser. De plus, l'Egypte n'avait pas accepté la proposition des Etats-

Unis tendant à ce qu'Israël et l'Egypte engagent des entretiens indirects en vue de parvenir à un arrangement spécial pour rouvrir le canal de Suez. Malgré les échecs de ces six années, Israël n'avait pas abandonné ses espoirs de paix et de bonne entente avec ses voisins, et il ne cesserait pas de lutter pour y parvenir, en restant déterminé à sauvegarder ses droits mais aussi en comprenant et en respectant ceux des autres Etats. Il était cependant bien décidé à résister à toute les formes de contrainte comme ici par exemple les diverses tentatives des Etats arabes pour imposer leur volonté. L'expérience des quelques dernières années avait prouvé qu'une solution ne pouvait être imposée de l'extérieur, car cela ne ferait que rendre la situation plus complexe encore. En aucun cas Israël ne renoncerait à son droit d'avoir, conformément au droit international, des frontières de paix qui seraient enfin fixées par voie de négociation et d'accord, ni n'accepterait quelque modification que ce soit sur le fond, sur l'équilibre ou sur l'interprétation de la résolution 242 (1967). La seule méthode qui n'eût pas été appliquée tout au long des années était celle d'un dialogue entre les parties. La seule façon, pour l'Organisation des Nations Unies, de contribuer à la solution du problème serait d'encourager les parties à engager des négociations. Prenant note de la déclaration selon laquelle l'Egypte acceptait des négociations directes avec Israël sans conditions préalables, l'orateur a ajouté que ce que M. El-Zayyat avait dit ensuite ôtait tout son sens à cette déclaration. Le Conseil devait néanmoins demander aux parties d'entamer des négociations directes sans aucune condition préalable et, aux yeux d'Israël, le mieux serait de commencer par des entretiens indirects pour la réouverture du canal de Suez. Israël recherchait un dialogue honorable dans lequel les parties s'emploieraient toutes à parvenir à un arrangement mutuel. Si l'Egypte reconnaissait le droit d'Israël à l'indépendance et à la souveraineté et recherchait une paix véritable, il n'y avait pas de raison d'hésiter à entamer un dialogue sérieux avec Israël, dans l'intérêt de toutes les nations de la région.

287. Le représentant de la Jordanie a déclaré que son pays, l'une des principales parties au conflit, était déchiré par l'occupation et souffrait chaque jour dans son économie, dans son peuple, dans son âme. Il était donc directement intéressé à ce que le Conseil prenne d'urgence des mesures sérieuses pour mettre fin à l'occupation, et la Jordanie et ses voisins arabes étaient unis dans ce même but. Bien que les parties arabes intéressées eussent accepté la résolution du Conseil, Israël avait modifié complètement sa position et parlé de conserver quoiqu'il arrive, en partie ou en totalité, les territoires arabes occupés. A cet égard, la conduite du Conseil de sécurité était dictée par la Charte et par sa résolution 242 (1967); il avait souligné dans le préambule de celle-ci l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre et fait savoir ainsi de manière décisive comment il fallait comprendre la disposition prévoyant le retrait des forces israéliennes des territoires occupés. Mais depuis six ans, Israël ne cessait de prendre le contre-pied, dans ses actes et dans ses déclarations, des décisions de l'ONU. Il renforçait son occupation, absorbant et transformant les zones sous son occupation; plus d'un demi-million d'Arabes qui habitaient les territoires occupés avaient dû fuir la zone des hostilités en 1967. La Jordanie orientale avait reçu près de 400 000 personnes déplacées et celles-ci n'avaient pas été autorisées à retourner là où elles habitaient auparavant, en dépit de nombreuses résolutions

du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale en ce sens. Devant ce spectacle révoltant, le Conseil s'était abstenu d'agir parce que le système du cessez-le-feu ne s'était pas effondré et que le représentant spécial du Secrétaire général s'occupait toujours, techniquement, de sa mission de paix. Ces apparences étaient cependant trompeuses, et il fallait que le Conseil s'emploie à dégelier la situation actuelle, qui était contraire à l'essence même de la Charte.

288. Les parties arabes avaient chaque fois répondu positivement aux initiatives du représentant spécial, du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale, alors qu'Israël leur avait opposé une réponse négative. Elles s'étaient clairement engagées à accepter et à appliquer la résolution 242 (1967), mais Israël n'avait ni accepté le principe du retrait, ni même précisé au représentant spécial ce qu'il entendait au juste par des "frontières sûres". Lorsque quatre membres permanents avaient tenu des consultations pour apporter leur soutien au représentant spécial, Israël avait vivement protesté, pour faire échouer cette initiative. Il avait pratiquement boycotté la mission du représentant spécial depuis février 1971, date à laquelle celui-ci avait fait des propositions normales et logiques qui impliquaient le principe du retrait. Israël avait rejeté aussi toute idée de réparation pacifique en faveur des Palestiniens, ainsi que les appels et les injonctions adressés par l'ONU pour que ceux-ci se voient reconnaître le droit au rapatriement ou à indemnités. Au contraire, Israël invitait les juifs du monde entier à émigrer et à s'installer dans les foyers des Arabes palestiniens. La force et le militarisme gouvernaient l'attitude d'Israël à l'égard du problème qu'il avait lui-même opposé à ses voisins. C'est pourquoi le Conseil ne pouvait se contenter d'un rôle d'observateur. La paix et la justice étaient possibles, et la position jordanienne simple et raisonnable. La Jordanie voulait que les forces d'occupation évacuent son territoire national, et elle continuait de croire que les droits légitimes et inaliénables des Arabes palestiniens devaient être respectés. Tel était le fondement d'une paix juste et durable dans la région.

289. A la 1718<sup>e</sup> séance du Conseil, le 7 juin, le représentant de la République-Unie de Tanzanie a déclaré qu'il était venu dire au Conseil le sentiment de l'Afrique sur la situation au Moyen-Orient, qui était une menace pour la paix et la sécurité internationales. Le Conseil devait prendre des mesures concrètes pour déloger l'agresseur, et pour redresser la situation provoquée par l'agression israélienne. L'Afrique était préoccupée de constater qu'Israël avait acquis une véritable immunité contre l'opinion publique internationale, immunité comparable à celle des régimes racistes minoritaires en Afrique australe. Il n'avait tenu aucun compte des appels de l'ONU, de l'OUA, de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, d'institutions et de particuliers lui demandant de se retirer des territoires arabes, et il avait continué de défier l'opinion publique mondiale et poursuivi sa politique d'agression et d'expansion. Le représentant de la République-Unie de Tanzanie était là pour avertir Israël, devant le Conseil, que s'il ne tenait pas compte de ces appels de la communauté internationale, l'OUA serait obligée de prendre contre lui toutes mesures politiques et économiques à sa disposition. Le peuple africain, déjà inquiet de voir se dégrader l'autorité de l'Organisation face au problème de l'*apartheid*, avait toutes raisons de nourrir des appréhensions en voyant un régime fouler aux pieds la sécurité et l'indépendance d'un Etat.

290. Le représentant du Nigéria a exprimé l'espoir que toutes les parties intéressées ne négligeraient aucun effort pour assurer l'application effective de la résolution 242 (1967), qu'elles avaient acceptée. Son pays et l'Afrique tout entière étaient très préoccupés par la situation au Moyen-Orient en général, et par l'occupation prolongée d'une partie du territoire égyptien en particulier. C'est pour cette raison que l'OUA avait à plusieurs occasions adopté des résolutions réaffirmant son soutien à la résolution 242 (1967) et aux autres résolutions pertinentes de l'ONU. Plus récemment, les chefs d'Etat ou de gouvernement de 41 pays indépendants d'Afrique réunis à Addis-Abeba avaient adopté à l'unanimité une résolution (distribuée sur la demande de l'orateur sous la cote S/10943) où ils notaient avec une profonde inquiétude qu'Israël n'avait pas seulement refusé d'appliquer les nombreuses résolutions lui demandant de se retirer de tous les territoires africains ou arabes occupés, mais avait continué de suivre une politique d'intimidation, avec l'intention de créer dans ces territoires une situation de fait accompli servant ses desseins expansionnistes; ils déploraient également dans cette résolution l'obstruction systématique pratiquée par Israël devant tous les efforts tentés pour parvenir à un règlement pacifique. Le représentant du Nigéria était là avec ses collègues du Tchad, de la République-Unie de Tanzanie, de la Guinée, de l'Algérie, du Kenya et du Soudan pour parler au nom de l'Afrique, affirmer leur solidarité avec l'ONU et leur confiance dans ses résolutions, et demander que tous les efforts soient faits pour appliquer la résolution 242 (1967).

291. Le représentant de la République arabe syrienne a déclaré qu'il se demandait si le Conseil était prêt à exercer ses pouvoirs et à mettre fin à la situation au Moyen-Orient, ou s'il allait continuer, par la force de l'inertie, à tolérer une politique du fait accompli. Selon la délégation syrienne, le conflit ne pourrait être résolu tant que le problème palestinien n'aurait pas été réglé sur la base du rétablissement du peuple palestinien dans ses droits nationaux. Sous le prétexte de la sécurité, et encouragé par le soutien militaire, économique, politique et diplomatique des Etats-Unis, Israël s'était rendu coupable d'agression armée contre les Etats arabes voisins. Il avait défié toutes les résolutions de l'Organisation des Nations Unies et renforcé son occupation des hauteurs de Golan en y établissant des colonies, l'une après l'autre, comme il l'avait fait dans tous les autres territoires arabes occupés. Si l'on admettait l'acquisition de territoires par la force, l'Organisation aurait perdu sa raison d'être. Dans le cas contraire, le Conseil devait prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à la situation actuelle.

292. Ayant réalisé la plupart de ses objectifs territoriaux, Israël déclarait qu'il était maintenant prêt à la paix. Mais la paix envisagée serait fondée sur l'annexion et sur la négation des droits nationaux légitimes du peuple palestinien. La Syrie désirait la paix, dans l'intérêt de la civilisation et du progrès, sur la base des principes de la Charte des Nations Unies, des règles du droit international et des exigences de la justice et de l'équité. Il fallait éliminer les conséquences de l'agression israélienne par le retrait inconditionnel de toutes les forces israéliennes de tous les territoires occupés et par la reconnaissance du droit du peuple palestinien à recouvrer son pays et à disposer de soi-même. Ce n'était qu'ainsi que l'on pourrait créer un climat permettant d'avancer vers une paix juste et durable au Moyen-Orient.

293. A la 1719<sup>e</sup> séance, le 8 juin, le représentant des Emirats arabes unis a dit que la violence au Moyen-Orient ne cessait de troubler la paix, non seulement dans cette région, mais dans le monde entier. Cependant, la solution finale de ce problème se trouvait dans l'élimination de ses causes profondes. Le Gouvernement des Emirats arabes unis était convaincu que la paix et la stabilité ne pourraient être établies au Moyen-Orient tant que l'occupation serait maintenue et que le peuple palestinien serait privé de ses droits fondamentaux dans sa patrie ancestrale.

294. Le représentant de la Guyane a déclaré que le Conseil ne pouvait espérer résoudre le conflit arabo-israélien sans régler la question centrale du sort des Arabes palestiniens dépossédés; il ne pouvait non plus admettre l'acquisition de territoires par la menace ou l'emploi de la force en violation du droit international, ni le maintien du *statu quo*, qui conduirait à légitimer des actes d'agression à institutionnaliser l'illégalité. Le Conseil devait agir avec détermination pour s'acquitter des responsabilités que lui conférait la Charte. Le représentant de la Guyane a appelé l'attention sur la résolution sur le Moyen-Orient adoptée à la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés qui s'était tenue à Georgetown en août 1972 (distribuée à sa demande sous la cote S/10944), dans laquelle les pays non alignés exprimaient leur solidarité avec l'Egypte, la Jordanie et la République arabe syrienne dans le combat légitime qu'elles livraient pour recouvrer leur intégrité territoriale, demandaient que le peuple arabe de Palestine soit pleinement rétabli dans ses droits, affirmaient sans équivoque que l'acquisition d'un territoire par la force était absolument inadmissible et manifestaient leur intention de suivre de près l'évolution de la situation au Moyen-Orient.

295. A la 1720<sup>e</sup> séance, le 11 juin, le représentant du Koweït a dit que la racine du problème se trouvait dans le fait tragique que l'on refusait aux Palestiniens l'exercice de leurs droits. Des années de dispersion n'avaient pas éteint leur désir de revenir dans leur patrie. La paix et les droits des Palestiniens étaient tellement interdépendants et indivisibles que si ces derniers leur étaient refusés, la paix demeurerait irréalisable. Le respect des droits des Palestiniens était l'un des deux piliers d'une paix durable, le second pilier étant constitué par le respect scrupuleux du principe de la non-acquisition de territoires par la force. L'insistance d'Israël sur des négociations directes n'était pas une offre honnête procédant d'un désir sincère de paix mais un piège pour provoquer la reddition des Arabes. Israël voulait exploiter sa supériorité militaire et les atouts qu'elle détenait pour imposer aux Arabes ses propres conditions de paix extrêmement dures. Il se préoccupait avant tout d'annexer le plus de territoires possible et de réduire au minimum le nombre de réfugiés arabes qu'il aurait à rapatrier. La crainte des Arabes devant la nature expansionniste d'Israël était réelle et ne faisait qu's'intensifier. L'Organisation des Nations Unies devait s'engager dans un effort sérieux et soutenu pour aboutir à la paix dans la région. Elle avait une responsabilité spéciale à l'égard des Palestiniens qui avaient été dépossédés par suite de sa décision de partager leur patrie. La communauté internationale était également dans l'obligation de prendre des mesures pour imposer le retrait d'Israël des territoires arabes et parvenir à une paix fondée sur la justice.

296. Le représentant de l'Algérie a dit que la crise du Moyen-Orient s'expliquait avant tout par le fait

que le peuple palestinien était dépossédé de sa patrie et privé de ses droits inaliénables. L'injustice faite aux Palestiniens, approuvée par l'Organisation des Nations Unies malgré les principes fondamentaux de la Charte, ne saurait jamais être tenue pour un fait irréversible. L'Etat sioniste s'était construit grâce à des agressions répétées, des actions terroristes, des provocations et surtout à la mise en œuvre systématique d'un vaste plan d'annexion territoriale. Mais l'agression de 1967 n'avait fait que mettre en évidence le fait national palestinien, qui s'était affirmé avec plus de force et de vigueur pour s'imposer comme l'élément fondamental de toute solution durable. La résistance palestinienne pouvait durer des années et même des générations, mais elle finirait, tôt ou tard, par inscrire son objectif dans la réalité. Dans ses récentes résolutions, l'OUA avait noté que, malgré les nombreuses résolutions des Nations Unies enjoignant à Israël de se retirer de tous les territoires africains et arabes occupés, Israël non seulement avait persisté dans son refus d'appliquer ces résolutions, mais s'évertuait à pratiquer une politique tendant à créer dans ces territoires un état de fait accompli pour servir ses visées expansionnistes. Les chefs d'Etats africains s'étaient également préoccupés de la tragédie du peuple palestinien et avaient reconnu que le respect des droits inaliénables de ce peuple était un élément essentiel de toute solution juste et équitable. Ils avaient par ailleurs souligné le danger qui menaçait la sécurité et l'unité du continent du fait de la poursuite de l'agression israélienne, danger qui pouvait amener les Etats membres de l'OUA à prendre, individuellement ou collectivement, des mesures politiques et économiques contre Israël. Les chefs d'Etat étaient convaincus qu'Israël était encouragé par l'appui des Etats-Unis. Le rôle de ce pays dans le problème du Moyen-Orient se trouverait compromis s'il continuait à pratiquer une politique partisane.

297. A la 1721<sup>e</sup> séance, le 11 juin, le représentant du Soudan, a déclaré que le combat du peuple palestinien pour recouvrer ses terres ne faisait qu'un avec celui des peuples de la Guinée (Bissau), de l'Angola, du Mozambique, de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe. Le conflit du Moyen-Orient, qui avait occasionné des tensions économiques en de nombreuses régions du monde, avait été en outre la cause de souffrances dans certaines parties de l'Afrique du fait de la clôture de certaines voies traditionnelles de communication. L'Afrique souhaitait voir le représentant spécial du Secrétaire général reprendre sa mission. Elle continuait d'appuyer la résolution 242 (1967), qui était sans ambiguïté et qui devait être appliquée telle quelle; un délai devait être fixé pour le retrait total des forces armées israéliennes de tous les territoires arabes occupés. Il était temps que les Etats-Unis se prononcent clairement sur ce point, dans leur propre intérêt et dans celui de la paix mondiale.

298. Le représentant de l'Egypte a dit qu'il désirait poser au Secrétaire général trois questions ayant trait à l'aide-mémoire du représentant spécial en date du 8 février 1971. Premièrement, puisque l'aide-mémoire se rapportait de toute évidence au seul secteur égyptien, le représentant spécial avait-il l'intention de le faire suivre d'autres aide-mémoire à l'intention de la Jordanie, sur la question des réfugiés palestiniens, et à l'intention de la République arabe syrienne, si celle-ci exprimait le désir de recevoir un tel document? Deuxièmement, l'aide-mémoire ne parlait pas du territoire palestinien de Gaza: le représentant de l'Egypte a demandé confirmation de l'explication de M. Jarring

selon laquelle l'absence de toute référence à la bande de Gaza, qui avait été confiée à l'administration de l'Egypte conformément à la Convention d'armistice égypto-israélien de 1949, était sans préjudice du statut de la bande en tant que territoire arabe occupé par Israël et devant donc être évacué. Troisièmement, il a demandé confirmation du fait que le représentant des Etats-Unis, en sa qualité de Président de la réunion des quatre Grands qui avait eu lieu le 24 juin 1971, avait officiellement informé le Secrétaire général, bien qu'oralement, que les représentants des quatre membres permanents du Conseil de sécurité accueillaient avec satisfaction et appuyaient l'initiative prise par le représentant spécial dans son aide-mémoire du 8 février et estimaient qu'en prenant cette initiative, il avait agi de manière pleinement conforme au mandat qui lui était confié en vertu de la résolution 242 (1967) du Conseil. Le représentant de l'Egypte a ensuite rappelé les trois questions qu'il avait posées auparavant concernant le principe de la non-acquisition de territoires par la force, le principe de l'intégrité territoriale et celui de l'autodétermination et a demandé si le Conseil aurait pu ou pourrait prendre des décisions ou adopter des résolutions qui pourraient être interprétées comme permettant de passer outre à ces trois principes.

299. Le représentant du Royaume-Uni a dit que son gouvernement ne pouvait considérer avec sérénité la situation actuelle de "ni guerre ni paix". Il a reconnu cependant que, depuis juin 1967, quelques progrès avaient été faits dans la voie de l'établissement d'une paix juste et durable : la résolution 242 (1967) elle-même, la volonté déclarée de l'Egypte de conclure un accord de paix avec Israël si ce dernier Etat donnait certaines assurances quant à la mise en application de la partie de la résolution le concernant et les engagements semblables pris par la Jordanie. Récemment, les Etats-Unis avaient tenté d'ouvrir des négociations en vue d'un accord intérimaire destiné à obtenir le retrait partiel des forces armées israéliennes et la réouverture du canal de Suez. Le Gouvernement britannique serait heureux de voir cet accord intérimaire entrer en vigueur, à condition qu'il soit simplement une étape d'un règlement d'ensemble conforme à la résolution 242 (1967) et acceptable par les parties. Il y avait également lieu de signaler les efforts déployés par les chefs d'Etat africains en 1971, les échanges utiles qui s'étaient déroulés entre les Etats-Unis et l'URSS ainsi que les consultations entre quatre membres permanents du Conseil, au cours desquelles des progrès avaient été réalisés particulièrement en ce qui concerne les garanties internationales. Les vues du Royaume-Uni au sujet d'un règlement avaient été clairement exprimées par le Ministre des affaires étrangères dans une déclaration qu'il avait faite à Harrogate le 31 octobre 1970. Ces vues n'avaient pas changé. Quant aux deux points précis soulevés par le Ministre égyptien des affaires étrangères, le Royaume-Uni était convaincu que tout règlement, pour être juste et durable, devait tenir compte des opinions de toutes les populations de la région, y compris les Palestiniens, et que l'ancienne frontière internationale entre l'Egypte et l'ancien territoire sous mandat de Palestine devait être confirmée dans un règlement comme la frontière internationale entre l'Egypte et Israël, sous réserve des arrangements qui pourraient être conclus en ce qui concerne le problème spécial de Gaza. L'objectif premier du Conseil devait être d'insuffler un élan nouveau à la mission de M. Jarring qui, de l'avis du Gouvernement britannique, continuait d'être le meilleur espoir de progrès.

300. A la 1722<sup>e</sup> séance, le 12 juin, le représentant de la Guinée a dit qu'Israël s'était systématiquement opposé aux solutions susceptibles de restaurer la paix dans la région et avait violé les résolutions du Conseil de sécurité relatives au cessez-le-feu. Depuis des années, l'Assemblée générale adoptait des résolutions dans lesquelles elle reconnaissait que le problème des réfugiés de Palestine tenait au fait que ceux-ci avaient été privés de leurs droits inaliénables et affirmait que le respect intégral des droits inaliénables des Palestiniens était la condition indispensable à l'établissement d'une paix juste et durable au Moyen-Orient. La Guinée a réaffirmé son appui sans réserve à la juste cause des Palestiniens et souligné que le Conseil devait prendre des mesures efficaces prévues par la Charte pour donner effet à ses décisions.

301. Le représentant du Maroc a dit qu'Israël, défiant la Charte, interprétait la résolution 242 (1967) comme n'impliquant pas la restitution de tous les territoires occupés par la force. Israël voulait s'assurer des frontières sûres et reconnues mais cherchait à imposer une solution qui ferait passer ces frontières à travers le territoire national de l'Egypte, de la Syrie et de la Jordanie. Le représentant du Maroc a souligné qu'il ne pourrait y avoir d'espoir de ramener la paix au Moyen-Orient sans rendre justice et dignité aux Palestiniens. L'Organisation des Nations Unies devait prendre des mesures concrètes et énergiques pour obliger Israël à se conformer aux résolutions des Nations Unies, à retirer ses forces armées de tous les territoires occupés et à respecter et garantir les droits inaliénables des Palestiniens sur leur territoire national. A l'occasion de son intervention, le représentant du Maroc, dans une lettre datée du 6 juin adressée au Secrétaire général (S/10942), a communiqué le texte d'un message du roi du Maroc relatif au débat du Conseil de sécurité sur la crise du Moyen-Orient.

302. Le représentant de la Yougoslavie a dit que la position de son pays s'appuyait sur un certain nombre de principes fondamentaux : rejet de toute politique fondée sur la force, non-reconnaissance des gains territoriaux acquis par conquête et inadmissibilité de tous territoires pris par la force à la suite de la guerre d'agression menée par Israël contre ses voisins, restitution des territoires pris par la force, et non-reconnaissance des modifications imposées dans les territoires occupés; retrait inconditionnel et total des forces armées israéliennes sur les lignes reconnues avant le 5 juin 1967; respect de toutes les frontières internationalement reconnues de la région; droit de tous les Etats du Moyen-Orient, y compris Israël, à l'indépendance, à la souveraineté nationale, à l'intégrité territoriale et à la non-ingérence, droit de vivre en paix et de se développer librement à l'intérieur de frontières sûres et reconnues; respect des droits inaliénables du peuple palestinien, car la paix au Moyen-Orient ne pouvait être durable que si elle respectait les intérêts légitimes de toutes les populations de la région; et règlement du conflit du Moyen-Orient par des moyens politiques pacifiques. En particulier, si Israël acceptait les principes qui étaient au cœur du problème — la non-acquisition de territoires par la force et le respect des frontières internationales —, il deviendrait possible d'apporter des solutions mutuellement acceptables aux autres problèmes.

303. A la 1723<sup>e</sup> séance, le 12 juin, le Président, prenant la parole en sa qualité de représentant de l'Union soviétique, a dit que sa délégation était favorable à la mise en application de toutes les dispositions

de la résolution 242 (1967) et appuyait la mission de M. Jarring ainsi que son aide-mémoire. L'URSS n'avait pas modifié la position de principe qui gouvernait sa politique au Moyen-Orient et qui consistait, pour l'essentiel, à fournir une aide et des secours très larges aux Etats arabes victimes de l'agression israélienne. Elle demeurait fermement opposée à toute tentative visant à tenir le Conseil de sécurité et l'Organisation des Nations Unies à l'écart du règlement du problème. Lors des consultations entre les quatre Grands, l'URSS avait lancé une mise en garde, soulignant que de telles tentatives étaient inévitablement vouées à l'échec; les faits avaient confirmé ce pronostic. De nouvelles tentatives pour supplanter le mécanisme des Nations Unies ne pouvaient pas manquer d'éveiller l'attention de tous ceux qui étaient réellement intéressés à un règlement véritable, juste et durable au Moyen-Orient. Il n'y avait aucune raison d'écarter l'Organisation des Nations Unies de la recherche d'un règlement au Moyen-Orient. Le Conseil devait exiger avec force qu'Israël respecte ses décisions et s'y conforme, et devait trouver le moyen d'exercer une influence active et efficace sur ceux qui sabotaient ou bloquaient un règlement et qui s'entêtaient dans une politique vouée à l'échec consistant à partir d'une position de force. L'URSS était prête à donner tout son appui aux efforts des Nations Unies pour parvenir à un règlement du problème du Moyen-Orient sur la base de l'application intégrale de la résolution 242 (1967) et des autres décisions des Nations Unies.

304. Le représentant de l'Iran a déclaré que la résolution 242 (1967), qui avait été acceptée par l'Egypte, Israël et la Jordanie, en soulignant l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre, avait énoncé les conditions nécessaires à l'établissement de la paix au Moyen-Orient : retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés; cessation de toute belligérance de fait ou d'intention et droit de toutes les parties à vivre en paix à l'intérieur de frontières acceptées et reconnues; garantie de la liberté de navigation sur les voies d'eau de la région; règlement équitable du problème des réfugiés palestiniens et création de zones démilitarisées. Une application sincère de la résolution devait conduire à un règlement équitable. En refusant de s'engager à retirer ses troupes des territoires de l'Egypte, de la Jordanie et de la République arabe syrienne, Israël faisait obstacle à un dialogue réel. L'attitude négative d'Israël apparaissait d'autant moins justifiée que l'Egypte avait fait preuve de courage et de bonne volonté en répondant de manière positive au questionnaire de M. Jarring.

305. En réponse à une demande du représentant de l'Egypte au cours de la séance, le document S/10948, qui contenait des extraits des déclarations faites au Conseil par les représentants pour expliquer leur vote avant ou après la mise aux voix de la résolution 242 (1967) les 20 et 22 novembre 1967, a été publié.

306. A la 1724<sup>e</sup> séance, le 13 juin, le représentant de l'Arabie Saoudite a déclaré que son pays insistait pour le retrait total et inconditionnel des forces israéliennes de tous les territoires arabes occupés depuis juin 1967 et appuyait le droit du peuple palestinien à retourner dans sa patrie. L'Arabie Saoudite soutenait fermement la position de l'Egypte comme quoi si les sionistes refusaient de se retirer, il n'y aurait pas d'autres solutions que de passer à l'action pour les y contraindre. Il était du devoir de l'Arabie Saoudite d'élever la voix, non pas tant pour protester contre l'inaction passée du Conseil que pour prévenir les membres du

Conseil qu'en se dérochant au lieu de trancher on risquait d'aboutir à une situation que les superpuissances elles-mêmes ne seraient pas en mesure de maîtriser.

307. Le représentant du Kenya a précisé qu'il parlait à la fois au nom de son pays et au nom de l'OUA qui avait depuis 1967 pris une série de décisions sur la question du Moyen-Orient. Les Etats Membres étaient tenus de s'acquitter, en toute bonne foi, des obligations qu'ils avaient assumées en vertu de la Charte des Nations Unies; or ils s'étaient solennellement engagés à s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat. La résolution 242 (1967) offrait la seule base valable pour une solution équitable et juste de la crise que traversait le Moyen-Orient. On ne saurait, pour quelque raison que ce soit, déroger au principe de l'intégrité territoriale des Etats et à l'obligation qui en découlait de ne pas violer les frontières internationales et les lignes internationales de démarcation existantes.

308. Le représentant de la France a dit que la poursuite de l'occupation par Israël d'importantes superficies de territoires appartenant à trois pays voisins constituait évidemment une violation permanente des principes reconnus par la communauté des nations, notamment celui de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force. Il convenait d'y mettre un terme dans des conditions qui soient conformes aux résolutions des Nations Unies, notamment la résolution 242 (1967) qui apportait à toutes les parties intéressées les garanties indispensables à l'établissement d'une paix durable. La France comprenait le souci d'Israël d'assurer sa sécurité mais l'occupation de territoires appartenant de toute évidence à des pays voisins n'était pas de nature à l'assurer. Il était clair, d'après le texte de la résolution 242 (1967), que l'engagement d'Israël de se retirer des territoires occupés en juin 1967 devait être équilibré par la fin de la belligérance et la reconnaissance de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale des Etats concernés, y compris Israël. Les deux éléments essentiels de la résolution 242 (1967) étaient inséparables : pas de retrait sans engagement de paix, mais pas d'engagement de paix sans retrait. Voilà pourquoi la réponse israélienne au mémorandum de M. Jarring en date du 8 février 1971 représentait une condition préalable que rien ne justifiait. En déclarant qu'il ne se retirerait pas jusqu'aux lignes antérieures au 5 juin 1967, Israël faussait l'équilibre de la résolution 242 (1967). Le dialogue devait s'engager sur un plan d'égalité, et non sur celui des rapports de force. La notion de frontières sûres et reconnues n'était en aucune façon contradictoire avec le principe du retrait des territoires occupés et elle n'excluait pas que des rectifications d'importance mineure puissent être apportées d'un commun accord. Il existait déjà entre l'Egypte et Israël une frontière internationalement reconnue, compte tenu du cas de Gaza; quant aux garanties internationales nécessaires, elles étaient énoncées au paragraphe 2 de la résolution 242 (1967). Aucun règlement ne pouvait ni de devait ignorer les problèmes du peuple palestinien. Le Conseil devrait réaffirmer nettement la validité de la résolution 242 (1967) dans son intégralité, en ayant présent à l'esprit que toute modification risquerait d'en rompre l'équilibre. Le rôle du Conseil ne pouvait pas se borner à un rappel du passé; le Conseil devait bien au contraire se prononcer en faveur d'une reprise de l'action qui avait été exercée jusqu'ici par le Secrétaire général et son représentant spécial en vue de "favoriser un

accord et de seconder les efforts tendant à aboutir à un règlement pacifique et accepté”.

309. Le représentant des Emirats arabes unis a dit que son gouvernement était inquiet de voir l'ONU apparemment incapable de porter efficacement remède à la situation dangereuse que créait la persistance d'Israël à occuper les terres dont il s'était emparé en juin 1967. Le sens de la résolution 242 (1967) était très clair : selon les explications fournies aux délégations arabes au moment de son adoption, il s'agissait de la possibilité de légères modifications de frontières mutuellement consenties. Mais Israël continuait d'exiger des modifications importantes et insistait pour l'ouverture de négociations directes qui en l'occurrence ne pouvaient être que des négociations sur l'étendue des concessions territoriales que les Arabes auraient à faire. Les représentants des pays arabes étaient venus au Conseil pour chercher la paix avec Israël; Israël pour sa part, à moins de vouloir rester à tout jamais un paria, devait reconnaître qu'une grande injustice avait été commise envers les Arabes de Palestine et que seul le respect du droit de ces êtres humains de vivre en liberté et en sécurité dans leur patrie pouvait créer les conditions d'une paix et d'une harmonie durables.

310. Le représentant du Liban a fait observer que son pays n'était pas directement visé par la résolution 242 (1967) étant donné qu'il n'avait pas participé aux hostilités de 1967. Néanmoins, il avait été victime de plusieurs agressions pour lesquelles Israël avait été condamné à plusieurs reprises par le Conseil. Son gouvernement avait constamment soutenu que la Convention d'armistice libano-israélien de 1949 restait valable, thèse qui avait été confirmée par l'ONU. A propos du problème plus vaste de la paix au Moyen-Orient, le Liban posait en principe que, pour être durable, la paix devait être fondée sur la justice envers le peuple palestinien et sur le retrait des forces israéliennes de tous les territoires occupés à la suite des hostilités de 1967. Le Liban avait assumé un rôle de premier plan dans la défense des droits légitimes et inaliénables du peuple palestinien et en sa qualité de nation composée de chrétiens, de musulmans et de juifs, il s'intéressait au plus haut point au problème de Jérusalem.

311. A la 1725<sup>e</sup> séance, le 14 juin, le Secrétaire général a répondu aux trois questions que le représentant de l'Egypte lui avait posées à la 1720<sup>e</sup> séance. Il a rappelé que M. Jarring avait fait part à l'époque aux représentants des parties de son intention de soumettre un aide-mémoire relatif à Israël et à la Jordanie; et à propos de la République arabe syrienne, il avait noté que la République arabe syrienne n'avait pas accepté la résolution 242 (1967) et n'avait pas accepté de se mettre en rapport avec lui. Si elle l'avait fait, un aide-mémoire relatif à la Syrie aurait pu être présenté. Répondant à la deuxième question, le Secrétaire général a précisé qu'en vertu de la Convention d'armistice signée en 1949 entre l'Egypte et Israël, Gaza n'était pas un territoire égyptien mais avait été placé sous administration égyptienne en attendant la conclusion d'un règlement de paix. C'est pourquoi il n'avait pas été question de Gaza dans l'aide-mémoire, ainsi que M. Jarring l'avait expliqué à l'époque au représentant de la République arabe unie. Quant à la troisième question, le Conseil se rappellerait que le Secrétaire général n'avait pas assisté ni pris part à la réunion des quatre puissances mais qu'il avait été tenu au courant des questions examinées à chaque séance par le représentant du membre permanent du Conseil

qui avait présidé cette séance. Une note relative au compte rendu oral qui avait été fait au précédent Secrétaire général sur la réunion de quatre des membres permanents du Conseil tenue le 24 juin 1971 donnait de l'orientation générale de cette séance une idée analogue à ce que le Ministre des affaires étrangères de l'Egypte en avait dit le 11 juin.

312. Le Président s'est référé aux trois questions que le représentant de l'Egypte avait posées au Conseil le 11 juin. La Charte des Nations Unies et les décisions des principaux organes de l'ONU fournissaient la base d'une réponse. Le Président a souligné que la Charte contenait des dispositions claires et précises sur le principe de la non-acquisition de territoires par la force ou la guerre et sur le principe étroitement apparenté de l'intégrité territoriale des Etats. Ces principes étaient directement en rapport avec divers textes fondamentaux et de portée générale que l'ONU avait adoptés, notamment la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies (résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale), la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale (résolution 2734 (XXV) de l'Assemblée générale) et de nombreuses autres résolutions relatives à la question du Moyen-Orient qui avaient été adoptées par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale. Quant à la question de savoir si le principe d'autodétermination était applicable aux Arabes palestiniens, il ressortait clairement des Articles 1 et 55 de la Charte que le principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes était l'un des principes fondamentaux de la Charte. Ce principe était également souligné dans la Déclaration relative aux relations amicales et à la coopération entre les Etats et dans d'autres résolutions de l'ONU — en particulier la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale — qui étaient applicables aux Arabes palestiniens.

313. Le représentant des Etats-Unis, se référant à la déclaration du Président, a fait observer que les membres du Conseil ne s'étaient pas consultés sur les trois questions qui leur avaient été posées.

314. Le représentant d'Israël a déclaré que les dispositions de l'Article 51 de la Charte étaient d'une importance cruciale pour la situation au Moyen-Orient car Israël était en butte à l'agression armée des Etats arabes depuis 1948.

315. Le Président a fait observer qu'il s'était borné à rappeler les dispositions de la Charte et les décisions des organes de l'ONU se rapportant directement au problème évoqué par le représentant de l'Egypte dans ses questions.

316. Le représentant de l'Australie a estimé que le Conseil devait saisir cette occasion d'aider les Etats arabes et Israël à s'orienter vers le genre d'accord qu'il leur faudrait bien un jour conclure entre eux. L'Australie ferait tous ses efforts tant dans le cadre de l'ONU que sur le plan diplomatique, pour que les négociations propres à conduire à un tel accord reçoivent l'appui voulu. L'Egypte et Israël s'étaient tous deux déclarés disposés à entamer des pourparlers sans conditions préalables. Aussi devait-on les aider à se débarrasser de leur mentalité obsidionale. Un des objectifs des pourparlers entre l'Egypte et Israël devrait être d'aboutir à un règlement territorial ou à une série de règlements destinés à remplacer d'une façon permanente les arrangements temporaires conclus en 1949

dans le cadre des Conventions d'armistice. Un autre objectif serait de trouver au sort des réfugiés palestiniens une solution qui permette à ces malheureux d'avoir une demeure permanente, d'espérer en l'avenir au lieu de désespérer sans cesse et peut-être même d'acquérir une sorte d'identité nationale.

317. Le représentant de l'Indonésie a souligné que son pays soutenait la lutte que menaient les Palestiniens pour exercer les droits justes et légitimes que l'Assemblée et le Conseil leur avaient à maintes reprises reconnus, et soutenait aussi les exigences des pays arabes quant au retrait d'Israël de tous les territoires arabes occupés. Le Conseil devrait aller au-delà de l'adoption rituelle de déclarations de pure forme et prendre des mesures concrètes pour sortir de l'impasse au Moyen-Orient sur la base de sa résolution 242 (1967). En outre, pour arriver à une solution définitive il faut entendre la voix des Palestiniens. De nouveaux principes directeurs pourraient être formulés pour que les efforts soutenus du Secrétaire général et du représentant spécial pour donner effet à cette résolution aient de meilleures chances de produire des résultats concrets. Si l'ONU était incapable de rétablir les Palestiniens dans leur juste droit, si elle ne pouvait pas convaincre Israël qu'il devait se retirer de tous les territoires arabes occupés à la suite de l'agression, il fallait s'attendre que les Arabes cherchent à redresser la situation par le seul moyen qui leur restait, c'est-à-dire par la force.

318. Le représentant du Pérou a estimé que le représentant spécial avait eu raison d'essayer de mettre fin à l'impasse par son initiative du 8 février 1971. La réponse positive que l'Égypte avait donnée à l'aide-mémoire était un pas en avant et constituait une concession importante. Malheureusement, la phrase clef de la réponse d'Israël — "Israël ne se retirera pas jusqu'aux lignes antérieures au 5 juin 1967" — faisait obstacle à la poursuite de la mission Jarring et constituait un pas en arrière pour ce qui était de l'application de la résolution 242 (1967). Il ne pouvait y avoir de sécurité véritable que si, d'une part, les principes de la coexistence étaient respectés — ce qui impliquait la reconnaissance de l'État d'Israël par les pays arabes voisins — et, d'autre part, les forces d'Israël étaient retirées des territoires occupés et le problème du peuple palestinien résolu. La tâche qui incombait au Conseil, une fois jetées les grandes lignes d'une paix juste et durable dans la région, était de veiller à faire appliquer la décision qu'il avait prise six ans auparavant.

319. Le représentant de l'Autriche a estimé que la résolution 242 (1967) contenait des principes qui étaient à la base d'une saine conduite des relations internationales : l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la guerre, l'accent mis sur l'inviolabilité territoriale et l'indépendance politique de chaque État de la région, que ce soit Israël ou ses voisins arabes, et leur droit à vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues. Si l'on considérait que les dispositions de la résolution étaient aussi fondamentalement pertinentes, il fallait les appliquer toutes pour permettre à cet instrument d'atteindre ses objectifs, notamment le règlement équitable du problème des réfugiés palestiniens. Le Conseil devait se préoccuper avant tout de tirer pleinement parti de l'acceptation de cette résolution par les parties et de leur volonté déclarée de chercher à résoudre le conflit par des moyens pacifiques. Il ne fallait négliger aucune possibilité. D'un autre côté, la situation ne serait guère favorable si une

seule possibilité était déclarée acceptable par l'une ou l'autre des parties. L'objectif principal devrait consister à mettre en marche un processus qui partirait d'éléments convenus, avançant pas à pas, combinant le réalisme politique et un strict respect des principes, créant la confiance au fur et à mesure de ses progrès et aboutissant finalement à un règlement général. Dans ses contacts avec les membres du Conseil et les parties au différend, le Gouvernement autrichien avait exploré les possibilités qu'offrait un effort commun à cet effet.

320. A la 1726<sup>e</sup> séance, le 14 juin, le représentant des États-Unis d'Amérique a dit que la résolution 242 (1967) avait été le résultat d'un compromis et ne définissait pas les termes d'un éventuel règlement mais contenait un ensemble de dispositions et de principes constituant le cadre des conditions du règlement définitif. Les conditions à négocier devaient donc être compatibles avec ces dispositions et principes, non pas seulement avec certains d'entre eux, mais avec tous, pris dans leur ensemble. Si les conditions d'un règlement ne répondaient pas à ce critère, elles ne pourraient être les éléments d'une paix juste et durable. La résolution 242 (1967) réclamait un accord, ce qui, de toute évidence, signifiait un accord entre les parties intéressées. M. Jarring avait été désigné pour aider les parties à atteindre ce but. Les États-Unis n'avaient jamais compris comment un tel accord serait possible sans un processus de négociation constant et sérieux, direct ou indirect, engageant les parties elles-mêmes. Le Conseil devait faire tout son possible pour encourager les parties à entamer ce dialogue. L'intérêt primordial des États-Unis au Moyen-Orient était qu'intervienne une paix qui mettrait fin à la crainte et à l'incertitude et permettrait aux Arabes comme aux Israéliens de vivre à l'intérieur de frontières sûres et reconnues. Les États-Unis aspiraient ardemment à des relations amicales et durables avec tous les pays du Moyen-Orient. La résolution 242 (1967) était muette sur la question précise du tracé de la frontière définitive entre Israël et ses voisins. Elle n'entérinait ni n'excluait la possibilité de faire des lignes d'armistice qui existaient entre Israël, l'Égypte, la Jordanie et la République arabe syrienne le 4 juin 1967, les frontières définitives sûres et reconnues. Il fallait considérer la question des frontières en tenant compte de la portée et de l'intention d'ensemble de la résolution. Les États-Unis étaient prêts à appuyer une nouvelle tentative de M. Jarring sur la base du mandat défini dans la résolution 242 (1967). Ce pays partageait l'opinion de ceux qui avaient affirmé que le Conseil était tenu d'aider à la mise en œuvre de la résolution. La mise en œuvre exigeait un accord et l'accord exigeait la tenue de négociations. Le processus pourrait commencer par un accord sur un certain retrait israélien dans le Sinaï et une réouverture du canal de Suez dans le cadre d'un cessez-le-feu prolongé, ce qui marquerait une première étape sur la voie d'un règlement définitif. Cette première étape serait fermement liée à un règlement négocié définitif. Il importait moins de commencer de telle ou telle manière que d'amorcer ce processus sans retard.

321. Le représentant du Panama a dit que la résolution 242 (1967) contenait tous les éléments qui permettraient aux parties d'arriver, par voie de négociations et d'accords, à une solution acceptable pour parvenir à la paix. Les juifs du Panama avaient contribué d'une façon considérable au développement économique, social et culturel du pays et leurs qualités de travailleur avaient valu aux Arabes de gagner l'affection

des Panaméens. La politique nationaliste de Gamal Abdel Nasser au sujet du canal de Suez et ses idées sur la souveraineté permanente que les peuples ont le droit d'exercer sur leurs ressources naturelles avaient capté l'imagination de la majorité des Panaméens. Le Panama soutenait le principe de l'inadmissibilité de l'annexion de territoires par la force ou la conquête militaire. Il pensait que les Etats arabes devraient, simultanément au retrait des troupes israéliennes, s'entendre avec Israël non seulement pour reconnaître ce pays en tant qu'Etat libre et souverain mais également pour consacrer son droit à vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues. Il fallait qu'Israël aborde le problème des réfugiés avec ses voisins arabes en manifestant tout l'intérêt que méritait une situation dans laquelle plus de 2 millions d'êtres humains réclamaient une solution équitable et permanente. Le Panama se préoccupait également du sort des Lieux saints de Jérusalem. Il avait demandé que les garanties indispensables concernant la liberté d'accès aux Lieux saints soient accordées non seulement aux catholiques mais également aux croyants des trois religions.

322. Le représentant du Qatar a affirmé qu'il n'y aurait pas de paix au Moyen-Orient tant qu'Israël continuerait à occuper avec arrogance des territoires arabes et à refuser au peuple arabe son droit fondamental à la liberté et à l'autodétermination. Il fallait tenir dûment compte, dans la recherche d'une formule juste et équitable, du droit des Palestiniens à revenir dans leur patrie ancestrale.

323. Le représentant de l'Inde a déclaré que l'argument d'Israël selon lequel ses frontières n'avaient jamais été définies n'était pas valable. Ses frontières avaient été déterminées avec précision par les Nations Unies et acceptées par Israël, lors du partage de la Palestine. Les frontières internationales entre l'ancien territoire sous mandat de la Palestine et les territoires voisins de la Syrie, du Liban, de la Transjordanie, de l'Arabie Saoudite et de l'Egypte n'avaient jamais été mises en question. Israël avait déclaré au représentant spécial qu'il ne respecterait plus les frontières internationales en Egypte, en République arabe syrienne ni où que ce soit dans les territoires qu'il avait occupés au-delà des limites de l'ancien territoire sous mandat. Cette attitude, tout comme le refus d'Israël de confirmer le principe de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre, était incompatible avec la thèse israélienne selon laquelle Israël avait accepté la résolution 242 (1967) ainsi qu'avec l'affirmation que toutes les prétentions des parties pouvaient faire l'objet de négociations. Le mot "négociations" n'apparaissait pas dans la résolution 242 (1967), qui priait simplement le Secrétaire général de désigner un représentant spécial pour favoriser un accord et seconder les efforts tendant à aboutir à un règlement pacifique et accepté, conformément à ses dispositions. M. Jarring s'était mis à la tâche avec diligence et tact mais il avait échoué en raison de l'attitude d'Israël. Néanmoins, en dépit des réserves, sinon du refus, exprimés par Israël à son égard, la résolution 242 (1967) pouvait encore constituer une base de progrès. Il faudrait qu'Israël fasse une déclaration, en termes catégoriques et non équivoques, par laquelle il accepterait le principe de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force et s'engagerait à se retirer de tous les territoires arabes occupés à la suite du conflit de juin 1967. Les pays arabes intéressés feraient une déclaration, également en termes catégoriques et non équivoques, par laquelle ils s'engageraient à respecter et à reconnaître la souveraineté,

l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tous les Etats de la région ainsi que leur droit à vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, à l'abri de menaces ou d'actes de force. Tous les pays intéressés devraient, simultanément mais séparément, déclarer qu'ils respecteraient les droits du peuple palestinien dans tous les domaines. Si Israël voulait être un Etat démocratique, il devrait forcément accueillir les Palestiniens en leur garantissant les libertés civiles et les droits politiques fondamentaux. Il faudrait que le Secrétaire général ou son représentant spécial publie un document exposant les points sur lesquels les deux parties étaient tombées d'accord à la suite de l'aide-mémoire adressé par M. Jarring le 8 février 1971. Ce document traiterait expressément de la solution du problème des réfugiés conformément aux résolutions des Nations Unies, de la réouverture du canal de Suez, des facilités de passage et des zones démilitarisées. Le principe d'une frontière sûre et reconnue était avant tout une notion politique et accessoirement seulement une question militaire. Etant donné la situation géographique d'Israël et compte tenu des armements modernes, il ne pouvait y avoir de frontière sûre pour tous les Etats du Moyen-Orient, et pas seulement pour Israël, que si elle est fondée sur le respect mutuel, l'amitié, la coopération et l'entente.

324. Le représentant de la Chine a affirmé que la question du Moyen-Orient se ramenait à l'agression, à laquelle répondait la lutte contre l'agression, et à la lutte des Palestiniens et des autres peuples arabes pour leur libération nationale. Le rétablissement des droits des Palestiniens à l'existence nationale et la lutte des pays arabes pour recouvrer les territoires perdus étaient indissolublement liés. Il ne pourrait pas y avoir de véritable règlement de ce que l'on dénommait la question du Moyen-Orient tant que les territoires perdus n'auraient pas été recouverts et que les droits de la nation palestinienne n'auraient pas été rétablis. Au cours des dernières années, les deux superpuissances avaient été à la fois complices et rivales, profitant des difficultés passagères qu'avaient rencontrées le peuple palestinien et les autres peuples arabes pour se livrer à un vil marchandage politique au dépens des droits de ces peuples à l'existence nationale et à recouvrer leurs territoires et leur souveraineté. Les deux superpuissances créaient et entretenaient délibérément au Moyen-Orient une situation de "ni guerre ni paix" pour servir leur lutte pour des points stratégiques et pour les ressources en pétrole, et pour délimiter les sphères d'influence dans la région. La Chine dénonçait fermement et condamnait énergiquement l'agression sioniste d'Israël et son expansion aux dépens du peuple palestinien et d'autres peuples arabes. La Chine n'était pas hostile au peuple juif ni au peuple d'Israël mais elle se déclarait fermement opposée à la politique sioniste israélienne d'agression et d'expansion. La délégation chinoise affirmait fermement qu'il fallait condamner énergiquement les sionistes israéliens pour leur agression prolongée; qu'il fallait demander aux autorités israéliennes de se retirer immédiatement des territoires égyptien, syrien et de tous les autres territoires arabes qu'elles occupaient et que le droit des Palestiniens à l'existence nationale devait être rétabli.

325. Le représentant de Bahreïn a dit que la situation au Moyen-Orient se ramenait à un seul problème tenant au fait que les Palestiniens avaient été expulsés de leur patrie. La guerre de juin 1967 n'avait fait qu'aggraver la situation par l'occupation des territoires de l'Egypte, de la Jordanie et de la République arabe

syrienne. Bahreïn espérait que les membres du Conseil amèneraient les autorités israéliennes à déclarer sans équivoque leur adhésion au principe de la non-acquisition de territoires par la force, qui figurait dans la Charte, à retirer leurs troupes de tous les territoires arabes occupés et à reconnaître le droit du peuple palestinien à l'autodétermination.

326. Pour conclure le débat, le Président a dit que l'échange de vues sur la question avec les membres du Conseil de sécurité avait permis de faire apparaître un point de vue commun selon lequel il serait utile de suspendre les séances du Conseil pour une courte période de manière à permettre d'apprécier plus complètement les résultats de l'examen de la question au Conseil de sécurité et de procéder à de nouvelles consultations officielles entre les membres. L'avis général est que le Conseil de sécurité devrait reprendre l'examen de la situation au Moyen-Orient lors d'une réunion qui serait convoquée vers la mi-juillet, la date précise devant être fixée après consultations entre les membres du Conseil.

327. A la 1728<sup>e</sup> séance, le 15 juin, le Conseil a entendu une déclaration du représentant du Tchad sur la question du Moyen-Orient, conformément à une

décision prise à la 1725<sup>e</sup> séance. Le représentant du Tchad a dit que le Conseil était tenu de demander à Israël de renoncer à toute action et d'abandonner toute politique et toute pratique contraire aux intérêts de la population des territoires occupés et qu'il devait réaffirmer que toute mesure prise en vue d'implanter des colonies dans ces territoires, y compris Jérusalem, était nulle et non avenue. Il était grand temps de permettre aux Palestiniens de prendre part aux négociations sur des questions qui revêtaient pour eux la plus haute importance. L'Assemblée et le Conseil devaient examiner ce qu'ils pouvaient faire pour conférer le statut d'observateur à l'Organisation de libération de la Palestine. Le Conseil de sécurité devait parvenir à un règlement constructif plutôt que renoncer à exercer ses pouvoirs et renvoyer la question devant l'Assemblée générale. Les problèmes de la sécurité et de la guerre étaient de son ressort, tandis que l'Assemblée n'avait qu'un pouvoir de recommandation. Le Conseil devait être prêt à tout mettre en œuvre pour sortir de l'impasse au Moyen-Orient. Il devait exiger qu'Israël se retire des territoires occupés et associer le peuple palestinien aux négociations contre les parties au conflit et ne plus se contenter d'en évoquer le cas au cours de ses débats.

## Chapitre 2

### QUESTION RELATIVE À LA SITUATION EN RHODÉSIE DU SUD

#### A. — Communications adressées au Conseil

328. Dans un télégramme daté du 21 juin 1972 (S/10718), adressé au Président du Conseil de sécurité et distribué suivant ses instructions, le Ministre des affaires étrangères de la République démocratique allemande, se référant au deuxième rapport intérimaire (S/10580) du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité, a rappelé que son gouvernement souscrivait entièrement aux mesures adoptées par l'Organisation des Nations Unies concernant la situation en Rhodésie du Sud et a réaffirmé sa décision de ne fournir aucune assistance politique, économique ou financière au régime raciste de Rhodésie du Sud.

329. Dans un additif du 29 juin (S/10580/Add.1) à son deuxième rapport intérimaire du 29 mai, le Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité a reproduit une déclaration faite le même jour par le représentant de l'Argentine concernant les mesures décisives prises par son gouvernement, conformément à la législation nationale, à la suite de l'expédition de minerai de chrome d'origine sud-rhodésienne à bord du navire argentin *Santos Vega*.

#### B. — Examen de la question par le Conseil à ses 1654<sup>e</sup> et 1655<sup>e</sup> séances (28 juillet 1972)

330. Le rapport spécial du 9 mai (S/10632) du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité a été inscrit à l'ordre du jour du Conseil de sécurité à la 1654<sup>e</sup> séance, le 28 juillet, et a été examiné par le Conseil au cours de deux séances tenues le même jour.

331. Présentant le rapport spécial, le représentant du Soudan, en sa qualité de Président du Comité, a

expliqué que celui-ci avait établi ce rapport en réponse à la demande formulée par le Conseil dans la résolution 314 (1972) et tendant à ce que le Comité examine les moyens de nature à assurer l'application des sanctions. La section III du rapport contenait les recommandations et suggestions acceptées par toutes les délégations, à l'exception de la délégation du Royaume-Uni, qui avait émis une réserve générale sur l'ensemble du rapport. La section IV contenait les propositions soumises par les délégations de la Guinée, de la Somalie et du Soudan, sur lesquelles aucun accord n'était intervenu, ainsi qu'une partie indiquant la position des diverses délégations sur lesdites propositions. Les recommandations et suggestions adoptées par le Comité reflétaient le désir général de ses membres de trouver des moyens propres à assurer l'application des sanctions contre la Rhodésie du Sud ainsi que des mesures susceptibles d'accroître l'efficacité des travaux du Comité. Dans l'accomplissement de sa tâche, le Comité avait constamment eu à souffrir des lenteurs de la procédure par laquelle on s'efforçait, souvent en vain, d'établir la culpabilité ou l'innocence des gouvernements lors des enquêtes sur les cas de violation présumée des sanctions; le Comité n'avait pas de système d'information sûr quant aux statistiques et au système d'inspection des marchandises suspectes et avait des difficultés à s'assurer la coopération d'organisations non gouvernementales internationales. Dans ces circonstances, les recommandations et suggestions adoptées par le Comité n'étaient qu'une tentative en vue d'éliminer certains des handicaps dont il souffrait.

332. De l'avis des délégations africaines et de celles qui les appuyaient, c'étaient les propositions figurant dans la section IV du rapport spécial qui étaient les plus pertinentes pour l'application efficace des sanctions économiques et autres prévues dans les résolutions 253 (1968), 277 (1970) et 314 (1972) du Con-

seil de sécurité. Néanmoins, conformément à l'accord auquel étaient parvenus les membres du Comité au cours de consultations, le projet de résolution qui serait présenté au Conseil en temps voulu ne comprendrait que les recommandations et suggestions ayant fait l'objet d'un accord énoncées dans la section III; le Président du Comité espérait que, de cette façon, le projet de résolution serait accepté dans sa totalité.

333. Le représentant de l'Inde a déclaré qu'au Comité, sa délégation avait appuyé les recommandations et suggestions figurant dans la section III comme les propositions figurant dans la section IV du rapport, afin d'accroître la pertinence et l'efficacité des travaux du Comité. Il regrettait que certaines délégations n'aient pas été en mesure d'appuyer les propositions figurant dans la section IV, compte tenu en particulier des violations répétées des sanctions par certains pays, de l'absence de coopération d'autres pays et de l'attitude de défi ouvert de l'Afrique du Sud et du Portugal, qui exigeait que l'on agisse d'urgence. Il exprimait donc l'espoir que les sanctions seraient renforcées, étendues et appliquées universellement et de façon obligatoire, sincèrement et scrupuleusement, comme l'Inde l'avait toujours fait. A cet effet, il proposait que le Royaume-Uni rende les sanctions permanentes au lieu de les renouveler périodiquement, et que le Secrétariat de l'Organisation établisse une liste à jour des lois promulguées par divers pays pour en assurer l'application.

334. Le représentant de la Belgique a dit que sa délégation accueillait le rapport avec satisfaction et s'associait aux recommandations et suggestions reproduites dans la section III. La délégation belge avait émis des réserves au sujet des propositions figurant dans la section IV, dans certains cas à cause du fond même de certaines propositions, dans d'autres pour des raisons de principe. Se référant au débat sur l'étendue du mandat donné au Comité, le représentant de la Belgique a fait observer que le Comité ne pouvait avoir qu'un rôle supplétif dans la mesure où, en vertu de la Charte, les questions telles que celle relative à la situation en Rhodésie du Sud relevaient entièrement du Conseil lui-même. Le Conseil ne pouvait donc pas se soustraire à ses responsabilités en les déléguant à un organe subalterne. C'est pourquoi il insistait pour que le Comité ne se laisse pas détourner de sa tâche essentielle par des questions de procédure prêtant à controverse et il demandait instamment à tous les pays d'appliquer pleinement les sanctions contre la Rhodésie du Sud. La Belgique s'était conformée à ses obligations et continuerait à le faire aussi longtemps que les sanctions demeureraient en vigueur.

335. Selon le représentant de la Yougoslavie, la tâche du Conseil de sécurité était claire : il s'agissait d'adopter une résolution par laquelle il approuverait les recommandations et suggestions contenues dans la section III du rapport du Comité, que la délégation yougoslave jugeait très importantes pour améliorer l'efficacité du Comité et pour atteindre les objectifs du Conseil. Il a ajouté que sa délégation, qui appuyait aussi fermement les propositions africaines, soutiendrait toute proposition tendant à approuver le rapport spécial et les principales recommandations et mesures qui y étaient énoncées.

336. Le représentant de la Somalie a estimé que, compte tenu de la nécessité de maintenir les sanctions en vigueur, même si elles ne pouvaient, à elles seules, mettre fin à la rébellion, le rapport du Comité mettait en relief trois points importants. Premièrement, il était

nécessaire que les Etats Membres et les organisations non gouvernementales et intergouvernementales fournissent au Comité davantage de renseignements sur les cas de violation présumée des sanctions; jusque-là, c'était surtout le Royaume-Uni qui s'était chargé de cette tâche. A cet égard, la délégation somalie se félicitait de ce que le Comité ait établi des relations avec des organisations comme l'OUA, le Comité des sanctions du Commonwealth, le Bureau des affaires africaines et le Comité américain pour l'Afrique et de ce qu'il ait déjà reçu de certaines d'entre elles de précieux rapports. Deuxièmement, étant donné l'attitude inflexible du Portugal et de l'Afrique du Sud à l'égard de l'Organisation des Nations Unies, tout document concernant l'origine des marchandises exportées d'Afrique australe, en particulier des territoires portugais du Mozambique, de l'Angola et d'Afrique du Sud, devait être considéré comme suspect; le Conseil devrait donc décider des mesures qu'il convenait de prendre contre ces deux pays. Troisièmement, le rapport faisait ressortir la nécessité de demander les conseils d'experts spécialisés dans des divers domaines pour étudier les documents accompagnant les marchandises provenant d'Afrique australe et le rôle que pouvaient jouer les compagnies d'assurance en ce qui concerne les marchandises provenant de Rhodésie du Sud.

337. A la 1655<sup>e</sup> séance, le 28 juillet, le Conseil était saisi d'un projet de résolution (S/10747), présenté par les délégations de la Guinée, de la Somalie et du Soudan. Ce projet de résolution était ainsi conçu :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Rappelant sa résolution 314 (1972) du 28 février 1972, dans laquelle il a prié le Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité, en date du 29 mai 1968, d'examiner les moyens de nature à assurer l'application des sanctions et de lui présenter un rapport contenant des recommandations à cet égard ainsi que toutes suggestions que le Comité pourrait souhaiter formuler en ce qui concerne son mandat et toutes autres mesures visant à assurer l'efficacité de ses travaux,*

*"Ayant examiné le rapport spécial du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité,*

*"Conscient de la nécessité de renforcer le mécanisme établi par le Conseil de sécurité pour assurer la bonne application des résolutions pertinentes du Conseil,*

*"Rappelant en outre que, comme il a été affirmé dans de précédentes résolutions du Conseil de sécurité, les sanctions actuelles contre la Rhodésie du Sud demeureront pleinement en vigueur jusqu'à ce que les buts et objectifs énoncés dans la résolution 253 (1968) soient complètement atteints,*

*"Gravement préoccupé par le fait que certains Etats ne se sont pas conformés aux dispositions de la résolution 253 (1968), contrairement à leurs obligations aux termes de l'Article 25 de la Charte des Nations Unies,*

*"1. Réaffirme le droit inaliénable du peuple de la Rhodésie du Sud à l'autodétermination et à l'indépendance;*

*"2. Reconnaît la légitimité de la lutte que mène le peuple de la Rhodésie du Sud pour obtenir la jouissance de ses droits, tels qu'ils sont énoncés dans la Charte des Nations Unies et conformément aux objectifs de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960;*

"3. *Prend note avec satisfaction* du rapport spécial du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité;

"4. *Approuve* les recommandations et suggestions figurant dans la section III du rapport spécial;

"5. *Demande* à tous les Etats qui continuent d'entretenir des relations économiques et autres avec la Rhodésie du Sud de cesser immédiatement ces relations;

"6. *Exige* que tous les Etats Membres s'acquittent scrupuleusement de l'obligation qu'ils ont d'appliquer pleinement les résolutions 253 (1968), 277 (1970) du 18 mars 1970 et 314 (1972) du Conseil de sécurité;

"7. *Condamne* tous actes qui violent les dispositions des résolutions 253 (1968), 277 (1970) et 314 (1972) du Conseil de sécurité;

"8. *Demande* à tous les Etats de coopérer pleinement avec le Conseil de sécurité aux fins de l'application effective des sanctions et de prêter au Conseil toute l'assistance nécessaire qui peut leur être demandée en vue de l'accomplissement de cette tâche;

"9. *Appelle de nouveau l'attention* de tous les Etats sur la nécessité de redoubler de vigilance pour tout ce qui a trait aux sanctions et, en conséquence, les prie instamment d'examiner si la législation et les pratiques suivies jusqu'à présent sont adéquates et, si besoin est, de prendre des mesures plus efficaces pour assurer l'application intégrale de toutes les dispositions des résolutions 253 (1968), 277 (1970) et 314 (1972) du Conseil de sécurité;

"10. *Prie* le Secrétaire général d'apporter au Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 253 (1968) concernant la question de la Rhodésie du Sud toute l'assistance voulue dans l'accomplissement de sa tâche."

338. Présentant le projet de résolution au nom des auteurs, le représentant du Soudan a indiqué qu'il était basé sur les recommandations et suggestions contenues dans la section III du rapport et qu'il visait principalement à multiplier les sources de renseignements du Comité concernant les violations présumées des sanctions et à lui permettre d'élargir son action dans ce domaine, objectif qui était si clair et si simple qu'il demandait instamment aux membres du Conseil d'adopter le projet de résolution à l'unanimité. Etant donné que, d'après les renseignements dont on disposait, le régime rebelle renforçait le système de l'*apartheid* en Rhodésie du Sud, des accords commerciaux étaient signés entre le régime illégal et des sociétés étrangères et un bon nombre de violations des sanctions se produisaient sans qu'on s'en aperçoive, il aurait été logique de présenter une résolution rédigée dans des termes beaucoup plus énergiques. Toutefois, afin d'obtenir l'unanimité, les auteurs avaient opté pour un texte rédigé dans des termes mesurés, qui ne condamnait pas les pays violant les sanctions et ne parlait même pas de l'Afrique du Sud et du Portugal comme d'Etats défiant l'opinion internationale sur cette question.

339. Le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a déclaré qu'en raison de la question de temps et, dans une certaine mesure, de la manière dont les différentes parties du rapport spécial étaient présentées la délégation britannique avait été obligée d'émettre au Comité une réserve générale sur l'ensemble du rapport, sans que cela modifie d'ailleurs l'importance qu'elle attachait à l'objectif qui con-

sistait à faire du Comité un instrument efficace pour l'application des sanctions. Toutefois, la délégation britannique était heureuse de se joindre aux autres membres du Conseil pour approuver les propositions contenues dans la section III, ce pour quoi le projet de résolution avait été présenté. Ce qui importait n'était pas l'adoption de résolutions, mais bien leur application effective; la délégation du Royaume-Uni espérait que le Comité des sanctions étudierait les cas et les documents dont il était déjà saisi. Au sujet de la violation générale des sanctions, le représentant du Royaume-Uni s'est référé à une déclaration faite le 9 juin par le Secrétaire britannique aux affaires étrangères, attirant l'attention sur les quatre grandes catégories de preuves de violations. En premier lieu, il ressortait des calculs faits par le Comité des sanctions à partir de statistiques commerciales qu'une fraction atteignant la moitié des exportations sud-rhodésiennes entraient dans des pays Membres qui prétendaient respecter les sanctions; en second lieu, les chiffres publiés par la Rhodésie du Sud elle-même révélaient une augmentation constante des exportations de ce pays; en troisième lieu, le Royaume-Uni avait, à lui seul, signalé au Comité 170 cas de violations présumées des sanctions, et le représentant du Royaume-Uni n'avait pas connaissance d'un seul cas ayant entraîné des poursuites, alors qu'il était inconcevable que toutes ces transactions aient été vraiment régulières. Enfin, la Rhodésie du Sud parvenait apparemment à importer d'importantes quantités de biens semblables à ceux qu'elle achetait autrefois au Royaume-Uni. Ces éléments semblaient prouver que bon nombre de gouvernements n'avaient pas la volonté d'appliquer rigoureusement les sanctions. Il était cependant essentiel de maintenir la pression sur le régime sud-rhodésien. Le projet de résolution dont le Conseil était saisi énonçait à nouveau les responsabilités des gouvernements et des Nations Unies à cette fin et faisait également certaines suggestions pratiques : c'est pourquoi la délégation britannique voterait en sa faveur.

340. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a dit que sa délégation avait espéré que le projet de résolution dont le Conseil était saisi serait de pure procédure, mais que, malheureusement, du fait de la présence des paragraphes 5, 6 et 7, il lui semblait porter davantage sur des questions de fond que sur des questions de procédure.

341. Le représentant de la Chine, traitant de la question du renforcement des sanctions, a fait les observations ci-après : premièrement, le problème de la Rhodésie du Sud était le résultat direct de la politique coloniale britannique. Le Gouvernement chinois avait toujours appuyé les aspirations du peuple du Zimbabwe. Il appuyait fermement les diverses résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité sur la question et les appliquait scrupuleusement. Deuxièmement, comme il était recommandé dans la résolution sur la Zambie adoptée par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA à sa neuvième session, le Conseil de sécurité devrait, conformément aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies, appuyer la juste lutte du peuple du Zimbabwe pour son indépendance nationale et condamner sévèrement les Etats-Unis pour avoir violé les décisions du Conseil relatives aux sanctions. Troisièmement, la délégation chinoise appuyait les propositions des délégations africaines contenues dans la section IV du rapport et était d'avis qu'afin d'accorder un appui plus efficace à la lutte du peuple du Zim-

babwe, le Conseil devrait étendre l'application des sanctions à l'Afrique du Sud et au Portugal. Cela dit, la délégation chinoise estimait que le projet de résolution dont était saisi le Conseil reflétait le souhait de la grande majorité des Etats Membres de voir renforcer les sanctions, et elle voterait en sa faveur.

342. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que l'examen par le Conseil du rapport spécial présenté par le Comité s'inscrivait dans le cadre de la question beaucoup plus vaste des moyens propres à garantir et à promouvoir le droit inaliénable du peuple du Zimbabwe à la liberté et à l'indépendance. Lors de la réunion qu'elle avait tenue à Rabat en juin 1972, la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA avait insisté sur cet objectif, que le Conseil lui-même avait confirmé à diverses reprises. Un des moyens mis en œuvre pour atteindre cet objectif avait été l'institution de sanctions obligatoires contre le régime raciste en Rhodésie du Sud. Le rapport spécial du Comité visait à accroître l'efficacité de ces sanctions, et aussi à permettre d'améliorer le fonctionnement du Comité lui-même. Il était regrettable qu'au cours de l'élaboration du rapport un certain nombre de mesures fermes recommandées par la délégation soviétique ainsi que par des délégations de pays africains et autres se soient heurtées à l'opposition de certaines puissances coloniales. La délégation soviétique estimait, par exemple, que les Etats qui violaient ouvertement les sanctions -- en particulier les Etats-Unis -- devaient être condamnés. Elle estimait également que le Conseil devrait sans tarder étendre l'application des sanctions à l'Afrique du Sud et au Portugal. Néanmoins, bien que le projet de résolution dont le Conseil était saisi ne prévoie pas ces mesures, la délégation soviétique voterait en sa faveur, pleinement consciente du fait que cette résolution ne représentait qu'un premier pas qui devrait être suivi d'un travail intensif de la part du Comité et de l'examen d'aspects fondamentaux de l'ensemble de la question par le Conseil.

343. Le représentant de la France a rappelé que son pays avait appuyé les sanctions instituées en 1968 dans le cadre du Chapitre VII de la Charte et les avait scrupuleusement appliquées. Toutefois, si certains résultats positifs avaient été obtenus, le système des sanctions demeurait imparfait. C'est pourquoi le rapport et le projet de résolution dont était saisi le Conseil contenaient des recommandations et proposaient des mesures visant à accroître l'efficacité des travaux du Comité. Bien que la délégation française ait appuyé les recommandations convenues figurant dans la section III du rapport, elle avait soulevé des objections quant aux propositions reproduites dans les paragraphes 1 et 2 du dispositif du projet de résolution parce qu'elle estimait qu'elles dépassaient le cadre de la compétence du Comité; toutefois, puisque la Puissance administrante ne s'était pas opposée à ces deux propositions, la délégation française voterait en faveur du projet de résolution.

344. Le représentant du Panama a fait savoir que pour des raisons historiques et autres son pays s'opposait à toute forme d'oppression ou de déni des droits de l'homme, comme cela était le cas en Rhodésie du Sud. Sa délégation appuyait les sanctions contre le régime qui existait dans ce pays, ainsi que toutes mesures visant à faire tomber ce régime dont le maintien était contraire aux principes de la Charte et constituait une menace à la paix internationale.

345. Le représentant de la Somalie a déclaré qu'en tant que coauteur du projet de résolution, sa délégation était déçue que les Etats-Unis aient formulé des réserves à l'égard des paragraphes 5, 6 et 7 du dispositif; si l'on voulait que les décisions du Conseil de sécurité atteignent leur but, aucun Etat Membre ne devait faire de réserve quant à leur application.

**Décision :** *A la 1655<sup>e</sup> séance, le 28 juillet 1972, le Conseil a adopté le projet de résolution des trois puissances (S/10747) par 14 voix contre zéro, avec une abstention (Etats-Unis d'Amérique), en tant que résolution 318 (1972).*

346. Après le vote, le représentant de la Guinée a dit que le programme de sanctions constituait pour le moment le seul moyen efficace dont on disposait pour mettre fin aux pratiques racistes en Afrique australe, les grandes puissances avaient donc une responsabilité spéciale en ce qui concernait leur application, car ne pas les appliquer serait trahir les peuples africains dans une crise comportant de graves conséquences pour le monde entier. La délégation guinéenne avait parrainé le projet de résolution dans l'espoir que tous les Etats Membres, notamment les partenaires commerciaux de la Rhodésie du Sud et de l'Afrique du Sud, appuieraient les mesures qui y étaient proposées.

347. Le représentant du Japon a indiqué que sa délégation avait voté en faveur du projet de résolution, étant entendu qu'il avait été élaboré sur la base du rapport spécial du Comité et qu'il tendait à approuver les recommandations et suggestions contenues dans la section III du rapport. Il a réaffirmé que le Japon s'engageait à continuer d'appliquer loyalement les décisions du Conseil de sécurité contre la Rhodésie du Sud.

348. Le représentant de l'Italie a fait observer que le vote affirmatif de sa délégation était conforme à la politique constante de son pays de respecter fidèlement les dispositions de la résolution 253 (1968) et des résolutions ultérieures du Conseil de sécurité sur la question. L'application des sanctions prévues dans les résolutions 253 (1968) et 277 (1970) constituait, de l'avis de la délégation italienne, une obligation évidente découlant de la Charte et s'imposant à tous les Membres. Ces sanctions devaient être maintenues parce que, malgré certains avis contraires, on avait la preuve qu'elles avaient un effet défavorable sur l'économie du régime rebelle. Le représentant de l'Italie a également exprimé l'espoir que, compte tenu de la résolution qui venait d'être adoptée, le Comité pourrait venir à bout plus rapidement et plus efficacement de ses travaux.

349. Le représentant du Soudan a mis en lumière les principaux aspects de la politique de son pays concernant la question de la Rhodésie du Sud. Il a déclaré que son pays appuyait sans réserve le programme de sanctions, bien que ce ne soit qu'un aspect de la question, et demandait à tous les Etats de coopérer avec le Comité pour empêcher toute tentative ouverte ou voilée d'évasion. Le Soudan appuyait aussi sans réserve le droit inaliénable du peuple du Zimbabwe à la liberté et à l'indépendance et, à ce propos, il condamnait énergiquement le régime répressif, illégal et minoritaire qui ne représentait que 5 p. 100 de la population du territoire. Il estimait également que l'Afrique du Sud et le Portugal devraient être condamnés et que l'application des sanctions devrait être étendue à ces deux pays parce qu'ils faisaient fi des décisions du Conseil. Pour terminer, il a exprimé la gratitude de sa délégation au Royaume-Uni pour avoir fourni au Comité de nombreux renseignements sur des violations présumées et

pour avoir recommandé que les sanctions soient maintenues. Le représentant du Soudan a ensuite mentionné sa visite au Comité des sanctions du Commonwealth à Londres, qui avait formulé des propositions à l'intention du Conseil de sécurité, notamment en ce qui concerne l'établissement de statistiques commerciales pour la Rhodésie du Sud et la mise au point d'un mécanisme d'inspection des marchandises suspectes.

350. Le Président, parlant en sa qualité de représentant de l'Argentine, a indiqué que sa délégation avait voté pour la nouvelle résolution dans l'espoir qu'elle accroîtrait l'efficacité des sanctions; il ne restait plus qu'à la mettre en œuvre. Il a réaffirmé que l'Argentine continuerait à appliquer les décisions du Conseil jusqu'à ce que les objectifs énoncés dans la résolution 253 (1968) soient atteints.

### C. — Autres communications adressées au Conseil et demande de réunion

351. Dans une lettre datée du 15 août (S/10764) adressée au Secrétaire général, le représentant du Botswana a, en application du paragraphe 19 de la résolution 277 (1970) du Conseil de sécurité et conformément à l'Article 50 de la Charte, appelé l'attention sur les difficultés économiques auxquelles se heurtait le Botswana dans ses efforts pour appliquer les résolutions 232 (1968), 253 (1968) et 277 (1970), en particulier dans le domaine des transports. La construction de la route de 300 kilomètres prévue entre le Botswana et la Zambie, dont le coût s'élèverait à environ 12 millions de dollars des Etats-Unis, avait une importance particulière pour le Botswana. D'après la lettre, pour s'en tenir à un programme de construction optimum, il faudrait transporter du matériel via la Rhodésie du Sud et utiliser les services de transport sud-rhodésiens. Sans cela, le coût du projet augmenterait d'au moins 3 millions de dollars, ce qui affecterait sérieusement la viabilité du projet. Le Botswana portait ces faits à la connaissance du Conseil de sécurité afin de pouvoir le consulter sur ce qu'il y avait lieu de faire.

352. Dans une lettre datée du 20 septembre (S/10798), les représentants de la Guinée, de la Somalie et du Soudan ont demandé au Président de convoquer aussitôt que possible une réunion du Conseil de sécurité en vue de poursuivre l'examen du problème de la Rhodésie du Sud.

353. Par une lettre datée du 27 septembre (S/10800) adressée au Président du Conseil de sécurité, le Ministre des affaires étrangères de la Guyane a transmis le texte de la résolution sur le Zimbabwe adoptée par la Conférence des Ministres des affaires étrangères des pays non alignés tenue à Georgetown (Guyane) en août 1972. Au paragraphe 3 de cette résolution, la Conférence faisait appel à l'Organisation des Nations Unies pour qu'elle veille à ce que les profiteurs et spéculateurs internationaux ne se soustraient plus aux sanctions et que, à cet effet, elle exige des Etats Membres qu'ils assurent la surveillance de tous les navires transportant des marchandises interdites en provenance ou à destination de la Rhodésie du Sud, et qui transitent tant par Beira que par Lourenço Marques.

### D. — Examen de la question de la 1663<sup>e</sup> à la 1666<sup>e</sup> séance (27-29 septembre 1972)

354. A la 1663<sup>e</sup> séance, le 27 septembre, le Conseil a inscrit la lettre de la Guinée, de la Somalie et du

Soudan à son ordre du jour. Il a examiné la question du 27 au 29 septembre, y consacrant quatre séances au cours desquelles le Président, avec l'agrément du Conseil, a invité les représentants de l'Algérie, de l'Arabie Saoudite, de Cuba, de la Guyane, du Kenya, du Mali, du Maroc, de la Mauritanie, du Nigéria, du Sénégal, de la Tunisie et de la Zambie à participer à la discussion sans droit de vote. A la 1663<sup>e</sup> séance, le Conseil de sécurité a décidé de faire droit à une demande formulée par les représentants de la Guinée, de la Somalie et du Soudan dans une lettre datée du 27 septembre (S/10802) et tendant à inviter, conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire, M. Eshael Mlambo du Zimbabwe à prendre la parole devant le Conseil.

355. Ouvrant le débat sur la question, le représentant du Maroc a dit que la situation en Rhodésie du Sud causait une profonde perplexité du fait que le mécanisme des sanctions n'avait pas fonctionné et que l'accord Home-Smith<sup>3</sup> s'était écroulé. Le maintien de l'occupation coloniale en Rhodésie du Sud permettrait aux forces colonialistes de survivre dans les territoires portugais et au régime raciste de se maintenir en Afrique du Sud; aucune chance de survie ne devait donc être laissée au régime illégal établi en Rhodésie du Sud. La solution du problème dépendait des mesures que déciderait le Royaume-Uni, principal responsable de la situation, mais elle dépendait aussi de celles que déciderait le Conseil de sécurité, à condition que ces mesures soient appliquées sans faiblesse, avec, si nécessaire, un organe international de contrôle efficace et vigilant. Il fallait espérer que le Conseil déciderait unanimement d'aller au secours du peuple zimbabwe qui ne demandait que son droit à la vie et à la dignité.

356. Le représentant de la Zambie a rappelé que la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme avaient consacré les principes moraux et les normes juridiques essentiels qui doivent prévaloir dans une société éclairée. Il n'y avait donc nullement lieu de s'étonner que le peuple du Zimbabwe ait catégoriquement et définitivement rejeté les propositions de règlement Home-Smith. Toutefois, il importait de noter que, depuis la publication du rapport de la Commission Pearce<sup>4</sup>, le Royaume-Uni n'avait pris aucune mesure concrète alors que le régime rebelle avait intensifié ses mesures raciales iniques d'*apartheid* dans le territoire, notamment en interdisant systématiquement toute activité politique aux Africains, en arrachant des populations pacifiques à leurs foyers ancestraux, en créant des assemblées provinciales africaines et en instituant un régime séparé selon les lignes raciales pour les services sociaux et les installations collectives. Le représentant de la Zambie a souligné qu'il était dans l'intérêt même de la Rhodésie du Sud d'entreprendre pacifiquement les réformes voulues. Une proposition en ce sens avait été faite dans le Manifeste de Lusaka mais, malheureusement, le régime raciste minoritaire de la Rhodésie du Sud l'avait rejetée, forçant ainsi le peuple africain à intensifier sa lutte armée. Le représentant de la Zambie a rappelé à ce sujet les diverses suggestions qu'il avait faites au Conseil lors des séances tenues à Addis-Abeba en janvier 1972 et, compte tenu de l'évolution récente de la situation dans le territoire, il a demandé instamment au Conseil de

<sup>3</sup> *Ibid.*, document S/10405.

<sup>4</sup> *Rhodesia: report of the Commission on Rhodesian Opinion under the Chairmanship of the Right Honourable the Lord Pearce*, Londres, Her Majesty's Stationery Office, 1972, Cmd. 4964.

prendre en outre les mesures suivantes : réaffirmation du droit inaliénable du peuple du Zimbabwe à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et à la Charte; affirmation du principe selon lequel il ne saurait y avoir d'accession à l'indépendance avant l'institution d'un régime de gouvernement par la majorité; appel au Royaume-Uni pour que soient créées dans le territoire des conditions politiques favorables, notamment par la libération de tous les prisonniers et détenus politiques et de toutes les personnes assignées à résidence et l'abrogation de la législation raciste, répressive et discriminatoire; enfin, appel à tous les Etats pour qu'ils offrent, par l'intermédiaire de l'Organisation de l'unité africaine, une assistance matérielle supplémentaire au peuple du Zimbabwe dans sa lutte légitime pour la liberté et l'indépendance.

357. Le représentant de la Mauritanie a jugé étrange qu'en dépit de la résolution 288 (1970) par laquelle le Conseil de sécurité l'avait invité à assumer ses responsabilités conformément aux dispositions de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, le Royaume-Uni ait manifesté si peu d'intérêt pour les actes barbares perpétrés contre le peuple du Zimbabwe. De l'avis de sa délégation, l'indépendance de la Rhodésie ne pouvait se concevoir que sur la base du gouvernement par la majorité. Le représentant de la Mauritanie a suggéré au Conseil de sécurité d'établir la liste de tous les Etats qui continuaient à entretenir des relations économiques et autres avec la Rhodésie du Sud et de les inviter à y mettre fin; les Etats qui continuaient à violer les dispositions des résolutions 253 (1968) et 277 (1970) devaient être condamnés. De plus, des mesures particulières devaient être prises contre l'Afrique du Sud et le Portugal en raison de leur situation géographique par rapport à la Rhodésie du Sud et de leur refus persistant d'appliquer les sanctions contre ce territoire. En outre, il était de la plus haute importance que le Conseil de sécurité institue un système approprié pour contrôler d'une manière efficace l'application des sanctions contre la Rhodésie du Sud et à cette fin il devait demander à tous les Etats de réaffirmer leur engagement d'appliquer les dispositions des résolutions 253 (1968) et 277 (1970).

358. Le représentant de la Guyane a déclaré que, de l'avis de son gouvernement, il était clair que le Royaume-Uni avait le devoir de rétablir la légalité en Rhodésie du Sud, puis de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le transfert du pouvoir au peuple du territoire, conformément aux principes de la Charte et aux directives de l'Organisation des Nations Unies. Il a attiré l'attention du Conseil sur la résolution relative au Zimbabwe (S/10800) adoptée par la Conférence des Ministres des affaires étrangères des pays non alignés, et en particulier sur l'appel lancé à tous les Etats Membres pour qu'ils assurent la surveillance de tous les navires transportant des marchandises interdites en provenance ou à destination de la Rhodésie du Sud, et qui transitent tant par Beira que par Lourenço Marques. Il a en outre proposé au Conseil d'étendre les sanctions à l'Afrique du Sud et au Portugal et de prendre les mesures propres à assurer leur application stricte.

359. Le représentant de l'Algérie a souligné que si les pays africains avaient condamné le régime sud-rhodésien pour s'être emparé du pouvoir, cette condamnation trouvait sa justification dans les dangers que représentait pour eux l'apparition d'un nouvel Etat en Afrique australe qui venait renforcer cette partie du

continent et en faire le bastion de l'*apartheid*. Cette condamnation, qu'avait appuyée le Royaume-Uni, avait laissé espérer que la rébellion serait rapidement étouffée. Or, sept ans plus tard, on se retrouvait devant une situation encore plus grave puisque, entre-temps, le régime rebelle avait non seulement consolidé sa position mais aussi brisé, en s'érigeant en république, les derniers liens qui le rattachaient au Royaume-Uni. La délégation algérienne ne pouvait pas admettre une telle situation. Puisque les sanctions n'avaient pas produit les résultats attendus, parce que l'Afrique du Sud et le Portugal avaient refusé de les appliquer, parce que les Etats-Unis d'Amérique les avaient délibérément enfreintes et parce que les négociations directes entre le Royaume-Uni et le régime rebelle avaient échoué, il fallait rechercher d'autres méthodes pour résoudre le problème que posait la situation en Rhodésie du Sud. Le représentant de l'Algérie proposait donc que le Royaume-Uni réunisse une conférence constitutionnelle groupant les représentants de tous les éléments de la population du territoire et chargée d'élaborer un règlement qui fût acceptable : telle était, à son avis, la seule méthode qui permettrait de sortir de l'impasse. En attendant, les sanctions continueraient d'être appliquées et les mouvements africains de libération devraient bénéficier de toute l'assistance possible des organisations internationales qui avaient reconnu la légitimité de leur lutte.

360. Le représentant du Sénégal, après avoir évoqué les principaux événements qui avaient engendré la situation en Rhodésie du Sud, a déclaré que le Royaume-Uni devait être blâmé pour avoir renforcé la position du régime illégal car, en tant que Puissance administrante, il s'était borné à proposer l'application de sanctions — qui s'étaient soldées par un échec — au lieu d'utiliser la force pour réduire la rébellion. Aussi longtemps que le Royaume-Uni maintiendrait cette attitude, les pays africains n'auraient d'autre ressource que de soutenir matériellement et financièrement les mouvements de libération qui luttait contre le régime illégal. A son tour, le représentant du Sénégal a lancé un appel au Royaume-Uni pour qu'il invite toutes les parties à tenir une conférence constitutionnelle en vue d'élaborer une constitution susceptible de donner à la Rhodésie du Sud un gouvernement démocratique sur la base du suffrage universel. L'indépendance du territoire ne pouvait avoir d'autres assises.

361. A la 1664<sup>e</sup> séance, le 28 septembre, le représentant du Kenya, rappelant que les propositions de règlement Home-Smith avaient été rejetées par le peuple de la Rhodésie du Sud, a estimé qu'il était d'autant plus impérieux de trouver une autre solution que le régime rebelle avait entre-temps promulgué une législation répressive qu'il appliquait sans pitié à l'égard de l'African National Council et des autres mouvements de libération, avec la collaboration des racistes sud-africains et des colonialistes portugais. Par ailleurs, le régime rebelle avait fortement augmenté ses dépenses militaires et l'économie du territoire paraissait se rétablir d'une manière remarquable grâce à des échanges directs avec l'Afrique du Sud et le Portugal et à des échanges indirects avec certains pays occidentaux. Que les Etats-Unis d'Amérique aient décidé d'autoriser la reprise des importations de chrome sud-rhodésien en violation des sanctions dépassait la compréhension; le Gouvernement kényen demandait instamment aux Etats-Unis de rétablir l'embargo sur les importations de chrome et d'appliquer rigoureusement les sanctions. Quant à l'institution en Rhodésie du Sud d'un système

de gouvernement par la majorité, le Conseil devait, pour faciliter la réalisation de cet objectif, faire en sorte que la paix et la sécurité internationales soient assurées dans cette région et que l'indépendance politique et l'intégrité territoriale des Etats africains libres, notamment la Zambie et la République-Unie de Tanzanie, soient préservées; que le rempart de l'*apartheid* élevé par l'Afrique du Sud, le Portugal et la Rhodésie du Sud soit démantelé; que la fourniture de matériel militaire aux régimes minoritaires installés en Afrique australe cesse; enfin, que l'assistance aux mouvements africains de libération soit augmentée. En outre, le Conseil devait prendre les mesures nécessaires pour assurer la convocation en Rhodésie du Sud, sous l'égide des Nations Unies, d'une conférence constitutionnelle réunissant toutes les parties intéressées; renforcer les sanctions et en rendre l'application plus efficace; assurer la confiscation des exportations rhodésiennes à leur lieu de destination; amener les Etats à refuser tout droit d'atterrissage aux compagnies aériennes dont les appareils atterrissaient à Salisbury ou dont les gouvernements accordaient le droit d'atterrissage aux avions rhodésien; obtenir la rupture de toute liaison postale, télégraphique et autre avec la Rhodésie du Sud; garantir la protection de tous les Etats qui s'estimaient exposés à une agression de la part de la Rhodésie du Sud, de l'Afrique du Sud ou du Portugal; et obtenir la libération de tous les prisonniers et détenus politiques en Rhodésie du Sud.

362. Le représentant de la Yougoslavie a rappelé un certain nombre d'événements importants concernant la Rhodésie du Sud qui s'étaient produits depuis les séances d'Addis-Abeba au cours desquelles le Conseil avait examiné la question. Ces événements avaient amené la délégation yougoslave à conclure que tout effort en vue de résoudre le problème sud-rhodésien devait s'inspirer rigoureusement des quatre principes suivants : il ne devait pas y avoir d'indépendance avant l'institution d'un système de gouvernement par la majorité; la Puissance administrante ne devait, en aucune circonstance, transférer les pouvoirs au régime illégal ou lui accorder un degré quelconque de souveraineté; l'avenir du Zimbabwe devait être décidé sur la base du principe "à chacun une voix"; il ne devait y avoir aucune autre tentative en vue d'élaborer un programme politique pour le territoire sans la pleine consultation ou la pleine participation des représentants politiques du peuple. Compte tenu de ces considérations, la délégation yougoslave soutenait que, malgré les violations et les critiques dont elles faisaient l'objet, les sanctions devaient non seulement être maintenues mais renforcées et qu'elles devaient être étendues à l'Afrique du Sud et au Portugal; que toutes les exportations en provenance des territoires occupés par le Portugal et toutes les importations à destination de ces territoires devaient être officiellement suspectées a priori par tous les Etats d'être des marchandises de contrebande; enfin, qu'après avoir reçu trois rapports intérimaires, le Conseil ne devait pas relâcher ses efforts en vue d'amener les intéressés à modifier une politique qui était fondamentalement mauvaise et inacceptable.

363. Le représentant de la Guinée a déclaré que les sanctions économiques contre la Rhodésie du Sud devaient être renforcées et appliquées plus strictement car, bien que les premières victimes de cette politique fussent être les Africains, le peuple du Zimbabwe était prêt à ce sacrifice. La délégation guinéenne était persuadée que c'était au Royaume-Uni, Puissance administrante, qu'il incombait au premier chef de prendre

toutes les mesures nécessaires, y compris le recours à la force, pour mettre fin au régime rebelle et assurer l'autodétermination au peuple zimbabwe, conformément aux principes énoncés par l'Assemblée générale dans sa résolution 1514 (XV). En outre, les ports de Beira et de Lourenço Marques, si importants pour l'économie rhodésienne, devaient être fermés.

364. Le représentant de l'Argentine a dit que les sanctions économiques obligatoires adoptées en vertu du Chapitre VII de la Charte constituaient un instrument important pour ce qui était de montrer l'efficacité du Conseil. Les Etats Membres avaient donc le devoir de s'unir pour en assurer l'application. L'Argentine avait toujours appliqué sans réserve les sanctions économiques recommandées par le Conseil de sécurité et elle continuerait à le faire; toutefois, elle estimait que l'adoption de la résolution 318 (1972) avait ouvert au Conseil la possibilité de perfectionner le mécanisme des sanctions et d'en contrôler plus efficacement l'application.

365. Le représentant du Soudan, après avoir cité diverses sources britanniques, a déclaré que l'immobilisme du Gouvernement du Royaume-Uni depuis le dépôt du rapport de la Commission Pearce témoignait de son indifférence et donnait à croire qu'il avait abdiqué ses responsabilités en Rhodésie du Sud. Or, devant les mesures répressives nouvellement imposées par le régime rebelle, le Royaume-Uni devait se rendre compte que ce régime n'avait aucune intention de s'écarter volontairement de la voie qu'il s'était tracée. De plus, à en juger par le quatrième rapport du Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 253 (1968), les sanctions économiques — assurément un instrument puissant à la disposition de la communauté internationale — n'avaient pas donné les résultats souhaités parce que certains gouvernements s'étaient contentés de prendre, pour les appliquer, des demi-mesures. Il était profondément inquiétant que les Etats-Unis d'Amérique, un membre permanent du Conseil, aient décidé ouvertement et délibérément de violer les sanctions en permettant la reprise des importations de minerai de chrome en provenance de la Rhodésie du Sud. Pour sortir de l'impasse actuelle, le représentant du Soudan suggérait que le Royaume-Uni continue à surveiller le port de Beira et entreprenne le blocus du port de Lourenço Marques; que le Conseil renforce le rôle des Nations Unies en matière de contrôle de l'application des sanctions et, à cette fin, place des observateurs des Nations Unies dans les ports des pays qui s'inscrivaient au premier rang des importateurs de marchandises sud-rhodésiennes; que l'Organisation des Nations Unies entreprenne une campagne en vue de sensibiliser l'opinion publique mondiale et qu'à cette fin elle publie les noms des pays qui violaient les sanctions en indiquant les méthodes qu'ils employaient pour ce faire; que le Conseil décide que toute cargaison en provenance de la Rhodésie du Sud devait être confisquée par le gouvernement dont relevait le port de déchargement.

366. Le représentant du Panama, faisant observer que son pays était lui-même victime d'une discrimination de la part des étrangers qui occupaient la zone du Canal, a dit que le Panama mesurait pleinement les injustices perpétrées à l'égard du peuple de la Rhodésie du Sud. Il a rappelé l'affaire du *Iona V*, navire dont le Gouvernement panaméen avait immédiatement révoqué l'immatriculation dès qu'il avait su que ce navire était soupçonné d'avoir contrevenu aux sanctions en transportant du pétrole en Rhodésie du Sud.

Il a réaffirmé l'opinion de son gouvernement selon laquelle les sanctions causaient des difficultés au régime rebelle et a énuméré les diverses mesures prises par son gouvernement pour assurer l'application efficace des sanctions. Il a demandé instamment au Conseil de prendre les mesures qui permettraient à la Rhodésie d'accéder à l'indépendance sur la base de l'institution d'un régime de gouvernement par la majorité, conformément aux principes de la Charte, et réaffirmé la solidarité de son pays avec le peuple du Zimbabwe dans ses efforts pour mettre un terme aux excès et à l'arbitraire du régime raciste minoritaire.

367. Le représentant de la Tunisie a rappelé qu'en 1965 le Président de la Tunisie avait déclaré dans un discours que l'avenir de la civilisation occidentale en Afrique dépendrait de l'attitude des puissances occidentales à l'égard du problème du racisme en Afrique et que la Rhodésie du Sud pourrait être leur dernière chance de mettre tout leur poids dans la balance pour détruire les dernières enclaves du racisme dans le continent africain. Après avoir évoqué les événements historiques qui s'étaient produits en Rhodésie du Sud et qui avaient abouti au rapport de la Commission Pearce, le représentant de la Tunisie a constaté que le Royaume-Uni n'avait rien fait depuis la publication de ce rapport. L'essentiel n'était plus d'obtenir du Conseil de sécurité une résolution, mais une décision qui serait appliquée. Là se posait la question de savoir jusqu'où le Royaume-Uni était disposé à aller. De l'avis de la délégation tunisienne, il fallait convoquer immédiatement une conférence constitutionnelle en Rhodésie du Sud, comme l'avait réclamé avec tant d'éloquence l'évêque Muzorewa, afin que le peuple africain de la Rhodésie du Sud puisse exprimer ses vœux; le Royaume-Uni devait assumer pleinement sa responsabilité et répondre à l'appel du Conseil de sécurité.

368. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a réaffirmé que la position de principe de son gouvernement était de contribuer pleinement à éliminer totalement, définitivement et sans réserve le colonialisme et le racisme, et de s'opposer au régime illégal installé en Rhodésie du Sud. A cet égard, la délégation soviétique réclamait la cessation de toutes les violations des sanctions, en particulier les violations commises par les Etats-Unis d'Amérique, et elle appuyait sans réserve les pays africains qui réclamaient l'extension des sanctions à l'Afrique du Sud et au Portugal, en application des dispositions de l'Article 41 de la Charte. Elle appuyait également l'appel lancé par le Conseil de sécurité à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies pour qu'ils intensifient leur appui moral et matériel au peuple du Zimbabwe dans sa lutte légitime pour la liberté et l'indépendance nationales, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies et à celles de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. Les efforts les plus récents du Royaume-Uni en vue d'arriver à un règlement de la question avec le régime illégal avaient abouti à un échec puisque le peuple du Zimbabwe avait définitivement rejeté les termes du règlement proposé. Il ne pouvait plus y avoir ni compromis ni dialogue avec le régime illégal de la Rhodésie du Sud. Ce régime devait être éliminé immédiatement et le peuple du Zimbabwe devait démocratiquement exercer le pouvoir par l'intermédiaire de ses représentants légitimes et dûment habilités.

369. M. Mlambo, parlant au nom de 5,5 millions d'Africains du Zimbabwe, a commencé par brosser un tableau de la situation dans le territoire depuis la publi-

cation du rapport de la Commission Pearce. Il a dit qu'à la suite du rejet des propositions Home-Smith des restrictions avaient été imposées à la liberté de circulation de l'évêque Muzorewa, président de l'African National Council, ainsi qu'aux activités politiques du Conseil lui-même. L'objet de ces mesures était de réduire l'appui dont jouissait ce conseil et de le discréditer auprès du Royaume-Uni. Des mesures d'oppression et d'intimidation analogues avaient également été prises à l'égard des chefs et des populations rurales qui avaient manifesté publiquement leur opposition aux propositions dont la Commission Pearce était saisie. Le peuple du Zimbabwe était néanmoins résolu à recouvrer sa liberté et s'opposerait vigoureusement à tout règlement avec le régime illégal qui ne serait pas fondé sur le principe "à chacun une voix". L'argument britannique selon lequel le rejet des propositions de règlement par les Africains favoriserait l'adoption d'une législation d'*apartheid* dans le territoire était sans valeur puisque des lois de cette nature y étaient déjà en vigueur. M. Mlambo a par ailleurs fait observer que l'échec des sanctions était imputable au fait qu'un grand nombre de pays ne les appliquaient pas rigoureusement. Il était regrettable que les Etats-Unis d'Amérique, un membre permanent du Conseil de sécurité qui autrefois observait rigoureusement les sanctions, aient maintenant décidé de les violer. Outre l'Afrique du Sud et le Portugal, et la Suisse par l'intermédiaire de laquelle, selon lui, les capitaux étaient acheminés vers la Rhodésie, M. Mlambo a cité la République fédérale d'Allemagne, la France, la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et l'Italie, ainsi que le Japon, le Dahomey et le Gabon, au nombre des pays qui entretenaient des relations commerciales clandestines avec le régime. Les sanctions n'en avaient pas moins pour effet de paralyser progressivement l'économie du régime. M. Mlambo demandait instamment au Conseil d'imposer des sanctions véritables et de veiller à ce qu'elles soient strictement appliquées, sans prêter l'oreille à l'argument souvent avancé, mais erroné, selon lequel les sanctions seraient plus préjudiciables qu'utiles aux Africains.

370. A la 1665<sup>e</sup> séance, le 29 septembre 1972, le représentant du Nigéria a déclaré que le rejet des propositions de règlement par la grande majorité des Africains de Rhodésie du Sud avait rendu urgente la recherche d'une autre solution car, contrairement aux assurances données par le Royaume-Uni, le *statu quo* n'était pas maintenu dans le territoire où des mesures venaient d'être prises pour exercer une répression et restreindre la liberté des individus. Certes, le Royaume-Uni continuait à avoir la responsabilité primordiale des événements qui se produisaient au Zimbabwe, mais le Conseil de sécurité devait lui aussi s'acquitter pleinement des devoirs que lui avait conférés la Charte. Les sanctions avaient échoué en partie parce que le Portugal et l'Afrique du Sud avaient refusé de les appliquer, en partie aussi parce qu'elles étaient violées par des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, y compris, malheureusement, des membres permanents du Conseil de sécurité, notamment les Etats-Unis d'Amérique. Il était donc évident que les sanctions devaient être non seulement maintenues, mais aussi renforcées et élargies. Le représentant du Nigéria demandait instamment au Conseil d'exiger du Royaume-Uni qu'il donne l'assurance qu'il n'accorderait pas l'indépendance à la Rhodésie du Sud tant qu'un régime de gouvernement par la majorité n'y aurait pas été institué et que tous les habitants du Zimbabwe n'au-

raient pas la possibilité de participer librement et sur un pied d'égalité à l'élaboration de la constitution future de leur pays.

371. Le Président, parlant en qualité de représentant de la Chine, a dit qu'au cours du débat il avait pu noter une ferme résolution d'appuyer le peuple du Zimbabwe dans sa lutte pour l'indépendance nationale. A son avis, la seule solution au problème de la Rhodésie du Sud, dont le Royaume-Uni portait la responsabilité première, était que le peuple du Zimbabwe puisse accéder librement, sans ingérence extérieure, à l'indépendance nationale totale. A cet égard, tous les défenseurs de la justice avaient lieu de se féliciter vivement de ce que les prétendues propositions de règlement aient été rejetées catégoriquement par le peuple du Zimbabwe. Enumérant certaines demandes contenues dans la résolution sur le Zimbabwe adoptée par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa neuvième conférence au sommet, à Rabat, le représentant de la Chine a indiqué que sa délégation les appuyait. Si les peuples de l'Afrique australe, y compris le peuple du Zimbabwe, ne pouvaient obtenir une indépendance véritable, ils n'auraient d'autre choix que la lutte armée. La délégation chinoise recommandait au Conseil de réaffirmer le droit du peuple du Zimbabwe à l'indépendance nationale, de condamner le régime illégal pour les mesures répressives qu'il avait prises à l'égard du peuple du Zimbabwe, de renforcer les sanctions et d'en élargir la portée de manière à englober l'Afrique du Sud et le Portugal, de condamner les violations des sanctions, y compris celles qui étaient commises par les Etats-Unis d'Amérique, et de lancer un appel à tous les pays et à tous les peuples du monde pour qu'ils renforcent leur assistance et leur appui matériel au peuple du Zimbabwe.

372. Le représentant de la France a fait observer que, sans connaître cet épanouissement dont faisait état la propagande du régime rebelle, l'économie sud-rhodésienne résistait néanmoins aux pressions dont elle était l'objet de la part de la communauté internationale. Toutefois, la constitution de la Commission Pearce et l'acceptation de son rapport par le Royaume-Uni avaient montré que ce pays, en tant que Puissance administrante, était déterminé à ne pas se dérober à ses responsabilités; quant à l'expérience en soi, elle avait permis l'établissement de contacts directs entre le Royaume-Uni et la population autochtone. Le représentant de la France précisait que son pays avait voté en faveur de l'institution puis de l'extension des sanctions contre le régime rebelle et il conseillait aux délégations d'accueillir avec circonspection les coupures de presse et les reportages radiophoniques non vérifiables et de laisser au Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 253 (1968) le soin de suivre l'application des sanctions. Il faisait en outre appel aux gouvernements pour qu'ils rendent plus rigoureuse l'application des sanctions, en adoptant au besoin de nouvelles mesures; l'action de la Puissance administrante pourrait alors porter ses fruits.

373. Le représentant de la Belgique, tenant compte des conclusions du rapport de la Commission Pearce auxquelles s'était rallié le Gouvernement britannique, a été d'avis que le Conseil devait rechercher les moyens de favoriser l'accession à l'indépendance de la Rhodésie du Sud, dans le respect des cinq principes énoncés par le Royaume-Uni. Il se demandait toutefois si le Conseil était en mesure de définir valablement les mesures à prendre et estimait préférable d'appeler au

dialogue et de favoriser l'action que le Royaume-Uni menait dans le territoire puisque, en dernière analyse, le problème de la Rhodésie du Sud ne pouvait être résolu que par les Sud-Rhodésiens eux-mêmes.

374. Le représentant de l'Italie, au nom de sa délégation, a félicité la Commission Pearce pour son rapport, la louant tout particulièrement pour l'objectivité et la conscience dont elle avait su faire preuve. Ce rapport n'était pas seulement le premier examen complet de la situation en Rhodésie du Sud : c'était aussi en soi une réalité politique de grande importance.

375. Le représentant de l'Italie a souligné quelques-unes des conclusions pertinentes du rapport et a fait observer combien elles montraient clairement la complexité de la situation dans le territoire. Toutefois le rapport avait suscité chez les Africains un élan qu'ils étaient fermement décidés à exploiter pour accélérer les changements souhaités. L'Organisation des Nations Unies devait rechercher les moyens de favoriser ce processus. De l'avis de la délégation italienne, si les sanctions n'étaient pas efficaces, c'était en partie parce qu'elles ne visaient pas les secteurs économiques qu'elles auraient dû viser, et en partie aussi parce que leur application n'avait pas rallié la coopération entière et sans réserve de tous les Etats Membres de l'Organisation; l'Italie, pour sa part, appliquait et continuerait d'appliquer scrupuleusement les sanctions. L'Organisation des Nations Unies pouvait consolider et renforcer l'unité politique et le droit d'autodétermination de la population africaine de la Rhodésie du Sud, certes, mais c'était là une responsabilité qui incombait directement et au premier chef au Royaume-Uni; le rôle de l'Organisation devait se borner à fournir un appui. En raison de ces considérations, la délégation italienne n'estimait pas utile que le Conseil adopte une longue résolution de plus sur la question; la situation appelait plutôt une action patiente et persévérante, qui encourage et accélère les efforts entrepris par la population du territoire elle-même.

376. Le représentant de l'Arabie Saoudite a fait observer que, bien que la majorité des Membres de l'Organisation des Nations Unies considèrent le Royaume-Uni comme responsable au premier chef de l'administration de la Rhodésie du Sud, le Gouvernement britannique avait à maintes reprises empêché l'Organisation des Nations Unies d'adopter des mesures énergiques qui auraient pu déloger le régime rebelle. Dans ces circonstances, le représentant de l'Arabie Saoudite se demandait quelles autres mesures pourraient être adoptées. L'espoir d'une action concertée des grandes puissances ne s'étant pas matérialisé, les sanctions ne pouvaient pas atteindre leur but. De l'avis du représentant de l'Arabie Saoudite, deux possibilités concrètes s'ouvraient au Conseil : comme il l'avait déjà suggéré à une séance antérieure du Conseil, une grève générale pourrait être suscitée dans le territoire avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies et les grévistes pourraient être soutenus par un fonds des Nations Unies qui serait constitué au moyen des 5 millions de livres sterling que, dans ses propositions de règlement, le Royaume-Uni avait promis de verser annuellement au titre du développement africain; l'autre possibilité était que l'Organisation des Nations Unies exerce une pression morale sur le chef des rebelles et sur ses partisans pour les convaincre que, dans leur propre intérêt, ils devraient, à titre de mesure intérimaire, accorder l'autonomie sur le plan municipal ou cantonal à la population africaine dont

l'effectif s'accroissait beaucoup plus rapidement que celui de la population blanche.

377. Le représentant de la Somalie a présenté deux projets de résolution au nom des délégations de la Guinée, de la Somalie et du Soudan. Le premier projet de résolution (S/10804) était conçu comme suit :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Rappelant sa résolution 253 (1968) du 29 mai 1968 et les résolutions ultérieures, par lesquelles tous les Etats sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires pour appliquer les sanctions économiques, politiques et autres contre la Rhodésie du Sud décidées par le Conseil dans le but de mettre fin à la rébellion dans ce territoire et pour donner effet à ces sanctions,*

*"Tenant compte de ses résolutions 314 (1972) du 28 février 1972 et 318 (1972) du 28 juillet 1972 concernant la coopération et les obligations des Etats ainsi que les mesures nécessaires pour assurer le respect scrupuleux et l'application rigoureuse des sanctions,*

*"Profondément préoccupé par le fait que, malgré les obligations qui leur incombent aux termes de l'Article 25 de la Charte, plusieurs Etats continuent à violer les sanctions de façon voilée ou ouverte en contrevenant aux dispositions de la résolution 253 (1968),*

*"Gravement préoccupé par les conséquences préjudiciables que des violations des sanctions peuvent avoir pour l'efficacité de celles-ci et, dans un sens plus large, pour l'autorité du Conseil,*

*"Profondément préoccupé par le rapport des Etats-Unis d'Amérique selon lequel ce pays a autorisé l'importation de minerai de chrome et d'autres minéraux de Rhodésie du Sud,*

*"Condamnant l'Afrique du Sud et le Portugal pour leur refus de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies à l'observation et à l'application des sanctions contre la Rhodésie du Sud,*

1. *Réaffirme sa décision suivant laquelle les sanctions contre la Rhodésie du Sud demeureront pleinement en vigueur jusqu'à ce que les buts et objectifs énoncés dans la résolution 253 (1968) soient complètement atteints;*

2. *Demande à tous les Etats d'appliquer pleinement toutes les résolutions du Conseil de sécurité établissant des sanctions contre la Rhodésie du Sud, conformément à l'Article 25 et à l'Article 2, paragraphe 6, de la Charte;*

3. *Demande aux Etats-Unis d'Amérique de coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations Unies à l'application efficace des sanctions;*

4. *Prie le Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 253 (1968) concernant la question de la Rhodésie du Sud d'entreprendre d'urgence l'examen du type de mesures, y compris de mesures au titre du Chapitre VII de la Charte, qui pourraient être prises devant le refus manifeste et persistant de l'Afrique du Sud et du Portugal d'appliquer les sanctions contre le régime illégal de la Rhodésie du Sud;*

5. *Prie en outre le Comité d'examiner et de présenter au Conseil de sécurité, le 1<sup>er</sup> décembre 1972 au plus tard, un rapport sur toutes les propositions et suggestions faites aux 1663<sup>e</sup> et... séances du Conseil en vue d'élargir la portée et d'accroître*

l'efficacité des sanctions contre la Rhodésie du Sud."

378. Le deuxième projet de résolution (S/10805) était conçu comme suit :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Ayant examiné la question de la Rhodésie du Sud,*

*"Rappelant ses résolutions 216 (1965) du 12 novembre 1965, 217 (1965) du 20 novembre 1965, 221 (1966) du 9 avril 1966, 232 (1966) du 16 décembre 1966, 253 (1968) du 29 mai 1968 et 288 (1970) du 17 novembre 1970,*

*"Réaffirmant le droit inaliénable du peuple de la Rhodésie du Sud à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et la légitimité de la lutte qu'il mène pour obtenir la jouissance de ses droits énoncés dans la Charte,*

*"Profondément préoccupé par le fait que les mesures adoptées par le Conseil n'ont pu, à ce jour, mettre fin au régime illégal,*

*"Ayant noté le rejet, par la population africaine du Zimbabwe, des "propositions de règlement" convenues entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le régime illégal,*

*"Conscient de ce que ces "propositions de règlement" ont été négociées sans consulter les dirigeants politiques authentiques de la population africaine du Zimbabwe,*

*"Réaffirmant que toute tentative de négocier l'avenir du Zimbabwe avec le régime illégal sur la base de l'indépendance avant l'instauration d'un gouvernement par la majorité contreviendrait aux droits inaliénables du peuple de ce territoire et serait contraire aux dispositions de la Charte des Nations Unies et de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale,*

*"Tenant compte des conditions nécessaires pour permettre l'expression libre et entière du droit à l'autodétermination,*

*"Rappelant la résolution 202 (1965) du 6 mai 1965 du Conseil de sécurité dans laquelle le Conseil a fait sienne la demande adressée par l'Assemblée générale au Royaume-Uni pour obtenir :*

a) *La mise en liberté de tous les prisonniers politiques, détenus et personnes assignées à résidence,*

b) *L'abrogation de toute législation répressive ou discriminatoire et en particulier du *Law and Order (Maintenance) Act* et du *Land Apportionment Act*,*

c) *La levée de toutes les restrictions qui entravent l'activité politique et l'établissement de la pleine liberté démocratique et de l'égalité des droits politiques,*

1. *Réaffirme le principe selon lequel il ne peut y avoir d'indépendance avant l'instauration d'un gouvernement par la majorité au Zimbabwe;*

2. *Demande au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de ne transférer ou d'accorder en aucun cas au régime illégal aucun des pouvoirs ou des attributs de la souveraineté, et le prie instamment de promouvoir l'accession du pays à l'indépendance par un système*

démocratique de gouvernement conformément aux aspirations de la majorité de la population;

"3. *Prie instamment* le Royaume-Uni, en tant que Puissance administrante, de réunir aussitôt que possible une conférence constitutionnelle nationale dans le cadre de laquelle les représentants politiques authentiques du peuple du Zimbabwe seraient à même de mettre au point un règlement concernant l'avenir du territoire qui serait ensuite soumis à l'approbation du peuple par des processus libres et démocratiques;

"4. *Demande* au Gouvernement du Royaume-Uni de créer les conditions nécessaires pour permettre la libre expression du droit à l'autodétermination, y compris :

"a) La mise en liberté de tous les prisonniers politiques, détenus et personnes assignées à résidence;

"b) L'abrogation de toute législation répressive de caractère discriminatoire;

"c) La levée de toutes les restrictions qui entravent l'activité politique et l'établissement de la pleine liberté démocratique et de l'égalité des droits politiques;

"5. *Demande en outre* au Gouvernement du Royaume-Uni de veiller à ce que, dans toute opération visant à déterminer les vœux du peuple du Zimbabwe quant à son avenir politique, la procédure à suivre soit conforme au principe du suffrage universel des adultes par scrutin secret, sur la base du principe "à chacun une voix" et sans égard à la race, à la couleur ou à des considérations de niveau d'instruction, de fortune ou de revenu;

"6. *Condamne* le Gouvernement du Royaume-Uni pour ne pas avoir pris de mesures efficaces en vue de mettre fin au régime illégal au Zimbabwe;

"7. *Demande* à tous les Etats de donner leur plein soutien et leur entière coopération à l'Organisation des Nations Unies pour toutes mesures visant à appliquer rigoureusement les sanctions obligatoires imposées par le Conseil de sécurité conformément aux obligations assumées par les Etats Membres aux termes de l'Article 25 de la Charte des Nations Unies."

379. Le représentant de la Somalie a ensuite expliqué quels étaient les objectifs des deux projets de résolution qui, a-t-il dit, étaient modérés et contenaient des propositions auxquelles l'ONU ne pouvait manquer de souscrire si elle voulait respecter ses obligations. Le second projet de résolution (S/10805) était fondé sur la Charte des Nations Unies et reprenait le consensus exprimé dans la résolution relative au Zimbabwe adoptée par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA à Rabat. En ce qui concernait le premier projet de résolution (S/10804), les auteurs avaient été guidés par le souci de l'application des sanctions déjà prises contre la Rhodésie du Sud. Les pays africains avaient toujours été d'avis que les sanctions ne pourraient jamais à elles seules amener la chute du régime illégal, mais que leur maintien était pour le Conseil un moyen nécessaire d'affirmer son autorité. Toutefois, si l'on voulait que les sanctions internationales reflètent valablement les décisions du Conseil, il fallait les appliquer efficacement et strictement. C'est pourquoi les pays africains insistaient pour que le Conseil examine sans tarder les mesures qu'il convenait de prendre contre l'Afrique du Sud et le

Portugal qui tous deux bravaient ouvertement et obstinément ses décisions, ainsi que les mesures que l'on pourrait prendre à l'égard d'autres Etats, comme les Etats-Unis, qui violaient les sanctions ou bien ne coopéraient pas pleinement avec le Comité des sanctions au dépistage des violations. En conséquence, les auteurs recommandaient dans le premier projet de résolution que le Comité étudie immédiatement toutes les propositions formulées par les divers Etats ou par des organisations gouvernementales et non gouvernementales concernant les moyens d'accroître l'efficacité des sanctions et fasse rapport au Conseil dans des délais raisonnables.

380. A la 1666<sup>e</sup> séance, le même jour, le représentant de l'Inde a déclaré que le débat avait fait apparaître cinq faits précis, à savoir : qu'en dépit de certaines inquiétudes la population africaine du Zimbabwe était disposée à supporter les conséquences des sanctions pour parvenir au gouvernement par la majorité; que le régime rebelle se maintenait essentiellement grâce à la coopération et à la complicité de l'Afrique du Sud et du Portugal; que le système de l'*apartheid* était déjà appliqué au Zimbabwe et que par conséquent l'argument selon lequel la mise en œuvre des propositions Home-Smith en empêcherait l'introduction n'était pas valable; que des violations des sanctions étaient commises à grande échelle par certains pays, dont certaines grandes puissances; et qu'en dehors de l'Afrique du Sud et du Portugal d'autres intérêts économiques accordaient appui et soutien au régime illégal. Le Conseil ne pouvait malheureusement pas faire grand-chose pour remédier à cet état de choses en raison du désaccord entre les grandes puissances sur les mesures efficaces qu'il convenait de prendre. L'Inde avait toujours appliqué scrupuleusement les sanctions; elle les avait déjà étendues au Portugal et à l'Afrique du Sud et était prête à souscrire à toute recommandation visant à les renforcer encore. La délégation indienne recommandait, comme elle l'avait fait lors des réunions du Conseil à Addis-Abeba, de donner la plus large publicité possible aux violations des sanctions. En outre, le représentant de l'Inde pensait que le Royaume-Uni pouvait encore sans recourir à la force adopter bien des mesures pour mettre un terme à la rébellion et instituer le gouvernement par la majorité en Rhodésie du Sud. Commentant les deux projets de résolution dont le Conseil était saisi, le représentant de l'Inde a déclaré que sa délégation pouvait accepter le premier de ces projets; il a proposé un certain nombre d'amendements au second et a indiqué que sa délégation ne pouvait donner son adhésion au paragraphe condamnant le Royaume-Uni attendu que ce pays avait toujours dit qu'il ne pouvait employer la force pour expulser le régime rebelle. Le Conseil tout entier était à blâmer de n'avoir pu atteindre ses objectifs en Rhodésie du Sud; il n'était donc pas justifié de condamner le Royaume-Uni seul pour cet échec.

381. Le représentant du Mali a dit que personne ne croyait plus que les sanctions économiques seules permettraient de venir à bout de la rébellion en Rhodésie du Sud, en raison de leur violation par certaines grandes puissances et de l'intransigeance de l'Afrique du Sud et du Portugal. Il a réaffirmé que l'ONU, en cherchant à résoudre le problème conformément aux principes de la Charte et aux dispositions de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, devrait être guidée par la dernière proposition de l'African National Council of Zimbabwe qui demandait la réunion d'une conférence constitutionnelle sur l'avenir politique

de la Rhodésie du Sud. Le Royaume-Uni avait le devoir particulier de réunir cette conférence.

382. Le représentant de Cuba a accusé les forces réactionnaires, sous la conduite de l'impérialisme des Etats-Unis, de faire obstacle au progrès des mouvements de libération en Afrique, en Asie et en Amérique latine. On pouvait aisément en avoir la preuve en se demandant d'où provenaient les armes qu'utilisaient les oppresseurs racistes, à qui appartenaient les monopoles qui exploitaient les richesses des territoires colonisés, qui violait les sanctions contre les régimes racistes et quels étaient les pays qui, au Conseil et à l'Assemblée générale, cherchaient toujours à édulcorer les résolutions anticolonialistes qui sans cela seraient sévères. Les réponses à ces questions étaient évidentes. Rappelant le communiqué publié à la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, le représentant de Cuba a réaffirmé qu'en raison du refus catégorique opposé par les puissances coloniales et racistes à toute possibilité de changement pacifique, il fallait de toute urgence aider les mouvements de libération de l'Afrique australe dans la lutte armée légitime qu'ils menaient. En outre, le Conseil avait le devoir d'aider le peuple du Zimbabwe dans le combat qui l'opposait à ses oppresseurs racistes.

383. Le représentant des Etats-Unis a relevé que plusieurs orateurs avaient particulièrement insisté sur l'importation par les Etats-Unis de produits stratégiques en provenance de la Rhodésie du Sud et a expliqué que le Congrès des Etats-Unis avait adopté, malgré l'opposition du gouvernement, une législation autorisant les importations de certains de ces produits après le 1<sup>er</sup> janvier 1972; le Gouvernement des Etats-Unis avait fait publiquement état de ces importations. Pour comprendre pourquoi les sanctions avaient échoué, il était nécessaire de considérer l'ensemble du problème dans la perspective qui convenait. Les importations américaines de produits rhodésiens pour l'année 1972 représentaient 2 à 3 p. 100 seulement du total des exportations du territoire. On avait estimé qu'au cours du premier semestre de 1972 les exportations de la Rhodésie du Sud avaient atteint 200 ou 220 millions de dollars, dont 3 millions de dollars seulement avaient été absorbés par les Etats-Unis. Compte tenu de ces chiffres, la délégation des Etats-Unis jugeait particulièrement troublant que le Conseil ait centré ses débats sur les maigres importations des Etats-Unis en provenance de la Rhodésie du Sud au lieu d'essayer de déterminer à qui la Rhodésie avait vendu les 98,5 p. 100 restants de ses exportations. En ce qui concernait le minerai de chrome, d'après les estimations faites par le Comité des sanctions, depuis 1966 la production annuelle de la Rhodésie du Sud avait été de l'ordre de 400 000 tonnes, dont la plus grande partie avait été vendue à l'étranger; pourtant les Etats-Unis n'avaient importé récemment que 56 000 tonnes de ce produit. Le représentant des Etats-Unis souhaitait savoir qui achetait le reste du minerai de chrome à la Rhodésie du Sud. Dans son quatrième rapport, le Comité avait fait état de 34 cas de violation présumée des sanctions en ce qui concernait le minerai de chrome — ce qui était le nombre le plus élevé de cas signalés enregistré pour un seul produit — mettant en cause des ressortissants de 23 pays, au nombre desquels les Etats-Unis ne figuraient pas. Le représentant des Etats-Unis a également mentionné d'autres exportations rhodésiennes importantes, à savoir le cuivre, le tabac, le sucre et le maïs qui étaient également produits dans les pays voisins de la Rhodésie. Dans son

rapport, le Comité avait noté qu'un certain nombre de pays, dont les Etats-Unis ne faisaient pas partie, avaient déclaré avoir importé des pays voisins de la Rhodésie des quantités de produits bien supérieures à la totalité des exportations dont ces pays faisaient état. De telles divergences auraient dû susciter une plus grande curiosité de la part du Comité. En conclusion le représentant des Etats-Unis a déclaré que, mises à part les importations de produits stratégiques, son pays avait observé les sanctions de la manière la plus stricte et continuerait de le faire; toutefois, il a fait observer que, si le Conseil souhaitait sérieusement que les sanctions atteignent leur objectif, il lui "allait se défaire de sa partialité, qui l'amenait à mettre sur la sellette le Gouvernement des Etats-Unis ou tout autre gouvernement, et envisager le problème dans une optique plus vaste. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que son pays continuerait d'appuyer les mesures concrètes visant à assurer le plein exercice des droits politiques pour l'ensemble de la population de Rhodésie du Sud, mais qu'il reconnaissait que la tâche ne serait pas aisée. Il s'est déclaré convaincu que le Conseil ne devrait pas faire la sourde oreille à toute proposition concrète visant à rechercher une solution et qu'il ne devrait pas condamner hâtivement la tentative faite récemment par les Britanniques pour rechercher un règlement. Les Etats-Unis ne sont pas convaincus qu'il soit bon que le Conseil demande au Royaume-Uni de prendre des mesures qui ne pourraient être efficaces qu'en recourant à la force. Il a ajouté que l'on avait accordé trop d'importance à l'importation par les Etats-Unis de matériaux d'intérêt stratégique en provenance de Rhodésie du Sud. Son gouvernement était allé très loin pour maintenir et appuyer le programme de sanctions (à l'exception des importations d'intérêt stratégique), alors que certains gouvernements n'en avaient même pas fait autant.

384. Le représentant du Royaume-Uni a dit que, depuis le jour où le Conseil avait eu, la dernière fois, l'occasion d'examiner la question de la Rhodésie, la Commission Pearce avait présenté son rapport. Le Gouvernement britannique avait accepté les conclusions de la Commission et avait ainsi donné des preuves de sa bonne foi. Il estimait que les propositions de règlement soumises en novembre 1971, malgré toutes leurs imperfections, offraient une solution acceptable. Il fallait maintenant une période calme de réflexion aux termes de laquelle on pourrait espérer que tant les Sud-Rhodésiens que les Africains et que les Européens choisiraient la voie du compromis. Pour sa part, le Royaume-Uni continuerait de rechercher un règlement sur la base des cinq principes qu'il avait posés. Pendant que l'on donnait aux Sud-Rhodésiens le temps de réfléchir, et en attendant de voir ce qui se passerait en Rhodésie du Sud, le Gouvernement britannique maintenait sa position actuelle, y compris les sanctions. Le rôle du Comité des sanctions consistait à aider les gouvernements à appliquer les sanctions et le représentant du Royaume-Uni a fait remarquer que les sanctions étaient strictement observées au Royaume-Uni. En ce qui concernait la question de la réunion d'une conférence constitutionnelle, il a insisté sur la fluidité de la situation politique en Rhodésie du Sud et sur la nécessité pour les Sud-Rhodésiens eux-mêmes de régler leurs propres problèmes; bien que le Gouvernement britannique ait des responsabilités, il n'avait pas le pouvoir d'imposer sa volonté; chacun pouvait soutenir l'idée qui était à la base de la proposition, à savoir que toutes les parties intéressées en Rhodésie du

Sud devaient se consulter et arriver à un compromis, mais il n'était absolument pas possible au Gouvernement britannique de réunir une conférence en Rhodésie sans l'assentiment du régime Smith. Par ailleurs, la convocation d'une conférence hors de Rhodésie ne donnerait aucun résultat. Passant aux deux projets de résolution dont le Conseil était saisi, le représentant du Royaume-Uni a dit que sa délégation doutait qu'une mesure quelconque visant à imposer une solution de l'extérieur pût aboutir. En outre, le projet de résolution S/10805 contenait des directives à l'intention de son gouvernement et prévoyait des mesures qui visaient à le contraindre à s'engager dans des voies impraticables; la délégation britannique ne pouvait donc accepter ce projet de résolution. L'autre projet de résolution (S/10804) contenait une proposition demandant au Comité des sanctions d'entreprendre une autre étude qui semblait également devoir entraver plutôt qu'améliorer le travail de ce dernier; la délégation britannique avait toujours estimé que, si le Comité s'attachait à déterminer la provenance et la destination de produits suspects, on pourrait supprimer efficacement les échappatoires que, de l'aveu général, offraient l'Afrique du Sud et les territoires portugais. Le représentant du Royaume-Uni a réaffirmé que sa délégation ne saurait accepter d'autres interprétations des objectifs des sanctions que celles qui étaient énoncées dans la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité.

385. Se référant à l'intervention du représentant des Etats-Unis, le représentant de la Somalie a déclaré qu'en dépit des statistiques impressionnantes et convaincantes que ce dernier avait citées, les auteurs des deux projets de résolution étaient fort préoccupés par le fait que les Etats-Unis avaient officiellement décidé de reprendre des relations commerciales avec la Rhodésie du Sud. Les Etats-Unis pouvaient interdire l'importation de chrome et une telle mesure constituerait un exemple qui stimulerait la communauté internationale. Le représentant de la Somalie a demandé si en vertu du droit international les Etats n'avaient pas l'obligation juridique d'adopter les mesures visant à faire respecter ce droit dans le cadre de leur droit national. Il a également relevé les réserves formulées par la délégation du Royaume-Uni et a exprimé l'espoir qu'elle reconsidérerait sa position concernant les deux projets de résolution. Le représentant de la Somalie a ensuite demandé une brève suspension de séance afin de permettre aux auteurs de s'enquérir des vues des délégations touchant les projets de résolution.

386. Lors de la reprise de la séance du Conseil, le représentant de la Somalie a déclaré au nom de la Guinée, de la Somalie et du Soudan que les auteurs avaient accepté quelques-uns des amendements proposés et avaient décidé d'apporter quelques modifications de forme aux deux projets de résolution. Puis il a donné lecture des amendements et des révisions qui avaient été décidées. La version définitive du premier projet de résolution a été distribuée sous la cote S/10804/Rev.1. Les auteurs ont également accepté d'apporter les modifications ci-après au second projet de résolution, dont la version définitive a été distribuée sous la cote S/10805/Rev.1 :

1) Les mots "avec satisfaction" ont été insérés après les mots "ayant noté" au cinquième alinéa du préambule;

2) La première partie du paragraphe 4 du dispositif a été remaniée comme suit :

*"Demande au Gouvernement du Royaume-Uni de faire tout son possible afin de créer les conditions*

*nécessaires pour permettre la libre expression du droit à l'autodétermination";*

3) Le paragraphe 6 du dispositif a été supprimé et le paragraphe suivant renuméroté en conséquence;

4) Dans le dernier paragraphe du dispositif les mots "toutes mesures" ont été remplacés par les mots "des mesures efficaces";

5) Dans tout le texte le nom du territoire a été modifié et est devenu "la Rhodésie du Sud (Zimbabwe)".

**Décision :** *A la 1666<sup>e</sup> séance, le 29 septembre, le projet de résolution publié sous la cote S/10804/Rev.1 a été adopté par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions (Etats-Unis d'Amérique et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), en tant que résolution 320 (1972) du Conseil de sécurité.*

387. Le texte de la résolution 320 (1972) est le suivant :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Rappelant sa résolution 253 (1968) du 29 mai 1968 et les résolutions ultérieures, par lesquelles tous les Etats sont tenus d'appliquer les sanctions économiques, politiques et autres contre la Rhodésie du Sud (Zimbabwe), décidées par le Conseil dans le but de mettre fin à la rébellion dans ce territoire, et de donner effet à ces sanctions,*

*"Tenant compte de ses résolutions 314 (1972) du 28 février 1972 et 318 (1972) du 28 juillet 1972 concernant la coopération et les obligations des Etats ainsi que les mesures nécessaires pour assurer le respect scrupuleux et l'application rigoureuse des sanctions,*

*"Profondément préoccupé par le fait que, malgré les obligations qui leur incombent aux termes de l'Article 25 de la Charte des Nations Unies, plusieurs Etats continuent à violer les sanctions de façon voilée ou ouverte en contrevenant aux dispositions de la résolution 253 (1968),*

*"Gravement préoccupé par les conséquences préjudiciables que des violations des sanctions peuvent avoir pour l'efficacité de celles-ci et, dans un sens plus large, pour l'autorité du Conseil,*

*"Profondément préoccupé par le rapport des Etats-Unis d'Amérique selon lequel ce pays a autorisé l'importation de minerais de chrome et d'autres minéraux de Rhodésie du Sud (Zimbabwe),*

*"Condamnant le refus de l'Afrique du Sud et du Portugal de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies à l'observation et à l'application des sanctions contre la Rhodésie du Sud (Zimbabwe),*

*"1. Réaffirme sa décision selon laquelle les sanctions contre la Rhodésie du Sud (Zimbabwe) demeureront pleinement en vigueur jusqu'à ce que les buts et objectifs énoncés dans la résolution 253 (1968) soient complètement atteints;*

*"2. Demande à tous les Etats d'appliquer pleinement toutes les résolutions du Conseil de sécurité établissant des sanctions contre la Rhodésie du Sud (Zimbabwe), conformément à l'Article 25 et au paragraphe 6 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies;*

*"3. Invite instamment les Etats-Unis d'Amérique à coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations Unies à l'application efficace des sanctions;*

"4. *Prie le Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 253 (1968) concernant la question de la Rhodésie du Sud d'entreprendre d'urgence l'examen du type de mesures qui pourraient être prises devant le refus manifeste et persistant de l'Afrique du Sud et du Portugal d'appliquer les sanctions contre le régime illégal de la Rhodésie du Sud (Zimbabwe) et de faire rapport au Conseil le 31 janvier 1973 au plus tard;*

"5. *Prie en outre le Comité d'examiner et de présenter au Conseil de sécurité, le 31 janvier 1973 au plus tard, un rapport sur toutes les propositions et suggestions faites de la 1663<sup>e</sup> à la 1666<sup>e</sup> séance du Conseil en vue d'élargir la portée et d'accroître l'efficacité des sanctions contre la Rhodésie du Sud (Zimbabwe)."*

*Le Conseil a ensuite voté sur le projet de résolution révisé publié sous la cote S/10805/Rev.1. Le paragraphe 1 du dispositif, puis le paragraphe 5 du dispositif et enfin l'ensemble du projet de résolution révisé ont été mis aux voix séparément. Dans chaque cas le résultat du vote a été le suivant : 10 voix pour, une voix contre (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et 4 abstentions (Belgique, Etats-Unis d'Amérique, France, Italie); en conséquence, le projet de résolution n'a pas été adopté en raison du vote négatif d'un des membres permanents du Conseil de sécurité.*

388. Expliquant son vote, le représentant du Japon a rappelé la ferme conviction de son gouvernement que c'était au Royaume-Uni qu'il incombait au premier chef de rétablir un gouvernement constitutionnel en Rhodésie du Sud. Le Japon avait constamment appuyé le principe du gouvernement par la majorité sur la base du suffrage universel dans ce pays, mais il reconnaissait également la nécessité d'aborder la question avec patience et pragmatisme. Compte tenu de ces considérations, la délégation japonaise avait voté pour les deux projets de résolution révisés.

389. Le représentant des Etats-Unis a expliqué que sa délégation s'était abstenue lors du vote sur le premier projet de résolution (S/10804/Rev.1) parce que celui-ci était en conflit avec la législation des Etats-Unis, et aussi parce qu'il attirait injustement l'attention sur les Etats-Unis. Sa délégation s'était également abstenue lors du vote sur le second projet de résolution car, bien que les inquiétudes des auteurs en ce qui concernait l'impasse sud-rhodésienne et les efforts bien intentionnés qu'ils avaient déployés à cet égard fussent compréhensibles, certaines des propositions qui y figuraient étaient impraticables dans les conditions actuelles. Le représentant des Etats-Unis a dit que son gouvernement ne pensait pas que la force soit un bon moyen ni un moyen efficace de résoudre le problème rhodésien ou les autres problèmes fondamentaux qui se posent en Afrique australe. Il espérait que l'on pourrait créer des conditions qui permettraient de convoquer une conférence constitutionnelle, où seraient représentés tous les Rhodésiens, Africains comme Européens.

390. Le représentant de la France a déclaré que sa délégation avait voté pour le premier projet de résolution car son premier objectif était d'assurer l'application la plus stricte et la plus complète possible des sanctions. Bien qu'approuvant l'objectif général des auteurs, la délégation française s'était abstenue lors du vote sur le second projet de résolution parce qu'elle estimait qu'en égard à la situation réelle, le Conseil

devrait d'abord permettre au Royaume-Uni de continuer à favoriser l'évolution politique qui s'était amorcée en Rhodésie du Sud, et ne pas essayer de se substituer à la Puissance administrante dans le pays.

391. Le représentant de la Belgique a indiqué que sa délégation était satisfaite d'avoir pu voter pour le premier projet de résolution tel qu'il avait été modifié, mais qu'elle s'était abstenue lors du vote sur le second car, bien que certaines de ses dispositions soient acceptables, d'autres, notamment le paragraphe 5 du dispositif, cherchaient à imposer des conditions peu réalistes. La délégation belge aurait préféré simplement une réaffirmation unanime de l'engagement de mettre fin à la rébellion, de la volonté de voir mettre en œuvre le principe de l'autodétermination et de la volonté de maintenir des sanctions efficaces et obligatoires, auxquelles la délégation belge réaffirmait à cette occasion sa loyauté.

392. Le représentant de l'Italie a déclaré que son pays croyait que la Rhodésie du Sud ne devrait pas accéder à l'indépendance avant que ne soit instauré un régime de gouvernement par la majorité, mais qu'il s'agissait là d'une question que les habitants de la Rhodésie du Sud devaient trancher eux-mêmes.

393. Le représentant du Soudan a souligné que les auteurs avaient présenté des projets de résolution modérés dans lesquels figurait le minimum de ce qu'exigeait l'OUA, dans l'espoir que le Conseil les accepterait. Ils remerciaient les délégations qui avaient voté pour les projets de résolution, mais ils étaient déçus par le veto opposé par le Royaume-Uni ainsi que par l'abstention d'autres délégations. Ils ne pouvaient comprendre par exemple pourquoi il semblait si difficile au Royaume-Uni d'accepter ne serait-ce que le principe d'élections au scrutin secret sur la base de la règle "à chacun une voix". De l'avis du représentant du Soudan, depuis les réunions du Conseil à Addis-Abeba et depuis la mission de la Commission Pearce, la situation s'était détériorée en Rhodésie du Sud et l'on s'acheminait vers l'*apartheid*; c'était là une évolution dangereuse. Il incombait au Royaume-Uni d'établir de nouveaux contacts avec le dirigeant rebelle et de lui demander de consulter les Africains. Le Conseil ne pouvait accepter que le Royaume-Uni cherche, par quelque moyen que ce soit, à se dégager graduellement de sa responsabilité en tant que Puissance administrante.

394. Le représentant de l'Union soviétique a dit que le vote qui venait d'avoir lieu, pour décevant qu'il soit pour le peuple du Zimbabwe et l'Afrique et leurs amis, avait montré à l'évidence quels étaient les amis et quels étaient les ennemis de ceux qui luttent pour leur liberté et leur indépendance. La délégation soviétique avait voté pour les paragraphes 1 et 5 du dispositif du deuxième projet de résolution tandis que le Royaume-Uni s'y était opposé; cela montrait clairement que chacun des deux pays avait une conception différente de la liberté et amenait à conclure que le Royaume-Uni n'avait rien appris et rien oublié.

395. Le représentant de la Somalie a déclaré qu'en dépit de l'abstention d'une minorité constituée par cinq délégations lors du vote sur le projet de résolution énonçant des principes, le groupe des Etats africains se proposait de demander un vote à l'Assemblée générale sur ce même projet de résolution qui avait fait l'objet d'un veto, afin que les Nations Unies se prononcent nettement pour ou contre.

396. Le représentant de la Yougoslavie a dit que, étant donné que les deux projets de résolution étaient rédigés en termes modérés, surtout après que les modifications proposées par les diverses délégations y avaient été apportées, le veto qui avait entraîné le rejet du deuxième projet de résolution non seulement était regrettable, mais suscitait de nouvelles et sérieuses inquiétudes car il montrait que le Royaume-Uni, en tant que Puissance administrante, n'était pas disposé à prendre des mesures positives en vue d'une solution définitive du problème.

397. Le Président, prenant la parole en tant que représentant de la Chine, a indiqué que, bien que sa délégation ait voté pour les deux projets de résolution, elle avait des réserves à formuler à l'égard du paragraphe 3 du dispositif du deuxième projet (S/10805/Rev.1), car la Chine avait toujours soutenu que le peuple du Zimbabwe devait recevoir un soutien énergique pour assurer l'indépendance immédiate du Zimbabwe. Il a également fait part du profond regret de sa délégation devant le veto opposé par le Royaume-Uni au peuple du Zimbabwe et à l'Afrique et a conclu qu'il ne restait au peuple du Zimbabwe et aux peuples d'Afrique qu'à s'unir encore davantage pour mener leur lutte de libération et à mettre fin de leurs mains à la domination brutale du régime raciste de Smith.

#### **E. — Autres rapports et communications reçus entre le 30 septembre 1972 et le 15 juin 1973**

398. Dans une lettre datée du 30 septembre (S/10806), le représentant du Gabon, se référant à la déclaration qui avait été faite lors de la séance tenue par le Conseil le 28 septembre et qui mettait en cause le Gabon à propos de la violation des sanctions contre la Rhodésie du Sud, a réaffirmé que son pays entendait se conformer aux résolutions adoptées à cet égard par le Conseil de sécurité et par l'OUA.

399. Le 22 décembre, le Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 253 (1968) a présenté son cinquième rapport (S/10852) portant sur les travaux qu'il avait effectués depuis la publication de son quatrième rapport, le 16 juin 1971. Durant cette période, le Comité avait tenu 57 séances, au cours desquelles il avait examiné la question de l'importation aux Etats-Unis de chrome, de nickel et d'autres produits provenant de Rhodésie du Sud; d'autres cas ayant fait l'objet de rapports antérieurs et de nouveaux cas de violations présumées des sanctions; les mesures prises par les divers Etats concernant les sanctions et l'état de la représentation consulaire et autre en Rhodésie du Sud et de la représentation du régime illégal dans d'autres pays; il avait examiné également le problème des compagnies aériennes desservant la Rhodésie du Sud, ainsi que la question de l'immigration et du tourisme dans le territoire. En ce qui concerne la représentation du régime illégal à l'étranger, le Comité a rendu compte de la série de mesures qu'il avait prises à propos de la participation éventuelle d'athlètes sud-rhodésiens aux jeux Olympiques de 1972, question qu'il avait déjà soulevée dans son quatrième rapport. Le Comité a déclaré que le 22 août, le Comité international olympique avait décidé de retirer l'invitation aux jeux qu'il avait adressée à la Rhodésie du Sud. Le Comité avait également examiné des questions de procédures relatives à ses travaux et avait décidé, avec l'assentiment du Conseil de sécurité, de remplacer le système du roulement mensuel de la présidence par un autre système consistant à attribuer des

mandats d'un an au Président et à deux vice-présidents élus. Le rapport indiquait également les mesures prises par le Comité en application des résolutions 314 (1972) et 318 (1972) du Conseil de sécurité.

400. Dans une lettre datée du 20 décembre (S/10854), le Secrétaire général a transmis au Conseil de sécurité le texte de la résolution 2946 (XXVII) de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée, au paragraphe 6, avait appelé l'attention du Conseil sur la nécessité urgente d'élargir la portée des sanctions décidées contre le régime illégal de manière à inclure toutes les mesures envisagées à l'Article 41 de la Charte et d'envisager d'imposer des sanctions contre le Portugal et l'Afrique du Sud.

401. Le 31 décembre, le Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 253 (1968) a publié un additif à son cinquième rapport (S/10852/Add.1) contenant quatre annexes. Les annexes I à III contenaient le texte de la correspondance que le Comité avait échangée avec les gouvernements à propos de cas de violations présumées ou reconnues des sanctions, et l'annexe IV consistait en une note sur le tabac dans laquelle étaient énumérées les réponses reçues des gouvernements à propos des questions relatives à ce produit.

402. Le 2 février 1973, le Comité a publié un deuxième additif à son cinquième rapport (S/10852/Add.2) qui donnait des renseignements et des données statistiques sur le commerce de la Rhodésie du Sud en 1971. Ces statistiques indiquaient qu'en 1971 les exportations du territoire s'étaient chiffrées à 388 millions de dollars (contre 354 millions de dollars en 1970) et ses importations à 395 millions de dollars (contre 329 millions de dollars en 1970). On ne disposait d'aucun renseignement officiel sur la destination et la nature des exportations du territoire, ni sur l'origine ou la nature du gros de ses importations.

403. Dans deux notes publiées les 31 janvier et 28 février (S/10873 et S/10890), le Président a annoncé qu'il avait reçu des lettres du Président par intérim et du Président du Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 253 (1968), dans lesquelles ces derniers demandaient, étant donné le volume de travail que le Comité avait encore à accomplir, que la date limite pour la présentation des rapports demandés dans la résolution 320 (1972) soit reportée d'abord au 28 février, puis au 15 avril 1973. Le Président a déclaré qu'à la suite de consultations avec les membres du Conseil il avait été décidé d'accéder à la demande du Comité dans les deux cas.

404. Le 15 avril, le Comité a présenté son deuxième rapport spécial (S/10920) en application des paragraphes 4 et 5 de la résolution 320 (1972) du Conseil de sécurité. Le Comité a signalé qu'au cours de 26 séances il avait examiné, avec le concours d'un groupe de travail composé de certains de ses membres, un ensemble de 24 propositions présentées par la Guinée, le Kenya et le Soudan, ainsi qu'un certain nombre de propositions présentées par d'autres délégations. Une série de recommandations et de suggestions sur lesquelles l'accord s'était fait figuraient à la section III du rapport, et les propositions africaines qui n'avaient pas fait l'objet d'un accord étaient énumérées à la section IV, en même temps que certaines variantes proposées par d'autres délégations. La section V exposait la position adoptée et les observations formulées par diverses délégations sur l'ensemble des propositions africaines. Au nombre des recommanda-

tions et des suggestions dont il avait été convenu figuraient les mesures suivantes : la préparation par le Comité d'un manuel indiquant les documents et les procédures de vérification nécessaires pour déterminer la véritable origine de marchandises que l'on savait être produites en Rhodésie du Sud et énonçant les directives à suivre pour confisquer ces marchandises, le cas échéant; la publication par le Comité d'une liste d'experts qui seraient à la disposition des gouvernements pour procéder, à la demande de ceux-ci, aux enquêtes appropriées; la saisie par les Etats Membres des cargaisons dont l'origine sud-rhodésienne serait établie; la création d'un fonds spécial, alimenté par des contributions volontaires, en particulier par l'équivalent du produit de la vente des biens saisis, qui serait utilisé pour défrayer les experts; la publication par le Comité de listes trimestrielles des sociétés reconnues coupables d'avoir violé les sanctions ainsi que des gouvernements qui n'avaient pas répondu dans un délai de deux mois aux questions posées par le Comité au sujet de violations éventuelles des sanctions; enfin, la nomination au Secrétariat d'un expert en commerce international qui fournirait au Comité les services qui lui seraient demandés.

405. Par une lettre datée du 27 avril (S/10923), le Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a transmis au Conseil de sécurité le texte d'une résolution adoptée ce jour-là par le Comité spécial, dans laquelle celui-ci appelait l'attention du Conseil sur la nécessité urgente de demander à tous les Etats de confisquer les chargements à destination et en provenance du Zimbabwe, d'annuler toutes les polices d'assurance couvrant ces cargaisons, d'invalidiser les passeports et autres documents destinés à des voyages au Zimbabwe, et d'envisager, comme mesure prioritaire, d'imposer des sanctions contre le Portugal et l'Afrique du Sud.

406. Dans une lettre, datée du 8 mai (S/10925), adressée au Président du Conseil de sécurité, les représentants de la Guinée et du Kenya ont demandé qu'une réunion du Conseil soit convoquée dès que possible pour examiner le deuxième rapport spécial du Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 253 (1968).

#### **F. — Examen de la question de la 1712<sup>e</sup> à la 1716<sup>e</sup> séance (14-22 mai 1973)**

407. A sa 1712<sup>e</sup> séance, le 14 mai, le Conseil a inscrit à son ordre du jour la lettre des représentants de la Guinée et du Kenya, ainsi que le deuxième rapport spécial du Comité, et a examiné la question au cours de cinq séances tenues entre le 14 et le 22 mai.

408. Ouvrant le débat, la Présidente du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) a présenté le rapport spécial du Comité et a déclaré que l'on ne pouvait manquer d'éprouver un profond sentiment d'amertume et de déception devant le fait que, cinq ans après que le Conseil eut décidé d'imposer des sanctions contre la Rhodésie du Sud, la population africaine de ce territoire attendait encore que justice lui soit rendue. Etant donné cet état de choses, les membres africains du Comité avaient présenté un ensemble de 24 propositions qu'ils considéraient comme raisonnables et pertinentes en vue d'éliminer effectivement les échappatoires qui empêchaient les sanctions d'atteindre leurs buts. Malheureusement, nombre de

ces propositions n'avaient pas recueilli l'appui unanime des membres du Comité et avaient été reléguées à la section IV du rapport. Entre autres propositions, les délégations africaines avaient recommandé que tous les Etats refusent le droit d'atterrissage aux transporteurs nationaux des pays qui continuaient à accorder de tels droits aux avions desservant la Rhodésie du Sud, qu'ils interdisent aux compagnies d'assurance de couvrir les vols à destination ou en provenance de la Rhodésie du Sud et aux compagnies de navigation de transporter des marchandises à destination ou en provenance de ce pays, et qu'ils interdisent également aux compagnies d'assurance d'assurer ces marchandises; les délégations africaines avaient recommandé aussi que le blocus de Beira soit étendu à Lourenço Marques et qu'il soit assuré par le Royaume-Uni avec l'aide d'autres Etats Membres et que le Conseil demande aux Etats-Unis d'abroger la loi qui autorisait la violation des sanctions. Pour ce qui était de la section III du rapport, les recommandations et suggestions arrêtées d'un commun accord qu'elle contenait concernaient certaines mesures que devraient prendre les gouvernements, le Comité et le Secrétaire général. La Présidente du Comité a ensuite énuméré et expliqué celles qu'elle considérait comme les plus importantes. Elle a fait appel au Conseil pour qu'il adopte à l'unanimité les recommandations et suggestions approuvées par le Comité et a demandé aux gouvernements qu'ils les appliquent scrupuleusement, car elles constituaient un moyen d'aider le peuple opprimé de la Rhodésie du Sud à obtenir la liberté et la justice.

409. Le représentant de la Yougoslavie a dit que, étant donné la situation grave et dangereuse en Rhodésie du Sud, qui constituait une menace pour la paix et la sécurité internationales et provoquait le combat légitime du peuple du Zimbabwe, sa délégation attachait une grande importance au dernier rapport du Comité. Comme l'avait montré son cinquième rapport, il existait des violations flagrantes et répandues des sanctions, qui étaient commises ou facilitées par des pays autres que l'Afrique du Sud et le Portugal. En outre, l'analyse de tous les cas de violation présumée des sanctions dont le Comité avait été saisi avait montré que, la plupart du temps, aucune preuve concluante de violation n'avait été relevée, surtout parce que certains gouvernements n'avaient pas répondu aux questions posées par le Comité, que d'autres avaient présenté des réponses évasives, incomplètes ou peu satisfaisantes à d'autres points de vue, et que l'on avait souvent accepté comme preuves de l'origine non rhodésienne des marchandises en question les documents de complaisance émis par les autorités coloniales portugaises du Mozambique. Les propositions figurant dans le rapport spécial du Comité visaient à renforcer encore davantage l'application des sanctions en éliminant de telles pratiques. La délégation yougoslave, comme celles de l'Inde, de l'Indonésie, du Panama et du Pérou, avait appuyé et continuerait d'appuyer toutes les propositions africaines figurant dans le rapport, y compris celles énoncées dans la section IV, et elle a espéré que le Conseil envisagerait sérieusement de les approuver, en plus de celles énumérées dans la section III. En conclusion, le représentant de la Yougoslavie a réaffirmé certains principes essentiels à la solution du problème en Rhodésie du Sud, à savoir que le peuple du Zimbabwe avait un droit inaliénable à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance; qu'il ne saurait y avoir d'indépendance au Zimbabwe avant l'établissement du gouvernement par la majo-

rité; que tout règlement concernant l'avenir du territoire devrait être élaboré avec la pleine participation des représentants authentiques du peuple; et que la Puissance administrante ne saurait en aucun cas transférer ou accorder au régime illégal quelque pouvoir ou attribut de souveraineté que ce soit.

410. A la 1713<sup>e</sup> séance, le 16 mai, le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité le représentant de la Somalie à participer au débat sans droit de vote, ainsi qu'il l'avait demandé, conformément aux dispositions de l'Article 31 de la Charte.

411. Le représentant de la Somalie a noté que l'évolution de la situation en Rhodésie du Sud offrait une ressemblance effrayante avec celle que l'on avait constatée en Afrique du Sud. Il était également évident que de nombreux pays violaient les sanctions. Etant donné l'écart honteux qui existait entre les principes établis par les Nations Unies et la pratique suivie par certains Etats Membres, la délégation somalienne tenait à exprimer son ferme appui aux propositions émises par les membres africains du Comité. Elle appuyait également les propositions de la Chine et de l'URSS tendant à étendre les sanctions à l'Afrique du Sud et aux territoires portugais et à couper tous les moyens de communication avec la Rhodésie du Sud. Les propositions africaines représentaient le minimum absolu que l'on pouvait attendre du Conseil. Exception faite de celles qui avaient trait aux travaux du Comité, les propositions qui figuraient dans la section III, c'est-à-dire celles qui avaient fait l'objet d'un accord, ne contenaient pratiquement rien de nouveau qui ne pût être obtenu par l'application stricte, au niveau des gouvernements, des décisions antérieures du Conseil. Seules les propositions figurant dans la section IV fournissaient la possibilité d'étendre la portée des sanctions et d'amener une application véritablement plus stricte des mesures existantes. Le représentant de la Somalie a instamment prié le Conseil de ne pas s'avouer vaincu à propos de la question de la Rhodésie du Sud et de se souvenir qu'il s'était engagé à faire tous ses efforts pour établir une société juste dans ce territoire.

412. Le représentant de l'Indonésie a déclaré que les propositions africaines, telles qu'elles avaient été présentées à l'origine, avaient pour but d'exercer des pressions plus efficaces sur les pays qui avaient fait preuve de plus ou moins de relâchement dans l'application des sanctions. Sa délégation était déçue de ce que l'ensemble de ces propositions n'eût pas recueilli l'accord unanime des membres du Comité. Sous leur forme définitive, les propositions approuvées figurant dans la section III ne prévoyaient aucune extension des sanctions et n'énonçaient aucune autre mesure concrète que l'on aurait pu prendre pour faire face au refus persistant et manifeste de l'Afrique du Sud et du Portugal d'appliquer les sanctions à l'encontre de la Rhodésie du Sud. Il était regrettable que le rapport spécial ne contienne pas de blâme à l'encontre des Etats Membres qui violaient les sanctions. L'une des propositions approuvées concernait la nomination au Secrétariat d'un expert ayant une connaissance approfondie du commerce international, en particulier des échanges pratiqués par l'intermédiaire de tierces parties. La délégation indonésienne appuyait tout particulièrement cette recommandation tendant à renforcer le secrétariat du Comité. Abordant l'ensemble des recommandations et suggestions qui avaient fait l'objet d'un accord, le représentant de l'Indonésie a conclu en disant que, bien qu'elles soient encore insuffisantes

et ne répondent pas entièrement aux vœux de sa délégation, elles constituaient un pas dans la bonne direction; aussi a-t-il recommandé au Conseil d'approuver le rapport à l'unanimité.

413. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a réaffirmé que son gouvernement appuyait totalement le principe de l'instauration en Rhodésie du Sud d'un régime reposant sur le gouvernement par la majorité dans les plus brefs délais. C'était l'objectif que s'était fixé le Conseil et la raison pour laquelle il avait institué des sanctions contre le régime illégal qui s'y trouvait. Ce qu'il fallait, c'était rendre plus efficaces les sanctions existantes plutôt que d'en étendre la portée. Les recommandations sur lesquelles les membres du Comité s'étaient mis d'accord pouvaient être efficaces à cet égard si tous les Etats Membres, sans exception, y donnaient suite rapidement et positivement. La délégation américaine se félicitait en particulier de la recommandation qui appelait l'attention sur les disparités existant dans les statistiques commerciales se rapportant aux exportations et aux importations entre l'Afrique du Sud, l'Angola et le Mozambique d'une part et leurs partenaires commerciaux d'autre part; ces disparités amenaient à conclure que des produits rhodésiens étaient sans doute acheminés en transit à travers ces trois pays. La délégation américaine aurait également aimé, à ce propos, qu'un appel soit lancé aux partenaires commerciaux de ces pays afin qu'ils prennent les mesures nécessaires pour s'assurer que ces disparités ne cachent pas l'importation de marchandises rhodésiennes déguisées. Le représentant des Etats-Unis a félicité le Comité de ses efforts, qui, à son avis, représentaient un pas concret et réaliste vers l'objectif visé, à savoir l'accession de la Rhodésie du Sud à l'autodétermination et l'instauration d'un régime majoritaire dans ce territoire.

414. Le représentant de l'Inde a déclaré que, bien qu'insuffisantes, les recommandations et les suggestions figurant dans la section III du rapport constituaient néanmoins un léger progrès. Toutefois, sa délégation ne voyait rien dans ces recommandations et suggestions qui l'incite à croire qu'à l'avenir les sanctions contribueraient plus efficacement à la chute du régime de Smith qu'elles ne l'avaient fait auparavant. Comme preuve de l'inefficacité des sanctions existantes, le représentant de l'Inde a cité l'exemple de trois touristes, deux Canadiens et un Américain, qui auraient été tués ce jour-là à la frontière entre la Rhodésie et la Zambie. La mort de ces personnes était regrettable, mais cet incident amenait à se demander qui leur avait délivré des visas pour se rendre en Rhodésie du Sud. Il était temps que le Conseil, dans le cadre de son programme de sanctions, prenne des mesures pour décourager de tels voyages. Abordant ensuite les propositions figurant dans la section IV, le représentant de l'Inde a estimé que le Conseil aurait tout intérêt à faire des efforts sérieux pour trouver une base d'accord sur certaines d'entre elles. Sa délégation les avait toutes appuyées au Comité et l'analyse montrait que seul un très petit nombre de délégations y étaient opposées. Bien qu'elle eût des réserves à faire concernant l'efficacité des mesures approuvées, sa délégation estimait que le fait que certains progrès aient été réalisés était encourageant. A la force croissante du mouvement de libération, le régime illégal répondait en intensifiant les mesures répressives et discriminatoires. Il fallait que le Conseil continue à rendre les sanctions aussi efficaces que possible, même si leur application n'était pas un facteur déterminant pour abrégier la lutte pour

la liberté que menait le peuple du Zimbabwe lui-même, lutte qui ne manquerait pas d'être couronnée de succès.

415. Le représentant de la France a déclaré que, bien que sa délégation ait toujours éprouvé quelques doutes sur les résultats qu'il fallait attendre des sanctions dans la recherche d'une solution au problème rhodésien, elle avait voté en faveur de leur institution en 1968 et de leur extension en 1970 et avait appuyé en 1972 les mesures tendant à accroître l'efficacité des travaux du Comité. De même, la délégation française approuvait les recommandations et suggestions contenues dans la section III du rapport du Comité, tout comme elle avait toujours été favorable aux mesures destinées à renforcer les sanctions contre la Rhodésie du Sud, dès lors que les modalités pratiques d'application répondraient à un critère d'efficacité, mais il était essentiel que tous les gouvernements respectent scrupuleusement les dispositions adoptées aux fins d'isoler ainsi davantage le régime de Smith. Cependant, la délégation française ne pouvait donner son accord à certaines des propositions contenues dans la section IV et, plus particulièrement, à celles qui avaient pour objet de déclarer une sorte de guerre économique à l'ensemble de l'Afrique australe. Etant donné qu'aucune solution politique pour ce territoire ne pourrait être obtenue sans l'appui de la Puissance administrante, la délégation française a espéré que le Royaume-Uni continuerait, malgré l'échec de la Commission Pearce, à rechercher un règlement qui conduirait la Rhodésie du Sud à l'autodétermination aussitôt que possible, conformément au vœu librement exprimé de la population.

416. A la 1714<sup>e</sup> séance, le 17 mai, le représentant du Kenya a indiqué que la situation en Rhodésie du Sud demeurerait grave. L'opposition au régime raciste illégal s'était intensifiée, ce qui avait poussé celui-ci à prendre de nouvelles mesures de répression et avait entraîné des pertes regrettables en vies humaines; cette situation constituait une menace pour la paix et la sécurité dans cette région de l'Afrique. De toute évidence, si le programme de sanctions n'avait pas réussi, comme tel était son but, à amener la chute du régime illégal, c'était parce que de nombreux pays commerçaient secrètement avec la Rhodésie du Sud, qu'un membre permanent du Conseil, les Etats-Unis d'Amérique, se livrait ouvertement à des échanges commerciaux avec ce territoire et que l'Afrique du Sud et le Portugal continuaient tous deux à bafouer les décisions du Conseil. Les recommandations et suggestions approuvées par le Comité ne permettraient certainement pas de faire échec à ces trois méthodes utilisées pour tourner les sanctions; elles ne constituaient que des palliatifs visant à remonter le moral des Africains et à exercer une pression un peu plus forte sur le régime illégal. Si les propositions valables présentées par les Africains avaient été appuyées au Comité par de nombreuses délégations, appui auquel les délégations africaines avaient été très sensibles, elles n'avaient pas toutefois recueilli l'accord des grandes puissances occidentales. Citant certaines de ces propositions, le représentant du Kenya s'est déclaré surpris de ce que la Puissance administrante elle-même ait pu les rejeter malgré leur caractère anodin et réaliste. En ce qui concernait la façon dont le Comité s'acquittait de sa tâche, la délégation kényenne estimait qu'il devrait assumer un rôle dynamique pour prévenir les violations des sanctions en établissant des contacts directs avec les sociétés intéressées ou en travaillant en étroite collaboration avec les organisations non gouvernementales

pouvant lui fournir des renseignements et des observations. Il restait toutefois à trouver une solution à la situation en Rhodésie du Sud et c'était là le grand problème. La délégation kényenne souhaitait que le Royaume-Uni s'engage à veiller à ce qu'il n'y ait pas d'indépendance en Rhodésie du Sud avant l'instauration du gouvernement par la majorité et confirme que les propositions Home-Smith de 1971 en vue d'un règlement avaient été abandonnées et qu'il était disposé à convoquer une conférence constitutionnelle à laquelle assisteraient tous les intéressés, y compris les partis politiques africains et leurs dirigeants, en vue d'arrêter les modalités selon lesquelles le territoire accéderait au régime majoritaire.

417. Le représentant du Kenya a alors présenté, au nom de la Guinée, du Kenya et du Soudan, deux projets de résolution (S/10927 et S/10928), et il a instamment invité le Conseil à les examiner favorablement.

418. Le premier projet de résolution (S/10927) était ainsi libellé :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Rappelant ses résolutions 320 (1972) du 29 septembre 1972 et 328 (1973) du 10 mars 1973,*

*"Notant que les mesures instituées jusqu'ici par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale n'ont pas mis fin au régime illégal en Rhodésie du Sud,*

*"Réaffirmant sa profonde préoccupation devant le fait que certains Etats, contrairement aux résolutions 232 (1966) du 16 décembre 1966, 253 (1968) du 29 mai 1968 et 277 (1970) du 18 mars 1970 du Conseil de sécurité et à leurs obligations aux termes de l'Article 25 de la Charte des Nations Unies, n'ont pas fait le nécessaire pour empêcher le commerce avec le régime illégal de Rhodésie du Sud,*

*"Condamnant le refus persistant de l'Afrique du Sud et du Portugal de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies à l'observation et à l'application effectives des sanctions contre la Rhodésie du Sud (Zimbabwe), en violation manifeste de la Charte des Nations Unies,*

*"Ayant examiné le deuxième rapport spécial (S/10920) du Comité créé en application de la résolution 253 (1968),*

*"Prenant note de la lettre, en date du 27 avril, du Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (S/10923),*

*"1. Approuve les recommandations et suggestions figurant aux paragraphes 10 à 22 du deuxième rapport spécial (S/10920) du Comité créé en application de la résolution 253 (1968);*

*"2. Prie le Comité, ainsi que tous les gouvernements, et le Secrétaire général selon qu'il conviendra, de prendre d'urgence des mesures en vue d'appliquer les recommandations et suggestions susmentionnées;*

*"3. Prie les Etats dont les lois autorisent l'importation de minerais et d'autres produits de Rhodésie du Sud de les abroger immédiatement;*

*"4. Demande aux Etats d'adopter et de mettre en vigueur immédiatement des mesures législatives prévoyant l'imposition de peines sévères aux personnes physiques ou morales qui tournent ou violent les sanctions :*

"a) En important des marchandises quelconques de Rhodésie du Sud;

"b) En exportant des marchandises quelconques à destination de la Rhodésie du Sud;

"c) En fournissant des facilités pour le transport de marchandises à destination et en provenance de Rhodésie du Sud;

"d) En effectuant ou en facilitant toute transaction ou tout commerce de nature à permettre à la Rhodésie du Sud d'obtenir d'un pays quelconque ou d'y envoyer des marchandises ou services quelconques;

"e) En continuant de traiter avec des clients en Afrique du Sud, en Angola, au Mozambique, en Guinée (Bissau) et en Namibie après que l'on a su que ces clients réexportent les marchandises ou des parties de ces marchandises vers la Rhodésie du Sud, ou que les marchandises reçues de ces clients proviennent de Rhodésie du Sud;

"5. *Prie* les Etats, au cas où ils commerceraient avec l'Afrique du Sud et le Portugal, de disposer que les contrats d'achat conclus avec ces pays doivent stipuler clairement, d'une manière qui puisse être appliquée par la loi, l'interdiction de faire le commerce de marchandises provenant de Rhodésie du Sud. De même, les contrats de vente conclus avec ces pays devront comporter une clause interdisant la revente de marchandises à la Rhodésie du Sud ou leur réexportation vers ce pays;

"6. *Demande* aux Etats d'adopter des mesures législatives interdisant aux compagnies d'assurance sous leur juridiction d'assurer les vols à destination et en provenance de Rhodésie du Sud, ainsi que les passagers ou le fret aérien transportés à cette occasion;

"7. *Demande* aux Etats de prendre les mesures législatives appropriées pour veiller à ce que tous les contrats d'assurance maritime valables contiennent des dispositions expresses selon lesquelles aucune marchandise ayant son origine en Rhodésie du Sud ou destinée à la Rhodésie du Sud ne sera couverte par ces contrats;

"8. *Demande* aux Etats d'informer le Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité de leurs sources actuelles d'approvisionnement en chrome, amiante, nickel, fonte, tabac, viande et sucre et des quantités reçues, ainsi que de la quantité de ces marchandises qu'ils se sont procurées en Rhodésie du Sud avant l'application des sanctions."

419. Le deuxième projet de résolution (S/10928) était ainsi libellé :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Rappelant* ses résolutions sur la situation en Rhodésie du Sud, en particulier les résolutions 320 (1972) et 328 (1973),

*"Notant* les mesures qu'appelle la résolution . . . ,

*"Considérant* qu'il est en même temps nécessaire d'adopter d'urgence des mesures plus rigoureuses pour satisfaire aux exigences du paragraphe 4 de la résolution 320 (1972) du Conseil de sécurité,

*"Profondément inquiet* de la détérioration de la situation en Rhodésie du Sud qui constitue une grave menace à la paix et à la sécurité internationales,

*"Réitérant* sa profonde préoccupation devant le fait que les mesures adoptées par le Conseil n'ont pas mis fin au régime illégal, et sa conviction que

les sanctions ne peuvent mettre un terme au régime illégal que si elles sont complètes, obligatoires et effectivement supervisées et que si des mesures sont prises contre les Etats qui les violent,

*"Réaffirmant* que des mesures efficaces doivent être prises pour faire cesser le refus ouvert et persistant de l'Afrique du Sud et du Portugal d'appliquer les sanctions contre le régime illégal en Rhodésie du Sud, qui a sapé l'efficacité des mesures adoptées par le Conseil de sécurité et qui constitue une violation des obligations de l'Afrique du Sud et du Portugal aux termes de l'Article 25 de la Charte,

"1. *Décide* que tous les Etats devront limiter, avec effet immédiat, tout achat de minerai de chrome, d'amiante, de tabac, de fonte, de cuivre, de sucre, de maïs et de tous autres produits à l'Afrique du Sud, au Mozambique et à l'Angola, aux niveaux quantitatifs existant en 1965;

"2. *Prie* les Etats de prendre les mesures nécessaires, y compris l'adoption de mesures législatives, pour refuser ou révoquer les droits d'atterrissage des transporteurs nationaux des pays qui continuent d'accorder ces droits aux aéronefs de la Rhodésie du Sud ou qui assurent des services aériens vers la Rhodésie du Sud;

"3. *Décide* d'étendre le blocus de Beira, pour tous les articles et produits en provenance ou à destination de la Rhodésie du Sud, au port de Lourenço Marques;

"4. *Prie instamment* le Gouvernement du Royaume-Uni, en tant que Puissance administrante, de prendre toutes les mesures effectives voulues pour donner pleinement effet aux dispositions du paragraphe 3 ci-dessus et de demander aux autres Etats de coopérer à cette tâche dans la mesure qu'il jugera nécessaire;

"5. *Condamne* tous les gouvernements, et en particulier ceux de l'Afrique du Sud et du Portugal, qui encouragent, facilitent ou tolèrent sous quelque forme que ce soit la violation des sanctions contre la Rhodésie du Sud."

420. Le représentant de l'Australie a dit que ce serait une erreur de considérer que les sanctions s'étaient soldées par un échec; le régime illégal avait été soumis de ce fait à des pressions considérables et, à en juger par ses récentes initiatives — notamment en ce qui concernait ses relations avec la Zambie —, sa législation raciste, ses atteintes à la liberté de la presse et les châtiments infligés à des collectivités tout entières, on ne pouvait dire qu'il soit certain d'avoir la situation bien en main. Après avoir commenté certaines des recommandations préconisées, le représentant de l'Australie a dit que la condition essentielle pour que les sanctions donnent des résultats était que les gouvernements s'attachent à les appliquer. Pour sa part, le Gouvernement australien était décidé à faire tout ce qui était en son pouvoir pour les rendre vraiment efficaces et prenait de nouvelles mesures législatives et administratives à cette fin.

421. Le représentant de l'Union soviétique a déclaré que le Conseil devait examiner le rapport dont il était saisi compte tenu de la situation qui régnait en Rhodésie du Sud, où la population africaine était soumise à la même répression et à la même discrimination raciales qu'en Afrique du Sud et où, à en juger par sa récente attaque contre la Zambie, le régime raciste illégal se livrait à des actes d'agression contre ses voisins. En outre, il recevait aide et assistance de l'Afrique du

Sud et du Portugal; en fait, l'armée sud-africaine continuait d'opérer dans le territoire pour y écraser le mouvement de libération nationale, bien que son retrait ait été demandé maintes fois par le Conseil. Dans ces conditions, le représentant de l'URSS a engagé le Conseil à examiner sérieusement l'appel lancé par le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux dans la résolution qu'il avait adoptée le 27 avril 1972 et où il avait demandé au Conseil d'étendre les sanctions à l'Afrique du Sud et au Portugal. A propos de l'application des sanctions, le représentant de l'URSS a cité des articles de presse selon lesquels un certain nombre de pays occidentaux violaient les sanctions, et il a rappelé au Conseil que certains de ces pays avaient été mentionnés de 20 à 40 fois à l'occasion de cas de violations présumées soumis au Comité des sanctions. Ce comité avait établi que la République fédérale d'Allemagne, la Suisse, l'Australie et les Etats-Unis avaient violé directement les sanctions. Le Conseil lui avait alors demandé, dans la résolution 320 (1972), d'établir le rapport dont il était maintenant saisi. Pendant la préparation de ce rapport, la délégation soviétique avait insisté sur la nécessité de prendre des mesures énergiques. Elle avait proposé de décider que tous les Etats devraient cesser d'acheter en Afrique du Sud, au Mozambique et en Angola des marchandises qui constituaient les principaux éléments du commerce d'exportation de la Rhodésie du Sud, elle avait demandé que le Conseil impose un embargo sur la vente des produits pétroliers et des armes de tout type à l'Afrique du Sud et au Portugal, et recommandé, afin de renforcer les sanctions contre la Rhodésie du Sud, d'interrompre toutes les communications avec elle, conformément à l'Article 41 de la Charte. Par suite de l'opposition de certains pays occidentaux membres du Comité, aucune de ces propositions ne figurait dans les recommandations adoptées par le Comité en vue d'étendre la portée des sanctions contre la Rhodésie du Sud; le Comité ne s'était donc pas acquitté du mandat qui lui avait été confié dans la résolution 320 (1972). De l'avis de la délégation soviétique, seule l'adoption par le Conseil de mesures énergiques permettrait de mettre fin au régime illégal. L'Union soviétique, conformément aux principes léninistes et aux décisions adoptées au vingt-quatrième Congrès du parti communiste de l'URSS, continuerait de soutenir les efforts faits pour liquider au plus tôt le régime raciste en Rhodésie du Sud afin que le peuple du Zimbabwe puisse accéder à la liberté et à l'indépendance.

422. Le représentant de l'Autriche a rappelé que, cinq ans après que le Conseil eut imposé à l'unanimité des sanctions globales obligatoires contre la Rhodésie du Sud, le résultat souhaité n'avait pas encore été obtenu et que cela était d'autant plus grave que le régime illégal continuait de suivre une politique inacceptable pour la vaste majorité des Etats Membres. En examinant la façon dont les sanctions étaient appliquées, il fallait donc voir, tout d'abord, si elles l'avaient été efficacement et, ensuite, dans quelle mesure elles avaient permis de se rapprocher de l'objectif qui était l'instauration d'un gouvernement par la majorité en Rhodésie du Sud. La délégation autrichienne était convaincue qu'en dépit des difficultés que comportait leur application pratique, les sanctions obligatoires demeuraient l'un des principaux moyens d'atteindre cet objectif. Le rapport du Comité dont le Conseil était saisi visait précisément à trouver le moyen d'empêcher que

l'on tourne les sanctions ou que leur application reste dépourvue d'effet. C'est pourquoi la délégation autrichienne se félicitait des recommandations et suggestions présentées dans la section III du rapport et recommandait au Conseil de les adopter. Elle estimait que le Comité pourrait utilement continuer de rechercher un accord sur les recommandations et suggestions de la section IV. Elle était convaincue que pour parvenir à une solution politique répondant aux aspirations du peuple du Zimbabwe, il fallait que le Royaume-Uni redouble d'efforts et que le Conseil poursuive son action.

423. Le représentant du Panama a indiqué que, tout en considérant que les recommandations et suggestions de la section III étaient conformes au mandat du Comité, sa délégation aurait été heureuse de voir figurer dans cette section des mesures plus sévères pour répondre au refus du Portugal et de l'Afrique du Sud d'appliquer les sanctions contre la Rhodésie du Sud. Fidèle à sa position anticolonialiste, le Gouvernement panaméen condamnait la discrimination sous toutes ses formes et soutenait les aspirations du peuple du Zimbabwe. C'est pourquoi la délégation panaméenne appuyait avec enthousiasme les deux projets de résolution présentés par la Guinée, le Kenya et le Soudan.

424. Se référant à la déclaration faite par le représentant de l'URSS, le représentant de l'Australie a déclaré que les ventes de blé australien à la Rhodésie du Sud avaient été autorisées étant donné qu'elles pouvaient être considérées comme justifiées pour des raisons humanitaires au sens de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité; néanmoins, le Gouvernement australien avait annoncé à la fin de 1972 que le blé australien ne serait plus vendu à la Rhodésie du Sud.

425. En réponse, le représentant de l'Union soviétique a dit qu'il avait simplement cité un fait mentionné dans le quatrième rapport du Comité, où celui-ci avait mis en doute la validité de ces considérations humanitaires. Cependant, la délégation soviétique se félicitait d'entendre confirmer que le Gouvernement australien avait mis fin à ces livraisons.

426. A la 1715<sup>e</sup> séance, le 18 mai, le Président a appelé l'attention du Conseil sur les deux projets de résolution dont il avait été saisi, et il a annoncé que d'autres pays étaient venus se joindre à leurs auteurs : l'Australie, l'Inde, l'Indonésie, le Panama, le Pérou et la Yougoslavie pour le premier (S/10927) et l'Indonésie, le Panama, le Pérou et la Yougoslavie pour le second (S/10928).

427. Le représentant du Pérou a rappelé que sa délégation avait appuyé les propositions africaines soumises à l'origine au Comité en raison de leur caractère opportun et de leur efficacité; selon elle, les recommandations et suggestions ayant fait l'objet d'un accord, bien qu'insuffisantes, représentaient le minimum de ce que pouvait adopter le Conseil dans le cadre du mandat contenu dans la résolution 320 (1972). Compte tenu de la nécessité de rendre les sanctions plus efficaces afin de parvenir au résultat souhaité, la délégation péruvienne avait décidé de se joindre aux auteurs des deux projets de résolution soumis au Conseil.

428. Le représentant de la Chine a déclaré que son gouvernement avait toujours été partisan de sanctions strictes contre la Rhodésie du Sud; il était cependant regrettable que les résolutions adoptées précédemment par le Conseil de sécurité au sujet des sanctions n'eussent pas été sérieusement appliquées. Preuve en était que, d'après des statistiques publiées par le Secré-

tariat de l'Organisation des Nations Unies, le volume du commerce extérieur de la Rhodésie du Sud avait, en 1971, été de 15 p. 100 supérieur à celui de 1970 et qu'indépendamment de la complicité de l'Afrique du Sud et du Portugal, certaines grandes puissances apportaient leur appui à la Rhodésie du Sud ou violaient les sanctions de façon flagrante. Le représentant de la Chine a également évoqué la vente de trois avions Boeing au régime illégal. Devant cette situation, les délégations africaines avaient présenté au Comité des propositions concrètes, dont plusieurs avaient été rejetées par certaines grandes puissances. La délégation chinoise estimait qu'outre les recommandations ayant fait l'objet d'un accord, le Conseil devait également accepter certaines des propositions africaines; il devait également, devant l'attitude intransigeante de l'Afrique du Sud et du Portugal, condamner ces deux pays et leur étendre les sanctions, ainsi que condamner les grandes puissances qui continuaient à violer les sanctions et les inciter à mettre immédiatement un terme à ces violations. Le représentant de la Chine a rappelé que son gouvernement ne maintenait aucune relation avec le régime illégal et qu'il continuerait à soutenir le peuple du Zimbabwe dans sa lutte. En conséquence, la délégation chinoise voterait pour les deux projets de résolution dont le Conseil était saisi.

429. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que les sanctions existantes avaient un champ d'application général. Si elles avaient été pleinement et consciencieusement appliquées par tous les Etats qui prétendaient les appuyer, les échanges commerciaux illicites auraient été considérablement réduits et le régime aurait été davantage disposé à accepter un juste règlement. Pour l'action à adopter à l'avenir, il fallait prendre pour critère la cessation effective des échanges illicites, ce qui accroîtrait les chances d'un juste règlement. Les sanctions sur le papier étaient inutiles. Le Gouvernement britannique ne pouvait approuver une extension sur le papier qui reviendrait à une déclaration de guerre économique contre toute l'Afrique australe. Ce qu'il fallait, c'était appliquer dûment les sanctions existantes. En particulier, le commerce avec les voisins de la Rhodésie du Sud devait se limiter aux échanges légitimes. Toutefois, le commerce international était très complexe, et il s'effectuait en grande partie indirectement. Ceux qui violaient les sanctions exploitaient cette situation afin de camoufler leur commerce avec la Rhodésie du Sud. Il ne s'agissait nullement des seuls échanges commerciaux effectués directement avec l'Afrique australe. Le Comité des sanctions ne pouvait pas méconnaître les aspects techniques du problème s'il voulait mener à bien sa tâche principale. C'est au port de destination finale qu'on pouvait nettement établir que les sanctions étaient tournées: pour ce qui était des exportations en Rhodésie du Sud, il fallait concentrer les enquêtes sur le pays d'origine. Enquêter sur les violations de sanctions et les identifier, tel était le problème crucial. Les propositions figurant à la section IV du rapport du Comité n'en tenaient pas compte; elles n'empêcheraient pas les violations et elles pouvaient gêner les échanges légitimes; la délégation britannique ne pouvait donc pas les accepter. Elle estimait toutefois que les propositions de la section III du rapport constituaient un programme d'action efficace dans la mesure où il s'agissait d'attirer l'attention sur le problème, de demander aux gouvernements d'instituer des moyens de contrôle efficaces à l'arrivée des marchandises et d'améliorer les méthodes de travail du Comité lui-même. Le projet de résolution publié sous

la cote S/10927 allait cependant plus loin que les propositions en question. Dans la mesure où il contenait des propositions qui avaient fait l'objet d'un accord, la délégation britannique appuyait très volontiers ce projet; dès lors qu'il allait plus loin que ces propositions, elle ne pouvait le soutenir. Le Royaume-Uni ne saurait voter pour des propositions inadéquates qu'il n'était pas prêt à appliquer, et la délégation britannique devrait, à son grand regret, s'abstenir lors du vote.

430. Le représentant de la Guinée a dit, à propos du projet de résolution publié sous la cote S/10928, qu'étant donné le comportement d'un certain nombre de pays, notamment les Etats-Unis, qui violaient délibérément les sanctions, il fallait renforcer ces sanctions et les étendre à l'Afrique du Sud et au Portugal, alliés de fait de la Rhodésie du Sud. S'agissant du rôle du Royaume-Uni, le représentant de la Guinée a déclaré que la Puissance administrante menait une politique hypocrite en Rhodésie du Sud, comme le montrait son refus d'avoir recours à la force ainsi que la création de la Commission Pearce, conçue pour légitimer le régime illégal. Mais le Royaume-Uni, ainsi que le régime raciste rebelle, auraient désormais à compter avec le nouvel élan des mouvements de libération qui, placés sous commandement militaire unifié et soutenus par l'OUA, étaient résolus à triompher et à libérer toute l'Afrique australe du racisme et de l'impérialisme.

431. Le Président, prenant la parole en sa qualité de représentant du Soudan, a estimé que le Comité, en excluant des propositions adoptées toute suggestion concernant les mesures à prendre à l'encontre de l'Afrique du Sud et du Portugal, ne s'était pas conformé aux directives clefs qui lui avaient été fixées au paragraphe 4 de la résolution 320 (1972). Il a rappelé les propositions africaines pertinentes et les autres propositions figurant dans les sections IV et V, propositions qui, malheureusement, n'avaient pas fait l'objet d'un accord, alors qu'à son avis elles répondaient au mandat du Comité et auraient en outre permis de mettre fin aux irrégularités flagrantes dont profitait le régime illégal. Les propositions africaines, notamment celles concernant l'assurance, étaient réalistes et auraient certainement contribué à rendre les sanctions plus efficaces. La délégation soudanaise soutiendrait les deux projets de résolution dont le Conseil était saisi car ils préconisaient des mesures pratiques allant dans le sens souhaité, et elle engageait les membres du Conseil à les adopter à l'unanimité. En Rhodésie du Sud, le Royaume-Uni continuait d'avoir la responsabilité, tant du point de vue moral que politique, de mettre fin à la rébellion, mais, comme le Gouvernement britannique hésitait à prendre des mesures à cet effet, le régime rebelle renforçait la législation discriminatoire et les mesures de répression contre le peuple du Zimbabwe, ce qui ne laissait à celui-ci d'autre recours que de répondre à la force par la force. Le Conseil de sécurité avait lui aussi le devoir de contribuer à instaurer la paix dans l'ensemble de l'Afrique australe.

432. Le représentant du Kenya a demandé une brève suspension de séance pour que les deux projets de résolution puissent faire l'objet de consultations avant le vote, ce que le Conseil a accepté sans opposition. A la reprise de la séance, le Conseil, sur la demande du représentant du Kenya, a de nouveau accepté sans opposition de remettre le débat au 22 mai pour que les délégations puissent à nouveau se consulter et préparer la suite du débat sur la question.

433. A la 1716<sup>e</sup> séance, le 22 mai, le représentant du Kenya a donné de nouvelles précisions sur les deux projets de résolution dont le Conseil était saisi. Pour lui, il était encourageant de constater que le premier projet (S/10927) comptait neuf coauteurs mais il était regrettable, par contre, que le second (S/10928) se heurte à l'opposition de ceux qui soutenaient, encourageaient et facilitaient les violations des sanctions. Alors que le Royaume-Uni, en particulier, aurait dû se féliciter des mesures pratiques qui étaient préconisées, son représentant n'y avait même pas fait allusion. Nul n'ignorait que c'était surtout l'Afrique du Sud et le Portugal qui violaient les sanctions, mais le Royaume-Uni n'avait fait aucune proposition en vue de remédier à cette situation et il était hostile à toute mesure contre ces deux pays. Le représentant du Kenya en a appelé à la conscience et à l'intégrité de certaines grandes puissances membres du Conseil; l'on pouvait douter de leur bonne foi quand elles prétendaient soutenir les mesures prises par les Nations Unies contre le régime illégal; en faisant usage du droit de veto pour couvrir les illégalités concernant la Rhodésie du Sud et l'Afrique du Sud, elles semblaient avoir pour but de faire obstacle à la réalisation des objectifs fixés par le Conseil. Ces importants membres du Conseil ne voulaient pas perturber le *statu quo* en Afrique australe, où le commerce et les investissements leur rapportaient rapidement d'énormes profits et où l'utilisation de la main-d'œuvre à bon marché représentait une nouvelle forme d'esclavage dans le cadre du capitalisme du xx<sup>e</sup> siècle. Le représentant du Kenya a exprimé l'espoir que ces doutes seraient dissipés par un vote positif sur le deuxième projet de résolution. Cependant, même au cas où ce projet se heurterait à un veto, l'Afrique ne cesserait jamais de lutter pour la liberté du peuple du Zimbabwe et de l'Afrique australe tout entière et ne transigerait pas avec les forces du mal. Contrairement à ce que leur disaient avec condescendance certains organes de presse occidentaux, les Africains avaient raison de donner la priorité à cette lutte, qui était pour l'Afrique une question de vie ou de mort.

**Décision :** A sa 1716<sup>e</sup> séance, le 22 mai 1973, le Conseil de sécurité a adopté le projet de résolution des neuf puissances (S/10927) par 12 voix contre zéro, avec 3 abstentions (Etats-Unis d'Amérique, France et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), en tant que résolution 333 (1973).

434. Prenant la parole pour expliquer son vote, le représentant de l'Autriche a indiqué que sa délégation avait voté pour le projet de résolution, étant entendu que les propositions tirées de la section IV du deuxième rapport spécial qui n'avaient pas remporté l'unanimité au Comité, et dont certaines n'avaient pas pu être acceptées par la délégation autrichienne parce qu'elles étaient incompatibles avec la législation autrichienne, représentaient une invitation à rechercher, dans le cadre du système juridique autrichien, des solutions législatives permettant d'atteindre les objectifs de la résolution dans son ensemble.

435. Le représentant de l'Union soviétique a dit que, si sa délégation avait voté pour le projet de résolution bien qu'elle ne soit pas entièrement satisfaite des recommandations du Comité sur lesquelles il était fondé, c'était pour répondre à l'appel lancé par ses auteurs. La délégation soviétique considérait que l'Afrique du Sud et le Portugal jouaient un rôle des plus néfastes en soutenant le régime raciste de Rhodésie

du Sud et elle engageait le Conseil à tenir compte de ce fait, ainsi que de l'aggravation de la situation dans le territoire, lorsqu'il prendrait sa décision sur le projet de résolution concernant les recommandations du Comité à cet égard.

**Décision :** A la 1716<sup>e</sup> séance, le 22 mai, le projet de résolution publié sous la cote S/10928 a recueilli 11 voix; il y a eu 2 voix contre (Etats-Unis d'Amérique et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et 2 abstentions (Autriche et France); il n'a pas été adopté en raison du vote négatif de deux membres permanents du Conseil.

436. Le représentant de la France a indiqué que sa délégation s'était abstenue lors du vote sur le premier projet de résolution (S/10927) parce qu'il contenait des procédures visant à renforcer les sanctions qui n'avaient pas fait l'objet d'un consensus de la part du Comité, comme elle l'avait déjà dit au Comité, et parce que les auteurs n'avaient pas accepté les modifications qu'elle avait proposées. Quant au projet de résolution S/10928, la délégation française avait déjà indiqué pour quelles raisons elle ne pouvait l'appuyer.

437. Le représentant de la Chine a dit que, dans la mesure où les deux projets de résolution ne préconisaient que des mesures bénignes et préliminaires en vue de renforcer et d'étendre les sanctions contre la Rhodésie du Sud, il y avait lieu de regretter que deux membres permanents du Conseil, qui avaient admis que l'Afrique du Sud et le Portugal sapaient les sanctions contre la Rhodésie du Sud, aient opposé leur veto au second de ces projets. Les Africains en concluraient inévitablement que ces membres s'attachaient à empêcher l'adoption de mesures efficaces contre le régime raciste et ses collaborateurs et ils s'uniraient pour poursuivre la lutte.

438. Le représentant de l'Inde a dit que les votes négatifs opposés au deuxième projet de résolution montraient bien que ceux qui avaient toujours prôné une application efficace des sanctions ne souhaitaient pas vraiment prendre les mesures nécessaires à cette fin. Le peuple du Zimbabwe n'avait donc d'autre recours que de redoubler d'efforts afin de s'emparer du pouvoir par la force, puisque la décision que venait de prendre le Conseil montrait clairement que tout ce qui avait été fait jusque-là pour imposer des sanctions n'était que faux-semblants.

439. Le représentant de la Yougoslavie a déclaré qu'en tant que coauteur des deux projets de résolution, sa délégation avait été satisfaite de l'adoption du premier mais regrettait de voir que le deuxième avait été rejeté alors qu'il aurait répondu aux directives formulées par le Conseil dans sa résolution 320 (1972) en vue d'élargir la portée des sanctions. Compte tenu du fait que la grande majorité des membres avait voté pour le projet, il a engagé le Conseil à reprendre ultérieurement les propositions qui y figuraient.

440. Le représentant du Royaume-Uni a regretté que les auteurs aient insisté pour que les deux projets de résolution soient mis aux voix, alors que leurs dispositions allaient plus loin que les conclusions adoptées dans le rapport du Comité et qu'ils les avaient présentées sans consultations préalables. Il n'était pas surprenant que la délégation britannique ait dû s'abstenir sur un des projets et voté contre l'autre. Elle avait toujours clairement exposé ses vues sur l'extension des sanctions à l'Afrique du Sud et au Portugal. Le repré-

sentant du Royaume-Uni rejetait la thèse selon laquelle le libellé de la résolution 320 (1972) obligeait le Comité des sanctions à proposer d'étendre les sanctions à l'Afrique du Sud et au Portugal. Il repoussait fermement les accusations de collusion et de mauvaise foi dirigées contre son gouvernement, dont l'objectif restait le même : parvenir à un règlement juste et acceptable du problème de la Rhodésie du Sud.

441. Le représentant de l'Australie a déclaré que sa délégation regrettait que le second projet de résolution ait été rejeté par le vote négatif de deux membres du Conseil et il a précisé que, si ce texte avait été adopté et ses dispositions appliquées d'une manière générale, son gouvernement aurait été prêt à coopérer à sa mise en œuvre.

442. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que sa délégation soutenait pleinement les propositions formulées dans le rapport du Comité qui avaient fait l'objet d'un accord, et il a assuré le Conseil qu'en dépit des difficultés que présentaient pour elle certains paragraphes du premier projet de résolution, son gouvernement en observerait strictement les objectifs fondamentaux. A propos de l'importation de certains matériaux stratégiques de Rhodésie du Sud par les Etats-Unis, il a répété que ces importations ne représentaient qu'un pourcentage minime de l'ensemble des exportations de la Rhodésie du Sud; si le Comité savait où allait la plus grosse partie de ces exportations, il verrait nettement comment le territoire survivait aux sanctions. Au sujet de la vente de trois avions Boeing à la Rhodésie du Sud, il a réaffirmé que les Etats-Unis n'avaient autorisé ni la vente ni la réexportation de ces avions et n'autoriseraient ni leur entretien ni la vente de pièces détachées. Quant au deuxième projet de résolution, il contenait plusieurs propositions sur lesquelles la délégation américaine avait déjà formulé les plus vives réserves; en outre, elle considérait que l'adoption d'une telle résolution, dont il était manifeste qu'elle ne pourrait être appliquée, aurait nui considérablement à la réputation et au crédit de l'ONU. C'est pourquoi la délégation américaine avait décidé de voter contre.

443. Le représentant de l'Indonésie a dit que sa délégation regrettait que le deuxième projet de résolution ait été rejeté car si les deux textes avaient été

adoptés, cela aurait fait beaucoup pour combler les lacunes qui permettaient d'éluder les sanctions.

444. Le représentant de l'Union soviétique a exprimé l'indignation de sa délégation devant le fait que le deuxième projet de résolution, qui contenait des propositions modérées et pertinentes, avait été rejeté à cause du vote négatif du Royaume-Uni et des Etats-Unis, ce qui montrait bien que le Royaume-Uni, en particulier, méconnaissait délibérément et cyniquement les intérêts nationaux du peuple du Zimbabwe. Cependant, en dépit de ces obstacles, celui-ci, avec l'appui des peuples épris de paix, triompherait inévitablement dans sa lutte contre le racisme et le colonialisme et parviendrait à jouir de son droit à la liberté, à l'indépendance et à la souveraineté.

445. Le représentant de la Guinée a fait observer que la discussion avait révélé deux choses : tout d'abord, les sanctions étaient une illusion visant à maintenir le régime rebelle au pouvoir pendant que de nouvelles propositions de règlement fondées sur un suffrage censitaire étaient mises au point; deuxièmement, ceux qui étaient contre la guerre économique ne faisaient que favoriser une guerre raciale qui faisait déjà rage en Afrique australe et dans d'autres territoires coloniaux, situation qui mettait en danger la souveraineté nationale des Etats indépendants voisins de ces territoires.

446. Le représentant du Kenya a déclaré qu'il était fort regrettable que deux membres permanents du Conseil aient mis leur veto au deuxième projet de résolution : cela montrait qu'ils avaient rejeté la négociation. De ce fait, ils n'avaient laissé au peuple du Zimbabwe d'autre choix que d'avoir recours aux armes pour obtenir son indépendance et sa souveraineté, alors que le Conseil de sécurité avait précisément été créé pour prévenir des situations de ce genre.

447. Le Président, prenant la parole en tant que représentant du Soudan, a également exprimé la déception de sa délégation devant le fait qu'un projet de résolution uniquement destiné à renforcer les sanctions avait été rejeté; mais, a-t-il ajouté, les votes négatifs stimuleraient les combattants de la liberté dans le Zimbabwe et les inciteraient à intensifier leur lutte de libération.

### **Chapitre 3**

#### **LA SITUATION EN NAMIBIE**

##### **A. — Communications adressées au Conseil de sécurité et rapports du Secrétaire général**

448. Le 21 juin 1972, le Secrétaire général a saisi le Conseil d'un rapport (S/10708) contenant 18 réponses que lui avaient adressées des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées, à la suite des demandes de renseignements sur l'application de la résolution 301 (1971) du Conseil de sécurité, en date du 20 octobre 1971, concernant la situation en Namibie, qu'il leur avait envoyées. Deux additifs à ce rapport (S/10708/Add.1 et Add.2), contenant deux réponses supplémentaires, ont été publiés le 6 juillet et le 13 octobre.

449. Par une lettre datée du 13 juillet 1972 (S/10736), le Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie a communiqué le texte d'une déclaration

faisant état de la vive préoccupation du Conseil devant l'évolution politique en Namibie, en particulier à la suite de l'annonce récente du Gouvernement sud-africain suivant laquelle celui-ci avait décidé d'accorder l'autonomie à l'Ovamboland en Namibie et proposé d'imposer l'autonomie aux Damaras, mesures qui contribueraient à accélérer la fragmentation du territoire namibien.

450. Le 17 juillet, le Secrétaire général a saisi le Conseil d'un rapport (S/10738) sur l'application de la résolution 309 (1972), en date du 4 février 1972, concernant les contacts qu'il avait pris en vertu de cette résolution avec toutes les parties intéressées "en vue d'établir les conditions nécessaires pour permettre au peuple namibien d'exercer, librement et dans l'observation rigoureuse des principes de l'égalité des hommes, son droit à l'autodétermination et à l'indépendance,

conformément à la Charte des Nations Unies". A la suite d'un échange de communications avec le Gouvernement sud-africain, le Secrétaire général, accompagné de membres du Secrétariat, s'était rendu, du 6 au 10 mars, en Afrique du Sud et en Namibie où il s'était entretenu avec le Premier Ministre et le Ministre des affaires étrangères d'Afrique du Sud. Le Secrétaire général s'était également mis en rapport avec les autres parties intéressées, y compris, en Namibie, avec des personnalités et des groupes réclamant la formation d'une Namibie unifiée et indépendante, ainsi qu'avec des groupes partisans de l'autonomie des *homelands* et opposés à la formation d'un Etat unitaire, et avec le Comité exécutif européen du Sud-Ouest africain. Il a indiqué qu'avant et après cette visite il avait eu également des contacts hors du territoire avec des dirigeants namibiens qui lui avaient exposé les vues de la South West Africa People's Organization (SWAPO) et du South West Africa National United Front (SWANUF), et qu'il avait rencontré outre le Groupe des Trois, constitué par le Conseil de sécurité pour l'assister, les personnes mentionnées ci-après qui exerçaient les fonctions de président des organes de l'ONU : le Président du Comité *ad hoc* de la Namibie, le Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie et le Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Il avait également rencontré le Président de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et plusieurs des chefs d'Etat et ministres des affaires étrangères qui avaient assisté à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA qui s'était tenue à Rabat (Maroc) en juin 1972. De retour à New York, le Secrétaire général était resté en contact avec le Ministre des affaires étrangères d'Afrique du Sud; de ces contacts s'étaient dégagés les trois points suivants en ce qui concerne le mandat du représentant du Secrétaire général : a) le représentant du Secrétaire général aurait pour tâche d'aider à atteindre les objectifs de l'autodétermination et de l'indépendance et à examiner toutes les questions qui s'y rapporteraient; b) dans cette tâche, le représentant pourrait présenter des recommandations au Secrétaire général et, en consultation avec ce dernier, au Gouvernement sud-africain; ce faisant, il devrait contribuer à aplanir toute divergence; c) le Gouvernement sud-africain aiderait le représentant à s'acquitter de sa tâche en lui accordant toutes les facilités nécessaires pour qu'il puisse se rendre en Afrique du Sud et en Namibie pour les besoins de sa tâche et s'entretenir avec tous les secteurs de la population de Namibie. Il a été entendu que le représentant du Secrétaire général, assisté du personnel nécessaire, aurait son siège à New York, et qu'il se rendrait en Namibie et en Afrique du Sud selon les besoins de sa tâche. Il a également été entendu que le Secrétaire général ferait rapport au Conseil de sécurité sur l'évolution de la situation. Le Secrétaire général a signalé que les autres parties intéressées avec lesquelles il avait eu des contacts avaient exprimé des doutes quant à l'intention de l'Afrique du Sud de collaborer à la mise en œuvre de la résolution 309 (1972), et elles doutaient par conséquent que ses efforts pour mener à bien ce mandat puissent aboutir à un résultat positif. Quoi qu'il en soit, elles n'avaient pas manifesté l'intention de s'y opposer, ne serait-ce que pour montrer qu'elles étaient disposées à envisager toutes les voies possibles en vue d'une solution pacifique de la question de la Namibie. Dans ce contexte, le Secrétaire général avait fait savoir au Gouvernement sud-africain à quel point il était pré-

occupé à l'annonce des projets concernant la poursuite de la politique des *homelands* et son application au Caprivi oriental et à l'Ovamboland. Il a exprimé l'espoir que le Gouvernement sud-africain ne prendrait aucune mesure de nature à compromettre l'aboutissement des démarches qu'il avait entreprises en vertu de la résolution 309 (1972). A la suite des entretiens qu'il avait eus jusque-là avec le Gouvernement sud-africain, et en particulier compte tenu du désir exprimé par ce dernier de collaborer avec son représentant dans l'accomplissement de sa tâche, le Secrétaire général pensait qu'il valait la peine de poursuivre les efforts entrepris avec l'aide de celui-ci pour mener à bien le mandat du Conseil de sécurité. Puisque cela impliquait qu'il continuerait d'assumer les responsabilités qui lui avaient été dévolues en vertu du mandat à lui confié aux termes de la résolution 309 (1972), le Secrétaire général a proposé de procéder, après les consultations nécessaires, à la nomination d'un représentant, à moins que le Conseil de sécurité n'en décide autrement. Il a en conséquence exprimé l'intention de continuer à exercer son mandat en coopération étroite avec le Groupe des Trois constitué par le Conseil de sécurité et de tenir ce dernier dûment et régulièrement informé. En tout état de cause, il s'est engagé à faire rapport au Conseil le 30 novembre 1972, au plus tard.

451. Au rapport étaient joints a) un aide-mémoire présenté par le Groupe des Trois au Secrétaire général, b) une liste des personnalités et des groupes avec lesquels le Secrétaire général avait pris des contacts au cours de sa visite en Namibie et c) une liste des communications écrites relatives à cette visite adressées au Secrétaire général par des Namibiens et d'autres personnes.

452. Dans une lettre en date du 19 juillet (S/10741), le Secrétaire exécutif de l'OUA à New York a communiqué au Président du Conseil de sécurité les textes des résolutions adoptées par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, lors de sa neuvième session, à Rabat, y compris une résolution par laquelle l'OUA condamnait, entre autres, toutes les mesures prises par l'Afrique du Sud visant à détruire l'unité et l'intégrité territoriale de la Namibie, et décidait d'accroître son assistance matérielle à la SWAPO.

453. Le 31 juillet, le Secrétaire général a présenté un rapport (S/10752) contenant 30 réponses qui lui avaient été adressées par les Etats Membres de l'ONU ou des institutions spécialisées, en réponse aux communications qu'il leur avait envoyées leur demandant des renseignements sur l'application de la résolution 310 (1972) du Conseil de sécurité, en date du 4 février 1972. Des additifs à ce rapport (S/10752/Add.1 et 2) contenant trois réponses supplémentaires ont été publiés le 31 août et le 13 octobre.

## **B. — Examen de la question aux 1656<sup>e</sup> et 1657<sup>e</sup> séances (31 juillet et 1<sup>er</sup> août 1972)**

454. Le Conseil de sécurité a examiné la situation en Namibie à ses 1656<sup>e</sup> et 1657<sup>e</sup> séances tenues le 31 juillet et le 1<sup>er</sup> août, et a inscrit à son ordre du jour le rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 309 (1972) du Conseil de sécurité concernant la question de la Namibie (S/10738). Le Président du Conseil pour la Namibie ayant demandé que les représentants de la Guyane et du Nigéria soient invités à prendre la parole devant le Conseil de sécurité au nom du Conseil pour la Namibie, le Conseil de sécurité a décidé d'accéder à cette requête.

455. En présentant son rapport, le Secrétaire général a déclaré qu'il était convaincu, compte tenu des entretiens qu'il avait eus avec le Gouvernement sud-africain, qu'il valait la peine de poursuivre les efforts entrepris pour mener à bien le mandat du Conseil de sécurité et qu'il fallait poursuivre dans cette voie avec l'aide de la personne qui serait appelée à le représenter. Il a attiré particulièrement l'attention du Conseil sur le fait qu'à tous les stades de ses contacts avec l'Afrique du Sud, il avait tenu informées toutes les parties intéressées. Le Gouvernement sud-africain s'était déclaré disposé à coopérer avec un représentant du Secrétaire général, qui l'assisterait à plein temps, en recevrait des instructions et lui ferait rapport. Si le Conseil de sécurité n'y voyait pas d'objection, le Secrétaire général continuerait à exercer son mandat en étroite coopération avec le Groupe des Trois composé des représentants de l'Argentine, de la Somalie et de la Yougoslavie.

456. Le représentant de la France a fait observer qu'il était encore trop tôt pour tenter de dresser un bilan de la nouvelle approche de la question de la Namibie et que des obstacles subsistaient. Toutefois, la délégation française tenait à exprimer sa confiance au Secrétaire général et se prononçait en faveur de la désignation d'un représentant spécial pour l'assister dans la tâche consistant à conduire la Namibie vers l'autodétermination et l'indépendance. Le Conseil serait davantage en mesure d'évaluer les résultats obtenus au moment où le Secrétaire général lui soumettrait son prochain rapport en novembre.

457. Le représentant de la Belgique a déclaré que les premiers résultats justifiaient la poursuite de la mission du Secrétaire général et s'est félicité, en particulier, de l'accord de principe concernant la désignation d'un représentant spécial. Il a ajouté que la délégation belge partageait la préoccupation du Secrétaire général devant la décision de l'Afrique du Sud d'accorder l'autonomie à l'Ovamboland et son intention de procéder de la même façon pour le Caprivi oriental, car aucune mesure visant à frustrer le peuple namibien de ses droits ou préjugant la structure politique du futur Etat namibien ne devait être tolérée.

458. Le représentant de la Yougoslavie a fait observer que le Gouvernement yougoslave prenait à son compte les revendications fondamentales formulées par les Etats-Unis à propos de la Namibie, et que les contacts avec l'Afrique du Sud avaient jusqu'ici laissé sans réponse plusieurs d'entre elles. Il a ajouté que des doutes avaient été exprimés quant à la sincérité des intentions de l'Afrique du Sud, doutes qui avaient été renforcés non seulement par les dérobades du Gouvernement sud-africain au cours de ses contacts avec le Secrétaire général, mais encore par les mesures qu'il avait prises par la suite, notamment en continuant à appliquer sa politique des *homelands* en Namibie, en intensifiant les mesures d'oppression immédiatement après la visite du Secrétaire général en Namibie, à l'encontre même de certaines personnes qui avaient rencontré ce dernier ou s'étaient efforcées d'entrer en contact avec lui, ainsi que par certaines de ses déclarations récentes. Il a ajouté qu'il était trop tôt néanmoins pour prendre des décisions précises et que, puisque certaines des parties essentiellement intéressées — notamment les représentants du peuple namibien et de l'OUA — ne s'étaient pas ouvertement opposées à la poursuite de la mission du Secrétaire général, la délégation yougoslave était disposée à appuyer la poursuite de cette mission jusqu'au 15 ou au 30 novembre ainsi que la désignation, après les consultations néces-

saies, d'un représentant du Secrétaire général. Si le Gouvernement sud-africain satisfaisait à un certain nombre d'exigences, la situation évoluerait et l'on pourrait envisager de prolonger la mission du Secrétaire général et de son représentant au-delà de cette date.

459. Le représentant de la Somalie s'est déclaré satisfait que le Secrétaire général, dans l'exercice de son mandat, ait pris pleinement en considération les remarques figurant dans l'aide-mémoire du Groupe des Trois. A propos de la constitution par le Gouvernement sud-africain de ce que l'on appelle un foyer national dans le Caprivi oriental, de l'instauration d'un conseil législatif pour la région et du projet de création d'un bantoustan en Ovamboland, ç'aurait été un indice prometteur qu'en cette période de coopération présumée avec l'ONU, l'Afrique du Sud se soit tout au moins abstenue de prendre dans le territoire des mesures administratives et politiques de nature à aggraver la situation et à compliquer la tâche du Secrétaire général. Il a ajouté d'autre part que la nouvelle initiative qui avait conduit à adopter la résolution 309 (1972) à Addis-Abeba relevait de la diplomatie discrète, et que le rapport du Secrétaire général devait être considéré comme étant préliminaire et ayant un caractère exploratoire. La délégation somalie appuyait la proposition du Secrétaire général visant à l'autoriser à nommer un représentant pour l'assister, et partageait l'opinion exprimée par le représentant de la Yougoslavie concernant le cadre dans lequel le représentant du Secrétaire général exercerait ses fonctions. Il a attiré l'attention sur le fait que les Etats africains à l'Organisation des Nations Unies avaient fait observer que le rapport laissait sans réponse un grand nombre de questions fondamentales et avaient suggéré que la date de publication du prochain rapport soit fixée au 15 novembre 1972, de telle sorte que le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale soient en mesure d'examiner la question. Il a insisté sur le fait que le Conseil de sécurité devait continuer à lutter sur tous les fronts et mettre en œuvre d'autres programmes d'action visant à assurer l'application effective de ses autres résolutions sur la question.

460. Le représentant du Nigéria, parlant en sa qualité de représentant du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, a déclaré que ce dernier estimait que la résolution 309 (1972) du Conseil de sécurité ne représentait qu'un effort parmi tous ceux que déployait l'ONU pour essayer d'obtenir le retrait de l'Afrique du Sud de Namibie, où sa présence était illégale, et qu'il ne fallait pas en déduire que l'on cédait du terrain en ce qui concerne le statut juridique de la Namibie. Depuis la visite du Secrétaire général en Afrique du Sud et en Namibie, le Gouvernement sud-africain dans ses déclarations publiques n'avait pas vraiment donné au Conseil pour la Namibie à espérer qu'il serait disposé à accepter le principe de l'autodétermination revendiquée pour la Namibie par l'ONU. Au contraire, il avait continué à appliquer sa politique de formation de *homelands* autonomes et avait expulsé ceux qui aidaient les Namibiens à atteindre le but que leur avait fixé l'ONU. Le représentant du Nigéria a souligné que le Conseil des Nations Unies pour la Namibie regrettait qu'on n'ait pas jugé bon d'avoir recours à lui pour la mise en œuvre de la résolution 309 (1972), omission dont le Conseil pour la Namibie espérait qu'elle ne serait pas renouvelée à l'avenir.

461. Le représentant de la Chine a déclaré que la poursuite du dialogue de l'ONU avec les autorités sud-africaines sur la Namibie, et la nomination d'un repré-

sentant personnel du Secrétaire général n'étaient pas une affaire simple et que certaines questions fondamentales devaient être éclaircies. Les autorités sud-africaines et leurs sympathisants s'étaient opposés de façon opiniâtre aux efforts et aux différentes décisions de l'ONU afin de perpétuer leur occupation forcée de la Namibie et de l'annexer complètement. En ce qui concerne les résolutions de l'ONU, et après avoir étudié le rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 309 (1972) du Conseil de sécurité, la délégation chinoise estimait que certains points fondamentaux étaient loin d'être clairs. Quels étaient, par exemple, le point de départ et le but du dialogue ? Quels étaient, des principes posés par l'ONU en ce qui concerne la Namibie, ceux qui avaient été acceptés ou rejetés par l'Afrique du Sud, à l'issue du dialogue ? Quels gages suffisants avait donnés l'Afrique du Sud pour encourager le Conseil de sécurité à poursuivre le dialogue ? De façon à établir clairement les faits, quels signes permettaient de penser que les contacts pris avec les autorités sud-africaines avaient amené celles-ci à abandonner leur attitude d'opposition persistante à l'égard des résolutions de l'ONU concernant la Namibie, ou qu'elles avaient exprimé l'intention de mettre un terme à une politique colonialiste qui portait atteinte à l'intégrité territoriale de la Namibie ? Le Conseil devrait également se préoccuper de tirer au clair si ce que l'Afrique du Sud entendait par autodétermination et indépendance coïncidait avec le sens que la Charte et les résolutions de l'ONU donnaient à ces mots. Quelles mesures concrètes l'Afrique du Sud était-elle disposée à prendre pour mettre fin à sa politique raciale réactionnaire ? Et à défaut, comment la Namibie pourrait-elle parvenir à l'autodétermination et à l'indépendance ? Il a ajouté qu'il était également nécessaire de préciser le rôle du Conseil des Nations Unies pour la Namibie au cas où les autorités sud-africaines entendraient récuser le représentant du Conseil pour la Namibie et n'accepter que le représentant personnel du Secrétaire général. Enfin, il se demandait à propos de la nomination projetée d'un représentant du Secrétaire général, quels seraient son mandat spécifique, ses fonctions et ses rapports avec le Conseil de sécurité, et quels seraient les critères de candidature.

462. Le représentant de l'Inde a insisté sur le fait que la résolution 309 (1972) du Conseil de sécurité ainsi que les contacts établis en vertu de cette résolution n'entamaient en rien la valeur des autres résolutions de l'ONU concernant la Namibie et que l'autonomie et l'indépendance devaient être considérées dans leur sens le plus strict, et seulement dans le contexte de la Namibie tout entière. Tout ce que l'on qualifiait d'autonomie et de libre détermination pour la Namibie, dans le cadre des bantoustans, était inacceptable. Il a ajouté qu'il espérait que, lorsque le prochain rapport serait communiqué en novembre, le Conseil de sécurité disposerait de renseignements suffisants et d'éclaircissements sur d'autres points pour rendre compte adéquatement des progrès à porter, le cas échéant, au crédit de cette initiative.

463. Le représentant du Soudan a fait observer que jamais le Secrétaire général, lorsqu'il avait commenté son rapport sur les contacts qu'il avait eus avec l'Afrique du Sud, n'avait laissé entendre que les autorités sud-africaines avaient tacitement ou implicitement accepté la résolution 309 (1972) du Conseil de sécurité, ce qui n'était pas surprenant si l'on se référait à l'expérience acquise par l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne l'Afrique du Sud. La délégation soudanaise

appuierait chaleureusement toute déclaration nette et positive par laquelle l'Afrique du Sud signifierait qu'elle acceptait les principes de la Charte des Nations Unies et les décisions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité concernant la Namibie. Mais il faudrait, pour prouver la sincérité d'une telle déclaration, que le Gouvernement sud-africain prenne des mesures positives et qu'il cesse par exemple de former de nouveaux bantoustans ou qu'il mette un terme à sa législation répressive, ou qu'il garantisse la pleine liberté d'expression, de mouvement et d'association politique, et accorde l'amnistie à tous les prisonniers politiques. Il a ajouté qu'au cas où le mandat du Secrétaire général serait prolongé, l'Afrique du Sud devrait, en témoignage de sa volonté de coopérer, autoriser le représentant du Secrétaire général à installer ses bureaux et son personnel à Windhoek. Enfin, il a insisté sur le fait que la délégation soudanaise réservait sa position jusqu'au moment où le Secrétaire général aurait présenté son deuxième rapport, au plus tard le 15 novembre 1972.

464. A la 1657<sup>e</sup> séance, le 1<sup>er</sup> août, le représentant de l'Argentine a déclaré que le Secrétaire général avait agi conformément à l'esprit et à la lettre de la résolution 309 (1972), en particulier par le soin qu'il avait pris de consulter toutes les parties intéressées. En dépit du fait que ces consultations avaient été brèves et limitées, c'était la première fois que le peuple namibien se voyait offrir l'occasion d'exprimer ses vues et ses aspirations au Secrétaire général, conformément à la mission qui lui avait été assignée par le Conseil de sécurité, et c'était la première fois que les organisations politiques du territoire avaient la possibilité d'exprimer leur opinion touchant le meilleur moyen de régler le problème sur un pied d'égalité avec le Gouvernement sud-africain. Les différents groupes politiques et représentants du peuple namibien avaient tenu à exprimer au Secrétaire général que l'indépendance restait le plus cher désir de l'immense majorité de la population du territoire. Devant la poursuite et l'intensification de la politique sud-africaine des *homelands* en Namibie, le Secrétaire général et son représentant devaient s'efforcer de tirer au clair ce que recouvraient pour l'Afrique du Sud les termes "autodétermination" et "indépendance". Le représentant de l'Argentine a déclaré qu'il appuyait par conséquent la proposition du Secrétaire général visant à nommer un représentant spécial en Namibie, qui devrait avoir entière liberté de mouvement et être autorisé à séjourner dans le territoire aussi longtemps qu'il serait nécessaire, et à s'entretenir en toute liberté avec des représentants de tous les secteurs de la population. En approuvant cette proposition, le Conseil de sécurité ne ferait qu'exercer sa faculté d'exposer ses vues sur toute proposition dont il était saisi sur les questions de fond et sur la procédure à suivre en ce qui concerne la Namibie; ensuite, la décision finale appartiendrait toujours au Conseil. De plus, le mandat du représentant ne pouvait certainement pas être plus large que celui du Secrétaire général.

465. Le représentant de l'Argentine a présenté ensuite au nom de sa délégation le projet de résolution (S/10750) suivant :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Rappelant sa résolution 309 (1972) du 4 février 1972, et sans préjudice des autres résolutions adoptées au sujet de la question de la Namibie,*

*"Ayant examiné le rapport présenté par le Secrétaire général en application de la résolution 309 (1972),*

*“Réaffirmant le droit inaliénable et imprescriptible du peuple namibien à la libre détermination et à l’indépendance,*

*“Réaffirmant également l’unité nationale et l’intégrité territoriale de la Namibie,*

*“1. Prend note avec gratitude des efforts réalisés par le Secrétaire général en application de la résolution 309 (1972);*

*“2. Invite le Secrétaire général, en consultation et en étroite coopération avec le groupe du Conseil de sécurité constitué conformément à la résolution 309 (1972), à poursuivre ses contacts avec toutes les parties intéressées en vue d’établir les conditions nécessaires pour permettre au peuple namibien d’exercer, librement et dans l’observation rigoureuse des principes de l’égalité des hommes, son droit à l’autodétermination et à l’indépendance, conformément à la Charte des Nations Unies;*

*“3. Approuve la proposition du Secrétaire général de procéder à la nomination d’un représentant après les consultations nécessaires pour l’assister dans l’accomplissement de son mandat, tel qu’il est énoncé au paragraphe 2;*

*“4. Prie le Secrétaire général de tenir le Conseil de sécurité informé selon qu’il conviendra et, en tout cas, de lui présenter un rapport sur l’application de la résolution 309 (1972) et de la présente résolution le 15 novembre 1972 au plus tard.”*

466. Le représentant de l’Union des Républiques socialistes soviétiques a dit que, depuis l’adoption de la résolution 309 (1972), aucun changement n’était intervenu dans la situation politique de la Namibie ou dans les actes du Gouvernement sud-africain qui a continué à défier l’Organisation des Nations Unies et à poursuivre sa politique de mise en place des bantoustans. Les récentes déclarations concernant l’octroi d’une soi-disant autonomie à l’Ovamboland et d’une administration soi-disant indépendante à la population Damara avaient clairement montré que les doutes exprimés par la délégation soviétique à propos de la Namibie lors de séances précédentes du Conseil étaient fondés. L’Afrique du Sud, en poursuivant sa politique qui vise à fragmenter le territoire namibien, ne cherchait qu’à s’assurer l’annexion ultérieure des régions les plus riches de la Namibie et à maintenir sa domination sur la population du territoire. Il était très possible que les racistes sud-africains se servent de la nomination d’un représentant spécial du Secrétaire général pour la Namibie pour justifier de nouveaux délais dans l’application des résolutions prévoyant le respect de l’intégrité territoriale de la Namibie et l’octroi de l’indépendance à sa population. Toutefois, étant donné que les représentants des pays africains n’avaient soulevé aucune objection à ce que le Secrétaire général continue à remplir son mandat, nomme un représentant pour la Namibie et présente un rapport au Conseil de sécurité le 15 novembre 1972 au plus tard, la délégation soviétique ne s’opposerait pas au projet de résolution présenté par l’Argentine dans le cadre de la résolution 309 (1972) et des autres résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l’Assemblée générale.

467. Le représentant des Etats-Unis d’Amérique a dit que sa délégation trouvait encourageant que des progrès aient été accomplis, comme l’indiquait le Secrétaire général dans son rapport. Le Secrétaire général méritait une compréhension et un appui sans réserves et le Gouvernement américain s’engageait à fournir cet appui au Secrétaire général, et au Groupe

des Trois, dans l’accomplissement des tâches qui lui avaient déjà été confiées et de celles qui étaient sur le point de l’être. Le représentant des Etats-Unis d’Amérique espérait que le Secrétaire général serait en mesure de présenter au Conseil, le 15 novembre 1972 au plus tard, un rapport faisant état de progrès appréciables dans la voie de la réalisation finale des objectifs de la résolution 309 (1972) du Conseil de sécurité.

468. Le représentant du Japon s’est félicité des progrès réalisés à l’occasion des contacts qui avaient été noués avec l’Afrique du Sud à propos de la Namibie; toutefois, il a ajouté que la tâche consistant à mettre en œuvre la résolution 309 (1972) du Conseil de sécurité en était encore à sa phase initiale et que de nombreuses difficultés subsistaient. En ce qui concerne les prochaines mesures à prendre, le représentant du Japon a déclaré que sa délégation était tout à fait prête à approuver la proposition du Secrétaire général figurant dans le rapport et qu’elle voterait pour le projet de résolution présenté par l’Argentine.

469. Le représentant de la Guinée a dit que sa délégation était préoccupée par des questions fondamentales sur lesquelles le rapport du Secrétaire général ne semblait pas très explicite et qu’elle espérait obtenir quelques éclaircissements sur les questions suivantes : le Gouvernement sud-africain était-il disposé à changer sa politique coloniale pour accorder, sans condition, l’indépendance à la Namibie ? Le Secrétaire général pensait-il atteindre rapidement les objectifs de l’autodétermination et de l’indépendance de la Namibie sans y associer les divers organes des Nations Unies qui s’occupaient de la Namibie, et sans le concours du Royaume-Uni ? Le représentant de la Guinée a réclamé la libération de tous les détenus politiques et le retour des dirigeants en exil; le retrait de toutes les forces sud-africaines du territoire de la Namibie; le transfert rapide de l’administration aux représentants de la Namibie; et la dissolution des bantoustans en Namibie. Enfin, le représentant de la Guinée a dit qu’il appuyait le projet de résolution présenté par l’Argentine.

470. Le représentant du Royaume-Uni a dit que sa délégation, encouragée par les progrès accomplis jusqu’ici, faisait sienne la suggestion tendant à ce que le Secrétaire général poursuive ses efforts conformément à ce qui avait été proposé et qu’elle appuierait le projet de résolution présenté à cet effet par l’Argentine.

471. Le représentant de l’Italie a rappelé la position de sa délégation, à savoir que l’Organisation des Nations Unies ne devait pas perdre de vue la possibilité, si hypothétique soit-elle, de progresser vers l’objectif de l’indépendance totale pour la Namibie grâce à des contacts et à des discussions avec le Gouvernement sud-africain. Le représentant de l’Italie a souligné que le Secrétaire général devait être félicité pour l’habileté et la ténacité dont il avait fait preuve en s’acquittant de la tâche difficile qui lui avait été confiée par la résolution 309 (1972) du Conseil de sécurité et que la délégation italienne appuierait le projet de résolution dont le Conseil était saisi.

472. Le représentant du Panama a rendu hommage au Secrétaire général pour son rapport exhaustif et encourageant, ainsi qu’au Groupe des Trois, pour l’assistance qu’ils lui avaient apportée, et a dit que sa délégation appuierait le projet de résolution.

473. Le Secrétaire général a déclaré qu’il comprenait parfaitement et appréciait à leur juste valeur les préoccupations des membres du Conseil et les raisons qui les avaient conduits à soulever diverses questions relatives à son rapport. Le Secrétaire général a égale-

ment dit qu'il était conscient de la nécessité de veiller à ce que les efforts entrepris en application de la résolution 309 (1972) du Conseil de sécurité ne soient préjudiciables en aucune façon à la position fondamentale de l'Organisation des Nations Unies concernant la Namibie. Le Secrétaire général était certain que les membres du Conseil comprendraient qu'au stade actuel, il ne lui était pas possible de fournir des éclaircissements sur des questions qui devraient être précisées dans le cadre des efforts qu'il entreprendrait par la suite, si le Conseil décidait de reconduire son mandat. Le Secrétaire général tenait cependant à assurer les membres du Conseil, et en particulier le représentant de la Chine, qu'il tiendrait le plus grand compte des questions qu'ils avaient soulevées au cours des contacts qu'il aurait avec les parties intéressées, avec l'assistance du représentant du Secrétaire général qu'il est question de nommer. Il était également certain que le Groupe des Trois, qui jusqu'alors lui avait fourni une assistance et un appui si appréciables, et continuerait à le soutenir dans ses efforts pour s'acquitter de son mandat, avait également dûment pris note des préoccupations exprimées et des questions soulevées au cours des débats.

474. En ce qui concerne le projet de résolution, le représentant de la Somalie a suggéré que, en raison des vives préoccupations exprimées au cours des débats à propos de deux aspects fondamentaux de la question, les deux derniers alinéas du préambule deviennent les paragraphes 2 et 3 du dispositif, les autres paragraphes de celui-ci étant renumérotés en conséquence.

475. Le représentant de la Chine a souligné à nouveau la position de son gouvernement, selon laquelle l'attitude correcte adoptée dans les résolutions antérieures de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité sur la Namibie devait être maintenue, les autorités sud-africaines devaient mettre un terme immédiatement à leur occupation illégale de la Namibie et retirer de Namibie leurs forces militaires et de police, ainsi que leur administration de façon à laisser le peuple de Namibie réaliser son indépendance sans aucune ingérence étrangère. Devant le refus des autorités sud-africaines de se plier aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies réclamant la fin de l'occupation et de l'administration illégales de la Namibie, le Conseil de sécurité devait envisager de prendre des mesures plus efficaces pour appuyer vigoureusement la lutte légitime menée par le peuple namibien pour l'indépendance et la liberté. Il ne devait prendre aucune mesure qui soit susceptible d'aider éventuellement les autorités sud-africaines à sortir de leur isolement ou à se soustraire à la pression exercée par la communauté internationale. Le Conseil de sécurité devait prendre des mesures qui correspondent à la résolution concernant la Namibie adoptée à la neuvième session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA. En conséquence, a-t-il conclu, la délégation chinoise avait de sérieuses réserves à formuler en ce qui concerne la prolongation du mandat du Secrétaire général et la poursuite du soi-disant dialogue avec les autorités sud-africaines parce que les faits avaient déjà démontré que la poursuite du dialogue avec l'Afrique du Sud ne pouvait contribuer d'aucune manière à la lutte du peuple de Namibie et au règlement final de la question de Namibie. C'est pourquoi, la délégation chinoise ne participerait pas au vote sur le projet de résolution dont le Conseil était saisi.

476. Le représentant de l'Argentine a déclaré que sa délégation acceptait dans leur majeure partie les modifications au projet de résolution proposées par le

représentant de la Somalie et il a donné lecture de nouvelles modifications à apporter à ce texte.

**Décision :** *A la 1657<sup>e</sup> séance, le 1<sup>er</sup> août 1972, le projet de résolution présenté par l'Argentine (S/10750), tel qu'il avait été modifié verbalement, a été adopté par 14 voix contre zéro, la Chine ne participant pas au vote, en tant que résolution 319 (1972).*

477. Le texte de la résolution 319 (1972) se lit comme suit :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Rappelant sa résolution 309 (1972) du 4 février 1972, et sans préjudice des autres résolutions adoptées au sujet de la question de Namibie,*

*"Ayant examiné le rapport présenté par le Secrétaire général en application de la résolution 309 (1972),*

*"1. Prend note avec gratitude des efforts réalisés par le Secrétaire général dans l'application de la résolution 309 (1972);*

*"2. Réaffirme le droit inaliénable et imprescriptible du peuple namibien à la libre détermination et à l'indépendance;*

*"3. Réaffirme également l'unité nationale et l'intégrité territoriale de la Namibie;*

*"4. Invite le Secrétaire général, en consultation et en étroite coopération avec le groupe du Conseil de sécurité constitué conformément à la résolution 309 (1972), à poursuivre ses contacts avec toutes les parties intéressées en vue d'établir les conditions nécessaires pour permettre au peuple namibien d'exercer, librement et dans le respect rigoureux du principe de l'égalité des hommes, son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la Charte des Nations Unies;*

*"5. Approuve la proposition du Secrétaire général de procéder, après les consultations nécessaires, à la nomination d'un représentant pour l'assister dans l'accomplissement de son mandat, tel qu'il est énoncé au paragraphe 4 ci-dessus;*

*"6. Prie le Secrétaire général de tenir le Conseil de sécurité informé selon qu'il conviendra et, en tout cas, de lui présenter un rapport sur l'application de la résolution 309 (1972) et de la présente résolution le 15 novembre 1972 au plus tard."*

### **C. — Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 319 (1972) du Conseil de sécurité**

478. Le 15 novembre, le Secrétaire général a soumis au Conseil de sécurité son rapport (S/10832) sur l'application de la résolution 319 (1972). Il a déclaré que, le 24 septembre 1972, conformément au paragraphe 5 de la résolution 319 (1972), il avait désigné M. Martin Escher, ambassadeur de Suisse, pour le représenter et, à ce titre, l'assister dans l'accomplissement de son mandat, tel qu'il était énoncé au paragraphe 4 de cette résolution et que, après avoir eu des consultations à New York, M. Escher, accompagné par des membres du Secrétariat, avait séjourné en Afrique du Sud et en Namibie du 8 octobre au 3 novembre. Le 6 novembre, M. Escher avait fait rapport verbalement sur les résultats de ses contacts et le 14 novembre, il avait présenté un rapport écrit, reproduit en annexe. Le Secrétaire général, M. Escher et d'autres membres de la Mission avaient eu des entretiens avec les personnes suivantes qui ont été informées des résultats de

la Mission : a) le Groupe des Trois constitué par le Conseil de sécurité en application de la résolution 309 (1972); b) la Présidente du Conseil de sécurité; c) des représentants et des fonctionnaires de l'OUA; d) le Président du Groupe des Etats africains pour le mois de novembre; e) le Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux; f) le Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie; g) le Président du Sous-Comité *ad hoc* pour la Namibie. Le Secrétaire général a noté que pendant son séjour en Namibie, la Mission avait pu s'entretenir en privé avec un large secteur de la population et s'enquérir de ses vues touchant l'avenir de son pays.

479. Dans un aide-mémoire présenté au Secrétaire général qui l'avait communiqué à M. Escher et joint en annexe à son rapport, le Groupe des Trois créé par le Conseil a estimé que la résolution 319 (1972) du Conseil de sécurité devrait être appliquée en tenant compte des points suivants : a) toutes les résolutions adoptées par les Nations Unies au sujet de la question de Namibie demeuraient valides, et l'on devait s'employer activement à leur donner effet; b) les contacts à établir avec le Gouvernement sud-africain et toutes les parties intéressées devraient toujours s'inscrire dans le cadre du mandat défini par les résolutions 309 (1972) et 319 (1972); cela devrait être précisé sans équivoque dès le début; c) le représentant devrait avoir pour mission principale d'obtenir du Gouvernement sud-africain des explications complètes et sans équivoque sur sa politique d'autodétermination à l'égard de la Namibie, de façon que le Conseil de sécurité puisse décider si elle coïncidait avec la position adoptée par les Nations Unies sur cette question et s'il y avait lieu de poursuivre les efforts entrepris en application des résolutions 309 (1972) et 319 (1972); d) il convenait d'avoir constamment présente à l'esprit la nécessité de sauvegarder l'unité nationale et l'intégrité territoriale de la Namibie; e) pour témoigner de son désir de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement sud-africain devait cesser d'appliquer sa politique dite des *homelands* et renoncer à toute mesure de répression en Namibie.

480. Dans son rapport joint en annexe à celui du Secrétaire général, M. Escher a résumé les vues sur la question de la Namibie que lui avaient exprimées les groupes et les particuliers avec lesquels il s'était entretenu au cours de sa mission : a) les groupes demandant qu'il soit mis fin à la domination sud-africaine sur la Namibie et favorables à une Namibie unie et indépendante, y compris les représentants de diverses organisations politiques namibiennes, des personnalités ecclésiastiques, des étudiants, des jeunes et des travailleurs; b) des groupes et des particuliers favorables à l'autonomie des *homelands* et opposés à la création d'un Etat unitaire; c) des représentants de l'United Party et du Voice of the People Party; d) d'autres couches de la population et des particuliers choisis au hasard. Le représentant du Secrétaire général, avant son départ pour l'Afrique du Sud et la Namibie, avait également rencontré un certain nombre de présidents et de membres de divers organes des Nations Unies. M. Escher a signalé dans son rapport que sa mission avait séjourné en Namibie 17 jours, s'était rendue dans de nombreuses parties du territoire et avait organisé 74 réunions privées auxquelles aucun représentant du Gouvernement sud-africain n'était présent. M. Escher en a tiré l'impression générale que la majorité de la

population non blanche était favorable à la création d'une Namibie unie et indépendante et comptait à cette fin sur l'aide de l'Organisation des Nations Unies. En ce qui concerne ses entretiens avec le Premier Ministre d'Afrique du Sud, le représentant du Secrétaire général a déclaré que, si bien des questions restaient encore à éclaircir, ce qui avait été accepté par le Premier Ministre représentait un certain progrès dans la voie de la réalisation de l'objectif défini au paragraphe 4 de la résolution 319 (1972) du Conseil de sécurité. Le Premier Ministre a estimé que ce n'était pas le moment de s'engager dans une discussion détaillée concernant l'interprétation de la politique d'autodétermination et d'indépendance du Gouvernement sud-africain concernant la Namibie, car cette discussion pourrait être plus fructueuse une fois que les conditions nécessaires auraient été établies et que les habitants auraient acquis une expérience administrative et politique plus étendue. Cependant, le fait que le Premier Ministre ait reconnu la nécessité d'établir les conditions nécessaires semblait être conforme à l'objectif du Conseil de sécurité. En outre, le Premier Ministre a été d'avis que l'expérience de l'autonomie interne était un élément essentiel si l'on voulait aboutir à l'autodétermination et que c'était sur une base régionale que cette expérience pouvait être acquise dans les meilleures conditions. Au cours des entretiens, le Premier Ministre a déclaré qu'il serait disposé à établir un Conseil consultatif composé de représentants des diverses régions et des différents gouvernements ou autorités régionaux, et qu'il exercerait la responsabilité d'ensemble pour le territoire tout entier, c'est-à-dire non plus par l'intermédiaire des ministres actuellement responsables des différents secteurs. De l'avis de M. Escher, le fait que le Premier Ministre ait été disposé à prendre de telles mesures paraissait conforme à l'objectif qui consiste à maintenir l'unité de la Namibie. La promesse faite par le Premier Ministre d'étudier la possibilité de supprimer les restrictions à la liberté de déplacement, bien qu'elle soit limitée par des considérations relatives au contrôle des déplacements, et son accord en ce qui concerne l'existence d'une activité politique légitime comprenant la liberté d'expression et le droit de réunion était, de l'avis de M. Escher, des éléments positifs sur la voie de la création de conditions permettant l'exercice du droit à l'autodétermination. Etant donné que le Gouvernement sud-africain était disposé à poursuivre les contacts établis par le Secrétaire général conformément à la résolution 309 (1972) et compte tenu des éléments positifs qui s'étaient dégagés de ses entretiens avec le Premier Ministre, comme il a été indiqué, ci-dessus, M. Escher a estimé que les contacts entre le Secrétaire général et le Gouvernement sud-africain ainsi que les autres parties intéressées devraient être poursuivis.

#### **D. — Examen de la question de la 1678<sup>e</sup> à la 1682<sup>e</sup> séance (28 novembre-3 décembre 1972)**

481. Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question de sa 1678<sup>e</sup> à sa 1682<sup>e</sup> séance, entre le 28 novembre et le 3 décembre, au cours desquelles les représentants du Burundi, de l'Ethiopie, du Libéria, de Maurice, du Maroc, du Nigéria, du Tchad, de la Sierra Leone et de la Zambie ont été invités, sur leur demande, à participer à l'examen sans droit de vote. A sa 1678<sup>e</sup> séance également, à la demande du Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, le Conseil de sécurité l'a invité conformément aux dispositions de l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

482. A la 1678<sup>e</sup> séance, le Secrétaire général a déclaré que le rapport de son représentant laissait sans réponse ou sans solution un certain nombre de questions importantes dont la plus urgente consistait à faire préciser par l'Afrique du Sud sa politique d'autodétermination et d'indépendance à l'égard de la Namibie et à la rendre conforme aux objectifs de l'Organisation des Nations Unies, à savoir autodétermination, unité nationale et indépendance du territoire. Cependant, le rapport a éliminé tous les doutes qui auraient pu exister quant aux aspirations politiques du peuple de la Namibie, dont la majorité appuie la création d'une Namibie indépendante et unie. Bien que certaines des propositions faites par le Premier Ministre, si elles étaient mises en œuvre, dénoteraient un changement partiel dans l'attitude de l'Afrique du Sud, cela ne répondrait pas à l'attente du Conseil de sécurité. D'autres propositions avancées par le Premier Ministre semblaient être en conflit avec les principes dont s'inspirait l'Organisation des Nations Unies dans le problème de la Namibie et appelaient des éclaircissements avant de pouvoir être évaluées. Compte tenu de toutes ces circonstances, il apparaissait toujours souhaitable qu'au cours des mois à venir, l'Organisation soit tenue au courant de l'évolution de la situation en Namibie; c'est pourquoi il ne faudrait pas fermer la porte à des contacts futurs.

483. Le représentant du Maroc a dit que la politique du Gouvernement sud-africain visant à établir des prétendus gouvernements régionaux en Namibie ne respectait ni l'unité du territoire ni son intégrité territoriale. L'avenir du territoire devait être conçu de telle façon que l'intégrité territoriale de la Namibie, telle qu'elle a été définie dans le mandat confié à l'Afrique du Sud par la Société des Nations, soit respectée. Ce n'est que dans le cadre du strict respect des principes de l'Organisation des Nations Unies concernant la décolonisation qu'un dialogue avec l'Afrique du Sud pourrait être possible. C'est sur cette base que la Mission des Nations Unies avait été décidée et elle devait continuer sans aucune équivoque possible à ce sujet. Le Conseil de sécurité devrait fixer un délai raisonnable afin de s'assurer des intentions de l'Afrique du Sud.

484. Le représentant du Libéria a dit que la politique de l'Afrique du Sud en matière d'autodétermination était claire : ce pays n'avait nullement l'intention d'accorder la souveraineté à la Namibie et aux Namibiens, que ce soit en tant qu'entité territoriale ou même sous la forme de *homelands* individuels, mais entendait simplement accorder une vague forme de régime autonome à la Namibie, aux termes duquel la Namibie demeurerait perpétuellement sous le contrôle de l'Afrique du Sud. Si l'on en jugeait d'après le rapport du Secrétaire général, il n'y avait apparemment pas eu de discussion concernant la liberté de la presse et l'abrogation des lois racistes et discriminatoires. Etant donné l'expérience passée, le désir du Gouvernement sud-africain de se montrer prêt à poursuivre les contacts noués par le Secrétaire général pourrait être simplement un moyen d'empêcher l'Organisation de prendre des mesures efficaces pour expulser l'Afrique du Sud de la Namibie, tandis que l'Afrique du Sud continuerait à s'organiser pour parer à toute attaque. Le représentant du Libéria a déclaré que le moment était venu de donner effet aux résolutions pertinentes sur la Namibie et d'appliquer l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice. Le représentant du Libéria a proposé en premier lieu que le Conseil renouvelle le mandat du

Secrétaire général pour qu'il poursuive, par l'intermédiaire de son représentant, ses contacts avec le Gouvernement sud-africain, mais avec des dates et un mandat très précis pour la réalisation des objectifs déclarés des Nations Unies qu'il a ensuite énumérés. Le représentant du Libéria a déclaré que les mesures qu'il avait proposées n'entraîneraient pas automatiquement par elles-mêmes la fin de l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud, mais feraient comprendre aux collaborateurs de l'Afrique du Sud et à ses partenaires commerciaux que l'Organisation des Nations Unies était déterminée à voir s'ouvrir une nouvelle ère d'action efficace entreprise par la communauté internationale; surtout, elles accéléreraient le mouvement vers l'indépendance de la Namibie.

485. Le représentant de la Turquie, prenant la parole en tant que Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, a décrit les activités du Conseil pour la Namibie depuis décembre 1970. Le Conseil, a-t-il dit, a suivi très attentivement la mission du Secrétaire général. Le Conseil a regretté que les observations qu'il a faites au représentant avant son départ et les remarques qu'il a faites à son retour d'Afrique du Sud et de Namibie n'aient pas trouvé leur place dans le rapport de celui-ci. En outre, le rapport du Secrétaire général sur la mission de M. Escher était loin de répondre aux préoccupations du Conseil des Nations Unies pour la Namibie. Il semblerait que l'Afrique du Sud souhaite que l'Organisation des Nations Unies endosse sa politique de démembrement du territoire et sa pratique de l'*apartheid* et rien n'indiquait que l'Afrique du Sud considèrerait que les résolutions des Nations Unies étaient valables et que les contacts opérés s'inscrivaient dans le cadre des résolutions du Conseil de sécurité : tout laissait à penser que l'Afrique du Sud continuait de prétendre que les discussions se fondaient sur l'invitation adressée par son gouvernement à la personne du Secrétaire général. Ces discussions qui devaient porter à l'origine sur les modalités d'un transfert de pouvoir au Conseil des Nations Unies pour la Namibie semblaient avoir dévié de leur objectif principal et le Conseil pour la Namibie souhaitait que le Conseil de sécurité, en prenant une décision sur le rapport du Secrétaire général, tienne compte du fait que la situation en Namibie n'avait pas changé depuis l'adoption de la résolution 309 (1972) du Conseil de sécurité. Le Président du Conseil pour la Namibie a souligné que, par son attitude et en particulier par son refus d'accepter formellement les résolutions des Nations Unies, l'Afrique du Sud avait démontré qu'aucun dialogue n'était possible.

486. Le représentant de l'Ethiopie a dit qu'il prenait la parole en sa qualité de président du Groupe des Etats africains à l'Organisation des Nations Unies et comme représentant de l'un des pays chargé par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine de les représenter lors de l'examen de la question de la Namibie par le Conseil de sécurité. Il n'y avait rien de nouveau dans le rapport en ce qui concerne la situation en Namibie, les vœux du peuple namibien ou l'attitude du Gouvernement sud-africain. Dans ces conditions, la délégation éthiopienne était persuadée que la réponse déjà obtenue de l'Afrique du Sud par le représentant du Secrétaire général suffisait pour permettre au Conseil de sécurité d'apprécier les intentions de l'Afrique du Sud quant à l'avenir de la Namibie, lesquelles étaient bien connues. Après s'être consultés, les représentants des pays africains étaient d'avis que, dans les circons-

tances actuelles et tant que le Gouvernement sud-africain ne préciserait pas de façon explicite un certain nombre de questions importantes, la poursuite des contacts du Secrétaire général pourrait donner crédit à la thèse de l'Afrique du Sud selon laquelle elle négocie sincèrement; cela pourrait en fait permettre à celle-ci de mettre en œuvre une politique de balkanisation de la Namibie. Le représentant de l'Ethiopie a prié instamment le Conseil de sécurité de demander à l'Afrique du Sud de répondre aux questions suivantes : l'Afrique du Sud accepte-t-elle l'exercice par le peuple de la Namibie dans son ensemble de son droit à l'autodétermination, accepte-t-elle l'unité du peuple de la Namibie et l'intégrité de son territoire et accepte-t-elle que, quels que soient les droits qu'elle puisse avoir eus en vertu du mandat de la Société des Nations, ces droits aient pris fin? Ce sont là quelques-unes des questions auxquelles le Gouvernement de l'Afrique du Sud devrait donner des réponses sans équivoque et ce n'est que dans le cadre des explications qu'il aura apportées que l'on pourra espérer que de nouveaux contacts pourraient permettre d'établir les conditions nécessaires grâce auxquelles le peuple de la Namibie exercerait son droit à l'autodétermination et à l'indépendance. Ainsi, tant que les explications demandées ne seraient pas apportées de manière non équivoque, les contacts que le Secrétaire général a établi avec le Gouvernement de l'Afrique du Sud par l'entremise de son représentant devraient être suspendus. L'Organisation des Nations Unies devrait déployer tous ses efforts pour mettre fin à la continuation de la présence illégale de l'Afrique du Sud en Namibie en vue d'établir une présence effective des Nations Unies dans le territoire.

487. Le représentant de Maurice a appelé l'attention sur la conclusion du rapport de l'ambassadeur Escher selon laquelle la majorité de la population non blanche de la Namibie était favorable à la création d'une Namibie unie et indépendante. La délégation de Maurice ne voyait pas comment la création d'un conseil consultatif, tel que l'envisageait le Premier Ministre sud-africain, pouvait être interprétée comme étant "conforme à l'objectif qui consiste à maintenir l'unité de la Namibie" comme le représentant du Secrétaire général l'avait indiqué. Seule la mise en place d'un mécanisme permettant l'établissement d'un gouvernement démocratiquement élu pour l'ensemble du territoire pouvait être acceptable et le fait que le Premier Ministre exercerait la responsabilité d'ensemble à l'égard de tout organe qui serait créé pour l'ensemble du territoire ne semblait pas être une mesure permettant à la Namibie d'accéder à une véritable indépendance. Le représentant de Maurice doutait que les contacts avec l'Afrique du Sud aient permis de faire des progrès réels. Néanmoins, le représentant du Secrétaire général devrait être félicité pour avoir tant accompli en si peu de temps. La délégation de Maurice était favorable à la prorogation du mandat du Secrétaire général afin de lui permettre d'obtenir des réponses précises aux questions qu'il restait à examiner de manière approfondie avec le Gouvernement sud-africain et d'élucider plusieurs points encore obscurs.

488. A sa 1679<sup>e</sup> séance, le Conseil de sécurité a fait droit à la demande formulée par les représentants de la Somalie et du Soudan dans une lettre datée du 28 novembre (S/10841) et tendant à inviter, conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire, M. Peter Mueshihange, secrétaire pour les affaires extérieures de la SWAPO.

489. A cette même séance, le représentant de la Sierra Leone a dit que, lors des entretiens entre le représentant du Secrétaire général et le Premier Ministre d'Afrique du Sud, ce dernier semblait n'avoir tenu aucun compte des questions principales car, bien qu'il ait réaffirmé la volonté et le désir de son gouvernement de poursuivre des contacts aux fins d'explorer toutes les possibilités d'une solution acceptable pour le peuple namibien, il a également déclaré qu'il ne serait absolument pas réaliste de compter arriver en quelques jours ou en quelques semaines à un accord sur les problèmes posés. Le rapport du représentant était très en deçà des espoirs et mettait en lumière l'attitude inacceptable du Premier Ministre. Dans ces conditions, la délégation de Maurice, bien que ne s'opposant pas à l'idée de réexaminer la question des contacts avec l'Afrique du Sud se demandait si une nouvelle initiative ne se révélerait pas être un nouvel effort stérile. Néanmoins, la délégation mauricienne n'était pas opposée à des entretiens entre le Secrétaire général et les dirigeants du régime raciste ni entre ces dirigeants et les supergrands ou les Etats ayant des intérêts économiques en Namibie; elle ne s'opposerait pas non plus à un dialogue entre le Gouvernement sud-africain et le peuple namibien à condition que ce dialogue ait pour objet la mise en œuvre complète des résolutions pertinentes des Nations Unies, eu égard à la responsabilité directe que l'Organisation a assumée pour la Namibie et à la nécessité de mettre fin immédiatement à la présence de l'Afrique du Sud en Namibie.

490. Le représentant de la Somalie a exprimé l'opinion que l'objectif principal des résolutions 309 (1972) et 319 (1972) du Conseil de sécurité était d'offrir à l'Afrique du Sud les moyens de transférer, d'une façon raisonnable, le contrôle de son administration de la Namibie et de donner à l'Organisation des Nations Unies une base légitime, au cas où, comme on pouvait s'y attendre, l'Afrique du Sud persisterait dans son intransigeance, pour prendre des mesures positives, y compris l'application du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, en vue d'appuyer les aspirations du peuple namibien. Non seulement le rapport dont était saisi le Conseil était décevant mais constituait à certains égards un pas en arrière. Il semblerait plutôt que certains principes fondamentaux n'aient pas été respectés, ce qui avait pour résultat malheureux qu'une politique inacceptable était désormais associée à une initiative de l'Organisation des Nations Unies en Namibie. Ainsi, il n'était nulle part fait état dans le rapport de mesures initiales qui étaient pourtant fondamentales telles que les dispositions relatives à la présence permanente de l'Organisation des Nations Unies ou un calendrier pour le transfert de l'administration de la Namibie; rien dans le rapport ne prouvait non plus la volonté de l'Afrique du Sud de concilier les différents points de vue concernant l'important principe de l'autodétermination. Il faudrait que le Gouvernement sud-africain prouve sans tarder de façon spectaculaire sa volonté de modifier sa politique pour que la délégation de la Somalie se convainque que la ligne de conduite adoptée en application des résolutions 309 (1972) et 319 (1972) a quelque validité ou quelque utilité.

491. Le représentant du Tchad a souligné la nécessité urgente qu'il y avait à tenir pleinement compte des aspirations profondes de l'immense majorité du peuple namibien qui souhaite l'autodétermination et l'indépendance, aspirations qui ont été mentionnées dans le rapport du Secrétaire général. Dans ce contexte, le représentant du Tchad a donc proposé que le Conseil

de sécurité réaffirme le droit inaliénable du peuple namibien à l'autodétermination et à l'indépendance ainsi que sa non-reconnaissance de l'autorité du Gouvernement sud-africain sur la Namibie; crée une Namibie indépendante conformément à la décision de l'Assemblée générale et aux vœux de la population namibienne; et exige du Gouvernement sud-africain des mesures concrètes pour l'exercice des libertés fondamentales et la libération des détenus politiques. Le représentant du Tchad a en outre proposé que le Conseil invite tous les Etats Membres et les institutions spécialisées à accorder, par l'intermédiaire de l'OUA, une aide matérielle aux mouvements de libération de la Namibie; installe en territoire namibien le Conseil des Nations Unies pour la Namibie; fixe la date de la proclamation de l'indépendance de la Namibie; et fasse appliquer par le Gouvernement sud-africain toutes les résolutions adoptées par les divers organes des Nations Unies sur la question namibienne.

492. Le représentant de la Zambie a déclaré que le rôle principal du représentant du Secrétaire général avait été d'obtenir des autorités sud-africaines des "explications complètes et sans équivoque" quant à la position de leur gouvernement sur un certain nombre de questions fondamentales, en particulier sur le droit inaliénable et imprescriptible du peuple de Namibie à l'autodétermination et à l'indépendance, sur l'unité et l'intégrité territoriale de la Namibie et sur le statut international de la Namibie compte tenu des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'avis de la Cour internationale de Justice. Cependant, il ressortait manifestement du rapport que les autorités sud-africaines avaient usé de subterfuges pour ne pas donner de réponses explicites à ces questions. Cela laissait l'impression gênante que l'Organisation des Nations Unies s'était peut-être laissée entraîner par inadvertance dans des négociations avec l'Afrique du Sud sur le statut juridique et l'avenir même du territoire international. De l'avis de la délégation zambienne, le seul résultat obtenu par la mission du représentant en Afrique du Sud et en Namibie avait été de confirmer un fait bien connu : les aspirations profondes du peuple namibien à l'autodétermination et à l'indépendance. Il demandait instamment qu'au lieu de compter uniquement sur les contacts — que l'Afrique du Sud espérait utiliser à ses propres fins et au sujet de l'utilité desquels la délégation zambienne entretenait des doutes sérieux — le Conseil de sécurité envisage de prendre des mesures effectives, notamment, le cas échéant, de recourir à la force en vertu des dispositions du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

493. A sa 1680<sup>e</sup> séance, le 1<sup>er</sup> décembre, le Conseil de sécurité a entendu une déclaration de M. Mueshihange, conformément à la décision prise antérieurement d'adresser à ce dernier une invitation en vertu de l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité. M. Mueshihange a déclaré que, dès le début des consultations en cours entre le Gouvernement de l'Afrique du Sud et le Secrétaire général, la SWAPO avait douté qu'elles puissent avoir un résultat positif, tout en reconnaissant que ces contacts offraient à l'Afrique du Sud l'occasion de transférer pacifiquement les pouvoirs politiques au peuple namibien.

494. A maintes reprises, la SWAPO avait indiqué aux Nations Unies que le peuple namibien souhaitait la fin de l'administration illégale du Gouvernement sud-africain et n'exigeait rien moins que l'indépendance immédiate et totale pour leur pays en tant qu'entité unique et unifiée. Par contre, la conception qu'avait le

Gouvernement sud-africain de l'autodétermination et de l'indépendance était chose bien connue et ressortait clairement de la série de lois que l'Afrique du Sud avait adoptées au cours des ans. S'agissant des propositions faites par le Premier Ministre de l'Afrique du Sud et mentionnées dans le rapport du représentant du Secrétaire général, la SWAPO était d'avis que par gouvernement sur une base dite régionale, on entendait continuer à appliquer, sous un nouveau nom, cette méthode bien connue qui consistait à diviser la population suivant les groupes ethniques pour faciliter la domination et l'exploitation par la minorité blanche raciste. Il était également manifeste que le conseil consultatif envisagé ne serait rien de plus qu'une assemblée de chefs fantoches à la solde du gouvernement, au lieu de grouper des représentants démocratiquement élus de la population. Il a appelé l'attention des membres du Conseil sur le fait que la SWAPO avait récemment réaffirmé que si, d'ici le 15 novembre 1972, le régime raciste sud-africain ne s'était pas concrètement engagé à retirer son administration illégale de Namibie, n'avait pas fait connaître les modalités tendant à faciliter ce retrait, et n'avait pas indiqué clairement qu'il était d'accord pour reconnaître les droits légitimes du peuple de Namibie à l'autodétermination et à l'indépendance, la SWAPO rejetterait alors catégoriquement tous nouveaux contacts relatifs à la Namibie entre le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et la puissance occupante illégale. M. Mueshihange a affirmé que les entretiens en cours, qui avaient été organisés en application des résolutions 309 (1972) et 319 (1972), n'étaient pas axés sur la question centrale de la liberté et de l'indépendance du peuple namibien et n'avaient en fait pas eu de résultats positifs. Aussi fallait-il y mettre fin et l'Organisation des Nations Unies devrait-elle prendre d'autres mesures, plus effectives et plus directes, pour obliger le Gouvernement sud-africain à respecter les diverses décisions prises par l'Organisation au sujet de la question de Namibie.

495. A la 1681<sup>e</sup> séance, le 4 décembre, le représentant du Nigéria a dit qu'il était évident que l'Afrique du Sud avait carrément refusé de préciser quelle était sa position sur un certain nombre de questions très importantes et que, dans le cas où l'Afrique du Sud avait fourni des réponses — par exemple, sa proposition tendant à établir un conseil consultatif et à instituer l'autonomie sur une base régionale — celles-ci étaient tellement noyées dans des généralités et tellement vagues que la seule conclusion que l'on pouvait en tirer était que ce gouvernement, bien que désireux de donner l'illusion d'une coopération et d'un dialogue, ne cherchait qu'à gagner du temps. Il a suggéré qu'avant de poursuivre des contacts de ce genre, le Conseil de sécurité cherche à obtenir un exposé précis et sans équivoque de la position de l'Afrique du Sud, de façon que ces contacts aient un sens. Plus précisément, le Conseil de sécurité devrait demander au Secrétaire général d'obtenir du Gouvernement sud-africain qu'il réponde clairement aux questions ci-après : dans la mesure où le peuple de Namibie avait opté pour l'autodétermination et l'indépendance, le Gouvernement sud-africain voudrait-il indiquer avec précision quand il retirerait son administration du territoire? Renoncerait-il sans délai à poursuivre sa politique des *homelands*? Lèverait-il immédiatement toute restriction à la liberté de mouvement des Namibiens à l'intérieur du territoire et rétablirait-il la liberté d'expression et d'activité politique? Permettrait-il la présence immédiate de l'Organisation des Nations Unies en Namibie, que réclamait

manifestement le peuple namibien ? En attendant de recevoir par les voies diplomatiques normales la réponse du Gouvernement sud-africain, la mission du représentant du Secrétaire général devrait être suspendue et le Conseil de sécurité devrait chercher d'autres moyens permettant au peuple namibien de jouir de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance.

496. Le représentant du Burundi a insisté sur le fait que la Namibie était juridiquement libre et que la présence de l'Afrique du Sud était assimilable à une occupation par la force des armes et, en conséquence, à un acte d'agression contre l'Organisation des Nations Unies elle-même. Il a en outre souligné que le mandat de la mission en Namibie, qui avait été précisé à nouveau par le Groupe des Trois afin d'éviter toute déviation, se limitait à la mise au point de modalités grâce auxquelles l'Afrique du Sud cesserait l'agression qu'elle était alors en train de perpétrer. Il estimait qu'une solution pacifique et juste de la question de Namibie pourrait constituer le premier pas, le plus facile et le plus prometteur, vers l'instauration d'une détente euro-africaine, dans la mesure où la Namibie n'était juridiquement plus une colonie mais sous la garde des Nations Unies, tant du point de vue territorial que démographique. En procédant par tâtonnements, comme il avait commencé à le faire à Addis-Abeba, le Conseil de sécurité se trouvait impliqué dans ce qui était surtout un problème de procédure sur les modalités relativement futiles du dialogue. Bien qu'elle n'ait pas d'objection à un dialogue entre partenaires bien intentionnés, la délégation burundaise s'intéressait aux modalités de la détente plutôt qu'à celles du dialogue et désirait parler d'une Namibie libre et non d'une liberté usurpée par l'Afrique du Sud pour disposer de ce territoire.

497. Le représentant du Soudan a dit que les conclusions suivantes devaient être tirées du rapport du Secrétaire général sur les résultats de la mission de son représentant : a) l'Afrique du Sud cherchait à gagner du temps et, dans l'intervalle, elle consolidait sa présence illégale en Afrique du Sud et allait mettre la communauté internationale devant un fait accompli en étendant sa politique d'*apartheid* à la Namibie; et b) sous le couvert d'un gouvernement régional, l'Afrique du Sud maintiendrait en fait ses forces, son administration, sa police spéciale et, avant tout, ses lois oppressives en Namibie, et finirait par annexer le territoire. Deux tentatives de dialogue avec l'Afrique du Sud avaient échoué et les conclusions que l'on pouvait en tirer prouvaient manifestement que le Conseil devait envisager sérieusement des moyens efficaces d'appliquer ses décisions relatives à la Namibie. Le principal intérêt de l'Afrique du Sud en Namibie était l'exploitation économique de son peuple, qui constituait une main-d'œuvre bon marché, des ressources du sous-sol, de la pêche et de l'élevage. Tout dialogue prolongé, futile, donnerait à l'Afrique du Sud une autre chance de fragmenter davantage la Namibie et de supprimer le mouvement de libération. Le représentant du Soudan a insisté sur l'importance du retrait immédiat de l'Afrique du Sud du territoire et l'établissement de conditions permettant à l'Organisation des Nations Unies de s'acquitter de ses responsabilités à l'égard de la Namibie, au besoin en prenant les mesures prévues au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Le Conseil de sécurité devrait indiquer sans équivoque au Premier Ministre que seul le retrait complet de l'administration sud-africaine de la Namibie et l'indépendance complète du territoire en tant qu'une seule nation et qu'un seul peuple était acceptable.

498. Le représentant de la Belgique a exprimé le regret que l'Afrique du Sud n'ait pas encore souscrit au principe de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale de la Namibie, en dehors duquel l'autodétermination et l'indépendance du territoire ne sauraient se concevoir, ainsi que le Conseil l'avait maintes fois proclamé. Si le Gouvernement sud-africain avait adhéré à ce principe, cela aurait éclairé d'un jour nouveau les mesures qu'il comptait prendre quant à l'avenir du territoire, lesquelles auraient constitué autant d'étapes sur la voie de l'émancipation du peuple namibien. Toutefois, le Gouvernement sud-africain et le Premier Ministre s'étaient déclarés prêts à prendre certaines mesures, par exemple à établir un conseil consultatif, à rassembler sous l'autorité du Premier Ministre sud-africain les attributions sur la Namibie et à accepter l'existence d'une activité politique légitime. Il s'agissait là de concessions de la part de l'Afrique du Sud, sur la portée desquelles malheureusement on en était encore réduit à s'interroger faute, précisément, de l'engagement que le Conseil de sécurité avait espéré obtenir en ce qui concernait l'unité nationale et l'intégrité territoriale. Toutefois, rien ne justifierait l'arrêt, ni même la suspension des négociations, car poursuivre des négociations, c'était éviter un retour à l'épreuve de force et concilier les droits de la Namibie dont le Conseil était le garant avec le réalisme qui consistait à reconnaître que l'autodétermination et l'indépendance du territoire dépendaient de l'Afrique du Sud.

499. A la 1682<sup>e</sup> séance, le 6 décembre, le représentant de l'Union soviétique a déclaré que le rapport du Secrétaire général montrait clairement que les autorités de l'Afrique du Sud continuaient à appliquer en Namibie une politique d'oppression coloniale, d'*apartheid* et de démembrement du territoire en créant des "bantoustans" ou *homelands* et qu'elles cherchaient à utiliser la mission du Secrétaire général et celle de son représentant pour camoufler leur racisme, leur politique colonialiste et pour obtenir que l'Organisation des Nations Unies approuve sa politique. De l'avis du représentant de l'URSS, le rapport confirmait amplement la validité des doutes que sa délégation avait souvent exprimés pendant, durant et après les réunions du Conseil à Addis-Abeba, quant à l'opportunité des mesures envisagées dans la résolution 309 (1972) du Conseil de sécurité. Les assurances données verbalement au représentant du Secrétaire général par le Gouvernement sud-africain n'étaient que des manœuvres destinées à induire en erreur l'Organisation des Nations Unies et l'opinion publique mondiale et à donner l'impression que l'on faisait quelque chose alors qu'en fait la situation en Namibie n'avait nullement changé et que le Conseil de sécurité se trouvait toujours devant une tentative manifeste des racistes sud-africains de retarder l'octroi de l'indépendance à la Namibie. Toute tentative de dialogue avec les racistes d'Afrique du Sud était inutile et même préjudiciable car elle n'avait permis d'obtenir aucune réponse claire à un grand nombre de questions importantes et ne permettrait pas d'atteindre les objectifs fixés dans les résolutions 309 (1972) et 319 (1972) du Conseil de sécurité. Le représentant n'aurait pas dû faire des promesses qui ne rentraient pas dans le cadre de son mandat mais la principale raison de l'échec de sa mission était le refus obstiné du Gouvernement sud-africain et de son Premier Ministre de mettre fin à leurs politiques annexionnistes en Namibie, à leur occupation illégale du territoire et de retirer leurs troupes, leur police et leur administration et, ce faisant, de donner au peuple namibien la possi-

bilité de décider librement de son destin. Du fait de l'importance que les Etats Membres africains et asiatiques accordaient au Conseil des Nations Unies pour la Namibie, la délégation soviétique avait décidé de devenir membre de ce conseil afin de chercher, avec les membres du Conseil de sécurité et du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, à assurer le plein respect des décisions des Nations Unies tendant au respect immédiat du droit inaliénable du peuple namibien à la liberté et à l'indépendance. Le moment était venu pour le Conseil de sécurité d'envisager des mesures efficaces susceptibles de favoriser la libération immédiate de la Namibie des racistes qui l'occupaient illégalement, d'autant plus qu'il ne semblait plus opportun de proroger le mandat pour procéder à des négociations, pour poursuivre le prétendu dialogue, avec les racistes d'Afrique du Sud.

500. Le représentant de l'Italie a estimé que le moment était venu pour le Conseil de sécurité de donner au Secrétaire général des directives claires quant aux nouvelles mesures à prendre pour l'aider à atteindre l'objectif qu'il s'était fixé, c'est-à-dire l'autodétermination et l'indépendance pour la Namibie. Soulignant que la question de Namibie n'était pas un problème qui intéressait exclusivement les Africains, mais tous les Membres des Nations Unies, il a fait observer que le rapport du représentant du Secrétaire général constituait l'analyse la plus complète et la plus détaillée jusqu'alors faite des opinions et des aspirations du peuple de Namibie. Les neuf points de discussion dont il était fait état dans le rapport ne devaient pas être considérés comme constituant un accord entre le représentant et le Premier Ministre sud-africain, dont les propositions étaient, de l'avis du représentant de l'Italie, trop prudentes et ambiguës et devaient donc être discutées et précisées en détail. La délégation italienne partageait pleinement le point de vue du Secrétaire général selon lequel on ne devait pas renoncer à tout contact avec l'Afrique du Sud. C'est pourquoi, de l'avis du représentant de l'Italie, les entretiens devaient se poursuivre afin de maintenir des contacts directs avec le territoire comme le demandait tout son peuple, de veiller à ce que l'activité politique — notamment la liberté d'expression et la liberté de réunion — devienne une réalité et d'obtenir du Gouvernement sud-africain l'engagement de permettre au peuple namibien d'exercer librement son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la Charte des Nations Unies. Enfin, au cas où le Conseil déciderait de maintenir les contacts, le nouveau mandat ne devrait pas modifier le rôle confié au Secrétaire général ni permettre à d'autres organes de s'immiscer dans l'exécution de mesures qui avaient été décidées par le Conseil de sécurité et relevaient exclusivement de sa compétence.

501. Le représentant de l'Argentine a félicité le Secrétaire général et son représentant des efforts précieux qu'ils avaient déployés pour s'acquitter de la meilleure façon possible du mandat difficile qui leur avait été confié en vertu des résolutions 309 (1972) et 319 (1972) du Conseil de sécurité. Pour ce qui était des questions de fond discutées au cours de ces contacts, des doutes subsistaient et de nombreuses promesses et propositions devaient être précisées par le Gouvernement sud-africain. On pouvait par exemple lui demander des précisions pour la base régionale mentionnée pour acquérir l'expérience de l'autonomie — afin de savoir s'il s'agissait d'une nouvelle façon d'appliquer la politique dite des *homelands* qui avait été rejetée — sur la création et le mandat du Conseil

consultatif proposé par le Premier Ministre et sur la définition à donner à l'expression "contrôle des mouvements". L'activité politique qu'avait occasionnée en Namibie la visite du représentant du Secrétaire général était un événement dont il fallait souligner l'importance dans la mesure où, qu'on l'admette ou non, il avait été considéré par la population de Namibie comme marquant le début d'une présence des Nations Unies en Namibie et où plusieurs groupes avaient demandé que cette présence soit plus efficace et permanente. Il vaudrait la peine de revenir sur cette question si on maintenait les contacts.

502. Le représentant de l'Argentine a présenté un projet de résolution (S/10846) dont sa délégation était auteur, ainsi que certaines modifications de forme. Il a souligné que si le projet de résolution était adopté, le Gouvernement sud-africain serait, au cours de ses entretiens avec le Secrétaire général, prié de tenir compte de la position très ferme de l'Organisation des Nations Unies qui reposait sur de nombreuses résolutions adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité. En ce qui concernait la demande faite aux "autres parties intéressées" de continuer à apporter au Secrétaire général leur précieux concours, il a précisé que ces parties, en particulier le Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, devraient être davantage consultées afin de déterminer quelles sont leurs vues et pour obtenir d'elles des directives en vue de parvenir à une solution.

503. Le représentant de la Yougoslavie a été d'avis que l'Afrique du Sud n'avait pas répondu de façon satisfaisante aux principaux points sur lesquels il avait été insisté dans les deux aide-mémoire présentés par le Groupe des Trois, dont sa délégation était membre, ce qui faisait douter qu'elle se soit engagée de bonne foi dans les contacts avec le Secrétaire général. Néanmoins, bien qu'elle condamnât le refus de l'Afrique du Sud de respecter les résolutions pertinentes de l'ONU, la délégation yougoslave était favorable à la proposition tendant à ce que le Secrétaire général soit autorisé à poursuivre ses efforts pendant un certain temps. Pour ce qui était du projet de résolution, le représentant de la Yougoslavie estimait que le texte aurait pu être plus explicite, et exiger une présence des Nations Unies en Namibie, la cessation immédiate de la politique des *homelands* de l'Afrique du Sud, l'abolition de toutes les mesures répressives et l'établissement de toutes les libertés nécessaires en Namibie, mais que ces observations étaient sans objet puisqu'il était demandé dans la résolution de respecter strictement les résolutions antérieures du Conseil de sécurité. Si le Conseil adoptait le projet de résolution, cela obligerait l'Afrique du Sud à évaluer la situation de façon plus réaliste et à se rendre compte du fait que si, d'ici au 30 avril 1973, elle n'acceptait pas la résolution 309 (1972) du Conseil de sécurité, elle ne précisait pas sa position quant à l'autodétermination, l'indépendance et l'unité territoriale et elle ne cessait pas d'exporter l'*apartheid* en Namibie, il ne serait pas possible de poursuivre les contacts. Le représentant de la Yougoslavie a fait état de diverses suggestions portant sur de nombreuses mesures directes ou indirectes que l'ONU pourrait prendre pour modifier la situation; il a parlé notamment de la nomination d'un Haut Commissaire pour la Namibie, de l'intensification des travaux et des activités du Conseil des Nations Unies pour la Namibie et de l'élargissement de son mandat, de la proclamation, par l'Organisation des Nations Unies, de l'indépendance de la Namibie, de pressions accrues pour faire respecter l'embargo sur les

armes destinées à l'Afrique du Sud, de nouveaux efforts vers l'application des sanctions et d'une assistance directe aux dirigeants et aux mouvements namibiens.

504. Le représentant de la France a dit qu'en adoptant la résolution 309 (1972) à Addis-Abeba, le Conseil avait, en dernière analyse, décidé de laisser de côté provisoirement certaines controverses de doctrine pour se placer dans une perspective résolument pragmatique. Il estimait que le rapport apportait à la fois préoccupations et encouragements, mais il était certain que l'expérience devait être poursuivie. Si le Conseil abandonnait son effort, les gens de Namibie perdraient leur foi dans l'Organisation et le Secrétaire général ne serait plus en mesure d'informer le Conseil de la façon dont les réformes promises avaient été exécutées. Cela n'impliquerait pas la renonciation, par le Conseil, à sa propre doctrine sur la situation de la Namibie ou à un abandon de ses positions en la matière.

505. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que, depuis l'adoption de la résolution 309 (1972), le Conseil de sécurité avait réalisé des progrès et réuni des conditions de changement qui semblaient sans précédent dans l'histoire des tractations de l'Organisation des Nations Unies avec l'Afrique du Sud au sujet de la Namibie. Un problème aussi épineux ne pouvait être rapidement résolu et il ne servirait à rien de faire des déclarations manquant de réalisme; mais on ne devait pas sous-estimer les possibilités constructives qu'offrait la diplomatie discrète. Aussi, la délégation des Etats-Unis était-elle fortement en faveur du maintien des contacts et espérait-elle que, compte tenu de la proximité de la date limite fixée pour le prochain rapport du Secrétaire général, on pourrait rapidement rétablir les contacts entre les parties intéressées, ce qui donnerait du temps non seulement pour effectuer des voyages en Afrique du Sud et en Namibie, mais également pour organiser, au Siège, périodiquement ou au même moment, des consultations avec le Groupe des Trois et d'autres groupes suivant l'évolution de la situation.

506. Le représentant de la Chine a dit que loin d'avoir eu des résultats positifs le soi-disant dialogue était exploité par les autorités sud-africaines, qui étendaient leur politique réactionnaire des bantoustans et renforçaient leurs mesures répressives et leur politique d'*apartheid* en Namibie. Le dialogue avait semé la confusion aussi bien à l'intérieur qu'en dehors de l'Organisation des Nations Unies, et l'Afrique du Sud avait profité de la situation pour se sortir de son isolement politique. Au total donc, le dialogue avait eu des effets négatifs pour la lutte du peuple de Namibie pour sa libération. Aussi, la délégation chinoise pensait-elle que le rapport du représentant du Secrétaire général et les propositions en vue de maintenir le dialogue étaient inacceptables et, en conséquence, conformément à sa position bien connue en la matière, elle avait décidé de ne pas participer au vote sur le projet de résolution. Le représentant de la Chine a estimé que les deux rapports dont le Conseil de sécurité était saisi ne donnaient qu'un compte rendu expressément succinct des entretiens avec le Premier Ministre et le Ministre des affaires étrangères d'Afrique du Sud et qu'il ne serait pas déraisonnable de demander que les comptes rendus *in extenso* de ces entretiens soient communiqués au Conseil.

507. Le représentant du Japon a félicité le Secrétaire général et son représentant de la façon dont ils s'étaient acquittés de leurs tâches difficiles. Il a exprimé le regret qu'aucun résultat tangible n'ait été jusqu'alors obtenu dans les efforts déployés pour que le Gouverne-

ment de l'Afrique du Sud fournisse des éclaircissements complets et sans équivoque sur son interprétation de l'autodétermination, de l'indépendance et de l'unité nationale de la Namibie. Toutefois, comme il estimait que les contacts pris en application des résolutions 309 (1972) et 319 (1972) du Conseil de sécurité constituaient pratiquement le seul moyen permettant de sortir de l'impasse où l'on se trouvait depuis longtemps au sujet de la question de Namibie, la délégation japonaise se prononcerait en faveur du projet de résolution présenté par l'Argentine.

508. Le représentant du Royaume-Uni a rappelé que l'idée qui consistait à prier le Secrétaire général d'entrer en contact avec toutes les parties intéressées avait été avancée bien des années avant qu'elle ne soit finalement adoptée par le Conseil et qu'au cours de cette période, on avait essayé plusieurs autres lignes de conduite parfois, de l'avis de sa délégation, en ne tenant pas suffisamment compte des données de la question ni de ses aspects juridiques. Ces autres mesures n'avaient pas eu les résultats escomptés mais en l'occurrence, il n'était pas nécessaire de mal augurer de l'avenir. Tout en comprenant que les hésitations et les doutes exprimés au cours du débat quant aux résultats qu'avaient jusque là donné les contacts, la délégation britannique se proposait d'appuyer le projet de résolution car il ne faisait aucun doute que les contacts du Secrétaire général devaient être poursuivis sur la même base qu'antérieurement. Le projet de résolution invitait le Secrétaire général à poursuivre ses efforts méritoires sans préjuger des autres aspects de la situation et il ne cherchait manifestement pas à empêcher le libre choix du peuple de Namibie dans l'exercice de son droit à l'autodétermination. Le représentant du Royaume-Uni pense qu'il aurait peut-être été plus judicieux d'accorder davantage de temps au Secrétaire général pour présenter son prochain rapport.

509. Le Président, parlant en sa qualité de représentant de l'Inde, a déclaré que dans la mesure où les résolutions 309 (1972) et 319 (1972) n'avaient pas indiqué clairement quels aspects du problème de la Namibie devaient être discutés avec le Gouvernement sud-africain, les contacts avaient servi à prendre des dispositions en vue d'un certain nombre d'arrangements grâce auxquels le peuple de la Namibie pourrait exercer son droit inhérent à l'autodétermination et à l'indépendance. Il était donc possible de dire que certains progrès avaient été réalisés du fait de ces contacts. Toutefois, l'Afrique du Sud n'avait pas entièrement accepté la conception qu'avait l'Organisation des Nations Unies du problème et le Conseil de sécurité se trouvait devant le dilemme d'avoir à décider si la poursuite des contacts ne profiterait pas davantage à l'Afrique du Sud qu'aux Nations Unies ou s'il fallait laisser l'Afrique du Sud prétendre que l'Organisation des Nations Unies ne l'avait pas laissée s'engager dans la bonne voie. De l'avis du représentant de l'Inde, le texte du projet de résolution présenté par l'Argentine, qui indiquait clairement à l'Afrique du Sud que tant qu'elle n'accepterait pas la conception qu'avait l'Organisation des Nations Unies du problème, la portée des négociations serait limitée, voire nulle, avait permis de régler ce dilemme. Le projet de résolution fixait également une date limite avant laquelle le Gouvernement sud-africain devait indiquer clairement et sans équivoque sa position ou courir le risque de voir le Conseil de sécurité envisager d'autres moyens d'action. Aussi sa délégation se prononcerait-elle en faveur du projet de résolution dont l'Argentine était auteur. Le représentant de l'Inde a

proposé en outre que des moyens de coordination plus satisfaisants soient établis entre les diverses organisations et organes qui, au titre des accords, s'occupaient alors de la question de Namibie.

510. La représentante de la Guinée a insisté sur le fait qu'étant donné les résultats décevants des contacts qui avaient eu lieu jusqu'alors, sa délégation aurait préféré un texte de projet de résolution reflétant avec force la condamnation de l'Afrique du Sud. Néanmoins elle restait flexible quant à la recherche de nouvelles approches de la question de Namibie et appuierait en conséquence le projet de résolution.

511. Le représentant de la Somalie a déclaré que bien que sa délégation ne soit pas satisfaite de certaines des dispositions, elle acceptait le projet de résolution dans la mesure où il tenait compte des critiques constructives qui avaient été formulées et réaffirmait certains principes de base qui avaient semblé compromis par les faits nouveaux et regrettables qui s'étaient produits au cours des entretiens récents avec le Gouvernement sud-africain. Il a insisté sur le fait que la responsabilité et les obligations particulières de l'Organisation des Nations Unies vis-à-vis du peuple du territoire de la Namibie ne devraient jamais être remises en question ou même temporairement oubliées. Bien que les résultats jusqu'alors obtenus ne soient pas du tout prometteurs, le Secrétaire général devait poursuivre ses efforts méritoires pour veiller à ce que le peuple de la Namibie puisse exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance. Le projet de résolution fournissait des directives claires et sans équivoque quant à la poursuite de l'initiative du Conseil de sécurité.

512. Le représentant de l'Union soviétique a proposé que le paragraphe 8 du dispositif du projet de résolution soit modifié de façon que ce soit le Conseil de sécurité lui-même qui désigne les représentants appelés à pourvoir les sièges devenus vacants au sein du Groupe des Trois. Cette proposition a été acceptée par le représentant de l'Argentine.

**Décision :** A la 1682<sup>e</sup> séance, le 6 décembre 1972, le projet de résolution de l'Argentine (S/10846), tel qu'il avait été modifié oralement au cours de la séance, a été adopté par 13 voix contre zéro, avec une abstention (Union des Républiques socialistes soviétiques), la Chine ne participant pas au vote, en tant que résolution 323 (1972).

513. Le texte de la résolution 323 (1972) se lit comme suit :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Rappelant ses résolutions 309 (1972) du 4 février 1972 et 319 (1972) du 1<sup>er</sup> août 1972, et sans préjudice des autres résolutions adoptées au sujet de la question de Namibie,*

*"Réaffirmant les responsabilités et obligations particulières de l'Organisation des Nations Unies à l'égard du peuple et du Territoire de la Namibie,*

*"Rappelant l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice en date du 21 juin 1971,*

*"Réaffirmant le droit inaliénable et imprescriptible du peuple namibien à la libre détermination et à l'indépendance,*

*"Affirmant que le principe de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale de la Namibie ne peut être subordonné à aucune condition,*

*"Ayant examiné le rapport présenté par le Secrétaire général en application de la résolution 319 (1972),*

*"1. Constate avec satisfaction que le peuple namibien a de nouveau eu l'occasion de faire connaître ses aspirations clairement et sans équivoque, sur son propre territoire, à des représentants de l'Organisation des Nations Unies;*

*"2. Note avec intérêt que l'immense majorité des opinions recueillies par le représentant du Secrétaire général s'est révélée catégoriquement favorable, entre autres, à l'abolition immédiate de la politique des "foyers nationaux", au retrait de l'administration sud-africaine du Territoire, à l'accession à l'indépendance nationale et à la sauvegarde de l'intégrité territoriale de la Namibie, confirmant ainsi la position constante de l'Organisation des Nations Unies en la matière;*

*"3. Regrette profondément qu'il n'y ait pas eu d'éclaircissements et sans équivoque de la politique du Gouvernement sud-africain en ce qui concerne l'autodétermination et l'indépendance pour la Namibie;*

*"4. Réaffirme solennellement le droit inaliénable et imprescriptible du peuple namibien à l'autodétermination, à l'indépendance nationale et à la sauvegarde de son intégrité territoriale, sur lequel doit être fondée toute solution pour la Namibie, et rejette toute interprétation, mesure ou politique contraire;*

*"5. Invite le Secrétaire général à poursuivre, sur la base du paragraphe 4 ci-dessus, en consultation et en étroite coopération avec le groupe du Conseil de sécurité constitué conformément à la résolution 309 (1972) et, au besoin, avec le concours de représentants, ses efforts méritoires en vue d'obtenir que le peuple namibien exerce, librement et dans le respect rigoureux du principe de l'égalité des hommes, son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la Charte des Nations Unies;*

*"6. Exhorte de nouveau le Gouvernement sud-africain à coopérer pleinement avec le Secrétaire général à l'application de la présente résolution afin d'assurer le transfert pacifique du pouvoir en Namibie;*

*"7. Prie les autres parties intéressées de continuer à apporter au Secrétaire général leur précieux concours pour l'aider à assurer l'application de la présente résolution;*

*"8. Décide que, après le renouvellement partiel de la composition du Conseil de sécurité, le 1<sup>er</sup> janvier 1973, le Conseil désignera les représentants appelés à pourvoir les sièges qui deviendront vacants au sein du groupe constitué conformément à la résolution 309 (1972);*

*"9. Prie le Secrétaire général de faire rapport au Conseil de sécurité sur l'application de la présente résolution aussitôt que possible, et au plus tard le 30 avril 1973."*

514. Après le vote, le représentant de l'Union soviétique a affirmé à nouveau que la méthode de persuasion et de sollicitation suivie avec les autorités sud-africaines n'aboutirait à rien et que seuls les efforts conjugués de tous les pays ayant une position anticolonialiste pourraient forcer les racistes sud-africains à appliquer les décisions du Conseil de sécurité. Le Conseil, a-t-il déclaré, devait avoir recours aux moyens dont il disposait aux termes de la Charte.

515. A la 1684<sup>e</sup> séance, le 16 janvier 1973, le Président a annoncé, au sujet du paragraphe 8 de la

résolution 323 (1972), que, lors de consultations entre les membres du Conseil, il avait été décidé par consensus de désigner les représentants du Pérou et du Soudan pour pourvoir les sièges devenus vacants dans le groupe établi en application de la résolution 3 (1972) du fait de l'expiration du mandat des délégations de l'Argentine et de la Somalie.

#### **E. — Rapports et communications ultérieurs**

516. Par une lettre datée du 30 janvier 1973 (S/10874), le Secrétaire général a transmis au Président du Conseil de sécurité le texte de la résolution 3031 (XXVII) relative à la question de Namibie, que l'Assemblée générale avait adoptée le 18 décembre 1972, et a appelé l'attention sur le paragraphe 11 de la résolution qui invitait le Conseil de sécurité à prendre des mesures effectives pour assurer le retrait par l'Afrique du Sud de son administration illégale de Namibie, ainsi que l'application des résolutions visant à permettre au peuple namibien d'exercer son droit à l'autodétermination.

517. Le 30 avril, le Secrétaire général a présenté un rapport (S/10921) sur l'application de la résolution 323 (1972) du Conseil de sécurité en date du 6 décembre 1972. Le Secrétaire général a déclaré qu'en étroite coopération avec le Groupe des Trois, il s'était efforcé d'obtenir du Gouvernement sud-africain une déclaration plus complète et sans équivoque concernant sa politique quant à l'autodétermination et à l'indépendance de la Namibie ainsi que des éclaircissements quant à sa position sur d'autres questions qui ressortaient du rapport de son représentant et des délibérations du Conseil de sécurité.

518. Après avoir consulté le Groupe des Trois, il avait été convenu que ses rapports avec le Gouvernement sud-africain auraient lieu par phases successives. Conformément à cette procédure, le Secrétaire général avait transmis au Gouvernement sud-africain, le 20 décembre 1972, une série de questions sur la politique de l'Afrique du Sud quant à l'autodétermination et à l'indépendance de la Namibie; la composition et les fonctions du conseil consultatif proposé; la suppression des restrictions limitant les déplacements et les mesures visant à assurer la liberté des activités politiques, y compris la liberté d'expression et la liberté de réunions, et la suspension des mesures d'application de la politique des *homelands* de l'Afrique du Sud. Par la suite, un examen détaillé des réponses préliminaires du Gouvernement sud-africain avait eu lieu au Siège entre le représentant permanent de l'Afrique du Sud et le Secrétaire général et ses représentants. Ces derniers avaient rappelé une fois de plus la ferme politique de l'ONU en ce qui concerne le statut international de la Namibie, son unité nationale et son intégrité territoriale et avaient cherché à obtenir des éclaircissements au sujet des mesures qui pouvaient être interprétées comme une nouvelle application de la politique des *homelands*, ainsi qu'au sujet de la proposition portant sur la création d'un conseil consultatif. Après des contacts directs à Genève à la mi-avril entre le Secrétaire général et le Ministre des affaires étrangères de l'Afrique du Sud, le Ministre avait, le 30 avril, adressé, à titre d'éclaircissements sur la position de son gouvernement, une déclaration qui contenait les points ci-après : le Gou-

vernement sud-africain respecterait pleinement les vœux de l'ensemble de la population du territoire concernant la future organisation constitutionnelle dudit territoire et la consultation par laquelle seraient déterminés ses vœux ne serait compromise par aucun des arrangements politiques et administratifs existants; tous les partis politiques du Sud-Ouest africain pourraient participer pleinement et librement au processus menant à l'autodétermination et à l'indépendance et le gouvernement, en coopération avec le Secrétaire général et en consultation avec les habitants du territoire, déterminerait les mesures propres à assurer la réalisation de cet objectif. Le Ministre des affaires étrangères avait antérieurement indiqué que son gouvernement n'envisageait pas que des groupes de population pourraient tout à coup devenir indépendants en tant qu'entités distinctes et qu'il reconnaissait et acceptait, sous réserve des exigences de la sécurité publique, la nécessité de la liberté d'expression et de la liberté d'activités politiques pour tous les partis dans le processus menant à l'autodétermination; il réaffirmait que le Sud-Ouest africain avait un statut international distinct et qu'il ne revendiquait aucune partie de ce territoire. En se fondant sur l'évolution d'alors, le Gouvernement sud-africain prévoyait qu'il ne faudrait sans doute pas plus de 10 ans pour que la population du territoire atteigne le stade où elle serait prête à exercer son droit à l'autodétermination.

519. Le Secrétaire général a conclu que la position du Gouvernement sud-africain ne coïncidait pas avec celle définie par les résolutions des Nations Unies et que cette déclaration ne donnait pas sur la politique de l'Afrique du Sud en ce qui concernait l'autodétermination et l'indépendance de la Namibie les éclaircissements complets et sans équivoque qui étaient envisagés dans la résolution 323 (1972). Il a ajouté que, vu les résultats obtenus jusqu'alors, la question se posait de savoir si les contacts pris et les efforts entrepris en application des résolutions 309 (1972), 319 (1972) et 323 (1972) devaient être poursuivis.

520. On trouvait en annexe au rapport une communication transmise au Secrétaire général par le Ministre sud-africain des affaires étrangères et contenant des renseignements relatifs au conseil consultatif, ainsi qu'une lettre adressée par le chef Clemens Kapuuo au nom de la Convention nationale des non-Blancs et rejetant tout conseil nommé par le régime sud-africain. On trouvait également en annexe le texte d'un consensus adopté par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie protestant contre le prétendu conseil consultatif, priant le Secrétaire général d'inviter l'Afrique du Sud à le dissoudre immédiatement et demandant que l'Organisation des Nations Unies et le Conseil des Nations Unies pour la Namibie lancent un programme d'action pour donner effet au mandat que le Conseil avait reçu en 1967.

521. Dans une lettre datée du 30 mai (S/10938), le Président par intérim du Conseil des Nations Unies pour la Namibie a transmis le texte d'une déclaration adoptée par le Conseil le 25 mai et précisant la situation existant en Namibie et les soi-disant concessions que le Gouvernement sud-africain aurait faites dans son différend avec l'Organisation des Nations Unies au sujet du territoire. Dans cette déclaration, le Conseil pour la Namibie a réaffirmé qu'il s'opposait à la poursuite des contacts entre le Secrétaire général et le Gouvernement sud-africain.

## PLAINTES DU SÉNÉGAL

### A. — Communications adressées au Conseil de sécurité et demande de réunion

522. Dans une lettre datée du 16 octobre 1972 adressée au Président du Conseil de sécurité (S/10807), le représentant du Sénégal a déclaré qu'une unité de l'armée régulière portugaise avait attaqué un poste sénégalais le 12 octobre et que, du fait de cet incident, deux personnes avaient été tuées et une blessée. L'attaque avait été repoussée par l'armée sénégalaise. Pour cette raison et d'ordre de son gouvernement, il a demandé qu'une réunion du Conseil de sécurité soit convoquée d'urgence.

523. Dans une lettre datée du 18 octobre (S/10810), le représentant du Portugal, se référant à la plainte du Sénégal datée du 16 octobre, a transmis le texte d'un communiqué publié le 13 octobre, dans lequel le commandement en chef des forces portugaises en Guinée portugaise avait reconnu qu'une unité de l'armée portugaise avait violé la frontière sénégalaise et déclaré qu'une action pénale était intentée contre le commandant de l'unité en question, qui avait opéré en dehors de la zone à laquelle il était assigné. En outre, le Gouvernement portugais avait déclaré qu'il était prêt à verser des dommages-intérêts et à donner toutes les garanties nécessaires au Gouvernement du Sénégal. Ces faits avaient été portés à la connaissance du Gouvernement sénégalais par la voie diplomatique. En conséquence, le Gouvernement portugais ne pouvait comprendre l'objet d'une réunion du Conseil, à moins d'y voir un nouvel épisode de la campagne organisée contre le Portugal par certains intérêts qui lui étaient hostiles.

### B. — Examen de la question de la 1667<sup>e</sup> à la 1669<sup>e</sup> séance (19-23 octobre 1972)

524. A la 1667<sup>e</sup> séance, le 19 octobre, le Conseil de sécurité a décidé sans objection d'inscrire la plainte du Sénégal à son ordre du jour. Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité les représentants de l'Algérie, du Mali, de la Mauritanie et du Sénégal, sur leur demande, à participer aux débats sans droit de vote.

525. Le représentant du Sénégal a dit que, le 12 octobre, des forces militaires portugaises, avançant avec cinq chars, avaient attaqué le poste sénégalais de Nianao. Des troupes sénégalaises, stationnées à 5 kilomètres de la frontière, avaient contraint les forces portugaises à se replier sur leur base. L'orateur a fait observer que ce n'était pas la première fois que le Conseil avait eu à délibérer au sujet de provocations commises par le Portugal. Déjà en avril 1963, le Sénégal avait demandé au Conseil de mettre un terme aux agissements hostiles du Portugal, mais Lisbonne avait poursuivi ses incursions armées en territoire sénégalais au mépris des décisions des Nations Unies. Le représentant du Sénégal a cité neuf actes d'agression perpétrés par les forces armées portugaises contre le Sénégal depuis juillet 1971, causant des pertes en vies humaines et de sérieux dommages matériels. Le Sénégal a protesté contre ce qu'il considérait comme une manœuvre immorale par laquelle le Portugal tentait d'attribuer sa dernière agression à un déséquilibre mental de son commandant d'unité. Cela étant, le Sénégal a rejeté les

excuses et l'offre de réparation du Portugal. Il était clair que le Portugal était en mesure de violer le droit international en raison de l'aide et de l'approbation qu'il recevait de certains pays membres de l'OTAN, qui demeuraient fidèles à leur stratégie d'encourager des conflits locaux limités. Ces pays armaient régulièrement le Portugal et, de ce fait, étaient les vrais responsables des malheurs qui s'abattaient sur l'Afrique. Le Portugal devait cependant se rendre compte qu'il ne pouvait contenir les mouvements de libération et que la seule voie raisonnable qui lui était ouverte était de créer des conditions de paix en Guinée (Bissau) par l'ouverture de négociations avec le PAIGC<sup>5</sup> sur la base d'un plan soumis par le Sénégal en mars 1969. La première étape de ce plan consisterait en un cessez-le-feu, suivi de négociations; la deuxième étape commencerait par une période d'autonomie interne de la Guinée (Bissau) et la troisième et dernière étape marquerait l'octroi de l'indépendance dans le cadre d'une communauté luso-africaine. Etant donné la gravité des accusations portées contre le Portugal, le représentant du Sénégal était persuadé que le Conseil ne manquerait pas, en même temps qu'il condamnerait l'agression du Portugal, d'intimer au Gouvernement de ce pays l'ordre d'ouvrir les négociations sur la base du plan sénégalais.

526. Le représentant de la Mauritanie a déclaré que la récente attaque n'était pas la première que le Portugal eût perpétrée contre le Sénégal et d'autres pays africains. Déjà en 1963, le Sénégal avait déposé une plainte contre le Portugal devant le Conseil de sécurité; malgré cela, pendant les 10 dernières années, des villages sénégalais avaient été détruits et leurs habitants massacrés. Devant ces actes incessants d'agression, le Sénégal avait toujours observé la retenue. Il aurait pu prendre des mesures de représailles; au lieu de cela, il avait fait rapport au Conseil de sécurité, respectant ainsi l'esprit de la Charte. En revanche, le Portugal était résolu à maintenir sa domination sur les populations de la Guinée (Bissau), de l'Angola et du Mozambique, en dépit des résolutions du Conseil et de l'Assemblée générale. Le Conseil devait condamner le Portugal pour ses attaques contre le Sénégal et son attitude de défi à l'égard des décisions des Nations Unies et prendre des mesures énergiques pour prévenir de nouvelles attaques.

527. La représentante de la Guinée a déclaré que l'agression portugaise contre les Etats africains n'avait rien de surprenant. Tant que le Portugal continuait à compter sur le soutien de ses alliés et tant qu'il garderait ses colonies, le Conseil aurait encore à connaître de ses actes d'agression. L'offre de réparation du Portugal n'avait soulevé en Afrique que des sentiments de mépris. Les Etats africains voulaient qu'il fût mis fin aux agressions du Portugal et, par-dessus tout, que les territoires sous domination portugaise fussent libérés.

528. Au nom de la Guinée, de la Somalie et du Soudan, la représentante de la Guinée a présenté un projet de résolution S/10813, dont le texte était ainsi conçu :

<sup>5</sup> Partido Africano da Independência da Guiné e Cabo Verde.

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Considérant la plainte de la République du Sénégal contre le Portugal, objet du document S/10807,*

*"Ayant entendu le Ministre des affaires étrangères du Sénégal,*

*"Considérant ses résolutions 178 (1963) du 24 avril 1963, 204 (1965) du 19 mai 1965, 273 (1969) du 9 décembre 1969, 302 (1971) du 24 novembre 1971, ainsi que le rapport du Groupe spécial d'experts de la Commission des droits de l'homme, en date du 2 février 1971, sur les actes de violence portugais commis en territoire sénégalais,*

*"Profondément inquiet de l'attitude du Portugal qui s'obstine à ne pas se conformer aux diverses résolutions prises en l'occurrence par le Conseil de sécurité,*

*"Profondément préoccupé par la multiplication d'incidents qui portent en eux le risque d'une menace à la paix et à la sécurité internationales,*

*"Réaffirmant que seul le respect total, d'une part, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Sénégal et de tous les Etats africains limitrophes des territoires de la Guinée (Bissau), de l'Angola et du Mozambique, et, d'autre part, du principe de l'autodétermination et de l'indépendance, défini notamment dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960, permet l'élimination des causes de tension dans ces régions du continent africain, et l'établissement d'une atmosphère de confiance, de paix et de sécurité,*

*"1. Condamne sévèrement les actes de violence et de destruction perpétrés depuis 1963 par les autorités portugaises contre les populations et territoires sénégalais;*

*"2. Condamne en particulier la violation des frontières et l'attaque du poste sénégalais de Nianao, perpétrées par des forces régulières de l'armée portugaise le 12 octobre 1972;*

*"3. Exige du Gouvernement portugais la cessation immédiate et définitive de tout acte de violence et de destruction dirigé contre le territoire du Sénégal et le respect scrupuleux de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de la sécurité de cet Etat et de tous autres Etats africains indépendants;*

*"4. Demande au Gouvernement portugais de respecter le principe de l'autodétermination et de l'indépendance, défini notamment dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et de prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires en vue de la mise en application de ce principe;*

*"5. Déclare que, au cas où le Portugal manquerait à se conformer aux dispositions de la présente résolution, le Conseil de sécurité se réunira pour examiner d'autres mesures;*

*"6. Décide de demeurer saisi de la question."*

529. Le représentant de l'Algérie a noté que, contrairement à son comportement habituel, le Portugal avait reconnu les faits relatifs à son attaque militaire en territoire sénégalais et offert d'indemniser les victimes. On ne devrait cependant pas oublier que cette attaque avait été délibérée et qu'elle avait suivi une longue série de provocations analogues. Il ressortait manifestement des conclusions auxquelles était parvenue la mission spéciale du Conseil de sécurité qui s'était rendue au Sénégal en 1971 que le Portugal menait en Guinée (Bissau) une guerre coloniale, qui créait dans la région un climat de tension et menaçait la souveraineté des pays africains limitrophes. Les pays

africains indépendants voulaient consacrer leurs efforts à la consolidation de cette souveraineté et à résoudre leurs problèmes de sous-développement. Il était donc facile de comprendre qu'ils ne pouvaient accepter que leur tâche fût compromise par des ingérences colonialistes. L'Afrique avait besoin de paix et de sécurité et elle n'avait que trop souffert de l'ingérence étrangère, de l'exploitation et de l'oppression. L'Algérie tenait à exprimer son soutien total au Sénégal et attendait du Conseil qu'il prît les mesures qu'appelaient la gravité de la situation.

530. Le représentant du Soudan a dit que le Sénégal aurait été en mesure de pardonner au Portugal son attaque du 12 octobre si cette agression avait été la première en son genre ou si la frontière n'avait été franchie que par méprise mais ce n'était ni la première attaque ni la dernière. Contrairement aux allégations portugaises, la pénétration en territoire sénégalais avait été délibérée. Le Sénégal avait agi à bon escient en saisissant le Conseil de l'affaire. Le représentant du Soudan a fait observer qu'entre avril 1963 et novembre 1971, le Sénégal avait déposé neuf plaintes et que les relations du Portugal avec d'autres Etats africains avaient continué de se détériorer par suite de ses attaques contre la Guinée, le Zaïre et la Zambie. Il était inconcevable qu'un petit pays comme le Portugal pût faire participer 125 000 soldats à trois guerres frontalières et maintenir sa domination sur l'Angola et le Mozambique, qui étaient 20 fois plus grands que lui. Le Portugal n'a pu continuer à jouer son rôle colonial que grâce à l'aide qu'il recevait de ses alliés, membres de l'OTAN, et de sociétés minières internationales, qui avaient intérêt à maintenir sa présence en Afrique. L'accord conclu en 1971 entre les Etats-Unis et le Portugal devrait être examiné dans ce contexte. En outre, le Portugal recevait une importante assistance économique et militaire de l'Afrique du Sud qui lui permettait de maintenir son contrôle sur ses territoires en Afrique et de poursuivre ses agressions contre les Etats africains. La délégation soudanaise estimait que le Conseil devait censurer le Portugal aussi énergiquement que possible et prendre des mesures propres à l'empêcher de commettre de nouvelles agressions.

531. Le représentant de la Yougoslavie a rappelé que le Conseil avait adopté depuis 1963 six résolutions condamnant le Portugal pour toute une série d'activités militaires dirigées contre le Sénégal. Il suffisait de jeter un coup d'œil sur la longue liste d'incidents annexée au rapport de la mission spéciale que le Conseil avait envoyée au Sénégal pour se rendre compte de toute l'ampleur des attaques menées par le Portugal contre ce pays, ainsi que des provocations, des pertes en vies humaines et des dommages matériels que le Sénégal avait subis au cours des années. Le Conseil s'était déjà inquiété des ramifications lointaines de la politique portugaise, lorsqu'il avait déclaré, lors de sa session à Addis-Abeba, qu'en menaçant le Sénégal le Portugal risquait de mettre en péril la paix et la sécurité en Afrique et dans le monde. Etant donné que le Portugal poursuivait ses actes d'agression en dépit des décisions du Conseil, le Conseil devait rejeter son explication des causes du dernier incident. Pour le représentant de la Yougoslavie, la cause profonde résidait dans l'obstination du Portugal à vouloir garder ses possessions coloniales et à attaquer des Etats africains indépendants. Un facteur également important était l'aide que le Portugal recevait de ses alliés et des régimes racistes de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie du Sud et grâce à laquelle il était en mesure de

poursuivre sa politique de domination. La délégation soudanaise avait appuyé les résolutions antérieures sur la question et elle insistait pour que ces résolutions soient strictement observées par tous. Elle était disposée à accorder le même appui à toute nouvelle mesure efficace visant à résoudre le problème.

532. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a souligné que l'attaque du Portugal contre le Sénégal était un acte d'agression grave puisqu'il y avait eu entre les forces armées des deux Etats un affrontement qui avait dépassé de loin la dimension des incidents frontaliers habituels. La nouvelle attaque faisait partie d'une longue série de provocations auxquelles le Portugal se livrait d'année en année contre le Sénégal et d'autres Etats africains indépendants. L'explication donnée par le Portugal du dernier incident ne pouvait être accueillie qu'avec scepticisme et le Conseil devait la rejeter. Le représentant de l'Union soviétique a relevé que, depuis 1961, le Conseil avait à plusieurs reprises censuré le Portugal pour ses agressions contre le Sénégal mais, défiant les décisions du Conseil, Lisbonne avait intensifié ses activités militaires et les avait étendues à d'autres nations d'Afrique. Il ressortait de ces activités que le colonialisme n'avait pas l'intention de renoncer à ses positions en Afrique mais qu'au contraire il était prêt à perpétrer de nouveaux crimes afin de préserver sa domination en des points stratégiques clefs de ce continent par une action concertée avec les racistes sud-africains et sud-rhodésiens. Le représentant de l'Union soviétique a fait observer que le Conseil avait surtout eu à connaître au cours des dernières années de la question des agressions colonialistes et impérialistes dirigées contre les Etats africains. Sur 106 séances tenues par le Conseil en 1971 et en 1972, 60 avaient été consacrées à l'examen de plaintes relatives à des agressions impérialistes en Afrique. Il était temps que les Nations Unies mettent un terme à la politique hostile du Portugal en Afrique. Sur la base de ses décisions antérieures, le Conseil devait condamner le Portugal pour ses actes d'agression contre le Sénégal et prendre des mesures positives pour empêcher qu'ils ne se renouvellent.

533. A la 1668<sup>e</sup> séance, le 20 octobre, le représentant de la Somalie a fait observer que, bien que le Portugal eût reconnu l'acte de guerre qu'il avait commis, l'objet de sa communication était d'induire le Conseil en erreur pour lui faire croire que la récente attaque contre le Sénégal avait été un incident de frontière isolé. On ne devait cependant pas oublier que cet acte de provocation faisait partie d'une politique d'intimidation à l'encontre des Etats africains, politique dont le but était de maintenir en esclavage les populations de la Guinée (Bissau), de l'Angola et du Mozambique. Les colonialistes racistes s'étaient alliés pour dénier aux Africains l'exercice de leurs droits inaliénables de la personne humaine. Il n'était pas difficile de prévoir le danger qu'une telle alliance constituait pour la paix en Afrique. La délégation somalie estimait qu'il convenait que le Conseil examinât l'ensemble du système colonial en Afrique et qu'il adoptât des mesures qui permettraient de l'éliminer. Elle savait parfaitement que le Portugal était à même de poursuivre sa politique d'agression du fait qu'il était membre de l'OTAN et le Gouvernement somali dénonçait énergiquement le rôle que jouait cette organisation dans la situation coloniale en Afrique. Le représentant de la Somalie a exprimé l'espoir que le projet de résolution des trois puissances serait adopté à l'unanimité.

534. Le représentant du Mali a dit que le dernier incident s'inscrivait dans le contexte des attaques systématiques perpétrées depuis 1963 par des unités militaires portugaises contre des villages sénégalais qui étaient soumis à des tirs d'artillerie et des bombardements au napalm. Le Conseil avait déjà eu à s'occuper à maintes occasions d'actes de ce genre et il n'était pas besoin de nouveau plaider pour faire comprendre la nécessité de mettre fin à cette situation. Cette tâche revenait, au premier chef, aux alliés du Portugal, et particulièrement à ceux qui continuaient de lui fournir des armes. Au lieu de riposter par des représailles armées, le Sénégal, dont les fils avaient donné leur sang au cours des deux dernières guerres mondiales pour le triomphe de la justice, avait préféré saisir le Conseil de la question de l'agression dont il avait été victime. Le Conseil se devait donc de prendre une décision en s'inspirant du Chapitre VII de la Charte, et non de recommandations dont la faiblesse et la non-application ne feraient qu'ébranler l'autorité des Nations Unies.

535. Le représentant de la Chine a dit combien son gouvernement était indigné par l'agression flagrante du Portugal, qu'il condamnait, et a félicité le peuple sénégalais d'avoir victorieusement repoussé les agresseurs. Pendant des siècles, les colonialistes portugais avaient occupé des territoires africains plus de 20 fois plus étendus que leur propre pays et exploité leurs populations, déclarant que ces territoires constituaient "leurs provinces d'outre-mer". Avec l'appui des impérialistes, le Portugal avait formé une alliance raciste blanche en vue de réprimer la lutte de libération des peuples de la Guinée (Bissau), de l'Angola, du Mozambique, de l'Azanie, du Zimbabwe et de la Namibie. Il était évident que le Portugal n'aurait pas agi aussi témérairement sans cet appui. Toutefois, les agressions des colonialistes avaient favorisé le réveil des Africains, qui s'étaient rendu compte que, par une lutte sans relâche, ils pourraient repousser les intrus de leur continent. Le peuple chinois appuierait la juste lutte des Africains jusqu'à la victoire finale. De l'avis de la délégation chinoise, le Conseil devait condamner le Portugal pour son agression et sa répression du mouvement de libération. Etant donné que le Portugal avait violé les résolutions pertinentes des Nations Unies, le Conseil devait envisager de lui imposer des sanctions, demander qu'il mît fin à sa domination sur les territoires en question et engager tous les Etats à appuyer la lutte des peuples sous domination portugaise.

536. Le représentant de l'Argentine a fait observer qu'en temps normal les événements du 12 octobre auraient pu être considérés comme un incident de frontière et qu'il aurait suffi, pour clore l'épisode, que le Portugal le reconnût, donnât des explications et offrît de verser des dommages-intérêts. Il ne s'agissait cependant pas d'une situation normale. L'épisode ne constituait pas un cas isolé mais une répétition du type d'incidents perpétrés depuis 1963 contre le Sénégal et d'autres Etats africains. C'était un nouvel incident dans une succession excessivement longue d'événements ayant leur origine dans une situation coloniale condamnée à maintes reprises par les Nations Unies. La délégation argentine était persuadée que la paix ne régnerait en Afrique que lorsque tous les vestiges de l'ère coloniale auraient été éliminés. Avant qu'ils le fussent, on courrait constamment le danger de voir les hostilités s'aggraver et dégénérer en une guerre ouverte. La délégation argentine appuierait donc le projet de résolution des trois puissances.

537. Le représentant de l'Italie a dit que sa délégation déplorait l'action militaire du Portugal et était attristée par les pertes en vies humaines. L'Italie avait pris note de la communication du Portugal, en particulier du passage dans lequel le Gouvernement portugais se déclarait prêt à offrir des garanties au Sénégal. C'était le premier indice d'un changement d'attitude qui pourrait aider à réduire la tension. Pour ce qui était des livraisons d'avions Fiat au Portugal, le représentant de l'Italie a déclaré que ce matériel n'avait pas été vendu par son gouvernement, qu'il avait été livré en dehors de toute alliance et à la condition de n'être pas employé en dehors de l'Europe. A cet égard, il a rappelé que l'Italie avait souvent proposé d'instituer un système international et régional destiné à contrôler le trafic d'armements lourds ou techniquement avancés à destination des zones de tension. Réaffirmant la position de son gouvernement, le représentant de l'Italie a déclaré que sa délégation était convaincue de la nécessité d'accorder à la population des territoires administrés par le Portugal la possibilité d'exercer leur droit à l'autodétermination. A son avis le projet de résolution dont le Conseil était saisi avait des mérites mais il serait plus équilibré s'il tenait compte de la position prise par le Portugal à l'égard du dernier incident.

538. Le représentant de l'Inde a dit que le déni constant opposé par le Portugal aux droits du peuple de la Guinée (Bissau) avait créé une situation dans laquelle l'intégrité territoriale du Sénégal était constamment violée. Tous les efforts tentés par le Conseil pour y remédier avaient échoué en raison de l'attitude négative du Portugal, qui avait également rejeté le plan proposé par le Président du Sénégal pour rétablir la paix dans la région. Il était donc clair que tant que le colonialisme portugais se maintiendrait en Afrique, le Conseil aurait à faire face à des menaces incessantes à la paix dans cette région. On ne pouvait prendre au sérieux la déclaration du Portugal selon laquelle il était disposé à donner des garanties au Sénégal : ces garanties n'avaient pas été précisées et, de toute évidence, elles ne serviraient en aucune façon la cause de l'indépendance de la Guinée (Bissau). La délégation indienne était disposée à appuyer toute mesure visant à mettre fin au colonialisme portugais en Afrique.

539. Le représentant du Panama a dit que, de l'avis de sa délégation, le Portugal devait cesser de violer la souveraineté du Sénégal et d'autres Etats africains et que les attaques de ce pays contre les populations de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée (Bissau) et du Cap-Vert n'étoufferaient jamais leurs aspirations à l'indépendance. La délégation panaméenne appuierait sans réserve le projet de résolution des trois puissances.

540. Le 23 octobre, au début de la 1669<sup>e</sup> séance, le Président a annoncé, à la suite de consultations, que le Conseil était saisi d'un projet de résolution révisé (S/10813/Rev.1) présenté par la Guinée, la Somalie et le Soudan.

541. Le représentant de la Belgique, commentant le projet de résolution révisé, a dit que le texte ne contenait rien d'autre que ce que sa délégation avait déjà accepté mais qu'il semblait disproportionné par rapport à son objet. Si regrettable que fût l'incursion commise, elle ne paraissait pas être rattachée aux actes de violence sans cesse perpétrés depuis 1963. C'est pourquoi la délégation belge aurait préféré que le Conseil, au lieu de le condamner, déplore cet incident et les pertes de vies humaines qu'il avait entraînées. Elle regrettait également que le projet de résolution ne permît

pas au Conseil de saisir l'occasion qui se présentait pour réduire la tension en prenant acte du fait que le Portugal avait promis réparation et avait offert de fournir les garanties nécessaires. Aussi la délégation belge s'abstiendrait-elle de voter sur le projet de résolution, étant entendu qu'elle était toujours prête à condamner le Portugal lorsque sa culpabilité était évidente.

542. Le représentant du Japon a dit que sa délégation déplorait infiniment l'incident survenu à la frontière du Sénégal et espérait qu'il ne se renouvelerait jamais plus. La cause fondamentale de tels incidents était la perpétuation de la domination coloniale du Portugal en Angola, au Mozambique et en Guinée (Bissau). La délégation japonaise espérait que le Portugal se rendrait compte de la nécessité de reconnaître aux peuples de ces territoires leur droit à l'autodétermination. Elle estimait cependant qu'il fallait tenir dûment compte des nouveaux éléments contenus dans la communication du Portugal et elle accueillait avec satisfaction le texte révisé du projet de résolution auquel elle donnerait son appui.

543. Le Président, prenant la parole en tant que représentant de la France, a dit que ce n'était pas la première fois que le Conseil était amené à délibérer sur une plainte du Sénégal, mais que c'était la première fois que les faits étaient aussi clairs. L'incident avait été une incursion délibérée commise par une unité régulière. Dans d'autres temps, il aurait créé un *casus belli*. Le Gouvernement portugais en avait apparemment compris la gravité, puisque son représentant en Guinée (Bissau) l'avait déploré et institué une action pénale contre les coupables. Le Portugal avait par ailleurs déclaré son intention de verser des dommages-intérêts et de donner les garanties nécessaires, encore que ces dernières n'eussent pas été définies. La délégation française estimait que ces éléments auraient dû être mentionnés dans le projet de résolution. Elle a noté que le Sénégal, au lieu de choisir la voie des représailles, s'était tourné vers la communauté internationale pour lui demander son appui. Le Conseil devait donc donner au Gouvernement sénégalais l'assurance que la paix serait restaurée dans la région. Pour cette raison, la délégation française appuierait le projet de résolution révisé.

**Décision :** *A la 1669<sup>e</sup> séance, le 23 octobre 1973, le projet de résolution révisé (S/10813/Rev.1) a été adopté par 12 voix contre zéro, avec 3 abstentions (Belgique, Etats-Unis d'Amérique et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) en tant que résolution 321 (1972).*

544. La résolution 321 (1972) était ainsi conçue :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Considérant la plainte de la République du Sénégal contre le Portugal, objet du document S/10807,*

*"Ayant entendu la déclaration du Ministre des affaires étrangères du Sénégal,*

*"Prenant note de la lettre du représentant du Portugal, objet du document S/10810,*

*"Considérant ses résolutions 178 (1963) du 24 avril 1963, 204 (1965) du 19 mai 1965, 273 (1969) du 9 décembre 1969, 302 (1971) du 24 novembre 1971, ainsi que le rapport du Groupe spécial d'experts de la Commission des droits de l'homme, en date du 2 février 1971, sur les actes de violence portugais commis en territoire sénégalais,*

*"Profondément inquiet de l'attitude du Portugal, qui s'obstine à ne pas se conformer aux diverses*

résolutions adoptées par le Conseil de sécurité sur cette question,

*“Profondément préoccupé par la multiplication d’incidents qui portent en eux le risque d’une menace à la paix et à la sécurité internationales,*

*“Réaffirmant que seul le respect total, d’une part, de la souveraineté et de l’intégrité territoriale du Sénégal et de tous les Etats africains limitrophes des territoires de la Guinée (Bissau), de l’Angola et du Mozambique, et, d’autre part, du principe de l’autodétermination et de l’indépendance, défini notamment dans la résolution 1514 (XV) de l’Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960, permet l’élimination des causes de tension dans ces régions du continent africain et l’établissement d’une atmosphère de confiance, de paix et de sécurité,*

*“1. Condamne la violation des frontières et l’attaque du poste sénégalais de Nianao, perpétrées par des forces régulières de l’armée portugaise le 12 octobre 1972;*

*“2. Rappelle sa résolution 294 (1971) du 15 juillet 1971 condamnant les actes de violence et de destruction perpétrés depuis 1963 par les forces portugaises contre les populations et les villages du Sénégal;*

*“3. Exige du Gouvernement portugais la cessation immédiate et définitive de tout acte de violence et de destruction dirigé contre le territoire du Sénégal et le respect scrupuleux de la souveraineté, de l’intégrité territoriale et de la sécurité de cet Etat et de tous autres Etats africains indépendants;*

*“4. Demande au Gouvernement portugais de respecter le principe de l’autodétermination et de l’indépendance, défini notamment dans la résolution 1514 (XV) de l’Assemblée générale et de prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires en vue de la mise en application de ce principe;*

*“5. Déclare que, au cas où le Portugal manquerait à se conformer aux dispositions de la présente résolution, le Conseil de sécurité se réunira pour examiner d’autres mesures;*

*“6. Décide de demeurer saisi de la question.”*

545. Dans une déclaration qu’il a faite après le vote, le représentant du Royaume-Uni a dit que son gouvernement déplorait l’incident du 12 octobre et exprimait sa profonde sympathie au Sénégal pour les dommages matériels et les pertes en vies humaines qu’il avait subis. L’attaque était révoltante et absurde, mais elle différait d’autres incidents en ce sens que le Portugal l’avait admise et dénoncée. Une condamnation serait maladroite dans les présentes circonstances, qui fournissaient peut-être la possibilité de re-

chercher les moyens de prévenir de nouveaux actes de violence.

546. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que sa délégation demeurerait convaincue du droit de la population de la Guinée portugaise à l’autodétermination, ainsi que son gouvernement l’avait indiqué clairement au Portugal à maintes reprises. Les Etats-Unis déploraient les pertes en vies humaines que le récent incident avait entraînées; néanmoins, ils s’étaient abstenus lors du vote sur le projet de résolution car ce dernier ne tenait pas compte du contenu de la note portugaise, et notamment du fait que les autorités portugaises avaient présenté des excuses et offert de donner des garanties au Sénégal. Le représentant des Etats-Unis a rappelé que, l’an passé, sa délégation s’était déclarée favorable à la création d’une commission qui serait chargée d’enquêter sur les incidents frontaliers et de faire rapport au Conseil sur les progrès réalisés dans la région vers l’autodétermination. La délégation des Etats-Unis continuait à penser que c’était là une procédure particulièrement appropriée.

547. Le représentant de la Yougoslavie a dit que sa délégation aurait préféré le projet de résolution initial, qui condamnait le Portugal en termes plus énergiques. Elle a cependant voté pour le texte révisé étant donné qu’il répondait aux nécessités de l’heure.

548. Le représentant de l’Italie a dit que sa délégation appréciait le fait que les auteurs s’étaient référés dans le projet de résolution révisé à la lettre du Portugal. Il espérait que l’offre de garantie de ce pays pourrait être considérée comme le signe d’une nouvelle attitude et que la paix serait restaurée dans la région.

549. Le représentant du Sénégal a déclaré que, par sa décision, le Conseil avait redonné confiance au peuple sénégalais et avait également prouvé que, contrairement à certaines opinions, le Conseil était capable d’agir dans l’intérêt de la paix et de la sécurité. Il a exprimé l’espoir que le Portugal serait amené à reconsidérer son attitude.

### C. — Communications ultérieures

550. Dans une lettre datée du 9 novembre adressée au Président du Conseil de sécurité (S/10831), le Ministre des affaires étrangères de la République démocratique allemande a indiqué que son pays appuyait la résolution 321 (1972) du 23 octobre, par laquelle le Conseil condamnait le Portugal pour son agression contre le Sénégal. Il a également déclaré que son pays appuierait à l’avenir les efforts déployés par les Nations Unies pour obtenir la libération des territoires africains encore sous dépendance coloniale.

## Chapitre 5

### QUESTION RELATIVE À LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES ADMINISTRÉS PAR LE PORTUGAL

#### A. — Communications adressées au Conseil de sécurité et demande de réunion

551. Dans une lettre datée du 7 novembre 1972 adressée au Président du Conseil de sécurité (S/10828), les représentants de l’Algérie, du Botswana, du Burundi, du Cameroun, du Congo, de la Côte d’Ivoire,

du Dahomey, de l’Egypte, de l’Ethiopie, du Gabon, du Ghana, de la Guinée, de la Haute-Volta, du Kenya, du Lesotho, du Libéria, de Madagascar, du Mali, du Maroc, de Maurice, de Mauritanie, du Niger, du Nigeria, de l’Ouganda, de la République arabe libyenne, de la République centrafricaine, de la République-Unie de Tanzanie, du Rwanda, du Sénégal, de la

Sierra Leone, de la Somalie, du Soudan, du Tchad, du Togo, de la Tunisie, du Zaïre et de la Zambie avaient demandé que le Conseil de sécurité soit convoqué le 15 novembre pour examiner la situation dans les territoires sous domination portugaise. Il était indiqué dans la lettre que le Conseil de sécurité avait discuté indirectement de la question de ces territoires à la suite de l'examen de nombreuses plaintes d'Etats africains découlant des agressions flagrantes perpétrées par le Portugal contre leur souveraineté et leur intégrité territoriale. Il était indiqué également que la situation dans les territoires avait depuis 1963 évolué en faveur des mouvements de libération nationale. C'était compte tenu de cette évolution qualitative qu'il était demandé au Conseil de sécurité de bien vouloir prendre les mesures nécessaires pour amener le Gouvernement du Portugal à reconnaître le droit à l'autodétermination et à l'indépendance des peuples africains sous sa domination.

552. Dans une lettre datée du 15 novembre (S/10833), le représentant du Portugal a exprimé le regret que le Conseil de sécurité ait été convoqué comme suite à une demande qui reposait sur des notions fausses. Il a déclaré que la question considérée n'entrait pas dans la compétence du Conseil étant donné qu'il n'existait aucun différend entre le Portugal et l'un quelconque des Etats dont les représentants avaient demandé la convocation du Conseil. En outre, la situation qui régnait dans les territoires portugais relevait de la compétence nationale d'un Etat Membre et il était de ce fait expressément interdit à l'Organisation des Nations Unies de s'en saisir aux termes du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte.

553. Dans une lettre datée du 15 novembre (S/10836), le Secrétaire général a transmis au Président du Conseil de sécurité le texte de la résolution 2918 (XXVII) relative à la question des territoires administrés par le Portugal, que l'Assemblée générale avait adoptée à sa 2084<sup>e</sup> séance, le 14 novembre 1972, et a appelé l'attention sur le paragraphe 7 de cette résolution dans lequel l'Assemblée générale avait recommandé que le Conseil de sécurité envisage d'urgence toutes mesures efficaces en vue d'assurer l'application intégrale et rapide de la résolution 1514 (XV) et des décisions connexes du Conseil de sécurité.

554. Le Conseil a également été saisi du rapport de la Mission spéciale qui s'était rendue dans les zones libérées de Guinée (Bissau) et qui avait été créée par le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Le rapport a été porté à l'attention du Conseil de sécurité par le Président du Comité spécial dans une lettre en date du 1<sup>er</sup> août adressée au Président du Conseil de sécurité (S/10754).

555. Enfin, le Conseil de sécurité a reçu le rapport du Secrétaire général (S/10734), en date du 11 juillet, sur l'application de la résolution 312 (1972) du Conseil de sécurité, contenant les réponses des gouvernements à sa note concernant les mesures qu'ils auraient prises ou envisageraient de prendre en application du paragraphe 6 de ladite résolution.

#### **B. — Examen de la question de la 1672<sup>e</sup> à la 1677<sup>e</sup> séance (15-22 novembre 1972)**

556. A la 1672<sup>e</sup> séance, le 15 novembre, le Conseil a inscrit sans objection à son ordre du jour la lettre de 37 Etats Membres (S/10828) et a examiné la ques-

tion lors de six séances tenues entre le 15 et le 22 novembre et au cours desquelles le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité les représentants de l'Arabie Saoudite, du Burundi, de Cuba, de l'Ethiopie, du Libéria, de Madagascar, du Maroc, du Nigéria, de la République-Unie de Tanzanie, de la Sierra Leone, de la Tunisie et de l'Ouganda à participer sans droit de vote à la discussion. A la 1672<sup>e</sup> séance le Conseil a accédé à la demande, faite par les représentants de la Somalie et du Soudan dans une lettre en date du 13 novembre (S/10830), tendant à ce que le Conseil, conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire, adresse une invitation à M. Marcelino dos Santos, vice-président du Frente de Libertação de Moçambique (FRELIMO), M. Gil Fernandes, membre du Conseil supérieur du PAIGC et M. Manuel Jorge du Movimento Popular de Libertação de Angola (MPLA).

557. Ouvrant la discussion, le représentant du Libéria a retracé l'histoire du Portugal en Afrique et les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies face au colonialisme portugais sur ce continent. Il a instamment prié le Conseil de sécurité de réaffirmer les droits inaliénables des peuples de l'Angola, du Mozambique, et de la Guinée (Bissau) et du Cap-Vert à l'autodétermination et à l'indépendance et d'affirmer que les mouvements de libération nationale de ces territoires étaient les représentants légitimes de la population. Il a également lancé un appel au Gouvernement du Portugal pour qu'il entame sans retard des négociations avec les mouvements de libération nationale afin de parvenir à une solution au conflit armé qui sévissait dans les territoires. Enfin, il a demandé à tous les Etats, et plus particulièrement aux alliés militaires du Portugal, de mettre fin aux ventes et aux fournitures d'armes à ce pays.

558. Le représentant de la Sierra Leone a dit que le Portugal continuait à entretenir la fiction juridique selon laquelle les prétendues provinces d'outre-mer d'Afrique faisaient partie intégrante du Portugal et qu'à toutes fins utiles, les habitants de ces territoires étaient portugais. Toutefois, en 1961, en Angola, moins de 1 p. 100 des 4 millions d'Africains avaient été reconnus comme étant des Portugais assimilés. La vérité était que pour devenir ressortissant portugais, un Africain était tenu de remplir un certain nombre de conditions très strictes alors qu'un Blanc obtenait d'office la citoyenneté portugaise. Le représentant de la Sierra Leone estimait que si le Portugal s'intéressait à l'Afrique, c'était surtout parce qu'il voyait en elle un terrain propice à l'exploitation et refusait de reconnaître la situation telle qu'elle se présentait réellement. Il fallait amener le Gouvernement portugais à comprendre qu'il devait mettre fin au mythe selon lequel les territoires africains faisaient partie intégrante du Portugal métropolitain. La délégation de la Sierra Leone était prête à donner au Portugal l'occasion d'en venir à un accommodement avec les propriétaires des territoires qu'il occupait. S'il refusait cette offre, il devrait alors se considérer comme seul responsable des graves conséquences qui en résulteraient.

559. Le représentant de l'Ethiopie a retracé l'histoire récente de la politique suivie par le Portugal dans ses colonies africaines et a dit qu'au cours des 10 dernières années l'oppression portugaise s'était intensifiée. Il ressortait des déclarations d'intentions faites par les porte-parole du Gouvernement de Lisbonne que le Portugal n'avait nullement l'intention de renoncer volontairement à ses colonies africaines. Néanmoins les mou-

vements de libération, bien que pleins de confiance et prêts à poursuivre la lutte, n'avaient pas exclu la possibilité d'une solution pacifique permettant de régler le conflit armé qui faisait rage et étaient disposés à négocier avec le Portugal à condition que celui-ci soit prêt à accepter le principe de l'autodétermination et de l'indépendance. Le représentant de l'Ethiopie a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle apporte un appui effectif moral et matériel à ces mouvements de libération nationale. Le Portugal avait, à maintes reprises, mis en cause l'autorité, l'efficacité et le crédit de l'Organisation des Nations Unies. Aussi y avait-il longtemps que le Conseil aurait dû agir. C'était la raison pour laquelle la délégation éthiopienne demandait au Conseil de relever le défi lancé par le Portugal et de s'acquitter des responsabilités qui lui incombaient en vertu de la Charte.

560. Le représentant de l'Arabie Saoudite a fait observer que ce n'était pas le peuple portugais qui menait la lutte pour libérer les peuples africains mais une petite clique de nantis qui, malheureusement, soutenait le Gouvernement du Portugal et le forçait à maintenir sa domination sur ses territoires d'outre-mer. Si l'on pouvait, dans le cadre des Nations Unies, trouver une formule envisageant une communauté d'intérêts entre les Africains libérés de ces territoires et les Portugais, une lueur d'espoir pourrait surgir à l'horizon. Il a suggéré que le Secrétaire général nomme un émissaire chargé de s'occuper de cette question, comme il l'avait fait pour la question de Namibie. En outre, le Conseil de tutelle pourrait se pencher sur la question ou bien encore un représentant du Secrétaire général pourrait faire un voyage d'information. Il fallait faire quelque chose pour permettre aux Africains et aux Portugais de communiquer entre eux et d'entrer en pourparlers. A longue échéance, la seule solution était de donner la liberté aux Africains vivant dans les territoires portugais.

561. A la 1673<sup>e</sup> séance, le 16 novembre, le représentant de la République-Unie de Tanzanie a rappelé la longue série des résolutions des Nations Unies intéressant le Portugal et condamnant ce pays pour sa politique africaine. Il a dit que si l'Organisation des Nations Unies avait été créée pour adopter des résolutions ou exposer de nouvelles doctrines et de nouveaux principes il fallait reconnaître qu'elle avait fait tout ce qui était en son pouvoir en matière de décolonisation; mais l'Organisation avait été établie pour créer et maintenir des conditions de paix dans le monde entier. Or la paix était incompatible avec le colonialisme car lorsque des peuples se voyaient privés des droits fondamentaux de la personne humaine il était naturel qu'ils luttent pour détruire cette paix dans laquelle ils souffraient. Toutefois, c'était le régime fasciste de Lisbonne qui était le principal responsable de la destruction de la paix dans ses territoires africains. L'intensification des opérations militaires portugaises et l'implantation constante d'intérêts économiques et autres dans les territoires visaient à renforcer la base économique des régimes minoritaires et de la suprématie blanche dans cette partie de l'Afrique. A longue échéance, il était dans l'intérêt des gouvernements et des peuples d'Europe occidentale et des Etats-Unis de cesser de fournir une aide au Portugal et d'encourager ce pays à mettre fin à la guerre inutile qu'il menait en Afrique.

562. M. dos Santos, prenant la parole devant le Conseil au nom du FRELIMO, a estimé que la décision prise par la Quatrième Commission de l'Assem-

blée générale d'accorder le statut d'observateur aux mouvements de libération nationale des territoires portugais était une décision d'une grande portée historique et d'un sens politique profond. Pour son pays, cela signifiait que l'Organisation des Nations Unies reconnaissait que le FRELIMO représentait le peuple mozambiquais et le Mozambique. Cela signifiait également que le FRELIMO exerçait *de facto* l'autorité politique sur le peuple du Mozambique, étendant celle-ci sur les zones libérées et sur les zones encore sous domination coloniale. Le FRELIMO avait déjà étendu sa lutte à la province de Monica et Sofala — une province riche aussi bien sur le plan agricole que sur les plans minier et industriel et très importante du point de vue stratégique. Les zones libérées représentaient à ce jour plus du quart du Mozambique, c'est-à-dire plus de 200 000 km<sup>2</sup>. Sous la direction du FRELIMO, la population de ces régions, qui comptaient plus d'un million d'habitants, avait engagé le processus du développement économique et social du pays et dans les régions encore sous domination coloniale, ce travail était réalisé dans la clandestinité dans les zones rurales et dans les centres urbains. Les populations vivaient sous la domination portugaise, mais elles suivaient l'orientation politique déterminée par le FRELIMO. L'étendue de la mobilisation politique pouvait être mesurée par l'ampleur de la répression : au mois de juillet la presse internationale avait annoncé l'arrestation de quelque 1 800 nationalistes dans les régions du sud du pays. La lutte du FRELIMO n'était cependant pas dirigée contre le peuple portugais, mais contre le régime fasciste de Lisbonne. Tandis qu'il se livrait à sa guerre de génocide et à sa guerre écologique le Portugal renforçait son alliance avec les régimes d'Afrique du Sud et de Rhodésie du Sud. En outre, la participation directe de ces deux régimes à la guerre coloniale au Mozambique devenait de plus en plus importante et leurs soldats, leurs avions et leurs hélicoptères participaient de plus en plus aux opérations militaires. Le peuple du Mozambique devait recevoir les moyens nécessaires à la réalisation de son programme de libération et il était indispensable d'empêcher les armes d'affluer au Portugal. Le Portugal recevait une aide militaire, économique et financière de certains Etats, en particulier de ses alliés de l'OTAN, notamment des armes fournies par les Etats-Unis, la France, la République fédérale d'Allemagne et le Royaume-Uni. En échange de cette aide, le Portugal avait ouvert ses colonies aux investissements occidentaux. Si ces Etats ne cessaient pas d'aider le Portugal, toute l'Afrique australe deviendrait un vaste foyer de guerre. Toutefois, le FRELIMO était prêt à engager des négociations avec le Gouvernement portugais au nom du peuple mozambiquais tout entier dès que le Portugal reconnaîtrait son droit à l'autodétermination et à l'indépendance nationale.

563. Le représentant de la Somalie a dit que le recours, par les mouvements de libération, à la lutte révolutionnaire avait pour les Etats africains représentés à l'Organisation des Nations Unies autant d'importance et de sens que toutes les révolutions libératrices avaient eu antérieurement pour de nombreux Etats, notamment pour certaines des grandes puissances. Le moment était venu de prendre, en ce qui concernait la situation dans les colonies portugaises, des mesures positives allant au-delà des affirmations de principe et des appels modérés à l'action lancés à Addis-Abeba en février 1972. Le Conseil de sécurité devait agir de façon plus positive face à une situation où plus de 150 000 soldats portugais menaient une guerre ayant pour but d'écraser une lutte dont l'enjeu

était la libération de l'oppression coloniale, une guerre au cours de laquelle on utilisait le napalm, des produits chimiques et d'autres moyens de destruction massive. Le Conseil avait maintenant des motifs suffisants pour invoquer le Chapitre VII de la Charte et imposer un embargo sur les armes à destination du Portugal. Il était extrêmement décevant de noter que la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis avaient, du fait de leurs relations politiques, économiques et militaires avec le Portugal, l'Afrique du Sud et la Rhodésie du Sud, ignoré de propos délibéré les nombreuses mesures que l'Organisation des Nations Unies avait proposées au sujet des territoires portugais.

564. Au nom de la Guinée, de la Somalie et du Soudan, le représentant de la Somalie a présenté un projet de résolution (S/10834) qui, a-t-il déclaré, visait à remédier à la situation dans les territoires et à remettre à jour des résolutions antérieures du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Ce texte reflétait non seulement le consensus de la majorité des Membres des Nations Unies, mais le consensus des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA tel qu'il ressortait de la résolution sur la décolonisation qu'ils avaient adoptée en 1972 à Rabat. Le projet de résolution se lisait comme suit :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Ayant examiné la situation en Angola, en Guinée (Bissau) et Cap-Vert et au Mozambique,*

*"Rappelant sa résolution 312 (1972) du 4 février 1972,*

*"Rappelant la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et la résolution 2918 (XXVII) du 14 novembre 1972, concernant la question des territoires administrés par le Portugal,*

*"Déplorant vivement la continuation et l'intensification par le Portugal de la répression armée contre les peuples de l'Angola, de la Guinée (Bissau) et Cap-Vert, et du Mozambique, en vue de faire échec aux aspirations légitimes de ces peuples à l'autodétermination et à l'indépendance, ainsi que les violations persistantes de l'intégrité territoriale et de la souveraineté des Etats africains indépendants voisins de ces territoires,*

*"Rappelant les demandes qu'il a adressées aux Etats pour qu'ils s'abstiennent d'offrir au Gouvernement portugais toute assistance qui lui permettrait de poursuivre sa répression contre les peuples des territoires qu'il administre et pour qu'ils prennent toutes les mesures nécessaires pour empêcher la vente et l'expédition d'armes et d'équipement militaire utilisés par le Gouvernement portugais à cette fin, y compris la vente et l'expédition d'équipement et de matériel servant à la fabrication et à l'entretien des armes et des munitions devant être utilisées dans les territoires administrés par le Portugal,*

*"Déplorant vivement la politique des Etats, particulièrement de certains des alliés militaires du Portugal au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord, qui, au mépris des appels réitérés qui leur ont été adressés par l'Organisation des Nations Unies, continuent à fournir au Portugal une assistance militaire et autre sans laquelle le Portugal ne pourrait pas poursuivre sa politique de domination coloniale et d'oppression des peuples de l'Angola, de la Guinée (Bissau) et Cap-Vert, et du Mozambique,*

*"Profondément choqué par l'emploi continu du napalm et des substances chimiques par le Portugal dans ses guerres coloniales contre les peuples de l'Angola, de la Guinée (Bissau) et Cap-Vert, et du Mozambique,*

*"Prenant note du rapport de la Mission spéciale envoyée en Guinée (Bissau) en avril 1972 par le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,*

*"Ayant entendu les déclarations des représentants des Etats Membres et des mouvements de libération nationale invités à participer à l'examen de cette question,*

*"Déplorant vivement le refus persistant du Gouvernement portugais d'appliquer les dispositions pertinentes des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale sur la question des territoires administrés par le Portugal, conformément aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies,*

*"Conscient de la nécessité urgente d'éviter de nouvelles souffrances humaines et de nouvelles pertes matérielles aux peuples de l'Angola, de la Guinée (Bissau) et Cap-Vert, et du Mozambique et de favoriser une solution négociée du conflit armé qui existe dans ces territoires,*

*"1. Réaffirme le droit inaliénable des peuples de l'Angola, de la Guinée (Bissau) et Cap-Vert, et du Mozambique à l'autodétermination et à l'indépendance, tel qu'il a été reconnu par l'Assemblée générale dans sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, ainsi que la légitimité de la lutte que ces peuples mènent sous la direction de leurs mouvements de libération nationale pour réaliser ce droit par tous les moyens dont ils disposent;*

*"2. Réaffirme que la situation résultant tant de la politique colonialiste du Portugal dans ces territoires que des agressions constantes des forces armées portugaises contre les Etats africains indépendants voisins de ces territoires perturbe gravement la paix et la sécurité internationales sur le continent africain;*

*"3. Condamne le refus persistant du Gouvernement portugais d'appliquer la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et toutes les autres résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale;*

*"4. Demande au Gouvernement portugais d'arrêter immédiatement ses guerres coloniales et tous les actes de répression contre les peuples de l'Angola, de la Guinée (Bissau) et Cap-Vert, et du Mozambique;*

*"5. Affirme que les mouvements de libération nationale de l'Angola, de la Guinée (Bissau) et Cap-Vert, et du Mozambique reconnus par l'Organisation de l'unité africaine sont les représentants légitimes des peuples de ces territoires;*

*"6. Demande au Gouvernement portugais, conformément à la recommandation contenue dans la résolution 2918 (XXVII) de l'Assemblée générale et en application des dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies et de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, d'engager avec les mouvements de libération nationale de l'Angola, de la Guinée (Bissau) et Cap-Vert, et du Mozambique*

reconnus par l'Organisation de l'unité africaine des négociations en vue de parvenir à une solution du conflit armé qui existe dans ces territoires et de permettre à ceux-ci d'accéder à l'indépendance;

"7. *Affirme* que l'assistance militaire et les autres formes d'assistance que certains des alliés militaires du Portugal au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord fournissent au Gouvernement portugais permettent à celui-ci de poursuivre sa politique de domination coloniale et de répression à l'encontre des peuples de l'Angola, de la Guinée (Bissau) et Cap-Vert, et du Mozambique, mettant ainsi en danger la paix et la sécurité internationales sur le continent africain;

"8. *Prie* tous les Etats, particulièrement certains des alliés militaires du Portugal au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord, de s'abstenir de fournir une assistance quelconque au Gouvernement portugais tant que celui-ci n'aura pas renoncé à sa politique de domination coloniale;

"9. *Fait appel* à tous les gouvernements, aux institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies et aux organisations non gouvernementales pour qu'ils apportent aux mouvements de libération nationale de l'Angola, de la Guinée (Bissau) et Cap-Vert, et du Mozambique reconnus par l'Organisation de l'unité africaine toute l'assistance morale et matérielle dans la lutte qu'ils mènent pour l'autodétermination et l'indépendance;

"10. *Décide* que tous les Etats, particulièrement certains alliés militaires du Portugal, doivent mettre fin à la vente ou à la fourniture au Gouvernement portugais d'armes, d'équipement et de matériel militaire, ainsi que de tous approvisionnements, équipement et matériel servant à la fabrication ou à l'entretien des armes et des munitions tant que le Portugal refusera de renoncer à sa politique de domination coloniale;

"11. *Décide* de créer, conformément à l'article 28 de son règlement intérieur provisoire, un sous-comité composé de... membres du Conseil de sécurité qui sera constitué après consultation entre le Président du Conseil de sécurité et le Secrétaire général, auquel sera confiée l'application des dispositions du paragraphe 10 ci-dessus et qui fera périodiquement rapport au Conseil de sécurité;

"12. *Prie* tous les Etats de coopérer avec le sous-comité créé aux termes du paragraphe 11 ci-dessus;

"13. *Prie* le Secrétaire général d'aider le sous-comité dans l'accomplissement de ses tâches."

565. Le représentant de Madagascar a dit que le Gouvernement portugais niait l'existence d'un état de guerre dans les colonies africaines qu'il prétendait contrôler politiquement, administrativement, économiquement et militairement. Il suffisait, pour réfuter cette affirmation, de lire le rapport de la Mission spéciale du Comité spécial de la décolonisation. Toutefois, d'après les autorités portugaises, cette guerre de reconquête et de recolonisation pourrait bien durer 100 ans s'il le fallait. Etant donné qu'il était difficile de comprendre comment les autorités portugaises pouvaient braver impunément les dispositions de la Charte et poursuivre en toute quiétude leur agression coloniale et impérialiste, il fallait bien admettre que le Portugal bénéficiait de la complicité et de l'assistance d'autres nations. Le Conseil avait l'autorité nécessaire pour mettre fin à cette situation en décrétant un embargo total sur la vente d'armes au Portugal. En outre, il

serait juste que le Conseil demande à la communauté internationale, par l'intermédiaire de l'aide fournie aux mouvements de libération nationale, de prévoir un programme de secours et de reconstruction nationale pour l'Angola, la Guinée (Bissau), les îles du Cap-Vert et le Mozambique.

566. M. Fernandes, parlant au nom du PAIGC, a dit qu'essayer de persuader le Portugal de renoncer à ses colonies revenait à demander à la classe dirigeante portugaise de se suicider. Il a indiqué qu'après 50 années de fascisme, l'économie du Portugal avait été orientée de façon telle que seules quelques familles puissantes en bénéficiaient. C'était cette classe dirigeante qui tenait à conserver les colonies. Le peuple de Guinée (Bissau) et des îles du Cap-Vert avait d'abord eu recours à des moyens de protestation non violentes mais les pétitions, les boycottages et les grèves n'avaient eu aucun effet sur le Portugal. Une grève des dockers en 1959 s'était soldée par le massacre de Piquiti, au cours duquel la police avait mitraillé les grévistes, faisant 50 morts et plus de 100 blessés chez les ouvriers. Le peuple n'avait alors plus d'autre choix que de recourir à la force armée. Pendant les 10 années de lutte armée, les peuples de la Guinée (Bissau) et du Cap-Vert, sous la conduite du PAIGC, avaient accompli d'énormes progrès. Près des trois quarts de leur territoire national avaient été libérés de la domination coloniale et les deux tiers de la Guinée (Bissau) étaient sous leur contrôle effectif. Le PAIGC avait mis en place une structure administrative et donné une nouvelle vie et de nouvelles raisons d'espérer à la population. Il avait encouragé la création de divers services sociaux et culturels, par exemple dans les domaines de la santé, de l'hygiène et de l'enseignement. Des centaines d'Africains avaient maintenant accès à des établissements scolaires, certains dans des pays amis à l'étranger. A Addis-Abeba, le PAIGC avait prié le Conseil de fixer une date limite pour le départ des troupes portugaises et d'envoyer une délégation du Conseil de sécurité auprès du Premier Ministre portugais en vue de faire des propositions concrètes pour le début des négociations. Pour sa part, M. Fernandes aimerait que le Royaume-Uni fasse partie de cette délégation en raison des liens particuliers qui unissaient ce pays au Portugal. Pour conclure, l'orateur a précisé que le peuple venait d'élire sa première assemblée nationale qui devait se réunir dans un avenir proche et proclamer un nouvel Etat. Tous les éléments indispensables à l'existence d'un Etat souverain étaient réunis et l'Assemblée agirait en conséquence. Le PAIGC n'avait pas l'intention de mettre le Portugal à ses genoux. Il voulait néanmoins mettre fin au système colonial portugais en Guinée (Bissau) et au Cap Vert.

567. A sa 1674<sup>e</sup> séance, le 17 novembre, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a dit que le Portugal renforçait ses liens politiques, économiques et militaires avec l'Afrique du Sud et la Rhodésie du Sud. Des troupes régulières de la République sud-africaine participaient aux guerres coloniales contre les patriotes africains des colonies portugaises. En outre, les exemples d'agression portugaise contre des pays africains étaient nombreux. Malgré les condamnations du Conseil de sécurité, le Portugal poursuivait sa politique d'agression, d'oppression coloniale et de pillage à l'encontre des peuples africains. Nul n'ignorait que cela était dû au fait que le Portugal bénéficiait de l'appui de certains Etats influents membres de l'OTAN. C'était un type nouveau de néo-colonialisme qui se manifestait en Afrique australe :

le colonialisme collectif. Sur le sol africain ancestral occupé par le Portugal, ce n'était pas seulement les colonialistes portugais qui exerçaient leur domination mais aussi les monopoles internationaux dont les sièges se trouvaient dans diverses capitales et grandes villes des pays occidentaux. Dans ces conditions, il fallait que le Conseil fixe une date limite pour le transfert des pouvoirs aux représentants authentiques des peuples africains de Guinée (Bissau), de l'Angola et du Mozambique. Si le Portugal bravait la décision du Conseil de sécurité tendant à ce que les pouvoirs soient remis aux peuples de ces pays, il appartiendrait alors à ce dernier d'imposer des sanctions contre le Portugal. L'Union soviétique ne se contentait pas d'appuyer les peuples africains dans leur lutte contre l'impérialisme, elle donnait aussi son plein appui moral et une aide matérielle concrète aux mouvements de libération nationale. En ce qui concernait le projet de résolution présenté par la Guinée, la Somalie et le Soudan (S/10834), la délégation soviétique estimait que ce document comportait trois éléments essentiels : premièrement, l'appel adressé au Portugal pour qu'il entame des négociations avec les mouvements de libération nationale; deuxièmement, la reconnaissance des mouvements de libération nationale en tant que représentants légitimes des populations; et, troisièmement, l'appel lancé à tous les Etats qui aidaient le Portugal pour qu'ils mettent fin à leur assistance. L'Union soviétique appuyait le projet de résolution et estimait que le Conseil de sécurité devait immédiatement décider de mettre un terme à toute livraison d'armes et de matériel de guerre aux colonialistes portugais.

568. Le représentant du Maroc a dit que le Portugal menait de front trois guerres typiquement coloniales qui étaient manifestement au-dessus de ses moyens; pourtant il n'avait encore rien trouvé de mieux à dire que de prétendre que ses colonies faisaient partie intégrante du Portugal. S'adressant aux alliés du Portugal membres de l'OTAN, le représentant du Maroc a demandé comment ces puissances pouvaient ne pas se sentir embarrassées par cet allié qui ne leur attirait que des déboires et qui se livrait à une guerre coloniale coûteuse et d'un autre âge tout en maintenant sa propre population dans un état de sous-développement anachronique. Le représentant du Maroc ne pouvait pas comprendre en quoi l'alliance avec le Portugal était si précieuse qu'ils en oublieraient leurs propres obligations internationales et ternissaient même leur réputation. A titre de mesure préliminaire les alliés du Portugal devraient au moins décréter un embargo sur toutes les armes destinées à ce pays. Le Portugal s'éveillerait alors certainement à la réalité et abandonnerait sa politique coloniale une fois taries ses sources d'armements. Si le Portugal décidait de réunir une conférence analogue à celle d'Evian pour mettre fin à ses guerres coloniales, le Maroc proposerait immédiatement la ville de Tanger comme siège de la conférence étant donné sa situation géographique et politique idéale.

569. Le représentant du Soudan a dit que le Portugal devait comprendre qu'il n'y avait d'avenir sur lequel il put compter ni au sein de l'OTAN ni au sein de la Communauté européenne. Seul le hasard de l'histoire et sa situation géographique importante en période de guerre froide entre l'Est et l'Ouest lui avaient permis de faire partie d'une alliance pour laquelle il n'était nullement qualifié. La détente actuelle se transformerait un jour en une entente et le Portugal perdrait alors son utilité en tant que base stratégique. En raison

de certaines insuffisances économiques et politiques, le Portugal ne pouvait prétendre devenir membre de la Communauté économique européenne. Il devrait donc à l'avenir compter uniquement sur sa propre force et sur ses propres ressources qui ne pouvaient en aucun cas lui permettre de maintenir sa position en Afrique. Cela étant, il ne devrait pas être nécessaire de rappeler au Portugal que tôt ou tard il serait plus avantageux pour lui d'instaurer une coopération mutuelle avec l'Angola, la Guinée (Bissau), le Cap-Vert et le Mozambique indépendants qu'avec ses anciens alliés militaires. Si le Conseil parvenait à persuader les puissances de l'OTAN de retirer leur aide militaire et financière au Portugal, celui-ci serait forcément amené à considérer la situation sous son jour véritable. Sinon, le Conseil pourrait invoquer le Chapitre VII de la Charte et, pour commencer, appliquer des sanctions totales à l'ensemble de l'Afrique australe. Enfin, si tous ces efforts échouaient, le Conseil devrait peut-être envisager en dernier recours une mesure sans précédent, par exemple déclarer indépendants les territoires actuellement sous domination portugaise. Le Soudan s'en tenait fermement à l'engagement qu'il avait pris avec d'autres Etats africains lors de la Conférence de Rabat d'appuyer pleinement, moralement et matériellement, la lutte légitime de tous les peuples africains sous domination coloniale jusqu'à leur libération totale.

570. Le représentant de la Belgique a dit que son pays avait reconnu depuis longtemps le droit inaliénable des populations des territoires sous domination portugaise à l'autodétermination et à l'indépendance. Le moment était venu de dire au Portugal, avec amitié mais aussi avec fermeté, qu'il lui fallait reconnaître ce droit sans délai et renoncer à une politique qui avait fait son temps. Le Portugal suivrait ainsi les traces de divers pays européens, dont la Belgique, et substituerait aux liens actuels de dépendance qui l'unissaient à ses territoires africains, les nouvelles relations égalitaires que postulait une mutation historique irréversible. La délégation belge tenait à rappeler au Portugal que la fin de leur empire colonial n'avait pas entraîné, pour les anciennes métropoles, la rupture de leurs liens avec les pays africain devenus indépendants. Bien au contraire, il s'était manifesté de part et d'autre une volonté politique d'instaurer, dans l'égalité et la non-ingérence réciproque, des rapports de coopération dont l'objectif était d'aider les jeunes Etats d'Afrique dans leurs propres efforts de développement économique, social et culturel. La Belgique n'avait rien à se reprocher quant aux accusations relatives à l'aide militaire que le Portugal recevait de ses alliés de l'OTAN. L'usage des armes que des sociétés belges vendaient au Portugal était restreint aux nécessités de la défense du continent européen. Le pacte de défense conclu entre les 15 Etats membres de l'OTAN ne valant que pour leur territoire, les provinces d'outre-mer du Portugal étaient exclues du champ d'application du Traité de l'Atlantique nord. La Belgique reverrait sa position si le Portugal ne respectait pas ses engagements. Le représentant de la Belgique a rappelé l'attachement que son pays portait aux droits des peuples des territoires portugais à l'autodétermination et à l'indépendance ainsi qu'à l'ouverture de négociations, qui ne devaient pas être assorties de conditions préalables, en vue de parvenir à cet objectif.

571. M. Jorge, parlant au nom du MPLA, a dit au Conseil que sa présence témoignait de l'attachement que son organisation portait aux normes et aux principes énoncés dans la Charte, principes que le Por-

tugal foulait aux pieds sous le regard indifférent de la communauté internationale. Il a indiqué que le MPLA contrôlait plus du tiers du territoire angolais, ce qui correspondait à une superficie d'environ 500 000 km<sup>2</sup>. C'était dans ces zones libérées que naissait le nouvel Etat angolais. Le Gouvernement portugais poursuivait sa guerre coloniale en concentrant en Angola la plupart de ses troupes qui comptaient plus de 130 000 hommes dont 60 000 soldats de l'armée, de la marine et de l'aviation, le reste étant constitué par des mercenaires katangais, autrefois au service de Tshombé, d'autres mercenaires, des soldats et des pilotes de l'armée régulière sud-africaine, la police politique portugaise, la garde fiscale et la milice de colons armés appelée Organisation provinciale des volontaires pour la défense civile. M. Jorge a déclaré que le Portugal renforçait ses liens avec les régimes racistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie et qu'il avait officiellement demandé aux membres de l'OTAN d'établir des bases militaires en Angola. En outre, le Portugal avait mis en place un système de "hameaux stratégiques" qui consistaient à déplacer les populations pour qu'elles ne soient plus en contact avec les guérillas. Cette politique avait échoué parce qu'elle avait engendré la haine de la population qui, parquée derrière des fils de fer barbelés, ne pouvait plus cultiver la terre. Après avoir décrit les réformes sanitaires, sociales et éducatives entreprises dans les zones libérées, M. Jorge a ajouté que le Portugal ne pourrait jamais mener sa guerre coloniale sans le soutien actif de l'OTAN, de l'alliance des racistes de Rhodésie et d'Afrique du Sud et du Brésil. Le Conseil de sécurité devait inviter le Portugal une fois de plus à cesser sa guerre d'agression, ce qui lui permettrait de négocier avec le MPLA, seul représentant légitime du peuple angolais.

572. Le représentant de l'Ouganda a dit que le Conseil ne s'était pas réuni pour déterminer si les territoires portugais devaient obtenir leur indépendance étant donné que cet objectif avait été expressément mentionné dans plusieurs résolutions du Conseil et de l'Assemblée générale. Le Portugal avait dit qu'il ne rejetait pas le principe de l'autodétermination. Par autodétermination, toutefois, le Portugal n'entendait pas en réalité indépendance. Le Portugal avait été décrit à l'Institut des hautes études militaires de Lisbonne comme une nation "dont 4,2 p. 100 de la superficie et 41 p. 100 de la population se trouvaient en Europe et 95 p. 100 de la superficie et 55 p. 100 de la population en Afrique". Ainsi, le Gouvernement portugais estimait que le Portugal formait un tout constitutionnel qui s'étendait aussi bien au continent africain qu'au continent européen. Les mots "autodétermination" et "Etat" avaient été utilisés par le Portugal dans un sens entièrement différent et frauduleux. La délégation ougandaise appuyait la proposition dont l'Assemblée générale était saisie, selon laquelle le Portugal devrait sans tarder amorcer des négociations avec les mouvements de libération nationale. L'Ouganda était prêt à se conformer à toute décision que le Conseil pourrait prendre pour accélérer l'autodétermination et l'indépendance de toutes les colonies portugaises et s'associait pleinement au projet de résolution présenté au Conseil.

573. A la 1675<sup>e</sup> séance, le 21 novembre, le représentant de la Tunisie a dit qu'un jour viendrait où le Portugal lui-même appuierait l'entrée de ses anciennes colonies à l'Organisation des Nations Unies. L'inquiétant était la longueur du combat et l'importance des souffrances humaines qu'il causerait encore avant d'en

arriver là. En dépit de toutes les décisions de l'Organisation des Nations Unies, la situation ne cessait de se détériorer. Le Portugal menait une guerre absurde et inutile qui débordait sur le territoire des Etats indépendants voisins. Il imposait un effort financier énorme au peuple portugais pour poursuivre une guerre coloniale qui tous les jours coûtait la vie à de jeunes Portugais. Seule la généreuse assistance économique et militaire de ses alliés permettait au Portugal de continuer la lutte. Le Portugal devait établir avec les peuples de ses territoires africains des relations fondées sur le respect et l'intérêt mutuels et comprendre qu'une victoire militaire était impossible. Il devait accepter une situation de compromis fondée sur le principe de l'autodétermination et de la liberté. Tous les Etats devaient coopérer pour persuader le Portugal de suivre l'exemple historique d'autres Etats de la communauté européenne.

574. Le représentant du Burundi, retraçant l'histoire des guerres coloniales portugaises en Afrique, a dit que seule l'aide généreuse que lui fournissaient des alliés qui se fourvoyaient permettait au Portugal de poursuivre la lutte. L'assimilation raciale que le Portugal prétendait réaliser dans ses colonies n'était qu'un simulacre. La théorie portugaise des "provinces portugaises d'outre-mer" était tout aussi absurde. En outre le système de l'*indigenato* constituait la république portugaise de l'*apartheid*. L'intégration raciale dans le territoire portugais n'était qu'une fraude, un alibi pour différer indéfiniment l'indépendance. La vérité était que les Africains, pour être assimilés, avaient dû renoncer à leur propre culture et à leur propre civilisation. Le représentant du Burundi a ajouté que malgré l'émoi universel causé par les nombreux actes de terrorisme, il convenait de faire certaines distinctions. Il y avait plusieurs sortes de terrorisme et le Portugal était coupable de la pire forme de terrorisme contre la population de ses colonies. Toute tendance à isoler le colonialisme du réseau terroriste mondial reviendrait à pratiquer la politique de l'autruche et les effets escomptés resteraient hypothétiques.

575. Le représentant du Nigéria a dit que le Portugal, au lieu de se conformer aux principes de la Charte et aux résolutions adoptées par l'Organisation des Nations Unies, s'accrochait au mythe des "provinces d'outre-mer en Afrique". La politique portugaise en Angola, au Mozambique, en Guinée (Bissau) et au Cap-Vert visait à priver la population indigène de sa culture propre afin de lui faire accepter passivement le viol éhonté de sa liberté politique, sociale et économique. La prétendue réforme constitutionnelle relative aux territoires d'outre-mer n'avait diminué en aucune façon le contrôle autoritaire de Lisbonne et ne prévoyait pas non plus la participation de la vaste majorité de la population à la vie politique des territoires. Le Portugal ne pouvait poursuivre ses guerres coloniales qu'avec l'aide de ses alliés de l'OTAN qui n'avaient rien fait pour s'assurer qu'ils ne les finançaient pas indirectement. Une offre de règlement pacifique du problème que posait le colonialisme portugais avait été faite par l'OUA en 1969 dans le Manifeste de Lusaka. Le Portugal avait répondu négativement mais cette offre avait été répétée récemment par l'Assemblée générale. Le Conseil de sécurité devait faire le nécessaire pour que le Portugal mette fin à toutes les mesures qui troublaient la paix et la sécurité du continent africain et permette aux populations intéressées de déterminer l'avenir politique de leurs pays.

576. A la 1676<sup>e</sup> séance, le 21 novembre, le représentant de la Yougoslavie a déclaré, à propos des territoires portugais, que certains facteurs nouveaux appelaient de nouvelles décisions de la part du Conseil de sécurité. La libération de vastes zones des territoires, la mise en place de responsables et de services locaux, la visite de la Mission spéciale en Guinée (Bissau) qui était la première dans l'histoire des Nations Unies à se rendre dans un territoire libéré dans cette région, les décisions de l'OUA et la reconnaissance de plus en plus générale dont les mouvements de libération bénéficiaient sur le plan international étaient autant de facteurs qui marquaient le début d'une ère nouvelle dans la lutte menée pour libérer les colonies portugaises. En conséquence, ce n'était pas par automatisme ou par routine que le Conseil examinait une fois de plus la situation. Nul ne devrait sous-estimer le rôle de l'appui moral, politique et matériel que l'Organisation des Nations Unies avait pu fournir mais quiconque avait jamais combattu dans une guerre de libération savait parfaitement que la liberté ne serait pas conquise si les populations sur place ne luttaient pas elles-mêmes. La Yougoslavie avait indiqué qu'elle appuyait pleinement la lutte des peuples de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée (Bissau), et ce dès le début, et elle avait noté avec intérêt la suggestion tendant à ce que le Conseil de sécurité examine la possibilité de déclarer l'indépendance de ces territoires si toutes les autres mesures s'avéraient inutiles. La délégation yougoslave n'aurait eu aucune difficulté à accepter le projet de résolution tel qu'il avait été présenté initialement par trois membres africains du Conseil de sécurité. Elle appuyait le droit inaliénable des peuples des territoires intéressés à l'autodétermination et à l'indépendance et elle invitait instamment le Portugal à entamer des négociations immédiatement. En outre, elle approuvait la demande tendant à cesser la livraison d'armes au Portugal et toute mesure visant à assurer l'application d'un tel embargo. La Yougoslavie avait pour position de principe d'appuyer les initiatives des Etats africains et elle considérait qu'il était souhaitable de créer un organe subsidiaire du Conseil de sécurité chargé exclusivement d'assurer le processus de décolonisation des territoires sous domination portugaise. Il était essentiel d'aider à établir des contacts qui aboutiraient à des négociations entre le Portugal et ses partenaires légitimes — les mouvements de libération nationale — sur la base du droit à l'autodétermination et à l'indépendance.

577. Le représentant de l'Italie a dit que l'Italie avait toujours été convaincue qu'il fallait permettre aux peuples de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée (Bissau) d'exercer leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance. Quelle que soit l'interprétation donnée aux votes émis sur diverses résolutions, il était de fait que sur un point fondamental, le processus d'autodétermination et d'indépendance, il y avait eu unanimité. Il s'agissait seulement de savoir comment l'Organisation des Nations Unies pouvait aider à réaliser cet objectif. L'Italie s'était félicitée du Manifeste de Lusaka et avait lancé un appel aux parties intéressées pour qu'elles négocient pacifiquement, comme le demandaient les Etats africains. Toutefois, demander à l'Organisation des Nations Unies de légitimer la violence revenait à l'utiliser pour un but autre que celui pour lequel elle avait été créée et à la transformer en un lieu de confrontation. Agir ainsi mettrait en danger les règles du droit international et affaiblirait l'Organisation. La délégation italienne était prête à appuyer toute action du Conseil visant premièrement à réaffirmer la

résolution 1514 (XV) et la nécessité d'appliquer cette résolution à l'Angola, à la Guinée (Bissau) et au Mozambique, deuxièmement à inviter les autorités portugaises à mettre fin aux guerres coloniales et troisièmement à demander au Portugal d'entamer des négociations avec les parties en cause, avec l'assistance de l'Organisation des Nations Unies, en vue de parvenir à régler le conflit armé et de permettre aux populations intéressées d'accéder à l'indépendance.

578. Le représentant de Cuba a dit que l'Organisation des Nations Unies devait faire preuve de compréhension dans son action s'agissant de la lutte des peuples sous domination coloniale. Elle devait coopérer avec les mouvements de libération car la persistance du colonialisme en Afrique représentait une menace constante pour la paix et la sécurité internationales, en particulier pour les Etats africains indépendants. Il a ajouté que le Portugal recevait une aide importante de ses alliés de l'OTAN et avait renforcé ses liens diplomatiques et politiques avec les Etats-Unis. A l'alliance de l'impérialisme, du colonialisme et du racisme internationaux, il fallait opposer, en un bloc solide, l'unité de tous les pays socialistes, progressistes et non alignés pour donner aux mouvements de libération africains l'appui politique, moral et matériel dont ils avaient besoin. Cuba réaffirmait une fois de plus son appui aux mouvements de libération africains.

579. Le représentant de la Somalie a dit qu'à la suite de consultations, les auteurs du projet de résolution présenté le 16 novembre (S/10834) avaient décidé de retirer ce projet de résolution et de présenter, à sa place, deux projets de résolution distincts (S/10838 et S/10839). Le premier des nouveaux projets de résolution demandait au Portugal de négocier avec les représentants authentiques des populations des territoires. Les auteurs étaient convaincus qu'il recueillerait l'approbation unanime du Conseil de sécurité qui ne pouvait ignorer un appel à la négociation. Le deuxième projet de résolution traitait des mesures à prendre contre le Portugal, y compris un embargo sur les armes et la création d'un comité spécial chargé d'entreprendre des enquêtes sur la livraison d'armes au Portugal.

580. Le premier projet de résolution, auquel le représentant de la Somalie avait apporté oralement certaines modifications de rédaction, était distribué sous la cote S/10838/Rev.1 et se lisait comme suit :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Ayant examiné la situation en Angola, en Guinée (Bissau) et Cap-Vert, et au Mozambique,*

*"Rappelant sa résolution 312 (1972) du 4 février 1972,*

*"Rappelant également la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et la résolution 2918 (XXVII) du 14 novembre 1972, relative à la question des territoires administrés par le Portugal,*

*"Prenant note des rapports du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,*

*"Considérant que l'Organisation de l'unité africaine reconnaît les mouvements de libération de l'Angola, de la Guinée (Bissau) et Cap-Vert, et du Mozambique, comme les représentants légitimes des peuples de ces territoires,*

"Ayant entendu les déclarations de représentants d'Etats Membres et de M. Marcelino dos Santos, M. Gil Fernandes et M. Manuel Jorge, invités, conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire, à participer à l'examen de cette question,

"Conscient de la nécessité urgente d'éviter de nouvelles souffrances humaines et de nouvelles pertes matérielles aux peuples de l'Angola, de la Guinée (Bissau) et Cap-Vert, et du Mozambique et d'apporter une solution négociée au conflit armé qui prévaut dans ces territoires,

"1. Réaffirme le droit inaliénable des peuples de l'Angola, de la Guinée (Bissau) et Cap-Vert, et du Mozambique à l'autodétermination et à l'indépendance, reconnu par l'Assemblée générale dans sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, et la légitimité de la lutte que ces peuples mènent pour jouir de ce droit;

"2. Demande au Gouvernement portugais d'arrêter immédiatement ses guerres coloniales et tous les actes de répression contre les peuples de l'Angola, de la Guinée (Bissau) et Cap-Vert, et du Mozambique;

"3. Demande au Gouvernement portugais, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies et de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, d'engager avec les représentants des peuples de l'Angola, de la Guinée (Bissau) et Cap-Vert, et du Mozambique des négociations en vue d'apporter une solution au conflit armé qui déchire ces territoires et de permettre à ceux-ci d'arriver à l'autodétermination et à l'indépendance;

"4. Prie le Secrétaire général de suivre l'évolution de la situation et de faire rapport périodiquement au Conseil de sécurité."

581. Le deuxième projet de résolution (S/10839) se lisait comme suit :

"Le Conseil de sécurité,

"Rappelant sa résolution 312 (1972) du 4 février 1972,

"Déplorant vivement la continuation et l'intensification par le Portugal de la répression armée contre les peuples de l'Angola, de la Guinée (Bissau) et Cap-Vert, et du Mozambique, en vue de faire échec aux aspirations légitimes de ces peuples à l'autodétermination et à l'indépendance, ainsi que les violations persistantes de l'intégrité territoriale et de la souveraineté des Etats africains indépendants voisins de ces territoires,

"Rappelant les demandes qu'il a adressées aux Etats pour qu'ils s'abstiennent d'offrir au Gouvernement portugais toute assistance qui lui permettrait de poursuivre sa répression contre les peuples des territoires qu'il administre, et pour qu'ils prennent toutes les mesures nécessaires pour empêcher la vente et l'expédition d'armes et d'équipement militaire utilisés par le Gouvernement portugais à cette fin, y compris la vente et l'expédition d'équipement et de matériel servant à la fabrication et à l'entretien des armes et des munitions devant être utilisées dans les territoires administrés par le Portugal,

"Déplorant vivement la politique des Etats, particulièrement de certains des alliés militaires du Portugal au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord, qui, au mépris d'appels réitérés qui leur ont été adressés par l'Organisation des Nations Unies, continuent à fournir au Portugal une assistance militaire et autre sans laquelle le Portugal ne pourrait

pas poursuivre sa politique de domination coloniale et d'oppression des peuples de l'Angola, de la Guinée (Bissau) et Cap-Vert, et du Mozambique,

"Profondément choqué par l'emploi continue du napalm et de substances chimiques par le Portugal dans ses guerres coloniales contre les peuples de l'Angola, de la Guinée (Bissau) et Cap-Vert, et du Mozambique,

"Déplorant vivement le refus persistant du Gouvernement portugais d'appliquer les dispositions pertinentes des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale sur la question des territoires administrés par le Portugal conformément aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies,

"1. Réaffirme que la situation résultant tant de la politique colonialiste du Portugal dans ces territoires que des agressions incessantes des forces armées portugaises contre les Etats africains indépendants voisins de ces territoires perturbe gravement la paix et la sécurité internationales sur le continent africain;

"2. Condamne le refus persistant du Gouvernement portugais d'appliquer la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et toutes les autres résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale;

"3. Affirme que l'assistance militaire et les autres formes d'assistance que certains des alliés militaires du Portugal au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord fournissent au Gouvernement portugais permettent à celui-ci de poursuivre sa politique de domination coloniale et de répression à l'encontre des peuples de l'Angola, de la Guinée (Bissau) et Cap-Vert, et du Mozambique, ce qui met en danger la paix et la sécurité internationales sur le continent africain;

"4. Prie tous les Etats, et particulièrement certains des alliés militaires du Portugal au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord, de s'abstenir de fournir une assistance quelconque au Gouvernement portugais tant que celui-ci n'aura pas renoncé à sa politique de domination coloniale;

"5. Fait appel à tous les gouvernements, aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies et aux organisations non gouvernementales pour qu'ils apportent aux mouvements de libération nationale de l'Angola, de la Guinée (Bissau) et Cap-Vert, et du Mozambique reconnus par l'Organisation de l'unité africaine toute l'assistance morale et matérielle dans la lutte qu'ils mènent pour l'autodétermination et l'indépendance;

"6. Décide que tous les Etats, et particulièrement certains alliés militaires du Portugal, doivent mettre fin à la vente ou à la fourniture au Gouvernement portugais d'armes, d'équipement et de matériel militaires, ainsi que de tous approvisionnements, équipement et matériel servant à la fabrication ou à l'entretien des armes et des munitions qui sont utilisées par le Portugal pour la répression contre les peuples africains dans les territoires sous sa domination;

"7. Décide de créer, conformément à l'article 28 de son règlement intérieur provisoire, un Comité spécial composé de cinq membres du Conseil de sécurité qui sera constitué après consultation entre le Président du Conseil de sécurité et le Secrétaire général et qui sera chargé d'entreprendre des enquêtes sur la livraison des armes utilisées par le Portugal dans

les territoires africains sous sa domination et de faire rapport périodiquement au Conseil de sécurité;

"8. *Prie* tous les Etats de coopérer avec le Comité spécial constitué aux termes du paragraphe 7 ci-dessus;

"9. *Prie* le Secrétaire général d'aider le Comité spécial dans l'accomplissement de ses tâches."

582. Le représentant de la Chine a dit que le Portugal avait envoyé plus de 100 000 soldats dans les régions occupées, qu'il avait l'impudence d'appeler des "provinces d'outre-mer". En partant de ces bases, le Portugal avait lancé une série d'attaques armées contre la Guinée, le Sénégal, la Tanzanie, la Zambie et d'autres pays africains indépendants et il avait formé une alliance militaire réactionnaire avec l'Afrique du Sud et la Rhodésie du Sud pour réprimer les mouvements de libération. Le représentant de la Chine estimait que le Conseil de sécurité devait condamner sévèrement le Portugal pour ses guerres coloniales et ses agressions armées contre les pays africains voisins. Il fallait appliquer à l'encontre du Portugal des sanctions rigoureuses et un embargo strict sur les armes et faire appel à tous les pays pour qu'ils fournissent une assistance et un appui accrus aux mouvements de libération nationale dans les colonies portugaises. Les Chinois et les Africains avaient partagé la même expérience dans le passé. Le Gouvernement et le peuple chinois avaient toujours considéré que la lutte des Africains leur était d'un appui précieux. En outre, les Chinois se trouvaient indécutablement aux côtés des Africains et des peuples de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée (Bissau). La délégation chinoise voterait en faveur des deux projets de résolution présentés par la Guinée, la Somalie et le Soudan.

583. Le représentant de l'Argentine a dit que personne ne mettait en cause ni ne manquait de reconnaître les très importantes contributions apportées par le Portugal tout au long de l'histoire dans la découverte de nouvelles terres, l'ouverture de nouvelles routes de navigation et de commerce, l'exploration de l'inconnu et l'apport fourni au progrès grâce aux efforts de ses illustres marins, cartographes, savants et juristes. Mais il fallait se demander s'il convenait d'invoquer encore aujourd'hui ces faits historiques pour maintenir un empire. Le monde ne restait pas statique. Au cas où il en aurait été ainsi, l'ONU ne comprendrait qu'un petit nombre de pays qui se partageraient entre eux la domination des cinq continents. Le Portugal avait encore le temps de réagir de façon positive en accordant aux populations de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée (Bissau) leur droit à l'autodétermination. En agissant ainsi, le Portugal prouverait qu'il a décidé une fois pour toutes d'appartenir au <sup>xx</sup>e siècle. Il confirmerait dans les faits le réalisme diplomatique et politique démontré par tant d'hommes d'Etat portugais dans le passé. Une telle attitude marquerait le début d'une ère constructive où la guerre et la confrontation feraient place à l'amitié et à un avenir prometteur pour tous.

584. La Présidente du Conseil de sécurité, prenant la parole en tant que représentante de la Guinée, a dit qu'à la suite des premières élections générales organisées au suffrage universel et au scrutin secret, consacrant la formation en Guinée (Bissau), sous le contrôle du PAIGC, de la première Assemblée nationale composée de 120 représentants, on pouvait sincèrement se demander si le Gouvernement portugais pouvait et devait encore représenter la population de la Guinée (Bissau) dans les instances internationales. Se référant

à l'accord d'association signé entre le Portugal et la Communauté économique européenne, la représentante de la Guinée a dit que l'exclusion des prétendues provinces d'outre-mer du Portugal de cet accord était significative car elle constituait un échec retentissant de la thèse colonialiste du Portugal. Elle espérait que le Conseil examinerait très attentivement les projets de résolution présentés par les membres africains du Conseil. Il fallait souligner l'importance exceptionnelle des nouvelles idées figurant dans ces projets. La délégation guinéenne estimait que le moment était venu pour le Portugal et ses amis de faire montre du réalisme politique indispensable pour mener les populations de l'Angola, de la Guinée (Bissau) et du Cap-Vert, et du Mozambique à l'exercice de leur droit inaliénable et imprescriptible à l'autodétermination et à l'indépendance sans plus tarder. Si une telle initiative venait à échouer, l'Afrique se devrait alors d'en tirer toutes les conséquences en application des recommandations de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA à sa neuvième session à Rabat, c'est-à-dire d'appeler ses peuples à la mobilisation de tous leurs moyens matériels pour la liquidation systématique du colonialisme portugais et de tous les autres bastions de domination étrangère sur son continent.

585. A la 1677<sup>e</sup> séance, le 22 novembre, le représentant du Panama a déclaré que la position fermement anticolonialiste de son pays plaçait invariablement celui-ci aux côtés des peuples en lutte pour leur libération. Le colonialisme était un anachronisme qu'il était du devoir de l'ONU d'éliminer. La délégation panaméenne estimait que la résolution publiée sous la cote S/10838/Rev.1, demandant au Portugal d'engager des négociations, était bien conçue. Néanmoins, dans le deuxième projet de résolution (S/10839), le paragraphe 7 du dispositif envisageait la création d'un comité spécial du Conseil de sécurité chargé de faire des enquêtes pour déterminer si les fournitures de l'OTAN alimentaient la guerre coloniale, ce qui, de l'avis de la délégation panaméenne, reviendrait à créer un comité ayant des fonctions de police d'une efficacité toute relative. Il serait plus réaliste de confier à ce comité la tâche de favoriser les contacts et les négociations avec le Portugal. La délégation panaméenne voterait en faveur du projet de résolution S/10838/Rev.1, mais préférerait que l'on retire le projet S/10839 ou que l'on diffère sa présentation étant donné que les références directes aux membres de l'OTAN risquaient de restreindre les possibilités d'appui. Néanmoins, si l'on insistait pour que ce projet soit mis aux voix, la délégation panaméenne voterait en sa faveur.

586. Le représentant de l'Inde a dit que l'ONU devait déclarer que les colonies portugaises étaient des pays indépendants et que le Portugal n'avait aucune autorité légale sur eux. La présence du Portugal dans ces territoires était une forme d'agression, et tout moyen, quel qu'il soit, adopté pour écarter cette présence était à la fois légitime et moral. Dans sa volonté d'aider les mouvements de libération, l'Inde s'inspirerait avant tout des vœux des pays africains et en particulier de ceux de l'OUA. Le représentant de l'Inde a déclaré que puisque la fourniture d'armes au Portugal aidait ce gouvernement à refuser l'indépendance à ses territoires, il fallait suspendre toute forme d'assistance au Portugal. La fourniture d'armes devait être contrôlée et faire l'objet de licences, et il fallait mener une enquête au Portugal même pour s'assurer que les armes qui lui étaient fournies n'étaient pas exportées. Du fait que l'Afrique du Sud et le Zimbabwe continuaient d'aider

le Portugal l'Inde a suggéré à plusieurs reprises d'imposer des sanctions globales et complètes contre l'Afrique du Sud, le Zimbabwe et le Portugal. Tout en admettant qu'il fallait utiliser au maximum les méthodes de négociation et de conciliation, l'Inde ne pouvait néanmoins pas oublier sa propre expérience avec les Portugais. Pendant plus de 12 ans, l'Inde avait attendu patiemment des négociations avec le Portugal sans obtenir la moindre réaction de sa part. Cela étant, la délégation indienne ne voyait guère d'espoir de parvenir à un règlement négocié avec le Portugal. En outre, ce n'était pas l'indépendance qui devait faire l'objet de négociations mais uniquement la date à laquelle elle serait accordée et la méthode par laquelle elle serait réalisée. L'Inde appuierait les projets de résolution dans l'espoir que les mesures que le Conseil était appelé à prendre amèneraient quelque changement dans l'attitude du Portugal. Si ces mesures échouaient — comme on pouvait s'y attendre objectivement — l'Inde serait alors disposée à ce que le Conseil agisse beaucoup plus fermement.

587. Le représentant du Japon a dit que son pays éprouvait une profonde sympathie pour les aspirations des peuples des territoires portugais. Le Japon continuerait à appuyer les principes de l'autodétermination pour ces territoires. En outre, la délégation japonaise se félicitait de ce que les mouvements de libération soient disposés à négocier. Le Gouvernement japonais était d'avis qu'il fallait explorer à fond tous les moyens pacifiques susceptibles de conduire à un règlement. Le Ministre des affaires étrangères du Portugal avait déclaré à l'Assemblée générale que le Portugal ne rejetait pas le principe de l'autodétermination. C'était là un fait nouveau encourageant et la délégation japonaise espérait qu'un dialogue s'engagerait bientôt entre le Gouvernement portugais et les peuples africains intéressés. Le Japon voterait par conséquent en faveur du projet de résolution publié sous la cote S/10838/Rev.1. Néanmoins, il doutait sérieusement que le projet de résolution qui faisait l'objet du document S/10839 contribuât à créer une atmosphère propice à l'ouverture d'un tel dialogue et s'abstiendrait par conséquent lors du vote sur ce texte.

588. Le représentant de la Somalie, au nom des auteurs, a présenté un certain nombre de modifications au libellé du premier projet de résolution S/10838/Rev.1, disant que ces modifications avaient été acceptées par les auteurs lors de consultations officieuses. Le fait qu'ils les aient acceptées, a-t-il précisé, ne signifiait pas nécessairement que les auteurs étaient satisfaits des modifications mais qu'ils s'étaient rendu compte des réalités politiques et des divergences d'opinions entre les membres du Conseil et n'avaient pas vu d'autre solution que d'accepter un texte plus souple mais moins satisfaisant. Le représentant de la Somalie a ajouté qu'il n'insisterait pas pour que le projet de résolution publié sous la cote S/10839 soit mis aux voix.

589. Le représentant de la France a déclaré que la multiplication des débats relatifs aux territoires portugais témoignait de la détérioration de la situation et donnait la preuve que l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ne s'étaient pas engagés dans la bonne voie. Il semblait néanmoins qu'au sein du Conseil l'accord se soit fait pour définir un double objectif : d'une part, mettre fin à des confrontations armées, et, d'autre part, permettre l'accession pacifique et rapide des populations concernées à l'autodétermination. Dans l'accomplissement du processus qui conduisait à l'autodéter-

mination, la Puissance administrante avait le premier rôle à jouer, et toute proposition qui ignorerait cette constatation de bon sens serait vouée à l'échec, ainsi que l'histoire de la décolonisation le confirmait abondamment. Le Conseil risquerait de s'égarer s'il prétendait refuser au Portugal la place et les responsabilités qui lui revenaient dans le processus où le Conseil l'invitait à s'engager. Le Portugal avait fait œuvre de civilisation dans ces territoires, où son drapeau flottait depuis des siècles; mais les temps avaient changé et le moment était venu où les populations de ces territoires devaient recevoir le droit de prendre elles-mêmes leur destin en main. Cette œuvre ne pouvait être mieux poursuivie que dans une coopération amicale entre le Portugal et les populations qu'il administrait actuellement. Les auteurs du projet de résolution S/10838/Rev.1 avaient eu la sagesse de concentrer leur attention sur deux points : la réaffirmation du droit inaliénable des populations à l'autodétermination et la nécessité de substituer le plus tôt possible aux opérations militaires ou répressives les méthodes pacifiques de la négociation. Le fait que les auteurs du projet de résolution aient accepté plusieurs amendements assurerait, il fallait l'espérer, une approbation dont l'ampleur conférerait au texte une autorité exceptionnelle, et le représentant de la France espérait que cet appel à la négociation, qui constituait l'essentiel du projet, serait entendu. Certaines déclarations et certaines lettres récemment reçues des autorités portugaises semblaient représenter une ouverture vers des discussions constructives. Le Secrétaire général était appelé, aux termes du projet, à "suivre l'évolution de la situation et à faire rapport périodiquement au Conseil de sécurité" et serait peut-être en mesure d'apporter une contribution positive à la recherche d'une solution. La délégation française appuierait le projet de résolution S/10838/Rev.1 dans son ensemble, bien qu'elle ait de graves réserves sur certaines de ses dispositions, en particulier les références à des résolutions pour lesquelles la France n'avait pas voté ou à des organes dont elle n'avait pas approuvé la création. En outre, le représentant de la France n'estimait pas que la situation actuelle soit de celles visées au Chapitre VII de la Charte et ne pourrait donc appuyer le projet de résolution publié sous la cote S/10839.

590. Le représentant du Royaume-Uni a dit que tout au long des consultations officieuses la délégation britannique n'avait cessé de demander quel était l'objectif du Conseil de sécurité, la négociation ou l'affrontement. Ayant été assuré que l'objectif essentiel était effectivement la négociation, le représentant du Royaume-Uni a été heureux de voir cette approche traduite dans le projet de résolution S/10838/Rev.1. Néanmoins, la délégation britannique aurait préféré qu'il soit indiqué expressément que la lutte pour l'autodétermination devait être poursuivie par des moyens pacifiques conformément aux dispositions de la Charte, et elle estimait que l'appel demandant qu'on abandonne la force en faveur des négociations aurait dû être adressé à toutes les parties intéressées, y compris les mouvements de libération. Le Royaume-Uni était d'avis que c'était à la Puissance administrante et non au Conseil de sécurité ou à l'Assemblée générale qu'il revenait de déterminer les modalités d'accession à l'autodétermination. La délégation britannique approuvait sans réserve le principe d'un progrès continu grâce à la négociation qui inspirait le projet de résolution et espérait qu'un règlement positif de la question de la situation dans les territoires portugais d'Afrique en

serait facilité. En conséquence, elle voterait pour le projet de résolution S/10838/Rev.1, tel qu'il avait été modifié oralement. En ce qui concernait les accusations selon lesquelles l'OTAN appuyait l'effort de guerre portugais en Afrique, le représentant du Royaume-Uni a répété que l'OTAN n'avait aucune responsabilité quant à la défense des territoires portugais d'outre-mer et que le Royaume-Uni ne fournissait pas au Portugal d'armes destinées à être utilisées dans ces territoires. Quant au projet de résolution publié sous la cote S/10839, il n'aurait eu pour résultat que de prolonger l'affrontement et l'impasse et la délégation britannique était donc heureuse que l'on n'insistât pas pour qu'il soit mis aux voix.

591. Le représentant des Etats-Unis a demandé le vote par division sur le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution S/10838/Rev.1 afin de permettre aux Etats-Unis d'exprimer leurs réserves concernant ce paragraphe.

592. Etant donné que les auteurs, invoquant l'article 32 du règlement intérieur provisoire se sont opposés au vote par division sur le paragraphe 2 du dispositif, la Présidente a mis aux voix le projet de résolution dans son ensemble.

**Décision :** A la 1677<sup>e</sup> séance, le 22 novembre 1972, le projet de résolution des trois puissances (S/10838/Rev.1), tel qu'il a été modifié oralement, a été adopté à l'unanimité en tant que résolution 322 (1972).

593. Le texte de la résolution 322 (1972) est le suivant :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Ayant examiné la situation en Angola, en Guinée (Bissau) et Cap-Vert, et au Mozambique,*

*"Rappelant sa résolution 312 (1972) du 4 février 1972,*

*"Rappelant également la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et la résolution 2918 (XXVII) du 14 novembre 1972, relative à la question des territoires administrés par le Portugal,*

*"Prenant note des rapports du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,*

*"Considérant que l'Organisation de l'unité africaine reconnaît les mouvements de libération de l'Angola, de la Guinée (Bissau) et Cap-Vert, et du Mozambique comme les représentants légitimes des peuples de ces territoires,*

*"Ayant entendu les déclarations de représentants d'Etats Membres et de M. Marcelino dos Santos, M. Gil Fernandes et M. Manuel Jorge, invités, conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire, à participer à l'examen de la question,*

*"Conscient de la nécessité urgente d'éviter de nouvelles souffrances humaines et de nouvelles pertes matérielles aux peuples de l'Angola, de la Guinée (Bissau) et Cap-Vert, et du Mozambique et d'apporter une solution négociée à l'affrontement armé qui existe dans ces territoires,*

*"1. Réaffirme le droit inaliénable des peuples de l'Angola, de la Guinée (Bissau) et Cap-Vert, et du Mozambique à l'autodétermination et à l'indépendance, reconnu par l'Assemblée générale dans sa*

*résolution 1514 (XV), et la légitimité de la lutte que ces peuples mènent pour jouir de ce droit;*

*"2. Demande au Gouvernement portugais d'arrêter immédiatement ses opérations militaires et tous les actes de répression contre les peuples de l'Angola, de la Guinée (Bissau) et Cap-Vert, et du Mozambique;*

*"3. Demande au Gouvernement portugais, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies et de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, d'engager des négociations avec les parties intéressées en vue d'apporter une solution à l'affrontement armé qui existe dans les territoires de l'Angola, de la Guinée (Bissau) et Cap-Vert, et du Mozambique et de permettre aux peuples de ces territoires d'exercer leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance;*

*"4. Prie le Secrétaire général de suivre l'évolution de la situation et de faire rapport périodiquement au Conseil de sécurité;*

*"5. Décide de rester activement saisi de cette question."*

594. Le représentant des Etats-Unis a dit que sa délégation se serait abstenue si on avait procédé au vote par division sur le paragraphe 2 de la résolution. La souveraineté sur les territoires portugais se trouvait entre les mains de l'Etat portugais. Les Etats-Unis reconnaissaient cette souveraineté portugaise même s'ils ne cessaient de demander au Portugal de permettre à ces territoires d'exercer leur droit à l'autodétermination. En outre, les termes "actes de répression" ne devaient pas être interprétés comme s'appliquant à des actes particuliers ou à des allégations qui n'avaient pas encore été prouvées. Les Etats-Unis étaient opposés à tout libellé qui semblerait limiter ou circonscrire la possibilité de négociation et ils ont été heureux d'avoir pu voter en faveur de la résolution; ils espéraient qu'elle représenterait un pas décisif vers la solution de ce problème très difficile des territoires portugais. Dans l'exercice du droit d'autodétermination, l'indépendance était l'une des options offertes aux peuples intéressés, mais elle n'était pas la seule. Aux termes de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies, "la création d'un Etat souverain et indépendant... ou l'acquisition de tout autre statut politique librement décidé par un peuple constituant pour ce peuple des moyens d'exercer son droit à disposer de lui-même." [résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale]. Les Etats-Unis appuient sans réserve cette définition et chaque fois que la délégation des Etats-Unis a voté sur un projet de résolution contenant l'expression "droit à l'autodétermination et à l'indépendance", elle a considéré que l'accession à l'indépendance était une option légitime, mais non la seule, qui s'offrait dans le plein exercice du droit à l'autodétermination.

595. Le représentant de l'Italie a dit que sa délégation avait voté pour la résolution et a exprimé l'espoir qu'elle ouvrirait la voie au processus pacifique de négociations et permettrait en fin de compte aux peuples de l'Angola, de la Guinée (Bissau) et du Mozambique d'exercer leur droit inaliénable à l'autodétermination.

596. Le représentant du Soudan a dit que sa délégation aimerait voir dans quelle mesure la résolution serait appliquée et dans quelle mesure les membres du Conseil pourraient réellement inciter le Portugal à changer sa position fondamentale. Les guerres dans les

territoires portugais étaient des guerres coloniales et le Portugal finirait par négocier un jour avec les dirigeants des mouvements de libération. En ce qui concernait la position des puissances de l'OTAN, la délégation soudanaise voulait être assurée que l'assistance financière et économique donnée au Portugal n'était pas exploitée pour étendre ces guerres en Afrique et elle aimerait que le Conseil fasse appel à ces puissances pour être certain que les armes et autres formes d'assistance fournies au Portugal ne se retrouveraient pas en Afrique. Si la délégation soudanaise se réjouissait du fait que le Conseil ait adopté la résolution à l'unanimité, elle n'était pas convaincue que le Portugal coopérerait. Enfin, le représentant du Soudan a déclaré que la résolution ne devait en aucune façon dissuader ou décourager les mouvements de libération de poursuivre la lutte pour l'indépendance. Ils se leurreraient s'ils concevaient l'espoir que cette résolution allait tout arranger et le représentant du Soudan leur demandait donc de ne reculer devant aucun sacrifice pour la libération de leur pays car ces sacrifices étaient le prix normal de la liberté.

### C. — Communications ultérieures

597. Le 20 novembre, le représentant du Portugal a adressé une lettre (S/10837) au Président du Conseil

de sécurité, se référant aux débats qui avaient lieu au Conseil de sécurité. Il disait dans cette lettre que les affirmations relatives aux "zones libérées" des territoires portugais étaient dénuées de tout fondement. Le Portugal avait précédemment invité l'ONU à vérifier ce fait sur les lieux en envoyant une mission dans les territoires et renouvelait cette invitation au Conseil de sécurité. On indiquait dans la lettre que le Portugal était toujours prêt à examiner les problèmes pertinents concernant ses provinces d'outre-mer dans un esprit constructif avec des représentants d'Etats africains souverains et le Premier Ministre portugais avait récemment réitéré le désir du Gouvernement portugais de voir entamer un dialogue constructif.

598. Dans une lettre datée du 24 novembre (S/10840), le représentant du Brésil, se référant à des remarques faites au Conseil de sécurité par le représentant de Cuba, a déclaré que ces remarques n'étaient faites qu'à des fins de propagande politique et idéologique. En ce qui concernait la visite faite par le Ministre des affaires étrangères du Brésil en Afrique, on précisait dans la lettre que le Ministre avait été accueilli chaleureusement dans neuf pays africains et qu'il en était résulté plusieurs communiqués de presse, déclarations ministérielles conjointes, et accords commerciaux techniques et culturels qui démentaient les allégations avancées par Cuba.

## Chapitre 6

### LA QUESTION DE CHYPRE

#### A. — Communications et rapports reçus entre le 16 juin et le 12 décembre 1972

599. Par une lettre datée du 30 juin 1972 (S/10728) adressée au Secrétaire général, le représentant de la Turquie a transmis le texte d'un message de M. Fazil Küçük, vice-président de Chypre, protestant contre des nominations au Conseil des ministres de Chypre qui auraient été faites récemment par l'archevêque Makarios, en violation de la Constitution.

600. Le 9 août, le Secrétaire général a lancé un nouvel appel (S/10763) aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées, leur demandant de verser des contributions volontaires pour le financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre pour la période allant du 16 juin au 15 décembre 1972.

601. Par une lettre datée du 20 octobre (S/10815), le représentant de la Turquie a transmis au Secrétaire général le texte d'une lettre du Vice-Président de Chypre, dans laquelle M. Küçük protestait contre la nomination unilatérale d'un Chypriote grec au poste de Ministre de la santé et notait que cette mesure avait été prise en violation de la Constitution.

602. Le 1<sup>er</sup> décembre, le Secrétaire général a soumis son vingt-deuxième rapport sur l'Opération des Nations Unies à Chypre (S/10842), couvrant les faits nouveaux survenus entre le 27 mai et le 1<sup>er</sup> décembre 1972. Faisant rapport sur l'évolution des entretiens entre les deux communautés et sur ses propres bons offices, le Secrétaire général disait que les entretiens élargis entre les deux communautés s'étaient poursuivis à Nicosie à partir du 8 juin dans les conditions exposées dans son aide-mémoire du 18 octobre 1971 (S/10401, par. 79). Depuis la reprise des entretiens, son repré-

sentant spécial y assistait dans le contexte des bons offices du Secrétaire général. Jusqu'à présent, les interlocuteurs avaient analysé les problèmes d'organisation constitutionnelle et examiné la question de l'administration locale. L'accord avait pu se faire sur certains points, et une nouvelle série d'entretiens reprendrait en janvier 1973. Evaluant la situation générale, le Secrétaire général disait que la reprise des entretiens avait été l'élément le plus important enregistré pendant la période considérée. Plusieurs questions importantes attendaient encore une solution, mais on avait pu sortir de l'impasse qui avait paralysé les entretiens et les deux parties s'étaient montrées véritablement désireuses de régler leurs différends par la voie de négociations pacifiques. Néanmoins, de nombreux problèmes de vieille date demeuraient, qui n'avaient pas tous trait aux rapports entre les deux communautés, et tant que les interlocuteurs n'auraient pas achevé leur examen de tous les éléments du problème de Chypre, il serait prématuré de se prononcer de quelque façon que ce soit sur le succès éventuel des entretiens.

603. Il était devenu évident que toute prolongation de la situation existante porterait préjudice au développement socio-économique de Chypre. En outre, les pays qui fournissaient des contingents ou un appui financier à l'opération de maintien de la paix étaient de plus en plus préoccupés du temps qu'il fallait pour trouver une solution.

604. Les six derniers mois, la situation dans l'île était restée calme, mais la capacité d'intervention des deux parties avait continué d'augmenter, de nombreux jeunes gens étant encore sous les armes, et l'on n'avait fait aucun progrès sur le plan de la normalisation des conditions. Tout fait nouveau se répercutait sur le climat dont les entretiens sur place avaient besoin pour

progresser si bien que les informations récentes concernant les importations d'armes étaient particulièrement inquiétantes. La Force des Nations Unies avait continué à faire tous les efforts possibles pour réduire l'affrontement, mais elle ne pouvait s'acquitter de ses fonctions que dans la mesure où toutes les parties intéressées seraient disposées à coopérer avec elle et à accueillir favorablement ses avis. Le Secrétaire général se déclarait convaincu que les entretiens entre les communautés constituaient la meilleure manière d'arriver à une solution satisfaisante, durable et concertée, fondée sur la notion d'un Etat indépendant, souverain et unitaire à la vie duquel les deux communautés participeraient comme il convient. Toutefois, pour qu'une telle solution devienne possible, deux conditions devaient être remplies. Premièrement, les parties devraient être disposées à se faire des concessions mutuelles; deuxièmement, le calme devait continuer à régner et la tension entre les communautés devrait être réduite au minimum pendant que les entretiens se poursuivaient. Compte tenu de ces considérations, le Secrétaire général recommandait de proroger le mandat de la Force des Nations Unies jusqu'au 15 juin 1973. Il ajoutait que, si la situation évoluait pendant cette période, il ferait les recommandations voulues au Conseil. Le Secrétaire général signalait que le problème financier auquel la Force devait faire face n'avait pas encore été résolu, mais qu'il continuerait à rechercher avec tous les Membres les moyens de donner une base solide au financement de la Force des Nations Unies. Il priait instamment les gouvernements de fournir l'appui nécessaire pour résoudre ce problème.

#### **B. — Examen de la question à la 1683<sup>e</sup> séance (12 décembre 1972)**

605. A la 1683<sup>e</sup> séance, le 12 décembre, le rapport du Secrétaire général (S/10842) a été inscrit à l'ordre du jour. Les représentants de Chypre, de la Turquie et de la Grèce ont été invités, sur leur demande, à participer sans droit de vote à la discussion de la question.

606. Le Président du Conseil a annoncé que des consultations avaient permis d'arriver à un accord sur le projet de résolution dont le texte suit (S/10847) :

*“Le Conseil de sécurité,*

*“Notant que, selon le rapport du Secrétaire général en date du 1<sup>er</sup> décembre 1972, la présence de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre demeure nécessaire dans les circonstances présentes si l'on veut que la paix soit maintenue dans l'île,*

*“Notant que le Gouvernement chypriote est convenu que, en raison de la situation qui règne dans l'île, il est nécessaire de maintenir la Force des Nations Unies en fonctions au-delà du 15 décembre 1972,*

*“Notant également la situation qui règne dans l'île, telle qu'elle ressort du rapport,*

*“1. Réaffirme ses résolutions 186 (1964) du 4 mars, 187 (1964) du 13 mars, 192 (1964) du 20 juin, 193 (1964) du 9 août, 194 (1964) du 25 septembre et 198 (1964) du 18 décembre 1964, 201 (1965) du 19 mars, 206 (1965) du 15 juin, 207 (1965) du 10 août et 219 (1965) du 17 décembre 1965, 220 (1966) du 16 mars, 222 (1966) du 16 juin et 231 (1966) du 15 décembre 1966, 238 (1967) du 19 juin et 244 (1967) du 22 décembre 1967, 247 (1968) du 18 mars, 254 (1968) du 18 juin*

*et 261 (1968) du 10 décembre 1968, 266 (1969) du 10 juin et 274 (1969) du 11 décembre 1969, 281 (1970) du 9 juin et 291 (1970) du 10 décembre 1970, 293 (1971) du 26 mai et 305 (1971) du 13 décembre 1971, et 315 (1972) du 15 juin 1972, ainsi que les consensus exprimés par le Président à la 1143<sup>e</sup> séance, le 11 août 1964, et à la 1383<sup>e</sup> séance, le 25 novembre 1967;*

*“2. Prie instamment les parties intéressées de faire preuve de la plus grande modération et de poursuivre de manière accélérée et résolue leurs efforts concertés en vue d'atteindre les objectifs du Conseil de sécurité, en mettant à profit de façon constructive le climat et l'occasion propices actuels;*

*“3. Prolonge à nouveau, d'une période prenant fin le 15 juin 1973, le stationnement à Chypre de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix, qu'il a créée par sa résolution 186 (1964), dans l'espoir que des progrès suffisants dans la voie d'une solution finale auront été accomplis d'ici là pour permettre le retrait de la Force ou une réduction substantielle de son effectif.”*

**Décision :** *A la 1683<sup>e</sup> séance, le 12 décembre 1972, le Conseil de sécurité a adopté le projet de résolution (S/10847) par 14 voix contre zéro, avec une abstention (Chine), en tant que résolution 324 (1972).*

607. Dans une déclaration après le vote, le représentant de Chypre a dit que le Conseil se réunissait à un moment où les entretiens entre les deux communautés donnaient des signes de progrès limité. Il fallait espérer qu'en faisant preuve de compréhension mutuelle et d'un esprit de conciliation un accord pourrait se faire sur une structure constitutionnelle à la fois juste et pratique, pouvant conduire à la création d'un Etat viable sur la base de l'indépendance, de la souveraineté et de l'unité de Chypre. Le Gouvernement chypriote ferait tout ce qui est en son pouvoir pour promouvoir et intensifier l'esprit de coopération de façon à ce que les entretiens soient couronnés de succès. Les problèmes dus au maintien de la tension et à l'impossibilité d'un retour à la normale avaient cependant eu tendance à entretenir un climat de méfiance et d'hostilité. Pour sa part, le Gouvernement chypriote avait tenu compte des appels lancés par le Secrétaire général et retiré tous les postes et points de contrôle militaires, permettant ainsi à tous les Chypriotes turcs de circuler librement dans les zones soumises à son contrôle. Il considérait que le climat actuel était favorable à une réaction positive à l'appel du Secrétaire général en vue d'un relâchement des tensions et d'un retour à la normale. Il estimait que la condition essentielle d'un retour à la normale existait dans la volonté de la population de faire preuve de conciliation et de trouver une solution à ses problèmes. Ainsi donc, dans l'état actuel des choses, toute mesure prise par les deux parties représenterait une contribution constructive au succès des entretiens.

608. Le représentant de la Turquie a dit que sa délégation se félicitait de l'atmosphère dans laquelle se déroulaient les entretiens sous leur nouvelle forme, ainsi que du calme régnant dans l'île. A propos de la déclaration qui figurait dans le rapport du Secrétaire général et selon laquelle peu de progrès avaient été réalisés en vue du rétablissement d'une situation normale, il a souligné que la communauté turque continuait de vivre dans des conditions d'extrêmes difficultés et de privations. Tant que les conditions actuelles n'auraient pas disparu et qu'un climat de confiance mutuelle ne serait pas instauré, il était difficile d'imaginer que

les tensions pourraient être éliminées. Les dirigeants chypriotes turcs considéraient donc que, dans la situation actuelle, un relâchement général des tensions mettrait en danger la sécurité de la communauté. Le représentant de la Turquie partageait les vues du Secrétaire général quant à l'utilité de reprendre les entretiens entre les deux communautés; mais puisque ceux-ci auraient un caractère exploratoire et seraient limités aux problèmes internes et constitutionnels de Chypre, comme l'indiquait du reste l'aide-mémoire du Secrétaire général du 18 mai 1972, la délégation turque ne pouvait souscrire à ce que disait le Secrétaire général dans son rapport, à savoir que les participants aux nouveaux entretiens examineraient tous les éléments du problème de Chypre; elle espérait néanmoins que les entretiens permettraient d'arriver à une formule d'entente sur les questions constitutionnelles, de façon à préparer le terrain à une solution permanente. Après avoir noté que la question de Chypre était devenue un problème infiniment délicat et complexe, le représentant de la Turquie a regretté que le rapport semble présenter une sorte de "recette" pour un règlement final. Il a estimé qu'une approche prudente fondée sur les rapports précédents aurait mieux correspondu à la situation actuelle.

609. Le représentant de la Grèce a noté que la Force représentait une initiative heureuse des Nations Unies en ce sens qu'elle avait pu empêcher la reprise des combats. Toutefois, la Grèce estimait elle aussi que la Force ne devrait pas devenir un élément permanent de la scène chypriote. A propos de la situation actuelle, le représentant de la Grèce a dit que les deux parties avaient abordé leurs difficultés de façon raisonnable et montré un désir sincère de régler leurs différends par la voie de négociations. Il a fait observer que l'établissement d'un mécanisme d'Etat pratique et viable était l'un des sujets examinés au cours des entretiens; sa délégation espérait donc que le Conseil ne s'attarderait pas sur des questions constitutionnelles mais encouragerait les parties et les aiderait à mener à bien leur tâche. La Grèce était en faveur de toute mesure visant à augmenter la coopération et la confiance entre les deux communautés. Du fait même qu'il pensait, comme le Secrétaire général, qu'un accroissement de la capacité militaire accentuerait la tendance à l'escalade, le Gouvernement grec s'opposait à toute importation illégale d'armes dans l'île.

610. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré qu'en raison de la reprise des entretiens entre les communautés, sa délégation avait voté en faveur de la résolution avec un optimisme prudent. Il a su gré au Secrétaire général des efforts qu'il avait faits et qui avaient conduit à la reprise de ces entretiens. Il appartenait maintenant aux deux parties directement en cause de parvenir à un accord et à des solutions de compromis sur les points où cela s'imposait. La délégation du Royaume-Uni demandait instamment aux parties intéressées d'accepter de faire des concessions. Elle était gravement préoccupée par le déficit financier constant des opérations de la Force. Malgré la hausse des coûts, le Gouvernement britannique avait décidé d'accroître sa contribution antérieure en vue d'absorber l'augmentation des coûts du contingent britannique et du soutien logistique apporté par l'armée britannique à d'autres contingents.

611. Le représentant de la Belgique a noté que la Force des Nations Unies était essentielle à la stabilité et au maintien de l'ordre public. Néanmoins, la situation demeurait précaire. Il a rendu hommage au Secrétaire général et à son représentant spécial, ainsi qu'aux

experts de droit constitutionnel qui participaient aux entretiens, en faisant observer que des progrès réels avaient été accomplis sur des questions de principe; il a également exprimé l'espoir que d'autres problèmes importants pourraient être résolus. Il a dit son regret de voir que les vues des deux communautés semblaient diverger davantage au lieu de se rapprocher et, à cet égard, il a estimé, comme le Secrétaire général, que les entretiens devraient conduire à une solution fondée sur la notion d'un Etat indépendant, à la vie duquel les deux communautés participeraient de façon appropriée. La délégation belge faisait confiance au réalisme politique et à l'esprit de conciliation des Gouvernements turc et grec. L'acquisition de nouvelles armes par les parties intéressées ne pouvant qu'accroître l'instabilité, il a demandé instamment à tous les Etats de s'abstenir d'envoyer des armes à Chypre. Le Gouvernement belge a regretté que seulement deux membres permanents du Conseil aient fait des contributions à la Force, alors que la Charte conférait une responsabilité particulière aux membres permanents en matière de maintien de la paix et de la sécurité.

612. Le représentant de l'Argentine a noté que sans une prorogation du mandat de la Force, il y aurait eu un affrontement armé, ce qui justifiait la décision de poursuivre les négociations en vue d'établir la paix. La délégation argentine a constaté avec plaisir que les deux communautés avaient coopéré dans le cadre de projets de développement patronnés par l'Organisation des Nations Unies et elle a estimé que celle-ci devrait prendre de nouvelles initiatives pouvant servir de base à un accord. Le représentant de l'Argentine a espéré que les entretiens se poursuivraient comme prévu.

613. Le représentant de la Somalie a indiqué que la lenteur des progrès était due à l'absence de tout esprit d'accommodement et au refus de chaque partie d'accepter les revendications légitimes de l'autre. Cette attitude apparaissait à Chypre dans tous les domaines de la vie publique et, avec le temps, la crainte et les soupçons augmentaient. Le représentant de la Somalie a rendu hommage au Secrétaire général pour le rôle qu'il avait joué dans la reprise des entretiens et a fait observer que leur utilité avait été reconnue par les parties intéressées. A propos de la situation financière, il a dit que son gouvernement, malgré ses ressources financières limitées, avait versé une modeste contribution volontaire; enfin, il a exprimé l'espoir que les efforts du Secrétaire général en vue de résoudre les difficultés seraient couronnés de succès.

614. Le représentant du Japon a noté que sa délégation avait appuyé avec quelque réserve la prorogation apparemment indéfinie du mandat de la Force des Nations Unies. Malgré certains signes encourageants, la tension entre les communautés persistait, et il n'y avait eu aucun progrès pour décourager les affrontements. La situation nécessitait le maintien des forces des Nations Unies à Chypre. Par ailleurs, l'événement le plus important avait été la reprise des entretiens entre les deux communautés. S'il était prématuré d'en prédire l'issue, cela n'empêchait pas le représentant du Japon d'espérer que ces entretiens s'avèreraient fructueux, ce qui permettrait de réduire considérablement l'effectif de la Force. Quant au Gouvernement japonais, il continuerait d'appuyer cette dernière, au moyen notamment de contributions volontaires.

615. Le représentant de la Yougoslavie a signalé que, depuis le dernier rapport, deux faits pouvant conduire à un règlement définitif avaient été enregistrés; tout d'abord l'absence de nouvelle grande crise; ensuite,

la reprise des entretiens qui, depuis le 8 juin, s'étaient poursuivis sans interruption et avec sérieux. Néanmoins, malgré ces points positifs, il n'y avait eu aucun progrès vers la normalisation de la situation et la diminution des tensions. Il était dangereux de laisser cette situation se perpétuer, et il fallait donc appuyer les mesures de normalisation et éviter celles qui risquaient d'envenimer la situation. Le représentant de la Yougoslavie a réaffirmé le désir de son pays de voir une Chypre souveraine et indépendante, qui ait retrouvé son unité et son intégrité territoriale. Il a également souligné le droit de Chypre à ne voir aucun pays s'ingérer dans ses affaires intérieures. Il a estimé qu'il serait anachronique de laisser la situation se perpétuer alors que des problèmes plus graves que ceux de Chypre avaient pu être résolus.

616. Le représentant des Etats-Unis a signalé que sa délégation abordait la question examinée avec un optimisme prudent, certains problèmes graves restant à résoudre; néanmoins, les possibilités de progrès semblaient meilleures dans la mesure où les négociations pouvaient permettre de résoudre les problèmes. Le Gouvernement des Etats-Unis était heureux de constater que ces temps derniers, la situation était restée calme mais il regrettait qu'on n'ait guère progressé sur la voie de la normalisation, et surtout que la tendance à un développement séparé se soit maintenue. Des progrès avaient certes été réalisés dans les entretiens entre les deux communautés, mais de sérieux problèmes demeuraient et le Gouvernement des Etats-Unis espérait qu'ils seraient résolus dans l'esprit de coopération et de bonne volonté qui avait prévalu jusque-là. Abordant la situation financière, le représentant des Etats-Unis a noté que les Etats Membres de l'Organisation n'avaient pas apporté un appui suffisant en la matière. Le déficit s'élevait à 13 600 000 dollars et augmenterait sans doute d'environ 3 millions de dollars par an. Le Secrétaire général avait essayé de donner une base financière solide à la Force des Nations Unies, mais la délégation des Etats-Unis ne voyait pas comment la Force pourrait être maintenue à son niveau actuel sans la coopération des Etats Membres. Préoccupée également de la fourniture d'armes à Chypre, qui tendait à accentuer l'instabilité dans l'île, elle a donc formulé l'espoir que tous les Etats empêcheraient de nouvelles fournitures d'armes et encourageraient les parties à régler équitablement leurs problèmes. Les Etats-Unis avaient récemment offert une contribution spéciale de 8 millions de dollars et ils engageaient vivement les autres pays à se montrer généreux afin d'essayer de combler le déficit exorbitant de l'opération.

617. Le représentant du Soudan a noté que, si les entretiens n'avaient pas abouti à des résultats concrets, sa délégation se réjouissait néanmoins qu'on ait pu sortir de l'impasse. Toutefois, elle s'inquiétait de l'instabilité persistante, qui risquait en fait d'aggraver la situation. Elle a donc exprimé l'espoir que les parties intéressées feraient de nouveaux efforts en vue d'arriver à un règlement pacifique qui permettrait à Chypre de devenir un Etat souverain, non aligné, et de jouer un rôle important dans la région.

618. Le représentant de la France a noté que la situation demeurait tout aussi préoccupante que par le passé. La tension n'avait pas diminué. En outre, la capacité d'intervention des deux parties avait été renforcée et la tendance au développement séparé des deux communautés s'était maintenue. Toutefois, la Force des Nations Unies avait réussi à préserver le *statu quo* entre les deux communautés. Les entretiens s'étaient

poursuivis dans leur nouvelle formule qui s'était révélée positive et la solution des problèmes d'administration locale semblait sur la bonne voie. Le représentant de la France a fait observer que le rôle de la Force des Nations Unies était d'empêcher tout acte susceptible d'engendrer la suspicion et l'intransigeance : son rôle justifiait la prolongation de son mandat. C'était aux parties toutefois qu'il incombait de rechercher une solution de compromis; elles devaient donc y travailler de concert.

619. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a souligné que la question de Chypre devait être réglée par des moyens pacifiques, sans intervention étrangère, par les Chypriotes eux-mêmes. L'Union soviétique s'opposait à toute tentative visant à empiéter sur la souveraineté de la République de Chypre et considérait que les forces et les bases militaires étrangères devaient disparaître du territoire. Dans la mesure où Chypre était située à proximité de l'Europe, il était naturel que la situation sur le continent européen se répercute sur ce pays. Le représentant de l'URSS a formulé l'espoir que la détente en Europe se ferait sentir aussi dans l'île. Après avoir noté que la reprise des conversations était un élément positif, il a exprimé l'espoir que les négociations aboutiraient sous peu. A cet égard, il s'est déclaré satisfait du rôle joué par le Secrétaire général, dont les efforts avaient contribué à la reprise des entretiens. A propos du statut de la Force, il a noté que vu la situation internationale actuelle, le séjour de huit ans de la Force des Nations Unies à Chypre ne pouvait être considéré comme normal. Si des opérations de cette nature devaient durer si longtemps, l'opportunité de les entreprendre pouvait être mise en doute. L'Union soviétique estimait donc que cette opération des Nations Unies à Chypre ne pouvait se poursuivre indéfiniment. La délégation soviétique avait voté en faveur de la prolongation du stationnement des troupes des Nations Unies à Chypre en partant de l'hypothèse que cette prolongation était entièrement conforme aux dispositions de la résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 4 mars 1964 et des résolutions qu'il avait adoptées ultérieurement sur la question de Chypre, à savoir : maintien de ces troupes dans leurs fonctions actuelles, le financement continuant à être assuré au moyen de contributions volontaires.

620. Le représentant de l'Italie a noté que sa délégation était d'accord avec l'évaluation de la situation faite par le Secrétaire général. Il a considéré que la reprise des entretiens représentait le premier pas en avant, en ce sens qu'elle pouvait alléger l'atmosphère et créer des conditions plus favorables à une solution finale. La délégation italienne était donc réconfortée de constater que les deux parties souhaitaient sincèrement régler leurs différends par la voie de négociations. A propos du rôle de la Force des Nations Unies, le représentant de l'Italie a noté qu'il était toujours indispensable de maintenir la Force sur l'île. Néanmoins, puisqu'elle existait depuis neuf ans déjà, son maintien indéfini reviendrait partiellement à reconnaître qu'elle était incapable de s'acquitter de sa tâche. Le Gouvernement italien a estimé que les opérations de maintien de la paix avaient deux fonctions : empêcher une situation de se détériorer, et déboucher sur une solution pacifique. L'Organisation des Nations Unies donnait aux parties intéressées une base d'accord valable, mais elle ne pouvait se substituer aux parties elles-mêmes ni assumer leurs responsabilités. Le représentant de l'Italie a noté que son pays continuerait d'apporter une contri-

bution volontaire au financement de l'opération de maintien de la paix.

621. Le représentant du Panama a fait observer que la reprise des entretiens entre les deux communautés avait été un élément positif dans la stabilisation de la situation. La délégation panaméenne considérait que Chypre devait être une nation unie, où seraient garantis les droits des minorités. Le Panama a su gré au Secrétaire général des efforts qu'il avait déployés et a considéré que la Force des Nations Unies à Chypre avait joué un rôle positif.

622. La représentante de la Guinée s'est réjouie que la situation militaire soit restée calme, preuve du rôle déterminant de l'ONU. Elle a noté que la reprise des entretiens entre les deux communautés avait été un événement important, mais elle a jugé regrettable que la Force des Nations Unies à Chypre n'ait pas réussi à faciliter le retour à la situation normale et à assurer la liberté de mouvement des particuliers. Elle a émis l'espoir que Chypre pourrait bientôt régler la situation.

623. Prenant la parole en tant que représentant de l'Inde, le Président a indiqué que, si un certain nombre de questions importantes n'avaient pu être résolues, des progrès avaient été déjà enregistrés au cours de la reprise des entretiens entre les deux communautés, et que les parties intéressées s'attaqueraient aux difficultés existantes. Il a formulé l'espoir que l'esprit de coopération des parties ne ferait que se renforcer, et ce plus rapidement. Dans cette atmosphère d'espoir ravivé, il était essentiel que les parties s'efforcent avant tout de supprimer les tensions et d'empêcher que rien ne soit fait qui risque d'envenimer l'atmosphère à Chypre même et dans les régions avoisinantes. Il a rappelé à cet égard que le Gouvernement chypriote avait exprimé sa volonté d'appliquer une politique de détente entre les deux communautés.

624. Exerçant son droit de réponse, le représentant de Chypre a dit qu'il ne pouvait croire que le représentant de la Turquie avait pu s'opposer à l'idée d'un Etat unitaire, puisque les parties intéressées avaient pleinement conscience de leur objectif au cours des entretiens. Il a ajouté que Chypre ne pouvait résoudre ses difficultés que dans l'unité et non pas dans la division ou la discussion. A propos du problème des personnes déplacées, il a dit que son gouvernement avait encouragé le retour des Chypriotes turcs en construisant et réparant des maisons à leur intention.

625. Exerçant également son droit de réponse, le représentant de la Turquie a noté qu'il valait mieux éviter d'examiner les problèmes d'ordre constitutionnel, d'autant plus qu'ils étaient étudiés au cours des entretiens entre les deux communautés. Pour ce qui est du problème des Chypriotes turcs déplacés, il a dit que tant qu'elle n'aurait pas la confiance de l'autre partie, la communauté turque préférerait rester groupée et se sentirait ainsi davantage en sûreté, même dans sa misère actuelle.

### **C. — Communications et rapports reçus entre le 12 décembre 1972 et le 15 juin 1973**

626. Le 29 janvier, le Secrétaire général a publié un additif à son rapport sur l'organisation et le fonctionnement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (S/5634/Add.1), dans lequel il informait le Conseil de sécurité que le Gouvernement chypriote avait ratifié, le 14 décembre 1972, les amendements apportés à l'accord du 31 mars 1964 concernant le statut de la Force.

627. Le 30 janvier 1973, le Secrétaire général a adressé un appel (S/10879) aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées pour leur demander de bien vouloir verser des contributions volontaires pour le financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre pour une nouvelle période expirant le 15 juin 1973. Dans cet appel, le Secrétaire général disait qu'il ne pourrait s'acquitter de ses responsabilités à l'égard de la Force que si les gouvernements étaient disposés à fournir l'appui nécessaire.

628. Par une lettre en date du 2 mars (S/10894) adressée au Secrétaire général, le représentant de la Turquie lui a transmis une lettre du vice-président de Chypre dans laquelle M. Küçük l'informait de l'élection de M. Rauf R. Denktas à la vice-présidence de la République de Chypre, élection qui prenait effet à compter du 28 février 1973.

629. Le 31 mai, le Secrétaire général a présenté au Conseil de sécurité son vingt-troisième rapport sur l'Opération des Nations Unies à Chypre pour la période allant du 2 décembre 1972 au 31 mai 1973 (S/10940). Dans son rapport, le Secrétaire général disait que les parties intéressées déployaient un effort sérieux pour se mettre d'accord, grâce aux entretiens entre les deux communautés, sur les grandes lignes d'un système constitutionnel qui permettrait la participation adéquate des deux communautés au gouvernement, mais qu'il n'avait pas été possible jusqu'alors de poser les fondations d'un tel accord. Il ajoutait que le climat de calme nécessaire pour faciliter un accord n'avait pas été préservé, notamment à l'intérieur de la communauté chypriote grecque. Il allait sans dire que ces faits avaient eu un effet fâcheux sur les entretiens.

630. Abordant d'autres aspects de la situation, le Secrétaire général disait que peu de progrès avaient été réalisés pour diminuer les risques d'affrontement militaire, bien que le gouvernement se fût montré disposé à accepter des mesures partielles d'élimination de l'affrontement, à condition qu'elles ne confèrent aucun avantage à l'autre partie. La Force soumettrait cette façon de voir aux dirigeants chypriotes turcs et elle était également prête à négocier des accords limités à cette fin et à maintenir une présence militaire pour assurer la sécurité des deux parties.

631. Les progrès vers un retour à une situation normale avaient eux aussi été d'une lenteur marquée. Les services publics à l'intention de la communauté turque restaient insuffisants. Il semblait que l'attitude du gouvernement en la matière fût liée à l'attitude des dirigeants de la communauté chypriote turque quant à des questions tels que le maintien du *statu quo* militaire et la liberté de mouvement.

632. A propos de la situation économique, le Secrétaire général disait que le rapide développement économique était l'un des aspects les plus encourageants de la situation actuelle à Chypre. Cette évolution était à l'avantage des deux communautés et pourrait jouer un rôle important en ouvrant la voie du progrès et en éloignant les esprits d'une reprise de la lutte entre les deux factions.

633. Pour résumer la situation, le Secrétaire général soulignait à nouveau qu'il était urgent de résoudre le problème grâce à la reprise des entretiens entre les deux communautés. Dans l'état actuel des choses, il recommandait de proroger le mandat de la Force jusqu'au 15 décembre 1973.

634. Passant ensuite à la situation financière de la Force, le Secrétaire général disait qu'elle restait précaire et soulignait que les gouvernements qui fournissaient des contingents et ceux qui versaient des contributions financières volontaires se préoccupaient de plus en plus de voir la solution sans cesse remise à plus tard. A cet égard, le Secrétaire général notait que depuis un certain temps déjà, ses collaborateurs avaient étudié les moyens de réduire l'engagement de l'ONU tant sur le plan financier que sur le plan du personnel. Il se proposait de faire certaines recommandations à ce sujet dans son prochain rapport au Conseil, mais les possibilités dans ce sens dépendraient des progrès réalisés lors des entretiens.

#### **D. — Examen de la question aux 1727<sup>e</sup> et 1728<sup>e</sup> séances (15 juin 1973)**

635. A la 1727<sup>e</sup> séance, le 15 juin, le rapport du Secrétaire général (S/10940) a été inscrit à l'ordre du jour. Les représentants de Chypre, de la Turquie et de la Grèce ont été invités, sur leur demande, à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question.

636. Le Président du Conseil a annoncé que des consultations avaient permis d'arriver à un accord sur le projet de résolution dont le texte suit (S/10946) :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Notant que, selon le rapport du Secrétaire général en date du 31 mai 1973 (S/10940), la présence de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre demeure nécessaire dans les circonstances présentes si l'on veut que la paix soit maintenue dans l'île,*

*"Notant que le Gouvernement chypriote est convenu que, en raison de la situation qui règne dans l'île, il est nécessaire de maintenir la Force des Nations Unies en fonctions au-delà du 15 juin 1973,*

*"Notant également la situation qui règne dans l'île, telle qu'elle ressort du rapport,*

*"1. Réaffirme ses résolutions 186 (1964) du 4 mars, 187 (1964) du 13 mars, 192 (1964) du 20 juin, 193 (1964) du 9 août, 194 (1964) du 25 septembre et 198 (1964) du 18 décembre 1964, 201 (1965) du 19 mars, 206 (1965) du 15 juin, 207 (1965) du 10 août et 219 (1965) du 17 décembre (1965), 220 (1966) du 16 mars, 222 (1966) du 16 juin et 231 (1966) du 15 décembre 1966, 238 (1967) du 19 juin et 244 (1967) du 22 décembre 1967, 247 (1968) du 18 mars, 254 (1968) du 18 juin et 261 (1968) du 10 décembre 1968, 266 (1969) du 10 juin et 274 (1969) du 11 décembre 1969, 281 (1970) du 9 juin et 291 (1970) du 10 décembre 1970, 293 (1971) du 26 mai et 305 (1971) du 13 décembre 1971, et 315 (1972) du 15 juin et 324 (1972) du 12 décembre 1972, ainsi que les consensus exprimés par le Président à la 1143<sup>e</sup> séance, le 11 août 1964, et à la 1383<sup>e</sup> séance, le 25 novembre 1967;*

*"2. Prie instamment les parties intéressées de faire preuve de la plus grande modération et de poursuivre de manière accélérée et résolue leurs efforts concertés en vue d'atteindre les objectifs du Conseil de sécurité, en mettant à profit de façon constructive le climat et l'occasion propices actuels;*

*"3. Prolonge à nouveau, d'une période prenant fin le 15 décembre 1973, le stationnement à Chypre de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix, qu'il a créée par sa résolution 186 (1964),*

*dans l'espoir que des progrès suffisants dans la voie d'une solution finale auront été accomplis d'ici là pour permettre le retrait de la Force ou une réduction substantielle de son effectif."*

**Décision :** A sa 1727<sup>e</sup> séance, le 15 juin 1973, le Conseil de sécurité a adopté le projet de résolution (S/10946) par 14 voix contre zéro, avec une abstention (Chine), en tant que résolution 334 (1973).

637. Intervenant après le scrutin, le représentant de Chypre a dit que la participation aux entretiens du représentant spécial du Secrétaire général et des deux experts en droit constitutionnel avait contribué au climat constructif dans lequel s'étaient déroulés les entretiens. Chypre ferait de son mieux pour promouvoir cet esprit. Abordant l'objet de ces entretiens, il a dit que les négociations étaient menées dans le cadre constitutionnel d'un Etat unitaire. La caractéristique essentielle d'un tel Etat résidait dans le fait que les institutions de gouvernement local fonctionnaient sous le contrôle de l'Etat. La forme que prendrait la structure constitutionnelle étant encore discutée dans les entretiens sur le plan local, elle ne pouvait être pleinement examinée par le Conseil. Toutefois, ce qui était important dans ces négociations entre les deux communautés, c'était d'arriver à une structure constitutionnelle qui puisse fonctionner. En ce qui concerne le désengagement et la normalisation, le représentant de Chypre a souligné que son gouvernement coopérait à cet égard avec la Force et était prêt à accepter un désengagement général ou partiel, car une telle mesure permettrait de créer un climat de confiance entre les deux parties. Sa délégation considérait que le rétablissement de la liberté totale de mouvement était l'élément fondamental dont découlaient tous les autres aspects d'une situation normale. Il semblait donc que l'on pourrait peut-être commencer par rétablir la liberté de mouvement dans certaines zones et sur les routes principales en procédant par étapes, comme la Force avait suggéré pour le désengagement. L'ensemble de la population souhaitait une coopération accrue dans le domaine économique, mais il n'y avait pas eu de progrès véritable dans ce sens en raison de la politique de séparatisme menée par la partie adverse. Le représentant de Chypre a néanmoins émis l'espoir qu'en faisant preuve d'esprit de conciliation il serait possible de normaliser les relations dans l'intérêt des deux parties, ce qui insufflerait aux entretiens un esprit nouveau et leur permettrait de surmonter les divergences et les difficultés.

638. Le représentant de la Turquie a déclaré que sa délégation avait plaisir à noter que les relations entre les deux communautés étaient restées calmes, car elle estimait que l'existence d'une telle atmosphère était une condition essentielle pour que la confiance puisse être instaurée. La plupart des incidents récents avaient été limités à la communauté chypriote grecque, mais le représentant de la Turquie se préoccupait des conséquences négatives que pourraient avoir ces incidents, notamment quand s'y associaient des déclarations faites par des Chypriotes grecs bien placés qui professaient pour l'avenir de l'île un objectif politique autre que l'indépendance permanente. Ces faits auraient nécessairement des effets défavorables sur la confiance entre les communautés et par conséquent sur la possibilité d'étendre les entretiens. En ce qui concerne le processus de normalisation, le représentant de la Turquie a dit qu'après près d'une décennie la communauté chypriote turque continuait à vivre dans les privations et à être soumise à la discrimination. En outre, on lui refusait sa part des bénéfices du développement écono-

mique actuel ou de l'aide internationale que recevait Chypre. En venant à la question des entretiens intercommunautaires, le représentant de la Turquie a dit que son pays leur avait donné son appui total et que son gouvernement était déterminé à favoriser une solution permanente, pacifique et juste, propre à garantir les droits des deux communautés et des autres parties intéressées. La Turquie continuerait à œuvrer pour que Chypre, qui était actuellement le théâtre de luttes intercommunautaires, se mue en un modèle d'Etats bicommunautaires où les deux communautés puissent vivre en partenaires égaux.

639. Le représentant de la Grèce a dit que sa délégation souscrivait aux propos du Secrétaire général, qui avait conclu qu'il n'y avait pas eu de progrès notable vers le retour à une situation normale. Il était toutefois encourageant de constater que les parties intéressées avaient accepté l'idée que l'élargissement des entretiens intercommunautaires représentait le meilleur moyen de parvenir à une solution du problème de Chypre, problème unique par sa complexité, et qui exigeait donc de la patience et de la bonne foi si l'on voulait parvenir à une solution viable. Son gouvernement déplorait tous les actes de violence et estimait qu'il était de l'intérêt de tous de s'abstenir de toute action qui pourrait réveiller les passions et compromettre les perspectives de règlement. En ce qui concerne la situation de la Force, le représentant de la Grèce a formé l'espoir qu'un plus grand nombre de Membres des Nations Unies onriraient leur appui, la Force représentant un moyen de dissuasion puissant contre une reprise de la violence intercommunautaire. A cet égard, le représentant de la Grèce a noté que les premières résolutions du Conseil de sécurité sur la question n'avaient pas établi de rapport entre la durée de la présence de la Force à Chypre et la durée ou le déroulement même d'entretiens entre les deux communautés. La Grèce espérait donc que l'UNFICYP resterait dans l'île aussi longtemps que cela serait nécessaire et qu'on ne compromettrait pas son action par une réduction prématurée de ses effectifs.

640. Le représentant des Etats-Unis a dit que sa délégation, compte tenu des événements survenus à Chypre depuis la dernière réunion du Conseil, conservait un optimisme prudent, les chances de progrès étant sans doute meilleures qu'elles ne l'avaient jamais été. Il a vivement engagé toutes les parties à tirer profit de cette atmosphère prometteuse. Il a noté que la situation actuelle était marquée par un rapprochement de vues entre les puissances voisines et a souligné que les attitudes constructives de la Grèce, de la Turquie et de Chypre méritaient l'appui du Conseil. A propos de la situation financière et de la réorganisation éventuelle de la Force, le représentant des Etats-Unis a dit que son gouvernement s'était efforcé, en consultation avec le Secrétaire général et d'autres pays contributeurs, d'éliminer le déficit croissant. Les résultats de ces démarches avaient été décevants. En l'absence d'une réponse positive aux appels du Secrétaire général, la délégation des Etats-Unis ne voyait pas comment les effectifs actuels et les opérations de la Force pourraient être maintenus plus longtemps. Les Etats-Unis appuyaient donc l'intention exprimée par le Secrétaire général d'effectuer une étude sur les moyens de réduire l'engagement des Nations Unies en fonds et en effectifs, sans compromettre l'efficacité de l'opération. La délégation des Etats-Unis estimait que cette étude devrait analyser les modalités d'ajustement des forces ou les procédures d'opération auxquelles on pourrait avoir recours pour éliminer le

déficit annuel. Elle espérait également que le Secrétaire général étudierait la création d'autres modèles de force. Les Etats-Unis pensaient qu'il était temps de procéder à une nouvelle étude détaillée de la structure, des opérations et du financement de la Force, comme le Secrétaire général avait l'intention de le faire avant la réunion de décembre du Conseil. Elle espérait de même que, concurremment, le Secrétaire général entreprendrait avec son personnel une étude sur la création d'autres modèles de force qui pourrait comprendre, par exemple, une étude approfondie de modèles fondés sur diverses hypothèses prévoyant une réduction de l'ordre de 25 p. 100, 50 p. 100 et 75 p. 100, respectivement, des effectifs actuels de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre. Cette étude pourrait également envisager d'autres modèles fondés sur une restructuration de la Force en la rendant plus mobile, en remaniant ses procédures d'opération et en lui assurant l'appui logistique voulu dans chaque hypothèse envisagée, dans le cadre de son mandat actuel.

641. Le représentant du Royaume-Uni a dit que sa délégation avait voté avec optimisme en faveur de la prolongation de six mois du mandat de la Force. On espérait que les entretiens entre les communautés déboucheraient sur un accord substantiel. La Force continuait à jouer un rôle important en maintenant le calme; aussi son gouvernement avait-il appuyé la prorogation de son mandat et s'était-il engagé à maintenir son propre contingent de troupes et son appui logistique. Compte tenu de la situation financière grave, le Royaume-Uni était prêt à subvenir aux dépenses du contingent britannique et du soutien logistique fourni par la Grande-Bretagne. Il espérait que d'autres pays contributeurs adopteraient la même attitude et que l'on répondrait plus généreusement à l'appel du Secrétaire général. Sa délégation se félicitait de l'intention du Secrétaire général de faire des économies, sans mettre en danger l'efficacité de l'UNFICYP. Le représentant du Royaume-Uni a également appuyé les propositions faites par le Secrétaire général en vue de réduire la tension et de créer un climat de confiance dans l'île : l'affrontement empêchait les entretiens de progresser et imposait un lourd tribut aux ressources de la Force.

642. Le représentant de l'Autriche a dit que sa délégation était persuadée que les entretiens constituaient la manière la plus prometteuse de régler le problème. Toutefois, malgré le rythme encourageant auquel ils se poursuivaient, la situation demeurait instable et le demeurerait vraisemblablement tant que les problèmes fondamentaux n'auraient pas été résolus. L'Autriche, qui avait mis à la disposition de la Force un contingent militaire et de police très important ainsi qu'un hôpital de campagne, s'intéressait particulièrement à la solution du problème. Il était décevant de voir le déficit aller en augmentant et de constater que les appels adressés par le Secrétaire général aux Etats Membres pour obtenir une contribution n'avaient pas été suivis d'effet. A cet égard, la délégation autrichienne s'est félicitée d'apprendre que des études visant à déterminer les moyens de réduire l'engagement financier étaient en cours.

643. Le représentant de la Yougoslavie a déclaré qu'un engagement ferme à l'égard d'une république de Chypre indépendante et non alignée et en l'absence de son intégrité territoriale demeurait la condition *sine qua non* de tout progrès dans l'île. Bien que la période récente se soit écoulée sans qu'aient éclaté d'hostilités graves, on n'avait guère progressé dans le domaine de l'élimination de l'affrontement militaire et du retour à une

situation normale. La Yougoslavie avait appuyé l'élimination partielle de l'affrontement comme une mesure propre à aboutir à une élimination plus générale et avait instamment prié les deux parties de créer une atmosphère favorable à la conduite de telles négociations. Quant à la Force, elle jouait un rôle essentiel dans le maintien de la paix à Chypre et c'est pourquoi la Yougoslavie, comme l'avait demandé le Secrétaire général, dans ses appels, avait décidé de faire une contribution de 20 000 dollars. La délégation yougoslave comptait néanmoins que le Secrétaire général puisse réduire l'engagement de l'Organisation tant du point de vue financier que du point de vue des effectifs, car l'on espérait que les deux communautés seraient bientôt en mesure d'arriver à un accord final.

644. Le représentant de la France a déclaré que le rôle joué par le Secrétaire général et son représentant spécial, ainsi que le concours apporté par les experts constitutionnels représentaient autant de garanties dans la poursuite des pourparlers entre les deux communautés; en dernière analyse c'était cependant aux parties en cause qu'il appartenait de parvenir à un accord dont elles avaient à définir les modalités. La réussite des pourparlers étant subordonnée à la confiance réciproque des parties, certaines conditions extérieures devaient être assurées et, notamment, le calme et l'absence d'affrontements. La présence de la Force avait eu pour objet d'établir ces conditions; elle s'était acquittée de sa mission avec succès, ce qui avait peut-être contribué, avec les années, à rendre moins sensible la nécessité de parvenir à un règlement. L'équilibre instauré entre les deux communautés n'en demeurait pas moins précaire. Toutefois, les pourparlers étaient engagés et la recherche d'institutions stables était en cours. La délégation française attendrait avec intérêt l'étude du Secrétariat sur les moyens de réduire l'importance de la Force car il était temps que les parties envisagent son retrait progressif qui était inéluctable.

645. Le représentant de l'Australie a dit que son gouvernement avait été quelque peu préoccupé par la durée de l'engagement des Nations Unies à Chypre et par le retard mis à parvenir à un règlement, et ne voudrait pas que la présence permanente de la Force en vienne à être considérée comme acquise. C'est pourquoi l'Australie constatait avec satisfaction que le Secrétaire général avait l'intention dans son prochain rapport, de formuler des recommandations appropriées visant à réaliser des économies. En attendant, la délégation australienne acceptait le jugement du Secrétaire général selon lequel la présence de la Force était essentielle; l'Australie continuerait donc à maintenir son contingent et à verser sa contribution financière. La délégation australienne était néanmoins déçue de voir l'instabilité continuer à régner à Chypre et de constater le peu de progrès accomplis dans le sens d'un désengagement. Etant donné la méfiance qui subsistait, le seul espoir de progrès résidait dans les entretiens intercommunautaires. L'Australie a donc invité instamment les parties à redoubler d'efforts pour parvenir à un accord sur un règlement constitutionnel tenant compte des besoins de tous les Chypriotes.

646. Le représentant du Kenya a dit que sa délégation jugeait important que les deux communautés rétablissent un climat de confiance mutuelle pour résoudre leurs différends. Elle pensait qu'une identité nationale commune pourrait se créer dans le cadre d'un Etat indépendant et unitaire. Si la confiance mutuelle s'instaurait, les craintes exprimées par les Chypriotes turcs à l'égard de la conception d'un Etat unitaire

n'auraient plus de raison d'être. Toutefois il fallait pour cela que les deux communautés fassent tout ce qui était en leur pouvoir pour mettre fin à la séparation artificielle existant dans l'île. Le rétablissement de la liberté de déplacement et l'élimination progressive de l'affrontement militaire dans l'île entière marqueraient une évolution souhaitable et seraient propres à susciter un climat favorable à la solution des problèmes essentiels.

647. A la 1728<sup>e</sup> séance du Conseil de sécurité, tenue également le 15 juin 1973, le représentant de l'Indonésie a dit que sa délégation se félicitait qu'une confrontation majeure ait pu être évitée dans la période qui venait de s'écouler et que les parties aient fait preuve de retenue et manifesté le désir de voir s'accroître la coopération. Malgré ces éléments encourageants, l'Indonésie se rendait compte que la situation présente n'était guère de nature à produire des solutions instantanées et qu'il faudrait développer plus encore la coopération pour arriver à un règlement. L'Indonésie était également préoccupée du fait que les parties n'aient pu jusqu'ici s'entendre sur un cadre constitutionnel, mais elle a formulé l'espoir que la poursuite des négociations mènerait à une solution permanente permettant au peuple chypriote de vivre dans la paix, l'unité et l'harmonie.

648. Le représentant de l'Inde a déclaré que, si la Force avait maintenu le calme à Chypre, on avait de plus en plus le sentiment que la présence des Nations Unies pendant tant d'années n'avait peut-être pas contribué à la célérité avec laquelle le Conseil aurait souhaité voir progresser les entretiens entre les parties. En ce qui concerne les conditions fondamentales de règlement, la délégation indienne a estimé que Chypre devrait demeurer un Etat indépendant et unitaire, où les droits fondamentaux de tous les citoyens seraient garantis, une entité non alignée et distincte. En venant aux problèmes immédiats, le représentant de l'Inde a dit que pour revenir à la normalisation, les parties devraient réduire l'affrontement militaire, voire l'éliminer, et rétablir la liberté de mouvement de la population civile. La délégation indienne s'est déclarée prête à appuyer l'élimination de tous les obstacles mis sur la voie de la normalisation.

649. Le représentant du Soudan a dit que sa délégation ne doutait pas qu'étant donné l'attitude positive dont avaient fait preuve jusqu'alors les deux parties, elles s'engageraient dans le processus laborieux qui seul permettrait de mener ces entretiens à bonne fin. Le Soudan ne se dissimulait pas que la recherche d'une solution n'était pas une tâche aisée et qu'en dépit de certains signes de progrès, la situation demeurait instable, mais il a émis l'espoir que Chypre, par des moyens pacifiques, deviendrait un Etat indépendant, uni et non aligné.

650. La représentante de la Guinée a dit que, si la situation était demeurée calme pendant la période considérée, plusieurs problèmes importants attendaient encore d'être résolus, notamment dans le domaine de la normalisation, et l'on était tenté de croire que, malgré la reprise des pourparlers, les deux communautés divergeaient et, à vrai dire, s'éloignaient de plus en plus l'une de l'autre. La Guinée a déploré le fossé qui sépare les deux populations et a émis l'espoir que les entretiens se dérouleraient dans un esprit de conciliation et de compromis réciproques, et avec la volonté d'arriver à une solution définitive.

651. Le représentant du Panama a affirmé que sa délégation considérait que la solution du problème devait être recherchée en se fixant pour objectif que

Chypre devienne un pays uni et indivisible où soient reconnus et garantis les droits des minorités. Le Panama a formulé l'espoir que le péril d'un affrontement militaire s'éloignerait et que la liberté de circulation serait garantie à toute la population afin que les Chypriotes puissent se réconcilier et vivre en paix.

652. Le représentant du Pérou a constaté que si l'atmosphère était plus favorable, la situation était loin d'être satisfaisante. Il était également évident que le maintien du *statu quo* n'était pas une garantie suffisante de paix et de sécurité. La crainte et la méfiance subsistaient entre les deux communautés, et les disparités économiques aggravaient les tensions. La tendance à un développement économique séparé persistait. Il ne faisait aucun doute que, si l'on ne corrigeait pas cette situation, toute recherche de stabilité politique serait vaine. Relevant que les entretiens intercommunautaires avaient pris un cours constructif, il a exprimé l'espoir qu'ils aboutiraient à une solution satisfaisante.

653. Prenant la parole en sa qualité de représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, le Président a dit que le problème devait être réglé par des moyens pacifiques si l'on voulait diminuer les tensions dans cette région. Il a réaffirmé la position de son pays qui estimait qu'un règlement devrait se fonder sur le respect de la liberté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de Chypre. Sa délégation était convaincue qu'une rapide normalisation à Chypre ne pouvait qu'accroître l'autorité de la République de Chypre et lui permettre de contribuer de façon marquée à la stabilisation de la situation en Méditerranée orientale. En outre, elle persistait à penser que pour assurer l'indépendance de Chypre il fallait retirer toutes les troupes étrangères et évacuer toutes les bases étrangères situées sur son territoire. L'URSS a estimé que le rapport du Secrétaire général était positif, notamment

la partie qui traitait des conversations entre les communautés, et elle s'est associée à la conclusion que la reprise des conversations constituait le meilleur moyen de parvenir à une solution concertée. Elle a émis l'espoir que ces conversations auraient pour effet de permettre de surmonter les difficultés existantes et de conduire ces négociations vers une conclusion positive. En ce qui concerne la prorogation du mandat de la Force et la procédure de financement volontaire, le représentant de l'URSS a dit que son pays ne s'était pas opposé au projet de résolution, considérant que la prolongation du stationnement des troupes des Nations Unies à Chypre était entièrement conforme aux dispositions de la résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 4 mars 1964 et des résolutions ultérieures du Conseil sur la question de Chypre : maintien de ces troupes dans leurs fonctions actuelles, le financement continuant à être assuré au moyen de contributions volontaires.

654. Exerçant son droit de réponse, le représentant de Chypre a dit que son pays souhaitait parvenir à une solution qui puisse être applicable et soit donc compatible avec les normes constitutionnelles et avec les réalités territoriales de la situation. Il a réaffirmé que Chypre voulait que ses citoyens soient égaux en droit et a exprimé l'espoir que les pourparlers seraient couronnés de succès et seraient marqués par un esprit de coopération et de compréhension.

655. Exerçant son droit de réponse, le représentant de la Turquie a dit qu'en ce qui concerne Chypre la Turquie cherchait essentiellement à assurer son indépendance permanente. Il a noté avec plaisir que cette position coïncidait avec celle des plus hautes autorités chypriotes. Enfin, il a émis l'espoir que le peuple chypriote réussirait bientôt à mettre fin à cette malheureuse situation, comme il en avait le devoir.

## Chapitre 7

### PLAINTÉ DE LA ZAMBIE

#### A. — Communications adressées au Conseil de sécurité et demande de réunion

656. Dans une lettre datée du 24 janvier 1973, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/10865), le représentant de la Zambie a demandé que le Conseil soit réuni d'urgence pour examiner les actes d'agression commis contre son pays par le régime illégal de la Rhodésie du Sud, qui avait fermé leur frontière commune et imposé le 9 janvier un blocus économique dirigé contre la Zambie. Depuis cette date, le régime illégal avait commis de nombreux actes de subversion et de sabotage contre la Zambie et déployé sur la frontière des forces armées renforcées par 4 000 militaires venus d'Afrique du Sud.

657. La demande de convocation d'une réunion faite par la Zambie a été appuyée par la Guinée, le Kenya, le Soudan et la Yougoslavie qui ont adressé des lettres, en date du 23 et 26 janvier, au Président du Conseil (S/10866 et S/10869), demandant que le Conseil examine la situation explosive créée aux frontières de la Zambie.

658. Dans une lettre datée du 26 janvier, adressée au Président du Conseil (S/10870), le représentant de l'Afrique du Sud a transmis à celui-ci un message

du Ministre sud-africain des affaires étrangères appelant l'attention sur une déclaration faite par le Premier Ministre au sujet de la plainte de la Zambie. Dans cette déclaration, le Premier Ministre insistait sur le fait que l'Afrique du Sud ne s'ingérait pas dans les affaires intérieures des autres pays et rejetait tout boycottage, et il démentait à nouveau l'accusation selon laquelle des troupes sud-africaines auraient été déployées le long de la frontière entre la Zambie et la Rhodésie du Sud.

659. Dans une lettre datée du 29 janvier adressée au Secrétaire général (S/10877), le représentant de la Zambie a transmis à celui-ci un message du Président de la Zambie dans lequel celui-ci déclarait que la tension n'avait cessé de monter à mesure que les mines posées sur le sol zambien par les forces du régime de Smith et de l'Afrique du Sud faisaient de nouvelles victimes. Le Président de la Zambie priait instamment le Conseil de mettre fin à cette situation critique et d'assurer le retrait des troupes sud-africaines.

#### B. — Examen de la question de la 1687<sup>e</sup> à la 1691<sup>e</sup> séance (29 janvier-2 février 1973)

660. A sa 1687<sup>e</sup> séance, le 29 janvier, le Conseil de sécurité a décidé d'inscrire la question à son ordre du jour et l'a examinée lors de cinq séances tenues entre

le 29 janvier et le 2 février. Au cours de la discussion, les représentants de l'Algérie, du Cameroun, du Chili, de Cuba, de l'Égypte, du Ghana, de la Guyane, du Maroc, de la République-Unie de Tanzanie, du Sénégal, de la Somalie, du Zaïre et de la Zambie ont été invités, sur leur demande, à participer à la discussion sans droit de vote.

661. Ouvrant la discussion, le représentant de la Zambie a déclaré que la clôture, par le régime illégal de Rhodésie du Sud, de sa frontière avec la Zambie le 9 janvier constituait un acte d'agression qui visait à porter sérieusement atteinte à l'économie de la Zambie pour que celle-ci cesse d'appuyer le mouvement de libération du peuple du Zimbabwe. La crise en cours avait été exacerbée par la collusion entre les régimes de Salisbury et de Pretoria. Des troupes sud-africaines avaient pénétré en Rhodésie du Sud en 1967 et y étaient restées en tant que forces d'occupation. Ces deux régimes avaient, à maintes reprises, fait des incursions militaires en Zambie. Le représentant de la Zambie a décrit une série de neuf attentats perpétrés en janvier 1973, avec franchissement de la frontière, tir de coups de feu contre les villageois et pose de mines en territoire zambien, incidents qui avaient tous fait des morts et des blessés. Il a déclaré que l'objectif véritable de ces agissements par l'Afrique du Sud et du régime de Smith était d'endiguer la marée nationaliste qui balayait les pays opprimés de l'Afrique australe. Les combattants de la liberté avaient remporté des victoires importantes en Rhodésie et même le régime de Smith avait dû reconnaître que le mouvement de libération bénéficiait de l'appui des masses. Il ne faisait aucun doute pour le représentant de la Zambie que, si les choses continuaient de ce train, la Rhodésie du Sud envisagerait assurément de bombarder la Zambie. En commettant de tels actes d'agression et en menaçant de pousser plus loin l'emploi de la force, la Rhodésie du Sud avait sensiblement accru l'intensité du conflit en Afrique australe. Le Royaume-Uni, qui était pourtant la seule autorité juridique en Rhodésie du Sud, avait refusé d'assumer ses responsabilités. Se référant aux sanctions obligatoires imposées par le Conseil contre la Rhodésie du Sud, le représentant de la Zambie a dit que son gouvernement avait décidé de changer une fois pour toutes l'itinéraire d'acheminement de ses produits et d'abandonner complètement la route du Sud. Sa délégation avait un certain nombre de recommandations à formuler à l'intention du Conseil; elle désirait notamment prier le Secrétaire général d'envoyer immédiatement une équipe d'experts chargée d'évaluer ce qu'il faudrait à la Zambie pour entretenir un nouveau système de communications routières, ferroviaires, aériennes et maritimes afin d'assurer le fonctionnement de son économie.

662. Le représentant du Ghana, parlant au nom du groupe des Etats africains, a déclaré que celui-ci était convaincu que la Zambie était résolue à maintenir sa souveraineté et son intégrité territoriale devant les provocations du régime de Smith et que rien ne l'en ferait dévier. La Zambie payait son tribut à la lutte de libération africaine, qui bénéficiait de l'aide active de la population autochtone. Le régime de Smith avait cherché à briser l'effort militant du peuple du Zimbabwe mais le mouvement de libération continuerait à bénéficier de l'appui de la Zambie et de toute l'Afrique parce que c'était une lutte juste pour la paix et la dignité humaine. En imposant un blocus économique à la frontière zambienne, le régime de Smith avait cherché à faire échouer les efforts économiques de la Zambie. En outre, ce blocus constituait un acte de provocation

et le Royaume-Uni, en tant que Puissance administrante, était tenu de faire en sorte qu'il soit levé. En attendant la Zambie était en droit de bénéficier d'une assistance internationale en vertu des Articles 49 et 50 de la Charte. Dans ses efforts pour résoudre le problème, le Royaume-Uni devait faire le nécessaire pour que les chefs nationalistes emprisonnés soient relâchés et pour encourager l'instauration d'un dialogue entre eux et le régime de Smith. L'interdiction de toute activité politique devrait être levée et toutes les lois discriminatoires abrogées de façon à assurer la liberté et l'égalité des droits politiques. Une fois ces conditions remplies, le terrain serait prêt pour organiser une conférence constitutionnelle à laquelle participeraient les représentants authentiques de toute la population de la Rhodésie du Sud et qui serait chargée d'adopter une nouvelle constitution garantissant le suffrage universel des adultes. Un texte aux termes duquel le Conseil aurait demandé la convocation à bref délai d'une conférence de ce genre s'était heurté au veto du Royaume-Uni en 1972, de sorte qu'on pouvait se demander si le Royaume-Uni cherchait vraiment à résoudre le problème. Il apparaissait également à de nombreux indices que les sanctions imposées par le Conseil étaient fréquemment tournées par divers moyens. La délégation ghanéenne condamnait le fait que les Etats-Unis continuaient à importer du chrome et du nickel en provenance du Zimbabwe en violation des résolutions du Conseil de sécurité. Les membres permanents du Conseil et l'ensemble de la communauté internationale avaient le devoir de favoriser le processus qui mènerait à la formation, au Zimbabwe, d'un gouvernement de la majorité. Ce n'est qu'à ce moment-là que les actes d'agression contre la Zambie prendront fin.

663. Le représentant de la République-Unie de Tanzanie a fait ressortir que c'étaient les difficultés de plus en plus nombreuses du régime de Smith à l'intérieur qui avaient poussé celui-ci, en collaboration avec l'Afrique du Sud, à multiplier ses actes d'oppression et à décréter le blocus économique contre la Zambie. Certes, la Zambie était l'objectif immédiat de ses manœuvres mais l'objectif final était d'affaiblir la lutte de libération et de perpétuer le colonialisme au Zimbabwe et dans le reste de l'Afrique. Il s'agissait de savoir si la communauté internationale réglerait une fois pour toutes la question du régime de Smith ou si elle laisserait la situation continuer à se détériorer. La Tanzanie regrettait la façon dont le Royaume-Uni avait abordé la question de la Rhodésie du Sud. Elle se devait également contre ces gouvernements qui, sous des prétextes peu convaincants, accordaient une aide militaire ou autre aux régimes racistes. Il était particulièrement regrettable que certains d'entre eux fussent des membres du Conseil. Afin de contrebalancer les effets du blocus économique contre la Zambie, le Conseil devrait examiner quelle serait la meilleure façon d'aider ce pays et en particulier s'il serait possible d'établir un fonds spécial d'assistance économique. Il devrait également demander au Gouvernement du Royaume-Uni d'indemniser la Zambie pour les pertes que ce pays subissait du fait que ledit gouvernement n'avait pas réussi à mater la rébellion. La Tanzanie espérait que le Conseil élargirait ses sanctions obligatoires contre le régime de Smith en y incorporant les mesures prévues à l'Article 41 de la Charte. S'il n'en faisait rien, cela pourrait avoir des conséquences sérieuses pour la paix en Afrique australe.

664. Le représentant du Maroc a dit que la Zambie se trouvait victime de mesures économiques et de mesures militaires prises par le régime de Smith et ses

voisins racistes, en particulier le régime de Pretoria, intéressés à lutter contre des mouvements de libération en Afrique. La Zambie était disposée à faire face à ce défi et bénéficiait de l'appui solide des Etats membres de l'OUA. Le Conseil devait prendre les sanctions les plus rigoureuses contre le régime de Ian Smith et le Royaume-Uni devait coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et utiliser des moyens efficaces afin de permettre à la majorité africaine de jouir de ses droits pleins et entiers sur son propre territoire. Sa délégation estimait que l'Organisation des Nations Unies devait répondre à l'appel de la Zambie et lui donner toute l'assistance économique nécessaire.

665. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que son gouvernement déplorait que le régime rhodésien eût fermé sa frontière avec la Zambie et assurait le Gouvernement zambien de sa plus profonde sympathie devant les pertes en vies humaines provoquées par l'explosion des mines dans la zone frontalière. Au cours des consultations qu'il avait eues avec les deux parties, le Gouvernement britannique avait clairement indiqué qu'il aimerait que l'affrontement cesse et que la frontière soit rouverte. Son gouvernement n'avait cessé de condamner l'emploi de toute forme de violence ou d'intimidation à des fins politiques, et le représentant du Royaume-Uni espérait que rien ne s'opposerait à ce que le Conseil engage toutes les parties intéressées à faire tout leur possible pour empêcher le renouvellement de ces violations de frontières à des fins de violence. Selon certains rapports, 4 000 soldats sud-africains auraient pénétré en Rhodésie. Ces rapports avaient été démentis par l'Afrique du Sud. Le Royaume-Uni ne possédait aucune preuve tendant à infirmer ce démenti, mais le Gouvernement britannique était depuis longtemps au courant de la présence de forces de police sud-africaines en Rhodésie et le Gouvernement sud-africain savait que le Royaume-Uni déplorait la présence de ces forces et souhaitait leur retrait. Le représentant du Royaume-Uni a marqué une distinction entre l'idée d'élargir les sanctions et celle de renforcer leur efficacité. Ce qu'on pouvait reprocher aux sanctions était qu'elles n'étaient pas rigoureusement appliquées, même par les Etats qui prétendaient s'y conformer. En principe, leur ampleur pourrait être accrue moyennant des mesures d'ordre relativement secondaire, une proscription de toutes communications par exemple, mais des mesures de ce genre risquaient d'aboutir à l'inverse des résultats cherchés. Toute cette question avait été renvoyée au Comité des sanctions pour qu'il l'étudie et c'était à cet organe qu'il revenait de faire les recommandations appropriées. La situation actuelle n'était pas propice à une solution du problème politique de la Rhodésie du Sud, qui se trouvait à un tournant décisif. Or, si l'on pouvait parvenir à régler de façon pacifique l'aspect politique de la question de la Rhodésie du Sud, tous les autres problèmes connexes se résoudraient d'eux-mêmes. C'est pourquoi le Conseil devait veiller à ne rien faire et à ne rien dire qui pût compromettre les chances d'une solution pacifique.

666. Le représentant de la Yougoslavie a annoncé que son gouvernement avait fait une déclaration officielle condamnant l'action de la Rhodésie du Sud et avait offert toute l'aide possible à la Zambie. Parlant des causes profondes et des causes accessoires de la crise actuelle, il a fait observer que l'accumulation d'un potentiel explosif dans toute la région de l'Afrique australe du fait des tentatives faites par des régimes coloniaux pour enrayer les progrès de l'indépendance pour toutes les nations africaines ne pouvait être

considérée comme un phénomène localisé qui menacerait seulement la sécurité régionale. Des événements internationaux récents avaient démontré que les tensions locales pouvaient devenir de grandes crises internationales intéressant directement toute la communauté internationale. Le régime Smith avait eu l'audace de justifier ses actes d'agression contre la Zambie en invoquant l'assistance que recevaient les combattants de la liberté du Zimbabwe, bien que la légitimité de leur lutte ait été reconnue par l'Organisation des Nations Unies. Ce n'était peut-être pas par hasard que le blocus contre la Zambie avait été imposé au moment où ce pays était en train de procéder à la consolidation fondamentale de ses structures politiques. Le Conseil devait condamner tous les actes d'agression commis par la Rhodésie du Sud, demander le départ de tout personnel militaire et paramilitaire étranger envoyé à Salisbury pour aider le régime Smith et renforcer l'application des sanctions. La Zambie était en droit de recevoir une assistance économique et il serait donc peut-être utile que le Conseil envoie une mission chargée d'examiner sur place les besoins à cet égard.

667. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a rappelé que le régime Smith menait depuis longtemps à l'égard de la Zambie une politique d'actes de provocation hostiles dont on pouvait voir l'aboutissement dans la fermeture de la frontière et l'imposition d'un blocus économique. Sous de faux prétextes, ce régime s'efforçait de rendre la Zambie responsable de la crise profonde qu'avait fait naître sa propre politique raciste et de cacher au monde ce que chacun savait, à savoir que c'était le peuple du Zimbabwe lui-même qui était engagé dans une lutte nationale de libération contre les racistes de Rhodésie du Sud. L'Organisation des Nations Unies avait confirmé le droit du peuple du Zimbabwe à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance et lui avait donné son appui. Néanmoins, le régime de Salisbury avait intensifié son oppression et multiplié ses actes d'agression contre d'autres Etats africains indépendants. Cet état de choses menaçait la paix et la sécurité internationales et n'était possible que parce que ce régime bénéficiait de l'appui du Portugal, de l'Afrique du Sud et de leurs alliés occidentaux, qui cherchaient à maintenir un bastion colonial en Afrique australe. Mais les colonialistes et leurs protecteurs avaient beau s'acharner en actes de provocation, ils ne seraient cependant pas en mesure d'enrayer le processus de liquidation définitive et complète du colonialisme et de l'*apartheid*. L'Union soviétique condamnait les actes d'agression de la Rhodésie du Sud et de l'Afrique du Sud contre la Zambie et exigeait qu'il soit mis un terme au régime illégal de Smith afin d'éliminer la menace qui pesait sur la paix en Afrique. A cet effet, le Conseil de sécurité devrait renforcer et intensifier les sanctions contre la Rhodésie du Sud et décider de décréter des sanctions correspondantes contre le Portugal et l'Afrique du Sud.

668. A la 1688<sup>e</sup> séance, le 30 janvier, le représentant du Chili a affirmé que son pays était solidaire de la Zambie, qui était en butte aux actes d'agression perpétrés par la Rhodésie et son allié raciste l'Afrique du Sud. Du fait de leurs doctrines racistes, la simple existence de ces deux pays constituait une menace à la paix et à la sécurité internationales. Les sanctions imposées contre le régime de Salisbury s'étant révélées inefficaces, le Conseil devait avoir recours à des moyens plus sûrs pour porter remède à la situation. La Zambie avait été accusée par la Rhodésie du Sud d'aider les combattants de la liberté du Zimbabwe; or les Membres des Nations

Unies étaient non seulement tenus de reconnaître la légitimité des mouvements de libération africains, mais avaient le devoir de leur accorder leur appui. Le Conseil devait condamner les actes de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud et examiner s'il n'était pas nécessaire d'accorder un statut au peuple du Zimbabwe en créant à son intention un conseil similaire au Conseil des Nations Unies pour la Namibie.

669. Le représentant de l'Algérie a dit que la situation grave qui existait aux frontières de la Zambie était appelée à se détériorer. Les racistes rhodésiens n'avaient pas hésité à avertir la Zambie que leur force aérienne était capable de raser de nombreuses capitales des pays africains voisins. La crise qui se développait ainsi en Afrique australe comportait des risques de déclenchement d'un conflit dont nul ne pouvait prévoir l'étendue. Les pays d'Afrique avaient cherché à améliorer la situation en proposant au Royaume-Uni de tenir une conférence constitutionnelle pour décider de l'avenir de la Rhodésie du Sud; mais la Grande-Bretagne avait opposé son veto à cette proposition sans envisager aucune solution nouvelle, fermant donc la porte à toute possibilité de règlement. La communauté internationale estimait inacceptable le transfert d'obligations au régime de Salisbury avant même que la majorité soit mise en position d'exercer normalement ses droits. Il était grand temps que le Gouvernement de Londres, qui avait repoussé les suggestions africaines, dise comment il comptait régler le problème. La Zambie avait accepté les sacrifices qu'entraînait pour elle l'exécution des sanctions du Conseil et elle devait pouvoir compter sur le soutien de la communauté mondiale.

670. Le représentant de la Chine a condamné, au nom de son gouvernement, les actes de chantage et de provocation auxquels se livrait le régime rhodésien. La Chine admirait la Zambie pour la position juste qu'elle avait adoptée en résistant résolument aux attaques rhodésiennes et elle lui accordait un ferme appui. Sa délégation avait été heureuse de voir que l'OUA et de nombreux pays africains avaient adopté des mesures pratiques pour appuyer la lutte du Gouvernement zambien, faisant ainsi la preuve de leur solidarité et de leur désir de lutter unis contre l'ennemi commun. Le représentant de la Chine a noté que, dans leurs résolutions pertinentes, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité avaient lancé un appel à tous les pays, leur enjoignant d'appuyer la juste lutte du peuple zimbabwe. Et pourtant, c'était de cet appui qu'on prenait prétexte pour perpétrer des actes d'agression contre la Zambie. Le Conseil devait donc condamner le régime rhodésien pour ses actes de provocation contre la Zambie ainsi que la collusion des régimes racistes de Rhodésie, d'Afrique du Sud, du Portugal, dans leurs efforts pour écraser les mouvements de libération au Zimbabwe, et devait exiger le retrait des troupes sud-africaines de Rhodésie. Le Conseil devait renforcer davantage ses sanctions et les étendre à l'Afrique du Sud et au Portugal et lancer un appel pour qu'un soutien actif soit apporté à la Zambie et au peuple du Zimbabwe.

671. Le représentant de l'Egypte, prenant la parole au nom des délégations arabes, a exprimé leur solidarité à la Zambie dans sa lutte contre la clique raciste de Rhodésie. Analysant la situation en Afrique australe, il a déclaré qu'afin d'éliminer la tension il faudrait transférer le pouvoir à la population du Zimbabwe sur la base du gouvernement de la majorité. Tout règlement devait être négocié avec les véritables représentants de la population de la Rhodésie du Sud. Pour atteindre cet objectif le Conseil devait mettre fin aux actions

agressives de la Rhodésie afin que le régime de la loi prévale. Le programme d'action en vue de l'application intégrale de la Déclaration sur la décolonisation réaffirmait le droit des peuples coloniaux de lutter par tous les moyens dont ils disposaient contre le colonialisme, et les Etats Membres s'étaient engagés à leur apporter toute l'assistance morale et matérielle; en conséquence, le Conseil de sécurité devait accorder son assistance au peuple de la Rhodésie pour qu'il se libère et adopter des mesures appropriées afin de conserver ses droits à la Zambie.

672. Le représentant du Sénégal a fait observer que l'Organisation des Nations Unies avait reconnu la légitimité de la lutte de libération nationale comme l'avait fait l'OUA qui apportait son soutien aux combattants du Zimbabwe. Ainsi, le seul tort de la Zambie c'était de demeurer fidèle à ses engagements internationaux et à la Charte des Nations Unies. Le Conseil de sécurité avait les moyens d'arrêter un inutile écoulement de sang. Comme le Royaume-Uni avait toujours la responsabilité du problème rhodésien, le Conseil de sécurité devait le rappeler à ses devoirs. Si le Royaume-Uni avouait son impuissance à assumer ses responsabilités, il appartiendrait alors au Conseil de prendre à son tour les siennes en usant — comme cela s'était produit dans d'autres cas — de tous les moyens que la Charte mettait à sa disposition dans pareilles circonstances.

673. Le représentant du Zaïre a dit que son pays considérait la lutte de la Zambie comme sa propre lutte et était prêt à lui accorder son appui tout entier. Quant à la responsabilité du Royaume-Uni, il a déclaré que la Grande-Bretagne n'avait pas seulement l'engagement moral mais aussi l'obligation juridique de réduire la rébellion et d'instaurer un régime démocratique en Rhodésie du Sud. Le Royaume-Uni devrait être en mesure de garantir la liberté de circulation des personnes et des biens entre la Zambie et la Rhodésie. Il a noté que la Convention sur le commerce de transit des Etats sans littoral reposait sur le principe de l'égalité de traitement entre les Etats riverains et les Etats sans littoral. Le Zaïre avait promis son assistance économique, politique et militaire à la Zambie et il espérait que le Conseil continuerait à examiner la plainte de la Zambie jusqu'à ce qu'une solution adéquate intervienne.

674. Le représentant du Kenya a dit que l'engagement qu'avait pris son gouvernement d'accorder à la Zambie un appui économique, politique, commercial et autre était total. Après que la Rhodésie du Sud avait eu fermé la frontière, le Kenya et la Zambie avaient tenu des consultations pour étudier les moyens d'organiser cette assistance. Dans certains cercles occidentaux, on appelait l'Afrique australe la frontière australe de la civilisation occidentale et chrétienne. Cependant, aucun chef spirituel d'une Eglise chrétienne ne croyait s'il était honnête avec lui-même que l'*apartheid* fût conforme à la doctrine du Christ. La Zambie subissait le contre-coup de la situation qui existait en Afrique australe parce qu'elle ne voulait pas céder au chantage et refuser son appui au peuple du Zimbabwe et aux autres populations qui luttaien pour l'indépendance. Le Conseil devait faire le nécessaire pour désamorcer ce que la situation en Afrique australe avait d'explosif, pour empêcher l'Afrique du Sud d'intervenir dans les affaires des territoires dépendants et pour veiller à ce que les forces militaires de ce pays soient retirées de Rhodésie du Sud. Le Conseil devait aider la Zambie à sauver son économie et à protéger son intégrité politique et économique. Le Kenya appuyait toutes les recomman-

dations contenues dans la déclaration du représentant de la Zambie et priait instamment le Conseil d'invoquer les Articles 49 et 50 de la Charte et d'envoyer une mission en Zambie pour déterminer les besoins de celle-ci.

675. Le représentant de l'Inde a affirmé que les actes d'agression contre la Zambie devaient être condamnés et qu'il fallait les faire cesser, et que les forces sud-africaines qui se trouvaient en Rhodésie du Sud devaient en être retirées. Le Conseil devait accorder son appui et sa sympathie sans réserve à la Zambie dans sa lutte pour protéger son indépendance. Le représentant de l'Inde était en faveur de l'intensification des sanctions et il a proposé que le Comité des sanctions prenne des mesures appropriées dans ce sens. Les droits inaliénables du peuple du Zimbabwe devaient être réaffirmés et le Conseil devait aider la Zambie à faire face aux pressions économiques dont elle était l'objet. La délégation indienne était prête à coopérer aux efforts qui seraient déployés en vue de soulager ces pressions, conformément à la demande déjà faite par le Conseil dans la résolution 253 (1968).

676. A la 1689<sup>e</sup> séance, le 31 janvier, le représentant de la Somalie a fait observer qu'après avoir au départ marqué de façon frappante son intérêt pour le problème de la Rhodésie du Sud, le Conseil semblait perdre de plus en plus de sa faveur. Pour la première fois, des sanctions économiques avaient été imposées en vertu du Chapitre VII de la Charte, mais les échanges clandestins se poursuivaient à grande échelle et une grande puissance ayant des responsabilités particulières vis-à-vis de la communauté mondiale avait ouvertement violé ces sanctions sans raison valable, donnant ainsi l'exemple du mépris de l'autorité de l'Organisation des Nations Unies. Par contraste, la façon dont la Zambie s'acquittait de ses obligations internationales devrait servir d'exemple à d'autres Etats qui, sans qu'il leur en coûtât autant, pourraient faire en sorte d'observer strictement les sanctions. Pour rendre la situation moins explosive, le Conseil devrait établir un mécanisme approprié pour déterminer quelle serait la meilleure façon d'aider la Zambie à établir d'autres itinéraires pour acheminer les produits d'exportation qu'elle expédiait auparavant à travers la Rhodésie du Sud, et s'assurer l'appui d'Etats prêts à aider la Zambie dans cette tâche. Par-dessus tout, le Conseil devait condamner l'agression perpétrée contre la Zambie par le régime de Smith, fortement appuyé par l'Afrique du Sud. S'agissant du rôle du Royaume-Uni, le représentant de la Somalie a déclaré que celui-ci devrait s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en qualité de Puissance administrante en favorisant de nouvelles initiatives permettant à la majorité africaine d'exercer ses droits. En outre, il incombait au Conseil de veiller à ce que la Zambie ne fasse pas l'objet de nouveaux actes d'agression de la part de la Rhodésie du Sud.

677. Le représentant de la Guinée a déclaré que plusieurs Etats africains avaient été victimes d'actes d'agression de la part des forces colonialistes. Pour progresser, l'Afrique avait besoin de paix, mais cela n'était possible que dans un état de stabilité générale. La délégation guinéenne condamnait l'agression et le blocus économique contre la Zambie, et insistait sur la nécessité du retrait de toutes les forces sud-africaines stationnées en Rhodésie du Sud. Il importait de rechercher les moyens d'assurer l'application des sanctions, qui étaient systématiquement violées par certains Membres de l'Organisation des Nations Unies.

678. Le représentant de la France a déclaré que la délégation française déplorait la fermeture de la frontière avec la Zambie par le régime Smith, et réprouvait le système d'amendes collectives institué par les autorités rhodésiennes. En raison de sa position géographique, la Zambie était extrêmement vulnérable, et le Conseil, dans une de ses précédentes résolutions, avait montré qu'il était conscient des dommages qui pourraient lui être causés par l'imposition des sanctions. Le représentant de la France s'est associé à l'hommage rendu à la Zambie pour le courage qu'elle avait manifesté en prenant la décision de mettre en œuvre les sanctions de la façon la plus totale. La communauté internationale devait, par conséquent, veiller à réduire les dommages que la Zambie allait subir du fait du blocus. L'envoi d'experts chargés d'estimer l'aide dont la Zambie allait avoir besoin pourrait constituer une bonne approche du problème. La délégation française s'inquiétait également des suites, pour l'avenir, de la crise actuelle. Elle craignait que la crise ne soit guère favorable à la solution du problème politique rhodésien. Elle notait cependant que le Royaume-Uni avait réaffirmé que l'objectif demeurerait la recherche d'un règlement politique juste en Rhodésie du Sud, et sa doctrine constante étant que la responsabilité primordiale de résoudre l'affaire rhodésienne appartenait à la Puissance administrante, elle espérait que ceux qui avaient la lourde tâche de rechercher une solution à ce problème sauraient s'en acquitter conformément à leurs traditions et aux vœux exprimés par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité.

679. Le représentant de l'Australie a déclaré que la délégation australienne déplorait la fermeture de la frontière par la Rhodésie du Sud, à la fois parce que cette mesure risquait d'imposer une épreuve très rude à la Zambie sur les plans économique et psychologique et parce qu'elle avait créé une nouvelle zone de tension dans une Afrique australe déjà troublée. Pour toutes ces raisons, l'Australie s'associait à ceux qui avaient condamné l'agression à caractère provocateur commise par le régime rhodésien de même que la présence de toute force étrangère dans le territoire. En ce qui concernait les propositions visant à accroître l'efficacité des sanctions contre la Rhodésie, la délégation australienne attendait pour se prononcer le rapport du Comité des sanctions, mais elle estimait que l'objectif essentiel devait être de donner plein effet à la gamme de sanctions existante. Le représentant de l'Australie a ajouté que le Gouvernement australien avait pris récemment un certain nombre de dispositions pour supprimer les dernières possibilités qui pouvaient subsister d'éluder la réglementation australienne édictée en vue de l'application des sanctions. En ce qui concernait les difficultés économiques qu'imposait à la Zambie la fermeture de la frontière, le représentant de l'Australie a ajouté que l'envoi d'une équipe d'experts pour étudier les besoins de ce pays était probablement le meilleur moyen de procéder en vue d'une action ultérieure.

680. Le représentant de l'Autriche a déploré les actes de violence qui avaient aggravé de façon alarmante la situation dans la région et causé la mort de personnes innocentes. L'Autriche n'avait jamais reconnu le régime illégal et avait immédiatement mis un terme à ses importations de tabac rhodésien après la déclaration unilatérale d'indépendance. A dater de 1970, elle n'avait plus rien importé du tout de Rhodésie. A propos des efforts déployés par la Zambie pour appliquer les résolutions sur les sanctions, le représentant de l'Autriche a fait observer que ce pays, du fait de la rupture de ses derniers liens économiques avec la Rhodésie du

Sud, s'était trouvé placé dans une situation extrêmement grave. La délégation autrichienne était par conséquent convaincue que la requête soumise par la Zambie, sur la base des résolutions 253 (1968) et 277 (1970) en vue d'obtenir une assistance économique de la part des organismes des Nations Unies et des Etats Membres, méritait d'être sérieusement examinée. Cette assistance aiderait la Zambie à renforcer son indépendance économique et à atténuer le danger d'un affrontement le long de la frontière commune. Il était nécessaire d'assurer le respect le plus strict des décisions du Conseil de sécurité en matière de sanctions. Le représentant de l'Autriche espérait que le rapport du Comité des sanctions, qui était en train d'étudier la question, apporterait les renseignements techniques nécessaires concernant les différents moyens d'appliquer les sanctions. Les initiatives que le Conseil pourrait prendre à l'avenir n'auraient de chances de succès qu'autant que toutes les parties intéressées maintiendraient leur coopération, et il fallait étudier avec soin dans quelle mesure ces initiatives pouvaient contribuer effectivement à écarter les menaces qui pesaient sur la paix dans cette région.

681. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que, depuis 1965, la Zambie avait fait de son mieux pour appliquer les sanctions dirigées contre la Rhodésie du Sud, encore qu'il ait été évident dès le départ qu'elle allait avoir besoin d'assistance pour se libérer de sa dépendance à l'égard de ce pays. De nombreux Etats Membres, y compris les Etats-Unis, avaient répondu à la demande d'aide de la Zambie. En 1966, les Etats-Unis avaient assuré un pont aérien d'un coût de 4,5 millions de dollars pour le transport des produits pétroliers, et ils avaient également participé, pour 38 millions de dollars, à la construction de la route qui permettait à la Zambie de transporter son cuivre par camion vers la Tanzanie. La fermeture de la frontière avait contraint la Zambie à chercher d'autres voies d'acheminement pour ses produits. La situation critique dans laquelle elle se trouvait indiquait assez la nécessité d'examiner sérieusement les moyens de lui venir en aide. Le Gouvernement des Etats-Unis était depuis longtemps d'avis que le problème de la Rhodésie du Sud devait être résolu par des moyens pacifiques; l'imposition de sanctions était l'un de ces moyens, et il convenait d'en poursuivre et d'en renforcer l'application. Il pensait également qu'il fallait continuer de s'efforcer d'aboutir à un règlement pacifique. La délégation américaine était favorable à l'envoi d'un groupe d'experts de l'Organisation des Nations Unies qui serait chargé d'analyser les besoins de la Zambie, à moins que l'on ne confie cette tâche au représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement.

682. Le représentant de Cuba a déclaré que le Conseil était saisi d'une question qui concernait la communauté internationale tout entière. La Zambie était victime de politiques qui avaient été désavouées à plusieurs reprises par l'Assemblée générale et le Conseil. Il était par conséquent du devoir de ce dernier non seulement de lui exprimer son appui, mais également de faire respecter les accords qu'il avait précédemment approuvés, et de faire le nécessaire pour donner effet aux décisions qui avaient été prises quant au droit du peuple du Zimbabwe à la liberté et à l'indépendance. Si la Zambie était victime d'une agression de la part du régime illégal de Rhodésie c'était parce qu'elle avait adopté et qu'elle défendait les principes du tiers monde, en accordant largement son appui aux mouvements de libération africains. Le représentant de Cuba demandait instamment au Conseil de prendre des mesures conformes aux propositions du représentant de la Zambie.

683. Le représentant du Pérou a déclaré que la fermeture de la frontière constituait un acte d'agression économique caractérisé destiné à intimider la Zambie. Mais l'agression du régime de Salisbury ne se limitait pas au blocus; les incidents se multipliaient, et, avec l'appui effectif de l'Afrique du Sud, des forces militaires avaient été concentrées à la frontière. Le Gouvernement péruvien n'éprouvait qu'admiration pour la décision prise par la Zambie d'appliquer pleinement les sanctions, et il pensait que le Conseil de sécurité devait adopter les mesures voulues pour lui venir en aide. Il fallait aussi que des mesures soient prises en vue d'assurer le retrait des forces sud-africaines stationnées en Rhodésie, et la mise en œuvre par la Puissance administrante des moyens dont elle disposait pour mettre un terme à l'agression perpétrée par le régime illégal. Le Pérou estimait également qu'il était indispensable d'évaluer la portée des sanctions et, si nécessaire, de les intensifier.

684. Le représentant de Panama a déclaré que le Conseil se trouvait face à une situation qui constituait sans le moindre doute une menace pour la paix dans la région considérée. Le blocus économique et le déploiement des forces militaires le long de la frontière zambienne par le régime Smith exigeaient une action rapide de la part du Conseil. Le problème se compliquait encore de la présence des troupes sud-africaines en Rhodésie. Le Panama condamnait l'agression perpétrée par les autorités rhodésiennes racistes, et était prêt à appuyer pleinement toutes mesures destinées à asseoir la souveraineté de la Zambie. Le Conseil devait agir afin de mettre fin au blocus et aux incursions de mercenaires.

685. Le représentant du Soudan a déclaré que l'assassinat d'Amilcar Cabral, le bombardement des villages tanzaniens par l'aviation portugaise, le renforcement des troupes sud-africaines stationnées en Rhodésie et l'agression qui s'en était suivie de la part du régime Smith contre la Zambie ne constituaient pas des événements isolés. Le Gouvernement soudanais appuierait toutes mesures que le Conseil jugerait bon de prendre pour soulager le fardeau imposé à la Zambie. Mais la situation en Afrique australe continuerait à mettre en péril la paix internationale aussi longtemps que l'on ne réagirait pas avec la fermeté nécessaire aux dangers qu'elle représentait. Déjà en 1965, le Conseil était arrivé à la conclusion que le régime Smith constituait une menace pour la paix. Il était donc déplorable que, depuis cette date, le Royaume-Uni se fût dérobé aux responsabilités qui lui incombait en tant que Puissance administrante. Cette carence avait permis à la Rhodésie de se livrer à ses atrocités au-delà des frontières du Zimbabwe. Avec le verdict de la Commission Pearce, le rejet du régime minoritaire par le peuple du Zimbabwe et l'appui croissant de l'opinion publique internationale, le Royaume-Uni bénéficiait de tout le soutien dont il pouvait avoir besoin pour conduire la Rhodésie à l'autodétermination par le suffrage universel. Entre-temps, il fallait que le Conseil renforce les sanctions qu'il avait décrétées à l'encontre de la Rhodésie du Sud, et les étende aux régimes racistes du Portugal et d'Afrique du Sud.

686. Le Président, parlant en sa qualité de représentant de l'Indonésie, a fait observer que, depuis plusieurs années, le régime de Salisbury sentait se rapprocher de lui le front de la lutte pour l'indépendance. Pour essayer de détourner l'attention d'une situation intérieure troublée, il avait commencé à exercer des pressions militaires et économiques sur la Zambie. Nul n'ignorait que, depuis 1965, le régime de

Smith déniait au peuple du Zimbabwe le droit à l'autodétermination et que les mesures d'oppression dirigées contre les Africains autochtones avaient récemment été renforcées. Le Gouvernement indonésien estimait qu'il appartenait au Royaume-Uni de faire en sorte que fût mis un terme à la situation inacceptable qui régnait en Rhodésie. Il pensait que la résolution 2945 (XXVII) de l'Assemblée générale et les résolutions pertinentes adoptées par le Conseil de sécurité devaient être interprétées comme un mandat précis assignant au Gouvernement britannique de prendre les mesures nécessaires en vue de régler la situation. Les actes d'agression perpétrés contre la Zambie par les puissances coloniales risquaient si l'on n'y mettait pas immédiatement un terme de conduire à une guerre généralisée. Le Conseil devait, par conséquent, agir promptement en liaison étroite avec le Royaume-Uni pour éviter que la situation ne se détériore. L'Indonésie se déclarait prête à appuyer toute mesure visant à soulager le fardeau de la Zambie; elle espérait que le Conseil avec les autres organes s'occupant du problème de la décolonisation, comme le Comité spécial de la décolonisation, seraient en mesure d'extirper le mal à la racine.

687. A la 1690<sup>e</sup> séance, le 1<sup>er</sup> février, le représentant du Cameroun a déclaré que le Gouvernement camerounais s'associait à la Zambie dans sa lutte contre le chantage économique et militaire. Le droit international consacrait le droit des peuples à la légitime défense contre quiconque recourrait à la force pour les priver de l'exercice de leur droit à l'autodétermination; toute nation africaine pouvait donc prêter son appui au peuple du Zimbabwe sans être coupable de quoi que ce fût. Les régimes racistes s'efforçaient d'éroder le droit à l'autodétermination du peuple du Zimbabwe ainsi que l'intégrité territoriale et l'indépendance de la Zambie. Devant cette situation, l'indignation des peuples africains continuait de monter, et, si l'on ne mettait pas un terme à la répression, dans quelques années à peine l'Afrique allait exploser. Il n'était que temps par conséquent de reconsidérer la question, en particulier pour le Royaume-Uni, pays connu pour son art de la diplomatie et sa longue expérience des questions de gouvernement. La délégation camerounaise pensait qu'il fallait que le Royaume-Uni prenne de nouvelles initiatives pour résoudre le problème.

688. Le représentant de la Guyane a déclaré que la délégation guyanaise condamnait l'agression perpétrée par les régions racistes, et demandait que le Conseil prenne les mesures qui s'imposaient. En attendant, la communauté internationale devait aider la Zambie à surmonter ses difficultés économiques. C'était la carence de la Puissance administrante, qui n'avait pas su mettre fin à la rébellion en Rhodésie du Sud, qui avait conduit à la situation actuelle. Il appartenait au Royaume-Uni de prendre de nouvelles initiatives en revenant par exemple sur son engagement de ne pas user de la force, et en convoquant une conférence constitutionnelle — mesures susceptibles de restaurer l'ordre au Zimbabwe.

689. Le représentant du Soudan a présenté deux projets de résolution (S/10875 et S/10876) dont la Guinée, le Kenya et la Yougoslavie se sont portés coauteurs. Il a fait observer que le premier projet de résolution (S/10875) contenait des propositions touchant les aspects politiques de la plainte déposée par la Zambie, et que le second (S/10876) concernait l'aide économique à ce pays.

690. A la 1691<sup>e</sup> séance, le 2 février, le représentant du Soudan a présenté une version révisée des deux

projets de résolution (S/10875/Rev.1 et S/10876/Rev.1) dont la Guinée, l'Inde, l'Indonésie, le Kenya et la Yougoslavie s'étaient portés coauteurs.

691. Dans le premier projet de résolution (S/10875/Rev.1), au paragraphe 3 du dispositif, l'expression "par les régimes illégaux et racistes de Rhodésie du Sud et d'Afrique du Sud" avait été remplacée par l'expression "par le régime illégal et raciste de Rhodésie du Sud et par celui d'Afrique du Sud". Le paragraphe 7 initial du dispositif, ainsi conçu : "Déplore que le Gouvernement du Royaume-Uni n'ait pas pris de mesures efficaces pour mettre fin au régime illégal de Rhodésie du Sud", avait été supprimé et remplacé par un nouveau paragraphe 4 ainsi conçu : "Regrette que les mesures prises jusqu'à présent n'aient pas permis de mettre un terme à la rébellion en Rhodésie du Sud (Zimbabwe)". Les autres paragraphes du dispositif avaient été renumérotés.

**Décision :** A la 1691<sup>e</sup> séance, le 2 février 1973, le projet de résolution (S/10875/Rev.1) révisé a été adopté par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et Etats-Unis d'Amérique), en tant que résolution 326 (1973).

692. Le texte de la résolution 326 (1973) est le suivant :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Prenant note de la lettre du 24 janvier 1973 émanant du représentant permanent de la Zambie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/10865), et ayant entendu la déclaration faite par le représentant permanent de la Zambie au sujet des actes de provocation commis récemment par le régime illégal de Salisbury contre la Zambie,*

*"Gravement préoccupé par la situation créée par les actes de provocation et d'agression commis par le régime illégal de Rhodésie du Sud contre la sécurité et l'économie de la Zambie,*

*"Réaffirmant le droit inaliénable du peuple de Rhodésie du Sud (Zimbabwe) à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960 et la légitimité de la lutte qu'il mène pour obtenir la jouissance des droits énoncés dans la Charte des Nations Unies,*

*"Rappelant sa résolution 232 (1966) du 16 décembre 1966, dans laquelle il a déterminé que la situation en Rhodésie du Sud constituait une menace contre la paix et la sécurité internationales,*

*"Convaincu que les actes de provocation et d'agression perpétrés récemment par le régime illégal contre la Zambie aggravent la situation,*

*"Profondément préoccupé par le fait que les mesures approuvées par le Conseil n'ont pas permis de mettre fin au régime illégal, et convaincu que les sanctions ne peuvent mettre un terme au régime illégal à moins d'être générales, obligatoires et efficacement contrôlées, et à moins que des mesures ne soient prises contre les Etats qui les violent,*

*"Profondément troublé par le maintien de la présence illégale et par l'intensification et l'intervention militaire de l'Afrique du Sud en Rhodésie du Sud, contrairement aux dispositions de la résolution 277 (1970) du Conseil de sécurité, en date du 18 mars 1970, ainsi que par le déploiement des forces armées sud-africaines à la frontière zambienne, qui menace gravement la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Zambie et d'autres Etats africains voisins,*

*"Profondément choqué et attristé par les pertes en vies humaines et les dégâts matériels causés par les actes d'agression commis par le régime illégal de Rhodésie du Sud et ses collaborateurs contre la Zambie,*

*"Réaffirmant la responsabilité primordiale incombant au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à l'égard de sa colonie de Rhodésie du Sud en vertu des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies,*

*"1. Condamne tous les actes de provocation et de harcèlement, y compris le blocus économique, le chantage et les menaces militaires, dont la Zambie est l'objet de la part du régime illégal avec la complicité du régime raciste d'Afrique du Sud;*

*"2. Condamne toutes les mesures d'oppression politique qui violent les libertés et droits fondamentaux du peuple de Rhodésie du Sud (Zimbabwe), en particulier les récentes mesures de châtiement collectif;*

*"3. Demande au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de prendre toutes mesures efficaces pour mettre fin aux actes ainsi commis par le régime illégal et raciste de Rhodésie du Sud et par celui de l'Afrique du Sud;*

*"4. Regrette que les mesures prises jusqu'à présent n'aient pas permis de mettre un terme à la rébellion en Rhodésie du Sud (Zimbabwe);*

*"5. Condamne le maintien de la présence de forces militaires et armées de l'Afrique du Sud en Rhodésie du Sud contrairement à la résolution 277 (1970) du Conseil de sécurité;*

*"6. Exige le retrait total et immédiat des forces militaires et armées sud-africaines de la Rhodésie du Sud et de la frontière entre ce territoire et la Zambie;*

*"7. Demande au Gouvernement du Royaume-Uni, en tant que Puissance administrante, d'assurer l'application effective du paragraphe 6 de la présente résolution;*

*"8. Prie le Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 253 (1968) concernant la question de la Rhodésie du Sud, de hâter l'établissement du rapport qu'il a entrepris en application de la résolution 320 (1972) du Conseil de sécurité, en date du 29 septembre 1972, en tenant compte des événements récents en Rhodésie du Sud;*

*"9. Décide d'envoyer immédiatement une Mission spéciale composée de quatre membres du Conseil de sécurité, qui seront désignés par le Président du Conseil de sécurité après consultation avec les membres, pour évaluer la situation dans la région, et prie la Mission ainsi constituée de faire rapport au Conseil le 1<sup>er</sup> mars 1973 au plus tard;*

*"10. Demande au Gouvernement de la Zambie, au Gouvernement du Royaume-Uni et au Gouvernement de l'Afrique du Sud d'assurer à la Mission la coopération et l'assistance dont elle aura besoin pour s'acquitter de sa tâche;*

*"11. Décide de rester activement saisi de la question."*

693. Dans le second projet de résolution (S/10876/Rev.1), au paragraphe 3 du dispositif, les points de suspension avaient été remplacés par les mots "au paragraphe 9 de la résolution 326 (1973)".

**Décision :** A la 1691<sup>e</sup> séance, le 2 février 1973, le projet de résolution révisé (S/10876/Rev.1) a été adopté par 14 voix contre zéro, avec une abstention

(Union des Républiques socialistes soviétiques), en tant que résolution 327 (1973).

694. Le texte de la résolution 327 (1973) était le suivant :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Ayant entendu la déclaration du représentant permanent de la Zambie auprès de l'Organisation des Nations Unies,*

*"Rappelant ses résolutions sur la question de la Rhodésie du Sud, en particulier la résolution 232 (1966) du 16 décembre 1966, dans laquelle il était déclaré que la situation en Rhodésie du Sud constituait une menace contre la paix et la sécurité internationales,*

*"Rappelant en outre les résolutions 253 (1968) du 29 mai 1968 et 277 (1970) du 18 mars 1970 imposant des sanctions obligatoires contre la Rhodésie du Sud, et en particulier leurs dispositions respectives priant la communauté internationale de fournir une assistance à la Zambie en raison des problèmes économiques spéciaux qu'elle risquait de rencontrer du fait de l'application des décisions du Conseil de sécurité.*

*"Tenant compte de la décision du Gouvernement zambien de couper immédiatement tous les liens restants en matière de commerce et de communications avec la Rhodésie du Sud, aux fins de l'application des décisions du Conseil de sécurité et de la stricte observation des sanctions économiques,*

*"Reconnaissant que cette décision du Gouvernement zambien entraînera des difficultés économiques spéciales considérables,*

*"1. Félicite le Gouvernement zambien pour sa décision de rompre toutes ses relations économiques et commerciales restantes avec la Rhodésie du Sud en application des décisions du Conseil de sécurité;*

*"2. Prend acte des difficultés économiques spéciales auxquelles se heurte la Zambie en raison de sa décision d'appliquer les décisions du Conseil de sécurité;*

*"3. Décide de charger la Mission spéciale, composée de quatre membres du Conseil de sécurité, mentionnée au paragraphe 9 de la résolution 326 (1973), assistée d'un groupe de six experts de l'ONU, d'évaluer les besoins de la Zambie en vue d'assurer le maintien de communications normales par d'autres voies routières, ferroviaires, aériennes et maritimes;*

*"4. Prie en outre les Etats voisins d'accorder à la Mission toute la coopération nécessaire à l'accomplissement de sa tâche;*

*"5. Invite la Mission à faire rapport au Conseil de sécurité le 1<sup>er</sup> mars 1973 au plus tard."*

695. A la suite du vote, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que la solution véritable de tous ces problèmes résidait dans la conclusion d'un règlement politique équitable en Rhodésie même et que la situation devait être envisagée dans le contexte de tous les événements survenus depuis la déclaration illégale d'indépendance de la Rhodésie. Il fallait sans plus attendre que tous les intéressés s'emploient à réduire la tension dans la région frontalière, car tant que la frontière resterait fermée, il y aurait menace de conflit, et les perspectives d'un règlement politique pacifique en Rhodésie même s'en trouveraient compromises. En ce qui concerne les effets économiques de la fermeture de la frontière, le représentant du Royaume-Uni a ajouté qu'une fois celle-ci éventuellement ouverte,

c'était à la Zambie qu'il appartiendrait de prendre une décision de principe quant à la reprise des mouvements de marchandises. On comprenait bien que ce pays ne pouvait se permettre de rester dans une situation précaire qui mettait directement en jeu son économie. Le Royaume-Uni avait un programme important d'aide. Il fallait effectivement procéder comme on l'avait proposé à l'examen des conséquences économiques qui résulteraient de l'utilisation d'autres itinéraires commerciaux. En revanche, la résolution 326 (1973), relative aux aspects politiques de la situation, n'avait selon lui que peu de chances d'aboutir à des résultats positifs, car elle ne répondait pas aux nécessités de la situation et ne contribuait pas à la conclusion d'un règlement politique pacifique. Au lieu de permettre aux facteurs les plus positifs d'exercer leurs effets, des résolutions de ce genre tendaient à durcir les positions.

696. Le représentant des Etats-Unis a lui aussi exprimé l'avis que la résolution 326 (1973) n'était pas de nature à aboutir aux résultats souhaités et risquait au contraire de multiplier les affrontements. C'est pourquoi la délégation américaine s'était abstenue lors du vote. Mais les Etats-Unis, qui se rendaient compte des difficultés économiques que le blocus imposait à la Zambie, avaient voté en faveur de la résolution 327 (1973). La délégation américaine regrettait que les auteurs de cette résolution n'eussent pas jugé bon de prendre en considération les propositions qu'elle avait faites sur des points de principe, et en particulier sur le rôle qui revenait normalement au Secrétaire général. Les Etats-Unis étaient certains qu'une analyse objective des besoins, dépouillée de toute considération politique, encouragerait beaucoup les gouvernements et leur ferait saisir d'une manière objective ces besoins, ce qui, en fin de compte, servirait grandement les intérêts de la Zambie.

697. Le représentant de l'Union soviétique a déclaré que le Conseil devait imputer la responsabilité de la situation aux Etats qui étaient les artisans directs de la venue au pouvoir du régime raciste en Rhodésie du Sud, exiger le retrait immédiat des forces sud-africaines de ce pays et décider d'élargir le champ des sanctions et de les étendre à l'Afrique du Sud et au Portugal qui violaient les résolutions prises par le Conseil à cet égard. Le Conseil devait veiller à ce que le coût de la réparation des dommages causés à la Zambie soit supporté par les Etats responsables. S'y prendre autrement risquerait de donner à penser que le Conseil trouvait l'état de choses actuel excusable. L'URSS s'était abstenue lors du vote de la seconde résolution car celle-ci ne mettait nulle part en cause ni sur le plan politique ni sur aucun autre plan, y compris celui de la réparation des dommages causés, la responsabilité des Etats auxquels était directement imputable la venue au pouvoir du régime raciste.

698. Le représentant de l'Indonésie a déclaré que c'était au Royaume-Uni qu'incombait la responsabilité de prendre les mesures nécessaires pour garantir à la population du Zimbabwe le plein exercice de ses droits. Aussi longtemps qu'il y aurait déni de ses droits, a-t-il souligné, la situation en Afrique australe demeurerait explosive.

699. Le représentant de la France a déclaré que la délégation française s'était prononcée en faveur de la résolution 326 (1973) en raison des améliorations qui y avaient été apportées. Ces changements rétablissaient un équilibre meilleur dans l'ordre des responsabilités et mettait l'accent sur les actes du régime de Rhodésie du Sud. Néanmoins, la France ne pensait pas

que c'était au Conseil qu'il revenait de dicter à la Puissance administrante la conduite qu'elle devait tenir dans la région. En ce qui concernait la résolution 327 (1973) relative à l'assistance économique, la délégation française aurait préféré que le Conseil, plutôt qu'une mission — qui paraissait assez nombreuse — envoie simplement une équipe d'experts.

700. Le représentant de l'Inde a déclaré que la délégation indienne avait voté en faveur des deux résolutions dans l'espoir que leur adoption permettrait au Conseil de sécurité de prendre des mesures afin de venir efficacement en aide à la Zambie, et d'amorcer un processus de désescalade.

701. Le représentant de l'Autriche a déclaré que le vote favorable de la délégation autrichienne en faveur des deux résolutions avait été motivé par l'inquiétude profonde que lui causait la situation difficile dans laquelle se trouvait plongée la Zambie à la suite des actes hostiles de son voisin.

702. Le représentant de la Yougoslavie a déclaré que la délégation yougoslave se félicitait de l'appui que le Conseil avait accordé à la Zambie. Les résolutions qui venaient d'être adoptées répondaient à plusieurs exigences essentielles, notamment la réaffirmation des droits du peuple zimbabwe et la mise en place d'un appareil qui devait permettre à l'Organisation d'aider la Zambie; c'était pourquoi la Yougoslavie avait voté en faveur de ces deux résolutions.

703. Le représentant de la Zambie a déclaré qu'aux yeux de la délégation zambienne la première résolution restait très en deçà de ce que la communauté internationale était en droit d'attendre du Conseil. Il a ajouté que le vote d'abstention de la délégation du Royaume-Uni équivalait à un vote d'abstention à l'égard des actes d'agression du régime Smith. La Zambie n'en était pas autrement surprise; elle avait depuis longtemps des doutes quant aux intentions réelles du Royaume-Uni, non seulement en ce qui concernait la Rhodésie du Sud, mais également en ce qui concernait l'Afrique australe tout entière.

704. Le représentant du Soudan a exprimé l'espoir que les deux résolutions seraient effectivement appliquées afin d'aider la Zambie à faire face à la situation critique dans laquelle elle se trouvait, et que tous auraient à cœur de les mettre à exécution afin qu'elles prennent tout leur sens.

705. Le Président, parlant en sa qualité de représentant du Kenya, a déclaré que les pays africains n'avaient pas l'intention d'assister sans réagir à l'agression dirigée contre la Zambie. Il était encore temps d'éviter l'affrontement en Afrique australe, à condition que les pays qui accordaient leur aide à l'Afrique du Sud et au régime Smith mettent un terme à cette collaboration.

#### **C. — Communications et rapports reçus entre le 2 février et le 8 mars 1973**

706. Le 5 février 1973, le Président du Conseil de sécurité a publié une note (S/10880) où il faisait savoir qu'à la suite de consultations avec les membres du Conseil, il avait été convenu que la mission spéciale prévue par la résolution 326 (1973) serait composée des membres suivants : Autriche, Indonésie, Pérou et Soudan.

707. Le 21 février, le Président du Conseil de sécurité a publié une autre note (S/10886) où il faisait savoir qu'au reçu d'un télégramme du Président de la Mission spéciale du Conseil de sécurité en Zambie, il

avait été convenu, à l'issue de consultations avec les membres du Conseil, de reporter au 8 mars la date de présentation du rapport de la Mission spéciale.

708. Le 5 mars, la Mission spéciale du Conseil de sécurité, constituée conformément à la résolution 326 (1973), a présenté son rapport au Conseil de sécurité (S/10896 et Add.1). Dans l'accomplissement de son mandat, la Mission spéciale avait visité, du 8 au 21 février, le Royaume-Uni, la Zambie, le Kenya et la République-Unie de Tanzanie, tenu des consultations avec des membres des gouvernements respectifs et inspecté les zones frontières de la Zambie. Le 15 février, la Mission spéciale avait été reçue par le Président de la République zambienne. Dans son rapport, elle a rendu compte de manière détaillée des entrevues qu'elle avait eues avec les autorités gouvernementales de chacun des pays visités ainsi que des tournées d'inspection qu'elle avait effectuées dans plusieurs régions de la Zambie.

709. Evaluant la situation, comme le lui demandait la résolution 326 (1973), la Mission spéciale a déclaré dans son rapport que l'état de tension dans la région s'était sensiblement aggravé à la suite des actes d'agression commis contre la Zambie par le régime illégal de la Rhodésie du Sud. Ces actes avaient eu des conséquences dans les domaines politique, militaire et économique. Le Gouvernement zambien maintenait une politique de modération face à l'hostilité de son voisin et n'exerçait aucune influence sur les activités des mouvements de libération à l'intérieur de territoires assujettis au racisme et à l'autorité d'une minorité. Il ne pouvait donc être tenu pour responsable des événements qui s'y déroulaient. La Mission, qui avait pu observer les préparatifs militaires en cours dans les zones qui font face à la frontière zambienne, le long du fleuve Zambèze, a estimé que le déploiement de forces sud-africaines près de la frontière zambienne jouait un rôle très important dans la persistance de l'état de tension actuel. De l'avis de la Mission spéciale, la clef de la solution du problème résidait dans l'exercice du gouvernement par la majorité en Rhodésie du Sud, dans la stricte application des sanctions obligatoires contre la Rhodésie du Sud et dans l'application des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité relatives à l'ensemble de la région.

710. Evaluant les besoins de la Zambie en vue d'assurer le maintien de communications normales par d'autres voies de communications, conformément à la résolution 327 (1973), la Mission a expliqué que des 120 000 tonnes d'importations qui étaient jusqu'alors transportées chaque mois en Zambie en transitant par la Rhodésie du Sud, 105 000 tonnes pourraient emprunter dorénavant d'autres voies de communications à travers le Zaïre, le Malawi et la Tanzanie, mais que les quelque 15 000 tonnes restantes devraient être acheminées par voie aérienne. La Mission a noté que l'on ne pourrait transporter le tonnage supplémentaire par les voies terrestres que si le matériel et la main-d'œuvre nécessaires étaient fournis. Les dépenses à engager à ce titre étaient estimées à 124 millions de dollars. Le transport d'environ 15 000 tonnes mensuelles de fret aérien coûterait à peu près 6,5 millions de dollars par mois. La Mission a conclu qu'au cours des quatre à six mois suivants, l'économie zambienne serait sensiblement affectée par des pénuries de produits importés, une diminution des stocks, et une hausse des coûts. Seule, donc, une assistance appropriée accordée en temps voulu permettrait à la Zambie de développer normalement son économie. La Mission a précisé que son

évaluation des besoins de la Zambie en vue d'assurer le maintien de communications normales par d'autres voies routières, ferroviaires, aériennes et maritimes avait été faite à la lumière du rapport préparé par le groupe d'experts de l'Organisation des Nations Unies désigné conformément à la résolution 327 (1973). Le rapport du groupe d'experts a été reproduit comme annexe I au rapport de la Mission spéciale.

#### **D. — Examen de la question de la 1692<sup>e</sup> à la 1694<sup>e</sup> séance (8-10 mars 1973)**

711. A sa 1692<sup>e</sup> séance, le 8 mars, le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question compte tenu du rapport de la Mission spéciale créé conformément à la résolution 326 (1973) et il a tenu trois séances entre le 8 et le 10 mars, avec la participation des représentants qui avaient pris part aux débats précédents.

712. Le représentant de l'Indonésie, président de la Mission spéciale créée conformément à la résolution 326 (1973), a présenté le rapport de la Mission (S/10896 et Add.1). Il a déclaré que la Mission avait déterminé qu'une tension considérable existait dans la région et qu'elle était principalement due à l'existence du colonialisme, du racisme et de régimes minoritaires illégaux en Afrique australe. Les actes de provocation et d'agression et la poursuite de préparatifs militaires par le régime illégal de la Rhodésie du Sud n'avaient fait qu'accroître la tension dans les zones frontières. S'ils se répétaient, ces événements risqueraient d'entraîner une escalade dangereuse et un revirement dans l'attitude de retenue de la Zambie. La délégation indonésienne a, en particulier, pris note des sommes considérables à réunir pour satisfaire les besoins spéciaux de la Zambie et lui permettre de continuer à utiliser d'autres voies de communications routières, ferroviaires et maritimes. Une assistance technique considérable devrait également être fournie à la Zambie pour l'aider à surmonter les problèmes cruciaux posés par la nécessité de trouver d'autres voies pour acheminer ses importations et ses exportations.

713. Le représentant de la Zambie a dit que son gouvernement était heureux que la Mission ait confirmé ses convictions sur les causes de la crise actuelle. Il a ajouté que, depuis la visite de la Mission spéciale, d'autres incidents s'étaient produits dans les régions frontières faisant des morts et des blessés parmi la population civile. Enumérant les causes sous-jacentes de la tension dans la région, le représentant de la Zambie a souligné que la crise ne venait pas seulement des événements en cours mais résultait de la situation qui se développait depuis des années dans l'ensemble de l'Afrique australe. La Zambie n'était certainement pas responsable de la tension en cours. Le Conseil de sécurité avait déjà établi que la situation découlant de la déclaration unilatérale d'indépendance de la Rhodésie du Sud constituait une menace à la paix internationale. Mais le régime illégal était toujours au pouvoir. En outre, en décidant de fermer la frontière, ce régime avait affirmé son intention de porter la guerre contre la majorité africaine au-delà de ses propres frontières. En fait, la force du régime Smith se trouvait en dehors des frontières de la Rhodésie; à l'intérieur il était faible car les masses lui étaient opposées. Malheureusement, depuis 1965, la politique du Royaume-Uni à l'égard du régime Smith avait évolué : d'abord résolu à écraser la rébellion, il était maintenant favorable au maintien du *statu quo*. De ce fait les mesures prises à l'encontre du régime Smith se trouvaient neutralisées

par ceux qui voulaient le maintenir au pouvoir. Le représentant de la Zambie a noté que la présence en Rhodésie du Sud de forces militaires sud-africaines contribuait à faire monter la tension et que l'Afrique du Sud se proposait de les y maintenir aussi longtemps que se poursuivrait la lutte pour le gouvernement par la majorité. Il faudrait faire pression sur l'Afrique du Sud pour qu'elle retire immédiatement ses forces. La Zambie n'était pas responsable de la situation en Rhodésie du Sud. Pour améliorer la situation, le Conseil devrait : réclamer la libération de tous les détenus politiques et l'abrogation des lois discriminatoires, réaffirmer le principe "pas d'indépendance sans gouvernement de la majorité"; élargir le champ des sanctions et les rendre plus efficaces. Il fallait que la rébellion cesse et que le Royaume-Uni convoque une conférence constitutionnelle représentative. La Zambie a réaffirmé sa décision de ne pas utiliser la route sud tant que le régime Smith resterait au pouvoir. Mais il s'ensuivait que la Zambie devait trouver d'autres voies de communications pour faire face au volume de trafic accru résultant de la fermeture de ses frontières avec la Rhodésie du Sud. La Zambie lançait donc un appel à la communauté internationale pour qu'elle l'aide à s'acquitter des obligations qui lui revenaient en vue d'amener les changements politiques nécessaires en Rhodésie du Sud et éliminer la tension de l'Afrique australe.

714. A la 1693<sup>e</sup> séance, le 9 mars, le représentant du Soudan a dit que leur tournée d'inspection le long de la frontière zambienne avait donné aux membres de la Mission spéciale la certitude que les régimes coloniaux et racistes avaient commis et envisageaient de commettre contre la Zambie des actes d'agression qui risquaient de mener à un conflit armé. En ce qui concernait les conséquences économiques de la situation, le représentant du Soudan a espéré que les sacrifices de la Zambie seraient appréciés et que la Zambie recevrait rapidement une assistance de la part des Etats Membres. A cet égard, le représentant du Soudan s'est félicité de l'aide offerte à la Zambie par les pays africains. Commentant les aspects politiques de la situation, le représentant du Soudan a dit que le régime rebelle devenait extrêmement dangereux pour la sécurité de la Zambie en raison de la présence croissante de forces armées sud-africaines en Rhodésie du Sud. La délégation soudanaise était inquiète de constater que, tout en réaffirmant ses responsabilités, la Puissance administrante refusait néanmoins de s'en acquitter et de prendre des mesures pour permettre au peuple du Zimbabwe d'exercer son droit à l'autodétermination. Le Soudan a donc insisté pour que l'on rappelle constamment au Royaume-Uni son obligation de s'acquitter rapidement de ses responsabilités et d'assurer le retrait des forces armées sud-africaines de la Rhodésie du Sud. Le Conseil, pour sa part, devrait prendre immédiatement des mesures préventives plutôt que d'avoir à faire face plus tard à un conflit armé.

715. La représentante de la Guinée a dit que le rapport de la Mission spéciale avait apporté la preuve que les forces rhodésiennes avaient fait des incursions en territoire zambien et y avaient posé des mines. La Guinée regrettait l'aggravation, du fait des préparatifs militaires rhodésiens, d'une situation déjà explosive. La Zambie n'avait donc pas seulement ainsi à faire face à des difficultés économiques mais aussi à l'agression qui se préparait contre elle. La Zambie, comme quelques autres pays africains, était une cible constante pour l'impérialisme. A cet égard, la représentante de la

Guinée a signalé que le Portugal se préparait à envoyer un nouveau groupe de mercenaires contre la Guinée à bord du navire *Albatros*, qui avait déjà quitté le port de Fuerteventura. Dans la mesure où la Zambie avait appliqué les résolutions du Conseil imposant des sanctions contre la Rhodésie du Sud et où son économie en était gravement affectée, le Conseil était tenu de mettre à sa disposition toute l'aide morale et matérielle possible. La Guinée estimait qu'il appartenait au Royaume-Uni d'amener la Rhodésie du Sud à respecter le droit à l'autodétermination et elle espérait que l'esprit de responsabilité qui animait le Royaume-Uni aiderait les pays africains ainsi que l'Organisation des Nations Unies à surmonter le problème de la Rhodésie du Sud.

716. Le représentant de l'Union soviétique a déclaré que le rapport de la Mission spéciale confirmait que la situation en Afrique australe s'était encore détériorée. Le rapport montrait aussi que l'Afrique du Sud et le Portugal aidaient la Rhodésie du Sud dans ses actes d'agression contre la Zambie. Ces faits nouveaux soulignaient la nécessité pour l'Organisation des Nations Unies de prendre des mesures pour avoir raison de l'agresseur. Le représentant de l'URSS a noté que, dans son message, le Président de la Zambie avait demandé au Conseil de mettre fin à la situation en cours et d'assurer le retrait des troupes sud-africaines de la Rhodésie du Sud. L'URSS appuyait ces demandes et estimait que le Conseil avait l'obligation de prendre les mesures nécessaires à cet égard. Il ressortait du rapport que les milieux dirigeants du Royaume-Uni étaient pour beaucoup dans le maintien au pouvoir du régime de Salisbury. Au lieu de prendre des mesures contre ce régime, Londres recommandait une attitude prudente qui constituait un encouragement pour le régime illégal. Pour ce qui était de l'application des sanctions, le représentant de l'URSS a dit que, malgré les résolutions pertinentes du Conseil, certains Etats, y compris des membres du Conseil, n'avaient jamais eu l'intention de donner effet à ces sanctions. En outre, les activités du Comité spécial sur la Rhodésie du Sud, dont l'une des tâches était de favoriser l'application efficace des sanctions, se heurtaient à la résistance de certains représentants occidentaux. Le Conseil devrait mettre fin à la situation en prenant des mesures conformément à l'Article 41 en vue de renforcer les sanctions et de les étendre à l'Afrique du Sud et au Portugal qui violaient directement les décisions du Conseil. A cet égard, l'URSS appuyait la proposition du Président de la République-Unie de Tanzanie tendant à instituer un boycottage des sociétés qui violaient les sanctions. Touchant la question de l'assistance à la Zambie, le représentant de l'URSS a dit que la responsabilité matérielle des conséquences de l'agression contre la Zambie devait incomber aux Etats et monopoles responsables de l'arrivée au pouvoir du régime raciste et qui continuaient d'entretenir avec lui des contacts et des relations commerciales.

717. Le représentant du Kenya a félicité la Mission spéciale de son rapport. Il a ensuite présenté deux projets de résolution (S/10898 et S/10899), dont les auteurs étaient la Guinée, l'Inde, le Kenya, le Soudan et la Yougoslavie, et il a expliqué que le premier projet de résolution (S/10898) traitait des aspects politiques et militaires de la situation en Afrique australe, en ce qui concerne la Zambie en particulier, et se rapportait à la continuation de la rébellion en Rhodésie du Sud, à la responsabilité du Royaume-Uni à cet égard, à l'ingérence de l'Afrique du Sud dans les affaires rhodésiennes et au droit du peuple du Zimbabwe à l'autodétermination. Le représentant du Kenya a noté qu'il n'y avait

aucun espoir que les régimes minoritaires entament des négociations avec les peuples africains puisqu'ils avaient, au contraire, rejeté l'occasion que les États africains leur avaient offerte dans le Manifeste de Lusaka et s'en remettaient pour assurer leur avenir à la puissance militaire. Les Africains voulaient toujours la paix sur leur continent; ils lançaient donc un appel à la communauté internationale en vue de mobiliser l'opinion des peuples du monde entier contre l'oppression du peuple sud-rhodésien. Au sujet du deuxième projet de résolution (S/10899), qui traitait de l'assistance à la Zambie, le représentant du Kenya a dit que la Zambie était un membre loyal de l'Organisation, menacé de dislocation économique à la suite de la situation actuelle; les auteurs du projet lançaient donc un appel à la communauté internationale par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées pour qu'une aide spéciale fût octroyée à la Zambie.

718. Le représentant de la Yougoslavie a constaté que la Mission spéciale avait confirmé l'évaluation que le Conseil avait faite auparavant de la rébellion en Rhodésie du Sud. En conséquence, toute résolution touchant les aspects politiques de la situation devait réaffirmer les éléments fondamentaux de la position de l'Organisation des Nations Unies en la matière et indiquer des moyens politiques de traiter le problème actuel. A ce propos, le représentant de la Yougoslavie a noté que son pays serait rassuré d'entendre ce que la Puissance administrante comptait faire à cet égard. Le représentant de la Yougoslavie a rendu hommage à la Zambie pour sa décision d'appliquer les sanctions contre le régime illégal en vue de contribuer à la réalisation des objectifs de l'Organisation des Nations Unies et il a exprimé l'espoir que les États industriels suivraient cet exemple. La Yougoslavie était inquiète d'entendre d'aucuns préconiser un retour au *statu quo ante* et la reprise des relations commerciales avec la Rhodésie du Sud, contrairement aux différentes décisions du Conseil.

719. Le représentant de la France a dit que les constatations d'ordre politique qu'avait faites la Mission spéciale ne surprenaient pas sa délégation, qui n'avait cessé d'affirmer que la cause de la tension résidait dans le refus que le régime Smith opposait aux décisions du Conseil de sécurité concernant l'avenir politique du territoire. La délégation française n'avait cessé d'affirmer que le problème est politique et que la responsabilité fondamentale reposait sur la Puissance administrante. La France était en faveur de l'application efficace des sanctions car, bien qu'il ne faille pas en surestimer l'efficacité, elles contribuaient à mettre le régime illégal dans l'embarras et à faciliter la recherche d'une solution. Touchant les conséquences économiques de la situation, le représentant de la France a assuré le représentant de la Zambie que les préoccupations qu'inspirent au Gouvernement français les difficultés de son gouvernement, l'amèneront à étudier le document de la mission de visite avec compréhension et à examiner comment il peut répondre à l'appel lancé par le Gouvernement zambien à la communauté internationale. C'était dans cet esprit que la délégation française était disposée à prendre note du rapport qui lui était soumis.

720. Le représentant du Royaume-Uni a dit que sa délégation avait déploré la fermeture de la frontière par le régime rhodésien. Cette mesure avait non seulement porté un coup à l'économie zambienne mais elle avait aussi aggravé la tension. Le Gouvernement britannique s'était donc félicité de ce que le régime sud-rhodésien eût rapporté ladite mesure, voyant dans cette décision un facteur de relâchement de la tension.

Mais les difficultés que connaissait la Zambie n'en étaient pas éliminées pour autant. Pour ce qui est des effets à long terme de ces événements, le Gouvernement britannique ne considérait pas le *statu quo* en Rhodésie du Sud comme satisfaisant; il n'essayait pas non plus de protéger le régime Smith. Le Gouvernement britannique souhaitait aboutir à un règlement acceptable pour le peuple de la Rhodésie dans son ensemble, mais seuls les Rhodésiens eux-mêmes pouvaient trouver une solution pacifique, et chacun devait essayer de leur donner la possibilité d'y parvenir.

721. A la 1694<sup>e</sup> séance, le 10 mars, le Président a, avec l'assentiment du Conseil, invité le représentant de l'Espagne, en plus des autres représentants qui avaient été invités à le faire auparavant, à participer aux débats sans droit de vote.

722. Le représentant de l'Espagne a appelé l'attention du Conseil sur la déclaration que son gouvernement avait faite au sujet de l'affaire de l'*Albatros*, que la représentante de la Guinée avait mentionnée à la 1693<sup>e</sup> séance. Cette déclaration indiquait que les autorités espagnoles, au reçu d'informations touchant la mission du navire et, conformément à la politique bien arrêtée du Gouvernement espagnol, qui était de réprimer tout attentat à l'intégrité territoriale de la Guinée équatoriale, avaient intercepté l'*Albatros*, incarcéré le capitaine et certains des officiers et reconduit le navire hors des eaux territoriales espagnoles sous escorte, en direction de Casablanca, qui était son point de destination déclaré. L'Espagne avait rendu compte de cet incident au Secrétaire général et aux gouvernements intéressés.

723. Le représentant de l'Inde a déclaré que le rapport de la Mission spéciale confirmait que la plainte de la Zambie était entièrement justifiée. Le rapport montrait aussi que le problème était lié à la situation en Rhodésie du Sud et dans toute l'Afrique australe. Les conclusions de la Mission spéciale confirmaient que la présence de troupes sud-africaines dans la région frontalière contribuait pour beaucoup à entretenir l'état de tension. Un des principaux objectifs du Conseil devrait être d'assurer le retrait de ces troupes. En ce qui concerne une solution à long terme, le représentant de l'Inde a noté que le Conseil avait affirmé à plusieurs reprises que c'était au Royaume-Uni, en tant que Puissance administrante, qu'incombait au premier chef la responsabilité de faire cesser la rébellion en Rhodésie du Sud. C'est pourquoi le projet de résolution relatif aux aspects politiques et militaires de la situation (S/10898) faisait ressortir les responsabilités particulières du Royaume-Uni. Pour ce qui était des problèmes économiques auxquels se heurtait la Zambie, le représentant de l'Inde a dit qu'ils étaient directement liés au désir de l'Organisation des Nations Unies d'imposer des sanctions efficaces à l'encontre de la Rhodésie du Sud. Le représentant de l'Inde a noté que, dans son appel, la Zambie ne demandait aucun avantage mais simplement une assistance visant à réduire les difficultés auxquelles elle avait à faire face en raison de sa situation géographique particulière.

724. Le représentant du Kenya a présenté deux projets de résolution révisés (S/10898/Rev.1 et S/10899/Rev.1), qui étaient le résultat de consultations officieuses avec les membres du Conseil et aux auteurs desquels s'étaient joints l'Indonésie, le Panama et le Pérou. Le premier projet de résolution (S/10898/Rev.1) comportait les amendements suivants :

1) Le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution initial, rédigé comme suit : "Réaffirme que la situation en Rhodésie du Sud constitue une menace

à la paix et à la sécurité internationales et que l'état de tension s'est aggravé comme suite aux actes de provocation et d'agression récemment perpétrés par le régime illégal de Rhodésie du Sud contre la République de Zambie", avait été divisé, dans le projet de résolution révisé, entre un quatrième alinéa du préambule, ainsi conçu : "*Réaffirmant* que la situation en Rhodésie du Sud constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales" et le nouveau paragraphe 2 suivant du dispositif : "*Affirme* que l'état de tension s'est aggravé comme suite aux actes de provocation et d'agression récemment perpétrés par le régime illégal de Rhodésie du Sud contre la République de Zambie";

2) Au paragraphe 6, la phrase suivante : "en prenant en considération la nécessité d'élargir la portée des sanctions contre le régime illégal et l'opportunité d'appliquer les dispositions du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies" avait été remplacée par la phrase : "en tenant compte de toutes les propositions et suggestions qui ont été faites en vue d'étendre la portée des sanctions contre la Rhodésie du Sud (Zimbabwe) et d'en accroître l'efficacité";

3) Au paragraphe 8, les mots "dans son ensemble" avaient été ajoutés après les mots "peuple du Zimbabwe", et le dernier membre de phrase suivant du projet initial : "qui serait ultérieurement soumis à l'approbation de la population au moyen d'une consultation libre au suffrage universel des adultes" avait été supprimé.

725. Dans le deuxième projet de résolution (S/10899/Rev.1) le paragraphe 5 du projet de résolution initial avait été modifié comme suit : les mots "et le Conseil économique et social" avaient été supprimés à la première ligne; les mots "y compris, le cas échéant, la création d'un fonds spécial pour la Zambie" avaient été supprimés aux quatrième et cinquième lignes, et les mots "*for carrying out*" avaient été remplacés, dans la version anglaise, par les mots suivants "*to enable it to carry out*".

726. Le représentant de la Chine a dit que son gouvernement appuyait la position que la Zambie avait adoptée pour défendre son indépendance et résister à l'agression du régime raciste sud-rhodésien. Sa délégation approuvait l'évaluation de la Mission spéciale et estimait que le Royaume-Uni devrait mettre fin à la politique colonialiste en Rhodésie du Sud pour permettre au peuple du Zimbabwe d'accéder à l'indépendance nationale en dehors de toute ingérence étrangère. Eu égard à ces considérations, la délégation chinoise se prononcerait en faveur des deux projets de résolution.

727. Le représentant de l'Indonésie a dit que la cause profonde de la tension dans la région était le maintien du colonialisme, du racisme et des régimes minoritaires et illégaux en Afrique australe. Au cours du séjour de la Mission spéciale en Zambie, le représentant de l'Indonésie avait pu voir personnellement les victimes qu'avaient faites parmi la population civile les mines terrestres qui avaient explosé vingt minutes seulement avant l'arrivée de la Mission. Il avait été très impressionné par la grande modération dont la Zambie avait fait preuve à l'égard de ces provocations. Cependant, s'il n'était pas bientôt mis fin à ces actes insensés du régime minoritaire de la Rhodésie du Sud, la Zambie viendrait à bout de patience et un conflit armé risquerait alors d'éclater. La délégation indonésienne estimait qu'il n'était pas encore trop tard pour renverser cette tendance menaçante. Il appartenait au Royaume-Uni de prendre des mesures pour mettre fin à la rébellion en Rhodésie du Sud et y établir un

gouvernement de la majorité. Le représentant de l'Indonésie a noté qu'en conséquence de cette situation, la Zambie avait besoin d'une assistance financière et technique considérable et il a demandé instamment à l'Organisation des Nations Unies et aux Etats Membres de fournir cette aide rapidement.

728. Le représentant de l'Australie a noté que le rapport contenait un très grand nombre de renseignements que son gouvernement aurait à étudier avant de se prononcer quant au meilleur moyen de contribuer à aider la Zambie. L'Australie comprenait la décision de la Zambie de ne pas laisser plus longtemps ses relations commerciales à la merci de l'arbitraire imprévisible d'un voisin hostile. Le Gouvernement australien pensait lui aussi que la clef de la solution du problème reposait dans l'application des sanctions qui avaient été décidées contre le régime de la Rhodésie du Sud. La délégation australienne était maintenant en mesure d'appuyer les deux projets de résolution compte tenu des changements qui y avaient été apportés.

729. La représentante de la Guinée a remercié le représentant de l'Espagne des explications qu'il avait données au Conseil et elle a observé que certains Etats africains étaient victimes des menées de l'impérialisme en raison de leurs politiques.

730. Le Président, s'exprimant en tant que représentant du Panama, a dit que Salisbury n'avait pas mesuré les conséquences de ses actes d'hostilité contre la Zambie et avait sous-estimé l'esprit de solidarité des peuples africains unis autour de la Zambie. Quant au rapport de la Mission spéciale, le Président a dit que le Panama en appuyait pleinement les recommandations et se joignait, par conséquent, aux auteurs des deux projets de résolution.

731. Le représentant de l'Autriche a déclaré que sa délégation appuyait les deux projets de résolution. Son gouvernement était prêt à examiner favorablement les recommandations contenues dans la partie du rapport relative aux aspects économiques et dans ses annexes. Le représentant de l'Autriche a ajouté que le projet de résolution sur l'assistance à la Zambie permettrait à l'Organisation de renforcer les sanctions à l'encontre de la Rhodésie du Sud et fournirait des lignes directrices pour l'effort international considérable à envisager. Ces mesures répondraient aux espoirs que les peuples des pays africains avaient placés dans le rôle de l'Organisation des Nations Unies.

732. Le représentant du Pérou, commentant les projets de résolution dont le Conseil était saisi, a déclaré que, de l'avis de sa délégation, il était assurément du devoir du Conseil d'adopter des mesures propres à favoriser un règlement politique et à améliorer la situation économique de la Zambie. Mais le premier projet de résolution (S/10898/Rev.1) ébauchait à peine une solution. La décision du Conseil n'aurait donc qu'un caractère intérimaire. Le représentant du Pérou espérait que le Conseil aurait l'occasion d'examiner à nouveau le problème lorsqu'il aurait reçu le rapport de son Comité des sanctions.

733. Le représentant de l'Union soviétique a rappelé que celle-ci coopérait, avec de nombreux pays africains, au développement de leurs économies; elle avait notamment signé avec la Zambie l'Accord soviéto-zambien de 1967 relatif à une coopération économique et technique. Le représentant de l'URSS a souligné que l'assistance qu'accordaient au régime illégal de la Rhodésie du Sud certaines puissances occidentales et certains monopoles multinationaux encourageait ce régime dans ses agissements contre la Zambie et d'autres

Etats africains. Il serait équitable que le Conseil adopte une résolution prévoyant que la réparation des pertes infligées à la Zambie soit mise à la charge de ces Etats et monopoles. En ce qui concernait le deuxième projet de résolution (S/10899/Rev.1), le représentant de l'URSS a noté que la Charte ne prévoyait pas que le Conseil puisse ainsi évaluer les dommages économiques subis par un pays déterminé même si ces dommages étaient liés aux décisions du Conseil, étant donné que cela pourrait détourner celui-ci des tâches politiques qui lui avaient été confiées.

**Décision :** A la 1694<sup>e</sup> séance tenue le 10 mars 1973, le premier projet de résolution révisé des huit puissances (S/10898/Rev.1) a été adopté par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Etats-Unis d'Amérique), en tant que résolution 328 (1973).

734. La résolution 328 (1973) est ainsi conçue :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Ayant examiné avec satisfaction le rapport de la Mission spéciale du Conseil de sécurité constitué en vertu de la résolution 326 (1973), du 2 février 1973 (S/10896 et Add.1),*

*"Ayant entendu également la déclaration du représentant permanent de la Zambie auprès des Nations Unies,*

*"Rappelant ses résolutions 277 (1970) du 18 mars 1970 et 326 (1973),*

*"Réaffirmant que la situation en Rhodésie du Sud constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales,*

*"Gravement préoccupé par le refus persistant du régime d'Afrique du Sud de satisfaire aux exigences contenues dans ses résolutions 277 (1970) et 326 (1973) concernant le retrait immédiat de ses forces militaires et de ses forces armées de Rhodésie du Sud et convaincu que ce fait constitue un grave défi posé à l'autorité du Conseil de sécurité,*

*"Conscient du fait que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en tant que Puissance administrante, a la responsabilité principale de mettre un terme au régime illégal de la minorité raciste et de transférer le pouvoir effectif au peuple du Zimbabwe sur la base du principe du gouvernement par la majorité,*

*"Réaffirmant le droit inaliénable du peuple du Zimbabwe à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960, et la légitimité de sa lutte pour obtenir la jouissance de son droit ainsi qu'il est prévu dans la Charte des Nations Unies,*

*"1. Souscrit à l'évaluation et aux conclusions de la Mission spéciale constituée en vertu de la résolution 326 (1973);*

*"2. Affirme que l'état de tension s'est aggravé comme suite aux actes de provocation et d'agression récemment perpétrés par le régime illégal de Rhodésie du Sud contre la Zambie;*

*"3. Déclare que le seul remède efficace à cette grave situation réside dans l'exercice, par le peuple du Zimbabwe, de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;*

*"4. Condamne vigoureusement le régime raciste d'Afrique du Sud pour son refus persistant de retirer*

ses forces militaires et ses forces armées de Rhodésie du Sud;

*"5. Exige à nouveau le retrait immédiat des forces militaires et des forces armées sud-africaines de Rhodésie du Sud et de la frontière de ce territoire avec la Zambie;*

*"6. Prie instamment le Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 253 (1968) concernant la question de la Rhodésie du Sud d'activer l'établissement de son rapport préparé en vertu de la résolution 320 (1972) du Conseil de sécurité, en date du 29 septembre 1972, en tenant compte de toutes les propositions et suggestions qui ont été faites en vue d'étendre la portée des sanctions contre la Rhodésie du Sud (Zimbabwe) et d'en accroître l'efficacité;*

*"7. Invite tous les gouvernements à prendre des mesures rigoureuses pour appliquer et faire pleinement observer par toutes les personnes et organisations relevant de leur juridiction la politique des sanctions contre la Rhodésie du Sud et demande à tous les gouvernements de continuer à considérer comme absolument illégal le régime de la minorité raciste de Rhodésie du Sud;*

*"8. Prie instamment le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en tant que Puissance administrante, de convoquer dès que possible une conférence constitutionnelle nationale où des représentants authentiques du peuple du Zimbabwe dans son ensemble seraient en mesure d'élaborer un règlement concernant l'avenir du territoire;*

*"9. Demande au Gouvernement du Royaume-Uni de prendre toutes mesures efficaces pour réaliser les conditions propres à permettre au peuple du Zimbabwe d'exercer librement et pleinement son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, et notamment les conditions suivantes :*

*"a) La libération inconditionnelle de tous les prisonniers politiques, détenus et personnes frappées d'interdiction;*

*"b) L'abrogation de toute législation répressive et discriminatoire;*

*"c) La levée de toutes les restrictions qui entravent l'activité politique et l'établissement de la pleine liberté démocratique et de l'égalité des droits politiques;*

*"10. Décide de se réunir à nouveau et d'envisager de nouvelles mesures à la lumière de l'évolution de la situation."*

**Décision :** Le deuxième projet de résolution révisé (S/10899/Rev.1) a été adopté à l'unanimité en tant que résolution 329 (1973).

735. La résolution 329 (1973) est ainsi conçue :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Rappelant sa résolution 253 (1968) du 29 mai 1968, dans laquelle il a demandé qu'une assistance soit fournie à la Zambie en priorité,*

*"Rappelant également sa résolution 277 (1970) du 18 mars 1970, ainsi que les résolutions 326 (1973) et 327 (1973), dans lesquelles il a décidé d'envoyer une Mission spéciale pour évaluer la situation dans la région et les besoins de la Zambie,*

*"Ayant examiné le rapport de la Mission spéciale (S/10896 et Add.1),*

*"Ayant entendu la déclaration du représentant permanent de la Zambie,*

“*Affirmant* que la décision de la Zambie de ne plus faire passer son commerce par la route du sud renforce les décisions du Conseil de sécurité relatives aux sanctions contre le régime illégal de la Rhodésie du Sud,

“1. *Félicite* le Gouvernement de la République de Zambie d’avoir décidé de renoncer à utiliser la route du sud pour son commerce tant qu’il n’aura pas été mis fin à la rébellion et que le gouvernement par la majorité n’aura pas été instauré en Rhodésie du Sud;

“2. *Prend note également* des besoins économiques urgents de la Zambie, tels qu’ils sont exposés dans le rapport de la Mission spéciale et les annexes audit rapport;

“3. *Fait appel* à tous les Etats pour qu’ils accordent immédiatement une assistance technique, financière et matérielle à la Zambie conformément aux résolutions 253 (1968) et 277 (1970) du Conseil et aux recommandations de la Mission spéciale, pour que la Zambie puisse maintenir l’écoulement normal de son trafic et accroître sa capacité d’appliquer pleinement la politique des sanctions obligatoires;

“4. *Prie* l’Organisation des Nations Unies et les organisations et programmes intéressés, en particulier la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l’Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et le Programme des Nations Unies pour le développement, ainsi que les institutions spécialisées, en particulier l’Organisation internationale du Travail, l’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture, l’Organisation des Nations Unies pour l’éducation, la science et la culture, l’Organisation mondiale de la santé, l’Organisation de l’aviation civile internationale, l’Union postale universelle, l’Union internationale des télécommunications, l’Organisation météorologique mondiale et l’Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, d’aider la Zambie dans les domaines visés dans le rapport de la Mission spéciale et dans ses annexes;

“5. *Prie* le Secrétaire général, en collaboration avec les organismes appropriés des Nations Unies, d’organiser, avec effet immédiat, toutes les formes d’assistance financière, technique et matérielle à la Zambie en vue de lui permettre de réaliser sa politique d’indépendance économique à l’égard du régime raciste de la Rhodésie du Sud;

“6. *Prie* le Conseil économique et social d’examiner périodiquement la question de l’assistance économique à la Zambie, telle qu’elle est envisagée dans la présente résolution.”

736. Expliquant son vote, le représentant des Etats-Unis a dit que sa délégation avait appuyé l’envoi en Zambie d’un groupe d’experts pour y évaluer la situation économique et qu’elle était satisfaite des nombreux renseignements fournis au Conseil. Mais la délégation des Etats-Unis n’avait pas encore eu le temps d’examiner tous ces renseignements. Elle s’était prononcée en faveur de la résolution économique, mais avec quelques réserves. Compte tenu du fait que son gouvernement n’avait pas eu le temps suffisant d’examiner les problèmes soulevés dans le rapport, la délégation des Etats-Unis n’était en mesure de prendre aucun engagement quant à l’octroi d’aide à la Zambie. Par ailleurs, la délégation des Etats-Unis était sérieusement inquiète des incidences que pouvait avoir cette résolution

quant au rôle des institutions spécialisées. S’agissant de la résolution politique, la délégation des Etats-Unis s’était abstenue, lors du vote, car le texte contenait des éléments que les Etats-Unis ne pouvaient accepter, et en particulier l’idée d’étendre la portée des sanctions. Cependant, la délégation des Etats-Unis approuvait d’une manière générale l’évaluation politique de la Mission spéciale.

737. Le représentant de la France a dit que les amendements apportés au texte des deux projets de résolution avaient permis à la France de se prononcer en leur faveur. Cependant, vu la brièveté du délai imparti pour examiner le rapport, la France ne pouvait pas prendre position en la matière, mais elle analyserait les conclusions du rapport dans un esprit de compréhension.

738. Le représentant du Royaume-Uni a dit que sa délégation approuvait le sens général de la résolution, à savoir qu’il y avait lieu d’examiner d’urgence les moyens de fournir une assistance à la Zambie, tant dans le cadre du système des Nations Unies qu’en dehors de celui-ci. Cependant, en ce qui concerne la résolution sur les aspects politiques de la question, la délégation britannique se demandait si elle pourrait aboutir à des résultats positifs dans la mesure où le problème n’y était pas traité de manière constructive et réaliste.

739. Le représentant du Kenya a dit que sa délégation s’était prononcée en faveur de la résolution politique parce qu’elle souhaitait contribuer à résoudre le problème de l’Afrique australe. Dans le même esprit de conciliation, le Kenya s’était prononcé en faveur de la résolution relative à l’assistance économique, parce qu’il espérait voir cesser l’agression économique contre la Zambie et que la résolution était conforme aux buts des Nations Unies. La délégation kényenne estimait que le Conseil était habilité, conformément à l’Article 55 de la Charte, à connaître des questions de relations économiques. La délégation kényenne était également d’avis que le Conseil avait le droit d’obtenir une certaine aide des institutions spécialisées.

740. Le représentant de la Zambie a dit qu’en refusant de prendre des mesures à l’encontre de la Rhodésie du Sud, le Royaume-Uni avait confirmé le fait qu’il avait intérêt au maintien du *statu quo*. Le représentant de la Zambie a ajouté que la présence de troupes sud-africaines et l’existence d’investissements étrangers considérables en Rhodésie du Sud n’étaient guère de nature à faciliter un règlement. Il ne faisait pas de doute que le régime Smith n’aurait pas duré un mois si l’on avait retiré les troupes étrangères, supprimé les investissements étrangers et appliqué les sanctions.

741. Le représentant de l’Union soviétique a dit qu’après avoir entendu la déclaration du représentant de la Zambie sa délégation était convaincue du bien-fondé de la position de ce pays en ce qui concernait la responsabilité matérielle de l’agresseur du chef d’actes ayant causé des dommages économiques à la victime.

#### E. — Communications ultérieures

742. Dans une lettre, datée du 8 juin, qu’il a adressée au Président du Conseil de sécurité (S/10951), le Président du Conseil économique et social lui a transmis le texte d’une résolution adoptée par le Conseil à sa 1858<sup>e</sup> séance, le 18 mai, intitulée “Mise en œuvre de la résolution 329 (1973) du Conseil de sécurité relative à l’assistance économique à la Zambie”.

**EXAMEN DES MESURES VISANT À MAINTENIR ET À RENFORCER LA PAIX ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES EN AMÉRIQUE LATINE CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS ET AUX PRINCIPES DE LA CHARTE**

**A. — Demande du Panama concernant la tenue d'une réunion du Conseil de sécurité à Panama**

**1. — COMMUNICATIONS REÇUES PAR LE CONSEIL DE SÉCURITÉ ET DEMANDE DE RÉUNION**

743. Par une lettre datée du 9 janvier 1973 (S/10858), le Ministre des relations extérieures du Panama a informé le Président du Conseil de sécurité que le Gouvernement de la République du Panama avait décidé de proposer, conformément au paragraphe 3 de l'Article 28 de la Charte des Nations Unies, que le Conseil de sécurité se réunisse à Panama, du 15 au 21 mars 1973, pour examiner un ordre du jour qui porterait essentiellement sur la question intitulée "Examen des mesures visant à renforcer la paix et la sécurité internationales et à favoriser la coopération internationale en Amérique latine, conformément aux dispositions et aux principes de la Charte ainsi qu'aux résolutions relatives au droit des peuples à l'autodétermination et au strict respect de la souveraineté et de l'indépendance des Etats". Le Panama mettrait à la disposition du Conseil les moyens et les services techniques nécessaires pour assurer le succès de la réunion et offrirait de contribuer adéquatement aux dépenses qu'elle entraînerait.

744. Dans une lettre datée du 8 janvier (S/10859), le représentant de la Colombie, en sa qualité de président du groupe latino-américain, a informé le Président du Conseil de sécurité que les délégations faisant partie du groupe avaient exprimé leur sympathie et leur solidarité au Gouvernement panaméen au sujet de sa décision de proposer que le Conseil de sécurité se réunisse à Panama du 15 au 21 mars 1973 et avaient décidé à l'unanimité d'appuyer cette initiative.

745. Par des lettres datées du 23 janvier (S/10867) et du 28 janvier (S/10872), les représentants du Ghana et de l'Égypte, présidents du groupe africain et du groupe arabe respectivement, ont transmis au Président du Conseil de sécurité une copie des notes envoyées par eux au Président du groupe latino-américain, exprimant la solidarité de leurs groupes à l'égard du groupe latino-américain au sujet de la tenue d'une réunion du Conseil de sécurité à Panama. Le Président du groupe latino-américain a de même envoyé au Secrétaire général, pour qu'il les fasse distribuer comme documents du Conseil de sécurité, des copies de ses réponses aux présidents des groupes africain et arabe, datées respectivement du 1<sup>er</sup> février (S/10878) et du 15 février (S/10884).

**2. — EXAMEN DE LA QUESTION AUX 1684<sup>e</sup> ET 1685<sup>e</sup> SÉANCES (16 JANVIER 1973)**

746. A sa 1684<sup>e</sup> séance, le 16 janvier 1973, le Conseil de sécurité a inscrit à son ordre du jour le point intitulé "Demande du Panama concernant la tenue d'une réunion du Conseil de sécurité à Panama".

747. Le Président a déclaré qu'au cours des consultations qu'il avait tenues à ce sujet avec les membres du Conseil la plupart des membres s'étaient prononcés en faveur de la proposition du Gouvernement panaméen. De nombreux membres du Conseil avaient également estimé que la procédure suivie l'année précédente à propos de l'invitation adressée au Conseil de

se réunir dans une capitale africaine devrait s'appliquer au cas considéré, c'est-à-dire que le Conseil devrait accepter en principe la demande du Panama et prier le Comité du Conseil de sécurité pour les réunions hors Siège du Conseil d'étudier tous les aspects — techniques, administratifs, financiers, juridiques, politiques et autres — de cette invitation, y compris la rédaction d'un ordre du jour convenu pour les débats du Conseil, et de soumettre au Conseil un rapport avec ses recommandations.

748. Le représentant du Panama a déclaré qu'à la suite de la réunion du Conseil en Afrique l'année précédente son pays avait fait des sondages préliminaires auprès des pays d'Amérique latine et des pays représentés au Conseil de sécurité au sujet de la possibilité de tenir une réunion à Panama. Les résultats avaient été positifs et le Secrétaire général en avait été tenu informé à tout instant. Selon le représentant du Panama, il existait en Amérique latine des problèmes liés au colonialisme, à la souveraineté permanente sur les ressources naturelles, au désarmement et aux zones dénucléarisées prévues dans le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco), questions à propos desquelles le Conseil de sécurité devait intensifier ses efforts en vue de s'acquitter de sa fonction principale concernant le maintien de la paix et de la sécurité internationales. La sécurité n'était pas seulement un concept militaire; elle était également, en particulier dans le monde moderne, un concept économique. Le pillage des ressources naturelles d'un Etat par un autre et la contrainte exercée pour obtenir des avantages matériels étaient des éléments de conflit latents qui devaient être évités. L'existence d'une domination coloniale était en contradiction avec le principe de l'autodétermination et avait des répercussions immédiates sur les autres parties du monde. La défense des ressources naturelles était un phénomène analogue et se présentait d'une manière plus urgente et indispensable en Amérique latine, dont les richesses avaient été pendant des siècles l'objet d'une exploitation semi-coloniale par des Etats plus développés sur le plan industriel qui, par tous les moyens possibles, essayaient encore de maintenir une situation de sous-développement colonial. Pour assurer la paix, les pays d'Amérique latine devaient mettre leurs richesses en valeur par leurs propres moyens, diriger leurs affaires sans intervention extérieure et réaffirmer leur souveraineté sans que le pouvoir militaire ou économique, qui avait constitué l'ancien impérialisme et qui cherchait encore d'autres moyens de dominer le monde, impose son odieuse volonté. Lorsqu'il se réunirait pour la première fois sur le sol latino-américain, le Conseil de sécurité pourrait faire des recommandations en vue d'assurer l'application la plus complète possible des dispositions du Traité de Tlatelolco par les Etats auxquels ce traité ou son protocole additionnel I s'appliquaient, ainsi que pour donner au Traité la plus grande efficacité possible grâce à la coopération des puissances nucléaires prévue dans le Protocole additionnel II. Souhaitant vivement que le canal de Panama soit soustrait à tout acte belliqueux et à tout conflit nucléaire, le Panama était partie au Traité et aspirait fondamentalement à ce que le régime du canal de Panama soit adapté aux prin-

cipes consacrés dans la Charte des Nations Unies. Il fallait donc éliminer les causes de conflit découlant du contrôle de cette voie interocéanique par une puissance étrangère installée sur le territoire du Panama. Le Panama espérait que le Conseil de sécurité, suivant la nouvelle politique de diplomatie préventive, pourrait, lors de son séjour à Panama, constater qu'il régnait dans la zone dite du canal de Panama une situation coloniale, car cette zone était une véritable enclave soustraite à la juridiction nationale du Panama qui divisait le territoire du pays en deux parties et empêchait l'intégration politique, économique et sociale de la République, en contradiction avec des dispositions expresses de la Charte des Nations Unies. La zone du canal de Panama était un foyer de tension internationale où existait une situation dangereuse qui pouvait devenir explosive. Le Panama réclamait une souveraineté effective et la pleine juridiction sur tout son territoire en tant que points fondamentaux d'un nouveau traité relatif au canal de Panama qui serait vraiment juste et équitable. Comme il souhaitait que son invitation au Conseil soit dans l'intérêt non seulement des Panaméens mais aussi de l'Amérique latine et du monde en général, le Panama mettrait à la disposition du Conseil de sécurité les moyens et les services techniques nécessaires pour assurer le succès de la réunion et contribuerait de façon adéquate aux dépenses encourues. Il était particulièrement important que tous les pays du groupe latino-américain de l'Organisation des Nations Unies aient appuyé l'invitation du Panama, ainsi qu'il ressortait du document S/10859. Le Panama serait très heureux de voir les hautes personnalités des Etats latino-américains et de l'Organisation des Etats américains participer à cette réunion. Le Panama était fermement convaincu que la réunion du Conseil de sécurité en Afrique avait été couronnée de succès et il promettait de faire son possible pour que la réunion de Panama ait lieu dans une atmosphère calme et constructive. Ce serait là la meilleure façon d'accroître l'enthousiasme en faveur de réunions ultérieures du Conseil de sécurité en Asie et dans d'autres parties du monde.

749. Le représentant du Pérou a dit que sa délégation appuyait chaleureusement la proposition du Gouvernement panaméen tendant à ce que le Conseil tienne en mars une réunion à Panama. Le Panama avait de nombreux titres, tant géographiques qu'historiques, pour aspirer à l'honneur d'être le siège d'une réunion aussi importante du Conseil. La réunion proposée par le Panama était parfaitement conforme à l'invitation faite aux Etats Membres par la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale d'accroître par tous les moyens possibles l'autorité du Conseil de sécurité et de ses décisions. Les pays qui faisaient partie du groupe latino-américain à l'Organisation des Nations Unies souhaitaient que le Conseil connaisse leurs problèmes et s'y intéresse d'une manière directe. Il ne s'agissait certes pas de troubler l'action de l'organe régional latino-américain. Cela n'avait pas été le cas lorsque le Conseil avait tenu une réunion à Addis-Abeba, siège de l'OUA. Il s'agissait plutôt d'observer d'un point de vue universel la mesure dans laquelle des situations de crise latente dans le continent risquaient de s'aviver et d'affecter la paix et la sécurité internationales. En apportant son ferme appui à la proposition panaméenne, la délégation péruvienne exprimait sa conviction que les membres du Conseil lui accorderaient aussi leur appui.

750. Le représentant de la France a déclaré que sa délégation acceptait volontiers le principe d'une réunion du Conseil de sécurité à Panama. La délégation française était en effet convaincue que cette réunion pouvait offrir l'occasion d'un examen utile des problèmes de l'Amérique latine liés au maintien de la paix et de la sécurité internationales et relevant donc de la responsabilité principale du Conseil. La réunion tenue par le Conseil à Addis-Abeba constituait un précédent utile à cet égard. Le Conseil pouvait donc suivre la démarche de l'année précédente et inviter son Comité pour les réunions hors Siège du Conseil à examiner les questions que soulevait l'invitation du Panama. Une distinction semblait devoir être faite entre les problèmes liés à l'organisation de la réunion et à la définition de l'ordre du jour et ceux qui portaient sur la préparation des travaux du Conseil lui-même. Il était indispensable de préparer soigneusement les travaux pour assurer le succès de la réunion dont la durée serait relativement limitée, compte tenu du nombre de représentants latino-américains qui souhaiteraient vraisemblablement s'exprimer devant le Conseil. Cette préparation pourrait, selon le représentant de la France, être effectuée par le Comité dans une deuxième phase.

751. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que sa délégation appréciait l'esprit dans lequel la proposition considérée avait été faite. Si le désir de la majorité des membres du Conseil était de l'accepter en principe, la délégation britannique était prête à se joindre à eux. Cependant, le représentant du Royaume-Uni tenait à rappeler les réserves qu'il avait exprimées précédemment au Conseil, lorsque celui-ci avait examiné l'invitation de l'OUA en vue de tenir une réunion en Afrique. Les vues de la délégation britannique sur le principe n'avaient pas changé. Tout en admettant naturellement que le Conseil de sécurité puisse tenir des réunions en d'autres endroits que le Siège de l'Organisation, comme le prévoyait la Charte, la délégation britannique souhaitait vivement que rien ne puisse affecter la capacité du Conseil de fonctionner en permanence, comme le prévoyait également la Charte. Le fait que le Conseil se soit réuni à Addis-Abeba l'année précédente correspondait à un cas exceptionnel, et le représentant du Royaume-Uni ne pensait pas que, d'une façon générale, les membres du Conseil veuillent y voir un précédent. Dans le cas considéré, aucune question directement liée aux problèmes particuliers de l'Amérique latine n'était soumise en ce moment à l'examen du Conseil, ce qui tendait normalement à affaiblir la thèse favorable à une réunion du Conseil dans cette région. Même si le Conseil était saisi de questions concernant l'Amérique latine, la délégation britannique se demanderait avec la même inquiétude si le fait de tenir une session hors de New York et plus près du champ de controverses particulières n'affecterait pas la capacité du Conseil de conduire ses débats de façon suffisamment objective. Dans la mesure où une tension existait dans cette région, rien ne permettait de croire que cette tension serait diminuée du fait que le Conseil de sécurité y tiendrait une réunion — ce serait plutôt le contraire. Selon le représentant du Royaume-Uni, il serait bon que le Comité pour les réunions hors Siège du Conseil se réunisse avant que le Conseil lui-même ne prenne une décision à cet égard. Le fait que le Comité n'ait pas élaboré les directives qu'on lui avait demandé de tracer pour toute réunion ultérieure hors de New York semblait étayer cette opinion. Il y avait un certain nombre de points à clarifier comme, par exemple, celui de savoir quel serait

le coût, pour l'Organisation des Nations Unies, d'une réunion du Conseil à Panama, ainsi que la question de l'ordre du jour, mais la délégation britannique accepterait néanmoins de se joindre aux membres du Conseil pour donner une réponse positive à la généreuse invitation du Gouvernement panaméen.

752. La représentante de la Guinée a dit que sa délégation accueillait avec sympathie l'invitation du Gouvernement panaméen. Le succès de la réunion historique tenue à Addis-Abeba avait prouvé combien il était important et opportun que le Conseil de sécurité tienne des réunions hors du Siège. Le point de l'ordre du jour proposé par le Panama était souple et offrait l'occasion d'examiner plus concrètement la question de la coopération internationale en Amérique latine en liaison avec l'examen de mesures visant à renforcer la paix et la sécurité internationales. La délégation guinéenne appuyait la proposition de M. Boyd en vue de suivre la même procédure que pour la réunion d'Addis-Abeba.

753. Le représentant de la Chine a déclaré que sa délégation appuyait la proposition de tenir une réunion du Conseil de sécurité dans la capitale du Panama et remerciait le Gouvernement panaméen pour son invitation. Cette réunion contribuerait utilement à appuyer les pays latino-américains dans la lutte qu'ils menaient pour assurer la sauvegarde de leur souveraineté, de leur indépendance nationale et de leurs ressources économiques, ainsi que pour s'opposer à l'agression, à l'ingérence, à la subversion et au contrôle des superpuissances. La délégation chinoise était prête à collaborer avec les pays qui défendaient la justice et à déployer pour cela tous ses efforts. Comme le temps pressait, le Conseil de sécurité, après avoir pris une décision, devrait passer immédiatement aux préparatifs politiques de cette réunion.

754. Le représentant de l'Australie a dit que son pays appuyerait en principe la proposition, mais avec certaines réserves. Le paragraphe 3 de l'Article 28 de la Charte devait être interprété comme signifiant que le Conseil devait normalement se réunir au Siège mais qu'il pouvait aussi se réunir ailleurs lorsque des raisons très particulières l'exigeaient. Il y avait eu des raisons particulières et convaincantes de tenir une réunion du Conseil en Afrique, mais cette décision ne devait pas être considérée comme un précédent. Il était aussi très important que s'il décidait de se réunir à Panama, le Conseil s'assure en même temps de la possibilité de pouvoir se réunir avec un court préavis à New York, au cas où il serait appelé à traiter d'une situation d'urgence ailleurs dans le monde. Le projet d'ordre du jour proposé semblait à la délégation australienne d'une portée trop large et générale et exigeait une étude ultérieure par le Comité pour les réunions hors Siège du Conseil. Malgré ses réserves, la délégation australienne appuyerait, en principe, la proposition du Panama.

755. Le représentant de l'Autriche a déclaré que son gouvernement appuyait entièrement la proposition du Panama. Cette position correspondait à la réponse faite par l'Autriche au Secrétaire général (A/8847/Add.1) lorsque celui-ci avait demandé aux Etats Membres de présenter des suggestions sur les moyens de renforcer l'efficacité du Conseil de sécurité conformément aux buts et principes de la Charte. Compte tenu de la référence faite, dans ce document, à la réunion du Conseil à Addis-Abeba, le représentant de l'Autriche ne pouvait que répéter que sa délégation y voyait un précédent heureux pour des expériences analogues qu'il y aurait lieu de réaliser à l'avenir et

qu'elle estimait qu'une réunion dans un pays d'Amérique latine serait dans cette ligne. En outre, l'Autriche avait été toujours d'avis que chaque pays devrait avoir le droit et la possibilité de demander l'inscription de questions à l'ordre du jour de n'importe quel organe de l'Organisation des Nations Unies. Le fait que le groupe latino-américain avait appuyé à l'unanimité l'invitation considérée avait eu une influence décisive sur la position prise par l'Autriche en faveur de la proposition du Panama. La délégation autrichienne était favorable à l'adoption d'une procédure analogue à celle qui avait été utilisée pour prendre une décision concernant la réunion du Conseil dans une capitale africaine.

756. A la 1685<sup>e</sup> séance, tenue également le 16 janvier, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que son pays estimait que des réunions sur les lieux mêmes où se posaient des problèmes devaient permettre de mieux résoudre ceux qui pouvaient, dans différentes parties du monde, rendre plus difficiles les relations entre les Etats. La série de réunions que le Conseil a tenues en Afrique avait montré clairement l'utilité de réunions en dehors du Siège. D'une manière générale, tous les pays d'Amérique latine reconnaissaient l'utilité et la nécessité et appuyaient l'idée de tenir une réunion du Conseil de sécurité dans cette région. En outre, une réunion en Amérique latine permettrait au Conseil de mieux prendre connaissance des problèmes qui préoccupaient les peuples latino-américains. Pour ces raisons, la délégation soviétique partageait l'avis d'autres membres du Conseil et souscrivait à la proposition tendant à accepter en principe la proposition du Gouvernement panaméen concernant la tenue de réunions du Conseil de sécurité à Panama du 15 au 21 mars et à transmettre cette proposition au Comité du Conseil de sécurité pour les réunions hors Siège du Conseil afin qu'il étudie tous les aspects concrets de cette proposition et qu'il présente un rapport et des recommandations appropriés au Conseil. Le représentant de l'Union soviétique a rappelé qu'au cours de la séance du Conseil de sécurité du 11 janvier 1972 on était parvenu à un accord unanime sur le point que les principes de base régissant la tenue de réunions du Conseil en Afrique pouvaient être appliqués dans tous les cas analogues, ainsi que l'avait souligné dans sa conclusion le Président du Conseil, et que ce point, comme on le savait, n'avait suscité aucune objection ou observation de la part des membres du Conseil de sécurité.

757. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a dit que, lorsque le Conseil avait examiné l'année précédente la question de la tenue d'une réunion du Conseil en Afrique, sa délégation avait énuméré certains facteurs qu'il y avait lieu d'étudier sérieusement quand on examinerait la question de la tenue de réunions hors du Siège de temps à autre. L'invitation considérée n'était pas tout à fait analogue à celle de l'année précédente, qui ne constituait pas un précédent. A Addis-Abeba, le Conseil avait examiné des points urgents de son ordre du jour auxquels il avait consacré une grande partie de son temps. A la connaissance de la délégation des Etats-Unis, le Conseil n'était saisi d'aucune question d'une urgence comparable concernant l'Amérique latine qui justifiait des réunions hors du Siège qui, comme le prévoyait la Charte, pouvaient être tenues à tous endroits que le Conseil jugeait "les plus propres à faciliter sa tâche". Cela étant, la tenue de la réunion proposée pouvait sembler être l'effet d'un caprice et fondée sur les intérêts particuliers et les considérations

individuelles d'un Membre. L'ordre du jour serait nécessairement vague, général et artificiel. Des questions particulières seraient presque sûrement soulevées et il en résulterait automatiquement une stimulation artificielle des débats sur un sujet qui n'appelait pas d'examen de la part du Conseil en ce moment. Ni un échange de vues sur des généralités ni un débat inutile sur des questions particulières ne seraient à l'avantage du prestige et de l'autorité du Conseil ou même de l'Organisation des Nations Unies. S'il existait des problèmes bilatéraux, le meilleur moyen et la façon traditionnelle de procéder consistaient à avoir recours à des négociations bilatérales et, par la suite, s'il en était besoin, au système régional existant, en utilisant les mécanismes prévus au Chapitre VIII de la Charte. Le représentant du Panama avait soulevé précisément un problème de cet ordre en parlant du canal de Panama, dont le statut faisait en ce moment l'objet de négociations bilatérales. Les Etats-Unis n'acceptaient pas, bien entendu, l'affirmation selon laquelle la zone du canal était une enclave colonialiste. En outre, il était déjà évident que la perspective de cette réunion du Conseil encourageait une campagne de propagande enflammée à Panama, ce qui ne contribuerait pas à créer une atmosphère propice à cette réunion, ou favorable au déroulement futur de négociations bilatérales. Le Conseil ne devait pas oublier les questions pratiques que posait la tenue de réunions hors du Siège, notamment la question des incidences financières et celle des moyens de communications. Les membres du Conseil feraient bien d'examiner attentivement les réserves qui avaient été exprimées et les conséquences du précédent que le Conseil pourrait établir s'il acceptait l'invitation du Panama.

758. Le représentant de la Yougoslavie a affirmé que sa délégation appuyait fermement et sans réserve la proposition de tenir une réunion du Conseil à Panama et a demandé instamment au Conseil de décider à l'unanimité d'accepter l'invitation du Gouvernement panaméen. Le succès, les travaux et les résultats des réunions historiques d'Addis-Abeba suffisaient en eux-mêmes à justifier que l'on accorde une attention analogue aux problèmes relatifs à la paix, à la sécurité et à la coopération internationales dans une autre grande région d'un autre grand continent. En outre, l'ordre du jour proposé permettrait d'engager un débat très utile et de prendre des décisions pertinentes sur les problèmes de l'Amérique latine concernant le maintien et le renforcement de la paix, de la sécurité et de la coopération internationales. Traiter des problèmes pertinents du Panama et de l'Amérique latine serait un exercice de diplomatie préventive, dont le monde avait grand besoin. La Yougoslavie était particulièrement reconnaissante au Panama et à tous les pays d'Amérique latine parce qu'en invitant le Conseil à les aider à régler leurs problèmes, ils avaient montré que leur confiance dans le rôle et les possibilités de l'Organisation des Nations Unies et du Conseil de sécurité n'avait pas diminué. Cette confiance était particulièrement précieuse à un moment où l'on entendait si souvent des lamentations au sujet de la prétendue baisse de prestige de l'Organisation des Nations Unies et du Conseil. Quant au libellé exact de l'ordre du jour pour la réunion à Panama et les autres questions politiques fondamentales, la délégation yougoslave se félicitait de l'esprit de souplesse dont avaient fait preuve de nombreux membres.

759. Le représentant de l'Inde a dit que sa délégation accueillait avec satisfaction l'offre du Gouver-

nement panaméen et qu'elle était certaine que la réunion serait organisée de la façon la plus satisfaisante. L'attitude de la délégation indienne était fondée sur le fait que la proposition avait reçu l'appui unanime des pays d'Amérique latine. Il était souhaitable que le Conseil réponde d'une manière positive et rapide au désir unanime d'un groupe nombreux et important de Membres de l'Organisation des Nations Unies. L'ordre du jour de la réunion envisagée était conçu en termes généraux mais importants, car le renforcement de la paix et de la sécurité internationales et le développement de la coopération internationale dans une région quelconque étaient des questions auxquelles le Conseil portait un intérêt légitime. Les différentes régions avaient à faire face à des problèmes qui leur étaient propres, et il était utile et souhaitable que le Conseil examine ces problèmes dans leur ensemble. En ce qui concernait la procédure à suivre, il ne devrait y avoir aucune difficulté à se baser sur ce qui avait été fait pour les réunions en Afrique. Tout en appuyant la proposition du Panama, la délégation indienne faisait observer qu'il y avait lieu de régler à l'avance d'importants points de fond et de procédure afin d'assurer le succès de la réunion.

760. Le représentant du Kenya a dit que sa délégation appuyait chaleureusement la proposition panaméenne non seulement en raison des liens de solidarité qui unissaient son pays et le Panama mais aussi sur la base de certains principes et considérations fondamentaux. Les succès des réunions d'Addis-Abeba avait montré la nécessité de tenir de temps à autre des réunions hors du Siège lorsque la nature des problèmes à examiner le justifiait. Son séjour à Panama aiderait considérablement le Conseil à prendre pleinement conscience des problèmes de l'Amérique latine. En outre, le fait que le Conseil s'absente du Siège ne diminuerait en rien sa capacité de faire face à toute situation imprévue; grâce aux moyens de communication modernes, le Conseil pouvait fonctionner en permanence, comme l'exigeait la Charte, à Panama aussi bien qu'au Siège. Enfin, la délégation kényenne estimait elle aussi qu'il y avait lieu d'adopter de nouveau la procédure suivie lors des réunions en Afrique.

761. Le représentant du Soudan a déclaré qu'il se félicitait de la proposition du Panama, qu'il appuyait. L'ordre du jour, qui portait sur le renforcement de la paix et la sécurité internationales et la coopération internationale en Amérique latine, était étroitement lié aux problèmes relatifs à la paix et à la sécurité en Afrique et ailleurs, et les réunions à Panama aideraient le Conseil à aborder dans une optique plus large et à mieux comprendre les problèmes qu'il avait la responsabilité de résoudre. Il était encourageant que les pays d'Amérique latine eux-mêmes accueillent favorablement la proposition d'une réunion du Conseil à Panama, et que le Panama ait offert de fournir toutes les facilités nécessaires, d'assurer la sécurité et d'apporter une contribution financière appréciable. La délégation soudanaise estimait elle aussi que le Conseil devrait accepter l'invitation en principe et prier son Comité de faire rapport sur son étude à la fin de la semaine suivante.

762. Le Président, parlant en sa qualité de représentant de l'Indonésie, a déclaré que, pour beaucoup de raisons déjà exposées par d'autres membres, son gouvernement appuyait l'invitation adressée au Conseil par le Gouvernement panaméen. La délégation indonésienne estimait également qu'il convenait de suivre la même procédure que lors des préparatifs en vue des réunions du Conseil en Afrique et que la question

devait être renvoyée au Comité du Conseil de sécurité pour les réunions hors Siège du Conseil pour examen plus approfondi de tous ses aspects.

**Décision :** *A la 1685<sup>e</sup> séance, le 16 janvier 1973, le Conseil de sécurité a décidé sans opposition a) d'accepter, en principe, l'invitation du Panama de se réunir à Panama du 15 au 21 mars 1973 et b) de prier le Comité du Conseil de sécurité pour les réunions hors Siège du Conseil d'examiner tous les aspects des besoins du Conseil, de faire des recommandations sur les aspects techniques, administratifs, financiers, juridiques, politiques et autres de la question, y compris la formulation précise d'un ordre du jour convenu, et de faire rapport au Conseil de sécurité au plus tard à la fin de la semaine suivante.*

### 3. — RAPPORT DU COMITÉ DU CONSEIL DE SÉCURITÉ POUR LES RÉUNIONS HORS SIÈGE DU CONSEIL

763. Le 25 janvier, le Comité du Conseil de sécurité pour les réunions hors Siège du Conseil a présenté son deuxième rapport (S/10868) au Conseil de sécurité. Le Comité avait tenu six séances entre les 17 et 25 janvier et avait décidé de suivre la procédure adoptée à sa première réunion, le 12 janvier 1972. Le rapport consacrait des chapitres distincts aux questions d'ordre administratif et technique, aux questions juridiques, et aux questions politiques. Il comportait également une annexe relative aux aspects administratifs, techniques et financiers des dispositions prises en vue des réunions à Panama.

764. S'agissant du financement du coût des réunions envisagées du Conseil de sécurité à Panama, le représentant des Etats-Unis avait appelé l'attention du Comité sur le fait que le gouvernement hôte devait prendre à sa charge les dépenses supplémentaires qu'entraînerait la tenue de réunions du Conseil de sécurité sur son territoire; en effet, puisque l'Assemblée générale avait établi ce principe en ce qui concernait les organes de l'Organisation des Nations Unies, par ses résolutions 2609 (XXIV) et 2960 (XXVII), le Conseil de sécurité devrait l'appliquer dans tous les cas où serait invité à se réunir hors du Siège. Certains membres du Comité avaient exprimé l'opinion que le Conseil devrait agir avec prudence dans la mesure où il pourrait créer des précédents pour l'avenir. La plupart des membres avaient néanmoins considéré que la résolution 2609 (XXIV) de l'Assemblée générale ne s'appliquait pas au pouvoir qu'avait le Conseil de sécurité, aux termes du paragraphe 3 de l'Article 28 de la Charte, de tenir des réunions hors du Siège lorsqu'il jugeait que de telles réunions seraient de nature à faciliter sa tâche, que ce fût ou non sur l'invitation d'un gouvernement hôte, et que le gouvernement hôte prît ou non à sa charge les dépenses supplémentaires. Ils avaient dès lors soutenu que les dépenses supplémentaires devaient être supportées par l'Organisation. En résumant les débats, le Président avait déclaré que tous les membres étaient d'abord pour estimer qu'il s'agissait là d'un aspect très important des travaux du Comité. La majorité avait jugé que le Conseil agissait en application des dispositions du paragraphe 3 de l'Article 28 de la Charte et que la procédure à suivre en matière de financement devrait être analogue à celle qui avait été adoptée pour les réunions d'Addis-Abeba. Les membres du Comité avaient exprimé l'espoir que l'on ferait tous les efforts possibles pour couvrir les dépenses supplémentaires des réunions hors du Siège du Conseil de sécurité en 1973 au moyen de crédits inscrits au budget ordinaire, comme on l'avait fait

pour les réunions d'Addis-Abeba, sans préjudice de l'application de cette recommandation aux futures réunions que le Conseil pourrait tenir hors du Siège.

765. Au cours des débats du Comité, il avait été souligné à plusieurs reprises que les arrangements à prendre sur le plan technique pour assurer le service des réunions à Panama et les moyens de communications qui seraient nécessaires devraient pouvoir permettre au Conseil de sécurité de s'acquitter de la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales qui lui incombait aux termes de la Charte et d'être organisé de manière à pouvoir exercer ses fonctions en permanence.

766. L'attention du Comité avait également été appelée sur la directive que le Conseil avait formulée à l'intention du Comité, le priant de s'efforcer d'élaborer des principes directeurs de caractère général susceptibles d'être appliqués à toutes les situations analogues pouvant se présenter à l'avenir (S/PV.1625). Le Comité était convenu qu'il se réunirait de nouveau dans les trois mois qui suivraient les réunions de Panama pour examiner les questions pertinentes relatives aux futures réunions du Conseil de sécurité hors du Siège, conformément à son mandat.

767. Le Comité recommandait au Conseil de sécurité :

a) Que le Conseil confirme sa décision de tenir à Panama des séances qui débuteraient le jeudi 15 mars pour se terminer le mercredi 21 mars 1973;

b) Que deux séances en principe soient tenues chaque jour ouvrable;

c) Que des comptes rendus sténographiques soient établis conformément à l'article 49 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité;

d) Que l'ordre du jour des séances qui se tiendraient à Panama soit "l'examen des mesures propres à maintenir et à renforcer la paix et la sécurité internationales en Amérique latine conformément aux dispositions et aux principes de la Charte";

e) Que le Conseil prie le Secrétaire général, étant donné que le Gouvernement panaméen s'était déclaré prêt à être l'hôte des réunions du Conseil de sécurité et à fournir certaines facilités sans frais pour l'Organisation des Nations Unies, d'entamer immédiatement des négociations avec ledit gouvernement en vue de conclure un accord de conférence selon les indications énoncées dans l'accord type annexé au premier rapport du Comité (S/10514, annexe 2);

f) Que le Conseil prenne acte avec reconnaissance de l'offre du Gouvernement panaméen d'accueillir le Conseil de sécurité sur son territoire.

768. Le Comité avait enfin décidé de recommander au Conseil de sécurité d'adopter le projet de résolution suivant :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Ayant examiné la lettre datée du 9 janvier 1973 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Ministre des affaires étrangères du Panama (S/10858) par laquelle le Conseil de sécurité était informé, au nom du Gouvernement panaméen, que ce dernier avait décidé, en se fondant sur le paragraphe 3 de l'Article 28 de la Charte des Nations Unies, de proposer que le Conseil de sécurité se réunisse à Panama du 15 au 21 mars 1973,*

*"Prenant note de l'appui unanime du Groupe latino-américain (S/10859) à la proposition du Gouvernement panaméen,*

*“Rappelant les décisions qu’il a prises à sa 1685<sup>e</sup> séance, le 16 janvier 1973, notamment la décision d’accepter en principe la proposition du Panama de se réunir dans la ville de Panama du 15 au 21 mars 1973,*

*“Prenant note avec reconnaissance de l’offre du Gouvernement panaméen d’accueillir le Conseil de sécurité, de mettre à la disposition du Conseil toutes les installations techniques et les services qui pourraient être nécessaires pour assurer le succès des séances du Conseil qui se tiendraient à Panama, et de contribuer adéquatement aux dépenses qu’elles entraîneraient,*

*“Ayant étudié le deuxième rapport du Comité du Conseil chargé de la question de la tenue de réunions du Conseil hors du Siège (S/10868),*

*“Prenant note, en particulier, des renseignements concernant les prévisions préliminaires de dépenses reproduits en annexe au rapport du Comité,*

*“Ayant présentes à l’esprit les recommandations formulées par le Comité au chapitre VII de son rapport,*

*“1. Décide de tenir à Panama des séances qui débiteront le jeudi 15 mars pour se terminer le mercredi 21 mars 1973 et dont l’ordre du jour sera “l’examen des mesures propres à maintenir et à renforcer la paix et la sécurité internationales en Amérique latine, conformément aux dispositions et aux principes de la Charte”;*

*“2. Exprime sa gratitude au Gouvernement panaméen pour s’être déclaré prêt à être l’hôte de la réunion du Conseil de sécurité et à fournir certaines facilités sans frais pour l’Organisation des Nations Unies;*

*“3. Prie le Secrétaire général d’entamer immédiatement des négociations avec le Gouvernement panaméen en vue de conclure un accord de conférence approprié conformément aux recommandations pertinentes du Comité.”*

#### 4. — EXAMEN DU RAPPORT À LA 1686<sup>e</sup> SÉANCE (26 JANVIER 1973)

769. Le Conseil de sécurité a examiné le deuxième rapport du Comité pour les réunions hors Siège du Conseil à sa 1686<sup>e</sup> séance, le 26 janvier.

**Décision :** *A sa 1686<sup>e</sup> séance, le 26 janvier 1973, le Conseil de sécurité a adopté sans opposition les recommandations figurant au paragraphe 22 du rapport du Comité pour les réunions hors Siège du Conseil (S/10868) et le projet de résolution recommandé au paragraphe 23 de ce rapport comme représentant le consensus des membres du Conseil. Le projet de résolution a été adopté à l’unanimité en tant que résolution 325 (1973).*

#### 5. — AUTRES COMMUNICATIONS

770. Par une lettre datée du 9 mars 1973 (S/10900), le représentant du Panama, président du Conseil de sécurité, a prié le Secrétaire général de faire distribuer comme document du Conseil de sécurité l’étude intitulée “L’économie du Panama et la zone du canal” qui avait été établie à la demande du Gouvernement panaméen par des experts fournis par le Bureau de Mexico de la Commission économique pour l’Amérique latine et n’avait été publiée qu’en espagnol.

#### B. — Réunions du Conseil de sécurité à Panama du 15 au 21 mars 1973

771. Conformément à sa résolution 325 (1973), le Conseil de sécurité a tenu 10 séances (de la 1695<sup>e</sup> à la 1704<sup>e</sup>) à Panama, du 15 au 21 mars 1973. L’ordre du jour provisoire de ces séances, fixé dans la résolution 325 (1973), était libellé comme suit : “Examen des mesures propres à maintenir et à renforcer la paix et la sécurité internationales en Amérique latine, conformément aux dispositions et aux principes de la Charte”. Au cours de ces réunions, le Conseil de sécurité a reçu des messages émanant du Président de la Yougoslavie, du Premier Ministre de l’Inde, du Saint-Siège et des Ministres des affaires étrangères de l’Argentine, du Brésil, du Guatemala, du Nicaragua et de la République démocratique allemande. Le Président du Conseil de sécurité a donné lecture du texte de ces messages, qui a été consigné dans les documents officiels du Conseil.

772. A la séance d’ouverture, à Panama, le Conseil a entendu des allocutions prononcées par le chef du Gouvernement du Panama, le général Omar Torrijos, et par le Secrétaire général.

773. Dans son allocution, le général Torrijos, après avoir souhaité la bienvenue aux personnalités qui s’étaient rendues dans son pays à l’occasion des réunions du Conseil a déclaré que le Panama comprenait fort bien la lutte que menaient des peuples qui souffraient de l’humiliation du colonialisme ou qui, comme les Panaméens, subissaient des restrictions ou des servitudes. Le Panama ne pouvait accepter la soumission économique d’un pays à un autre, pas plus que la pénétration politique, économique ou culturelle, qui ne sont qu’une forme du néo-colonialisme, c’est-à-dire un colonialisme voilé et déguisé empruntant l’apparence d’une assistance économique assortie de conditions, une assistance dont le but n’était pas de développer le pays mais de dominer son peuple. Le Panama avait le droit inhérent et inaliénable d’exploiter sa situation géographique au profit de son propre développement. Les peuples du tiers monde luttent pour accéder à une indépendance politique et économique véritable, donnant ainsi l’un des exemples les plus valables d’un héritage à transmettre aux générations futures. L’Organisation des Nations Unies ne devrait pas se borner à contempler en simple spectateur le drame de l’humanité mais chercher plus activement à résoudre les véritables problèmes qui se posent aux peuples. Il était extrêmement difficile de comprendre comment un pays dont la particularité essentielle avait été de ne pas être colonialiste insistait pour maintenir une colonie au cœur même du Panama. Les représentants des Etats-Unis devraient savoir qu’il y avait plus de noblesse à redresser une injustice qu’à perpétuer une erreur. Le Panama demandait une assistance morale dans une lutte entreprise par des faibles et qui ne pourrait triompher que lorsqu’elle bénéficierait de l’appui de la conscience mondiale; le peuple panaméen avait déjà atteint la limite de sa patience.

774. Le Secrétaire général a remercié le Gouvernement du Panama pour sa généreuse hospitalité et a déclaré que depuis sa création, l’Organisation des Nations Unies avait favorisé la coopération régionale. En fait, même lorsqu’il s’agissait de questions liées au maintien de la paix et de la sécurité internationales, dont le Conseil de sécurité avait la responsabilité principale, l’action régionale n’était pas exclue. Il n’était que juste que le Conseil de sécurité soit mis au courant

des problèmes et du potentiel propres à l'Amérique latine. La session que le Conseil de sécurité tenait à Panama devrait clairement démontrer aux peuples de l'Amérique latine que l'Organisation des Nations Unies prenait un profond intérêt et une part active à leur accession à une ère de paix et de prospérité.

775. A la 1696<sup>e</sup> séance, qui s'est également tenue le 15 mars, le Président a appelé l'attention du Conseil sur une lettre en date du 28 février (S/10892) que lui avaient adressée les représentants du Panama et du Pérou et, comme suite à cette demande et avec l'assentiment du Conseil, il a adressé au Secrétaire général de l'Organisation pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (OPANAL) et la délégation qui l'accompagnait, l'invitation prévue à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité. Pendant les réunions que le Conseil a tenues à Panama et conformément aux demandes qu'ils avaient faites en application de l'Article 31 de la Charte, les représentants des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies cités ci-après ont été invités, avec l'assentiment du Conseil, à participer à la discussion sans droit de vote : Algérie, Argentine, Bolivie, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Equateur, Guatemala, Guyane, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mauritanie, Mexique, République Dominicaine, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela, Zaïre et Zambie.

776. Le représentant du Pérou a appelé l'attention sur certaines situations particulières où la non-application des buts et principes de la Charte des Nations Unies mettait en danger la paix et la sécurité internationales, et il a dit que le Conseil devait connaître de ces situations afin de prévenir des conflits futurs. Il y avait tout d'abord le problème de ce que l'on appelait la zone du canal, problème auquel avait dû faire face la République de Panama depuis son accession à l'indépendance, et qui était un exemple frappant de relations inévitables entre Etats souverains. On ne pouvait définir en termes juridiques la situation du canal qu'en le qualifiant d'enclave coloniale. Il faudrait aboutir à un accord consacrant sans équivoque la pleine souveraineté et l'entière juridiction du Panama sur la totalité de son territoire, pour qu'il puisse assumer l'entière responsabilité de l'exploitation du canal interocéanique et ait le droit de disposer librement de ses ressources naturelles et de participer aux bénéfices économiques tirés de ces ressources. La solution du problème devait également garantir qu'il serait fait un usage véritablement pacifique de cette voie d'eau, dans l'intérêt de la communauté internationale, par la neutralisation du canal. La persistance de situations coloniales en Amérique latine comptait au nombre des dangers qui faisaient peser une menace constante sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales dans la région. Il était indispensable que les principes énoncés dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, soient intégralement et scrupuleusement observés. Il existait en Amérique latine d'autres situations critiques où se manifestaient toutes les formes de coercition auxquelles l'impérialisme avait recours pour maintenir sa domination intérieure et extérieure sur les pays de la région. On pouvait citer à cet égard les mesures économiques et politiques qui avaient été qualifiées d'"agression économique". Les amendements connus sous le nom d'amendements Pell, Gonzalez et Hickenlooper et d'autres textes législatifs des Etats-Unis prouvaient que

la politique suivie par ce pays était en contradiction manifeste avec les principes élémentaires de la coexistence internationale, parce qu'elle faisait obstacle au progrès des pays en voie de développement. Le Pérou continuerait à soutenir qu'il était en droit d'exercer pleinement sa souveraineté et sa juridiction maritimes sur les eaux s'étendant jusqu'à 200 milles marins de ses côtes, pour des raisons géographiques, géologiques, économiques et sociales légitimes, et ne se laisserait pas intimider par la menace de se voir appliquer des mesures de coercition. Pour les pays d'Amérique latine qui, comme le Pérou, consacraient leurs efforts à la transformation de leurs structures socio-économiques, l'un des obstacles majeurs était opposé par certaines sociétés transnationales qui tendaient souvent à avoir recours à des mesures de coercition néfastes pour la coopération internationale, à créer des situations équivalant à de virtuels blocus économiques ou financiers dans les sources internationales de crédits, voire à s'ingérer dans le commerce international lui-même. Ces activités constituaient des violations de la Charte des Nations Unies, comme cela avait été reconnu dans une série de résolutions adoptées par l'Assemblée générale. Le représentant du Pérou a également cité l'isolement de Cuba de la communauté interaméricaine et le blocus de ce pays, qui étaient contraires aux principes énoncés dans la Charte. Enfin, le Pérou, qui avait encouragé et préconisé l'adoption du Traité de Tlatelolco visant à la dénucléarisation de l'Amérique latine, demandait aux grandes puissances qui ne l'avaient pas encore fait d'y adhérer et appelait l'attention sur le danger inhérent à la poursuite des essais nucléaires, en particulier de ceux qui étaient réalisés dans le Pacifique sud.

777. Le représentant de la Guyane a déclaré que le Conseil avait manifestement le devoir de rechercher toujours de nouvelles façons de s'acquitter de ses responsabilités et l'on pouvait certainement situer dans le cadre de cette action l'élaboration et le développement de la diplomatie préventive. Le droit d'enquête que lui conférait l'Article 34 de la Charte n'était pas limité aux différends particuliers dont il était saisi sur la base de procédures contradictoires, mais pouvait être invoqué pour institutionnaliser un système de vérifications périodiques en usant avec discernement de l'autorité que conférait au Conseil le paragraphe 3 de l'Article 28. Le Gouvernement guyanais appuyait sans réserves les objectifs du Traité de Tlatelolco : la Guyane n'en était cependant pas signataire car on la disait empêchée par l'article 25 du Traité d'en accepter les obligations en raison de l'existence, avant l'accession de la Guyane à l'indépendance, d'un différend entre un pays extra-continental et un Etat d'Amérique latine. Ces mesures d'exclusion compromettaient la coopération en Amérique latine. Lorsqu'il examinerait les mesures propres à maintenir et à renforcer la paix et la sécurité internationales en Amérique latine, le Conseil devrait tenir compte de la situation économique de la région. La nouvelle impulsion donnée à la recherche de la sécurité économique se fondait sur certains principes : le respect de la souveraineté permanente de tous les Etats sur leurs ressources naturelles, qu'elles soient terrestres ou marines ou situées au fond des mers adjacentes à leurs côtes ou dans leur sous-sol; le respect et le soutien actif du droit qu'ont tous les Etats d'opérer les changements collectifs et structurels qu'ils jugent indispensables à leur progrès économique et social; la nécessité d'instaurer un dialogue véritable avec les puissances économiques dominantes, et plus spécialement avec la puissance écono-

mique dominante de l'hémisphère américain, afin que les relations économiques soient plus conformes aux objectifs déclarés de la Stratégie internationale du développement; et, au-delà des relations entre les Etats, un effort résolu pour s'attaquer aux problèmes multiples dûs à l'existence des conglomérats de puissance économique dont les sociétés multinationales portent la responsabilité. Ces efforts, qui se fondaient sur l'idée qu'il fallait compter sur soi-même demandaient et méritaient l'appui positif du Conseil à un moment où l'Amérique latine entraînait dans une période de transformation décisive. Le Conseil devrait reconnaître que l'agression économique tout comme l'agression militaire, violait les dispositions de la Charte et n'était pas seulement une menace mais un attentat contre la paix et la sécurité de la région. Il devrait s'attaquer au phénomène des sociétés multinationales et trouver le moyen d'assurer que leur caractère non gouvernemental ne leur permette pas d'échapper à son autorité. Le Conseil devrait également examiner les questions qui troublaient les relations entre le Panama et les Etats-Unis d'Amérique. Il était à l'honneur des gouvernements de ces deux pays qu'ils aient engagé un processus de dialogue et de négociations bilatérales dont l'objectif convenu était d'établir de nouvelles dispositions pour l'exploitation de cette voie d'eau si importante pour la navigation mondiale. Il était du devoir du Conseil d'accorder tout son appui et toute son aide à cette recherche d'une solution pacifique et efficace.

778. Le représentant du Mexique a rappelé que l'Assemblée générale avait exprimé, en termes particulièrement énergiques, sa conviction qu'il existait une relation étroite entre le renforcement de la sécurité internationale, le désarmement et le développement économique des pays. En ce qui concernait le désarmement, la région latino-américaine pouvait se vanter d'avoir donné au monde un exemple significatif en établissant la première — et jusqu'à présent — la seule zone régie par un statut prévoyant l'absence totale d'armes nucléaires sur des territoires à haute densité de population. Le Conseil ferait bien d'unir sa voix puissante à celles de l'Assemblée générale et du Secrétaire général pour demander instamment aux Etats pouvant devenir parties au Traité de Tlatelolco, ainsi qu'aux Etats à l'intention desquels les deux protocoles additionnels avaient été établis, de prendre toutes les mesures voulues pour que le Traité entre rapidement en vigueur à l'égard du plus grand nombre possible de pays et pour qu'il soit particulièrement efficace. S'agissant du développement économique, l'écart croissant qui séparait les pays industrialisés des pays en voie de développement était l'une des menaces les plus graves qui pesaient sur la paix mondiale. Edifier un ordre économique international juste et équitable où soient définis et protégés les droits de tous les pays, en particulier ceux des pays en voie de développement, était l'un des devoirs primordiaux de la communauté internationale. La charte des droits et des devoirs économiques des Etats proposée par le Président du Mexique à la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement en avril 1972 représenterait une contribution inestimable à l'accomplissement de ce devoir primordial et il fallait espérer qu'elle prendrait bientôt effet. La coopération économique entre nations dans le cadre qu'elle instituait serait l'un des moyens les plus efficaces de consolider la paix. Le problème du canal de Panama touchait par certains aspects la communauté internationale tout entière; si les deux parties directement intéressées

s'efforçaient d'adapter leurs positions respectives aux principes de la Charte des Nations Unies, il ne serait pas difficile de parvenir à un accord mutuellement et généralement accepté. L'Amérique tout entière attendait le résultat du processus en cours. Il était difficile, de nos jours, de concevoir qu'un traité à perpétuité puisse demeurer en vigueur, surtout lorsque l'une des parties en supportait toutes les charges et que l'autre jouissait de toutes — ou de presque toutes — les prérogatives.

779. Le représentant de la Colombie a déclaré que les pays d'Amérique latine considéraient qu'un Etat souverain et indépendant devrait avoir le droit d'exploiter les ressources naturelles de son territoire. Les capitaux étrangers devaient être investis dans la région en vue d'apporter une participation authentique au développement économique et social des pays et non à des fins de spéculation; ils pourraient être d'une aide précieuse pour le développement s'ils avaient pour effet de favoriser — et non d'entraver — le progrès de l'industrie nationale par l'apport de contributions techniques véritables. Il était essentiel de réglementer le prix des produits de base et d'ouvrir des marchés aux produits de transformation pour mettre fin au système du mercantilisme colonial, qui avait imposé l'échange des produits industriels de quelques pays privilégiés contre les matières premières des pays pauvres. Il serait également nécessaire de réévaluer la situation financière et monétaire. Si l'on recherchait sincèrement la paix et la sécurité, il était indispensable de tenir compte en priorité de la situation économique des pays du tiers monde, au nombre desquels étaient les pays d'Amérique latine. Pour ce qui était du désarmement, dont la responsabilité incombait au premier chef aux grandes puissances, la Colombie jugeait souhaitable d'éliminer les armements inutiles ou trop perfectionnés en Amérique latine : cela permettrait de contribuer au désarmement universel et d'accroître les investissements consacrés au développement économique et social. Le Traité de Tlatelolco était un instrument indispensable pour éviter que l'Amérique latine ne devienne un dépôt d'armes nucléaires ou un terrain d'essais atomiques. Quant au droit de la mer, il fallait incorporer dans le droit international la doctrine de la souveraineté des Etats riverains sur les ressources biologiques des mers adjacentes à leurs côtes, afin de conserver ces ressources au profit de ces Etats, tout en sauvegardant la liberté de navigation et de survol. Le problème du canal de Panama était une question bilatérale, et les deux Etats intéressés avaient engagé des négociations directes dont il fallait espérer qu'elles permettraient d'aboutir à une solution. Il apparaissait évident qu'en vertu du droit international tout Etat indépendant était clairement en droit d'exercer un pouvoir souverain sur le territoire que délimitaient ses frontières nationales. Soutenir le contraire équivalait à maintenir à perpétuité des situations de domination coloniale. D'un autre côté, la Colombie jouissait de certains droits spéciaux de passage par le canal de Panama et il était de l'intérêt de tout le continent que toutes les nations puissent l'emprunter librement. Ce canal interocéanique était l'une des routes maritimes les plus importantes du monde et il était essentiel pour le commerce et les communications internationales que l'on puisse transiter librement par cette voie.

780. Le représentant de Cuba a déclaré que la situation de l'hémisphère américain révélait clairement l'écart grandissant entre le sous-développement — qui ne faisait que s'aggraver — de l'Amérique latine et le

développement croissant des Etats-Unis qui, usurpant les droits de la population autochtone, exploitaient les richesses des pays d'Amérique latine, s'approprièrent leurs ressources naturelles, profitaient sans retenue de la main-d'œuvre, investissaient à des fins d'exploitation, imposaient une dépendance financière, bloquaient le développement des connaissances scientifiques en transférant des techniques dépassées, se livraient à une pénétration idéologique et instaurent une domination politique, diplomatique et militaire. On ne pouvait pas compter sur la coopération internationale des impérialistes pour briser le cercle vicieux des relations entre les pays capitalistes développés et les nations sous-développées et dépendantes. Il ne pouvait y avoir libération et développement sans un bouleversement révolutionnaire des structures économiques et sociales modifiant de façon radicale les moyens de production — par exemple la réforme agraire et la nationalisation des secteurs clefs de l'économie. Cuba, le Chili et le Pérou étaient les premiers exemples de la nouvelle situation révolutionnaire qui se répandait en Amérique latine pour mettre fin aux odieuses conditions d'existence des pays de la région. Dans le domaine du désarmement, Cuba n'avait pas souscrit au Traité de Tlatelolco parce que la réalisation de ses objectifs demeurerait illusoire tant qu'il ne porterait pas également sur la dénucléarisation de la seule puissance nucléaire de l'hémisphère. La principale question à l'ordre du jour était en fait la menace que les relations néo-coloniales imposées par les Etats-Unis au Panama dans le cadre d'un traité violant les normes les plus élémentaires du droit international faisaient peser sur la paix et la sécurité dans l'hémisphère. Cuba était d'avis qu'il fallait mettre fin au caractère perpétuel de cet accord néo-colonial comme aux concessions qu'il contient car il n'y avait pas eu de libre consentement. La volonté des Etats-Unis avait été imposée sans l'approbation du peuple panaméen. Comme cette enclave néo-coloniale portait atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale du Panama, il fallait restituer à ce pays la pleine jouissance de ses pouvoirs inhérents sur l'isthme tout entier. Cuba estimait qu'il était indispensable de démanteler les bases militaires et de neutraliser le canal. Cuba pensait en outre que la nationalisation de cette ressource naturelle au profit de son peuple constituait un droit inaliénable et imprescriptible du Panama, droit qui devait être exercé immédiatement. Si l'on voulait assurer la paix et la sécurité en Amérique latine, les droits à l'indépendance pleine et entière, à la souveraineté et à l'autodétermination devaient être respectés, et notamment le pouvoir et le droit qu'avaient tous les Etats d'effectuer des changements structurels et de choisir la voie qu'ils entendent suivre pour se développer sans ingérence étrangère, que celle-ci prenne la forme d'un blocus économique, d'un embargo sur le commerce, d'actions coercitives dans le cadre des organisations internationales de crédit, de pressions diplomatiques, de représailles directes ou indirectes, de frontières idéologiques, d'amendement Hickenlooper ou d'agression ouverte ou voilée. Le moment était venu d'éliminer toutes les formes et manifestations de colonialisme et de néo-colonialisme en Amérique latine, notamment l'Etat libre associé de Porto Rico, les activités séditieuses des sociétés transnationales et la base navale de Guantánamo, partie du territoire national cubain saisie contre la volonté expresse du peuple cubain et servant depuis le triomphe de la révolution cubaine de repaire de contre-révolutionnaires et d'espions. Il incombait au Conseil de sécurité d'établir le cadre politique et juridique propre à garantir la recon-

naissance, la jouissance et le respect des droits souverains du Panama dans ses négociations avec les Etats-Unis au sujet de la zone du canal. De deux choses l'une : ou le canal et la zone du canal devenaient panaméens et l'on permettait à l'Amérique latine de se libérer et de se développer, ou la paix et la sécurité seraient de plus en plus menacées dans cette région du monde.

781. Le représentant des Etats-Unis, exerçant son droit de réponse, a rejeté catégoriquement les calomnies que le représentant de Cuba avait dirigées contre son pays, et il s'est élevé contre les incitations à la haine qui avaient empoisonné l'atmosphère du Conseil de sécurité, organe qui devait œuvrer en faveur de l'amitié et de la concorde. Les accusations portées contre les Etats-Unis étaient tellement loin de la vérité qu'elles ne valaient pas la peine qu'on y réponde en détail. Il existait de nombreux différends qui devaient être réglés patiemment par la diplomatie dans l'hémisphère occidental et dans le monde, mais ce n'était pas l'exposé qui venait d'être fait qui permettrait d'atteindre les buts élevés du Conseil de sécurité ni de répondre aux espoirs que le monde mettait en cet organe et en l'Organisation des Nations Unies. La réunion en cours avait pour but de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité dans l'hémisphère occidental; les déclarations du représentant de Cuba n'avaient rien fait pour promouvoir cet objectif.

782. A la 1697<sup>e</sup> séance, le 16 mars, le représentant de l'Equateur a déclaré que le Conseil de sécurité, en étudiant les problèmes touchant la sécurité et la souveraineté des nations d'Amérique latine devait s'occuper du problème de Panama, question qui devait être résolue de façon juste et adéquate car elle affectait les intérêts panaméens ainsi que ceux de toute la communauté de l'hémisphère. Il était indispensable de respecter scrupuleusement l'égalité juridique des Etats, et la sécurité politique devait aller de pair avec la sécurité économique. Pour garantir la sécurité de l'Amérique latine, il fallait assurer son développement économique et son épanouissement social et culturel. A cette fin, il fallait nécessairement reconnaître le droit de tous les Etats de jouir de leurs ressources naturelles et de les exploiter dans le cadre de leur souveraineté et de leur juridiction. La question des droits de pêche dans les régions situées au large des zones côtières et l'hégémonie stratégique, politique et économique qui méconnaissait les droits légitimes de l'Amérique latine sur l'espace marin constituaient une source de profonde inquiétude et une menace à la sécurité de l'Amérique. Cette usurpation non seulement entravait le développement en détournant des ressources, mais encore représentait une atteinte à la souveraineté et à la dignité des pays. L'Equateur rejetait catégoriquement ce type de politique tout comme il protestait contre les systèmes de sanctions imposés par les grandes puissances en dehors des limites de leur juridiction pour limiter les droits des Etats riverains sur les mers adjacentes, le fond et le sous-sol de ces mers et les ressources naturelles qui s'y trouvaient. En Amérique latine, comme dans le reste du monde, les normes et principes qui régissent la coexistence internationale devaient prévaloir. C'était uniquement en observant scrupuleusement ces principes que l'on pouvait garantir le respect mutuel entre les Etats et l'exploitation sans restriction de leurs ressources naturelles au profit du développement des peuples. Toute politique qui irait, directement ou indirectement, à l'encontre de ces postulats fondamentaux créerait une atmosphère de trou-

ble et compromettrait la sécurité internationale. L'Equateur était fermement convaincu qu'au Panama le Conseil de sécurité devrait examiner attentivement les grands problèmes qui préoccupaient l'Amérique latine et défendre ainsi la sécurité et le développement des populations, sous l'empire et la garantie des principes qui inspiraient l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Etats américains.

783. Le représentant du Chili a estimé qu'il était particulièrement important que le Conseil de sécurité s'acquitte de ses responsabilités dans le cas de l'Amérique latine parce que des actes arbitraires et des injustices avaient été commis sous le couvert d'interprétations imposées par le pays le plus puissant du continent. Les mesures coercitives appliquées à l'encontre de Cuba dans le cadre du système régional de sécurité de l'OEA, qui constituaient une grave menace à la paix, étaient l'une des questions de la plus haute importance juridique et politique que le Conseil de sécurité devrait examiner. Le Conseil devrait également tenir compte des résolutions de l'Assemblée générale visant à donner effet à la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale, à savoir les résolutions 2880 (XXVI) et 2993 (XXVII) de l'Assemblée générale. Les dispositions législatives internes des Etats-Unis constituaient une autre forme des pressions exercées par l'impérialisme pour continuer à dominer d'autres pays. Certaines de ces lois touchaient le Pérou et l'Equateur qui, avec le Chili, étaient membres du système maritime du Pacifique sud, destiné à préserver et à protéger les richesses économiques de la zone maritime des 200 milles. D'autres lois, notamment celle qui avait donné pour instructions au représentant des Etats-Unis de voter contre les demandes de crédit présentées par les pays qui avaient nationalisé des biens et des intérêts américains, constituaient une grave menace pour la sécurité économique du Chili, en violation des résolutions susmentionnées de l'Assemblée générale. L'initiative du Président du Mexique tendant à établir une charte des droits et des devoirs économiques des Etats constituaient un moyen efficace de renforcer la paix et la sécurité et avait l'appui enthousiaste du Gouvernement chilien. Parce que le Gouvernement chilien avait constamment eu pour politique de récupérer ses ressources naturelles et les secteurs vitaux de son économie, le Chili avait souffert des conséquences de toute une série d'actes d'agression, directe ou indirecte, de la part de quelques grandes sociétés transnationales qui avaient été touchées par cette politique. Certains de ces actes, de notoriété publique, étaient même criminels, et la délégation chilienne tenait à appeler l'attention sur cette question parce qu'elle constituait l'une des menaces les plus graves pesant sur le Chili en violation des principes du droit international contenus dans les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. Enfin, le Chili s'inquiétait de voir que, du fait de l'intransigeance d'une grande puissance, la question du canal de Panama n'avait pas été résolue dans le cadre de négociations bilatérales. Devant cet état de choses, qui menaçait un petit Etat épris de paix et pouvait mettre en péril la paix et la sécurité internationales, la délégation chilienne exprimait la solidarité de son gouvernement avec la juste cause du Gouvernement et du peuple panaméens, qui luttaien pour recouvrer l'entière souveraineté sur tout le territoire situé à l'intérieur de leurs frontières et pour obtenir le retrait des bases militaires établies sans leur consentement.

784. Le représentant d'El Salvador, après avoir retracé l'historique de la question du canal de Panama, a déclaré que le statut du canal constituait un anachronisme politique dont il fallait espérer qu'il serait révisé de façon adéquate le moment venu, tout d'abord par les efforts des parties directement intéressées ou, ensuite, par les organes appropriés du système régional et de la communauté internationale : la participation de tous les pays de la région et du monde pourrait être indispensable pour encourager et aider un règlement direct. La souveraineté sur les ressources naturelles était un droit incontestable et, au cours des dernières années, l'opinion publique mondiale s'était élevée contre tout ce qui pouvait s'opposer à l'exercice de ce droit. La plus grande ressource naturelle du Panama était visiblement sa situation géographique. El Salvador appuyait sans réserve, comme d'autres Etats d'Amérique latine, les revendications du Panama sur la zone du canal. Le Gouvernement salvadorien lançait un appel aux gouvernements amis directement intéressés dans cette controverse pour qu'ils revoient leurs relations et leurs accords et appliquent les principes qu'ils connaissaient bien pour avoir contribué à les dégager depuis qu'ils participaient à des organisations internationales. Le représentant d'El Salvador a exprimé sa conviction que le territoire divisé du Panama constituerait bientôt une unité géographique, politique et juridique, et que ses grandes ressources géographiques profiteraient dorénavant aux Panaméens eux-mêmes, ce qui permettrait à ce pays d'accomplir sa mission universelle en mettant ses ressources à la disposition des navires de tous les pays du monde.

785. Le représentant de l'Argentine a déclaré que son gouvernement appuyait le Panama, qui revendiquait une pleine et entière souveraineté sur la zone du canal, et espérait qu'on parviendrait à l'avenir, en intensifiant les négociations, à répondre de façon satisfaisante aux aspirations de ce pays. Il fallait de nouvelles normes juridiques pour réglementer la situation et pour l'adapter aux réalités du monde contemporain; le caractère perpétuel du Traité de 1903 devait faire place à de nouveaux éléments d'ordre politique, économique et juridique. L'Amérique latine avait toujours attaché la plus grande importance au principe de la paix par le droit, et cet héritage juridique représentait l'une des plus importantes contributions de cette région à la communauté internationale. L'Argentine avait toujours insisté sur l'importance fondamentale de principes tels que ceux de la non-intervention dans les affaires intérieures et extérieures des Etats, du respect du pluralisme idéologique, du rejet de l'ingérence étrangère sous toutes ses formes, de l'égalité juridique entre les Etats, du règlement pacifique des différends internationaux, de l'opposition au recours à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations entre Etats, du respect de l'intégrité territoriale de tout Etat, de la non-reconnaissance de l'acquisition de territoires par la force, du non-recours à des mesures coercitives, qu'elles soient de nature politique ou économique, du droit à l'autodétermination des peuples sous réserve de garantir comme il convient l'intégrité territoriale des Etats, de la protection des droits fondamentaux de la personne humaine et de la condamnation de toutes les formes de violence qui menacent ces droits, du droit souverain de tout peuple de disposer librement de ses ressources naturelles, de l'obligation de protéger l'environnement commun, de l'établissement d'une base équitable pour la structure des échanges internationaux et de l'adoption de mesures destinées à empêcher que

ne soient prises des décisions pouvant nuire aux pays en voie de développement dans les domaines économique et financier. La poursuite de la course aux armements était l'une des données qui jouaient à l'encontre de la détente. L'Argentine était d'avis qu'il fallait donner une nouvelle impulsion aux négociations sur le désarmement. A cet effet, il était indispensable que toutes les puissances dotées d'armes nucléaires, notamment la France et la République populaire de Chine, y participent. La persistance de situations coloniales dans toutes les régions du monde constituait un autre facteur perturbant la sécurité internationale. Conformément à la résolution 2065 (XX) de l'Assemblée générale, il fallait poursuivre des négociations pour trouver une solution pacifique au différend opposant l'Argentine et le Royaume-Uni à propos de la souveraineté sur les îles Malvinas. Si le Royaume-Uni n'était pas disposé à poursuivre les négociations recommandées dans ladite résolution, l'Argentine s'estimerait libre d'agir pour chercher à éliminer définitivement cette situation coloniale anachronique. La persistance d'une telle situation ne pourrait qu'être une source de friction dans toutes les relations avec l'Amérique latine, en particulier parce que la question des îles Malvinas n'était pas le seul vestige colonial dans le continent américain.

786. M. Gros Espiell, secrétaire général de l'OPANAL, auquel une invitation avait été adressée en application de l'article 39 du règlement intérieur provisoire, a exposé au Conseil un certain nombre de considérations relatives au Traité de Tlatelolco et a indiqué la façon dont le Conseil de sécurité pourrait contribuer à résoudre les problèmes que posaient la paix et la sécurité en Amérique latine. Il a décrit les dispositions du Traité ainsi que le rôle de l'Organisation pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine, et il a exprimé l'espoir que les deux Etats d'Amérique latine qui n'avaient pas encore signé le Traité, ainsi que les deux Etats signataires qui ne l'avaient pas encore ratifié, seraient bientôt en mesure de le faire. Deux des quatre Etats n'appartenant pas à l'Amérique latine qui étaient responsables de territoires situés dans cette région, à savoir le Royaume-Uni et les Pays-Bas, avaient signé et ratifié le Protocole additionnel I au Traité mais les deux autres ne l'avaient pas fait. S'ils signaient et ratifiaient le Protocole, cela contribuerait de façon fondamentale à la paix et à la sécurité de la région. Deux Etats dotés d'armes nucléaires, les Etats-Unis et le Royaume-Uni avaient signé et ratifié le Protocole additionnel II, et la République populaire de Chine avait fait un premier pas important en s'engageant à respecter la dénucléarisation à des fins militaires de l'Amérique latine, mais les deux autres Etats dotés d'armes nucléaires n'avaient pas signé ce Protocole. Il fallait espérer que le Conseil de sécurité se joindrait à l'Assemblée générale pour leur demander de signer ce document.

787. A la 1698<sup>e</sup> séance, tenue le même jour, le représentant de la Jamaïque a dit que l'une des causes profondes de la tension internationale était le déni effectivement opposé au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Craignant pour sa sécurité, le peuple de Belize n'avait pas été en mesure de revendiquer la souveraineté et l'indépendance qui lui revenaient de droit. L'ingérence par certains Etats dans les affaires intérieures d'autres Etats et le maintien de vastes arsenaux étaient également parmi les causes de tensions internationales. En outre, la coopération internationale dans les relations économiques était nettement insuffi-

sante. Les pays devaient s'attaquer au problème de la pauvreté et du sous-développement et assurer à leurs habitants le niveau de vie élevé qu'ils réclamaient alors que le système des relations économiques internationales garantissait que les nations riches continueraient d'avoir la part du lion des bénéfices retirés de la production. Il n'existait à longue échéance aucune cause de tension ou aucune menace à la paix internationale plus grave que les conditions qui régissaient les relations économiques entre Etats. S'agissant du canal de Panama, le représentant de la Jamaïque a fait remarquer que le Traité initial de 1903 avait été révisé deux fois, et que dans les deux cas, tenant compte de l'évolution des relations entre les parties intéressées, il avait été convenu d'y apporter des réajustements importants en faveur du Panama. Aussi fallait-il encourager les deux parties à poursuivre le processus de négociation pacifique, fondé sur le principe de l'égalité souveraine des Etats. En ce qui concernait le désarmement, le représentant de la Jamaïque a instamment invité les grandes puissances qui ne l'avaient pas encore fait à signer et à ratifier sans retard le Protocole additionnel II au Traité de Tlatelolco, et il a pressé tous les Etats indépendants de la région de devenir parties au Traité lui-même. Il importait que le Conseil s'occupe activement non seulement des menaces directes et imminentes à la paix qui pourraient surgir en Amérique latine, mais également des causes de tension, des inégalités économiques et des cas où le principe de la non-intervention dans les affaires intérieures des Etats n'avait pas été respecté, qui pouvaient aboutir en fin de compte à la rupture de la paix et à l'effondrement de la sécurité internationale.

788. Le représentant du Venezuela a déclaré que l'une des conditions nécessaires à l'établissement d'une paix complète et véritable serait l'égalité réelle entre les communautés nationales, notamment l'élimination définitive du racisme. Une autre condition serait qu'existent entre les peuples du monde des relations fondées sur les principes de la justice sociale internationale. Une troisième serait l'établissement d'une solidarité agissante, capable de donner réellement aux différents peuples du globe un sentiment d'unité. En Amérique latine, on avait clairement conscience du fait que tous les Etats avaient le droit souverain de se développer, d'explorer, de conserver, d'exploiter, d'utiliser leurs ressources naturelles ou d'en disposer à leur gré. On appuyait également fermement le principe que toute tentative visant à empêcher l'exercice de ce droit légitime pouvait mettre en danger le principe de l'autodétermination et de la non-intervention et devenir une menace à la paix et à la sécurité internationales. Dans le cas du canal de Panama, les négociations entre les parties n'avaient pas donné les résultats escomptés, mais il fallait espérer que les deux Etats, avec lesquels le Venezuela entretenait des relations cordiales, pourraient arriver à une solution juste et équitable par des négociations directes, méthode par excellence de règlement pacifique des différends. Le représentant du Venezuela a réaffirmé l'entière solidarité du peuple et du Gouvernement vénézuéliens avec le peuple et le Gouvernement panaméens dans leurs justes revendications.

789. Le représentant de l'Uruguay a déclaré que son pays considérait la question du canal de Panama comme une affaire bilatérale, encore que les principes en cause et les intérêts en jeu méritent de retenir l'attention générale. Cette question faisait l'objet de négociations entre le Panama et les Etats-Unis, et l'Uruguay espérait

ardemment qu'elles aboutiraient à une solution satisfaisante pour les deux parties, conformément aux principes de justice, d'équité et d'égalité souveraine des Etats. Le représentant de l'Uruguay a également souligné l'importance que son pays attachait au Traité de Tlatelolco, qui servait d'instrument de paix et de sécurité sur le continent, et il a instamment prié le Conseil de sécurité d'aider à obtenir la signature et la ratification du Traité et de ses protocoles. L'Uruguay, inébranlablement acquis au principe du droit qu'ont toutes les nations à la souveraineté sur leurs ressources naturelles, a réitéré son plein droit d'utiliser les ressources de sa mer territoriale, dont les limites extérieures étaient légitimement fixées à 200 milles marins, ainsi que d'exploiter les ressources de son plateau continental.

790. Le représentant du Costa Rica a estimé que la question du canal de Panama était une question bilatérale qui devait être résolue directement par les parties intéressées. Il a émis l'espoir que les négociations bilatérales reprendraient dans un esprit d'harmonie et de justice. Le Costa Rica appuyait fermement les aspirations du Panama inhérentes à l'effort que ce pays déployait pour renégocier le Traité du canal et s'assurer ainsi la souveraineté intégrale sur la zone du canal et une plus grande part des avantages découlant de sa situation géographique. La position du Costa Rica à cet égard ne traduisait aucune animosité à l'égard du Gouvernement des Etats-Unis, avec qui le Costa Rica avait d'excellentes relations et dont les diplomates étaient décidés à arriver à une juste solution du problème. L'histoire montrait qu'aussi longtemps que le Traité demeurerait en vigueur, il ne pourrait y avoir de traitement équitable pour le Panama. Les Etats-Unis doivent accorder au Panama l'abrogation du Traité du canal de 1903 et le remplacer par un autre qui réglerait de façon équitable l'exploitation et la défense du canal de Panama, avec la participation du Panama à l'administration du canal, sans que les Etats-Unis revendiquent la souveraineté sur la zone du canal ni des privilèges pour leurs ressortissants, et sans priver les Panaméens des avantages légitimes de leur situation géographique; c'est ainsi qu'on éliminera pour toujours l'irritante situation que représente le maintien d'un gouvernement au sein d'un autre gouvernement.

791. Le représentant de la Bolivie a déclaré qu'aucun programme visant à développer l'intégration de l'Amérique latine ne pouvait être réellement efficace tant que son pays demeurerait isolé et privé de littoral; pas plus qu'une tribune internationale ne pouvait se reposer sur ses lauriers tant qu'elle n'aurait pas trouvé une solution au problème boliviano-chilien. La Bolivie se joignait aux protestations contre d'autres injustices, mais rien n'avait été dit sur le droit de tous les peuples d'avoir accès à la mer. Les populations prisonnières des montagnes étaient isolées, et leur progrès économique, social et politique était indéfiniment retardé. Le Gouvernement et le peuple boliviens avaient la ferme volonté de revenir à la mer. On ne pouvait nier ce droit incontesté et permanent que si l'on voulait perpétuer une injustice et condamner à l'asphyxie une nation qui avait prouvé sa solidarité sincère avec les peuples épris de paix et de liberté, y compris celui du Panama.

792. Le représentant du Guatemala, exerçant son droit de réponse, s'est référé au sujet de Belize, les représentants de la Guyane et de la Jamaïque ayant fait allusion aux intentions d'un "pays voisin", Belize. Il a déclaré que le Guatemala avait mené une lutte tenace pour reprendre une partie de son territoire, mais que

le développement de Peten, le département septentrional du Guatemala, avait été entravé par un mur constitué par une colonie britannique qui lui barrait l'accès à la mer. Le développement de Peten et Belize, unis du point de vue géopolitique, les rendait indispensables l'un à l'autre. Les conversations menées par le Royaume-Uni pour trouver une solution équitable au problème, où intervenaient parfois des représentants de Belize, avaient été suspendues pour le moment parce qu'à la fin de 1971, par mesure d'intimidation, des forces britanniques considérables avaient débarqué sur le territoire de Belize et s'y trouvaient toujours. Le Guatemala avait toujours recherché une solution équitable, s'efforçant de sauvegarder le droit et la justice et d'assurer le développement équilibré de la région. S'agissant de la population de Belize, le Guatemala lui avait offert aide et assistance pour lui permettre de se développer comme partie intégrante du Guatemala dans une atmosphère de paix et de sécurité. Les droits du Guatemala sur le territoire de Belize étaient inaliénables et imprescriptibles. Peut-être qu'un jour le Guatemala serait forcé de s'adresser au Conseil de sécurité, mais pour l'instant le problème n'avait pas encore été soumis à cet organe.

793. Le Président, intervenant en tant que représentant du Panama, a présenté le projet de résolution ci-après (S/10931), parrainé par le Panama et le Pérou, concernant le canal de Panama :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Ayant examiné la question de la zone du canal de Panama dans le cadre du point intitulé "Examen des mesures propres à maintenir et à renforcer la paix et la sécurité internationales en Amérique latine, conformément aux dispositions et aux principes de la Charte",*

*"Considérant que l'un des buts des Nations Unies est l'ajustement ou le règlement, conformément aux principes de la justice et du droit international, de différends ou de situations de caractère international susceptibles de mener à une rupture de la paix,*

*"Ayant entendu les déclarations des représentants de la République du Panama et des Etats-Unis d'Amérique,*

*"1. Prend note de ce que les deux gouvernements, dans la Déclaration commune signée devant le Conseil de l'Organisation des Etats américains le 3 avril 1964, sont convenus de conclure un accord juste et équitable;*

*"2. Prend note également de l'intention manifestée par les Gouvernements du Panama et des Etats-Unis d'Amérique d'inclure dans des instruments formels les points d'accord suivants :*

*"a) Abroger le Traité du canal de l'isthme de 1903 et les amendements audit Traité;*

*"b) Conclure un traité entièrement nouveau concernant l'actuel canal de Panama;*

*"c) Respecter la souveraineté du Panama sur la totalité de son territoire;*

*"d) Assurer la réintégration du territoire dénommé zone du canal dans la République du Panama, en mettant fin à ladite zone en tant que territoire soumis à la juridiction des Etats-Unis d'Amérique;*

*"e) Rendre au Panama les prérogatives juridictionnelles assumées par les Etats-Unis dans le territoire dénommé zone du canal de Panama, aux dates qui feront l'objet de négociations par les parties;*

*"f) Jeter les bases de la prise en charge par la République du Panama de la pleine responsabilité du fonctionnement du canal;*

"3. *Recommande* aux gouvernements intéressés de consacrer rapidement par un nouveau traité les points d'accord énoncés ci-dessus, dans le but d'éliminer les causes de conflit surgies dans leurs relations;

"4. *Demande instamment* aux Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et de la République du Panama de poursuivre leurs négociations sur un plan élevé d'amitié, de respect et de coopération;

"5. *Déclare* que la neutralisation effective du canal de Panama favorisera la paix et la sécurité internationales et le maintien de l'utilisation pacifique du canal par la communauté internationale;

"6. *Décide* de soumettre à l'Assemblée générale des Nations Unies, pour inscription à l'ordre du jour de sa prochaine session ordinaire, le point intitulé "Question de la neutralisation des canaux interocéaniques";

"7. *Décide* de maintenir la question à l'étude."

794. Présentant le projet de résolution, le représentant du Panama a déclaré que les deux délégations avaient été encouragées à soumettre ce projet par les déclarations qui avaient été faites concernant la situation dans la zone du canal de Panama et le canal lui-même, et par le fait que le Conseil était habilité à adopter des mesures efficaces en vue de prévenir et d'éliminer les menaces à la paix. Le Panama et les Etats-Unis s'étaient engagés à se mettre d'accord sur un règlement juste et équitable du problème mais les deux parties n'avaient pu jusqu'ici parvenir à un accord satisfaisant et la controverse avait créé une situation explosive d'où pouvait résulter un danger pour la paix et la sécurité internationales. Le Conseil était manifestement habilité à étudier le problème. Etant donné que les Etats-Unis, par l'intermédiaire de leurs représentants les plus éminents, avaient fait savoir qu'ils étaient prêts à passer des accords officiels et précis sur la zone du canal et la voie interocéanique, le projet de résolution offrait une formule constructive qui pourrait permettre au Conseil de sécurité, dans l'exercice des pouvoirs dont il était investi en vertu du paragraphe 2 de l'Article 37 de la Charte, d'indiquer les moyens par lesquels les deux parties pourraient résoudre le problème.

795. Le représentant du Royaume-Uni, exerçant son droit de réponse, a rejeté la relation qu'avait faite le représentant du Guatemala de l'évolution de la situation concernant le Honduras britannique (Belize). Il est convenu que le problème ne se trouvait pas à l'ordre du jour du Conseil, et la délégation britannique ne tenait pas à ce qu'il y soit inscrit. Néanmoins, il ne doutait aucunement de la souveraineté britannique sur le Honduras britannique (Belize) et partageait l'espoir qu'un règlement pacifique pourrait être obtenu à la faveur d'entretiens entre les deux gouvernements.

796. A la 1699<sup>e</sup> séance, le 19 mars, le Conseil de sécurité a fait droit à une demande des représentants de la Guinée, du Kenya et du Soudan contenue dans une lettre datée du 16 mars (S/10930) le priant d'inviter, conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire, M. Mamadou Diarra, secrétaire exécutif de l'Organisation de l'unité africaine à New York, à prendre la parole devant le Conseil. Des invitations similaires ont été adressées au titre de l'article 39 au Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et au Président du Comité spécial de l'*apartheid*, qui avaient adressé des lettres au Président du Conseil de sécurité l'informant que ces deux Comités

de l'ONU avaient décidé de demander que leurs présidents respectifs soient autorisés à prendre la parole devant le Conseil.

797. Le représentant de la Trinité-et-Tobago a insisté pour que l'on encourage les Gouvernements panaméen et américain à reprendre les négociations dans les plus brefs délais sur la base des principes des relations internationales à présent acceptés dans le monde contemporain. Le Gouvernement de la Trinité-et-Tobago appuyait le Panama dans sa volonté de conclure un accord juste et équitable. Il s'est également référé à un autre résidu historique — la tendance des organisations régionales à ne pas observer le principe d'universalité et de non-discrimination dans les relations entre les Etats. Il a déploré les dispositions d'exclusion qui persistent dans le système interaméricain, ainsi que le fait que Cuba demeure séparé de ce système. En outre, le Gouvernement de la Trinité-et-Tobago a appuyé le souci légitime de la population du Honduras britannique d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance. Enfin, la délégation de la Trinité-et-Tobago a émis l'espoir que le Comité du Conseil de sécurité chargé de la question de la tenue de réunions du Conseil hors du Siège pourrait se réunir ainsi qu'il était prévu au paragraphe 18 de son deuxième rapport (S/10868) et réussirait à développer et à préciser les idées du Conseil au sujet des possibilités offertes par la Charte au paragraphe 3 de l'Article 28.

798. Le représentant de la Zambie a déclaré que son pays appuyerait sans réserve toutes mesures qui assureraient aux Etats d'Amérique latine la sûreté de leur intégrité territoriale et de leur souveraineté. En sa qualité de président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, il a présenté au nom du Conseil les félicitations et les remerciements de celui-ci aux Etats d'Amérique latine pour la façon énergique dont ils avaient appuyé les travaux du Conseil, tant à l'Assemblée générale qu'au Conseil des Nations Unies pour la Namibie.

799. Le représentant de la Chine a déclaré que le Gouvernement et le peuple chinois comprenaient pleinement et appuyaient activement le Gouvernement et le peuple panaméens, dont ils se sentaient profondément solidaires dans leur lutte patriotique contre un traité inégal que leur avaient imposé les impérialistes. La position du Gouvernement panaméen concernant la zone du canal était justifiée et ses revendications raisonnables. Les Etats d'Amérique latine avaient engagé la lutte pour le droit à une mer territoriale de 200 milles et la position du Gouvernement chinois était que tous les pays côtiers avaient le droit de déterminer raisonnablement les limites de leur mer territoriale et l'étendue de leur juridiction en fonction de leur situation géographique, compte tenu des besoins de leur sécurité et de leurs intérêts économiques nationaux, ils avaient le droit de disposer de leurs ressources naturelles dans leurs eaux côtières, au fond de la mer et dans son sous-sol. Le Gouvernement chinois attachait également une grande importance et donnait son appui aux efforts déployés par les pays latino-américains pour dénucléariser l'Amérique latine. La délégation chinoise constatait avec plaisir que nombre de pays latino-américains avaient bien accueilli et bien compris la position de la Chine à l'égard de la zone dénucléarisée d'Amérique latine. Le Gouvernement chinois n'avait cessé de préconiser l'interdiction totale et la destruction complète des armes nucléaires. Il était prêt à travailler en collaboration avec les peuples d'Amérique latine pour réaliser ce noble objectif. Comme les pays d'Amérique latine, la Chine était en voie de développement. Le Gouverne-

ment et le peuple chinois appuyaient fermement les pays et les peuples latino-américains dans leur juste lutte pour sauvegarder leur indépendance nationale, protéger leurs ressources naturelles et développer leur économie. La Chine était convaincue qu'il était essentiel de compter sur sa propre force et de mener une lutte ardue de tous les instants pour appliquer cette politique, tout en cherchant une assistance extérieure à titre auxiliaire pour développer l'économie nationale. La délégation chinoise considérait que le Conseil de sécurité devait appuyer le combat pour l'indépendance que menaient les peuples coloniaux des Antilles ne l'ayant pas encore obtenue, la lutte du peuple panaméen pour recouvrer son territoire et la souveraineté sur la zone du canal et la lutte du peuple cubain pour récupérer Guantánamo, où les Etats-Unis continuaient de maintenir leur base militaire. Le Conseil devait exiger le retrait de toutes les troupes étrangères et le démantèlement de toutes les bases militaires étrangères d'Amérique latine et aider à sauvegarder l'indépendance nationale, à protéger les ressources nationales et à développer l'économie des pays d'Amérique latine.

800. Le représentant de l'Indonésie a déclaré que sa délégation espérait contribuer à l'établissement de la paix et de la sécurité internationales en Amérique latine et ailleurs, mais elle reconnaissait que le renforcement de la paix et de la sécurité dans une région donnée devait relever tout d'abord de la responsabilité des pays de cette région. Les problèmes de la paix et de la sécurité en Amérique latine devaient donc demeurer essentiellement le souci des pays d'Amérique latine eux-mêmes, ce qui n'empêchait évidemment pas les pays extérieurs à cette région d'essayer de contribuer autant que possible à leur solution. Il a fait remarquer que le problème de la souveraineté sur les ressources naturelles constituait l'un des éléments les plus importants du développement économique et social d'un pays et de sa population et constituait donc un facteur pouvant influencer sur la paix et la sécurité. Pour éviter les troubles politiques et sociaux, il importait que les pays en voie de développement atteignent un stade suffisant de bien-être matériel pour satisfaire les besoins croissants et les exigences de sa population. On pouvait y arriver par une exploration efficace et une exploitation rationnelle des ressources naturelles du pays. Néanmoins, tous les pays en voie de développement n'avaient pas les moyens de mettre par eux-mêmes leurs ressources en valeur. La plupart manquaient des fonds et des connaissances techniques nécessaires et avaient besoin d'assistance extérieure pour accélérer le processus. L'Indonésie considérait que les investissements étrangers privés pouvaient aider à fournir les moyens financiers et techniques nécessaires à l'exploitation des ressources naturelles mais il fallait d'abord veiller à ce que les objectifs économiques de la nation et les aspects négatifs éventuels des investissements étrangers privés soient réglés de façon à minimiser, sinon à prévenir entièrement, la possibilité de coercition par des intérêts économiques et financiers étrangers. Ceux qui cherchaient les profits offerts par ces investissements devaient nécessairement s'adapter au milieu, au climat social et politique dans lequel ils opéraient. L'existence d'enclaves opulentes, en particulier si elles étaient étrangères, contrastant de façon criante avec le milieu local, ne favoriserait certainement pas la paix politique et sociale. La délégation indonésienne croyait savoir qu'un accord de base avait été conclu concernant les droits souverains du Panama sur le territoire. L'application de cet accord dépendait du résultat de négociations qu'il convenait de mener en tenant compte des

intérêts légitimes des deux parties et du monde en général dans le fonctionnement efficace et la qualité des services du canal en tant que voie maritime reliant deux océans importants. La délégation indonésienne a émis l'espoir que la conclusion heureuse des négociations pourrait être hâtée de manière à éviter une évolution peu souhaitable de la situation et le danger qui en résulterait pour la paix et la sécurité dans la région.

801. Le représentant de la Yougoslavie a déclaré que sa délégation appuyait sans réserve le droit incontestable du Panama de voir sa souveraineté effective et sa juridiction pleinement établies sur chaque pouce de son territoire, son droit immanent à intégrer pleinement les deux parties de son pays et de sa nation et d'avoir la propriété et l'usage souverains de toutes ses ressources naturelles et de tous ses avantages géographiques. Il convenait que la zone du canal soit pleinement réintégrée sans délai au reste du Panama et que la souveraineté de ce pays soit respectée. Le Panama devrait assurer la pleine responsabilité du fonctionnement du canal transocéanique et décider seul et librement des dispositions à prendre pour défendre toute partie de son territoire. Il serait préférable que toutes ces mesures fassent l'objet de négociations entre les parties directement intéressées, à condition que ces négociations se fassent de bonne foi et visent à assurer sans délai au Panama la jouissance effective de ses droits fondamentaux. En outre, il y avait lieu d'éliminer définitivement toutes les enclaves coloniales et tous les vestiges de la domination étrangère en Amérique latine, en particulier s'il y allait de l'intégrité territoriale des Etats ou de leur droit de choisir leur propre destinée. La délégation yougoslave a demandé instamment à tous les Etats qualifiés pour adhérer au Traité de Tlatelolco ou qui y avaient été invités, sans aucune discrimination, d'adhérer à ces traités et à ses deux protocoles dans l'espoir que la dénucléarisation de cette vaste région conduirait un jour à la dénucléarisation du monde entier. De plus, nul n'avait le droit d'effectuer des essais nucléaires dans des régions où vivent d'autres populations et de contaminer leur environnement. La Yougoslavie appuyait pleinement l'idée d'une charte des droits et obligations économiques des Etats qu'avait proposée le Président du Mexique. Elle soutenait également la position et les revendications nationales des pays d'Amérique latine portant les limites de la mer territoriale à 200 milles, établissant la souveraineté nationale sur les ressources naturelles du fond des mers et de la mer elle-même par l'introduction des concepts nouveaux de la mer patrimoniale. La Yougoslavie préconisait également la normalisation des relations entre tous les pays d'Amérique latine, excluant toute forme de discrimination ou l'établissement de barrières artificielles entre eux ainsi que toute tentative d'isolement, de blocus ou de coercition économique. Enfin, le représentant de la Yougoslavie a déclaré qu'il était grand temps de mettre fin à l'isolement et au blocus de Cuba, vestiges de la guerre froide.

802. Le représentant de l'Australie, après avoir fait observer que le problème de la zone du canal de Panama était essentiellement un différend entre deux parties, a exposé les considérations suivantes. Premièrement, il était vital pour le commerce, les communications, la sécurité du monde entier que le canal de Panama continue d'être géré aussi efficacement qu'à l'heure actuelle et cette question revêtait donc un intérêt considérable pour tous. Deuxièmement, le Traité de 1903 comportait des éléments anachroniques qui auraient dû être modifiés depuis longtemps. Troisièmement, les deux parties étaient déjà largement d'accord

sur les grandes lignes des modifications qui s'imposaient. En faisant preuve de bonne volonté, elles ne devraient pas rencontrer de difficultés insurmontables pour régler les points de désaccord restants. Il n'appartenait pas au Conseil de sécurité de tenter d'imposer aux deux parties les modalités de négociation d'une révision de l'accord bilatéral, mais comme il avait une responsabilité générale en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales, il serait fondé à exprimer l'espoir que les parties trouvent le moyen de reprendre les négociations et de parvenir bientôt à un accord. Quant aux séquelles du colonialisme en Amérique latine, il n'était que juste que le principe de l'autodétermination soit applicable à la situation coloniale qui subsistait dans ce continent quand bien même un territoire dépendant devait décider, pour des raisons particulières, de ne pas accepter l'indépendance que la Puissance administrante serait disposée à lui accorder. Le Gouvernement australien reconnaissait le droit des pays et, en particulier, des pays en voie de développement, à réglementer l'exploitation de leurs ressources naturelles dans l'intérêt de leur économie, y compris le droit de nationaliser ou d'exproprier les biens appartenant à des ressortissants étrangers, mais ce droit s'accompagnait de l'obligation de verser rapidement une indemnisation suffisante et effective. En cas de différends à ce sujet, il appartiendrait autant que possible à des tribunaux nationaux de statuer mais la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale prévoyait au besoin le recours à l'arbitrage ou à un règlement judiciaire international. A cette fin, il conviendrait de faire appel plus souvent au Centre international de règlement des différends relatifs aux investissements. L'Australie pouvait comprendre que certains pays d'Amérique latine se préoccupent des conséquences fâcheuses d'investissements étrangers non réglementés sur leurs structures économiques et sociales. Quoi qu'il en soit, le développement de l'Australie, comme de nombreux pays latino-américains, était attribuable en grande partie aux investissements étrangers et continuerait de l'être. Enfin, l'Australie avait eu plaisir à appuyer la résolution 2286 (XXII) par laquelle l'Assemblée générale accueillait avec satisfaction le Traité de Tlatelolco, ainsi que l'appel par lequel l'Assemblée invitait ultérieurement les puissances qui ne l'avaient pas encore fait à signer et à ratifier ce traité et ses protocoles.

803. Le Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a déclaré que des pays d'Amérique latine contribuaient depuis longtemps à la décolonisation. Le Comité spécial et la communauté internationale continueraient à compter sur le soutien actif et sur la solidarité des nations latino-américaines pour mener à bien la tâche commune en éliminant totalement le colonialisme sous toutes ses formes et manifestations. Lorsque le Conseil de sécurité examinerait la question du maintien de la paix et de la sécurité dans la région d'Amérique latine, il devrait garder présent à l'esprit la menace pour la paix que le colonialisme présentait en Afrique australe et dont les répercussions ne pourraient manquer de se faire sentir en Amérique latine.

804. A la 1700<sup>e</sup> séance, tenue le même jour, le Président, après avoir attiré l'attention des membres du Conseil sur le document S/10933 qui contenait une lettre adressée au Président du Conseil par le représentant du Soudan, a invité, avec l'assentiment du Conseil, M. Talib El-Shebib, observateur de la Ligue des Etats arabes auprès de l'Organisation des Nations

Unies, à prendre la parole devant le Conseil conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire.

805. Le représentant de la République Dominicaine a déclaré qu'en participant à la réunion du Conseil de sécurité à Panama, son gouvernement avait voulu contribuer moralement à la réalisation des aspirations légitimes du Panama. Il était convaincu que seul un dialogue franc et ouvert permettrait de trouver des solutions viables aux désaccords. La République Dominicaine avait la certitude qu'il existait dans le système régional aussi bien qu'à l'Organisation des Nations Unies des moyens dont l'utilisation légale permettrait, avec de la bonne volonté, d'aplanir les différends les plus délicats et les plus fondamentaux.

806. Le représentant du Kenya a déclaré que le Conseil de sécurité devrait féliciter les peuples de l'Amérique latine des mesures pratiques qu'ils avaient prises au niveau régional en faveur du maintien de la paix et de la sécurité internationales en concluant le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine. La délégation kényenne espérait que ce traité deviendrait universel dans la région de l'Amérique latine et que les autres régions du globe suivraient progressivement cet exemple. La délégation kényenne a estimé que la question du canal de Panama, essentiellement d'ordre bilatéral, devrait être résolue par le Panama et les Etats-Unis d'Amérique et elle a émis l'espoir que ces deux pays régleraient leurs différends de façon équitable sur la base des buts et principes de la Charte des Nations Unies. Il était encourageant que les deux parties aient engagé des négociations à cette fin. Les membres du Conseil désiraient apporter leur plein appui et toute l'aide possible afin que les parties parviennent à des solutions pacifiques et équitables tenant pleinement compte de la souveraineté nationale des Etats en cause et permettant de réaliser pleinement le désir légitime du Gouvernement et du peuple panaméens d'exercer pleinement leur souveraineté sur leurs ressources naturelles selon l'esprit et les principes de la Charte des Nations Unies et conformément aux diverses résolutions adoptées par l'Assemblée générale sur cette question. Tant les Etats-Unis que le Panama reconnaissent que les circonstances avaient radicalement changé depuis la signature du Traité en 1903 et qu'il était plus que temps de procéder à une révision substantielle de ses dispositions. Les parties devraient négocier à nouveau leurs relations contractuelles dans un esprit de conciliation et de bonne foi réciproque afin de conclure des arrangements équitables et durables. Enfin, le représentant du Kenya a tenu à souligner l'unité essentielle qui existait entre les peuples d'Amérique latine et les peuples d'Asie et d'Afrique en tant que membres du tiers monde.

807. Le représentant de l'Autriche a rendu hommage au rôle joué à la Société des Nations et à l'Organisation des Nations Unies par des hommes d'Etat originaires d'Amérique latine, en particulier en matière de coopération économique et de désarmement. Il a formulé ensuite des observations sur deux séries de problèmes qu'avaient abordés presque tous les orateurs. Il s'agissait tout d'abord du problème du canal de Panama et de la zone du canal. Une solution, quelle qu'elle soit, devrait reposer sur un certain nombre de principes, dont le principe de l'intégrité et de la souveraineté territoriale, et sur la considération que les pays en voie de développement devraient être à même de bénéficier des avantages que leur confèrent la nature et leur situation géographique. Cependant, dans un monde

interdépendant, une interaction existait aussi entre les intérêts nationaux et internationaux, entre les droits et aspirations légitimes d'un peuple et les droits et aspirations légitimes de la communauté internationale dans son ensemble. Cette interdépendance était manifeste dans une zone aussi étroitement liée au commerce mondial et aux communications internationales. Le représentant de l'Autriche était certain que les deux pays les plus directement intéressés par le canal étaient pleinement conscients de ces responsabilités particulières. L'Autriche a émis l'espoir que les négociations futures susciteraient un regain d'amitié et de confiance entre ces deux pays. Quant à l'existence de situations coloniales, la position de l'Autriche était nette et avait été exposée en maintes occasions à l'Organisation des Nations Unies. A l'heure actuelle, rien ne pouvait certainement justifier le maintien en existence de territoires coloniaux dépendants, surtout sur le continent américain qui avait été à l'avant-garde de la lutte anticoloniale depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Néanmoins, comme plusieurs orateurs l'avaient fait remarquer, la situation de certains territoires qui étaient restés dépendants n'était pas exclusivement de nature coloniale. De nouvelles initiatives et une patiente recherche pourraient certainement servir de base à des solutions satisfaisantes tenant compte des aspirations légitimes des peuples en cause, ainsi que le stipulait la Charte des Nations Unies. Ces principes comprenaient le droit des nations à la souveraineté et à l'intégrité territoriale ainsi qu'à la réalisation des objectifs de justice économique et sociale, de liberté et de dignité humaine.

808. La représentante de la Guinée a déclaré que, faute d'unité et de solidarité entre les pays du tiers monde, Cuba restait isolée des autres pays d'Amérique latine et faisait l'objet d'un blocus économique. Pour ce qui est du problème de la zone du canal de Panama, la délégation guinéenne espérait que les Gouvernements des Etats-Unis et du Panama entameraient des négociations plus intenses et que la situation politique se stabiliserait avec le rétablissement de la souveraineté sans restriction du Panama sur son territoire. Il ne faisait aucun doute que devant les efforts déployés par les deux gouvernements pour parvenir à une révision du Traité sur le canal, Washington arriverait à reprendre ses négociations avec le Gouvernement panaméen pour lui restituer sa juridiction sur l'intégralité de son territoire. Il allait de soi que le règlement pacifique de cette question devait se faire dans le sens des principes de la Charte des Nations Unies et servir l'intérêt bien compris du Gouvernement et du peuple panaméens. Les séances du Conseil auraient ainsi contribué à assurer de meilleures conditions de coopération entre les peuples de cet hémisphère.

809. Le représentant de l'Algérie a déclaré que le blocus de Cuba, imposé par les Etats-Unis d'Amérique, relevait d'une tendance consistant à refuser aux petits peuples la liberté d'option politique et économique que s'attribuaient les grandes puissances. Le pillage et l'exploitation des ressources naturelles des pays du tiers monde constituaient une autre forme d'intervention étrangère, et non la moins dangereuse, depuis la période de l'expansion coloniale. Si cette ingérence se manifestait à l'heure actuelle avec moins d'ostentation, elle n'en constituait pas moins une atteinte très grave aux intérêts des peuples qui ne saurait être tolérée beaucoup plus longtemps. Les peuples du monde entier réclamaient la justice internationale au Conseil de sécurité et cette revendication prenait une résonance particulière lorsque le Conseil se trouvait réuni à Panama, dans l'une

des régions du monde où se trouvaient en conflit les intérêts d'une grande puissance et les aspirations d'un petit pays à l'indépendance et à la préservation de sa souveraineté sur son territoire et ses ressources. Rien ne pouvait justifier que les intérêts d'une grande puissance priment ceux du pays où ils s'étaient implantés, car des considérations de sécurité ne sauraient en aucune manière excuser qu'on fasse fi du souci légitime qu'avait ce pays de se protéger contre toute atteinte extérieure.

810. Le représentant de l'Union soviétique a déclaré que, si les pays d'Amérique latine, qui disposaient pourtant de ressources naturelles considérables, n'avaient pas encore atteint le niveau voulu de développement économique, la raison principale en était que leur développement avait été entravé par des monopoles impérialistes internationaux qui exploitaient leurs richesses naturelles pour en retirer d'énormes profits, ne laissant presque rien pour le développement économique et social des pays eux-mêmes. L'Union soviétique appuyait les revendications légitimes des pays d'Amérique latine concernant la souveraineté nationale sur leurs ressources naturelles et était résolument opposée à toute tentative visant à exercer une pression sur des Etats qui édifiaient leur économie nationale, effectuaient des transformations économiques et sociales progressives et défendaient leurs droits souverains à la possession de leurs ressources naturelles. La politique de coercition, de blocus et d'isolement exercée contre Cuba constituait une violation flagrante des buts et principes de la Charte des Nations Unies. L'Union soviétique était également favorable à la noble idée de créer une zone dénucléarisée en Amérique latine, à condition qu'il s'agisse d'une zone réellement exempte de toute arme nucléaire. La conversion de l'Amérique latine en une zone entièrement exempte d'armes nucléaires apporterait sans aucun doute une contribution importante au renforcement de la paix et de la sécurité internationales sur ce continent et dans le monde entier. Comme les membres du Conseil le savaient, le Gouvernement soviétique s'était déclaré disposé à respecter le statut de zone totalement libre d'armes nucléaires, adopté par le Mexique, si d'autres puissances nucléaires contractaient des obligations semblables. Au cas où d'autres pays d'Amérique latine transformeraient leur territoire en zone totalement exempte d'armes nucléaires, l'Union soviétique serait également disposée à respecter le statut de ces pays en tant que zone dénucléarisée. Bien entendu, il faudrait aussi interdire le passage d'armes nucléaires à travers le territoire des Etats faisant partie de la zone, de même que les explosions nucléaires effectuées à des fins pacifiques contrairement aux dispositions du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Le représentant de l'Union soviétique a indiqué qu'un accord relatif à une zone dénucléarisée ne devrait pas s'appliquer aux vastes étendues de haute mer dans l'Atlantique et le Pacifique. Le Gouvernement soviétique se réserverait le droit de revenir sur l'obligation de respecter le statut de zones dénucléarisées si un Etat quelconque à l'égard duquel l'Union soviétique aurait contracté cette obligation commettait un acte d'agression ou s'en faisait complice. La situation géographique du Panama constituait sa ressource naturelle la plus importante, et la zone du canal, qui appartenait au Panama en termes géographiques, politiques, économiques et sociaux, faisait partie intégrante du territoire national de ce pays. Le rétablissement de la souveraineté du Panama sur la zone du canal était l'un des facteurs principaux indispensables au développement de la nation panaméenne et à l'élimination d'une source de tension constante en

Amérique. Le canal de Panama constituait une route interocéanique extrêmement importante, son utilisation ne devait pas porter préjudice aux droits de souveraineté et aux intérêts légitimes du Panama et elle devait effectivement se conformer au principe de la liberté de navigation internationale et servir les intérêts du monde entier. Seule une attitude réaliste et sérieuse fondée sur le respect des droits souverains du Panama et des intérêts de la navigation internationale permettrait de trouver au problème du canal une solution qui serait conforme aux intérêts de la paix internationale et favoriserait le rétablissement de relations saines et normales entre les Etats. La délégation soviétique apportait donc son appui à un règlement du problème du canal de Panama qui assure le respect de la souveraineté effective et la pleine juridiction du Panama sur tout son territoire ainsi que le respect de la liberté de navigation internationale. La délégation soviétique appuyait le projet de résolution sur le canal de Panama présenté par les délégations du Panama et du Pérou, qui tendait à l'abrogation du Traité du canal de l'isthme de 1903 et contenait diverses propositions en vue d'une solution juste et équitable du problème. Le Conseil devrait déployer tous les efforts possibles pour assurer que le continent latino-américain bénéficie des résultats positifs de la tendance à la détente internationale.

811. M. El-Shebib, observateur de la Ligue des Etats arabes auprès de l'Organisation des Nations Unies, a déclaré que le groupe arabe se déclarait à nouveau entièrement solidaire des peuples de l'Amérique latine et il a émis l'espoir que la série de réunions du Conseil de sécurité à Panama contribuerait de façon décisive à la cause de la paix, de la justice et de l'autodétermination véritable dans le continent tout entier.

812. Le représentant du Canada a déclaré que son pays s'intéressait vivement aux débats du Conseil et ce pour deux raisons importantes : en tant que Membre de l'Organisation des Nations Unies ayant manifesté depuis longtemps un grand intérêt pour la paix et la sécurité internationales et en tant que nation d'Amérique du Nord n'ayant cessé de resserrer ses liens avec les pays d'Amérique latine à la fois bilatéralement et dans le cadre du système régional interaméricain. La question du canal de Panama était au premier rang des questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil. Le Canada, pour sa part, souhaitait aux deux parties directement intéressées plein succès dans leurs efforts soutenus pour trouver de nouvelles solutions concertées par la voie de négociations directes. L'heureuse conclusion de ces efforts serait de la plus grande importance non seulement pour les deux gouvernements et les deux peuples intéressés, mais aussi pour la communauté mondiale, tributaire de cette voie de communication indispensable entre deux océans.

813. M. Diarra, secrétaire exécutif de l'OUA à New York, a déclaré qu'il avait été chargé de transmettre au Président du Conseil et, par son intermédiaire, à toute l'Amérique latine, les félicitations chaleureuses de l'OUA et l'assurance de sa solidarité active et fidèle et de son appui moral. En outre, il souhaitait réaffirmer aux autorités panaméennes que l'Afrique soutenait la voie qu'elles suivaient pour résoudre équitablement leurs problèmes. Les pays d'Afrique assuraient l'Amérique latine de leur appui sans réserve et, pour ce qui est du resserrement d'une coopération fraternelle, l'Afrique attendait de l'Amérique latine, terre du droit et de justice, une solidarité toujours plus engagée et dynamique.

814. Le représentant du Honduras a évoqué deux problèmes territoriaux, maintenant résolus, qui avaient beaucoup affecté son pays. Il a déclaré que le Honduras avait toujours été solidaire des causes justes et nobles et que le Panama présentait des exigences justes et nobles en voulant signer un nouveau traité par lequel les deux pays intéressés, les Etats-Unis et le Panama, régleraient leurs rapports d'une manière qui corresponde comme il convient aux postulats du droit et aux impératifs de la civilisation contemporaine. Le Honduras a émis l'espoir que les deux gouvernements trouveraient une formule valable, juste et équitable, qui soit de nature à concilier les intérêts des deux parties.

815. Le représentant du Pérou a présenté, au nom du Panama, du Pérou et de la Yougoslavie, le projet de résolution suivant (S/10932/Rev.1) sur l'application de mesures coercitives quelconques qui risqueraient d'affecter la souveraineté des Etats d'Amérique latine :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Rappelant les résolutions 1803 (XVII) et 3016 (XXVII) de l'Assemblée générale concernant la souveraineté permanente sur les ressources naturelles,*

*"Réaffirmant la résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale qui proclame qu'aucun Etat ne peut appliquer ni encourager l'usage de mesures économiques, politiques ou de toute autre nature pour contraindre un autre Etat à subordonner l'exercice de ses droits souverains pour obtenir de lui des avantages de quelque ordre que ce soit,*

*"Rappelant également la résolution 2993 (XXVII) de l'Assemblée générale sur la mise en œuvre de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale, en particulier le paragraphe 4 de cette résolution,*

*"Notant avec une grande inquiétude l'existence et l'application de mesures coercitives qui affectent le libre exercice de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles de pays d'Amérique latine,*

*"Reconnaissant que l'application ou l'encouragement de l'emploi de mesures coercitives peut créer des situations susceptibles de mettre en danger la paix et la sécurité en Amérique latine,*

*"1. Demande instamment aux Etats d'arrêter des mesures pour empêcher l'action des entreprises qui cherchent délibérément à exercer une contrainte sur des pays d'Amérique latine;*

*"2. Demande aux Etats de s'abstenir, afin de maintenir et de renforcer la paix et la sécurité en Amérique latine, d'appliquer des mesures coercitives de toute nature dans la région ou d'encourager l'usage de telles mesures."*

Le représentant du Pérou a expliqué que le projet de résolution reprenait un certain nombre d'aspects compris dans nombre de résolutions fondamentales par lesquelles l'Assemblée générale proclamait catégoriquement le principe incontestable de la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources naturelles et qu'il demandait aussi aux Etats de s'abstenir d'appliquer des mesures coercitives, qu'elles soient de nature politique, économique ou autre, afin qu'aucun pays ne soit empêché d'exercer librement sa souveraineté et sa juridiction sur ses propres ressources naturelles, services et avoirs. La persistance de ces formes de coercition affectait et affaiblissait les principes de paix et de coopération entre les Etats et nuisait aux efforts entrepris pour renforcer la paix et la sécurité dans la région. Le Conseil de sécurité, réuni à Panama, devait étudier ce problème qui avait causé et pouvait provoquer encore des tensions

et des conflits entre les Etats de la région et devenir une menace pour la paix et la sécurité.

816. A la 1701<sup>e</sup> séance, le 20 mars, le Secrétaire général a fait une déclaration. Après avoir mentionné le rôle important des Etats d'Amérique latine dans la création et le développement de l'Organisation des Nations Unies, il a parlé d'un certain nombre de problèmes soulevés au cours des débats et se rapportant au développement économique, y compris la pleine utilisation des ressources naturelles, à la décolonisation, au désarmement et à la non-intervention. Une question intéressant particulièrement les Etats d'Amérique latine était celle du canal de Panama, qui avait été mentionnée par chaque orateur. Ce problème ne pouvait être résolu que sur la base du respect du droit et du souci de la justice, compte tenu des principes fondamentaux énoncés dans la Charte, comme le principe de l'intégrité territoriale, celui de l'égalité souveraine, l'obligation de régler tous les différends internationaux par des moyens pacifiques et le principe maintenant universellement accepté que tout Etat a le droit d'utiliser pleinement pour son propre compte toutes ses ressources potentielles. Le Secrétaire général a adressé un appel pressant au Panama et aux Etats-Unis pour qu'ils cherchent une solution dans un esprit d'amitié et de confiance et il a demandé en outre aux membres du Conseil de rechercher un accord de nature à aider les parties intéressées dans leurs efforts pour trouver une solution qui tienne compte des aspirations nationales ainsi que des droits et des intérêts légitimes de la communauté internationale.

817. Le représentant du Soudan a déclaré que les droits légitimes et inaliénables que l'Amérique latine s'efforçait d'établir — le respect de l'indépendance nationale, l'intégrité territoriale, l'autodétermination, la libre exploitation des ressources naturelles et le progrès social — étaient les aspirations et les ambitions mêmes de l'Afrique et du monde arabe. Le désir ardent de progrès économique et de justice sociale exprimé par les pays d'Amérique latine tant à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement qu'à l'Organisation des Nations Unies marquait une tendance que la délégation soudanaise appuyait et encourageait pleinement. Le Soudan appuyait également les efforts déployés par les peuples d'Amérique latine pour devenir les maîtres de leurs ressources naturelles, réaffirmer leur souveraineté et défendre les intérêts de leurs pays. Le Gouvernement soudanais considérait comme une question de principe et avait pour politique de soutenir le droit de tout pays à une pleine et réelle souveraineté et à l'intégrité de son territoire. La délégation soudanaise notait avec plaisir que les deux parties intéressées dans la question du canal de Panama étaient d'accord sur le principe de la souveraineté et de la juridiction du Panama sur tout son territoire national, y compris le canal. Elle comprenait donc fort bien que le Panama réclame l'abrogation du Traité de 1903 et la conclusion rapide d'un nouveau traité reconnaissant la souveraineté effective du Panama et sa juridiction totale sur l'ensemble de son territoire. Conformément à ces opinions et compte tenu du sentiment que le différend, s'il persistait, risquerait de menacer la paix et la sécurité, la délégation soudanaise voterait en faveur de tout projet de résolution qui tiendrait compte de ces opinions ou qui contribuerait au maintien et au renforcement de la paix et de la sécurité internationales en Amérique latine.

818. Le représentant de l'Inde a déclaré que le problème le plus urgent que le Conseil de sécurité eût à étudier était la question du canal de Panama. La

délégation indienne était heureuse que le Gouvernement des Etats-Unis eût reconnu le caractère inégal du Traité de 1903 et pleinement admis que la nécessité de transformer entièrement ses relations avec le Panama se faisait sentir depuis longtemps. Le Gouvernement panaméen avait également indiqué que les Etats-Unis avaient accepté d'abroger ce traité et de le remplacer par un traité plus moderne. La délégation indienne se félicitait de cette évolution. Elle avait également été informée que la notion de perpétuité serait abandonnée, que les Etats-Unis cesseraient d'exercer leur juridiction sur le Panama et que les négociations garantiraient d'une part l'entière souveraineté du Gouvernement panaméen et prévoiraient de l'autre que le canal resterait ouvert au passage de tous les bateaux sans distinction. Ces éléments semblaient avoir été acceptés par les deux parties et ils étaient mentionnés en termes raisonnables dans le projet de résolution dont le Conseil était saisi. Les parties, tout en respectant les principes déjà arrêtés, pourraient mettre au point les détails, non pas sur les directives du Conseil de sécurité mais dans le cadre de négociations entre égaux. La délégation indienne espérait que ce projet ou toute révision ultérieure obtiendrait l'approbation unanime des membres du Conseil. Le seul autre projet de résolution que le Conseil pourrait envisager se rapportait à l'exploitation des ressources naturelles. L'Inde approuvait dans l'ensemble le texte présenté par le Ministre des affaires étrangères du Pérou. Le représentant de l'Inde a formulé l'espoir qu'après un nouvel examen et des consultations, le Conseil serait en mesure d'adopter une décision unanime sur cette question. La délégation indienne estimait qu'à ce stade, les autres questions à l'examen ne devraient pas faire l'objet de résolutions formelles, mais qu'on pourrait en faire mention dans une déclaration où l'on indiquerait brièvement et en termes généraux le consensus du Conseil à leur sujet. Si l'on pouvait mettre au point une déclaration de ce genre, elle servirait à indiquer l'attitude générale de la communauté internationale en ce qui concerne ces problèmes et le sens dans lequel il faudrait s'orienter pour essayer de les résoudre. Etant donné que certains des problèmes mentionnés étaient strictement d'ordre bilatéral, il fallait espérer que les négociations entre les parties intéressées aboutiraient aussi rapidement que possible à des solutions s'inscrivant dans le cadre général de la Charte et des diverses résolutions déjà adoptées.

819. Le représentant de la France a déclaré qu'au premier plan des préoccupations exprimées devant le Conseil figurait la question du canal de Panama. Il s'agissait, comme de nombreux orateurs l'avaient souligné, d'un problème qui concernait avant tout le Panama et les Etats-Unis, puisqu'il s'agissait de négocier l'instrument qui se substituerait à l'accord actuel, conclu par ces deux pays il y a maintenant 70 ans. La délégation française espérait que les deux parties parviendraient rapidement à se mettre d'accord sur les termes d'un nouveau traité puisque, déjà, selon les indications qu'elles-mêmes avaient données, elles étaient d'accord sur les objectifs principaux qui devaient être assignés aux négociateurs. Cependant, il n'appartenait pas au Conseil de sécurité d'entrer dans le détail des dispositions d'un accord qui était en cours de négociation, ni de dicter aux parties en présence le contenu de l'arrangement qu'elles recherchaient. Les deux parties devaient poursuivre et mener à bien leur tâche, dans le respect des principes de souveraineté et de coopération qui devaient guider leurs relations, de telle sorte que soit préservée l'utilisation d'une voie d'eau qui intéressait la communauté internationale tout entière.

820. Les autres situations sur lesquelles l'attention du Conseil avait été appelée paraissaient toutes se rattacher à une prise de conscience de l'écart qui, trop souvent, sépare les principes de leur application. La délégation française s'interrogeait sur le rôle que le Conseil de sécurité pouvait avoir lorsqu'il s'agissait non pas de situations particulières auxquelles les principes de la Charte devraient être appliqués, mais de leur formulation et de leur énoncé, voire de leur appel, qui semblaient relever de la compétence de l'Assemblée générale, ou encore du Conseil économique et social. En entreprenant une tâche qui n'était pas spécifiquement la sienne, le Conseil de sécurité risquait à l'avenir d'empiéter sur les prérogatives de l'Assemblée générale et d'autres organes de l'ONU et d'être absorbé par des discussions d'ordre trop général qui ne le laisseraient plus à même de faire face aux missions qui lui avaient été expressément confiées par l'Article 24 de la Charte et pour lesquelles il était appelé effectivement à se réunir très souvent. D'autre part, une certaine confusion risquait d'être engendrée si l'Assemblée générale, le Conseil économique et social, le Conseil de sécurité adoptaient, sur des sujets identiques, des dispositions qui ne seraient pas rigoureusement semblables. Le Conseil de sécurité ne devrait pas être saisi de textes d'allure générale, énonçant des principes de caractère universel et portant sur des sujets débattus simultanément dans une autre enceinte. La délégation française ne pourrait pas apporter son appui à des textes de cette nature.

821. Le représentant du Zaïre a déclaré que le débat au Conseil de sécurité avait révélé l'intérêt que les pays latino-américains accordent au problème de la souveraineté sur les ressources naturelles, lequel était lié à l'indépendance économique. La délégation zaïroise a suggéré au Conseil de lancer un appel à tous les Etats Membres afin qu'ils facilitent aux pays en voie de développement l'exercice de la souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles. Il serait peut-être bon aussi que le Conseil recommande que soit élaborée une convention internationale sur le respect de la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources naturelles, qui serait ouverte à la signature de tous les Etats Membres. Bien qu'aucune de ces deux propositions n'exclue l'autre, le Conseil pourrait opter pour la formule de son choix. La persistance de certains problèmes envenimait les relations internationales et créait un climat politique qui pouvait tenter un Etat pacifique de recourir à la force, parce que la situation devenait insoutenable, ou aboutir à une suite d'événements de nature à provoquer l'usage de la force sans qu'aucune des deux parties ne l'ait désiré à l'origine. En ce qui concernait la question du canal de Panama et de sa zone, la délégation zaïroise a exprimé le souhait sincère que les deux parties négocient la question et recherchent une solution juste, pacifique et durable.

822. Le représentant du Royaume-Uni, après avoir passé en revue les relations économiques, commerciales et culturelles existant entre son pays et le continent latino-américain, a dit qu'il souhaitait prononcer une mise en garde au sujet du rôle et de la compétence du Conseil de sécurité. Les questions économiques pouvaient avoir des incidences politiques importantes, mais nombre des questions qui avaient été soulevées au cours des réunions du Conseil, comme celle de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles, relevaient en fait d'autres organes principaux de l'ONU et étaient du reste déjà examinées activement par le Conseil économique et social. Il fallait respecter le rôle et la compétence du Conseil de sécurité. Certes, son prestige

et son autorité étaient très grands, mais il n'était pas pour autant la tribune appropriée pour débattre de questions qui relevaient d'autres organes de l'ONU et encore moins pour adopter des résolutions sur ces questions. Son rôle n'était pas de se prononcer sur des questions de principe ou d'application générale — c'était à l'Assemblée générale de le faire — mais de s'occuper de problèmes précis portés à son attention dans le cadre des buts et principes de la Charte et conformément à ses dispositions. On avait évoqué au cours du débat — c'était inévitable — un certain nombre de questions litigieuses qui reflétaient les préoccupations particulières de divers pays; ces questions méritaient d'être écoutées avec sympathie. D'autre part, nombre d'entre elles étaient essentiellement des questions bilatérales pour lesquelles le processus de diplomatie directe se poursuivait et au sujet desquelles aucune des parties n'avait déposé une plainte au Conseil. On avait parlé très souvent du rôle que jouait la zone du canal dans le maintien de la paix et de la sécurité dans la région. Tous les orateurs avaient reconnu l'importance du canal pour la communauté internationale, particulièrement du point de vue économique. Il serait grave en effet que les divergences de vues au sujet du canal aboutissent à une situation où son rôle en tant que lien entre les nations serait mis en danger et où il deviendrait un ferment d'instabilité. Le représentant du Royaume-Uni a noté avec plaisir qu'aucune des parties n'avait suggéré que tel était le cas. Sa délégation partageait les doutes exprimés au sujet de l'opportunité de l'intervention de tierces parties dans une question dont elles ne connaissaient pas tous les faits et le point de vue que l'accord actuel régissant le fonctionnement du canal était à certains égards anachronique et avait besoin d'être révisé d'urgence, point de vue qui semblait être accepté par les deux parties. Le Royaume-Uni, grand pays maritime, estimait très important que la réglementation concernant le canal repose sur une entente entre les principales parties intéressées et il partageait l'espoir que les négociations aboutiraient à une conclusion satisfaisante. On avait accordé une grande attention à l'héritage du colonialisme. Toutefois, la plupart des orateurs semblaient reconnaître que ce n'était pas là un des problèmes majeurs de l'Amérique latine et que les questions coloniales encore en suspens n'avaient pas besoin d'être étudiées par le Conseil de sécurité. Les questions des îles Falkland et de Belize avaient toutes les deux été mentionnées mais le représentant de l'Argentine et celui du Guatemala avaient indiqué que la meilleure manière de les étudier était d'avoir recours à des entretiens bilatéraux. Le Gouvernement du Royaume-Uni appuyait cette opinion, qu'il partageait.

823. Le représentant des Etats-Unis a rappelé que des relations cordiales existaient depuis longtemps entre son pays et les nations indépendantes de l'hémisphère, ainsi qu'en témoignait l'assistance unilatérale et multilatérale que son pays leur avait accordée. Il a résumé brièvement la position des Etats-Unis sur certains problèmes qui avaient été soulevés dans des déclarations prononcées au Conseil. Les Etats-Unis continuaient à préconiser fortement, ainsi qu'ils l'avaient toujours fait, la dénucléarisation de l'Amérique latine. Les Etats-Unis ne contestaient pas le principe de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles mais la délégation américaine estimait que le Conseil n'était pas, en fait, saisi de cette question complexe. De même, elle pensait qu'il ne convenait pas de saisir le Conseil de la question des sociétés multinationales, qui avait été soulevée dans différents contextes, étant donné qu'elle était déjà étudiée par plusieurs autres organes de l'ONU

plus compétents en la matière. Les Etats-Unis partageaient l'opinion exprimée dans la résolution 1721 (LIII) du Conseil économique et social du 28 juillet 1972, selon laquelle ces sociétés étaient souvent "des instruments utiles pour le transfert des techniques et des capitaux vers les pays en voie de développement". Aucun pays n'était obligé d'inviter ou même d'accepter les investissements étrangers. S'il le faisait, il pouvait établir ses propres règles. Toutefois, il était alors tenu de les respecter, de compenser les investisseurs s'il les modifiait rétroactivement ou, en cas d'expropriation ou de nationalisation de biens privés, de prendre les dispositions appropriées pour une indemnisation adéquate ainsi que l'exigeait le droit international. En ce qui concernait le canal de Panama et la zone, la délégation des Etats-Unis, tout autant que les autres délégations qui avaient pris la parole, soutenait les justes aspirations du Panama. Les négociateurs des Etats-Unis, conscients de ces aspirations, avaient déjà reconnu que : 1) le Traité du canal de 1903 devrait être remplacé par un nouveau traité moderne; 2) tout nouveau traité sur le canal devrait avoir une durée déterminée, la notion de perpétuité étant ainsi abandonnée; 3) il faudrait rendre au Panama une grande partie du territoire qui faisait actuellement partie de la zone du canal, en prenant des dispositions pour l'utilisation d'autres régions. Ces autres régions devraient représenter le minimum dont les Etats-Unis avaient besoin pour gérer et défendre le canal et elles seraient intégrées dans la vie juridique, économique, sociale et culturelle du Panama, selon un calendrier à convenir par les deux parties; 4) le Panama devrait exercer sa juridiction dans la région du canal selon un calendrier accepté par les deux parties; et 5) le Panama devrait obtenir des paiements annuels sensiblement accrus pour l'utilisation de son territoire liée à l'exploitation du canal. Cela étant, ceux qui attaquaient le Traité de 1903 s'en prenaient à un mythe. Ce traité avait déjà été révisé largement dans l'intérêt du Panama. Les Etats-Unis étaient disposés à le modifier à nouveau ou à établir un nouveau traité quand les négociations reprendraient dans l'esprit d'amitié et de coopération qui devrait caractériser les rapports entre le Panama et les Etats-Unis. La question se posait alors, a poursuivi le représentant des Etats-Unis, de savoir quelle contribution le Conseil pourrait apporter à ses réunions en Amérique latine et ce qu'il en rapporterait au Siège de l'ONU. Si le Conseil faisait preuve de parti pris ou adoptait un point de vue étroit, il risquerait d'ôter de leur crédit aux méthodes de la diplomatie bilatérale et régionale qui s'étaient avérées si efficaces dans cet hémisphère.

824. A la 1702<sup>e</sup> séance, tenue le même jour, le Président, parlant en sa qualité de représentant du Panama, exerçant son droit de réponse, a déclaré que la juridiction de l'Organisation des Nations Unies en Amérique latine ne pouvait se trouver diminuée du fait des attributions de l'Organisation des Etats américains, dont la structure devrait du reste être réexaminée. Les buts que poursuivaient les Etats-Unis dans les négociations bilatérales avec le Panama à propos de la zone du canal n'étaient pas, a-t-il ajouté, de nature à satisfaire le Panama, car les admettre aurait uniquement pour effet de multiplier les causes de conflit entre les deux pays. Il n'était pas logique d'affirmer que pour que le canal puisse servir efficacement le commerce mondial, les Etats-Unis devaient avoir le droit d'en augmenter la capacité, et cette thèse ne s'accordait pas davantage au souci légitime du Panama de recouvrer complètement sa juridiction sur son territoire et exercer

ses droits souverains sur ses ressources naturelles. Le représentant des Etats-Unis avait expliqué que le développement considérable de l'économie panaméenne était dû en partie à des contributions extérieures, dont l'assistance que lui fournissaient les Etats-Unis. Certes, il ne s'agissait là que d'un côté de la médaille. De l'autre côté, il fallait mentionner les profits considérables que les Etats-Unis tiraient du Panama depuis 1910, date d'ouverture du canal, grâce à l'exploitation à leur bénéfice de la position géographique de ce pays par rapport au canal, profits tout à la fois d'ordre politique et stratégique et d'ordre strictement économique. Le Panama cherchait à l'heure actuelle à opérer un changement de structures, mais il n'y avait pas eu jusqu'ici de négociation bilatérale à proprement parler. Il y avait eu, de la part des Américains, des propositions visant à perpétuer sous une autre forme l'enclave coloniale; quant aux propositions panaméennes visant à mettre un terme à cette situation, elles n'avaient, pas plus que par le passé, été acceptées par les Etats-Unis. Ces derniers souhaitaient essentiellement maintenir les choses en l'état, en se bornant à les appeler d'un autre nom. Le Conseil de sécurité avait un rôle essentiel à jouer dans la recherche de la solution à apporter à ce problème, et devait se refuser à prendre au sérieux de fausses négociations bilatérales. Le Panama était certainement désireux de négocier avec les Etats-Unis, mais il fallait que ces entretiens soient suivis de près par le monde entier pour qu'on soit sûr qu'il s'agisse bien de négociations bilatérales et non d'imposer la loi du plus fort.

825. Le représentant du Chili a déclaré, à propos de l'intervention du représentant de la Bolivie, que le Gouvernement chilien s'était maintes fois déclaré prêt à entamer un dialogue avec ce pays; il estimait que la reprise des relations diplomatiques serait un bon pas en avant dans cette voie. Le Chili a réitéré son adhésion aux principes du droit international relatifs à l'inviolabilité des traités librement consentis et il a souligné que le régime historique et juridique régissant les relations entre la Bolivie et le Chili ne mettait nullement en cause les droits inhérents à la souveraineté de ce pays. Il fallait créer graduellement les conditions voulues dans le cadre du processus d'intégration de la région andine, pour élargir le terrain d'entente entre la Bolivie et le Chili et permettre à ces deux pays de développer leurs relations amicales et de renforcer leur coopération.

826. Le Président, parlant en sa qualité de représentant du Panama, a présenté un projet de résolution révisé (S/10931/Rev.1), dont la Guinée, le Kenya, le Panama, le Pérou, le Soudan et la Yougoslavie, puis l'Inde et l'Indonésie, s'étaient portés coauteurs, et qui était conçu comme suit :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Ayant examiné la question du canal de Panama, dans le cadre du point intitulé "Examen des mesures propres à maintenir et à renforcer la paix et la sécurité internationales en Amérique latine, conformément aux dispositions et aux principes de la Charte",*

*"Rappelant que l'un des buts des Nations Unies est l'ajustement ou le règlement, conformément aux principes de la justice et du droit international, de différends ou de situations de caractère international susceptibles de mener à une rupture de la paix,*

*"Considérant que la République du Panama est souveraine sur son territoire et que l'exercice libre et avantageux de la souveraineté des peuples et des*

nations sur leurs ressources naturelles doit être facilité par le respect mutuel entre les Etats, fondé sur leur égalité souveraine,

“Ayant entendu les déclarations des représentants des Etats membres du Conseil, de ministres des relations extérieures d’Amérique latine et de représentants d’autres Etats et organisations spécialement invités,

“1. *Prend note* de ce que les Gouvernements de la République du Panama et des Etats-Unis d’Amérique, dans la “Déclaration commune” souscrite devant le Conseil de l’Organisation des Etats américains, agissant provisoirement en tant qu’organe de consultation, le 3 avril 1964, sont convenus de parvenir à un accord juste et équitable pour éliminer rapidement les causes de conflit qui existent entre eux;

“2. *Prend note* aussi de l’intention manifestée par les Gouvernements des Etats-Unis d’Amérique et de la République du Panama de consigner dans un instrument formel des points d’accord relatifs à l’abrogation du Traité de 1903 relatif au canal transisthmique et des amendements audit Traité et à la conclusion d’un nouveau traité juste et équitable concernant l’actuel canal de Panama, qui réponde pleinement aux aspirations légitimes du Panama et garantisse le plein respect de la souveraineté effective du Panama sur tout son territoire;

“3. *Demande instamment* aux Gouvernements des Etats-Unis d’Amérique et de la République du Panama de poursuivre leurs négociations sur un plan élevé d’amitié, de respect et de coopération et de conclure sans retard un nouveau traité dans le but d’éliminer rapidement les causes de conflit surgies dans leurs relations;

“4. *Décide* de maintenir la question à l’étude.”

Il a expliqué que le Conseil était saisi là par le Panama d’un problème essentiel qui affectait la paix et la sécurité internationales. Jouet des conséquences néfastes d’une situation coloniale, le Panama n’avait pu mener à terme le processus de son accession à l’indépendance parce qu’il existait sur son territoire une enclave particulière appelée zone du canal de Panama. Ce processus ne pourrait s’achever que lorsque les Etats-Unis se retireraient définitivement de la zone et que cette partie du territoire réaliserait son intégration politique, économique et culturelle au reste de la République. Le Panama était convaincu que le projet de résolution contribuerait à atteindre les objectifs dont il avait saisi le Conseil.

827. Parlant ensuite en sa qualité de Président du Conseil, il a annoncé que trois autres pays, la Guinée, le Kenya et le Soudan se portaient coauteurs du projet de résolution (S/10932/Rev.1) présenté par le Panama, le Pérou et la Yougoslavie.

828. Le représentant des Etats-Unis, exerçant son droit de réponse, a fait observer qu’il existait des points de désaccord entre le Gouvernement panaméen et le Gouvernement des Etats-Unis, et il a invité le Ministre panaméen des affaires étrangères à poursuivre les négociations dans le souci de maintenir de bonnes relations entre les deux gouvernements et de préserver l’esprit de compréhension internationale.

829. A la 1703<sup>e</sup> séance, le 21 mars, le Président du Conseil de sécurité, le Secrétaire général, le Président du Comité spécial de l’apartheid, le représentant de l’URSS et le représentant du Kenya ont fait des déclarations à propos de la célébration de la Journée

internationale pour l’élimination de la discrimination raciale. Le Président a également donné lecture d’une déclaration des représentants de la Guinée, de l’Inde, du Kenya et du Soudan dans laquelle ceux-ci se déclaraient pleinement d’accord avec les membres latino-américains du Conseil pour reconnaître que l’élimination du colonialisme en Afrique, en Amérique latine et en Asie était une condition indispensable au maintien et au renforcement de la paix et de la sécurité internationales.

830. Le Président, parlant en sa qualité de représentant du Panama, a déclaré que la zone du canal, comme tout territoire sous le joug du colonialisme, souffrait de ce mal caractéristique dont s’accompagnait ce dernier, à savoir la discrimination, qu’il s’agisse de discrimination raciale ou d’autres formes de discrimination. A l’intérieur de cette zone, le Gouvernement des Etats-Unis pratiquait la discrimination de différentes façons, que ce soit sous forme de ségrégation raciale ou de discrimination en matière d’emploi, de salaires, d’enseignement et de logement.

831. A la 1704<sup>e</sup> séance, tenue le même jour, le Président, parlant en sa qualité de représentant du Panama, a déclaré à propos du projet de résolution traitant de la zone du canal de Panama (S/10931/Rev.1) que les pouvoirs assumés par les Etats-Unis en territoire panaméen avaient créé une situation de type colonial qui pesait lourdement sur le Panama, affectait son intégrité territoriale et constituait une hypothèque physique et politique dont le terme ne pouvait plus être repoussé. Il était logique que les Panaméens aspirent à porter remède à une situation de nature, en fait, à mettre en péril la paix et la sécurité internationales. Des frictions constantes se produisaient en raison de la discrimination qui sévissait, de façon visible ou déguisée, dans l’administration du canal, en particulier en matière d’emploi, de salaires, de pensions et autres domaines de première importance. Le Panama avait été privé de ses ports principaux aux deux extrémités du canal et avait été mis dans l’impossibilité de tirer profit des multiples avantages que lui offrait sa situation géographique pour l’exploitation du commerce international, même si le canal était utile au Panama pour l’exploitation de ses ressources naturelles. A l’intérieur de la zone, des fonctionnaires américains exerçaient les fonctions de gouvernement, imposant des lois et règlements promulgués par leurs organes législatifs. Des juges étrangers jugeaient les citoyens panaméens et les ressortissants d’autres pays, et un drapeau étranger flottait là où seul celui du Panama était de mise, symbole de la souveraineté de la République du Panama.

832. Parmi les causes de conflit les plus préjudiciables aux intérêts du Panama, il fallait compter : le caractère perpétuel de la concession du canal, l’interprétation unilatérale par les Etats-Unis des dispositions contractuelles existantes imposées *de facto* au Panama, le fait que les Etats-Unis exerçaient leur juridiction sur la zone du canal, en faisant de cette zone une enclave coloniale, l’installation de bases militaires à des fins autres que la protection du canal, et l’insuffisance inique des avantages que retirait le Panama de la voie transocéanique. Les Etats-Unis avaient admis publiquement la souveraineté du Panama sur ladite zone du canal et pourtant ils revendiquaient toujours l’usage, l’occupation et le contrôle de la totalité de cette bande, large de 16 kilomètres, du territoire panaméen. Le Panama, en tant qu’Etat territorial souverain et pays riverain de la voie interocéanique, comprenait fort bien

qu'il lui incombait d'assurer la sécurité et le bon fonctionnement du canal. Le Gouvernement et le peuple panaméens étaient parfaitement convaincus que le Conseil de sécurité avait assez d'autorité pour aboutir au règlement du problème, conformément aux principes du droit international et de la justice, et en harmonie avec les dispositions du Chapitre VI de la Charte, concernant le règlement pacifique des différends. L'adoption des deux projets de résolution dont le Conseil était saisi pouvait sans doute contribuer efficacement au règlement de cette question. Une telle décision contribuerait incontestablement à renforcer la sécurité internationale, préluant ainsi à une ère nouvelle qui donnerait satisfaction aux revendications du Panama, de l'Amérique latine et du monde entier.

**Décision :** *A la 1704<sup>e</sup> séance, le 21 mars 1973, le projet de résolution révisé présenté par la Guinée, l'Inde, l'Indonésie, le Kenya, le Panama, le Pérou, le Soudan et la Yougoslavie (S/10931/Rev.1) a été mis aux voix; le vote a donné les résultats suivants : 13 voix pour, une voix contre (Etats-Unis d'Amérique) et une abstention (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord); en raison du vote négatif d'un membre permanent du Conseil de sécurité, le projet de résolution n'a pas été adopté.*

833. Expliquant son vote, le représentant des Etats-Unis a déclaré que la délégation américaine regrettait de s'être trouvée dans l'obligation de voter contre le projet de résolution, qui contenait beaucoup d'idées qu'elle aurait pu accepter. Ce vote ne devait toutefois pas étonner le Panama, les Etats-Unis ayant précisé qu'ils craignaient qu'une série de réunions tendant à faire pression sur une des parties aux négociations bilatérales en cours ne risque de rendre celles-ci plus difficiles et de réduire l'utilité de cet organe principal des Nations Unies. Jusqu'au moment de son départ pour Panama, la délégation des Etats-Unis n'avait cessé de recevoir l'assurance que tout serait fait pour entretenir un climat de modération et de mesure. Il en avait bien été ainsi en dehors de la salle de réunion, mais on ne pouvait en dire autant de certaines des interventions au Conseil. La délégation américaine s'était sans cesse évertuée, au cours des conversations amicales avec le Gouvernement hôte du Panama d'aboutir à une forme de résolution acceptable par les deux parties, mais ses efforts sincères avaient été vains. Cependant, les Etats-Unis étaient toujours prêts, comme par le passé, à reconnaître les aspirations légitimes de la République du Panama, dont ils admettaient le bien-fondé. Bien que le projet de résolution ait contenu beaucoup d'éléments acceptables, la délégation des Etats-Unis avait dû émettre un vote négatif, car tous les points auquel il se référait faisaient l'objet de négociations bilatérales. Il ne convenait pas que le Conseil de sécurité adopte une résolution portant sur des questions de fond qui faisaient encore l'objet de négociations, et alors que le Ministre panaméen des affaires étrangères avait dit lui-même que ces négociations se poursuivaient. D'autre part, le projet de résolution était mal équilibré et incomplet, et pouvait donc donner lieu à de graves erreurs d'interprétation. En plus, il contenait maintes généralités alors que c'était précisément l'application de ces généralités qui faisait la difficulté. Enfin, il traitait bien des questions qui intéressaient le Panama, mais passait sous silence les intérêts légitimes qui ont une importance pour les Etats-Unis. Le canal de Panama n'était pas une œuvre de la nature et ne pouvait être considéré comme une

ressource naturelle; il s'agissait d'une entreprise d'un caractère très complexe. L'établissement d'un nouveau régime d'exploitation du canal exigeait des négociations réfléchies et extrêmement précises en vue de concilier au mieux les intérêts. Les Etats-Unis étaient et restaient prêts à de telles négociations. La délégation américaine pensait, enfin, qu'il importait d'examiner le caractère de ces réunions et d'en évaluer les résultats avec le plus grand soin, afin d'éviter d'agir à nouveau d'une façon qui pourrait être préjudiciable au rôle et à la réputation du Conseil de sécurité. Il serait tout à fait regrettable que le Conseil de sécurité se transforme en une petite Assemblée générale, ce qui compromettrait sa capacité de traiter efficacement des questions précises touchant la paix et la sécurité.

834. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que sa délégation considérait qu'il s'agissait là essentiellement d'une question à traiter bilatéralement entre les parties intéressées. S'il avait été possible de trouver une formule tenant compte des préoccupations des deux parties, l'adoption d'une résolution par le Conseil de sécurité à la fin de cette réunion à Panama aurait pu contribuer à créer une atmosphère propice à des négociations ultérieures, mais, en l'occurrence, une résolution qui s'avérerait inacceptable pour l'une des deux parties n'avait aucune utilité. Et c'est pour cette raison que la délégation britannique s'était abstenue.

835. La représentante de la Guinée a déclaré qu'en se portant coauteur du projet de résolution la délégation guinéenne avait voulu témoigner sa solidarité au peuple et au Gouvernement panaméens et leur exprimer son adhésion totale à leur cause, qui était celle de la dignité, de la souveraineté et de la justice. La représentante de la Guinée a formulé l'espoir que les parties intéressées pourraient aboutir, par la voie de négociations, à un règlement pacifique conforme aux aspirations légitimes du peuple panaméen.

836. Le représentant de la France a déclaré que la délégation française avait voté en faveur du projet de résolution car, à la différence d'autres textes qui avaient été présentés précédemment, ce projet n'entrait pas dans le détail d'un règlement, mais se référait seulement à des principes d'ordre général dont la validité ne pouvait être contestée. Le Gouvernement français avait toujours eu pour position que le Conseil de sécurité ne pouvait dicter à des parties les termes spécifiques d'un règlement qu'elles étaient en train de négocier, mais qu'il pouvait indiquer les principes généraux sur lesquels il estimait qu'un tel règlement devrait reposer. Le représentant de la France a exprimé le regret qu'il n'eût pas été possible de trouver une formule satisfaisante pour les deux parties, et que le débat eût été l'occasion d'affirmations un peu trop simplistes, mais il a formé l'espoir que les parties pourraient bientôt parvenir à un accord.

837. Le représentant du Kenya a déclaré que sa délégation avait voté pour le projet de résolution parce que l'argumentation du Panama en faveur d'un contrôle plus équitable du canal lui paraissait juste et fondée. Le droit souverain qu'a tout Etat de disposer de ses richesses et de ses ressources naturelles était un élément constitutif du droit à l'autodétermination et devait être respecté.

838. Le représentant de la Yougoslavie a dit que sa délégation était persuadée que le peuple panaméen ne verrait pas dans le résultat de ce vote une défaite mais un défi supplémentaire à relever dans son juste combat, et il a exprimé l'espoir que ceux qui en avaient le devoir reviendraient sur leur attitude et feraient

preuve de plus de souplesse à l'avenir, puisque aussi bien cette question ne manquerait pas d'être examinée à nouveau assez prochainement.

839. Le représentant du Pérou a déclaré que le projet de résolution aurait réellement aidé à mettre la solution éventuelle du conflit sur la bonne voie. Malheureusement, ce projet avait fait l'objet d'un veto de la part des Etats-Unis; mais, loin de constituer un échec ou une défaite, ce veto ajoutait à la dignité de la lutte que menaient le peuple et le Gouvernement panaméens.

840. Le représentant de l'Union soviétique s'est déclaré en désaccord complet avec l'opinion du représentant des Etats-Unis lorsque celui-ci avait dit que des débats sur des questions telles que celle qui avait fait l'objet de la réunion de Panama risquaient de nuire au prestige du Conseil et de compromettre son rôle. La discussion à laquelle cette question avait donné lieu ainsi que les votes positifs émis par l'écrasante majorité des membres du Conseil — 13 voix sur 15 — pour défendre les droits et la souveraineté du Panama montraient au contraire que le rôle et le prestige de l'ONU s'en trouvaient renforcés. Le Panama n'était pas seul, car sa position avait reçu un soutien massif de la part d'autres pays latino-américains, de membres du Conseil de sécurité et d'autres participants aux débats.

841. Le Conseil a abordé ensuite l'examen du projet de résolution présenté par la Guinée, le Kenya, le Panama, le Pérou, le Soudan et la Yougoslavie (S/10932/Rev.2).

842. Prenant la parole avant le vote, le représentant de l'Australie a expliqué que sa délégation se demandait si le Conseil était bien l'organe des Nations Unies le plus approprié pour prendre une décision en la matière; elle voterait quoi qu'il en soit en faveur du projet de résolution, étant donné qu'elle en approuvait les objectifs principaux. Toutefois, le projet de résolution ne devait pas interdire aux entreprises commerciales de prendre des mesures légales pour se faire indemniser en cas d'expropriation de propriétés et autres biens immobiliers; en effet, si le droit international autorisait la nationalisation de biens appartenant à des étrangers, il prévoyait également des compensations ainsi que certains recours en cas de différends sur les modalités de l'indemnisation.

843. Le représentant de la France a rappelé qu'il avait exprimé des doutes à l'égard d'une prise de position du Conseil sur des principes généraux qui ne s'appuieraient sur aucune situation particulière, notamment pour des questions qui relevaient de la compétence d'un autre organe des Nations Unies. Le Conseil de sécurité devait donc prendre note des vues exprimées et renvoyer l'examen de cette question à un organe qualifié des Nations Unies qui pourrait être soit l'Assemblée générale, soit le Conseil économique et social, voire le Groupe de travail de la charte des droits et devoirs économiques des Etats. Dans ces conditions, la délégation française s'abstiendrait lors de la mise aux voix du projet de résolution.

844. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que sa délégation s'abstiendrait également lors de la mise aux voix du projet de résolution, surtout parce qu'elle pensait que cette question ne relevait pas de la compétence du Conseil de sécurité. L'instance appropriée pourrait être l'Assemblée générale ou le Conseil économique et social, à l'ordre du jour desquels ce point figurait d'ailleurs. Cela ne voulait pas dire que la délégation britannique aurait appuyé le projet s'il

avait été soumis au Conseil économique et social, car son texte impliquait en plusieurs endroits que des mesures coercitives illégales étaient actuellement prises en Amérique latine, sans préciser de quelles mesures il s'agissait, quels en étaient les auteurs ni contre quels pays elles étaient dirigées. Ce texte était beaucoup trop imprécis et préjugait trop les événements pour qu'il puisse servir de base à un appel invitant les Etats à prendre des mesures punitives contre quiconque.

845. Le représentant de l'Indonésie a reconnu que l'assistance étrangère pouvait servir à accélérer le processus du développement. Toutefois, qu'elle se manifeste sous la forme d'une intervention gouvernementale ou sous forme d'investissements privés, cette assistance ne devait en aucune manière devenir un instrument de coercition. Déclarant que sa délégation faisait siennes les idées exprimées dans le projet de résolution, il a annoncé qu'il voterait pour ce texte.

846. Le représentant des Etats-Unis a exposé les raisons pour lesquelles la délégation américaine avait décidé de s'abstenir lors de la mise aux voix du projet de résolution. La question de la souveraineté sur les ressources naturelles ne relevait pas de la compétence du Conseil de sécurité aux termes de la Charte des Nations Unies. Les Etats-Unis ne sauraient naturellement approuver l'usage de mesures coercitives de la part d'un Etat pour tirer avantage d'un autre Etat, en violation du droit international, mais la délégation américaine ne pouvait accepter les prémisses de ce projet, à savoir qu'on recourait en fait à des mesures de ce genre ou à des mesures risquant de compromettre la paix et la sécurité en Amérique latine. L'examen de questions économiques de cette nature, n'impliquant aucune menace pour la paix et la sécurité internationales, relevait normalement d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies. Aux termes de sa résolution 1803 (XVII), l'Assemblée générale reconnaissait que la souveraineté sur les ressources naturelles devait s'exercer conformément au droit international et prévoyait expressément que les accords relatifs aux investissements étrangers devaient être respectés en toute bonne foi, et que des indemnités appropriées devaient être versées en cas de nationalisation. Ces points n'apparaissaient pas clairement dans le texte du projet de résolution, et ce texte ne tenait pas non plus suffisamment compte des dispositions de la Charte des Nations Unies, de la Charte de l'Organisation des Etats américains et du Traité interaméricain d'assistance réciproque envisageant des mesures collectives, y compris la coercition, du respect desquelles dépendait le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

**Décision :** *A la 1704<sup>e</sup> séance, le 21 mars 1973, le projet de résolution révisé présenté par la Guinée, le Kenya, le Panama, le Pérou, le Soudan et la Yougoslavie (S/10932/Rev.2) a été adopté par 12 voix contre zéro, avec 3 abstentions (France, Etats-Unis d'Amérique et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) en tant que résolution 330 (1973).*

847. Le texte de la résolution 330 (1973) est le suivant :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Rappelant les résolutions 1803 (XVII) et 3016 (XXVII) de l'Assemblée générale, en date, respectivement, du 14 décembre 1962 et du 18 décembre 1972, concernant la souveraineté permanente sur les ressources naturelles,*

*“Réaffirmant la résolution 2625 (XXV) de l’Assemblée générale en date du 24 octobre 1970 qui proclame qu’aucun Etat ne peut appliquer ni encourager l’usage de mesures économiques, politiques ou de toute autre nature pour contraindre un autre Etat à subordonner l’exercice de ses droits souverains pour obtenir de lui des avantages de quelque ordre que ce soit,*

*“Rappelant également la résolution 2993 (XXVII) de l’Assemblée générale en date du 15 décembre 1972 sur la mise en œuvre de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale et, en particulier, le paragraphe 4 de cette résolution,*

*“Notant avec une profonde inquiétude l’existence et l’application de mesures coercitives qui affectent le libre exercice de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles de pays d’Amérique latine,*

*“Reconnaissant que l’application ou l’encouragement de l’emploi de mesures coercitives peut créer des situations susceptibles de mettre en danger la paix et la sécurité en Amérique latine,*

*“1. Demande instamment aux Etats d’arrêter des mesures appropriées pour empêcher l’action des entreprises qui cherchent délibérément à exercer une contrainte sur des pays d’Amérique latine;*

*“2. Demande aux Etats de s’abstenir, afin de maintenir et de renforcer la paix et la sécurité en Amérique latine, d’appliquer des mesures coercitives de quelque nature que ce soit contre des Etats de la région ou d’encourager l’usage de telles mesures.”*

848. Le représentant de l’Autriche a dit qu’une résolution du Conseil de sécurité en la matière n’était pas indispensable, étant donné que l’Assemblée générale et d’autres organes de l’Organisation des Nations Unies en avaient déjà énoncé les points essentiels. Toutefois, la délégation autrichienne avait voté pour ce texte car elle souscrivait aux éléments et aux objectifs fondamentaux qui y figuraient.

849. Le représentant de l’Inde a déclaré que bien que sa délégation ait voté pour le projet de résolution, elle considérait que le texte final ne précisait pas suffisamment la nature des mesures coercitives visées; elle aurait préféré que le texte soit rédigé en des termes analogues à ceux qui avaient été utilisés dans la résolution récemment adoptée par le Conseil économique et social. Pour ces raisons, la délégation indienne n’avait pas parrainé le projet de résolution et en votant en sa faveur elle n’entendait pas qu’il soit porté atteinte à l’autorité ou à la compétence d’autres organes appropriés de l’Organisation des Nations Unies.

850. Le représentant du Kenya a dit que sa délégation avait voté pour le projet de résolution afin de témoigner de sa solidarité avec l’Amérique latine. Les activités du Conseil économique et social en la matière étaient parfaitement adéquates, mais les informations communiquées par certains amis latino-américains du Kenya concernant les pressions exercées par diverses sociétés multinationales — avec peut-être la complicité de certains Etats — avaient amené la délégation kényenne à penser que cet état de choses était très inquiétant pour la paix et la sécurité internationales.

851. Le représentant de l’Union soviétique a déclaré que, pour sa délégation, la résolution présentait un caractère politique plutôt qu’économique, car la coercition dans les relations interétatiques était toujours de nature politique : elle envenimait les relations

entre Etats, créait des dangers pour la paix et risquait de conduire à des ruptures de la paix. C’est pourquoi la délégation soviétique avait voté pour la résolution, qui constituait une mise en garde adressée par le Conseil de sécurité aux Etats et aux gouvernements qui envisageraient de défendre ou d’appuyer leurs monopoles ou des monopoles multinationaux si ceux-ci prenaient des mesures coercitives à l’encontre de pays défendant leur souveraineté sur leurs propres ressources naturelles. A cet égard, le représentant de l’URSS a exprimé l’espoir que le Conseil de sécurité prendrait la décision nécessaire, ce qui ferait du principe du non-recours à la force dans les relations internationales une norme extrêmement importante de droit international.

852. Le représentant du Pérou a estimé que le Conseil de sécurité s’était acquitté de ses responsabilités en adoptant la résolution. Par conséquent, les peuples d’Amérique latine, qui avaient souffert, qui souffraient ou qui risquaient de souffrir encore de mesures coercitives, espéraient à nouveau en l’Organisation des Nations Unies. Pour le continent auquel il appartenait, l’importance de cette résolution serait grande; elle constituait sans aucun doute un argument de poids dans la lutte légitime menée pour la libération nationale et contre la subordination à l’étranger.

853. Le représentant de la Chine a dit que sa délégation avait voté pour les deux projets de résolution car, s’agissant de questions de cette nature, elle jugeait qu’ils correspondaient aux mesures que devait prendre le Conseil de sécurité. Les faits avaient démontré la nécessité et l’utilité de faire porter les discussions, lors des réunions du Conseil de sécurité à Panama, sur un certain nombre de problèmes importants auxquels se heurtait actuellement l’Amérique latine. Ces réunions avaient joué et continueraient de jouer un rôle positif dans la lutte légitime du peuple du Panama et des peuples des autres pays d’Amérique latine. Elles avaient en outre renforcé l’unité et la coopération entre les pays d’Asie, d’Afrique et d’Amérique latine. La délégation chinoise se félicitait de ces résultats positifs.

854. Le Président du Conseil a fait une déclaration dans laquelle étaient résumés, brièvement et en termes généraux, les principaux points sur lesquels avaient porté les discussions du Conseil de sécurité lors des réunions à Panama. Il a dit que la plupart des orateurs étaient d’avis que la persistance du colonialisme ou du néo-colonialisme en Amérique latine ou dans d’autres régions du monde aggravait la tension, faisait obstacle au développement économique et était incompatible avec la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l’homme et la Déclaration sur l’octroi de l’indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Ces représentants estimaient qu’il était indispensable d’accélérer le processus de décolonisation.

855. De nombreux représentants avaient parlé des problèmes de la dépendance économique des Etats latino-américains résultant de la domination exercée dans la région par des intérêts économiques étrangers, ainsi que de l’écart grandissant entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement, qui constituait, selon eux, une sérieuse menace à la paix mondiale. Ils avaient souligné dans ce contexte que toute nation avait le droit d’explorer, de mettre en valeur et de conserver ses ressources naturelles et que toute tentative, directe ou indirecte, visant à entraver le plein exercice de ce droit portait atteinte aux principes de l’autodétermination et de la non-intervention. Nombre d’orateurs avaient critiqué les divers types de mesures

de coercition que certains Etats avaient prises contre d'autres, en violation des principes de la Charte, et avaient vivement préconisé l'adoption de mesures de nature à prévenir toute coercition de la part d'intérêts économiques et financiers étrangers. D'autres orateurs avaient souligné que les investissements étrangers privés avaient contribué au développement de certains pays en leur fournissant les moyens financiers et techniques nécessaires à la mise en valeur de leurs ressources naturelles. D'autres encore avaient insisté sur la nécessité d'assortir le droit qu'avaient les pays en voie de développement de mettre en valeur leurs ressources du devoir d'assurer, en cas de nationalisation, un dédommagement rapide et adéquat, conformément au droit international.

856. Plusieurs représentants avaient défendu le droit de tout Etat latino-américain d'opter pour le système politique, économique et social de son choix, sans encourir l'ingérence d'un autre Etat, et avaient insisté pour qu'il soit mis fin aux politiques visant à isoler et à boycotter un Etat en raison de son système politique, économique et social. Ils étaient d'avis que la tendance à la détente internationale devait également se faire jour dans la région et qu'il fallait observer les principes de non-intervention, de coopération économique, d'autodétermination et de bon voisinage entre les Etats. Tous les Etats devaient respecter le principe du non-recours à la force dans les relations internationales. Une délégation a également appelé l'attention sur la résolution 2936 (XXVII) de l'Assemblée générale sur le non-recours à la force dans les relations internationales et l'interdiction permanente de l'utilisation des armes nucléaires et sur le fait que le Conseil de sécurité devait prendre au plus vite les mesures appropriées en vue de donner effet à cette résolution.

857. Certains orateurs ont également soulevé la question de la présence de bases militaires étrangères sur le territoire de certains Etats d'Amérique latine. Ils affirmaient que ces bases avaient été utilisées aux fins d'ingérence dans les affaires intérieures des pays intéressés et qu'elles devaient être supprimées.

858. S'agissant du canal de Panama, beaucoup de représentants avaient défendu le droit du Panama à exercer pleinement sa souveraineté et sa juridiction sur l'ensemble de son territoire, y compris la zone du canal; le déni de ce droit avait été une source de tension constante et, partant, une menace à la paix et à la sécurité en Amérique latine. Pour éliminer cette me-

nace, il était essentiel de rétablir la pleine souveraineté du Panama sur la zone du canal et d'éliminer les bases militaires étrangères dans la région. Presque tous les orateurs ont été d'avis que le Panama avait le droit de tirer le meilleur parti de sa situation géographique pour son propre développement économique. Tout en appuyant les aspirations du peuple panaméen, certains représentants avaient souligné que la question faisait l'objet de négociations entre les parties principalement intéressées, et avaient exprimé l'espoir que les négociations reprendraient et que l'on parviendrait à un règlement sans intervention étrangère. Tous les orateurs s'accordaient à penser que la solution au problème du canal de Panama devait s'inspirer du droit, de la justice et des principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies.

859. Plusieurs orateurs avaient également souligné la contribution apportée par les Etats d'Amérique latine au renforcement de la paix et de la sécurité internationales par la conclusion du Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine. A ce propos, certaines délégations avaient fait remarquer que, pour que le Traité soit appliqué le plus largement et le plus efficacement possible, il fallait qu'il reçoive l'appui des Etats qui étaient ou qui pouvaient devenir parties à cet instrument ou à ses deux protocoles additionnels.

860. Enfin, plusieurs représentants avaient loué la pratique consistant à tenir des réunions du Conseil de sécurité hors du Siège, car ces réunions assuraient les peuples de la région de l'intérêt que l'Organisation portait à leurs problèmes, tout en mettant le Conseil à même de mieux évaluer, et directement, les problèmes et la situation de la région, et de mieux connaître les aspirations des populations.

861. Le Ministre des affaires étrangères du Panama a pris la parole au Conseil et a exprimé sa satisfaction devant les résultats des réunions du Conseil de sécurité à Panama. Il a annoncé que son gouvernement demanderait, au moment opportun que la question de la zone du canal soit inscrite à l'ordre du jour du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.

862. Au nom des membres du Conseil, la représentante de la Guinée a lu le texte d'un consensus (S/10934), par lequel le Conseil exprimait sa reconnaissance au Panama, en tant que pays hôte, pour ces réunions du Conseil.

## Deuxième partie

### AUTRES QUESTIONS EXAMINÉES PAR LE CONSEIL

#### Chapitre 9

#### ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES

##### A. — Candidature de la République populaire du Bangladesh

863. Dans une lettre datée du 8 août 1972, distribuée avec une note du Secrétaire général (S/10759), le Ministre des affaires étrangères de la République populaire du Bangladesh a présenté la demande d'admission du Bangladesh à l'Organisation des Nations Unies et a déclaré que le Bangladesh acceptait les obligations énoncées dans la Charte des Nations Unies.

864. La demande d'admission a été inscrite à l'ordre du jour provisoire de la 1658<sup>e</sup> séance du Conseil de sécurité, tenue le 10 août.

865. A cette séance, le représentant de la Chine a déclaré que la candidature du Bangladesh ne devait pas être examinée car le Gouvernement du Bangladesh continuait de faire obstacle à l'application des résolutions de l'ONU concernant le retrait des troupes et la mise en liberté des prisonniers de guerre. Cette attitude était en violation flagrante avec les résolutions adoptées par l'Assemblée générale à sa vingt-sixième session et par le Conseil de sécurité, ainsi qu'avec les Conventions de Genève de 1949, et était entièrement incompatible avec les buts et principes de la Charte des Nations Unies. Dans ces circonstances, la délégation chinoise affirmait que le Bangladesh ne remplissait pas les conditions nécessaires pour devenir Membre de l'Organisation des Nations Unies et qu'elle ne saurait accepter que le Conseil examine la question dans ces conditions.

866. Le représentant de la Yougoslavie a dit que son gouvernement appuyait fermement la demande d'admission du Bangladesh et donnait son accord pour que cette question soit examinée immédiatement par le Conseil, en espérant que celui-ci prendrait rapidement une décision favorable.

867. La représentante de la Guinée a fait observer que le Conseil de sécurité était confronté à des informations assez divergentes quant à la situation qui existait au Bangladesh, et que des pourparlers étaient en cours entre le Pakistan oriental et le Pakistan occidental. Cela étant, elle estimait que le Conseil de sécurité devait éviter de prendre une décision hâtive et laisser s'écouler quelque temps pour que ces consultations puissent être menées à bien. Elle suggérait donc que le Conseil envoie une mission de trois membres au Bangladesh pour s'enquérir de la situation et faire rapport au Conseil.

868. Le représentant du Soudan a appuyé sans réserve la suggestion de la Guinée.

**Décision :** *L'ordre du jour a été adopté par 11 voix contre une (Chine), la Guinée, la Somalie et le Soudan ne participant pas au vote.*

869. Le représentant de la Somalie a dit qu'il fallait considérer la question de la demande d'admission du Bangladesh dans le contexte de la situation politique délicate qui régnait dans le sous-continent indien. Certaines questions d'importance vitale qui faisaient naître des doutes et des incertitudes continuaient d'obscurcir les relations entre le Pakistan et l'Etat sécessionniste du Bangladesh. La délégation somalie aurait souhaité que cette demande soit présentée dans des circonstances plus favorables, car il serait malencontreux que la décision du Conseil sur la demande d'admission du Bangladesh soit marquée par des réserves et des oppositions.

870. La représentante de la Guinée a regretté que la suggestion qu'elle avait faite n'ait pas été prise en considération par les membres du Conseil, car la délégation guinéenne estimait qu'il fallait obtenir davantage de renseignements avant d'examiner la demande d'admission du Bangladesh.

871. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que le Conseil devait, sans retard et sans autre forme de procès, donner une réponse favorable à la demande du Gouvernement du Bangladesh. Le Bangladesh avait été reconnu officiellement par plus de 80 Etats — dont 10 membres du Conseil de sécurité — et était déjà membre d'un certain nombre d'institutions spécialisées des Nations Unies. Il remplissait incontestablement toutes les conditions spécifiques énoncées à l'Article 4 de la Charte pour devenir Membre de l'ONU et était capable de s'acquitter des obligations incombant à un Etat Membre. L'admission du Bangladesh contribuerait à l'universalité de l'Organisation et favoriserait l'instauration rapide de relations entièrement normales entre tous les Etats de la péninsule indienne. En même temps, devenir Membre de l'ONU permettrait au Bangladesh d'éliminer les séquelles tragiques des événements qui s'étaient récemment déroulés sur son sol.

872. Le Président a dit qu'il ressortait des consultations qu'il avait tenues que la majorité des membres du Conseil étaient partisans de renvoyer la demande d'admission du Bangladesh au Comité d'admission de nouveaux Membres, conformément à l'article 59 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

873. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'à son avis le Conseil de sécurité pouvait décider de ne pas recourir à la procédure prévue à l'article 59. Il serait préférable

qu'il prenne une décision sur l'admission sans plus tarder. Néanmoins, compte tenu des remarques du Président, le représentant de l'URSS était disposé à accepter cette procédure, mais il demanderait au Président de convoquer le Comité d'admission de nouveaux Membres aussitôt que possible.

874. Le représentant de l'Inde a souligné que le Gouvernement du Bangladesh avait déjà déclaré solennellement qu'il acceptait les obligations énoncées dans la Charte des Nations Unies et s'engageait à les remplir. L'admission du nouvel Etat du Bangladesh contribuait dans une mesure importante à rendre l'ONU plus universelle, plus représentative, donc plus efficace. Le Bangladesh venait au huitième rang dans le monde pour la population et s'était voué aux principes fondamentaux de la démocratie, du socialisme, de la laïcité et d'une société égalitaire. Près des deux tiers du nombre total des Membres de l'ONU, dont 10 membres du Conseil de sécurité, y compris quatre membres permanents, avaient établi des relations diplomatiques avec le Bangladesh. En outre, le Bangladesh avait déjà été admis comme membre d'un certain nombre d'institutions spécialisées des Nations Unies, sans vote négatif. Le Bangladesh avait coopéré sans réserve avec l'ONU et ses représentants pour mener dans la région l'une des opérations de secours les plus importantes qui aient jamais été entreprises par l'ONU dans le domaine humanitaire. L'admission du Bangladesh, outre qu'elle constituerait la reconnaissance d'une réalité, servirait également à consolider la paix et la stabilité dans le sous-continent indien. Bien que la délégation indienne eût préféré que le Conseil de sécurité prenne immédiatement la décision d'admettre le Bangladesh à l'ONU, la procédure déjà fixée au Conseil pour l'examen de la candidature pouvait être aussi rapide. Le représentant de l'Inde espérait que le Bangladesh pourrait entrer à l'Organisation et apporter une contribution efficace à la prochaine session de l'Assemblée générale.

875. Le représentant de la Yougoslavie a déclaré que l'affaire dont était saisi le Conseil était claire, étant donné que la République populaire du Bangladesh remplissait pleinement toutes les conditions juridiques et politiques énoncées à l'Article 4 de la Charte, car il s'agissait d'un pays épris de paix qui souscrivait entièrement aux principes de la pleine souveraineté nationale et de la non-ingérence dans les affaires des autres Etats. En tant que nouveau pays qui devait faire face à d'énormes difficultés d'ordre économique et autres résultant de la guerre et des catastrophes naturelles, ce pays avait particulièrement besoin de tout l'appui et de toute l'assistance de la communauté internationale, et les méritait. La délégation yougoslave était convaincue qu'il était du devoir du Conseil de prendre rapidement une décision sur le fond de la question et de donner une réponse favorable, étant donné qu'il n'y avait pas de raison valable de tergiverser, mais elle ne s'opposerait pas à ce que la candidature du Bangladesh soit renvoyée au Comité du Conseil de sécurité pour l'admission de nouveaux Membres, pourvu que le Comité se réunisse rapidement et fasse rapport au Conseil avant l'expiration des délais stipulés à l'article 59 du règlement intérieur provisoire.

876. Le représentant de la Chine a répété que sa délégation s'opposait fermement à l'examen par le Conseil de sécurité de la demande d'admission du Bangladesh à l'Organisation des Nations Unies dans les circonstances actuelles. Il a déclaré que, le 21 novembre 1971, le Gouvernement indien, avec l'encouragement actif et l'appui énergique de l'Union sovié-

tique, avait lancé une guerre d'agression de grande envergure contre le Pakistan et gravement compromis la paix dans le sous-continent sud-asiatique. L'Assemblée générale, dans sa résolution 2793 (XXVI) adoptée le 7 décembre à une majorité écrasante, avait demandé aux Gouvernements indien et pakistanais de prendre sans délai toutes les mesures en vue d'un cessez-le-feu immédiat et du retrait de leurs forces armées se trouvant sur le territoire de l'autre pays vers leur propre côté des frontières indo-pakistanaïses. Par la suite, le Conseil de sécurité, dans sa résolution 307 (1971), avait demandé à tous les intéressés de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sauvegarde des vies humaines et le respect des Conventions de Genève de 1949 et d'appliquer pleinement les dispositions de ces instruments concernant la protection des blessés et des malades, des prisonniers de guerre et de la population civile. En contravention avec l'article 118 de la Convention de Genève pertinente de 1949, le Gouvernement indien détenait plus de 90 000 prisonniers de guerre et civils pakistanais et n'avait pas retiré toutes ses troupes sur son propre territoire conformément aux résolutions de l'ONU, et le Bangladesh menaçait de passer en jugement les prisonniers pakistanais. Il était donc évident que tant que les résolutions pertinentes de l'ONU n'étaient pas appliquées et qu'on n'était pas parvenu à un règlement raisonnable des litiges opposant l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh, celui-ci ne remplissait aucunement les conditions pour être admis à l'ONU, et qu'il était absolument hors de question que le Conseil de sécurité examine sa demande d'admission. Le refus d'appliquer les résolutions pertinentes de l'ONU ne pouvait pas être décrit comme une acceptation des obligations énoncées dans la Charte.

877. Le représentant de l'Inde a rejeté les accusations qui avaient été lancées contre son pays et a déploré que l'on essaie d'introduire un élément de polémique dans le débat. Les habitants du sous-continent étaient capables de régler leurs propres problèmes et la communauté mondiale devrait encourager leurs efforts en vue d'établir une atmosphère fraternelle au lieu d'essayer de semer le doute et la méfiance parmi eux. Il a souligné que des entretiens étaient en cours et des accords en voie d'être conclus pour normaliser la situation et a dit qu'il serait utile que le monde extérieur encourage de telles tendances.

878. Le représentant de l'Union soviétique, exerçant son droit de réponse, a déclaré que subordonner l'admission du Bangladesh à l'application préalable des résolutions de l'ONU était un procédé artificiel et tout à fait anticonstitutionnel, étant donné que la Charte ne stipulait pas de condition d'admission autres que celles énoncées à l'Article 4, et que la nécessité d'appliquer une résolution particulière n'y était nulle part mentionnée. En outre, il n'y avait pas et il ne pouvait y avoir dans la Charte de disposition prévoyant qu'un Etat ne pouvait pas être admis à l'ONU s'il était partie à un différend ou à un litige non réglé, en particulier lorsqu'il s'agissait d'un héritage du passé dont l'Etat en question n'était nullement responsable. S'il y avait eu une telle condition préalable à l'admission à l'ONU, bien des Etats ne seraient pas devenus Membres parce qu'ils avaient hérité de litiges territoriaux ou autres les opposant à leurs voisins. Le représentant de l'URSS s'est particulièrement étonné que ce soit le représentant d'un pays qui se refusait lui-même à reconnaître les décisions prises pendant une période où il ne faisait pas partie de l'Organisation des Nations Unies qui exige que le Bangladesh applique les résolutions de l'ONU.

**Décision :** *A la 1658<sup>e</sup> séance, le 10 août, le Président, notant qu'il n'y avait pas eu d'objection formelle à l'application de l'article 59 du règlement intérieur provisoire, a déclaré adoptée sa proposition de renvoyer la demande d'admission de la République populaire du Bangladesh au Comité d'admission de nouveaux Membres.*

879. Dans une lettre datée du 20 août (S/10766), le représentant du Pakistan a adressé au Président du Conseil de sécurité des extraits d'une allocution prononcée le 14 août par M. Zulfikar Ali Bhutto, président du Pakistan, devant l'Assemblée nationale du Pakistan. Ces extraits se rapportaient à la question de l'admission du Bangladesh à l'Organisation des Nations Unies. Le Président avait réaffirmé que les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité devaient être appliquées et il avait souligné que son gouvernement était prêt à débattre de ses relations futures et de ses liens avec les dirigeants du Pakistan oriental, au cours de discussions exemptes de toute condition préalable. Il avait insisté sur le fait que ces discussions devaient avoir lieu avant qu'aucune décision pût être prise et que c'étaient les autorités de Dacca qui avaient refusé d'entamer un dialogue. Dans sa lettre, le représentant du Pakistan a exprimé l'opinion de son gouvernement qu'il convenait d'envisager la question de l'admission du Bangladesh à la lumière des circonstances qui avaient présidé à sa création, des mesures concomitantes qui avaient été prises par l'Organisation des Nations Unies, de la mise en application des décisions de l'Organisation et des événements qui étaient intervenus depuis. Il a cité les termes de la résolution 307 (1971) du Conseil de sécurité et de l'article 118 de la troisième Convention de Genève de 1949, et il a dit qu'en ne s'acquittant pas des obligations qui lui incombaient en vertu de l'une et de l'autre, le Bangladesh faisait obstacle au progrès vers la paix dans le sous-continent et ne montrait pas qu'il était un Etat pacifique, capable de remplir ses obligations et disposé à le faire. Par conséquent, il n'était pas actuellement qualifié pour être admis à l'Organisation des Nations Unies.

880. Le chargé d'affaires de l'ambassade de la République populaire du Bangladesh à Washington a adressé au Président du Conseil de sécurité une lettre datée du 23 août, qui a été distribuée comme document du Conseil de sécurité (S/10774), comme il le demandait. Se référant à la lettre du Pakistan (S/10766), le chargé d'affaires déclarait que le Pakistan avait soulevé un certain nombre de questions non pertinentes à l'appui de sa thèse selon laquelle toute action concernant la demande d'admission du Bangladesh ne serait ni appropriée ni opportune, et qu'il avait fait des déclarations trompeuses ou fondées sur des faits inexacts concernant des problèmes dont les deux pays auraient à traiter par la voie bilatérale. Or, la situation de Membre de l'Organisation des Nations Unies ne pouvait être liée à l'état des relations bilatérales entre l'Etat qui cherchait à devenir Membre et tout autre Etat; en effet, la Cour internationale de Justice avait déclaré dans son avis consultatif du 28 mai 1948 que, pour déterminer les qualifications d'un nouveau candidat, un Membre de l'Organisation devait se fonder exclusivement sur les dispositions de l'Article 4 de la Charte et non sur des considérations politiques qui leur étaient étrangères. Le chargé d'affaires a déclaré également que le Bangladesh était le huitième Etat du monde et que son gouvernement élu au scrutin démocratique exerçait son autorité incontestée sur tout le pays; qu'il n'y avait pas

un seul soldat étranger sur le sol du Bangladesh; que plus de 85 pays avaient pleinement reconnu le Bangladesh sur le plan diplomatique; qu'il était membre de plusieurs institutions spécialisées; qu'il avait solennellement affirmé son intention d'accepter toutes les obligations qui découlaient de la Charte des Nations Unies; et qu'il avait pris toutes les mesures nécessaires pour protéger la vie et les biens de toutes les minorités ethniques et linguistiques et avait pleinement coopéré à ce sujet avec l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes internationaux. Le chargé d'affaires a exprimé l'espoir que le Conseil de sécurité s'opposerait aux manœuvres injustifiées et se prononcerait rapidement et favorablement sur la demande d'admission du Bangladesh à l'Organisation des Nations Unies.

881. Le 23 août, le Comité d'admission de nouveaux Membres a présenté son rapport (S/10773) au Conseil de sécurité sur la demande d'admission de la République populaire du Bangladesh. Le Comité avait examiné la demande lors de deux réunions, les 11 et 21 août, au cours desquelles les membres du Comité avaient exprimé les opinions de leur délégation au sujet de cette demande. Il était dit dans le rapport qu'en l'absence d'objection formelle il avait été décidé de déroger à l'article 59 du règlement intérieur provisoire pour permettre au Comité de communiquer au Conseil de sécurité, pour le 21 août, ses conclusions sur la question.

882. Un projet de résolution (S/10768) présenté au Conseil de sécurité le 21 août par la délégation chinoise était joint en annexe au rapport du Comité; aux termes de ce projet de résolution, le Conseil déciderait de différer l'examen de la question jusqu'à ce que les résolutions pertinentes — la résolution 2793 (XXVI) de l'Assemblée générale et la résolution 307 (1971) du Conseil de sécurité — aient été pleinement appliquées. La délégation chinoise avait indiqué qu'elle demanderait que son projet de résolution reçoive la priorité au Conseil de sécurité, conformément au règlement intérieur provisoire.

883. Le Comité était également saisi d'un projet de résolution (S/C.2/L.1) parrainé par l'Inde, l'URSS et la Yougoslavie aux termes duquel le Comité déciderait de recommander au Conseil de sécurité d'admettre la République populaire du Bangladesh à l'Organisation des Nations Unies.

884. Il était déclaré dans le rapport qu'après que le Président eut rappelé les occasions antérieures où le Comité avait procédé à un vote pour déterminer l'attitude des délégations concernant l'admission d'un nouveau Membre, les auteurs du projet de résolution des trois puissances (S/C.2/L.1) avaient accepté qu'au lieu de voter sur leur projet de résolution, le Comité vote sur l'attitude des délégations concernant la demande d'admission du Bangladesh. Le Président avait souligné qu'un vote au Comité ne pouvait être considéré comme un vote sur une question de fond, un tel vote étant de la compétence exclusive du Conseil de sécurité.

885. Le Comité a signalé que, lorsqu'il avait procédé au vote sur l'attitude de ses membres concernant la demande d'admission du Bangladesh à l'Organisation des Nations Unies, 11 délégations (Argentine, Belgique, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Italie, Japon, Panama, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie) s'étaient prononcées en faveur de la demande, une délégation (Guinée) s'était prononcée contre et trois délégations (Chine, Somalie et Soudan) n'avaient pas pris part au vote. La délégation

chinoise avait déclaré qu'elle était fermement opposée à un vote sur le projet de résolution (S/C.2/L.1), étant donné que de telles pratiques constituaient une violation complète du règlement intérieur du Conseil de sécurité et étaient en conséquence illégales, nulles et non avenues.

886. A sa 1659<sup>e</sup> séance, le 24 août, le Conseil a poursuivi son examen de la demande d'admission de la République populaire du Bangladesh. Le Conseil était saisi du projet de résolution présenté le 21 août par la délégation chinoise (S/10768) et d'un projet de résolution de quatre puissances présenté le 23 août par l'Inde, le Royaume-Uni, l'Union soviétique et la Yougoslavie (S/10771).

887. Le projet de résolution de la Chine (S/10768) était ainsi conçu :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Prenant en considération les débats du Comité d'admission de nouveaux Membres sur le document S/10759,*

*"Rappelant la résolution 2793 (XXVI) de l'Assemblée générale en date du 7 décembre 1971 ainsi que la résolution 307 (1971) du Conseil de sécurité en date du 21 décembre 1971, et en particulier les dispositions des paragraphes 1 et 3 du dispositif de cette dernière résolution concernant le retrait des troupes et la libération et le rapatriement des prisonniers de guerre conformément aux Conventions de Genève par toutes les parties intéressées,*

*"Affirmant qu'en se conformant aux dispositions pertinentes des résolutions des Nations Unies qui expriment la volonté de l'écrasante majorité des pays du monde, un pays donne une importante indication de la mesure dans laquelle il est capable et désireux de s'acquitter des obligations découlant de la Charte,*

*"Réaffirmant que les dispositions de la résolution 307 (1971) sont applicables à toutes les parties intéressées dans le récent conflit dans le sous-continent indo-pakistanaï,*

*"Profondément préoccupé du fait que sa résolution 307 (1971) n'a pas encore été appliquée, plus spécialement en ce qui concerne les paragraphes 1 et 3,*

*"Réitérant l'importance et l'urgence d'une pleine application de la résolution 2793 (XXVI) de l'Assemblée générale et de la résolution 307 (1971) du Conseil de sécurité,*

*"1. Décide de remettre l'examen de la question qui fait l'objet du document S/10759 jusqu'à ce que les résolutions susmentionnées soient pleinement appliquées;*

*"2. Prie le Secrétaire général de présenter prochainement au Conseil de sécurité un rapport où il indiquera si les résolutions susmentionnées sont pleinement appliquées par toutes les parties intéressées."*

888. Le projet de résolution des quatre puissances (S/10771) était ainsi conçu :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"Ayant examiné la demande d'admission à l'Organisation des Nations Unies présentée par la République populaire du Bangladesh (S/10759),*

*"Recommande à l'Assemblée générale d'admettre la République populaire du Bangladesh à l'Organisation des Nations Unies."*

889. Le représentant de la Chine, se référant à la résolution 2793 (XXVI) de l'Assemblée générale et à

la résolution 307 (1971) du Conseil de sécurité, a dit que ces deux résolutions, et particulièrement les paragraphes 1 et 3 de la résolution du Conseil, demandaient expressément à tous les intéressés de retirer leurs troupes sur leurs territoires respectifs et sur des positions qui respectent la ligne du cessez-le-feu entre l'Inde et le Pakistan au Jammu et Cachemire et de libérer et de rapatrier les prisonniers de guerre en application des Conventions de Genève, mais que ces résolutions n'avaient pas encore été appliquées par les parties en cause. De l'avis de la délégation chinoise, tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies avaient le devoir impérieux d'insister pour que ces résolutions soient entièrement appliquées à bref délai. La seule conclusion qu'il fallait tirer des dispositions de l'Article 4 de la Charte était que l'application des deux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies exprimant la volonté de la majorité écrasante des pays du monde était une indication importante que le candidat était capable de remplir les obligations de la Charte et disposé à le faire. Séparer la question de la demande d'admission dont le Conseil était saisi de l'application des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies était contraire à la lettre et à l'esprit de la Charte. La délégation chinoise avait donc présenté son projet de résolution (S/10768) en vue de différer l'examen de la demande d'admission jusqu'à ce que les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies soient pleinement appliquées. Si l'Union soviétique, l'Inde et d'autres pays insistaient pour que le Conseil de sécurité admette immédiatement le Bangladesh à l'Organisation des Nations Unies, la délégation chinoise voterait catégoriquement contre cette admission.

890. Le représentant de l'Inde a dit que le rapport du Comité d'admission de nouveaux Membres indiquait clairement que la majorité écrasante de ses membres étaient favorables à l'admission immédiate du Bangladesh. Au Conseil aussi bien qu'au Comité, on s'était efforcé de lier l'examen de cette demande à des conditions préalables et à des questions étrangères et non pertinentes, comme celle des relations bilatérales entre différents Etats et celle de l'application par le Bangladesh de deux résolutions de l'Organisation des Nations Unies. Ces tentatives, qui étaient reflétées dans le projet de résolution de la Chine (S/10768), avaient déjà été répudiées par la très grande majorité des membres du Conseil. Dans un avis consultatif du 28 mai 1948 sur le paragraphe 1 de l'Article 4 de la Charte, la Cour internationale de Justice avait déclaré qu'aucun Etat n'était juridiquement fondé à subordonner son consentement à l'admission d'un candidat à des conditions qui n'étaient pas expressément prévues au paragraphe 1 dudit Article. Il était donc incontestable que l'on ne pouvait mettre à l'admission d'un nouvel Etat Membre d'autres conditions que celles énoncées à l'Article 4. L'argument relatif à la présence de troupes étrangères sur le territoire d'un Etat demandant à être admis n'était absolument pas pertinent non plus. En outre, le Bangladesh avait catégoriquement déclaré qu'il n'y avait pas de troupes étrangères sur son sol. Le projet de résolution chinois contenait donc des dispositions qui étaient entièrement en dehors de la question. Le représentant de l'Inde a ajouté qu'aucune disposition de la résolution 2793 (XXVI) de l'Assemblée générale ne s'appliquait au Bangladesh et que jamais au cours des longs débats qui avaient précédé l'adoption de la résolution 307 (1971) par le Conseil aucune délégation n'avait soutenu que cette résolution

s'appliquait au Bangladesh. Se référant au projet de résolution des quatre puissances (S/10771), le représentant de l'Inde a dit que les coauteurs demandaient instamment qu'une décision immédiate soit prise à son propos, étant donné que tout délai supplémentaire, qu'il soit limité ou non, conditionnel ou non, ne pouvait que contribuer à accroître les tensions dans le sous-continent et à rendre plus difficile l'instauration d'une paix et d'une harmonie durables entre les pays de la région.

891. Le représentant de la Yougoslavie a dit que le Bangladesh remplissait toutes les conditions fixées par l'Article 4 de la Charte pour l'admission de nouveaux Membres et était éminemment capable de remplir les obligations d'un Membre de l'Organisation et disposé à le faire. De l'avis de son gouvernement, il n'y avait pas de motif valable pour refuser au Bangladesh de faire partie de l'Organisation et les pays qui voulaient de manière réaliste et constructive favoriser la paix et la sécurité dans la région et dans le monde entier et qui souhaitaient que chaque pays y contribue de son mieux ne pouvaient méconnaître cette nouvelle réalité du Bangladesh et la possibilité qui s'offrait de renforcer à la fois l'indépendance de ce pays et l'universalité de l'Organisation des Nations Unies et d'améliorer l'efficacité de l'Organisation et les résultats qu'elle obtenait. La pleine contribution qu'un Bangladesh indépendant et non aligné apporterait à l'Organisation des Nations Unies serait un facteur important de réussite et de progrès pour tous. En soutenant activement le droit du Bangladesh à faire partie de l'Organisation, le Gouvernement yougoslave partait de la prémisse que ce droit n'était pas et ne devait pas être l'occasion ou la cause d'un affrontement. La Yougoslavie entretenait des relations amicales et normales avec tous les pays du sous-continent et avec tous ceux, en Asie et ailleurs, qui influaient sur l'évolution de la situation là-bas.

892. Le représentant du Royaume-Uni a rappelé que sa délégation était l'un des auteurs du projet de résolution relatif à la demande d'admission à l'Organisation des Nations Unies du Bangladesh, qui par ailleurs venait d'être admis au Commonwealth. Sa délégation était certaine que le Bangladesh remplissait les conditions voulues pour devenir Membre de l'Organisation des Nations Unies et qu'il était résolu à respecter les principes de la Charte. Elle estimait que les arguments avancés à propos de la résolution 307 (1971) ne justifiaient pas un nouvel ajournement de l'examen de la demande d'admission et qu'un délai ne serait pas profitable pour arranger les choses dans le sous-continent. Au contraire, il serait plus facile de réduire les tensions en admettant rapidement le Bangladesh à l'Organisation des Nations Unies qu'en lui imposant des conditions d'admission spéciales.

893. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a dit qu'il était clair que le Bangladesh avait accepté les obligations de la Charte et qu'il s'était solennellement engagé à les remplir. Il satisfaisait donc aux conditions requises pour être admis à l'ONU. La position du Gouvernement de l'Union soviétique à l'égard du Bangladesh était logique et conforme à ses principes, étant donné qu'il appuyait depuis le début le mouvement des peuples pour l'indépendance nationale. L'Union soviétique avait toujours cherché à développer encore ses bonnes relations avec tous les pays du sous-continent indo-pakistanaï et à favoriser et renforcer la paix en Asie. Le peuple soviétique considérait avec la plus grande sympathie la lutte du peuple du Bengale oriental et s'était félicité de la

victoire qui avait abouti à la création de l'Etat souverain et indépendant du Bangladesh. En tant qu'auteur du projet de résolution des quatre puissances (S/10771), la délégation soviétique demandait instamment à tous les membres du Conseil de sécurité — et en particulier aux membres permanents — de l'adopter. Passant ensuite au projet de résolution chinois (S/10768), le représentant de l'Union soviétique a dit qu'il était en contradiction directe avec l'Article 4 de la Charte et avec le premier paragraphe de l'article 60 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, où étaient énumérées toutes les conditions requises des Etats demandant à être admis à l'ONU. En allongeant arbitrairement la liste de ces conditions, ce projet de résolution tentait d'introduire des pratiques de discrimination ou de favoritisme contraires à la Charte, en violation du principe de l'égalité souveraine des Etats.

894. Le représentant du Soudan a dit que sa délégation ne voyait pas de solution plus juste que de différer l'examen de la question jusqu'à ce que les parties en cause aient donné suite aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Le projet de résolution présenté par la Chine exprimait ce point de vue et la délégation soudanaise le jugeait plus conforme à sa propre position, étant entendu qu'il ne fallait pas fermer définitivement la porte au Bangladesh. Cette position était motivée par des considérations humanitaires pour les quelque 90 000 prisonniers de guerre dont le sort était encore loin d'être réglé. Puisque la décision qui serait prise à leur sujet dépendait en grande partie du Bangladesh et que celui-ci voulait absolument faire passer certains d'entre eux en jugement pour crimes de guerre, leur libération constituerait une preuve de son caractère pacifique. Pour déterminer si un Etat qui demandait à devenir Membre de l'ONU était pacifique, le Conseil devait tenir compte de la façon dont il respectait les décisions du Conseil de sécurité et de l'Organisation des Nations Unies en général. Un bref délai dans l'admission du Bangladesh pourrait favoriser la mise en œuvre des résolutions du Conseil et la libération des prisonniers de guerre. Invoquant le paragraphe 3 de l'article 33 du règlement intérieur provisoire, le représentant du Soudan a proposé officiellement qu'avant de procéder à un vote, le Conseil suspende ses travaux jusqu'au lendemain après-midi.

895. Le représentant du Japon a indiqué que sa délégation appuyait la demande d'admission du Bangladesh parce qu'il n'y avait aucun doute que celui-ci remplissait les conditions voulues pour devenir Membre et que son admission à l'Organisation des Nations Unies contribuerait à promouvoir la cause de l'Organisation. C'est pourquoi sa délégation voterait pour le projet de résolution des quatre puissances et ne pouvait pas appuyer le projet de résolution chinois.

896. Le représentant de l'Argentine a déclaré que sa délégation était disposée à voter à tout moment en faveur de la demande d'admission du Bangladesh à l'Organisation des Nations Unies et que sa position était fondée essentiellement sur des considérations d'ordre juridique découlant d'une interprétation stricte des normes établies dans la Charte des Nations Unies. L'Article 4 de la Charte prévoyait cinq conditions pour l'admission d'un nouveau Membre à l'Organisation et, dans son avis consultatif du 28 mai 1948, la Cour internationale de Justice avait indiqué très clairement que la liste des conditions énoncées à l'Article 4 de la Charte était limitative, c'est-à-dire qu'il n'était pas possible d'ajouter d'autres conditions, aussi raisonnables ou logiques qu'elles puissent paraître. La délégation

argentine était persuadée que la République populaire du Bangladesh remplissait toutes les conditions énoncées dans la Charte et que son admission faciliterait la solution des problèmes en suspens.

897. Le représentant de l'Italie a rappelé que sa délégation avait émis l'avis qu'il ne fallait pas prendre de décision hâtive au sujet de la demande d'admission du Bangladesh, l'expérience passée ayant prouvé qu'en présence de la ferme opposition d'un membre permanent, un vote ne s'avérerait profitable ni à l'Organisation des Nations Unies ni au Bangladesh lui-même. Sa délégation voterait toutefois pour le projet de résolution des quatre puissances car l'Italie avait, dès le début, accueilli très favorablement la requête du Bangladesh et appuyé son admission immédiate à l'Organisation des Nations Unies. Une décision en ce sens serait une nouvelle étape importante sur la voie de l'universalité de l'Organisation mondiale. Le Gouvernement italien avait toujours eu pour politique d'appuyer l'admission à l'ONU d'Etats qu'il avait déjà reconnus, comme c'était le cas pour le Bangladesh et, en fait, l'Italie avait déjà voté pour son admission dans plusieurs institutions spécialisées du système des Nations Unies.

898. Le représentant de la France a dit que son gouvernement considérait que le Bangladesh avait sa place parmi les Nations Unies et qu'il devait l'occuper sans délai. Il regrettait donc que la requête du Bangladesh n'ait pas rencontré l'accueil unanimement favorable du Conseil. En raison des circonstances dramatiques qui avaient entouré la naissance du Bangladesh, de graves problèmes demeuraient en suspens et des oppositions subsistaient entre les parties. Le Gouvernement français n'avait pas ménagé ses efforts pour rechercher si l'on pouvait espérer surmonter les obstacles auxquels se heurtait le Conseil, mais à son grand regret il n'était apparu aucun nouvel élément qui lui permette de penser qu'un nouvel ajournement puisse faciliter à bref délai la recherche d'une solution acceptable pour toutes les parties intéressées. Dans ces conditions, la délégation française avait l'intention de s'abstenir sur le projet de résolution chinois et de voter pour le projet de résolution qui recommandait à l'Assemblée générale l'admission du Bangladesh.

899. Un débat de procédure, auquel ont pris part les représentants de l'URSS, de l'Inde, de la Somalie, du Soudan, de la Yougoslavie et de la Chine, a eu lieu ensuite au sujet de la motion du représentant du Soudan. La motion tendant à ajourner le débat jusqu'au lendemain après-midi, avant de voter sur les deux projets de résolution dont était saisi le Conseil, a été mise aux voix.

**Décision :** La motion a été adoptée par 9 voix contre 4 (Inde, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie), avec 2 abstentions (France et Panama).

900. A la 1660<sup>e</sup> séance, le 25 août, le représentant du Panama a dit que la République populaire du Bangladesh avait indéniablement le droit d'être Membre de l'Organisation des Nations Unies, puisqu'elle remplissait toutes les conditions d'admission requises aux termes de la Charte. La délégation panaméenne voterait pour l'admission immédiate du Bangladesh à l'Organisation des Nations Unies, et ne pouvait donner son appui au projet de résolution présenté par la délégation chinoise.

901. Le Président, parlant en sa qualité de représentant de la Belgique, a déclaré que le Gouvernement

belge souhaitait contribuer à l'instauration d'un climat de détente dans le sous-continent indien, et qu'il était fermement convaincu que la présence du Bangladesh au sein de l'ONU serait un facteur qui contribuerait de façon importante à cette détente. La Belgique avait reconnu le Bangladesh et lui avait accordé une aide substantielle. Elle avait également parrainé son entrée à l'Organisation mondiale de la santé. En conséquence, la délégation belge voterait pour le projet de résolution des quatre puissances. Le Bangladesh remplissait les cinq conditions énoncées au paragraphe 1 de l'Article 4 de la Charte, dont la liste était limitative et n'avait pas uniquement valeur d'exemple. La délégation belge n'était donc pas en mesure d'appuyer le projet de résolution présenté par le représentant de la Chine. Elle avait espéré que le nouvel Etat serait admis avec l'accord unanime des 15 membres du Conseil, ainsi qu'avec l'appui du Pakistan, et qu'au moment où sa candidature serait présentée toutes les questions pendantes issues des événements de décembre 1971 auraient été réglées à la satisfaction de toutes les parties intéressées.

902. Le représentant de la Somalie a déclaré qu'il était évident que l'on se trouvait en présence de points de vue complètement opposés, non pas tant sur l'admission du Bangladesh en soi que sur la date et les conditions dans lesquelles il devait être admis à l'ONU. Dans ces circonstances, il n'était que juste que le Conseil agisse avec la plus grande prudence et sans précipitation. Toutefois, les membres du Conseil semblaient pour la plupart désireux de trancher rapidement la question. La délégation somalie s'abstiendrait de voter sur le projet de résolution présenté par la délégation chinoise, car elle estimait qu'il n'était pas juste que la demande d'admission du Bangladesh ne soit examinée qu'une fois que toutes les dispositions de la résolution 307 (1971) du Conseil auraient été pleinement appliquées. Il devait suffire que le Bangladesh se conforme aux dispositions qui le concernaient directement, étant donné qu'un grand nombre des dispositions de cette résolution visaient uniquement les relations entre l'Inde et le Pakistan. La délégation somalie s'abstiendrait également lors du vote sur le projet de résolution des quatre puissances, tel qu'il se présentait actuellement. Il y avait 80 000 Pakistanais prisonniers de guerre et 10 000 internés civils, parmi lesquels des femmes et des enfants, dont la libération et le rapatriement dépendaient de l'autorisation du Gouvernement du Bangladesh. La résolution 307 (1971) demandait la libération de ces prisonniers, et le Conseil, s'il approuvait la demande d'admission du Bangladesh sans tenir compte de la lettre et de l'esprit de cette résolution, rendrait un très mauvais service à l'Organisation. Il était sans exemple qu'un Etat vienne demander à faire partie de l'Organisation des Nations Unies alors qu'il gardait prisonniers 80 000 soldats et 10 000 civils, contrairement à une résolution du Conseil de sécurité. Au nom des délégations guinéenne, somalie et soudanaise, le représentant de la Somalie a proposé un amendement (S/10775) au projet de résolution des quatre puissances (S/10771), subordonnant l'admission à l'ONU du Bangladesh à "l'application immédiate des dispositions des Conventions de Genève de 1949 relatives à la libération et au rapatriement des prisonniers de guerre et internés civils mentionnées dans la résolution 307 (1971) du Conseil de sécurité".

903. La représentante de la Guinée a déclaré que les circonstances dramatiques dans lesquelles la République populaire du Bangladesh avait été créée étaient

bien connues et que c'était en raison de ces circonstances que la délégation guinéenne continuait à affirmer que l'admission du Bangladesh ne saurait être dissociée de l'application de la résolution 307 (1971). La Guinée avait toujours cherché à encourager toutes les tentatives de négociations et s'était toujours élevée contre des solutions hâtives qui, à son avis, seraient susceptibles d'entraver les progrès des négociations au lieu de les faciliter. C'est pour ces raisons que la délégation guinéenne n'aurait eu aucune difficulté à voter en faveur du projet de résolution de la Chine. Si l'amendement au projet de résolution des quatre puissances présenté par les trois puissances était adopté, la Guinée voterait en faveur dudit projet; dans le cas contraire, elle s'abstenait lors du vote sur le projet de résolution des quatre puissances sous sa forme initiale.

904. Le représentant de l'Inde a déclaré que le Conseil examinait la question limitée de l'admission du Bangladesh. Il devait se laisser guider par l'interprétation de la Charte donnée par la Cour internationale de Justice d'où il ressort qu'aucune circonstance extérieure, condition supplémentaire ni question hors de contexte ne devait être prise en considération dans l'examen de la question de l'admission de nouveaux Membres. Il a également déclaré que, depuis 1965, il y avait eu peu de retard sinon aucun dans l'admission de nouveaux Membres. Il a ajouté que les problèmes existant entre le Bangladesh et le Pakistan pouvaient être résolus, mais uniquement si les négociations étaient tenues sur un pied d'égalité. Mais ces problèmes n'avaient rien à voir avec l'admission du Bangladesh. Dans sa lettre au Conseil, le chargé d'affaires du Bangladesh à Washington avait déclaré que le Bangladesh était prêt à régler tous les problèmes en suspens avec le Pakistan sur la base de l'égalité souveraine des Etats, de la dignité nationale, du respect de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures. En conséquence, la délégation indienne rejetait catégoriquement l'amendement des trois puissances, car si celui-ci était ajouté au projet de résolution initial, il n'y aurait quant au fond que peu de différence entre le projet de résolution proposé par les quatre puissances et celui de la Chine.

905. Le représentant de la Somalie a appelé l'attention du Conseil sur le texte d'une déclaration publiée le 25 août et dans laquelle la Commission internationale des juristes avait demandé instamment au Gouvernement indien de prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour libérer et rapatrier les prisonniers de guerre pakistanais détenus en Inde, conformément à la troisième Convention de Genève de 1949. En examinant l'admission du Bangladesh, il convenait de considérer si le Bangladesh avait satisfait à l'obligation élémentaire d'agir conformément aux dispositions de la Convention de Genève.

906. Le représentant de la Yougoslavie a déclaré que l'amendement proposé retarderait la solution du problème et le rattacherait à d'autres problèmes et événements étrangers à la question de l'admission. En tant que coauteur du projet de résolution des quatre puissances, la Yougoslavie voterait contre l'amendement proposé.

907. Le représentant du Soudan a déclaré que, comme la situation s'améliorait dans le sous-continent à un rythme satisfaisant, un court délai serait probablement suffisant pour régler tous les problèmes encore en suspens. Les auteurs de l'amendement présenté par les trois puissances croyaient que les négociations en cours auraient porté leurs fruits au moment où la

question viendrait devant l'Assemblée générale, sur une base d'égalité absolue entre le Pakistan et le Bangladesh. De plus, ils souhaitaient éviter un vote dont le résultat serait le refus de l'admission du Bangladesh.

**Décision :** A la 1660<sup>e</sup> séance, le 25 août 1973, le projet de résolution présenté par la Chine (S/10768) a recueilli 3 voix (Chine, Guinée et Soudan) contre 3 (Inde, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie) et 9 abstentions. N'ayant pas obtenu la majorité requise, le projet de résolution n'a pas été adopté.

908. Le représentant de la Chine a dit que le projet de sa délégation avait été présenté pour la défense des principes de la Charte des Nations Unies, de l'application des résolutions pertinentes de l'ONU exprimant la volonté de la majorité écrasante des pays du monde, ainsi que des intérêts fondamentaux de la population tout entière du sous-continent sud-asiatique. A la suite des manœuvres d'obstruction acharnées de l'Union soviétique et de l'Inde, ledit projet de résolution, qui était entièrement conforme aux principes de la Charte des Nations Unies, n'avait malheureusement pas été adopté. Etant donné les circonstances dans lesquelles le Bangladesh avait été créé, il était évident que la question de sa demande d'admission ne devait pas être examinée sans tenir dûment compte des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité concernant la guerre d'agression menée l'an dernier dans le sous-continent asiatique. La délégation chinoise estimait que le Secrétaire général devait faire rapport au Conseil de sécurité sur l'application intégrale de ces résolutions. L'Article 4 de la Charte disposait que les candidats à l'adhésion à l'Organisation des Nations Unies doivent non seulement se déclarer prêts à accepter les obligations de la Charte, mais aussi être, au jugement de l'Organisation, capables et désireux de remplir ces obligations avant de pouvoir prétendre être admis. Etant donné que les autorités du Bangladesh avaient fait preuve d'un mépris flagrant pour les principes de la Charte et avaient refusé de se conformer aux résolutions pertinentes, elles ne devaient pas s'attendre à ce que le Conseil de sécurité ferme les yeux et prononce un jugement affirmant qu'elles étaient capables de s'acquitter des obligations découlant de la Charte et disposées à le faire. Leur incapacité et leur mauvaise volonté à se conformer à ces obligations prouvaient qu'elles étaient en contravention directe de l'Article 4 et qu'elles manquaient totalement des qualités requises pour devenir Membre des Nations Unies. Le représentant de la Chine considérait que les Gouvernements soviétique et indien avaient des raisons cachées de s'opposer au renvoi de l'examen de la candidature du Bangladesh et d'insister pour forcer l'entrée du Bangladesh à l'ONU avant que les résolutions pertinentes n'aient été mises en œuvre. Le représentant de la Chine a accusé ces deux pays, profitant des conséquences de la guerre d'agression, de refuser de retirer toutes les troupes indiennes et de retenir plus de 90 000 prisonniers de guerre et civils en otage afin de soumettre le Pakistan à un chantage et d'exercer une pression sur les Nations Unies. En août 1971, les Gouvernements indien et soviétique avaient conclu un traité de paix, d'amitié et de coopération qui, selon le représentant de la Chine, était en fait une alliance militaire, un traité d'agression, qui enlevait au Gouvernement indien son étiquette de pays non aligné. En conséquence, le représentant de la Chine a accusé le Gouvernement soviétique d'avoir aidé l'Inde à lancer sa

guerre d'agression contre le Pakistan et, après le cessez-le-feu, à faire obstacle à une solution raisonnable du problème des relations entre les parties intéressées dans le sous-continent sud-asiatique, essayant ainsi d'aggraver les divisions et l'hostilité et d'utiliser les contradictions pour contrôler l'Inde et le Bangladesh, s'infiltrer dans la région de l'océan Indien et le sous-continent sud-asiatique, étendre sa sphère d'influence et chercher à s'y assurer l'hégémonie. En refusant de remettre l'examen de la candidature du Bangladesh et en exigeant un vote hâtif au Conseil de sécurité afin de forcer la délégation chinoise à voter contre, l'URSS se servait simplement du Bangladesh pour tirer ses marons du feu. Au cours des dernières années, sous le couvert de l'appui et de l'assistance, le Gouvernement soviétique s'était rendu coupable d'agression, de subversion, de mainmise et d'ingérence contre une série de pays du tiers monde, y compris des pays d'Afrique et du Proche-Orient. Certains plans avaient déjà été révélés, d'autres commençaient à se découvrir. Si certains peuples du sous-continent sud-asiatique conservaient un sentiment de confiance en eux-mêmes, ne pouvaient-ils pas prendre l'initiative d'unifier le sous-continent d'abord et de faciliter un règlement raisonnable des questions pertinentes au lieu de se laisser mener par les autres ? Par souci d'une véritable détente de la situation dans le sous-continent sud-asiatique et des intérêts fondamentaux de toute la population de cette région, la délégation chinoise tenait à exposer sa situation à l'avance, sans équivoque.

**Décision :** *A la 1660<sup>e</sup> séance, le 25 août 1973, l'amendement des trois puissances (S/10775) au projet de résolution des quatre puissances (S/10771) a recueilli 4 voix pour (Etats-Unis d'Amérique, Guinée, Somalie et Soudan), 4 voix contre (Inde, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie) et 7 abstentions, et, n'ayant pas obtenu la majorité requise, n'a pas été adopté.*

*Le projet de résolution des quatre puissances (S/10771) a recueilli 11 voix pour, une voix contre (Chine) et 3 abstentions (Guinée, Somalie et Soudan) et n'a pas été adopté en raison du vote négatif d'un membre permanent du Conseil.*

909. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que sa délégation regrettait que le Conseil n'ait pas pu se mettre d'accord ni sur une recommandation pour l'admission du Bangladesh à l'ONU ni sur un ajournement limité qui aurait peut-être permis de résoudre les problèmes à la base de l'impasse actuelle. Les Etats-Unis avaient reconnu le Bangladesh et fourni assistance à sa population et à son gouvernement dans leur tâche de reconstruction économique et sociale. Le Gouvernement des Etats-Unis était sincèrement convaincu que le meilleur moyen d'accélérer les progrès vers la normalisation des relations entre les nations du sous-continent était de mettre intégralement et rapidement en œuvre toutes les dispositions de la résolution 307 (1971) du Conseil de sécurité. En particulier, les dispositions de la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre devaient être appliquées aussitôt que possible. Compte tenu de l'avis de la Cour internationale de Justice et des dispositions de la Charte, le libellé du projet d'amendement des trois puissances était contestable, mais la délégation des Etats-Unis avait voté en sa faveur à cause de la grande importance que le Gouvernement américain attachait à la libération des prisonniers de guerre.

910. Le représentant de l'Argentine a dit que l'attitude de sa délégation à l'égard de l'amendement des trois puissances était uniquement fondée sur des considérations d'ordre juridique et que, dans ce contexte, on ne pouvait poser aucune condition à l'admission d'un Etat à l'ONU à part celles qui figuraient à l'Article 4 de la Charte, aussi justes, raisonnables ou souhaitables que de telles conditions puissent sembler, ou soient effectivement. En conséquence, le représentant de l'Argentine s'était abstenu lors du vote sur l'amendement des trois puissances.

911. Le représentant de l'Inde a noté que le projet de résolution de la Chine n'avait pas été accepté par la majorité du Conseil, qui avait rejeté les termes liant la candidature du Bangladesh à des conditions préalables étrangères à la Charte. Par contre, le projet de résolution des quatre puissances avait reçu l'appui de la majorité mais n'avait pas été adopté uniquement parce qu'un seul membre permanent avait voté contre. La délégation indienne ne pensait pas que ce résultat représentait une contribution positive à la réalisation de la paix, à laquelle on ne pouvait parvenir que sur la base de la souveraineté et de l'égalité des trois Etats du sous-continent. Elle espérait donc que les obstacles seraient surmontés avant l'ouverture de la prochaine session de l'Assemblée générale.

912. Le représentant de l'Union soviétique a rappelé qu'avant le vote il avait lancé à tous, y compris aux membres permanents du Conseil, un appel pour leur demander de faire preuve de compréhension à l'égard des besoins et des intérêts du Bangladesh et de voter en faveur du projet de résolution des quatre puissances. Il espérait également qu'une fois la séance levée sur la proposition du représentant du Soudan, cet intervalle serait consacré à la recherche d'une solution permettant au Conseil d'adopter à l'unanimité le projet de résolution recommandant l'admission du Bangladesh. Mais, malgré son appel, qui avait l'appui de la majorité des membres du Conseil, et à cause de l'attitude de la délégation chinoise, la demande d'admission du Bangladesh à l'Organisation des Nations Unies n'a pu être acceptée à l'heure actuelle. L'examen de cette question au Conseil de sécurité avait montré que la majorité écrasante des membres du Conseil était favorable à l'acceptation de la demande du Bangladesh. Elle avait également démontré le manque de fondement des objections qui, antistatutairement, et contrairement à la Charte, étaient soulevées à l'encontre de la demande de ce pays. Le représentant de l'Union soviétique a déclaré que le représentant de la Chine avait eu recours à toutes sortes d'inventions et d'attaques injustifiées contre l'URSS. En prenant une telle position à l'égard de la demande du Bangladesh, la Chine avait œuvré contre les intérêts des mouvements de libération et des peuples opprimés en général et contre le mouvement de libération nationale du peuple du Bengale oriental en particulier. De plus, la prise de position de la Chine allait à l'encontre du développement de tendances saines et de l'amélioration de l'atmosphère dans le sous-continent indien et dans toute l'Asie. En se prononçant contre l'admission du Bangladesh à l'Organisation des Nations Unies, la Chine avait agi contrairement au principe de l'universalité et de la Charte, où se trouvaient énoncées, nettement et sans ambiguïté, les conditions d'admission de nouveaux Membres. Le représentant de l'Union soviétique a ajouté que la prise de position de la Chine contre l'admission du Bangladesh était incompatible avec l'idée de coopération entre Etats souverains Membres des Nations Unies, et que la délégation

gation soviétique estimait que c'était là précisément la véritable raison, la motivation qui étaient à l'origine de la politique chinoise. A tout moment la position de l'Union soviétique était inspirée par des considérations de principe. Pendant 22 ans, elle s'en était tenue aux principes lorsqu'il s'était agi de rétablir la République populaire de Chine dans ses droits légitimes, et c'était encore pour une question de principe qu'elle continuerait à appuyer l'admission de la République populaire du Bangladesh.

913. Le représentant de l'Italie a dit que le premier objectif de sa délégation avait été l'admission immédiate du Bangladesh. Si une telle solution n'était pas possible, le deuxième objectif de l'Italie avait été et demeurerait l'entrée du Bangladesh aussitôt que possible, au cours de la prochaine session de l'Assemblée générale. La délégation italienne espérait sincèrement que la situation dans le sous-continent asiatique évoluerait dans l'esprit de l'Accord de Simla vers une atmosphère de réconciliation et de coopération afin que le Conseil puisse sous peu revoir la demande d'admission du Bangladesh.

914. Le représentant de la France a répété que sa délégation était attachée à l'exécution de la résolution 307 (1971) du Conseil de sécurité et au strict respect des Conventions de Genève de 1949, mais qu'elle ne croyait pas que le Conseil, en examinant la demande d'admission du Bangladesh, dût tenir compte d'autre chose que des conditions définies dans la Charte elle-même. Pour l'avenir, la délégation française espérait que les parties en cause tireraient du débat des conclusions salutaires et qu'elles s'orienteraient avec résolution vers la recherche de solutions acceptables. La France, pour sa part, s'était déjà employée à cette entreprise et elle était prête à prêter son concours à toute tentative qui pourrait ouvrir la voie au règlement des problèmes en suspens.

915. Le représentant de la Chine a dit que toute décision tendant à admettre le Bangladesh aux Nations Unies dans les circonstances actuelles poserait une importante question de principe, à savoir celle du respect des buts et des principes de la Charte, des obligations des Etats Membres et des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies. Puisque la Chine participait aux travaux de l'Organisation des Nations Unies, elle devait agir conformément aux principes et ne pourrait jamais accepter de compromis sur des questions de principe. Après mûre réflexion, la délégation chinoise avait pris la ferme décision d'user de son droit de veto pour défendre les principes de la Charte et les résolutions pertinentes des Nations Unies. Il ressortait très clairement du débat actuel que la délégation chinoise avait été contrainte à recourir au veto. Les peuples du monde entier voyaient clairement que le peuple chinois avait toujours fermement appuyé la juste lutte des nations et des peuples opprimés de la terre et qu'il s'opposait résolument aux complots impérialistes d'agression, d'ingérence, de mainmise et de subversion. Ce fait ne pouvait être modifié par des propos diffamatoires.

916. Le représentant du Soudan a dit que, pour des raisons déjà exposées, sa délégation s'était prononcée en faveur de l'ajournement de l'admission jusqu'à ce que certaines conditions aient été remplies. Tant qu'elles ne le seraient pas, le Conseil ne serait pas fondé à examiner la question de l'admission. Non seulement la position de la délégation soudanaise était désintéressée et s'inspirait des plus nobles motivations, mais elle tenait compte de la situation réelle dans la région et

des dispositions de la résolution 307 (1971) du Conseil de sécurité sans préjuger aucunement le statut ni l'existence, en fait, et même en droit, du Bangladesh. La délégation soudanaise n'avait cessé de mettre le Conseil en garde contre une impasse comme celle où il se trouvait actuellement, impasse qui desservait les intérêts du Bangladesh, de même que ceux des pays du sous-continent.

917. Le représentant de l'Union soviétique a dit qu'il ressortait très clairement des deux déclarations par lesquelles le représentant de la Chine avait essayé de justifier son recours au veto que cette procédure n'avait pas été appliquée à des fins équitables car de telles fins ne nécessitaient pas de justifications ou d'explications.

918. Le représentant de la Somalie a dit que le Conseil n'en serait pas arrivé là si certaines délégations n'avaient pas insisté pour qu'il soit procédé à un vote. Il a souligné qu'on ne pouvait isoler la demande d'admission de la question des prisonniers de guerre détenus par le Bangladesh. Aucun Etat demandant son admission à l'Organisation des Nations Unies ne pouvait prétendre remplir les conditions énoncées à l'Article 4 de la Charte alors qu'il retenait prisonniers 90 000 ressortissants d'un Etat Membre de l'Organisation. Bien qu'elle souhaitât l'entrée du Bangladesh aux Nations Unies, la Somalie a rappelé que celui qui implorait la justice devait avoir les mains nettes.

919. Le Président, parlant en qualité de représentant de la Belgique, a déclaré que l'abstention de sa délégation lors du vote sur l'amendement des trois puissances était l'expression de la grave préoccupation que lui causait le fait que, près de neuf mois après la fin des hostilités, 80 000 prisonniers de guerre et 10 000 fonctionnaires pakistanais n'avaient toujours pas été libérés et rapatriés. La Belgique ne saurait admettre qu'à des fins purement politiques et pour renforcer sa position à la table de négociations, on puisse garder des êtres humains en otages.

920. Le Conseil a ensuite examiné son projet de rapport spécial relatif à la demande d'admission à l'Organisation des Nations Unies de la République populaire du Bangladesh, et, après que des modifications eurent été proposées oralement, il l'a approuvé en vue de le soumettre à l'Assemblée générale, conformément à l'article 60 de son règlement intérieur provisoire.

## **B. — Demande d'admission de la République démocratique allemande**

921. Dans une lettre datée du 12 juin 1973 communiquée au Conseil par le Secrétaire général (S/10945), le Ministre des affaires étrangères de la République démocratique allemande a présenté la demande d'admission de son pays à l'Organisation des Nations Unies, accompagnée d'une déclaration portant la signature du Président du Conseil des ministres de la République démocratique allemande, par laquelle ce pays acceptait les obligations énoncées dans la Charte des Nations Unies. Dans cette lettre, le Gouvernement de la République démocratique allemande se félicitait de ce que les Gouvernements de l'URSS, des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la France, dans une déclaration conjointe du 9 novembre 1972, se fussent engagés à appuyer les demandes d'admission de la République démocratique allemande et de la République fédérale d'Allemagne à l'Organisation des Nations Unies.

## C. — Demande d'admission de la République fédérale d'Allemagne

922. Dans une lettre datée du 13 juin 1973 communiquée au Conseil par le Secrétaire général (S/10949), le Ministre des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne a présenté la demande d'admission de son pays à l'Organisation des Nations Unies, accompagnée d'une déclaration portant la signature du Président de la République fédérale et celle du Ministre fédéral des affaires étrangères, par laquelle ce

pays acceptait les obligations énoncées dans la Charte des Nations Unies.

923. Dans une autre lettre datée du 13 juin (S/10950), le Ministre des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne a déclaré que son pays acceptait, à compter de la date à laquelle il serait admis à l'Organisation des Nations Unies, les droits et les obligations énoncés dans la Charte en ce qui concerne Berlin-Ouest et qu'il représenterait les intérêts de Berlin-Ouest à l'Organisation des Nations Unies et dans ses organes subsidiaires.

## Chapitre 10

### ÉLECTION DE CINQ MEMBRES DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

924. Dans un mémorandum daté du 10 août 1972 (S/10744), le Secrétaire général a appelé l'attention sur le fait que le mandat de cinq membres de la Cour internationale de Justice prendrait fin le 5 février 1973 et que le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale à sa vingt-septième session ordinaire auraient à élire cinq juges pour une période de neuf ans commençant le 6 février 1973. Le mémorandum contenait également une description de la procédure à suivre au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale pour les élections.

925. Le 11 août, conformément à l'Article 7 du Statut de la Cour internationale de Justice, le Secrétaire général a communiqué à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité la liste des candidats présentés par les groupes nationaux (S/10745) en vue de pourvoir les cinq sièges vacants à la Cour.

926. A sa 1671<sup>e</sup> séance, le 30 octobre, le Conseil de sécurité a procédé au vote par scrutin secret sur l'ensemble des candidats dont les noms figuraient sur la liste (S/10745 et Add.1 à 6). Le Président a déclaré que, conformément à la pratique suivie par le Conseil, si plus de cinq candidats obtenaient la majorité absolue de huit voix requise, il serait nécessaire de procéder à un nouveau tour de scrutin pour l'ensemble des candidats jusqu'à ce que le nombre de candidats requis, et non davantage, ait obtenu la majorité absolue au Conseil.

927. Au premier et au deuxième tour de scrutin, six candidats ont reçu la majorité requise :

M. Isaac Forster (Sénégal) ..	15 voix et 14 voix
M. Nagendra Singh (Inde) ..	14 voix et 14 voix
M. André Gros (France) ....	13 voix et 13 voix
Sir Humphrey Waldock (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)	12 voix et 13 voix
M. José María Ruda (Argentine) .....	9 voix et 9 voix
M. Carlos García-Bauer (Guatemala) .....	8 voix et 9 voix

928. Au troisième tour de scrutin, les cinq candidats suivants ont obtenu la majorité absolue :

M. Isaac Forster (Sénégal) .....	14 voix
M. Nagendra Singh (Inde) .....	14 voix
M. André Gros (France) .....	13 voix
Sir Humphrey Waldock (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) .....	13 voix
M. José María Ruda (Argentine) .....	10 voix

929. Le Président du Conseil a communiqué au Président de l'Assemblée générale les noms des cinq candidats qui avaient obtenu la majorité requise au Conseil. Après une suspension de séance, le Président a informé le Conseil qu'au scrutin qui avait simultanément eu lieu à l'Assemblée générale, les mêmes cinq candidats avaient obtenu la majorité requise de suffrages et avaient donc été élus membres de la Cour internationale de Justice pour une période de neuf ans commençant le 6 février 1973.

## Chapitre 11

### QUESTION DE LA TENUE DE RÉUNIONS DU CONSEIL HORS DU SIÈGE

930. A l'occasion de son examen de la demande présentée par le Gouvernement panaméen concernant la tenue de réunions du Conseil de sécurité à Panama (voir chap. 8), le Conseil de sécurité a décidé, lors de sa 1685<sup>e</sup> séance tenue le 10 janvier 1973, de demander au Comité du Conseil de sécurité chargé de la question de la tenue de réunions du Conseil hors du Siège d'examiner tous les aspects des arrangements nécessaires pour ces réunions.

931. Dans le rapport (S/10868) qu'il a soumis au

Conseil de sécurité le 25 janvier, le Comité a indiqué qu'il avait dûment pris en considération la directive du Conseil selon laquelle il devait s'efforcer de définir les lignes générales qui pourraient être appliquées dans toute autre situation semblable qui pourrait se présenter à l'avenir et qu'il avait décidé de se réunir à nouveau après les réunions à Panama en vue d'examiner les questions pertinentes relatives à toute future réunion que le Conseil tiendrait hors du Siège, en conformité avec son mandat.

**Troisième partie**  
**LE COMITÉ D'ÉTAT-MAJOR**

---

***Chapitre 12***

**TRAVAUX DU COMITÉ D'ÉTAT-MAJOR**

932. Pendant la période considérée, le Comité d'état-major a rempli ses fonctions sans interruption, comme il est prévu dans le projet de règlement intérieur, et a tenu au total 26 réunions sans examiner de questions de fond.

## **Quatrième partie**

### **QUESTIONS PORTÉES À L'ATTENTION DU CONSEIL DE SÉCURITÉ MAIS N'AYANT PAS ÉTÉ EXAMINÉES PAR LE CONSEIL PENDANT LA PÉRIODE CONSIDÉRÉE**

#### **Chapitre 13**

##### **COMMUNICATION ÉMANANT DU LAOS**

933. Par une lettre datée du 23 juin 1972 (S/10700), le représentant du Laos a transmis au Secrétaire général le texte d'un message que lui avait adressé le Premier Ministre et Président du Conseil des ministres du Royaume du Laos et où celui-ci appelait l'attention sur la grave situation qui se présentait dans son pays. Il ressortait du message qu'une attaque de troupes nord-vietnamiennes puissamment armées avait été repoussée dans la plainte des Jarres mais que la situation dans le sud s'était dangereusement détériorée. Au message du Premier Ministre était annexé le texte de la dernière protestation qu'il avait adressée à ce sujet à la Commission internationale de surveillance et de contrôle

au Laos qui, affirmait-il, avait été paralysée depuis des années par un manque de collaboration entre ses membres. En conséquence, il priait le Secrétaire général de porter à la connaissance du Conseil de sécurité les faits qu'il avait soumis à l'examen de la Commission internationale, afin de faire connaître au monde l'agression dont son pays avait été victime depuis plus de 20 ans. En demandant que justice fût faite au Laos conformément à l'esprit de la Charte des Nations Unies, le Premier Ministre déclarait également qu'il accueillerait avec gratitude toute intervention qui pourrait être faite en faveur de la paix au Laos.

#### **Chapitre 14**

##### **COMMUNICATIONS ÉMANANT DE LA RÉPUBLIQUE KHMÈRE**

934. Dans une lettre datée du 21 août 1972 (S/10769), le représentant de la République khmère a adressé une plainte au Président du Conseil de sécurité au sujet de l'intensification par les forces nord-vietnamiennes et vietcongs, le 6 août, de leur offensive générale contre la République khmère.

935. En raison de l'extrême gravité de la situation créée par cette agression en violation flagrante des Accords de Genève du 20 juillet 1954 et des principes de la Charte des Nations Unies, son gouvernement lançait un appel pressant à tous les pays Membres de l'ONU épris de paix pour qu'ils exercent une pression nécessaire sur le Gouvernement de Hanoï pour qu'il

mette fin à sa guerre injustifiable contre la République khmère, Membre fidèle des Nations Unies.

936. Dans une lettre datée du 13 octobre 1972 (S/10812), le représentant de la République khmère a transmis au Président du Conseil de sécurité un message du Président de la République khmère dans lequel celui-ci se plaignait d'un raid de commando vietcong et nord-vietnamien effectué le 7 octobre à Phnom Penh, et dans lequel il indiquait que son gouvernement se réservait le droit de réclamer aux Nord-Vietnamiens et Vietcongs des dommages et intérêts à la fin des hostilités pour les dégâts et pertes causés par eux depuis leur invasion en République khmère.

#### **Chapitre 15**

##### **COMMUNICATION CONCERNANT LE VIET-NAM**

937. Par une lettre datée du 30 octobre 1972 (S/10821), le représentant de la République populaire mongole a transmis au Secrétaire général le texte d'une déclaration faite par son gouvernement le 28 octobre, au sujet d'un projet d'accord sur la cessation de la guerre et le rétablissement de la paix au Viet-Nam présenté par la République démocratique du Viet-Nam lors d'une rencontre confidentielle entre ses représentants et ceux des Etats-Unis d'Amérique aux fins d'un règlement pacifique du problème vietnamien. D'après la déclaration, la partie américaine avait soulevé au dernier moment la question d'une prétendue difficulté qui se posait à Saigon, s'efforçant de différer la signature de l'accord et de créer ainsi des obstacles artificiels à la réalisation pratique de l'entente déjà obtenue sur la cessation des hostilités et le rétablissement de la paix au Viet-Nam.

## Chapitre 16

### RAPPORTS SUR LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ÎLES DU PACIFIQUE, DÉSIGNÉ COMME ZONE STRATÉGIQUE

938. Le rapport du Conseil de tutelle sur le Territoire sous tutelle des Îles du Pacifique, portant sur la période allant du 19 juin 1971 au 16 juin 1972, a été communiqué au Conseil de sécurité sous la cote S/10753 (*Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-septième année, Supplément spécial n° 1*).

939. En application du paragraphe 3 de la résolution 70 (1949) du Conseil de sécurité en date du 7 mars 1949, le Secrétaire général a transmis le 13 juin 1973 aux membres du Conseil de sécurité le rapport (S/10947) du Gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'administration du Territoire sous tutelle des Îles du Pacifique pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 1971 au 30 juin 1972.

## Chapitre 17

### COMMUNICATIONS ET RAPPORTS CONCERNANT LA SITUATION DANS LE SOUS-CONTINENT INDO-PAKISTANAIS

940. Par une lettre datée du 21 juin 1972 (S/10714), le représentant du Pakistan a transmis au Secrétaire général une liste de nouvelles violations du cessez-le-feu qui auraient été commises par les forces armées indiennes.

941. Le 11 août 1972, le Secrétaire général a présenté au Conseil de sécurité, en exécution de ses responsabilités au titre de la résolution 307 (1971) du Conseil de sécurité, le rapport définitif du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés sur les activités du Centre de coordination des Nations Unies pour l'assistance aux réfugiés du Bengale oriental en Inde (S/10539/Add.3). Ce rapport, qui concluait une série de rapports précédents (S/10466, S/10539 et Add.1 et 2), avait été antérieurement transmis au Conseil économique et social, qui en avait pris note avec satisfaction.

942. Par une lettre datée du 30 août 1972 (S/10776), le représentant du Pakistan a transmis au Secrétaire général le texte d'un discours publié le 24 août par la Commission internationale de juristes, qui avait prié le Gouvernement indien de libérer et de rapatrier les prisonniers de guerre pakistanais détenus en Inde.

943. Dans des rapports en date du 1<sup>er</sup> janvier 1973 (S/10853), du 15 janvier (S/10853/Add.1), du 13 mars (S/10853/Add.2) et du 26 avril (S/10853/Add.3), le Secrétaire général a complété ses rapports antérieurs, fournissant des renseignements conformément à la résolution 307 (1971) du Conseil de sécurité et à la résolution 2790 (XXVI) de l'Assemblée générale relatives aux activités de secours des Nations Unies en Inde et au Bangladesh.

## Chapitre 18

### COMMUNICATIONS CONCERNANT LES ÎLES D'ABOU MOUSSA, DE LA GRANDE-TUMB ET DE LA PETITE-TUMB

944. Dans une lettre datée du 17 juillet 1972 (S/10740), adressée au Président du Conseil de sécurité, les représentants de l'Algérie, de Bahreïn, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de l'Irak, du Koweït, du Liban, du Maroc, de l'Oman, de la République arabe libyenne, de la République arabe syrienne, de la République démocratique populaire du Yémen, du Soudan, de la Tunisie et du Yémen ont réitéré la position de leurs gouvernements selon laquelle les îles d'Abou Moussa, de la Grande-Tumb et de la Petite-Tumb qui, déclaraient-ils, avaient été occupées militairement par l'Iran étaient arabes. Il était ajouté dans la lettre que l'histoire attestait que leur identité et leur caractère n'avaient cessé d'être arabes et qu'elles faisaient partie intégrante des Émirats arabes unis et de la patrie arabe, comme il avait été affirmé dans les décisions prises par le Conseil de la Ligue des États arabes.

945. Dans une réponse datée du 7 août (S/10756), le représentant de l'Iran a déclaré qu'il n'y avait pas eu d'"occupation militaire" des îles en question mais plutôt rétablissement de l'autorité légitime de l'Iran après une longue interruption due à la domination coloniale du golfe Persique. On ne pouvait que déplorer qu'à une époque où la tension régnait au Moyen-Orient du fait que d'importants problèmes touchant des régions où des intérêts arabes étaient véritablement en jeu restaient sans solution, quelques gouvernements aient pu réussir à en abuser d'autres et les amener à inscrire leur nom parmi ceux des auteurs d'une plainte formulée avec autant de légèreté. Toutefois, concluait le représentant de l'Iran, rien ne parviendrait à ébranler les droits souverains et historiques de l'Iran sur les îles de la Grande-Tumb, de la Petite-Tumb et d'Abou Moussa.

## **Chapitre 19**

### **COMMUNICATIONS CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE L'OMAN ET LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE DU YÉMEN**

946. Dans une lettre datée du 21 septembre 1972, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/10797), le représentant de l'Oman s'est plaint qu'une série d'actes d'agression aient été perpétrés par la République démocratique populaire du Yémen à l'encontre de l'intégrité territoriale et de la souveraineté du sultanat d'Oman. Il a cité des incidents survenus entre le 22 mai et le 21 septembre, au cours desquels avaient été enregistrés des tirs de mortiers et d'armes automatiques.

947. Dans une lettre datée du 25 septembre (S/10803), le représentant de la République démocratique

populaire du Yémen a réitéré les accusations qu'il avait formulées en mai 1972 et selon lesquelles les forces militaires britanniques stationnées en Oman avaient intensifié de manière inquiétante leurs provocations le long des frontières orientales de son pays. En outre, ajoutait-il, l'allégation sans fondement du représentant de l'Oman reproduite dans le document S/10797 semblait être un prétexte pour dissimuler les intentions colonialistes britanniques qui étaient de perpétrer une nouvelle agression contre le peuple yéménite.

## **Chapitre 20**

### **COMMUNICATION ÉMANANT DE LA RÉPUBLIQUE ARABE LIBYENNE**

948. Dans une lettre datée du 30 mai 1973 (S/10939), adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant de la République arabe libyenne s'est plaint d'une grave situation entraînée par les actes d'agression perpétrés par les Etats-Unis d'Amérique contre son pays et a déclaré que la présence de la Sixième Flotte américaine dans la Méditerranée constituait une menace directe à la sécurité et à la sûreté des Etats riverains de la Méditerranée. Il a cité en particulier deux incidents, le premier survenu le 21 mars, lorsqu'un avion militaire américain s'était introduit dans l'espace aérien libyen pour effectuer une mission de reconnaissance, et le second survenu le 30 avril, lorsqu'un porte-avions américain stationné près de la côte libyenne avait émis des ondes radar afin de détecter les mouvements des forces aériennes libyennes et lorsqu'une vague d'avions militaires avaient décollé afin de gêner les vols d'entraînement libyens dans la région.

## **Chapitre 21**

### **COMMUNICATION ÉMANANT DE LA GUINÉE ÉQUATORIALE**

949. Par une lettre datée du 11 septembre 1972 (S/10789), adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant de la Guinée équatoriale a transmis le texte d'un télégramme dans lequel son Ministre des affaires extérieures se plaignait que le Gabon, après avoir porté ses eaux territoriales à 170 milles, avait envahi toutes les îles de la Guinée équatoriale, arrêté les gardes qui les gardaient et coulé les embarcations qui assuraient la liaison entre les îles et le continent. Il demandait le retrait immédiat des forces gabonaises des eaux territoriales de la Guinée équatoriale.

## **Chapitre 22**

### **RAPPORT DU COMITÉ SPÉCIAL DE L'APARTHEID**

950. Par une note datée du 28 septembre 1972 (S/10777), le Secrétaire général a informé le Conseil de sécurité que le Président du Comité spécial de l'*apartheid* lui avait transmis, par une lettre datée du 23 août, le rapport que ce Comité avait adopté à l'unanimité à cette date et dont l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité étaient saisis conformément aux dispositions de la résolution 2775 (XXVI) du 29 novembre 1971. Le Conseil a également été informé que ce rapport était publié dans la série des *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément n° 22* (A/8722).

951. Par des notes datées des 17 octobre et 1<sup>er</sup> décembre 1972 (S/10777/Add.1 et 2), le Secrétaire général a informé le Conseil de sécurité que le Président du Comité spécial de l'*apartheid* avait transmis, par une lettre datée du 16 octobre, un additif au rapport du Comité, publié sous la cote A/8722/Add.1, et qu'un deuxième additif au rapport avait été publié le 30 novembre sous la cote A/8722/Add.2.

952. Par une lettre datée du 28 novembre 1972 (S/10843), le Secrétaire général a transmis au Conseil de sécurité la résolution 2923 E (XXVII), adoptée par

l'Assemblée générale le 15 novembre, en appelant tout particulièrement l'attention sur les paragraphes 7 et 8, où l'Assemblée réaffirmait sa conviction que des sanctions économiques et autres, prises en vertu du Chapitre VII de la Charte, constituent un des moyens essentiels

d'arriver à un règlement pacifique de la grave situation qui régnait en Afrique du Sud et où elle priait le Conseil de sécurité d'examiner la question d'urgence en vue d'adopter des mesures efficaces de cette nature au titre du Chapitre VII de la Charte.

### **Chapitre 23**

#### **COMMUNICATION ÉMANANT DE L'ORGANISATION DE L'UNITÉ AFRICAINE**

953. Par une lettre datée du 19 juillet 1972 (S/10741), le Secrétaire exécutif de l'Organisation de l'unité africaine à New York a transmis, pour information, au Président du Conseil de sécurité, conformément à l'Article 54 de la Charte, les textes des résolutions adoptées par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA à sa neuvième session, tenue à Rabat du 12 au 15 juin 1972. Les résolutions étaient intitulées comme suit :

- 1) Résolution sur l'agression continue contre la République arabe d'Egypte;
- 2) Résolution sur le Zimbabwe;
- 3) Résolution sur les colonies portugaises;
- 4) Résolution sur la Namibie;
- 5) Résolution sur l'*apartheid* et la discrimination raciale;
- 6) Recommandations relatives aux mesures spéciales à adopter au sujet de la décolonisation et de la lutte contre l'*apartheid* et la discrimination raciale;
- 7) Résolution sur la situation dans les territoires sous domination portugaise.

### **Chapitre 24**

#### **COMMUNICATION CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET LA POLOGNE**

954. Dans une lettre commune datée du 10 novembre 1972 (S/10835), adressée au Président du Conseil de sécurité, les représentants de la France et de la Pologne ont appelé l'attention sur la Déclaration sur l'amitié et la coopération entre la République populaire de Pologne et la République française, publiée à l'issue des entretiens qui avaient eu lieu à Paris, du 2 au 6 octobre, entre le Président de la République française et le Premier Secrétaire du Comité central du parti ouvrier unifié polonais. La Déclaration mettait l'accent sur la coopération politique, économique, culturelle et scientifique entre les deux Etats, ainsi que sur le renforcement de la détente et de la sécurité en Europe.

### **Chapitre 25**

#### **COMMUNICATIONS CONCERNANT LA QUESTION DES PÊCHERIES ISLANDAISES**

955. Par une note datée du 25 septembre 1972 (S/10778/Rev.1), le Secrétaire général a transmis au Conseil de sécurité copie de deux ordonnances datées du 17 août dans lesquelles la Cour internationale de Justice avait indiqué les mesures conservatoires à prendre, à titre provisoire, dans les affaires relatives à la compétence en matière de pêcheries (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord c. Islande, et République fédérale d'Allemagne c. Islande). Conformément au paragraphe 2 de l'Article 41 du Statut de la Cour internationale de Justice, le Conseil de sécurité a ainsi reçu notification des mesures provisoires indiquées en attendant que la Cour rendît un arrêt définitif. Les mesures indiquées par la Cour prévoyaient notam-

ment que les parties veilleraient à éviter tout acte qui risquerait d'aggraver ou d'étendre le différend ou de porter atteinte au droit de l'autre partie à obtenir l'exécution de tout arrêt que la Cour pourrait rendre sur le fond de l'affaire, que l'Islande devrait s'abstenir de toute mesure contre les navires des Etats intéressés qui pêchaient dans les eaux avoisinant l'Islande au-delà de la zone de pêche de 12 milles et que les prises desdits navires ne devraient pas dépasser les limites antérieurement fixées.

956. Dans une lettre datée du 28 mai 1973 (S/10936), adressée au Président du Conseil, le représentant du Royaume-Uni s'est plaint qu'une canonnière islandaise avait ouvert le feu à plusieurs reprises le

26 mai contre un bateau de pêche britannique non armé et l'avait touché, alors qu'il pêchait à une trentaine de milles de la côte islandaise conformément à l'ordonnance rendue par la Cour internationale de Justice le 17 août 1972. A son avis, c'était là le plus grave d'une série d'actes de plus en plus dangereux perpétrés contre des chalutiers britanniques au mépris des risques qu'ils représentaient pour la vie humaine. Il a déclaré que son gouvernement avait scrupuleusement observé les dispositions de cette ordonnance qui limitaient les prises britanniques dans les eaux en question à 170 000 tonnes métriques par an mais que le Gouvernement islandais les avait ignorées et avait constamment suivi une politique d'actions de force contre les bateaux de pêche britanniques. Il a ajouté que le Gouvernement britannique n'avait envoyé des navires des forces navales dans la zone que le 19 mai, soit après les coups de feu du 14 mai, afin de protéger lesdits bateaux de pêche. Il a réaffirmé le désir de son gouvernement de parvenir à un règlement négocié.

957. Dans une lettre datée du 29 mai (S/10937), adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant de l'Islande s'est plaint de graves actes d'agression commis par le Royaume-Uni contre l'Islande. Il a déclaré que, le 19 mai, le Royaume-Uni avait envoyé dans la zone de juridiction de l'Islande en matière de pêcheries trois navires de guerre aidés par

des avions et des hélicoptères militaires dans le dessein patent de servir de complice aux chalutiers britanniques qui y pêchaient en violation des droits et règlements islandais. Il a ajouté que son gouvernement considérait cette invasion de navires de guerre britanniques dans les eaux islandaises comme un acte d'hostilité et une atteinte manifeste aux droits souverains de l'Islande, en violation de la Charte des Nations Unies. Cette invasion constituait un acte d'agression contre l'Islande au sens de l'Article 39 de la Charte et une rupture de la paix dans cette région. Il a expliqué que, le 1<sup>er</sup> septembre 1972, la zone de juridiction de l'Islande en matière de pêcheries avait été étendue de 12 à 50 milles pour permettre à son pays d'obtenir la maîtrise de sa seule ressource naturelle, en pleine conformité avec les principes énoncés dans diverses résolutions de l'Assemblée générale. Le Royaume-Uni avait contesté cette extension et avait porté l'affaire devant la Cour internationale de Justice. Pour terminer, le représentant de l'Islande a déclaré que les négociations entre les deux gouvernements concernant les concessions britanniques en matière de pêche dans la nouvelle zone de 50 milles étaient déjà bien avancées lorsque la décision avait été prise d'envoyer les navires de guerre britanniques. Son gouvernement avait toujours été et demeurerait disposé à parvenir à un règlement pacifique de cette question par la voie de négociations avec le Royaume-Uni.

## *Chapitre 26*

### **COMMUNICATIONS CONCERNANT L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR LE RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE**

958. Dans une lettre datée du 31 juillet 1972 (S/10749), adressée au Secrétaire général, le Président du Conseil de sécurité s'est référé à la note de ce dernier, en date du 25 février 1972, concernant la résolution 2880 (XXVI) de l'Assemblée générale relative à l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale, ainsi qu'à la lettre du 31 mars adressée aux membres du Conseil par le Président (S/10583). Le Président a informé le Secrétaire général que les membres du Conseil, pour qui la question du renforcement de la sécurité internationale était d'une grande importance, étudiaient la forme et la teneur des renseignements relatifs aux mesures prises par le Conseil en application de la Déclaration, aux fins d'inclusion dans le rapport du Secrétaire général.

959. Par une lettre datée du 31 octobre (S/10822), adressée au Secrétaire général, le Président du Conseil de sécurité a transmis la réponse du Conseil à la lettre du Secrétaire général en date du 25 février concernant la résolution 2880 (XXVI) de l'Assemblée générale, dans laquelle le Conseil déclarait qu'il attachait une grande importance à la Déclaration. Depuis l'adoption de cet instrument en décembre 1970, le Conseil avait consacré ses délibérations principalement aux problèmes de l'Afrique et du Moyen-Orient, ainsi qu'à l'admission de nouveaux Membres, à la situation dans le sous-continent de l'Asie méridionale et à la question de Chypre. En outre, le Conseil avait décidé, en tant que de besoin, certaines actions relatives aux opérations de maintien de la paix, aux groupes d'observateurs et aux sanctions et il avait eu recours aux techniques diplomatiques de la négociation et de la conciliation, à des missions d'enquête sur place, à un groupe spécial de

membres du Conseil de sécurité et aux bons offices du Secrétaire général, et il avait également demandé un avis consultatif de la Cour internationale de Justice. En outre, au cours de cette période, le Conseil de sécurité avait tenu une réunion hors du Siège et avait fait appel à un certain nombre d'organes subsidiaires, tant nouveaux qu'anciens. En s'acquittant de sa mission, le Conseil s'inspirait scrupuleusement des buts et principes de la Charte et restait persuadé que la mise en application intégrale de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale dépendrait du respect strict et total, par tous les Etats Membres, des objectifs, des principes et des obligations de la Charte dans son ensemble, ainsi que de l'application des décisions du Conseil de sécurité conformément aux obligations résultant de l'Article 25 de la Charte. Le Conseil était également convaincu de la nécessité pour tous les Etats Membres de faire tout ce qui était en leur pouvoir pour renforcer par tous les moyens possibles l'autorité et l'efficacité du Conseil.

960. En outre, le Président du Conseil a joint à sa lettre le texte d'une déclaration qu'il avait reçue de la délégation de la République populaire de Chine et dans laquelle cette dernière précisait qu'elle n'avait pris part ni aux débats relatifs à la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale ni à sa formulation. La délégation chinoise aurait à étudier d'une manière plus approfondie la teneur de ladite Déclaration et se réservait le droit de faire des observations à ce sujet à une date ultérieure. Elle avait également des réserves concernant la teneur de la réponse au Secrétaire général.

**COMMUNICATIONS CONCERNANT LA SITUATION CRÉÉE PAR LA MULTIPLICATION  
DES CAS DE DÉTOURNEMENT D'AVIONS COMMERCIAUX**

961. Le 20 juin 1972, le Président du Conseil de sécurité a annoncé (S/10705) que les membres du Conseil avaient adopté ce même jour, par consensus, la décision suivante :

“Les membres du Conseil de sécurité sont gravement préoccupés par la menace que font peser sur la vie des passagers et des membres des équipages les détournements d'aéronefs et les autres actes d'ingérence illicite dans l'aviation civile internationale. Dans ces circonstances, ils tiennent à réaffirmer la résolution 286 (1970) du Conseil de sécurité, en date du 9 septembre 1970, et à rappeler que l'Assemblée générale s'est déclarée gravement préoccupée par cette situation.

“Les membres du Conseil de sécurité condamnent les actes dirigés contre la sécurité de l'aviation civile internationale qui sont commis actuellement dans diverses régions du monde et qui constituent un grave obstacle à l'utilisation normale des transports aériens, moyen important de communications internationales, et estiment nécessaire d'y mettre fin.

“Le Conseil de sécurité demande aux Etats de prendre toutes les mesures appropriées de leur compétence pour décourager et empêcher de tels actes et de prendre des mesures efficaces contre leurs auteurs.

“Le Conseil de sécurité invite tous les Etats à développer et à intensifier les activités et mesures de coopération internationale dans ce domaine, conformément aux obligations découlant de la Charte, afin de garantir au maximum la sécurité et la sûreté de l'aviation civile internationale.”

962. Dans une lettre datée du 22 juin (S/10709), adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant de l'Inde, se référant à la décision du 20 juin, a déclaré que, si l'Inde acceptait le consensus dans la mesure où il exprimait les préoccupations suscitées par

le fléau des détournements et où il indiquait la direction dans laquelle pouvait s'exercer l'action de tous, elle avait cependant d'importantes réserves à formuler en ce qui concernait la procédure suivie. De l'avis de sa délégation, toute mesure ou décision que le Conseil adoptait sans se réunir, en particulier lorsque le règlement intérieur n'avait pas été suspendu, pourrait avoir sur le plan juridique et sur d'autres plans des conséquences sérieuses et d'une portée considérable. Son gouvernement continuait de croire que des consultations officielles étaient à la fois justifiées et utiles, mais il estimait cependant que la procédure suivie ne devait pas constituer un précédent pour toute action ultérieure du Conseil au sujet des questions concernant la paix et la sécurité internationales.

963. Dans une lettre datée du 22 juin (S/10711), adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant de l'Italie a déclaré qu'au cours des consultations, il s'était réservé de faire connaître ultérieurement la position de son gouvernement. Il a ajouté que son gouvernement aurait préféré que le Conseil adopte une position plus ferme sur la question des actes d'ingérence illicite dans l'aviation internationale, notamment en incorporant dans sa décision un appel pressant à tous les Etats Membres pour qu'ils adhèrent aux Conventions de Tokyo, de La Haye et de Montréal, relatives à la sécurité de l'aviation civile internationale et pour qu'ils appliquent immédiatement, comme l'Italie avait décidé de le faire, les principes fondamentaux desdites conventions. Le Gouvernement italien aurait également préféré que l'on adopte une résolution sur cette question lors d'une réunion officielle plutôt qu'une décision concertée entre les membres du Conseil dans le cadre de consultations officielles; à son avis, en circonvenant ainsi des problèmes de fond, on risquait d'affaiblir encore davantage la portée des décisions prises par le Conseil de sécurité, alors qu'il fallait au contraire renforcer l'action, l'autorité et l'efficacité du principal organe de l'Organisation des Nations Unies.

*Chapitre 28*

**COMMUNICATION CONCERNANT LE NON-RECOURS À LA FORCE  
DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES ET L'INTERDICTION  
PERMANENTE DE L'UTILISATION DES ARMES NUCLÉAIRES**

964. Par une lettre datée du 5 décembre 1972 (S/10844), le Secrétaire général a transmis au Président du Conseil de sécurité le texte de la résolution 2936 (XXVII) de l'Assemblée générale, en date du 29 novembre 1972, relative au point de l'ordre du jour intitulé “Non-recours à la force dans les relations internationales et interdiction permanente de l'utilisation des armes nucléaires”. Au paragraphe 2 de la résolution, l'Assemblée générale recommandait au Conseil de sécurité de prendre au plus vite des mesures appropriées en vue de donner plein effet à la déclaration de l'Assemblée générale, énoncée au paragraphe 1.

## APPENDICES

### I. — Membres du Conseil de sécurité en 1972 et 1973

1972

Argentine  
Belgique  
Chine  
Etats-Unis d'Amérique  
France  
Guinée  
Inde  
Italie  
Japon  
Panama  
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord  
Somalie  
Soudan  
Union des Républiques socialistes soviétiques  
Yougoslavie

1973

Australie  
Autriche  
Chine  
Etats-Unis d'Amérique  
France  
Guinée  
Inde  
Indonésie  
Kenya  
Panama  
Pérou  
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord  
Soudan  
Union des Républiques socialistes soviétiques  
Yougoslavie

### II. — Représentants, représentants adjoints, représentants suppléants et représentants par intérim accrédités auprès du Conseil de sécurité

Les représentants, représentants adjoints, représentants suppléants et représentants par intérim dont le nom suit ont siégé au Conseil de sécurité pour la période qui fait l'objet du présent rapport :

#### *Argentine*<sup>a</sup>

M. Eduardo F. McLoughlin  
M. Carlos Ortiz de Rozas  
M. Julio César Carasales  
M. Gastón de Prat Gay

#### *Australie*<sup>b</sup>

Sir Laurence McIntyre  
M. Charles Robin Ashwin  
M. Lance Joseph  
M. H. C. Mott

#### *Autriche*<sup>b</sup>

M. Peter Jankowitsch  
M. Wolfgang Wolte  
M. Georg J. Lennkh

#### *Belgique*<sup>a</sup>

M. Edouard Longestaey  
M. Michel Van Ussel  
M. Daniel Massonet

#### *Chine*

M. Huang Hua  
M. Chen Chu  
M. Chuang Yen  
M. Hsiung Hsiang-hui<sup>c</sup>

#### *Etats-Unis d'Amérique*

M. George Bush  
M. John A. Scali  
M. Christopher H. Phillips  
M. W. Tapley Bennett, Jr.

#### *France*

M. Louis de Guiringaud  
M. François de La Gorce  
M. Jacques Lecompt  
M. Guy Scalabre  
M<sup>lle</sup> Marcelle Campana<sup>c</sup>

#### *Guinée*

M. Fily Cissoko  
M. El Hadj Abdoulaye Touré

#### M<sup>me</sup> Jeanne Martin Cissé

M. Hady Touré  
M. Philippe Maddy  
M. Mohammed Sako<sup>c</sup>

#### *Inde*

M. Samar Sen  
M. N. P. Jain  
M. Aditya Narayan Haksar  
M. P. P. de Souza<sup>c</sup>

#### *Indonésie*<sup>b</sup>

M. Chaidir Anwar Sani  
M. Yoga Soegomo  
M. R. Kusumasmoro  
M. Rudy Gontha  
M. Djoko Joewono

#### *Italie*<sup>a</sup>

M. Piero Vinci  
M. Alberto Cavaglieri  
M. Giovanni Migliuolo  
M. Massimo Castaldo

#### *Japon*<sup>a</sup>

M. Toru Nakagawa  
M. Motoo Ogiso  
M. Nagao Yoshida

#### *Kenya*<sup>b</sup>

M. Joseph Odera-Jowi  
M. Ochieng Adala  
M. Peter Joseph Ndung'u  
M. Frank X. J. C. Njenga  
M. Donald Wacieni Kaniaru

#### *Panama*

Général Omar Torrijos Herrera  
M. Juan Antonio Tack  
M. Aquilino E. Boyd  
M. Narciso E. Garay  
M. Dídimo Ríos  
M. Jorge E. Illueca  
M. Juan Antonio Stagg

M. Nander A. Pitty <sup>c</sup>  
M. Carlos Alfredo López Guevara <sup>c</sup>  
M. Diógenes de la Rosa <sup>c</sup>

*Pérou* <sup>b</sup>

Général Miguel Angel de la Flor Valle  
M. Javier Pérez de Cuéllar  
M. Ricardo Walter Stubbs

*Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*

Sir Colin Crowe  
M. K. D. Janieson  
M. D. Malcolm <sup>c</sup>  
M. M. S. Weir  
M. J. R. Freeland  
M. P. C. Petrie  
M. M. C. S. Weston

*Somalie* <sup>a</sup>

M. Abdulrahim Abby Farah

<sup>a</sup> Jusqu'au 31 décembre 1972.

<sup>b</sup> A dater du 1<sup>er</sup> janvier 1973.

<sup>c</sup> Nommé pour les séances du Conseil à Panama.

M. Hussein Nur Elmi  
M. Hassan Kaid Abdulleh

*Soudan*

M. Mansour Khalid  
M. Fakhreddine Mohamed  
M. Rahmatalla Abdulla  
M. Salah Ahmed Ibrahim  
M. Izzeldin Hamid  
M. Omer Elsheikh  
M. Isaac Odhong La  
M. Abdel Magied A. Hassan

*Union des Républiques socialistes soviétiques*

M. Yakov Aleksandrovich Malik  
M. Victor Levonovich Issraelyan  
M. Richard S. Ovinnikov <sup>c</sup>  
M. Vasily Stepanovich Safronchuk  
M. Nikolai Konstantinovich Tarassov

*Yougoslavie*

M. Lazar Mojsov  
M. Miljan Komatina  
M. Cvijeto Job

### III. — Présidents du Conseil de sécurité

Au cours de la période qui fait l'objet du présent rapport, la présidence du Conseil de sécurité a été assurée successivement par les représentants dont le nom suit :

*Yougoslavie*

M. Lazar Mojsov (du 16 au 30 juin 1972)

*Argentine*

M. Carlos Ortiz de Rozas (du 1<sup>er</sup> au 31 juillet 1972)

*Belgique*

M. Edouard Longestaey (du 1<sup>er</sup> au 31 août 1972)

*Chine*

M. Huang Hua (du 1<sup>er</sup> au 30 septembre 1972)

*France*

M. Louis de Guiringaud (du 1<sup>er</sup> au 31 octobre 1972)

*Guinée*

M<sup>me</sup> Jeanne Martin Cissé (du 1<sup>er</sup> au 30 novembre 1972)

*Inde*

M. Samar Sen (du 1<sup>er</sup> au 31 décembre 1972)

*Indonésie*

M. Chaidir Anwar Sani (du 1<sup>er</sup> au 31 janvier 1973)

*Kenya*

M. Joseph Odero-Jowi (du 1<sup>er</sup> au 28 février 1973)

*Panama*

Général Omar Torrijos Herrera } (du 1<sup>er</sup> au 31  
M. Juan Antonio Tack } mars 1973)  
M. Aquilino E. Boyd }

*Pérou*

M. Javier Pérez de Cuéllar (du 1<sup>er</sup> au 30 avril 1973)

*Soudan*

M. Rahmatalla Abdulla (du 1<sup>er</sup> au 31 mai 1973)

*Union des Républiques socialistes soviétiques*

M. Yakov Aleksandrovich Malik (du 1<sup>er</sup> au 15 juin 1973)

### IV. — Séances tenues par le Conseil de sécurité entre le 16 juin 1972 et le 15 juin 1973

Séances	Objet	Dates
1648 <sup>e</sup>	La situation au Moyen-Orient :	23 juin 1972
	a) Lettre datée du 23 juin 1972, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Liban auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/10715)	
	b) Lettre datée du 23 juin 1972, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/10716)	
1649 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	24 juin 1972
1650 <sup>e</sup>	La situation au Moyen-Orient :	26 juin 1972
	a) Lettre datée du 23 juin 1972, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Liban auprès de l'Organisa-	

Séances	Objet	Dates
	tion des Nations Unies (S/10715)	
	b) Lettre datée du 26 juin 1972, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la République arabe syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/10720)	
	La situation au Moyen-Orient :	
	Lettre datée du 23 juin 1972, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/10716)	
1651 <sup>e</sup>	La situation au Moyen-Orient :	18 juillet 1972
	a) Lettre datée du 5 juillet 1972, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la République arabe syrienne	

Séances	Objet	Dates
	auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/10730)	
b)	Lettre datée du 5 juillet 1972, adressée au Président du Conseil de sécurité par le chargé d'affaires par intérim du Liban auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/10731)	
1652 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	20 juillet 1972
1653 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	21 juillet 1972
1654 <sup>e</sup>	Question concernant la situation en Rhodésie du Sud : Rapport spécial du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité (S/10632)	28 juillet 1972
1655 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	28 juillet 1972
1656 <sup>e</sup>	La situation en Namibie : Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 309 (1972) du Conseil de sécurité concernant la question de Namibie (S/10738)	31 juillet 1972
1657 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	1 <sup>er</sup> août 1972
1658 <sup>e</sup>	Admission de nouveaux Membres : Demande d'admission de la République populaire du Bangladesh à l'Organisation des Nations Unies : note du Secrétaire général (S/10759)	10 août 1972
1659 <sup>e</sup>	Admission de nouveaux Membres : Rapport du Comité d'admission de nouveaux Membres sur la demande d'admission de la République populaire du Bangladesh à l'Organisation des Nations Unies (S/10773)	24 août 1972
1660 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	25 août 1972
1661 <sup>e</sup>	La situation au Moyen-Orient : a) Lettre datée du 9 septembre 1972, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la République arabe syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/10782) b) Lettre datée du 10 septembre 1972, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Liban auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/10783)	10 septembre 1972
1662 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	10 septembre 1972
1663 <sup>e</sup>	Question concernant la situation en Rhodésie du Sud : Lettre datée du 20 septembre 1972, adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants permanents de la Guinée, de la Somalie et du Soudan (S/10798)	27 septembre 1972
1664 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	28 septembre 1972
1665 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	29 septembre 1972
1666 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	29 septembre 1972
1667 <sup>e</sup>	Plainte du Sénégal :	19 octobre 1972

Séances	Objet	Dates
	Lettre datée du 16 octobre 1972, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Sénégal (S/10807)	
1668 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	20 octobre 1972
1669 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	23 octobre 1972
1670 <sup>e</sup>	Examen du rapport du Conseil (privée) de sécurité à l'Assemblée générale	24 octobre 1972
1671 <sup>e</sup>	Election de cinq membres de la Cour internationale de Justice (S/10744, S/10745 et Add.1 à 6, S/10761, S/10772)	30 octobre 1972
1672 <sup>e</sup>	Question de la situation régnant dans les territoires sous domination portugaise : Lettre datée du 7 novembre 1972, adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de l'Algérie, du Botswana, du Burundi, du Cameroun, du Congo, de la Côte d'Ivoire, du Dahomey, de l'Egypte, de l'Ethiopie, du Gabon, du Ghana, de la Guinée, de la Haute-Volta, du Kenya, du Lesotho, du Libéria, de Madagascar, du Mali, du Maroc, de Maurice, de Mauritanie, du Niger, du Nigeria, de l'Ouganda, de la République arabe libyenne, de la République centrafricaine, de la République-Unie de Tanzanie, du Rwanda, du Sénégal, de la Sierra Leone, de la Somalie, du Soudan, du Tchad, du Togo, de la Tunisie, du Zaïre et de la Zambie (S/10828)	15 novembre 1972
1673 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	16 novembre 1972
1674 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	17 novembre 1972
1675 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	21 novembre 1972
1676 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	21 novembre 1972
1677 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	22 novembre 1972
1678 <sup>e</sup>	La situation en Namibie : Rapport du Secrétaire général ayant trait à l'application de la résolution 319 (1972) du Conseil de sécurité, concernant la question de Namibie (S/10832)	28 novembre 1972
1679 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	30 novembre 1972
1680 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	1 <sup>er</sup> décembre 1972
1681 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	4 décembre 1972
1682 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	6 décembre 1972
1683 <sup>e</sup>	Lettre datée du 26 décembre 1963, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de Chypre (S/5488) Rapport du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies à Chypre (S/10842)	12 décembre 1972
1684 <sup>e</sup>	La situation en Namibie : Application du paragraphe 8 de la résolution 323 (1972) du Conseil de sécurité	16 janvier 1973

<i>Séances</i>	<i>Objet</i>	<i>Dates</i>	<i>Séances</i>	<i>Objet</i>	<i>Dates</i>
	Demande du Panama portant sur la tenue de réunions du Conseil à Panama :		1701 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	20 mars 1973
	Lettre datée du 9 janvier 1973, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Ministre des relations extérieures du Panama (S/10858)		1702 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	20 mars 1973
1685 <sup>e</sup>	Demande du Panama portant sur la tenue de réunions du Conseil à Panama :	16 janvier 1973	1703 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	21 mars 1973
	Lettre datée du 9 janvier 1973, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Ministre des relations extérieures du Panama (S/10858)		1704 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	21 mars 1973
1686 <sup>e</sup>	Demande du Panama portant sur la tenue de réunions du Conseil à Panama :	26 janvier 1973	1705 <sup>e</sup>	La situation au Moyen-Orient : Lettre datée du 12 avril 1973, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Liban auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/10913)	12 avril 1973
	Deuxième rapport du Comité du Conseil de sécurité chargé de la question de la tenue de réunions du Conseil hors du Siège (S/10868)		1706 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	13 avril 1973
1687 <sup>e</sup>	Plainte de la Zambie :	29 janvier 1973	1707 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	16 avril 1973
	a) Lettre datée du 24 janvier 1973, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la Zambie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/10865)		1708 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	17 avril 1973
	b) Lettre datée du 23 janvier 1973, adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de la Guinée, du Kenya et du Soudan (S/10866)		1709 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	18 avril 1973
	c) Lettre datée du 26 janvier 1973, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent par intérim de la Yougoslavie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/10869)		1710 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	20 avril 1973
1688 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	30 janvier 1973	1711 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	21 avril 1973
1689 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	31 janvier 1973	1712 <sup>e</sup>	Question concernant la situation en Rhodésie du Sud :	14 mai 1973
1690 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	1 <sup>er</sup> février 1973		a) Lettre datée du 8 mai 1973, adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de la Guinée et du Kenya auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/10925)	
1691 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	2 février 1973		b) Deuxième rapport spécial du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité, concernant la question de la Rhodésie du Sud (S/10920)	
1692 <sup>e</sup>	Plainte de la Zambie :	8 mars 1973	1713 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	16 mai 1973
	Rapport de la Mission spéciale du Conseil de sécurité créée conformément à la résolution 326 (1973) [S/10896 et Add.1]		1714 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	17 mai 1973
1693 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	9 mars 1973	1715 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	18 mai 1973
1694 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	10 mars 1973	1716 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	22 mai 1973
1695 <sup>e</sup>	Examen des mesures visant au maintien et au renforcement de la paix et de la sécurité internationales en Amérique latine, en application des dispositions et des principes de la Charte	15 mars 1973	1717 <sup>e</sup>	Examen de la situation au Moyen-Orient :	6 juin 1973
1696 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	15 mars 1973		a) Résolution 331 (1973) du Conseil de sécurité	
1697 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	16 mars 1973		b) Rapport du Secrétaire général présenté en application de la résolution 331 (1973) adoptée par le Conseil de sécurité le 20 avril 1973 (S/10929)	
1698 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	16 mars 1973	1718 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	7 juin 1973
1699 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	19 mars 1973	1719 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	8 juin 1973
1700 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	19 mars 1973	1720 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	11 juin 1973
			1721 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	11 juin 1973
			1722 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	12 juin 1973
			1723 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	12 juin 1973
			1724 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	13 juin 1973
			1725 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	14 juin 1973
			1726 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	14 juin 1973
			1727 <sup>e</sup>	Lettre datée du 26 décembre 1963, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de Chypre (S/5488) Rapport du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies à Chypre (S/10940)	15 juin 1973
			1728 <sup>e</sup>	<i>Idem</i>	15 juin 1973

**V. — Résolutions adoptées par le Conseil de sécurité au cours de la période allant du 16 juin 1972 au 15 juin 1973**

<i>N° des résolutions</i>	<i>Date d'adoption</i>	<i>Sujet</i>
316 (1972)	26 juin 1972	La situation au Moyen-Orient
317 (1972)	21 juillet 1972	La situation au Moyen-Orient
318 (1972)	28 juillet 1972	Question de la situation en Rhodésie du Sud
319 (1972)	1 <sup>er</sup> août 1972	La situation en Namibie
320 (1972)	29 septembre 1972	Question de la situation en Rhodésie du Sud
321 (1972)	23 octobre 1972	Plainte du Sénégal
322 (1972)	22 novembre 1972	Question de la situation dans les territoires administrés par le Portugal
323 (1972)	6 décembre 1972	La situation en Namibie
324 (1972)	12 décembre 1972	La question de Chypre
325 (1973)	26 janvier 1973	Demande du Panama portant sur la tenue de réunions du Conseil à Panama
326 (1973)	2 février 1973	Plainte de la Zambie
327 (1973)	2 février 1973	Plainte de la Zambie
328 (1973)	10 mars 1973	Plainte de la Zambie
329 (1973)	10 mars 1973	Plainte de la Zambie
330 (1973)	21 mars 1973	Examen des mesures visant au maintien et au renforcement de la paix et de la sécurité internationales en Amérique latine, en application des dispositions et des principes de la Charte
331 (1973)	20 avril 1973	La situation au Moyen-Orient
332 (1973)	21 avril 1973	La situation au Moyen-Orient
333 (1973)	22 mai 1973	Question de la situation en Rhodésie du Sud

**VI. — Réunions d'organes subsidiaires du Conseil de sécurité au cours de la période allant du 16 juin 1972 au 15 juin 1973**

**1. — Comité d'admission de nouveaux Membres**

<i>Séances</i>	<i>Dates</i>
40 <sup>e</sup>	11 août 1973
41 <sup>e</sup>	21 août 1973

**2. — Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité concernant la question de la Rhodésie du Sud**

<i>Séances</i>	<i>Dates</i>
103 <sup>e</sup>	29 juin 1972
104 <sup>e</sup>	2 août 1972
105 <sup>e</sup>	3 août 1972
106 <sup>e</sup>	18 août 1972
107 <sup>e</sup>	31 août 1972
108 <sup>e</sup>	5 septembre 1972
109 <sup>e</sup>	6 septembre 1972
110 <sup>e</sup>	8 septembre 1972
111 <sup>e</sup>	12 septembre 1972
112 <sup>e</sup>	13 septembre 1972
113 <sup>e</sup>	14 septembre 1972
114 <sup>e</sup>	18 septembre 1972
115 <sup>e</sup>	20 décembre 1972
116 <sup>e</sup>	22 décembre 1972
117 <sup>e</sup>	11 janvier 1973
118 <sup>e</sup>	15 janvier 1973
119 <sup>e</sup>	18 janvier 1973
120 <sup>e</sup>	24 janvier 1973
121 <sup>e</sup>	8 février 1973
122 <sup>e</sup>	14 février 1973
123 <sup>e</sup>	16 février 1973
124 <sup>e</sup>	20 février 1973
125 <sup>e</sup>	21 février 1973
126 <sup>e</sup>	21 février 1973
127 <sup>e</sup>	23 février 1973
128 <sup>e</sup>	26 février 1973
129 <sup>e</sup>	28 février 1973
130 <sup>e</sup>	2 mars 1973

<i>Séances</i>	<i>Dates</i>
131 <sup>e</sup>	5 mars 1973
132 <sup>e</sup>	6 mars 1973
133 <sup>e</sup>	7 mars 1973
134 <sup>e</sup>	28 mars 1973
135 <sup>e</sup>	3 avril 1973
136 <sup>e</sup>	10 avril 1973
137 <sup>e</sup>	11 avril 1973
138 <sup>e</sup>	11 avril 1973
139 <sup>e</sup>	12 avril 1973
140 <sup>e</sup>	16, 18 et 24 avril 1973
141 <sup>e</sup>	7 mai 1973
142 <sup>e</sup>	14 mai 1973
143 <sup>e</sup>	24 mai 1973
144 <sup>e</sup>	30 mai 1973

**3. — Sous-Comité ad hoc pour la Namibie**

<i>Séances</i>	<i>Dates</i>
22 <sup>e</sup>	20 juillet 1972
23 <sup>e</sup>	13 décembre 1972

**4. — Comité chargé de la question de la tenue de réunions du Conseil hors du Siège**

<i>Séances</i>	<i>Dates</i>
9 <sup>e</sup>	17 janvier 1973
10 <sup>e</sup>	19 janvier 1973
11 <sup>e</sup>	22 janvier 1973
12 <sup>e</sup>	23 janvier 1973
13 <sup>e</sup>	25 janvier 1973
14 <sup>e</sup>	25 janvier 1973

**5. — Comité d'experts créé par le Conseil de sécurité à sa 1506<sup>e</sup> séance**

Aucune séance dudit Comité ne s'est tenue au cours de la période considérée. La dernière (11<sup>e</sup>) séance s'était tenue le 23 avril 1973.

## VII. — Comité d'état-major : représentants, présidents et secrétaires principaux

### A. — REPRÉSENTANTS DE CHAQUE ARMÉE POUR CHAQUE DÉLÉGATION

16 juin 1972-15 juin 1973

#### *Délégation chinoise*

M. Lin Fang, représentant de l'Armée chinoise et chef de la délégation .....	16 juin 1972 jusqu'à ce jour
M. Chang Wu-tang, représentant de l'Armée de l'air chinoise .....	29 septembre 1972 jusqu'à ce jour
M. Yang Ming-liang, représentant de la Marine chinoise .....	16 juin 1972 jusqu'à ce jour
M. Chi Shu-jang, chef de délégation adjoint .....	16 juin 1972 jusqu'à ce jour

#### *Délégation des Etats-Unis d'Amérique*

Général de corps aérien A. J. Russell, Armée de l'air des Etats-Unis .....	16 juin 1972 jusqu'à ce jour
Vice-Amiral H. L. Harty, Jr., Marine des Etats-Unis .....	16 juin 1972 jusqu'à ce jour
Général de corps d'armée R. G. Stilwell, Armée des Etats-Unis .....	16 juin 1972 jusqu'au 16 novembre 1972
Général de corps d'armée D. H. Cowles, Armée des Etats-Unis .....	16 novembre 1972 jusqu'à ce jour

#### *Délégation française*

Général de brigade E. de Grasset, Armée française .....	16 juin 1972 jusqu'à ce jour
Colonel M. J. Espieux, Armée de l'air française .....	16 juin 1972 jusqu'à ce jour
Capitaine de corvette P. Andrieu, Marine française .....	16 juin 1972 jusqu'à ce jour

#### *Délégation du Royaume-Uni*

Général de corps aérien Sir John Lapsley, Armée de l'air britannique .....	16 juin 1972 jusqu'au 27 mai 1973
Vice-Amiral I. Easton, Marine britannique .....	27 mai 1973 jusqu'à ce jour
Contre-Amiral W. D. S. Scott, Marine britannique .....	16 juin 1972 jusqu'à ce jour
Général de brigade G. H. Mills, Armée britannique .....	16 juin 1972 jusqu'au 1 <sup>er</sup> mars 1973
Général de brigade H. G. Woods, Armée britannique .....	1 <sup>er</sup> mars 1973 jusqu'à ce jour
Général de brigade aérienne W. Harbison, Armée de l'air britannique .....	2 août 1972 jusqu'à ce jour

#### *Délégation de l'Union soviétique*

Général de division V. S. Tovma, Armée soviétique .....	16 juin 1972 jusqu'à ce jour
Capitaine de vaisseau N. I. Roshchin, Marine soviétique .....	16 juin 1972 jusqu'au 15 novembre 1972
Colonel V. I. Pereverzev, Armée de l'air soviétique .....	16 juin 1972 jusqu'au 15 novembre 1972
Colonel R. M. Soupriagin, Armée soviétique .....	16 juin 1972 jusqu'à ce jour
Colonel V. I. Linkevitch, Armée soviétique .....	15 novembre 1972 jusqu'à ce jour
Capitaine de corvette A. P. Koval, Armée soviétique .....	15 novembre 1972 jusqu'à ce jour

### B. — PRÉSIDENTS DES SÉANCES

16 juin 1972-15 juin 1973

<i>Séances</i>	<i>Dates</i>	<i>Présidents</i>	<i>Délégation:</i>
705 <sup>e</sup>	29 juin 1972	Général de corps aérien A. J. Russell, Armée de l'air de Etats-Unis	Etats-Unis
706 <sup>e</sup>	13 juillet 1972	M. Lin Fang, représentant de l'Armée chinoise	Chine
707 <sup>e</sup>	27 juillet 1972	M. Lin Fang, représentant de l'Armée chinoise	Chine
708 <sup>e</sup>	10 août 1972	Général de brigade E. de Grasset, Armée française	France
709 <sup>e</sup>	24 août 1972	Général de brigade E. de Grasset, Armée française	France

<i>Séances</i>	<i>Dates</i>	<i>Présidents</i>	<i>Délégations</i>
710 <sup>e</sup>	7 septembre 1972	Colonel V. I. Pereverzev, Armée de l'air soviétique	URSS
711 <sup>e</sup>	21 septembre 1972	Capitaine de vaisseau N. I. Roshchin, Marine soviétique	URSS
712 <sup>e</sup>	5 octobre 1972	Général de corps aérien sir John Lapsley, Armée de l'air britannique	Royaume-Uni
713 <sup>e</sup>	19 octobre 1972	Général de brigade G. H. Mills, Armée britannique	Royaume-Uni
714 <sup>e</sup>	2 novembre 1972	Vice-Amiral H. L. Harty, Jr., Marine des Etats-Unis	Etats-Unis
715 <sup>e</sup>	16 novembre 1972	Colonel C. S. Johnson, Jr., Armée des Etats-Unis	Etats-Unis
716 <sup>e</sup>	30 novembre 1972	Colonel C. S. Johnson, Jr., Armée des Etats-Unis	Etats-Unis
717 <sup>e</sup>	14 décembre 1972	M. Lin Fang, représentant de l'Armée chinoise	Chine
718 <sup>e</sup>	28 décembre 1972	M. Lin Fang, représentant de l'Armée chinoise	Chine
719 <sup>e</sup>	11 janvier 1973	Général de brigade E. de Grasset, Armée française	France
720 <sup>e</sup>	25 janvier 1973	Général de brigade E. de Grasset, Armée française	France
721 <sup>e</sup>	8 février 1973	Colonel R. N. Soupriagin, Armée soviétique	URSS
722 <sup>e</sup>	22 février 1973	Colonel R. N. Soupriagin, Armée soviétique	URSS
723 <sup>e</sup>	8 mars 1973	Général de brigade aérienne W. Harbison, Armée de l'air britannique	Royaume-Uni
724 <sup>e</sup>	22 mars 1973	Général de corps aérien sir John Lapsley, Armée de l'air britannique	Royaume-Uni
725 <sup>e</sup>	5 avril 1973	Vice-Amiral H. L. Harty, Jr., Marine des Etats-Unis	Etats-Unis
726 <sup>e</sup>	19 avril 1973	Colonel C. S. Johnson, Jr., Armée des Etats-Unis	Etats-Unis
727 <sup>e</sup>	3 mai 1973	M. Lin Fang, représentant de l'Armée chinoise	Chine
728 <sup>e</sup>	17 mai 1973	M. Lin Fang, représentant de l'Armée chinoise	Chine
729 <sup>e</sup>	31 mai 1973	M. Lin Fang, représentant de l'Armée chinoise	Chine
730 <sup>e</sup>	14 juin 1973	Général de brigade E. de Grasset, Armée française	France

#### C. — SECRÉTAIRES PRINCIPAUX

16 juin 1972-15 juin 1973

<i>Séances</i>	<i>Dates</i>	<i>Secrétaires principaux</i>	<i>Délégations</i>
705 <sup>e</sup>	29 juin 1972	Colonel R. E. Sheridan, Armée de l'air des Etats-Unis	Etats-Unis
706 <sup>e</sup>	13 juillet 1972	M. Yang Ming-liang, représentant de la Marine chinoise	Chine
707 <sup>e</sup>	27 juillet 1972	M. Yang Ming-liang, représentant de la Marine chinoise	Chine
708 <sup>e</sup>	10 août 1972	Colonel M. J. Espieux, Armée de l'air française	France
709 <sup>e</sup>	24 août 1972	Colonel L. R. Follain, Armée française	France
710 <sup>e</sup>	7 septembre 1972	Colonel R. N. Soupriagin, Armée soviétique	URSS
711 <sup>e</sup>	21 septembre 1972	Colonel R. N. Soupriagin, Armée soviétique	URSS
712 <sup>e</sup>	5 octobre 1972	Colonel H. A. Caillard, Armée de l'air britannique	Royaume-Uni
713 <sup>e</sup>	19 octobre 1972	Colonel J. Wilson, Armée britannique	Royaume-Uni
714 <sup>e</sup>	2 novembre 1972	Colonel R. E. Sheridan, Armée de l'air des Etats-Unis	Etats-Unis
715 <sup>e</sup>	16 novembre 1972	Colonel R. E. Sheridan, Armée de l'air des Etats-Unis	Etats-Unis
716 <sup>e</sup>	30 novembre 1972	Colonel R. E. Sheridan, Armée de l'air des Etats-Unis	Etats-Unis
717 <sup>e</sup>	14 décembre 1972	M. Chi Shu-jang, Chef de délégation adjoint	Chine
718 <sup>e</sup>	28 décembre 1972	M. Yang Ming-liang, représentant de la Marine chinoise	Chine

<i>Séances</i>	<i>Dates</i>	<i>Secrétaires principaux</i>	<i>Délégations</i>
719 <sup>e</sup>	11 janvier 1973	Colonel L. R. Follain, Armée française	France
720 <sup>e</sup>	25 janvier 1973	Colonel L. R. Follain, Armée française	France
721 <sup>e</sup>	8 février 1973	Capitaine de corvette A. P. Koval, Armée soviétique	URSS
722 <sup>e</sup>	22 février 1973	Capitaine de corvette A. P. Koval, Armée soviétique	URSS
723 <sup>e</sup>	8 mars 1973	Colonel H. A. Caillard, Armée de l'air britannique	Royaume-Uni
724 <sup>e</sup>	22 mars 1973	Colonel J. C. C. Richards, Royal Marines	Royaume-Uni
725 <sup>e</sup>	5 avril 1973	Colonel R. E. Sheridan, Armée de l'air des Etats-Unis	Etats-Unis
726 <sup>e</sup>	19 avril 1973	Colonel C. S. Johnson, Jr., Armée des Etats-Unis	Etats-Unis
727 <sup>e</sup>	3 mai 1973	M. Chi Shu-jang, chef de délégation adjoint	Chine
728 <sup>e</sup>	17 mai 1973	M. Yang Ming-liang, représentant de la Marine chinoise	Chine
729 <sup>e</sup>	31 mai 1973	M. Chi Shu-jang, chef de délégation adjoint	Chine
730 <sup>e</sup>	14 juin 1973	Commandant J. L. Crespín, Armée française	France

---

#### **HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS**

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

#### **COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES**

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous aux: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

#### **КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ**

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

#### **COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS**

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.

---